



Telenet Group Holding NV

Une société anonyme de droit belge (*naamloze vennootschap*)

Offre en Vente d'Actions Ordinaires Existantes

et

Offre en Souscription d'Actions Ordinaires à Emettre Pour €280 millions

Offre concomitante d'actions ordinaires (les "Actions") de Telenet Group Holding NV se composant de :

- Une offre en vente (l' "Offre Secondaire") d'Actions existantes (les "Actions Existantes") par les "Actionnaires Cédants"; et
- Une offre en souscription (l' "Offre Primaire" et, conjointement avec l'Offre Secondaire, l' "Offre") d'Actions nouvellement émises (les "Actions Nouvelles") pour un maximum de €280 millions, prime d'émission, le cas échéant, incluse;

dans les deux cas, dans le cadre d'une offre publique en Belgique, d'une offre à des acheteurs institutionnels qualifiés aux Etats-Unis conformément à la *Rule 144A* du *U.S. Securities Act* de 1933 tel que modifié (le "*Securities Act*"), et d'une offre à des investisseurs institutionnels à l'extérieur des Etats-Unis conformément à la *Regulation S* ("*Regulation S*") du *Securities Act*. Telenet Group Holding NV ne sollicitera pas le passeport européen dans le cadre de l'Offre, conformément à la Directive 2003/71/CE du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE.

Certains des Actionnaires Cédants accorderont aux *Underwriters* (tels que définis ci-après), tels qu'identifiés dans la section "*Underwriting* et Plan de Distribution," une option, exerçable pendant 30 jours à compter d'une information adéquate du public du Prix de l'Offre des Actions Offertes, leur donnant le droit d'acquérir un nombre d'Actions complémentaire correspondant à maximum 15 % des Actions Existantes et des Actions Nouvelles, au Prix de l'Offre (tel qu'il est défini ci-dessous), diminué de la commission d'*underwriting*, afin de couvrir, le cas échéant, d'éventuelles surallocations dans le cadre de l'Offre (l' "Option de Surallocation"). Les Actions pouvant être acquises par les *Underwriters* aux termes de l'Option de Surallocation sont dénommées ci-après les "Actions Complémentaires" et, conjointement avec les Actions Existantes et les Actions Nouvelles, les "Actions Offertes."

Les Actions Nouvelles sont offertes avec des Strips VVPR (*Verminderde Voorheffing/Précompte Réduit*) (les "Strips VVPR"), qui donnent la possibilité à certains actionnaires de bénéficier d'un taux réduit de précompte mobilier belge sur les dividendes tel que décrit dans la section "Considérations sur l'Impôt sur le Revenu—Considérations sur l'Impôt Belge sur le Revenu."

Préalablement à l'Offre, il n'existait pas de marché public pour les Actions ou pour les Strips VVPR.

Il est attendu que le prix par Action de l'offre publique (le "Prix de l'Offre") soit compris dans une fourchette par Action qui sera publiée dans la presse financière belge le lundi 26 septembre 2005 et, dans tous les cas, pour les investisseurs particuliers n'excédera pas un prix fixe maximum qui sera publié dans la presse financière belge le lundi 26 septembre 2005. Le Prix de l'Offre sera publié dans la presse financière belge le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005.

UNE DEMANDE A ETE INTRODUITE EN VUE D'OBTENIR L'ADMISSION A LA COTE DES ACTIONS ORDINAIRES EXISTANTES, DES ACTIONS NOUVELLES ET DE TOUTES ACTIONS POUVANT ETRE EMISES LORS DE L'EXERCICE DE WARRANTS, DE LA CONVERSION DE PARTS BENEFICIAIRES OU DE LA CONVERSION D'ACTIONS SUBORDONNEES EN CAS DE LIQUIDATION SOUS LE CODE "TNET" ET DE TOUTS LES STRIPS VVPR SOUS LE CODE "TNETS" SUR EUROLIST BY EURONEXT, LE MARCHE REGLEMENTE D'EURONEXT BRUSSELS. La cotation devrait être effective le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005 et les négociations commenceront sur une base "*if-and-when-issued-or-delivered*" le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005, et ce avant livraison des Actions Offertes.

VOIR LA SECTION "FACTEURS DE RISQUE" COMMENÇANT A LA PAGE 21 AFIN DE PRENDRE CONNAISSANCE DES FACTEURS QUI DOIVENT ETRE PRIS EN COMPTE AVANT D'ACHETER DES ACTIONS. Les investisseurs potentiels doivent garder à l'esprit que Telenet est une société relativement jeune qui opère dans un environnement changeant rapidement. Elle a jusqu'à présent accumulé une perte importante et ne s'attend pas à être en position de payer des dividendes dans les années à venir. Le bilan de la société comprend un poste de *goodwill* significatif et un montant important de dettes.

La Société a l'intention d'utiliser le produit de l'Offre Primaire afin de réduire son niveau d'endettement.

Les Actions Offertes n'ont pas été et ne seront pas enregistrées sous le régime du *Securities Act* ou des lois d'un état relatives aux valeurs mobilières. Par conséquent, les Actions Offertes sont offertes ou vendues aux Etats-Unis uniquement à des "investisseurs institutionnels qualifiés" en vertu de la *Rule 144A* du *Securities Act* ou à l'extérieur des Etats-Unis conformément à la *Regulation S*. Pour une description de certaines restrictions concernant les transferts d'Actions, se référer à la section "Restrictions à la Vente."

Les Actions Offertes n'ont pas et ne seront pas enregistrées conformément au droit des valeurs mobilières de tout autre Etat que la Belgique. La distribution de ce document et l'offre, la vente et la livraison des Actions Offertes dans certains pays peuvent être limitées par des dispositions légales ou réglementaires. Toute personne qui serait amenée à détenir ce document est tenue de s'informer sur l'existence de telles restrictions et de les respecter. Pour une description de ces restrictions et d'autres restrictions concernant les offres, les ventes et les transferts d'Actions et la distribution de ce prospectus (le "Prospectus"), se référer à la "Note aux Investisseurs."

L'Offre aux particuliers situés en Belgique commencera le lundi 26 septembre 2005 et s'achèvera le vendredi 7 octobre 2005 à 16h00, heure de Bruxelles, sous réserve d'une clôture anticipée. L'offre aux investisseurs institutionnels commencera le lundi 26 septembre 2005 et s'achèvera le lundi 10 octobre, sous réserve d'une clôture anticipée. Dans le cas d'une clôture anticipée, la détermination du prix, l'allocation, la cotation et la clôture de l'Offre pourront être avancées en conséquence.

Initialement, les Actions Offertes seront des titres au porteur représentés par un ou plusieurs certificats globaux déposés à la CIK. La livraison des Actions Offertes devrait intervenir par inscription en compte contre paiement en fonds immédiatement disponibles le ou aux alentours du vendredi 14 octobre 2005.

Offre globale aux investisseurs institutionnels

Joint Bookrunners

JPMorgan

Lehman Brothers

Merrill Lynch

KBC Securities

Offre belge aux investisseurs particuliers

Lead Managers

KBC

Dexia Banque

Conseiller de la Société

Goldman Sachs International

Ce prospectus est daté du 20 septembre 2005

Offre globale aux investisseurs institutionnels

Joint Global Coordinators

JPMorgan

**Lehman
Brothers**

**Merrill
Lynch**

**KBC
Securities**

**Goldman Sachs
International**

Joint Bookrunners

JPMorgan

**Lehman
Brothers**

**Merrill
Lynch**

**KBC
Securities**

Co-Lead Managers

**Goldman Sachs
International**

Petercam

Offre belge aux investisseurs particuliers

Lead Managers

KBC

Dexia Banque

Co-Lead Managers

Fortis Banque

Petercam

Selling Agents

ING Belgique

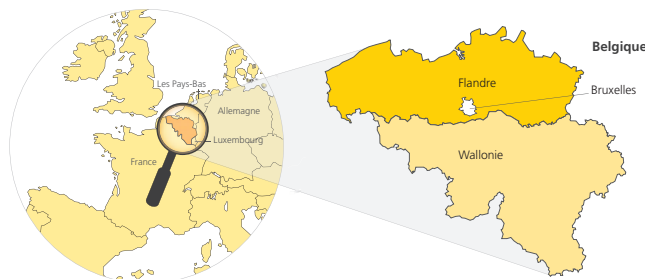
Banque Degroof

Conseiller de la Société

Goldman Sachs International

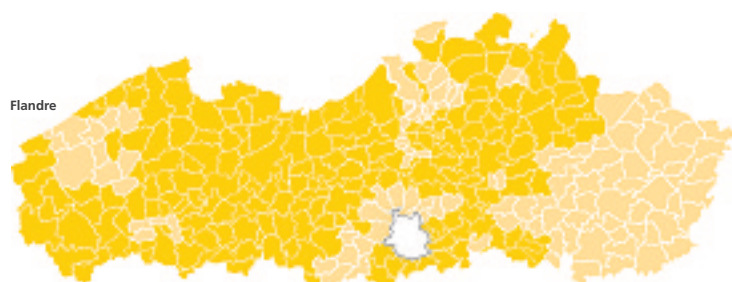
La zone d'activité de Telenet

Telenet est surtout active en Flandre. Avec plus de 6 millions d'habitants sur un territoire relativement réduit, cette région possède une densité de population nettement supérieure à la moyenne européenne. De plus, elle est l'une des régions les plus prospères d'Europe. Sur le marché professionnel, Telenet propose également des services dans le reste de la Belgique et dans certaines parties du Luxembourg, par le biais de Telenet Solutions.



Le Réseau Telenet et le Réseau Partenaire

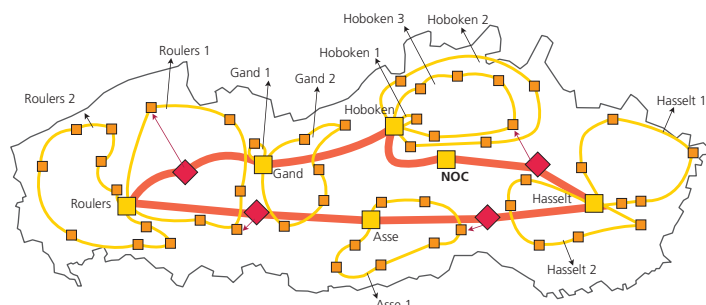
La Flandre compte 10 intercommunales mixtes et 4 intercommunales pures qui, dans le passé, exploitaient chacune leur propre réseau câblé. Depuis 2002, Telenet est propriétaire des réseaux câblés des 10 intercommunales mixtes (jaune foncé). Dans ces parties de la Flandre, Telenet propose divers services : télévision câblée et payante, tant analogique que numérique, Internet à haut débit et téléphonie. Dans les autres régions, les zones d'activité des intercommunales pures (jaune clair), Telenet propose la télévision payante analogique par câble, ainsi que des services Internet à haut débit et de téléphonie. A cette fin, Telenet accède au réseau de ces intercommunales (le 'Réseau Partenaire') en vertu d'un contrat de leasing d'une durée de 50 ans, dont il reste actuellement 41 ans à courir.



■ Réseau Telenet ■ Réseau Partenaire □ Telenet n'est pas active à Bruxelles

Le réseau principal et le réseau HFC

Tous les foyers disposant d'une connexion Telenet sont raccordés au réseau de fibres optiques à haut débit de Telenet. Ce réseau principal se compose de 11.500 km de fibres optiques, dont 6.000 sont la propriété de Telenet. 2.000 km sont accessibles par le biais du Réseau Partenaire, et 3.500 km en vertu de contrats de leasing de longue durée. Le réseau de fibres optiques se compose d'une boucle primaire, de plusieurs boucles secondaires et d'un grand nombre de boucles HFC, connectées à notre réseau coaxial par le biais de 47 têtes de réseau et près de 2.250 nœuds optiques. L'ensemble de notre réseau, d'une longueur approximative de 67.000 km, a été porté au standard numérique bi-directionnel HFC.



■ Centre de commutation ■ Tête de réseau — Boucle primaire — Boucle secondaire ◆ Répéteur

En prenant votre décision d'investissement, vous ne devriez vous baser que sur l'information contenue dans ce Prospectus. Les *Underwriters* et nous n'avons autorisé personne à vous fournir d'autres informations. Si vous recevez d'autres informations, vous ne devriez pas vous fier à celles-ci.

Les *Underwriters* et nous n'offrons de vendre les Actions Offertes que dans les lieux où les offres et les ventes sont permises.

Vous ne devriez pas présumer que l'information contenue dans ce Prospectus sera correcte à toute date autre que celle figurant sur la page de couverture de ce Prospectus.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
NOTE AUX INVESTISSEURS	i
NOTE AUX INVESTISSEURS AMERICAINS	iii
NOTE AUX RESIDENTS DU NEW HAMPSHIRE	iii
NOTE AUX INVESTISSEURS BRITANNIQUES	iv
INFORMATIONS DISPONIBLES	iv
PRESENTATION D'INFORMATIONS FINANCIERES ET AUTRES	iv
INFORMATIONS PREVISIONNELLES	viii
RESUME	1
FACTEURS DE RISQUE	21
INFORMATION SUR LES TAUX DE CHANGE	44
NOTRE HISTORIQUE	45
L'OFFRE	49
DIVIDENDES ET POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	57
AFFECTATION DU PRODUIT DE LA VENTE	58
CAPITALISATION ET ENDETTEMENT	59
DILUTION	60
INFORMATION FINANCIERE HISTORIQUE—SELECTION	61
COMMENTAIRES ET ANALYSE PAR LE MANAGEMENT DE LA SITUATION FINANCIERE ET DES RESULTATS D'EXPLOITATION	63
ACTIVITE	99
CADRE REGLEMENTAIRE	145
MANAGEMENT ET GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	160
PRINCIPAUX ACTIONNAIRES	178
CERTAINES RELATIONS ET OPERATIONS AVEC DES PARTIES LIEES	188
DESCRIPTION DU CAPITAL SOCIAL, DES STATUTS ET DES DROITS DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	190
EURONEXT BRUSSELS	199
CONSIDERATIONS SUR L'IMPOT SUR LE REVENU	202
UNDERWRITING ET PLAN DE DISTRIBUTION	210
RESTRICTIONS A LA VENTE	214
RESTRICTIONS AU TRANSFERT	217
VALIDITE DES TITRES	218
COMMISSAIRES INDEPENDANTS	218
MISE EN OEUVRE DE LA RESPONSABILITE CIVILE	219
INFORMATIONS GENERALES	220
RESUME DE CERTAINS ENGAGEMENTS AU TITRE DU CONTRAT DE CREDIT SENIOR ..	224
CERTAINES INFORMATIONS RELATIVES AUX FILIALES	232
PREMIERE APPLICATION DES GAAP U.E.	235
RESUME DE CERTAINES DIFFERENCES SIGNIFICATIVES ENTRE LES NORMES COMPTABLES (GAAP) BELGES ET LES U.S. GAAP	238
TABLE DES MATIERES DES COMPTES	F-1
GLOSSAIRE DE TERMES CHOISIS	G-1

(La présente page est laissée en blanc intentionnellement.)

NOTE AUX INVESTISSEURS

Telenet Group Holding NV (“Telenet Group Holding”), représentée par son Conseil d’administration, assume la responsabilité du contenu de ce Prospectus. Le siège social de Telenet Group Holding est situé à l’adresse suivante : Liersesteenweg 4, B-2800 Malines, Belgique. Certaines parties du Prospectus ont été rédigées sur base d’informations transmises par les actionnaires existants, comme les informations relatives à l’identité de ces actionnaires, l’identité des entités contrôlant ou contrôlées par tel actionnaire, et au nombre, mais non au pourcentage, des actions, warrants et options (d’achat) détenus par tel actionnaire, et par les Actionnaires Cédants, en ce qui concerne les informations relatives aux dispositions pertinentes significatives des contrats d’options conclus par tel actionnaire concernant les droits et obligations de tel actionnaire en vertu de ces contrats, et relatives aux dispositions pertinentes significatives du Contrat de Syndicat concernant les droits et obligations de tel actionnaire en vertu de ce Contrat apparaissant sous les rubriques “Résumé—Actionnaires”, “Résumé—Actionnariat et Dilution”, “L’Offre—Raisons de l’Offre—Offre Secondaire”, “Management et Gouvernement d’Entreprise—Les Administrateurs—Composition des Conseils d’Administration”, “Management et Gouvernement d’Entreprise—Les Administrateurs—Modalités de Vote des Conseils d’Administration—Généralités et Observateurs et Conseillers”, “Principaux Actionnaires—Actionnaires Principaux”, “Principaux Actionnaires—Actionnaires Belges”, “Principaux Actionnaires—Contrats d’Option et de Warrant”, “Principaux Actionnaires—Options sur Actions Existantes”, “Principaux Actionnaires—*Subordinated Debt Warrants*”, “Principaux Actionnaires—Contrat de Syndicat” (à l’exception du dernier paragraphe), “Principaux Actionnaires—Convention d’Actionnaires Relative à l’Introduction en Bourse”, “Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d’Entreprise—Droits Préférentiels de Souscription”, et “Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d’Entreprise—Restrictions à la Cession”.

Telenet Group Holding déclare et garantit, ayant pris toutes les mesures raisonnables à cette fin, qu’à sa meilleure connaissance, les informations contenues dans ce Prospectus sont conformes à la réalité et ne comportent aucune omission qui serait de nature à en altérer la portée.

Les *Underwriters* ne font aucune déclaration et ne donnent aucune garantie, que ce soit de manière expresse ou implicite, quant au caractère exact ou complet des informations contenues dans ce Prospectus, et ce Prospectus ne comporte, ni ne peut être considéré comme comportant un quelconque engagement ou une quelconque déclaration des *Underwriters*.

Ce Prospectus est destiné à fournir des informations aux investisseurs potentiels, dans le contexte et dans le seul but de l’évaluation de l’Offre et d’un éventuel investissement dans les Actions Offertes. Il contient des informations sélectionnées et résumées, n’exprime aucun engagement, aucune reconnaissance ni aucune renonciation et ne crée aucun droit, que ce soit de manière expresse ou implicite, vis-à-vis de quiconque en dehors des investisseurs potentiels dans le contexte de l’Offre. Il ne peut être utilisé qu’en rapport avec l’Offre. Le contenu de ce Prospectus ne doit pas être considéré comme une interprétation de nos obligations, des pratiques de marché ou des contrats que nous avons conclus.

En décidant d’investir, les investisseurs potentiels doivent se forger leur propre opinion sur Telenet Group Holding et sur les conditions de l’Offre, y compris sur les intérêts qu’elle présente et sur les risques qu’elle implique. Toute décision d’acquérir des Actions Offertes devrait être uniquement fondée sur ce Prospectus (et tout supplément à ce dernier), en tenant compte du fait que tout résumé ou toute description de dispositions légales, de principes comptables ou de comparaisons de tels principes, de structures de droit des sociétés ou de relations contractuelles contenu dans ce Prospectus est exclusivement fourni à titre d’information et ne doit en aucun cas être considéré comme un avis juridique, comptable ou fiscal quant à l’interprétation ou au caractère exécutoire de telles dispositions, informations ou relations. L’Offre n’a été recommandée par aucune commission compétente en matière de valeurs mobilières ou autorité de régulation en Belgique ou à l’étranger.

A l’occasion de l’Offre, ce Prospectus a été préparé en langues anglaise, néerlandaise et française. Le 20 septembre 2005, la Commission bancaire, financière et des assurances belge a approuvé ce Prospectus, conformément à l’article 14 de la loi belge du 22 avril 2003 relative aux offres publiques de titres (la “Loi du 22 avril 2003”). L’approbation par la Commission bancaire, financière et des assurances ne comporte aucune appréciation des mérites que présentent le Prospectus, les Actions Offertes ou Telenet Group Holding ni de leur qualité. Pour les besoins de l’Offre en Belgique, seule la version imprimée néerlandaise du Prospectus fait légalement foi. Telenet Group Holding assume la responsabilité de la cohérence entre les versions anglaise, néerlandaise et française de ce Prospectus.

L'avis requis par l'article 13, paragraphe 1^{er} de la Loi du 22 avril 2003 a été publié le lundi 26 septembre 2005. Toutes les publications relatives à l'Offre seront effectuées dans la presse financière belge ainsi qu'exposé dans la section intitulée "L'Offre".

Ce Prospectus sera mis gratuitement à la disposition des investisseurs au siège social de Telenet Group Holding, aux guichets de KBC, Dexia Banque, Fortis Banque, Petercam, ING Belgique et Banque Degroof en Belgique. Les versions néerlandaise et française de ce Prospectus sont également disponibles sur les sites web de Telenet Group Holding www.telenet.be/beursgang et www.telenet.be/enbourse, étant entendu cependant que ces versions consultables en ligne ne sont fournies qu'à titre purement informatif et que seule la version néerlandaise imprimée de ce Prospectus fait légalement foi pour les besoins de l'Offre en Belgique. Les versions internet de ce Prospectus ne constituent pas une offre de vente ou une sollicitation d'une offre d'achat ou de souscription dans les pays dans lesquels une telle offre ou sollicitation est interdite. Toute reproduction ou distribution des versions internet de ce Prospectus est interdite. Les autres informations figurant sur les sites web de Telenet Group Holding ou sur tout autre site web ne font pas partie de ce Prospectus.

Des copies des Statuts et des comptes de Telenet Group Holding et de ses filiales pour les exercices 2003 et 2004 seront gratuitement mises à la disposition des investisseurs au siège social de Telenet Group Holding.

Aucune personne n'est ou n'a été autorisée par Telenet Group Holding, les Actionnaires Cédants, les *Underwriters* ou l'une de leurs sociétés affiliées à communiquer des informations ou à faire des déclarations ou des promesses concernant l'Offre, autres que les informations contenues dans ce Prospectus. Si de telles informations, déclarations ou promesses non contenues dans le Prospectus ont été communiquées ou données, celles-ci ne doivent pas être considérées comme ayant été autorisées par Telenet Group Holding, les Actionnaires Cédants, les *Underwriters* ou l'une de leurs sociétés affiliées. Toute reproduction ou distribution de ce Prospectus, en tout ou partie, et toute divulgation de son contenu ou utilisation d'une information qu'il contient, à des fins autres que celles consistant à envisager un investissement dans les Actions Offertes, est interdite. Chaque personne intéressée par l'acquisition des Actions Offertes marque son accord sur ce qui précède, en acceptant la remise de ce Prospectus.

Ni la remise de ce Prospectus, ni aucune vente réalisée en vertu de celui-ci après la date qui figure sur le Prospectus n'implique, en aucune circonstance, qu'il n'y a pas eu de modification de nos affaires depuis la date mentionnée sur ce Prospectus ou que toutes les informations reprises dans ce Prospectus seront exactes à une date ultérieure à celle mentionnée sur ce Prospectus.

Telenet Group Holding s'engage à mettre à jour les informations contenues dans ce Prospectus par le biais d'un supplément à ce dernier, au cas où un événement significatif susceptible d'influencer l'évaluation de l'Offre par des investisseurs potentiels se produirait avant la clôture de l'Offre. Tout supplément sera publié dans la presse financière belge ou rendu accessible par une autre voie de diffusion permise. Si Telenet Group Holding ne fournit pas de mise à jour en cas de survenance de pareil événement, la Commission bancaire, financière et des assurances peut suspendre l'Offre jusqu'à ce que cette mise à jour ait été fournie.

A l'occasion de l'Offre des Actions Offertes, J.P. Morgan Securities Ltd. (l' "Agent Stabilisateur") (ou les personnes agissant pour le compte de l'Agent Stabilisateur) peuvent surallouer des Actions ou intervenir sur le marché afin de soutenir le prix des Actions à un niveau supérieur à celui qui prévaudrait sans cette intervention. Cependant, il n'existe aucune garantie que l'Agent Stabilisateur (ou les personnes agissant pour le compte de l'Agent Stabilisateur) engagera une action de stabilisation. Toute stabilisation peut s'effectuer à compter de l'information adéquate du public du Prix de l'Offre des Actions Offertes et pendant une période ne pouvant excéder 30 jours.

La présente Offre et ce Prospectus n'ont pas été soumis pour approbation à une quelconque autorité de contrôle en dehors de la Belgique. Par conséquent, aucune démarche ne peut être entreprise dès lors qu'elle constituerait ou résulterait en une offre publique des Actions en dehors de la Belgique. La diffusion de ce Prospectus, ainsi que l'offre et la vente des Actions Offertes peuvent, dans certains pays, être limitées par des dispositions légales. Ni Telenet Group Holding, ni les Actionnaires Cédants, ni les *Underwriters* ne garantissent que ce Prospectus ou tous autres documents relatifs à l'Offre pourront être légalement diffusés, ou que les Actions Offertes puissent être légalement offertes, en conformité avec toute obligation d'enregistrement applicable ou toutes autres conditions requises dans un autre Etat, ou en vertu de toute exemption applicable, et déclinent toute responsabilité pour

avoir facilité cette diffusion ou cette offre. Par conséquent, les Actions Offertes ne peuvent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni ce Prospectus ni tous autres documents relatifs à l'Offre ne peuvent être distribués ou publiés dans tout Etat, sauf d'une manière conforme aux lois et réglementations applicables. Ce Prospectus ne constitue pas une offre de vente ou une invitation à acquérir des Actions Offertes vis-à-vis de toute personne dans tout Etat dans lequel il est illégal de faire une telle offre ou de solliciter lesdites personnes. Les personnes qui sont amenées à détenir ce Prospectus ou toute Action doivent s'informer sur ces restrictions et les respecter.

En particulier, ce Prospectus et tous autres documents ou supports relatifs aux Actions Offertes ne peuvent pas être distribués en dehors de la Belgique, y compris notamment mais sans y être limité, aux Etats-Unis d'Amérique, en Australie, au Canada, en France, en Italie, au Japon, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. Tout manquement au respect de ces restrictions peut constituer une violation des lois américaines, canadiennes, françaises, japonaises, néerlandaises, et anglaises ou de tout autre Etat, en matière d'instruments financiers. Voir "Restrictions à la Vente."

Toutes les offres faites dans des pays autres que la Belgique sont limitées aux investisseurs qualifiés au sens de la Directive 2003/71/CE.

NOTE AUX INVESTISSEURS AMERICAINS

Les Actions Offertes n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement sous le régime du *Securities Act* ou auprès de toute autre autorité administrative compétente en matière de valeurs mobilières d'un autre Etat ou juridiction aux Etats-Unis pour être offertes ou vendues dans le cadre de leur distribution et, sous réserve de certaines exceptions, ne peuvent pas être offertes ou cédées aux Etats-Unis ou à des personnes américaines. Les Actions Offertes ne seront offertes ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique qu'à des investisseurs institutionnels qualifiés selon la *Rule 144A* du *Securities Act* et elles sont offertes à l'extérieur des Etats-Unis conformément à la *Regulation S* du *Securities Act*. Les investisseurs potentiels sont informés par le présent paragraphe que le vendeur des Actions Offertes peut se baser sur la dérogation aux dispositions de la Section 5 du *Securities Act* édictée par la *Rule 144A*. Les Actions ne peuvent être transférées qu'en conformité avec les restrictions décrites dans la présente. Voir les sections "Restrictions à la Vente" et "Restrictions aux Transferts".

Ni la *U.S. Securities and Exchange Commission* (la "SEC"), ni aucune autre commission étatique américaine ou autorité non-américaine compétente en matière de valeurs mobilières, n'a approuvé ou refusé d'approuver les Actions Offertes ni déterminé que ce Prospectus est exact ou complet. Toute déclaration contraire constitue une infraction pénale.

NOTE AUX RESIDENTS DU NEW HAMPSHIRE

NI LE FAIT QU'UNE DECLARATION D'ENREGISTREMENT OU UNE DEMANDE DE LICENCE AIT ETE FORMULEE AUPRES DE L'ETAT DU NEW HAMPSHIRE CONFORMEMENT AU CHAPITRE 421-B DU NEW HAMPSHIRE UNIFORM SECURITIES ACT ("RSA 421-B"), NI LE FAIT QU'UNE VALEUR MOBILIERE SOIT EFFECTIVEMENT ENREGISTREE OU QU'UNE PERSONNE SOIT DETENTRICE D'UNE LICENCE DANS L'ETAT DU NEW HAMPSHIRE NE CONSTITUENT UNE CONFIRMATION PAR LE SECRETAIRE D'ETAT DU NEW HAMPSHIRE QUE TOUT DOCUMENT DEPOSE CONFORMEMENT AU RSA 421-B EST CORRECT, COMPLET ET NON SUSCEPTIBLE D'INDUIRE EN ERREUR. NI PAREIL FAIT, NI LE FAIT QU'UNE VALEUR MOBILIERE OU TRANSACTION PUISSE BENEFICIER D'UNE EXEMPTION OU DEROGATION NE SIGNIFIE QUE LE SECRETAIRE D'ETAT S'EST PRONONCE DE QUELQUE MANIERE QUE CE SOIT SUR LEURS AVANTAGES OU QUALITES, NI N'A RECOMMANDE OU APPROUVE UNE QUELCONQUE PERSONNE, VALEUR MOBILIERE OU TRANSACTION. IL EST ILLEGAL DE FAIRE, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT DES DECLARATIONS EN INFRACTION AVEC LES DISPOSITIONS DU PRESENT PARAGRAPHE AUPRES DE TOUT ACHETEUR OU CLIENT POTENTIEL.

NOTE AUX INVESTISSEURS BRITANNIQUES

Ce Prospectus est exclusivement distribué et adressé à l'attention (i) des personnes se trouvant à l'extérieur du Royaume-Uni ou (ii) d'investisseurs professionnels tels que définis à l'article 19(5) de la *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005* (l' "Ordre") ou (iii) des *high net worth entities*, ou aux autres personnes auxquelles ce Prospectus pourra être communiqué, telles que décrites à l'article 49(2)(a) à (d) de l'Ordre (collectivement les "personnes concernées"). Les Actions Offertes ne sont disponibles que pour les personnes concernées et toute invitation, offre ou accord de souscription, d'achat ou autre mode d'acquisition de ces Actions Offertes n'est adressé qu'aux personnes concernées. Toute personne autre qu'une personne concernée ne devra pas agir ou se baser sur ce document ou l'un de ses contenus.

INFORMATIONS DISPONIBLES

Si, à un moment, Telenet Group Holding n'est ni soumis aux Sections 13 ou 15(d) du *U.S. Securities Exchange Act* de 1934, tel que modifié (l' "*Exchange Act*"), ni dispensé des obligations de déclaration de la *Rule 12g3-2(b)* de ce dernier, et si à ce moment-là les Actions Offertes sont des "*restricted securities*" au sens de la *Rule 144* du *Securities Act*, Telenet Group Holding fournira, à leur demande, à tous propriétaires d'Actions Offertes, ou à tous acquéreurs potentiels désignés par tel propriétaire, l'information devant être fournie conformément à la *Rule 144A(d)(4)* du *Securities Act*.

PRESENTATION D'INFORMATIONS FINANCIERES ET AUTRES

Définitions

Dans ce Prospectus :

- "U.E." fait référence à l'Union Européenne;
- "Flandre" fait référence à la région flamande de Belgique à l'exclusion de Bruxelles;
- "Etats-Unis" ou "U.S." fait référence aux Etats-Unis d'Amérique;
- "GAAP belges" fait référence aux principes comptables généralement admis en Belgique;
- "U.S. GAAP" fait référence aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis;
- "GAAP U.E." fait référence aux International Financial Reporting Standards tels qu'adoptés par l'Union Européenne;
- "\$," "U.S.\$" ou "U.S. dollars" désigne la monnaie qui a cours légal aux Etats-Unis;
- "€" ou "euro" fait référence à la monnaie unique des Etats Membres participant à la troisième phase de l'Union Economique et Monétaire du Traité instituant la Communauté Européenne, tel qu'amendé le cas échéant;
- "Underwriters" fait référence aux sociétés dont la liste figure à la section "Underwriting et Plan de Distribution;"
- "nous," "nos", "notre" et "Telenet" font référence à Telenet Group Holding NV, conjointement avec ses filiales consolidées, sauf lorsque le contexte exige le contraire; et
- "Telenet Group Holding" fait référence à Telenet Group Holding NV, sauf lorsque le contexte exige le contraire.

En outre "Telenet Communications" fait référence à Telenet Communications NV, "Telenet Bidco" fait référence à Telenet Bidco NV, "Telenet Holding" fait référence à Telenet Holding NV, "Telenet Operaties" fait référence à Telenet Operaties NV, "Telenet Vlaanderen" fait référence à Telenet Vlaanderen NV, "MixtICS" fait référence à MixtICS NV, "Telenet Solutions" fait référence à Telenet Solutions NV et ses filiales, "Phone-Plus" fait référence à Phone-Plus BVBA et "PayTVCo" fait référence à PayTVCo NV. Le 1^{er} janvier 2005, Telenet Operaties NV a changé de dénomination sociale pour devenir Telenet NV. En juillet 2005, PayTVCo et MixtICS ont été fusionnées dans Telenet NV, avec effet au 1^{er} janvier 2005.

Information Financière

Les comptes annuels consolidés audités de Telenet Group Holding pour les exercices fiscaux clôturés au 31 décembre 2002, 2003 et 2004 ont tous été préparés conformément aux U.S. GAAP. Les comptes consolidés abrégés non audités de Telenet Group Holding pour le semestre clôturé le 30 juin 2005 ont été sujets à examen par nos commissaires indépendants. En vertu de l'article 125, §1 du Code des sociétés belge, le Service Public Fédéral Economie a autorisé Telenet Group Holding à présenter ses comptes consolidés, qu'elle doit communiquer à la Banque Nationale de Belgique et qui sont inclus dans ce Prospectus, conformément aux U.S. GAAP plutôt qu'en conformité avec les GAAP belges. Conformément aux réglementations U.E. applicables, à compter des résultats de l'exercice fiscal qui sera clôturé le 31 décembre 2005, nous commencerons à préparer nos informations financières conformément aux GAAP U.E. Voir "Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—Nous serons tenus d'adopter de nouvelles normes comptables pour les comptes de l'exercice commençant au 1^{er} janvier 2005, ce qui pourrait affecter nos comptes de manière significative" et "Première Utilisation des GAAP U.E."

L'information financière incluse dans ce Prospectus n'est pas destinée à satisfaire les obligations déclaratives vis-à-vis de la SEC. Le respect de ces obligations rendrait nécessaire la modification ou l'exclusion de certaines données financières, y compris l'EBITDA, la marge EBITDA, les coûts liés à l'adhésion de nouveaux abonnés, le revenu moyen par abonné et la présentation de certaines autres informations non-incluses dans le présent document.

L'EBITDA, la marge EBITDA, le revenu moyen par abonné, les charges d'intérêts, la dette nette remboursable en numéraire et certaines autres informations incluses dans ce document sont des mesures non-GAAP et ne devraient pas être considérées comme une alternative aux mesures GAAP applicables. En particulier, il ne faut pas considérer l'EBITDA comme une mesure de nos performances financières ou de notre liquidité au vu des U.S. GAAP, en tant qu'une alternative au revenu net, au revenu d'exploitation ou d'autres mesures de performance dérivées conformément aux U.S. GAAP, ou comme une alternative au flux de trésorerie généré par nos activités opérationnelles en tant que mesure de notre activité.

L'EBITDA est équivalent au résultat d'exploitation avant intérêts et impôts plus l'amortissement pour dépréciation d'actifs corporels et l'amortissement et la diminution du *goodwill* et d'autres actifs incorporels. Certaines limitations de l'EBITDA en tant que mesure sont que :

- il ne reflète pas nos dépenses d'investissement ou nos besoins futurs de dépenses d'investissement ou nos engagements contractuels;
- il ne reflète pas les changements de, ou la nécessité de liquidités pour, nos besoins de fonds de roulement;
- il ne reflète pas les charges d'intérêts significatives ou les besoins de liquidités pour le service des intérêts ou le paiement du principal de notre endettement;
- bien que les charges de dépréciation et d'amortissement soient des frais non liquides, les actifs qui sont dépréciés et amortis sont souvent remplacés dans le futur; l'EBITDA ne reflète pas les besoins de liquidités pour de tels remplacements; et
- d'autres entreprises sur notre marché peuvent calculer leurs mesures d'EBITDA d'une manière différente de la nôtre, ce qui limite leur utilité en tant que mesures comparatives.

En raison de ces limitations, l'EBITDA ne devrait pas être considéré comme une mesure discrétionnaire des liquidités disponibles aux fins d'investir dans l'expansion de notre activité. Nous compensons ces limitations en nous fondant principalement sur nos résultats en GAAP U.S. et en utilisant les mesures d'EBITDA uniquement de manière accessoire.

Abonnés et Données Apparentées

Dans le cadre de la conduite de nos activités, nous faisons la distinction entre les "abonnés" et les "clients" individuels. Chaque service fourni correspond à une unité génératrice de revenus ("RGU", *revenue generating unit*), ou abonné. Un client individuel peut représenter plusieurs RGU pour nous. Par exemple, un client individuel qui est abonné à la télévision câblée basique, à l'internet *broadband* et au service de téléphonie (quel que soit le nombre de lignes d'accès téléphonique) est comptabilisé comme représentant trois RGU, ou, trois abonnés.

La manière dont nous calculons notre taux de pénétration est différente pour notre offre de télévision câblée basique et nos offres de télévision câblée premium, internet et de téléphonie, pour lesquelles le taux de pénétration est en partie basé sur les infrastructures du réseau sur lesquels nous sommes en mesure d'offrir le service concerné. Pour la télévision câblée basique et premium, notre taux de pénétration est calculé sur la base du nombre de RGU recevant ce service à la fin de la période concernée en tant que pourcentage du nombre de foyers ou d'entreprises, selon le cas, ayant accès au réseau que nous possédons (le "Réseau Telenet") à la fin de la période de référence. Nous calculons également le taux de pénétration du service de télévision câblée premium que nous fournissons sur le réseau sur lequel les intercommunales pures (des sociétés municipales de service flamandes) nous ont accordé un droit d'usage (le "Réseau Partenaire" et, avec le Réseau Telenet, le "Réseau Combiné"), qui est calculé sur la base du nombre de RGU recevant le service de télévision câblée premium à la fin de la période de référence en tant que pourcentage du nombre de foyers ou d'entreprises ayant accès au Réseau Partenaire à la fin de la période de référence.

Notre taux de pénétration, pour les périodes postérieures au 31 décembre 2003, pour les services d'internet et de téléphonie résidentiels, est calculé sur la base du nombre de RGU recevant le service concerné à la fin de la période de référence en tant que pourcentage du nombre de foyers ou d'entreprises ayant accès au Réseau Combiné à la fin de la période de référence. Pour les périodes antérieures au 31 décembre 2003, nous n'avions pas encore amélioré le Réseau Combiné en vue de fournir la capacité bi-directionnelle nécessaire pour fournir les services internet et de téléphonie. Afin de refléter le fait que le nombre de foyers et d'entreprises ayant accès à la portion améliorée du Réseau Combiné a augmenté conjointement à l'avancement des travaux d'amélioration, nos taux de pénétration pour l'internet *broadband* et la téléphonie résidentielle pour ces périodes sont basés sur le nombre de RGU recevant le service concerné à la fin de la période de référence concernée en tant que pourcentage du nombre de foyers ou d'entreprises ayant accès au Réseau Combiné au 31 décembre 2003, date à laquelle les améliorations étaient substantiellement complétées.

Le taux de désabonnement est calculé sur la base du nombre total de RGU déconnectés pendant la période concernée divisé par le nombre moyen de RGU pendant cette période. Nos statistiques de désabonnement n'incluent pas les clients qui déménagent au sein des zones couvertes par le Réseau Combiné dans lesquelles nous proposons le service concerné et qui décident de continuer à recevoir les mêmes services qu'avant leur déménagement.

Nous avons estimé le nombre de foyers ayant accès au Réseau Combiné et aux portions qui le composent dans les données rapportées à travers ce Prospectus. Ces informations se basent en partie sur les coûts d'entretien du réseau et sur les archives en la matière. En outre, dans des circonstances limitées, les données relatives aux abonnés ici incluses sont dérivées d'estimations faites par le management, y compris les taux de pénétration et de parts de marché et pour la période comprise entre le 31 décembre 2002 et le 31 mars 2003, le revenu moyen par client individuel. A l'exception des foyers ayant accès, nous avons indiqué lorsque ces estimations ont été utilisées dans ce Prospectus. Les données concernant les abonnés incluses ici ne font pas partie de nos comptes et n'ont pas été auditées ou revues par nos auditeurs indépendants ou autre auditeurs, consultants ou experts externes.

Données de Marché

Certaines données économiques et de marché utilisées à travers ce Prospectus proviennent de l'U.E., du gouvernement belge ou d'autres sources de données de notre secteur d'activité. Nous avons extrait de manière exacte ces données de sources publiées. Il n'y a pas, à notre connaissance et dans la mesure où nous avons pu le déterminer au vu des informations publiées par ces sources, d'omissions qui rendraient les informations figurant dans ce Prospectus substantiellement trompeuses. Généralement, les publications au sein de notre secteur d'activité précisent que les informations qu'elles contiennent ont été obtenues auprès de sources qu'elles pensaient fiables mais que le caractère correct et complet de ces informations n'est pas garanti. Nous n'avons pas vérifié ces données de manière indépendante.

Une grande partie de cette information, y compris les parts de marché de nos concurrents en Flandre et les évolutions des parts de marché relatives, est compilée seulement au niveau national en Belgique et nous avons établi des estimations pour la région de la Flandre en partie sur la base d'hypothèses concernant la distribution de la population concernée entre la Flandre, la Wallonie et Bruxelles, ainsi que d'autres éléments. De plus, ailleurs dans ce Prospectus, des affirmations relatives à notre marché, à notre position sur ce marché et à d'autres câblo-opérateurs, sont basées uniquement

sur notre expérience, nos études et estimations internes, des études effectuées par des tiers à notre demande et sur nos propres enquêtes concernant les conditions de marché, que nous estimons toutes fiables. Nous ne pouvons toutefois vous assurer que ces postulats sont exacts ou reflètent de manière correcte notre position sur le marché. Aucune de nos études ou informations internes n'a été vérifiée par des parties indépendantes.

Autres Données

Ce Prospectus comprend des informations relatives aux produits et services que nous et certains de nos concurrents proposons. Ces informations, en ce compris les tarifs applicables et les descriptions des services, sont sujettes à des évolutions rapides parallèlement à l'introduction de nouveaux produits et services par les fournisseurs de services et à la modification de leurs stratégies tarifaires. Comme pour toutes les autres informations incluses dans ce Prospectus, ni la mise à disposition de ce Prospectus ni toute vente accomplie en vertu de celui-ci à tout moment après cette date ne permet, en aucune circonstance, d'inférer que ces informations ou d'autres informations présentées ici sont correctes à toute date postérieure à la date de ce Prospectus.

Le 20 septembre 2005, une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Telenet Group Holding a autorisé le fractionnement, en trois pour une, des Actions de la société, sous la condition de la clôture préalable de cette Offre. Sauf lorsque précisé expressément et pour certaines données historiques, nous avons ajusté le nombre d'Actions visées dans ce Prospectus pour refléter ce fractionnement.

Certaines données chiffrées figurant dans ce Prospectus ont été arrondies. Par conséquent, certaines données chiffrées présentées comme des totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme arithmétique des chiffres qui les précèdent.

Les nombres utilisés dans ce prospectus suivent les conventions utilisées en Europe, selon lesquelles un point sépare les milliers et autres nombres plus importants tandis qu'une virgule sépare les décimales.

La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les produits et services que nous offrons est actuellement de 21 %, sauf pour certains services de télévision numérique pour lesquels la TVA s'applique au taux réduit de 12 %.

INFORMATIONS PREVISIONNELLES

Ce Prospectus contient des informations prévisionnelles qui peuvent être identifiées par l'utilisation d'une terminologie prévisionnelle comprenant notamment les termes "croît", "évalue", "prévoit", "vise", "s'attend à", "à l'intention de", ainsi que l'utilisation de termes exprimant la possibilité, le futur, le conditionnel ou le souhait, les contraires de chacun de ces termes, ainsi que toute variante ou terminologie comparable. Ces informations prévisionnelles couvrent toutes les matières à l'exception des faits historiques. Elles apparaissent à un certain nombre d'endroits dans le Prospectus et comprennent notamment des déclarations relatives à nos intentions, nos convictions ou nos attentes actuelles, entre autres, concernant nos résultats, notre situation financière, nos liquidités, nos perspectives, notre croissance, nos stratégies, ainsi que l'évolution du secteur dans lequel nous conduisons nos activités.

De par leur nature, ces informations prévisionnelles comportent des risques et des incertitudes puisqu'elles sont liées à des événements et dépendent de circonstances qui peuvent ou non se produire dans le futur. Nous attirons votre attention sur le fait que les informations prévisionnelles ne garantissent aucune performance future et que notre résultat d'exploitation, notre situation financière, nos liquidités ainsi que l'évolution du secteur dans lequel nous conduisons nos activités, peuvent varier de manière significative par rapport aux éléments contenus ou suggérés par les informations prévisionnelles contenues dans ce Prospectus. Par ailleurs, même si notre résultat d'exploitation, notre situation financière, nos liquidités et le développement du secteur dans lequel nous conduisons nos activités, sont en ligne avec les informations prévisionnelles contenues dans ce Prospectus, ces résultats ou développements ne peuvent être des indicateurs des résultats ou d'évolutions pour les périodes futures. Les facteurs importants qui pourraient entraîner ces différences comprennent, notamment, sans que cette énumération soit limitative, les éléments suivants :

- la concurrence des autres sociétés de notre secteur et notre capacité à maintenir ou à augmenter nos tarifs et nos parts de marché, y compris après la mise en place par Belgacom de son service interactif de télévision numérique et la concurrence des opérateurs qui proposent une combinaison de services de télévision, internet et téléphonie;
- la substitution croissante par les utilisateurs de leur téléphone fixe par un téléphone mobile;
- les conditions de fixation de prix de marché défavorables pour nos services actuels et futurs et pour les services concurrents;
- l'augmentation des coûts liés à l'acquisition d'abonnés;
- notre capacité à protéger notre marque;
- notre capacité à introduire avec succès de nouvelles technologies ou services comme la télévision numérique interactive, ou de faire face aux développements technologiques;
- notre capacité à commercialiser efficacement nos services actuels et futurs auprès de nos clients actuels et futurs;
- les retards dans le développement et le lancement de nos futurs services;
- notre capacité à obtenir les équipements nécessaires aux prix anticipés, y compris les équipements nécessaires pour exploiter notre réseau et fournir nos services;
- notre capacité à maintenir et à mettre à jour les réseaux que nous possédons ou que nous utilisons;
- des événements qui endommagent les réseaux que nous possédons ou que nous utilisons, et les réponses que nous apportons à ces événements;
- notre capacité à nous procurer des contenus *premium*;
- notre capacité d'intégration de nos acquisitions futures;
- les fluctuations monétaires et les risques spéculatifs résultant de notre exposition au dollar américain;
- les problèmes survenant à l'occasion de l'adoption initiale au cours de l'exercice 2005 des GAAP U.E.;
- les conflits d'intérêts avec nos actionnaires ou la perte d'un membre de notre équipe dirigeante;

- l'évolution défavorable du cadre réglementaire, législatif, fiscal ou judiciaire;
- le dénouement du contentieux significatif relatif aux droits d'interconnexion dans lequel nous sommes impliqués;
- l'importance de notre endettement et notre capacité à générer suffisamment de trésorerie pour couvrir nos dettes;
- les restrictions et limitations contenues dans les contrats régissant notre endettement, notamment les obligations de remboursement de la dette en cas de changement de contrôle; et
- des facteurs dont nous n'avons pas connaissance aujourd'hui.

Les déclarations d'avertissement exposées ci-dessus sont à considérer en relation avec toute information prévisionnelle à venir, orale ou écrite que nous, ou des personnes agissant pour notre compte pourrions émettre. Nous ne nous engageons en aucune façon à, et n'avons pas l'intention de, modifier ou confirmer les prévisions ou estimations ou publier des révisions d'une quelconque information prévisionnelle afin de refléter les événements qui pourraient se produire ou les circonstances qui pourraient survenir après la date figurant sur ce Prospectus.

Nous vous recommandons vivement de lire les sections du Prospectus intitulées "Facteurs de Risque", "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation" et "Activité" pour des commentaires plus complets sur les facteurs qui pourraient affecter nos performances futures ainsi que le secteur dans lequel nous conduisons nos activités. A la lumière de ces risques, incertitudes et suppositions, les événements prévisionnels décrits dans ce Prospectus peuvent ne pas se produire.

(La présente page est laissée en blanc intentionnellement.)

RESUME

Ce résumé doit être lu comme une introduction à ce Prospectus et toute décision d'investir dans les Actions Offertes doit être basée sur la prise en compte de ce Prospectus dans son ensemble, en ce compris les documents auxquels il y est fait référence. Aucune responsabilité civile ne pourra peser sur Telenet Group Holding NV sur la seule base de ce résumé, en ce compris toute traduction de ce dernier, à moins qu'il ne soit trompeur, inexact ou incohérent lorsque lu conjointement avec d'autres parties de ce Prospectus.

Notre Activité

Nous sommes le principal fournisseur de services de câble *broadband* en Belgique. A travers notre réseau *broadband* en Flandre, nous proposons des services de télévision câblée basique et premium en formats analogique et numérique, des services internet *broadband* et des services de téléphonie, principalement à des abonnés résidentiels.

- **Télévision Analogique et Numérique Basique.** La télédistribution de base par le câble est le principal moyen de fournir des services de télévision en Flandre. Approximativement 97 % des foyers possédant la télévision en Belgique ont accès à un réseau câblé analogique basique. Au 30 juin 2005, nous comptons approximativement 1,6 millions d'abonnés à notre service de télédistribution de base par le câble, ce qui représente un taux de pénétration d'approximativement 94 % des foyers ayant accès au Réseau Telenet. Le taux élevé de pénétration de notre activité de télédistribution de base par le câble nous a permis d'avoir une source stable de revenus et de flux de trésorerie. Suite au lancement de notre service de télévision numérique interactif ("iDTV") le 3 septembre 2005, nous avons ajusté notre offre câblée basique. Les clients reçoivent maintenant une moyenne de 26 chaînes analogiques de base et peuvent accéder à un service numérique basique composé au début de 39 chaînes (augmenté à 44 d'ici la fin 2005). Les chaînes de notre service numérique basique sont accessibles par le biais d'un boîtier de conversion analogique (que nous appelons *cable tuner*) ou d'un des décodeurs disponibles à l'achat qui permettent d'avoir accès à une gamme variée de fonctions interactives.
- **Télévision Analogique et Numérique Premium.** Notre service de télévision câblée premium lancé le 3 septembre 2005, comprend un bouquet de chaînes premium cinéma et sports, une gamme de chaînes thématiques, et une variété de fonctions interactives. Les clients doivent avoir un décodeur pour accéder à ces offres. Nous avons commencé à proposer des chaînes de télévision premium suite à l'acquisition en décembre 2003 des actifs de télévision premium payante de Canal+ en Flandre, y compris les droits de contenus qui y sont rattachés. Au 30 juin 2005, nous avions environ 135.000 abonnés à la télévision analogique et numérique premium. Conjointement au lancement de nos services iDTV le 3 septembre 2005, l'offre premium Canal+ a été remodelée en ajoutant de nouvelles chaînes et est maintenant commercialisée sous la marque "Prime". Nous avons accru nos opérations marketing pour promouvoir cette nouvelle offre. Les chaînes Prime Sports et Prime Movies forment le cœur de notre service numérique premium, qui est accessible aux abonnés ayant accès au Réseau Telenet. Pour les anciens clients Canal+ desservis par le Réseau Partenaire, Prime Sports et Prime Movies sont uniquement offerts en format analogique. Les abonnés au Réseau Telenet peuvent aussi accéder à des services de films *pay-per-view* et autres outils interactifs payants à la carte. En plus, les abonnés sur le Réseau Telenet peuvent accéder à notre large gamme de chaînes thématiques et pourront enregistrer des programmes sur le disque dur de certains modèles de décodeurs, fonction qui devrait être disponible avant la fin de l'année. Collectivement, nos offres de télévision numérique basique et premium constituent notre service iDTV. Notre service iDTV global compte actuellement environ 90 chaînes, et nous nous attendons à ce que ce nombre augmente avec le temps, de même que le nombre de fonctions interactives à disposition des abonnés.
- **Internet Broadband.** Nous sommes le principal fournisseur de services internet *broadband* résidentiels en Flandre. Au 30 juin 2005, nous avions approximativement 559.000 abonnés résidentiels à l'internet *broadband*, ce qui représentait une part d'approximativement 54 % de tous les abonnés à l'internet *broadband* en Flandre et un taux de pénétration de 23,4 %, par rapport à approximativement 451.000 abonnés et un taux de pénétration de 19 % au 30 juin 2004. Par le biais de notre réseau amélioré hybride fibre optique-câble coaxial, nous offrons à nos abonnés résidentiels un accès internet *broadband* "always on" permettant une vitesse de transfert de données allant jusqu'à 10 Mbps en *downstream*, ce qui constitue l'une des vitesses

les plus élevées pour les consommateurs résidentiels en Europe occidentale. Nous pensons que la combinaison d'un service de qualité, d'une gamme de produits présentant des vitesses variées et la bonne visibilité de notre offre internet nous a permis d'avoir une croissance rapide en dépit d'une concurrence rude en Flandre.

- **Téléphonie.** Nous proposons à nos abonnés résidentiels des services de téléphonie pour des appels locaux, nationaux et internationaux longue distance, ainsi qu'une variété de services à valeur ajoutée. Au 30 juin 2005, nous avons environ 323.000 abonnés résidentiels, ce qui représentait une part estimée à 20 % de tous les abonnés résidentiels au téléphone en Flandre (basée sur le nombre de lignes), comparé à approximativement 261.000 abonnés résidentiels au 30 juin 2004. Nous avons atteint un taux de pénétration de 13,6 % au 30 juin 2005, comparé à 11,3 % au 30 juin 2004. Nous pensons que nous sommes actuellement, en Flandre, le concurrent principal de Belgacom, l'opérateur historique en Belgique; cela est dû en partie à l'importance que nous accordons au service client et à des offres tarifaires innovantes.

Lors du semestre clôturé le 30 juin 2005, nos services de télévision câblée basique et premium, d'internet *broadband* et de téléphonie (y compris les revenus de l'interconnexion à la fois des clients résidentiels et professionnels) résidentiels ont compté pour respectivement 36,4 %, 30,7 % et 23,4 % de notre chiffre d'affaires consolidé. De surcroît nous offrons à nos clients professionnels une gamme de services d'internet, de données et vocaux, qui représentaient 9,5 % de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Durant l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, nous avons généré des revenus consolidés de €681,1 millions et un EBITDA de €299,6 millions. Lors du semestre clôturé le 30 juin 2005, nous avons généré un chiffre d'affaires consolidé de €358,8 millions et un EBITDA de €169,9 millions.

Nous fournissons des services à nos clients résidentiels par l'intermédiaire d'un réseau central à fibres optiques, qui est connecté à un réseau d'accès coaxial à boucles locales connecté à chaque foyer que nous fournissons. Nous utilisons un réseau central à fibres haute capacité et haute performance, qui comprend 11.500 kilomètres de câbles à fibres optiques qui s'étendent à travers la Flandre et une partie de Bruxelles. Nous sommes propriétaires de 6.000 kilomètres du réseau central à fibres optiques, en utilisons 3.500 kilomètres aux termes de contrats de location long terme et avons accès à 2.000 kilomètres par nos accords avec quatre sociétés publiques de services en Flandre (les Intercommunales Pures ou "PIC"). Nous possédons aussi notre réseau à boucles locales qui couvre approximativement 1,7 millions de foyers et d'entreprises en Flandre. Ce réseau à boucles locales associé à notre réseau central à fibres optiques forme le "Réseau Telenet". De plus, nous avons un accord avec les PIC qui nous octroie certains droits d'usage de leur réseau à boucles locales (le "Réseau Partenaire" et, avec le Réseau Telenet, le "Réseau Combiné") pour une période de 50 ans dont il reste encore 41 ans. Le Réseau Partenaire couvre 800.000 foyers et entreprises supplémentaires en Flandre. Les boucles locales du Réseau Combiné comptent approximativement 67.000 kilomètres de câbles coaxiaux et ont été dotées d'un réseau hybride fibre optique-câble coaxial ("HFC") qui fournit une capacité bi-directionnelle nous permettant d'émettre et recevoir des signaux numériques.

Nous proposons des services de télévision câblée, d'accès internet *broadband* et de téléphonie aux abonnés dont les foyers sont couverts par le Réseau Telenet, ce qui représente approximativement 68 % des foyers et entreprises couverts par le Réseau Combiné en Flandre. En outre, nous proposons des services de télévision câblée analogique premium, d'accès internet *broadband* et de téléphonie aux abonnés dont les foyers sont couverts par le Réseau Partenaire.

Les services à nos clients professionnels sont fournis par l'intermédiaire du Réseau Combiné et du réseau (le "Réseau Telenet Solutions") que nous avons acquis dans le cadre de l'acquisition de Codenet NV (l' "Acquisition Telenet Solutions"). Le Réseau Telenet Solutions permet une transmission de données haute capacité à travers toute la Belgique et une partie du Luxembourg. Nous possédons les composants électroniques et nous louons actuellement une partie de nos câbles en fibre et toutes les lignes DSL du Réseau Telenet Solutions.

Nos Forces

- **Un Environnement Economique et de Marché Attractif.** L'économie belge est très développée et offre un environnement économique attractif caractérisé par un PIB par habitant plus élevé que la moyenne européenne et une inflation stable. De plus, on y trouve certains avantages clés de

certaines pays européens, tels qu'une forte densité de population et une topographie favorable, qui en font un environnement propice aux télécommunications.

Suite à une introduction précoce dans les années 1960 et 1970, la télévision câblée connaît un large engouement en Belgique. Le taux de pénétration de la télévision câblée en Belgique est un des plus élevés d'Europe, avec environ 97 % de tous les foyers qui possèdent la télévision et qui sont couverts par un réseau câblé, contre une moyenne d'environ 56 % dans toute l'Europe occidentale. Le large engouement pour la télévision câblée en Belgique est un atout essentiel pour orienter nos clients vers des produits et services de télévision numérique à plus forte valeur ajoutée.

Sur notre marché géographique, nous sommes fortement implantés sur les marchés de la télévision câblée, de l'internet *broadband* et de la téléphonie. Nous pensons que notre taux de pénétration de 94,3 % sur le marché de la télévision câblée basique au 30 juin 2005 et la base de clients que nous avons développée en ce qui concerne nos offres internet et de téléphonie sont des avantages compétitifs sur les marchés que nous desservons.

Nous sommes convaincus que la combinaison d'un environnement économique favorable, l'engouement pour la télévision câblée en Belgique et notre forte présence sur le marché sont des gages d'une croissance et d'une rentabilité futures.

- **Offre Triple Play Attractive.** Nous fournissons à nos abonnés des services attractifs de télévision câblée, d'internet *broadband* et de téléphonie. Nous offrons la télévision câblée basique et notre offre iDTV complète à presque tous les foyers ayant accès au Réseau Telenet et nous pouvons offrir l'accès internet *broadband*, la téléphonie et certains services de télévision câblée premium à tous les foyers ayant accès au Réseau Combiné.

Nous avons l'un des taux de pénétration des foyers les plus élevés d'Europe pour la télévision câblée basique, ce qui a permis à notre activité de télévision câblée de générer des flux de trésorerie relativement prévisibles. Sur notre marché géographique, nous sommes aussi le plus important fournisseur de services internet *broadband*. Au 30 juin 2005, nous avons approximativement 559.000 abonnés à l'internet *broadband*, ce qui représente une part estimée d'approximativement 54 % de tous les abonnés internet *broadband* sur notre marché géographique. Au premier semestre 2005, nous avons ajouté plus de 53.000 nouveaux abonnés résidentiels internet nets, améliorant ainsi notre taux de pénétration des foyers ayant accès à nos services à 23,4 %. Nous pensons que notre offre internet par sa combinaison de vitesse, de reconnaissance de marque, de service-client et de fonctions disponibles est de bonne qualité par rapport aux autres services internet utilisant la technologie DSL en Belgique.

Nous sommes le deuxième plus grand opérateur téléphonique en Belgique, après Belgacom, avec environ 323.000 abonnés à la téléphonie résidentielle au 30 juin 2005, soit une part estimée à 20 % de tous les abonnés à la téléphonie résidentielle en Flandre. Hormis Belgacom, nous sommes actuellement le seul opérateur sur notre marché géographique à fournir à ses clients résidentiels un accès direct à une boucle locale. Au premier semestre 2005, nous avons renforcé notre présence sur le marché en gagnant plus de 42.000 nouveaux abonnés résidentiels à la téléphonie.

Nous sommes convaincus que notre capacité à offrir à nos clients un *triple play* composé de produits de télévision câblée basique et premium, d'internet et de téléphonie nous place dans une position favorable pour l'augmentation à venir des RGU et du revenu moyen par utilisateur par client individuel et génère des revenus continus et une croissance des flux de trésorerie. Dans la zone couverte par le Réseau Combiné, nous avons augmenté nos RGU par client individuel de 1,21 au 31 décembre 2002 à 1,39 au 30 juin 2005. De plus, nous sommes convaincus que les clients qui ont plus d'un de nos produits sont moins enclins à se désabonner. Notre offre de produits résidentiels a eu pour conséquence un partage des revenus relativement balancé, avec la télévision câblée, l'internet et la téléphonie représentant respectivement 36,4 %, 30,7 % et 23,4 % de notre chiffre d'affaires total pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Nous pensons que notre marge EBITDA de 47,4 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005 est une autre preuve de notre capacité à démultiplier notre plate-forme pour fournir de multiples services.

- **Forte Notoriété de la Marque et Base Client.** Telenet est une marque reconnue sur notre marché géographique. Nous avons développé notre marque par d'importantes campagnes de marketing,

des promotions sur internet, la recommandation par nos clients et une force de vente et des réseaux de vendeurs dédiés. Des instituts de sondage que nous avons diligentés ont révélé qu'en les aidant, 95 % des consommateurs identifiaient Telenet comme fournisseur de services internet et de téléphonie fixe et sans qu'on les aide, entre 70 % et 80 % des consommateurs citent spontanément la marque, cette proportion variant selon les opérations de promotion en cours au moment de l'enquête. D'autres enquêtes indépendantes que nous avons commissionnées ont indiqué que les consommateurs nous reconnaissent pour la qualité des produits que nous offrons; un sondage sur notre activité internet rapporte un taux de satisfaction des clients de 90 %.

Nous pensons que le développement de notre marque et notre concentration sur le service client nous permettent de vendre des produits supplémentaires et des services à valeur ajoutée à nos clients actuels, d'acquérir de nouveaux clients et de retenir notre base de clients existante. Lors du semestre clôturé le 30 juin 2005, nos taux de désabonnement étaient respectivement de 4,7 %, de 12,6 %, de 8,8 % et de 12,2 % pour nos services télévision câblée basique, la télévision câblée premium, l'accès internet *broadband* et les services de téléphonie, ce que nous pensons pouvoir être favorablement comparé avec d'autres opérateurs de câble européens.

- **Un Réseau Modulaire Complètement Construit et Mis à Jour à la Norme HFC.** Le Réseau Combiné est étendu en Flandre, y couvrant environ 2,5 millions, ou 95 %, des foyers et des entreprises. Nos actifs réseau comprennent approximativement 11.500 kilomètres de réseau central de fibre optique, dont nous sommes propriétaires à concurrence de 6.000 kilomètres, utilisons 3.500 kilomètres aux termes de contrats de bail long terme, et avons accès à 2.000 kilomètres au titre de nos accords avec les PIC. Le réseau central de fibre optique est connecté à approximativement 67.000 kilomètres de boucles locales coaxiales, dont 47.000 kilomètres font partie du Réseau Telenet et le reste fait partie du Réseau Partenaire. Nous bénéficions d'un réseau qui vient de passer entièrement à la norme HFC, capable de transmettre des données numériques bi-directionnelles et d'offrir une capacité d'un minimum de 450 MHz. Nous offrons actuellement à nos abonnés des vitesses jusqu'à 10 Mbps *downstream*, contre 9 Mbps pour l'offre actuelle de Belgacom et nous pouvons augmenter cette vitesse *downstream* (et *upstream*) dès qu'il sera nécessaire de maintenir notre leadership dans ce domaine. La capacité et la modularité du réseau seront encore améliorées dès que les améliorations programmées seront terminées. La technologie du Réseau Combiné nous permet aussi de fournir des produits de téléphonie, d'internet *broadband* et certains produits de télévision câblée numérique à quasiment tous nos clients, dans le cadre de notre stratégie *triple play*, et a la capacité de permettre une offre croissante de produits et de services supplémentaires.
- **Une Equipe Dirigeante Forte Focalisée sur l'Excellence Opérationnelle.** Notre équipe dirigeante dispose d'une expérience solide dans la gestion d'entreprises de communication et de technologie opérant sur des marchés concurrentiels. Elle a fait ses preuves en accroissant avec succès notre base client, notre part de marché et en lançant de nouveaux produits et des offres adaptées à nos clients dans un environnement compétitif en se focalisant continuellement sur la gestion des coûts et l'augmentation des flux de trésorerie. L'équipe dirigeante cherche à promouvoir une culture dynamique et innovante. L'équipe dirigeante est soutenue par un groupe d'actionnaires diversifié qui apporte à nos opérations à la fois une expertise dans le secteur des télécommunications internationales et leurs appuis locaux. Nos actionnaires comptent aussi 14 intercommunales flamandes qui sont expérimentées dans la gestion de réseaux locaux de câbles de télévision, et qui ont une solide implantation locale et une connaissance de l'environnement réglementaire belge.

Notre Stratégie

Nous avons l'intention d'utiliser notre plate-forme afin d'augmenter la pénétration de nos services existants et de lancer de nouveaux services et produits pour nos clients. Nous cherchons à maximiser la valeur de nos abonnés en fournissant des produits attractifs, des prix raisonnables et un service client de haut niveau. En même temps, nous cherchons à gérer avec prudence nos coûts et dépenses d'investissement afin de maintenir nos flux de trésorerie positifs et de les augmenter. Pour atteindre ces objectifs, nous poursuivons les stratégies suivantes :

- **Transition de la Base d'Abonnés au Câble vers le Numérique.** Notre activité de télévision câblée basique a généré un revenu continu basé sur des taux de pénétration élevés, une concurrence

limitée et un renouvellement d'abonnés faible qui caractérisent le marché belge du câble. Nous avons l'intention de maintenir notre base de clients actuelle en ce qui concerne la télévision câblée basique et de promouvoir notre nouveau service iDTV que nous avons lancé sur le Réseau Telenet le 3 septembre 2005. D'après les résultats de nos propres tests et recherches marketing, nous pensons que notre marché sera réceptif aux contrôle, choix, interactivité et qualité accrues qu'offre iDTV.

- **Augmenter la Base d'Abonnés Internet et Téléphonie.** Du 30 juin 2004 au 30 juin 2005, nous avons augmenté le nombre de nos abonnés internet *broadband* résidentiels de 24 % passant de 451.000 à 559.000. Durant cette même période, nous avons augmenté le nombre d'abonnés à la téléphonie résidentielle de 24 % passant de 261.000 à 323.000. D'après Screen Digest, il est attendu que les marchés de l'internet *broadband* et de la télévision numérique en Belgique croissent sur la période de cinq ans 2004-2009, en termes de taux de pénétration de 36 % à 60 % en ce qui concerne les foyers ayant accès à l'internet *broadband* et de 3 % à 59 % pour la télévision numérique payante. Nous avons pour objectif de tirer parti de cette tendance afin d'augmenter notre base d'abonnés à internet et à la téléphonie, ainsi que la proportion des clients qui s'abonnent pour ces deux services à la fois, en utilisant une variété de promotions, produits innovants et activités marketing pour attirer de nouveaux abonnés, y compris des offres conjointes d'internet et de téléphonie. Nous utilisons aussi des nouvelles technologies, tels que les réseaux locaux sans fil ("Wi-Fi"), afin d'accroître l'attractivité et l'étendue de nos offres de produits et services.
- **Améliorer le Revenu Moyen par Client Individuel par Service.** Nous avons pour but d'accroître notre revenu moyen par utilisateur par client individuel en augmentant le nombre de clients qui s'abonnent à une combinaison de services de télévision, d'internet et de téléphonie. Nos dépenses d'investissement et notre structure de coût sont liées au nombre de clients individuels que nous avons, ce qui génère des économies d'échelle lorsque nous augmentons le nombre de services offerts à chacun d'entre eux. Au 30 juin 2005, 19 % de nos 1,6 millions de clients individuels, sur le Réseau Telenet utilisaient au moins deux de nos services et 10 % utilisaient les trois. Nous nous attendons à augmenter le nombre moyen de RGU par client individuel du chiffre actuel de 1,4 RGU sur le Réseau Combiné en utilisant des promotions variées, y compris le couplage des produits multiples à un client, en améliorant la qualité et la gamme de produits que nous offrons à nos abonnés et en introduisant de nouveaux produits. Nous avons pour but de lancer des produits premium pour nos services existants pour lesquels nous sommes convaincus que les clients voudront payer des montants plus élevés, y compris des services à valeur ajoutée, des packages internet *broadband* encore plus rapides et l'iDTV. Nous prévoyons également de lancer de nouveaux produits et services à notre base de clients au-delà de nos produits télévision, téléphonie et internet actuels. Par exemple, nous évaluons notre stratégie "sans fil", qui pourrait inclure un partenariat avec un opérateur de réseau mobile existant afin de lancer un service de téléphonie mobile et aussi continuer à promouvoir notre service Wi-Fi existant auprès de notre base de clients actuelle.
- **Continuer à Accroître notre EBITDA et les Flux de Trésorerie Disponibles.** Nous cherchons à augmenter notre EBITDA et nos flux de trésorerie, essentiellement en augmentant la base d'abonnés et en maximisant le montant des revenus générés par chaque abonné, tout en continuant à nous focaliser sur la gestion de nos coûts d'exploitation. Notre EBITDA est passé de €230,0 millions au cours de l'exercice 2003 à €299,6 millions au cours de l'exercice 2004, et de €151,7 millions lors du premier semestre 2004 à €169,9 millions pour le premier semestre 2005. En outre, nous cherchons à augmenter nos flux de trésorerie par des dépenses d'investissement prudentes et nous visons, généralement, à déployer des technologies qui ont déjà fait leurs preuves. Nous pensons que l'amélioration HFC et l'étendue du Réseau Combiné devraient limiter le besoin d'augmenter les dépenses d'investissement pour le futur. De plus, nous prévoyons d'investir principalement dans l'acquisition de nouveaux clients. En 2004, d'après nos estimations 68 % de nos dépenses d'investissement étaient liées à la croissance du nombre de clients, avec approximativement deux tiers de ce montant liés à la croissance du nombre d'abonnés (y compris pour les modems, les coûts de main d'œuvre et des autres coûts d'installation) et l'autre tiers de ce montant étant lié à l'infrastructure spécifique aux clients. Notre flux de trésorerie disponible (défini comme le flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation moins les dépenses d'investissement et les achats d'immobilisations incorporelles) a augmenté de €(1,1) millions pour l'année clôturée le 31 décembre 2003 à €81,6 millions pour

l'année clôturée le 31 décembre 2004 et a diminué pour passer de €51,2 millions au premier semestre de 2004 à €42,2 millions au premier semestre de 2005.

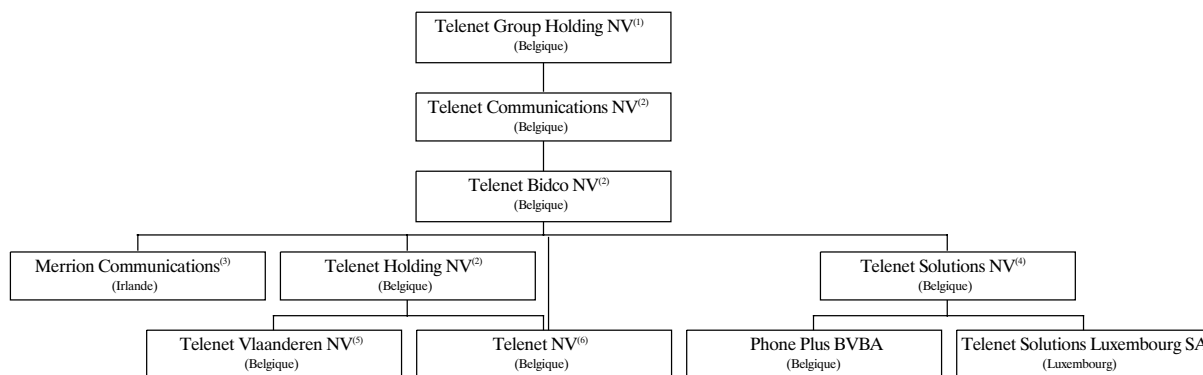
- ***Développer et Exploiter des Nouvelles Opportunités de Croissance.*** Nous avons pour but d'explorer les opportunités supplémentaires de la croissance des revenus et du nombre de clients par le lancement de nouveaux produits et l'augmentation de notre couverture géographique. Depuis que nous avons commencé à proposer des services de téléphonie en 1997, nous avons lancé avec succès une variété de produits et de services d'internet *broadband*, de téléphonie et de télévision câblée. Nous continuons à évaluer les opportunités de produits supplémentaires. Nous pensons que nos relations fortes avec les consommateurs ainsi que notre marque devraient nous permettre de vendre des produits supplémentaires à notre base de clients. En plus, nous continuons à explorer les opportunités pour l'extension de notre activité résidentielle dans d'autres parties de la Belgique et du Luxembourg, ce qui pourrait offrir un potentiel significatif d'augmentation des revenus et réaliser des synergies de coûts à l'avenir.
- ***Continuer à se Concentrer sur l'Excellence Opérationnelle, la Qualité et le Service Client.*** Notre management prévoit de continuer à se référer aux indicateurs de performance clés et aux autres mesures afin d'améliorer notre performance opérationnelle et financière. Nous avons récemment mis en place une série de programmes pour adopter une méthodologie cohérente afin d'évaluer la performance de nos opérations. De surcroît, nous considérons que la satisfaction de la clientèle est essentielle au maintien de notre base d'abonnés existante, du niveau de prix et des possibilités futures. Nous nous basons sur un nombre de mesures pour évaluer le niveau de notre service clientèle. Afin de minimiser le désabonnement et d'améliorer la qualité des services que nous offrons à nos abonnés, nous avons des équipes de rétention de la clientèle qui s'occupent de la résolution des problèmes des abonnés. De plus, nous menons régulièrement des sondages clients grâce à un service d'enquêtes en interne et des organismes tiers et nous surveillons toujours l'activité de nos concurrents. Nous cherchons aussi à attirer et retenir des individus qualifiés et motivés et à promouvoir une culture du travail dynamique et innovatrice au sein de notre organisation.

Historique

Le groupe Telenet a commencé son exploitation en 1996 et, en juillet 1997, notre réseau central de fibres optiques nouvellement construit est devenu opérationnel. Nous avons commencé à proposer des services internet résidentiels en Flandre en août 1997, suivis par des services de téléphonie au début de 1998, et en 2002 nous avons commencé à offrir des services de télévision câblée basique suite à l'acquisition de l'activité de télévision câblée des MIC. Au cours de l'année 2003, nous avons élargi notre activité grâce à l'acquisition de Telenet Solutions, et nous avons acquis l'activité de télévision câblée premium du groupe Canal+ en Flandre. Nous avons lancé notre service de télévision numérique interactif ("iDTV") en septembre 2005. Voir "Notre Historique."

Structure Sociétaire

L'organigramme suivant présente notre structure sociétaire. Pour des détails de l'actionnariat de chaque entité et des informations y relatives, voir "Notre Historique" et "Informations Générales—Telenet Group Holding et ses Filiales." Telenet Group Holding et Telenet Communications sont respectivement les émetteurs des Senior Discount Notes et des Senior Notes. Telenet Bidco, Telenet NV et Telenet Vlaanderen sont les emprunteurs en vertu du Contrat de Crédit Senior.



- (1) Société-mère de notre groupe et émetteur des Actions.
- (2) Société holding intermédiaire du groupe.
- (3) Merrion Communications a été fondée avec pour objet d'entreprendre certaines activités de financement et de développement de notre activité et est actuellement inactive.
- (4) Nous fournissons des services vocaux, de données et internet à nos clients entreprises principalement par l'intermédiaire de Telenet Solutions NV. Sa filiale Telenet Solutions Luxembourg SA fournit les mêmes services à nos clients entreprises dans certaines parties du Luxembourg et sa filiale Phone-Plus BVBA fournit, principalement à Bruxelles et en Wallonie, de la téléphonie résidentielle en utilisant un service de présélection.
- (5) Telenet Vlaanderen détient les droits d'une durée de 50 ans, dont 41 ans restent à courir, en vertu desquels nous avons le droit d'utiliser le Réseau Partenaire pour fournir des services de télécommunications point à point et des services vidéo et multimédia.
- (6) Nous proposons des offres de télévision câblée basique et premium, en plus de nos services résidentiels d'internet *broadband* et de téléphonie, par l'intermédiaire de Telenet NV. Le 15 juillet 2005, nous avons fusionné avec PayTVCo, le fournisseur historique de notre service de télévision premium payante, dans Telenet NV. Le 16 juillet 2005, nous avons fusionné avec MixtICS, par l'intermédiaire de laquelle nous avons historiquement fourni notre service de télévision câblée basique, dans Telenet NV. Les deux fusions ont un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2005.

Facteurs de Risque

Nous menons notre activité dans un environnement en constante évolution qui n'est pas exempt de risques incontrôlables. Ces risques et incertitudes sont décrits en détails dans la section "Facteurs de Risque." Les risques auxquels nous devrions faire face comprennent :

- la concurrence à laquelle nous faisons face sur les marchés de l'internet, de la téléphonie et de la télévision sur lesquels nous proposons nos services, en ce compris les sources nouvelles de concurrence par les fournisseurs de services iDTV sur ce qui a principalement été un marché de la télévision câblée analogique;
- l'importance de notre endettement et de nos obligations de service de notre dette, en ce compris les engagements restrictifs compris dans notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") et les contrats obligataires (*indentures*) régissant nos titres de dette existants. Au 30 juin 2005 nous avons une dette de €1.572 millions sur base consolidée;
- le fait que nous n'ayons pas dégagé de bénéfices depuis la création du groupe Telenet en 1996 et que nous nous attendons à continuer à constater des pertes sur base une annuelle dans le futur prévisible; et

- le contrôle sur nos opérations que les actionnaires existants conserveront à la suite de l'Offre en vertu du pacte d'actionnaires amendé qu'ils envisagent de conclure (le "Contrat de Syndicat") et les éventuels conflits d'intérêts que nous pourrions avoir avec nos actionnaires principaux.

Les autres risques auxquels nous devons faire face comprennent les coûts croissants d'acquisition d'abonnés; tout impact défavorable sur notre réputation et la valeur associée à nos marques; notre aptitude à lancer avec succès de nouvelles technologies ou services, y compris l'iDTV; notre aptitude à obtenir un réseau suffisant ainsi que d'autres équipements; notre incapacité à maintenir et améliorer les réseaux que nous possédons ou utilisons ou la réalisation d'événements qui les endommagent; l'incapacité à fournir des contenus premium suffisants; l'exposition au taux de change; et des évolutions fiscales, juridiques, législatives ou judiciaires défavorables. Des risques et incertitudes supplémentaires que nous ne connaissons pas encore ou que nous jugeons encore peu dangereux peuvent également nous atteindre et affecter le cours sur le marché des Actions Offertes.

Management et Salariés

Membres du Conseil d'Administration

Messieurs Donck, Sickinghe, Allé, Bartholomeeussen, Brabers, Bracken, De Keersmaecker, De Wilde, Delloye, Dupon, Goodman, Grysolle, Moenaert, O'Neill, Roos, Sarens, Van De Castele, Van Oranje et Willockx siègent au Conseil d'administration de Telenet Group Holding et/ou de certaines de ses filiales. Pour plus d'informations, se reporter à la section "Management et Gouvernement d'Entreprise—Les Administrateurs."

Equipe Dirigeante

Messieurs Sickinghe, Steenberghe, Lemmens (Hugo), Lemmens (Philippe), Van Gorp, Vorstermans et Van Cotthem font partie de notre équipe de direction. Pour plus d'informations, se reporter à la section "Management et Gouvernement d'Entreprise—Equipe Dirigeante."

Salariés

Au 31 décembre 2004 nous avons un total de 1.346 salariés équivalent temps plein, sans compter les salariés des filiales de Telenet Solutions. Voir "Management et Gouvernement d'Entreprise—Salariés."

Actionnaires

A la date de ce Prospectus, nos principaux actionnaires comprenaient les MIC (33,8 %), le Consortium Liberty Global (21,3 %), GIMV NV (14,9 %), le Consortium Financier (14,9 %), les PIC (9,2 %), Electrabel NV (4,8 %) et Suez Connect (moins de 3 %). Pour plus d'information voir "Principaux Actionnaires—Actionnaires Principaux."

Capital Social

A la date du présent Prospectus, le capital social de Telenet Group Holding est de €1.427.930.057,16, divisé (après avoir donné effet à la division des actions en trois pour une) en 86.857.251 Actions nominales entièrement libérées sans valeur nominale. Nous nous attendons à augmenter le capital social de Telenet Group Holding dans le cadre de l'Offre Primaire et de l'Offre aux Salariés.

Telenet Group Holding a actuellement les actions existantes suivantes :

- 84.692.310 Actions ordinaires;
- 2.164.911 actions subordonnées détenues par Interkabel Vlaanderen CVBA ("Interkabel") et le Consortium Liberty Global, qui ont les mêmes droits que les Actions ordinaires sauf qu'elles sont sujettes à une subordination de €8,02 en cas de liquidation, de sorte que dans le cadre d'une liquidation de Telenet Group Holding les actions subordonnées ne participeraient au boni de liquidation que pour la partie de ces derniers excédant €8,02 par Actions. Les actions subordonnées peuvent être converties en Actions ordinaires avec une parité d'échange de 1,04 pour 1; et

- 30 Golden Shares détenues par les intercommunales mixtes, qui ont les mêmes droits que les Actions ordinaires et qui donnent également le droit à leurs porteurs de nommer des représentants au Conseil Réglementaire, qui supervise les garanties d'intérêt public (*public interest guarantees*) liées à notre offre de télévision câblée. Voir "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise."

De surcroît existent les bons de souscription et options suivants permettant d'acquérir des Actions de Telenet Group Holding :

- 3.426.000 *Subordinated Debt Warrants*, chacun donnant droit à son porteur à trois Actions lors du paiement d'un prix d'exercice de €40, avec une option d'exercice "*cashless*". Voir "Principaux Actionnaires—*Subordinated Debt Warrants*."
- 1.500.000 Options de Classe A et 1.083.000 Options de Classe B qui ont été émises en faveur de certains membres du management. Ces options peuvent être exercées pour obtenir respectivement des *Profit Certificates* de Classe A et de Classe B, qui, du fait de l'Offre, peuvent être convertis en Actions de Telenet Group Holding sur une base de parité d'échange de un-pour-un après une période de détention de cinq mois. Voir "Management et Gouvernement d'Entreprise—Salariés—Plans d'Options en Faveur des Salariés—Options sur Parts Bénéficiaires de Telenet Group Holding 2004."

Actionnariat et Dilution

Le tableau suivant résume, pour chacun de nos actionnaires principaux, le nombre d'Actions qu'ils possèdent actuellement, le nombre d'Actions qu'ils possèderaient si tous les *Subordinated Debt Warrants*, Options d'Achat BCI, Options d'Achat Interkabel et Options sur Actions Penny Warrant étaient exercés et tous les *Profit Certificates* de Classe A et de Classe B étaient convertis en Actions. Tous les chiffres et pourcentages sont avant l'Offre.

Actionnaire	Actions possédées avant la clôture de l'Offre								
	Avant Dilution		Entièrement Dilué et Présument un Exercice Complet						
	Nombre	%	Warrants de Dette Subordonnée ⁽⁴⁾	<i>Profit Certificates</i> ⁽⁶⁾	Options BCI ⁽⁷⁾	Options d'Achat Interkabel	Options sur Actions Penny Warrant	Total	%
Consortium Liberty									
Global	18.485.829 ⁽¹⁾	21,3 %	120.000	—	25.418.826	—	183.600	44.208.255	44,3 %
Evercore, CDPQ et MLPE	—		4.800.000 ⁽⁵⁾	—	—	—	—	4.800.000	4,8 %
MIC	29.397.882	33,8 %	2.700.000	—	(15.325.785)	—	(566.178)	16.205.919	16,3 %
GIMV	12.913.923	14,9 %	1.416.000	—	(3.804.450)	207.009	129.057	10.861.539	10,9 %
Consortium Financier	12.900.666	14,9 %	1.242.000	—	(3.800.244)	207.006	128.928	10.678.356	10,7 %
PIC	7.977.846 ⁽²⁾	9,2 %	—	—	(2.488.347)	(414.015)	79.728	5.155.212	5,2 %
Electrabel NV	4.200.000	4,8 %	—	—	—	—	41.973	4.241.973	4,3 %
Sous-total	85.876.146	98,9 %	10.278.000	—	96.154.146	96.154.146	96.151.254 ⁽⁸⁾	96.151.254	96,4 %
<i>Profit Certificates</i> de Classe A	—		—	1.500.000	—	—	—	—	
<i>Profit Certificates</i> de Classe B	—		—	1.083.000	—	—	—	—	
Nombre Total d'Actions	86.857.251 ⁽³⁾	100 %	97.135.251	99.718.251	99.718.251	99.718.251	99.718.251	99.718.251	100 %

- (1) Comprend 2.052.138 Actions qui sont détenues directement par des sociétés liées à Evercore, dès lors nous comprenons que ces Actions font partie du Consortium Liberty Global et sont soumises aux arrangements entre membres du Consortium Liberty Global. Comprend aussi 94.827 Actions subordonnées, qui peuvent être converties en Actions ordinaires sur une base de 1,04 pour 1.
- (2) Comprend 2.070.084 Actions subordonnées, qui peuvent être converties en Actions ordinaires sur une base de 1,04 pour 1.
- (3) Comprend 981.105 Actions qui ne sont pas détenues par nos actionnaires principaux, soit 288.000 actions détenues par certaines banques, 360.000 par Suez Connect SA (émises à l'occasion de l'acquisition de Telenet Solutions), 329.994 par notre *Chief Executive Officer* (suite à l'exercice de Warrants Bancaires) et 3.111 par certains travailleurs et anciens travailleurs (suite à la conversion de leurs actions Telenet Holding en Actions Telenet Group Holding).

- (4) Nombre d'Actions à émettre suite à l'exercice des 3.426.000 *Subordinated Debt Warrants*, admettant un exercice à €40 par warrant. Le nombre d'Actions à émettre sera plus bas si les détenteurs des warrants optent pour un exercice sans espèces. Les *Subordinated Debt Warrants* peuvent être exercés à tout moment et donnent le droit de souscrire à trois Actions nouvelles par warrant.
- (5) Bien que Evercore, CDP Capital et ML Private Equity Associates LLC ("MLPE") soient membres du Consortium Liberty Global, elles détiennent 1.600.000 *Subordinated Debt Warrants*, qui leur donnent le droit de souscrire à 4.800.000 Actions, en leur propre nom. Voir aussi "Principaux Actionnaires—Consortium Liberty Global."
- (6) Le senior management et certains salariés détiennent actuellement 1.500.000 Options de Classe A et 1.083.000 Options de Classe B, qui octroient à leurs détenteurs le droit de souscrire à des *Profit Certificates* de Classe A et à des *Profit Certificates* de Classe B selon un ratio de un-pour-un. Les *Profit Certificates* peuvent à leur tour être convertis en Actions après une période de détention de cinq mois. A la date de ce Prospectus, aucune des Options de Classe A ou des Options de Classe B n'a été exercée et certaines options ne sont pas encore exerçables. Voir "Management et Gouvernement d'Entreprise—Salariés—Plans d'Options en Faveur des Salariés."
- (7) BCI, une entité contrôlée par Liberty Global, détient 25.418.826 options donnant le droit d'acquérir une Action par option, exerçables à tout moment respectivement à €20 et €25 par option.
- (8) 2.877 options supplémentaires sur Actions Penny Warrant sont détenues par certaines banques et 15 options sur Actions Penny Warrant sont détenues par deux travailleurs. Voyez aussi "Principaux Actionnaires—Options sur Actions Existantes—Options sur Actions Penny Warrant."

Commissaires

Nos commissaires indépendants sont PricewaterhouseCoopers Réviseurs d'entreprises BCBVA, représentés par Bernard Gabriëls. Nos autres commissaires statutaires sont BDO ATRIO Bedrijfsrevisoren—Réviseurs d'Entreprises CVBA. Voir "Commissaires Indépendants."

Conseillers Juridiques

Telenet Group Holding a été conseillée sur certaines questions de droit belge et américain par Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP. Les MIC, Interkabel Vlaanderen CVBA, GIMV NV (et sociétés liées), Electrabel NV, KBC Private Equity NV, Finstrad NV, Ibel NV, Gevaert NV et Sofinim NV ont été représentés en ce qui concerne certaines questions de droit belge par Baker & McKenzie CVBA, et les *Underwriters* ont été conseillés sur certains aspects de droit belge par Allen & Overy LLP, et de droit américain par Cravath, Swaine & Moore LLP. Voir "Validité des Titres."

Informations Complémentaires

Opérations avec des Parties Liées

Nous avons dans le passé et nous continuerons dans le futur à conclure des opérations avec des entités affiliées, principalement nos actionnaires principaux et les sociétés affiliées. Nous avons conclu des contrats et d'autres arrangements avec, parmi d'autres, des sociétés liées à J.P. Morgan Securities Ltd., KBC et Merrill Lynch International, Electrabel, les MIC et les PIC. Voir "Certaines Relations et Opérations avec des Parties Liées." Voir également "Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Management et aux Actionnaires Principaux."

Statuts

Les statuts de Telenet Group Holding définissent l'objet social, les droits de vote attachés aux Actions, les procédures de convocation des assemblées, le gouvernement d'entreprise ainsi que d'autres questions pertinentes. Voir "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise" et "Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Management et aux Actionnaires Principaux."

Autres Informations

Les documents juridiques et financiers qui doivent être mis à la disposition des actionnaires en vertu des lois en vigueur peuvent être consultés durant les heures d'ouverture au siège social de Telenet Group Holding, Liersesteenweg 4, B-2800 Malines, Belgique.

L'Offre

La Société	Telenet Group Holding NV, une société anonyme de droit belge.
Les Actionnaires Cédants	<p>Les dix MIC, Interkabel Vlaanderen CBVA, GIMV NV (et sociétés liées), Electrabel NV, KBC Private Equity NV, Finstrad NV, Ibel NV, Gevaert NV, Sofinim NV, Evercore Capital Partners Cayman L.P., Evercore Capital Partners (NQ) Cayman L.P., Evercore Capital Offshore Partners Cayman L.P., Evercore Co-Investment Partnership Cayman L.P., CDP Capital Communications Belgique Inc., ML Private Equity Associates LLC, J.P. Morgan Corporate Resources Limited et Mr. Duco Sickinghe (voir “Principaux Actionnaires—Actionnaires Principaux”).</p> <p>Evercore Capital Partners Cayman L.P., Evercore Capital Partners (NQ) Cayman L.P., Evercore Capital Offshore Partners Cayman L.P., Evercore Co-Investment Partnership Cayman L.P., CDP Capital Communications Belgique Inc. and ML Private Equity Associates LLC offriront des Actions dans le cadre de l’Offre Secondaire pour un nombre d’Actions maximum correspondant aux participations respectives de Evercore, CDPQ et MPLE dans le Consortium Liberty Global (voir “Principaux Actionnaires”) uniquement pour autant que BCI n’ait pas exercé certains droits d’allocation prioritaire relatifs à ces actions. Voir “Principaux Actionnaires—Le Consortium Liberty Global—Participation et Contrôle.” L’on s’attend à ce que Belgian Cable Investors (“BCI”) exerce ses droits d’allocation prioritaire et que Evercore Capital Partners Cayman L.P., Evercore Capital Partners (NQ) Cayman L.P., Evercore Capital Offshore Partners Cayman L.P., Evercore Co-Investment Partnership Cayman L.P., CDP Capital Communications Belgique Inc. et ML Private Equity Associates LLC ne soient pas des Actionnaire Cédants dans le cadre de l’Offre Secondaire.</p>
Les Actionnaires Existants	Les personnes physiques et morales détenant des Actions avant la clôture de cette Offre. Voir “Actionnaires Principaux.”
Actions Offertes	<p>Telenet Group Holding a l’intention d’offrir des Actions Nouvelles pour un montant de souscription global s’élevant jusqu’à €280 millions (y compris, le cas échéant, la prime d’émission, mais à l’exclusion de l’offre d’Actions aux salariés de Telenet), mais se réserve le droit d’en offrir moins. Voir “L’Offre.”</p> <p>Le nombre maximum d’Actions Existantes que chacun des Actionnaires Cédants offrira sera publié, avec la fourchette de prix, lundi 26 septembre 2005 dans la presse financière belge.</p> <p>Les Actionnaires Cédants se réservent néanmoins le droit d’offrir moins que le nombre maximum d’Actions Existantes indiqué dans toute publication. Voir “L’Offre—Taille et Nature de l’Offre.”</p>
Actions Existantes	Les actions ordinaires existantes de Telenet Group Holding devant être vendues par les Actionnaires Cédants dans le cadre de l’Offre Secondaire.
Actions Nouvelles	Les nouvelles actions ordinaires à émettre par Telenet Group holding conformément à l’Offre Primaire.
Actions Complémentaires	Les Actions qui peuvent être acquises des Actionnaires Cédants par les <i>underwriters</i> en application de l’Option de Surallocation.

Offre	<p>L'Offre se compose :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une offre publique aux investisseurs en Belgique qui constituera probablement 15 % de l'Offre, sous réserve d'un ajustement fait à la discrétion des Actionnaires Cédants et de Telenet Group Holding, après consultation avec les <i>Joint Bookrunners</i> (Voir "L'Offre—Taille et Nature de l'Offre"); • d'une offre aux Etats-Unis aux acheteurs institutionnels qualifiés conformément à la <i>Rule 144A</i> du <i>Securities Act</i>; et • d'une offre à des investisseurs institutionnels en dehors des Etats-Unis conformément à la <i>Regulation S</i> du <i>Securities Act</i>. <p>Voir l' "Offre."</p>
Offre Secondaire	L'offre, par les Actionnaires Cédants, des Actions Existantes de la manière décrite ci-dessus.
Offre Primaire	L'offre conjointe des Actions Nouvelles par Telenet Group Holding de la manière décrite ci-dessus.
Strips VVPR	Les Actions Nouvelles sont émises avec des coupons conférant le droit à leur titulaire de bénéficier d'un taux réduit de précompte mobilier belge (15 % au lieu de 25 %); on les appelle "Strips VVPR". Pour plus de détails, voir "Considérations Relatives à l'Impôt sur le Revenu—Considérations sur l'Impôt sur le Revenu."
Lock-Up	<p>Pendant une période de 180 jours à partir du premier jour de cotation des Actions sur <i>Eurolist by Euronext Brussels</i>, Telenet Group Holding, chacun des Actionnaires Cédants, y compris notre <i>Chief Executive Officer</i>, chaque actionnaire existant qui détient plus de 2 % sur une base entièrement diluée, tous nos administrateurs et nos cadres dirigeants conviendront qu'aucun d'entre eux n'offrira, ne vendra, n'émettra des options concernant, ni ne s'engagera à vendre ou à céder de toute autre manière, directement ou indirectement, toutes valeurs mobilières de Telenet Group Holding qui soient substantiellement similaires aux, ou échangeables ou convertibles en, Actions ou valeurs mobilières liées, sans le consentement préalable de la majorité des <i>Joint Bookrunners</i>.</p> <p>Il y a certaines exceptions à la convention de lock-up telles que (i) la livraison des Actions Offertes, (ii) les transferts à des sociétés liées, ou <i>related party transferees</i> tels que définis au Contrat de Syndicat et actionnaires qui sont parties au Contrat de Syndicat, pour autant que ces transferts soient faits conformément à nos statuts ou au Contrat de Syndicat, (iii) les transferts d'actions en vertu de l'exercice d'options ou warrants octroyés avant la date de l'Offre ou visés dans nos statuts, ou Actions émises ou transférées en vertu des plans en faveur des salariés, en ce compris l'Offre aux Salariés, étant donné que, en cas de transfert à des parties sujettes à un contrat de lock-up, les Actions acquises de cette façon seront sujettes au contrat de lock-up ainsi qu'aux exceptions y relatives, (iv) les nantissements octroyés à des banques aux fins du financement de la souscription d'Actions nouvellement émises de Telenet Group Holding, (v) les opérations relatives à des Actions acquises après l'Offre autrement que directement d'une partie au Contrat de Syndicat et, (vi) dans le cas de Telenet Group Holding, d'Actions émises en considération d'acquisitions de licences ou de contrats de technologie ou en vue de protéger des actionnaires existants contre toute dilution comme en cas d'apports en nature. Il y a aussi une exception pour nos cadres dirigeants (à l'exception de notre <i>Chief Executive Officer</i>) qui détiennent des Options</p>

	de Classe A ou des Options de Classe B selon le cas jusqu'à 201.000 actions pour les six cadres dirigeants ensemble, ce qui représente approximativement un tiers de leur intérêt cumulé dans Telenet Group Holding.
Demande Anticipée des Particuliers . .	Les demandes des investisseurs particuliers doivent être reçues avant la Date Limite de Souscription Anticipée par les Particuliers, à 16 heures, heure de Bruxelles, le vendredi 30 septembre 2005, afin de bénéficier d'allocations privilégiées.
Option de Surallocation	Les Actionnaires Cédants accorderont aux <i>Underwriters</i> une option leur donnant le droit d'acquérir un nombre d'actions correspondant à maximum 15 % des Actions Existantes et des Actions Nouvelles, au Prix de l'Offre, diminué de la commission d' <i>underwriting</i> pendant une période de 30 jours à compter de l'information adéquate du public du Prix de l'Offre des Actions Offertes.
Allocation Prioritaire	Suite à l'Offre Primaire et l'Offre aux Salariés, les Actionnaires Existants disposeront d'un droit d'allocation prioritaire irréductible concernant le nombre d'Actions tel que nécessaire pour maintenir le niveau de leur participation à celui immédiatement précédant l'Offre Primaire et l'Offre aux Salariés. Il est présumé que seul le Consortium Liberty Global exercera ses droits d'allocation prioritaire. Les Actions Nouvelles qui ne sont pas souscrites en vertu des droits d'allocation prioritaire seront allouées entre les offres aux institutionnels et aux particuliers conformément à la méthode d'allocation décrite ailleurs dans ce Prospectus.
Prix de l'Offre	Le Prix de l'Offre par action est attendu dans une fourchette de prix qui sera publiée dans la presse financière belge le lundi 26 septembre 2005, mais pourrait être en dehors de cette fourchette si les Actionnaires Cédants et Telenet Group Holding en conviennent, après avoir consulté les Joint Bookrunners, à condition cependant qu'il n'excède pas, en toute hypothèse pour les investisseurs particuliers, un prix fixe maximum, qui sera publié dans la presse financière belge le lundi 26 septembre 2005. Le Prix de l'Offre, ainsi que le nombre d'Actions Offertes, devraient en principe être publiés dans la presse financière belge le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005. Il n'y aura pas de différence de Prix de l'Offre selon que les Actions sont émises avec ou sans des Strips VVPR.
Offre aux Salariés	Au moment de l'Offre, la Société offrira, dans une offre distincte, à ses salariés, des Actions Nouvelles avec Strips VVPR jusqu'à concurrence d'un montant maximum de €20 millions (l' "Offre aux Salariés"). Le prix de souscription sera égal au Prix de l'Offre, diminué d'une décote de 16,66 %. L'Offre aux Salariés consistera en deux tranches, une première tranche d'approximativement €1.000.000 et une seconde tranche d'approximativement €17.500.000. Les Actions émises dans le contexte de l'Offre aux Salariés seront incessibles pendant une période de deux ans. En vue de bénéficier pleinement d'avantages fiscaux en Belgique, les salariés éligibles ne peuvent céder les Actions émises dans le cadre de la première tranche pendant cinq ans. Les coûts relatifs à l'Offre aux Salariés seront supportés par Telenet Group Holding.
Période de l'Offre	La Période de l'Offre aux Particuliers débutera le lundi 26 septembre 2005 et prendra fin le vendredi 7 octobre 2005, à 16h00, heure de Bruxelles, sous réserve de clôture anticipée. Cette période sera ouverte pour au moins trois jours ouvrables après que le Prospectus aura été rendu disponible et ne sera

pas clôturée avant la Date Limite de Souscription Anticipée par les Particuliers à 16h00, heure de Bruxelles, le vendredi 30 septembre 2005. La Période de l'Offre aux investisseurs institutionnels débutera le lundi 26 septembre et prendra fin le lundi 10 octobre 2005, sous réserve de clôture anticipée. Dans le cas d'une clôture anticipée, la fixation du prix, l'allocation, la cotation et la clôture de l'Offre pourront être avancées en conséquence.

Païement et Livraison La livraison des Actions et des Strips VVPR devrait en principe intervenir sous la forme d'inscription en compte contre paiement en fonds immédiatement disponibles le ou aux alentours du vendredi 14 octobre 2005 par le biais de la CIK (le dépositaire central belge de valeurs mobilières), d'Euroclear Bank SA NV en tant qu'opérateur de Euroclear System ("Euroclear"), de Clearstream Banking, SA ("Clearstream") ou de certains autres intermédiaires financiers. Les actions seront d'abord livrées par le biais de la CIK. La livraison matérielle des titres ou Strips VVPR au porteur aux investisseurs qui le demandent devrait avoir lieu dans les trois mois du premier jour de cotation des Actions sur *Eurolist by Euronext Brussels*. Les investisseurs désirant obtenir la livraison matérielle de leurs Actions ou Strips VVPR doivent prendre leurs dispositions avec l'intermédiaire financier avec lequel ils doivent avoir une relation contractuelle directe, et payer tous les coûts et impôts liés.

Cotation Une demande a été introduite auprès d'Euronext Brussels en vue de l'inscription de toutes les Actions ordinaires existantes de Telenet Group Holding, les Actions Nouvelles et toutes les actions qui pourraient être émises lors de l'exercice des warrants existants et de la conversion de *profit certificates* ou actions subordonnées en cas de liquidation et des Strips VVPR relatifs aux Actions Nouvelles sur *Eurolist by Euronext*, le marché réglementé d'Euronext Brussels. Voir "L'Offre—Cotation" et "Euronext Brussels." La cotation devrait commencer le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005 sur une base "*if-and-when-issued-or-delivered*". La date de première cotation pourrait être avancée en cas de clôture anticipée. Avant l'Offre, il n'y avait pas de marché public des Actions ou des Strips VVPR.

Justifications de l'Offre et Affectation
du Produit de la Vente Telenet Group Holding ne percevra aucun des produits résultant de la vente des Actions Existantes dans le cadre de l'Offre Secondaire ou de la vente de toute Action Complémentaire dans le cadre de l'exercice de l'Option de Surallocation. Les Actionnaires Cédants percevront ces produits, diminués des honoraires et frais prévus, qui comprennent les honoraires des *Underwriters* liés à l'*underwriting* des Actions Existantes. Le produit net de l'Offre Secondaire sera publié dans la presse financière belge le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005.

Telenet Group Holding percevra le produit de la vente des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Offre Primaire et l'Offre aux Salariés, diminué de certaines dépenses et des honoraires liés à l'*underwriting* de l'Offre Primaire et de l'Offre aux Salariés, qui devraient être d'approximativement €19 millions, et de la vente d'actions émises dans l'Offre aux Salariés. Il est attendu que ces produits seront utilisés pour racheter approximativement €122,4 millions du montant global accumulé en principal des 11,5 % Senior Discount Notes à échéance 2014 de Telenet Group Holding (y compris la prime de Rachat, sur la base d'un taux de change présumé euro-U.S. dollar de €1,00 = U.S. \$1,2092 et €156,9 millions du

montant global accumulé en principal des 9 % Senior Notes à échéance en 2013 de Telenet Communications (y compris les intérêts accumulés et la prime de Rachat). Voir “Affectation du Produit de la Vente.”

Honoraires; <i>Underwriting Arrangements</i>	En rapport avec l’underwriting des Actions Offertes, nous avons convenu, de même que les Actionnaires Cédants, de payer aux <i>Underwriters</i> un honoraire de base de 1 % du produit brut des Actions Offertes, et en outre un honoraire supplémentaire discrétionnaire jusqu’à 2 %. Pour des informations supplémentaires concernant les honoraires liés à l’ <i>underwriting</i> et aux autres arrangements avec les <i>Underwriters</i> , voir “Underwriting et Plan de Distribution.”
Dividendes	Les Actions donnent droit aux éventuels dividendes déclarés pour l’exercice fiscal commençant le 1 ^{er} janvier 2005 et les années ultérieures. Se reporter à la section “Dividendes et Politique de Distribution des Dividendes—Politique de Distribution des Dividendes.”
Codes des Titres	Actions : Code ISIN : BE0003826436 Code commun : 023061953 Code national (SRW) : 3826.43 Ticker : TNET Strips VVPR : Code ISIN : BE0005599700 Code commun :023062020 Code national (SRW) : 5599.70 Ticker : TNETS
Joint Global Coordinators	J.P. Morgan Securities Ltd., Lehman Brothers International (Europe), Merrill Lynch International, KBC Securities SA et Goldman Sachs International.
Joint Book Runners	J.P. Morgan Securities Ltd., Lehman Brothers International (Europe), Merrill Lynch International et KBC Securities SA.

Le tableau suivant résume quelques dates-clés en relation avec l’Offre :

<u>Événement</u>	<u>Date⁽¹⁾</u>
Période d’Offre aux Particuliers	Du 26 septembre 2005 jusqu’au 7 octobre 2005, 16h00, heure de Bruxelles, sous réserve de clôture anticipée
Date Limite de Souscription Anticipée par les Particuliers	30 septembre 2005, 16h00, heure de Bruxelles
Période d’Offre aux Investisseurs Institutionnels . .	Du 26 septembre 2005 jusqu’au 10 octobre 2005, sous réserve de clôture anticipée
Publication des Résultats de l’Offre	Le ou aux alentours du 11 octobre 2005
Premier Jour Attendu de Cotation des Actions . .	Le ou aux alentours du 11 octobre 2005
Jour Attendu de Livraison des Actions Offertes . .	Le ou aux alentours du 14 octobre 2005

(1) En cas de clôture anticipée ces dates pourraient être avancées par voie de conséquence.

Informations Financières et Données d'Exploitation Résumées

Les tableaux suivants présentent des informations financières résumées reprises de nos comptes consolidés audités à dater de et pour les trois années de la période clôturée le 31 décembre 2004 et des informations financières non auditées reprises de nos comptes consolidés abrégés non audités à dater de et pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Ces tableaux reprennent également des données d'exploitation non auditées pour les périodes mentionnées. Voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation" et nos comptes consolidés repris ailleurs dans ce prospectus. Pour des informations concernant la capitalisation de Telenet Group Holding voir "Capitalisation et Endettement" et "Activité—Contrats de Crédit Significatifs."

Informations financières consolidées

(En millions d'euros, sauf ratios et pourcentages)	Exercice clôturé le 31 décembre,			Pour le semestre clôturé le 30 juin,	
	2002	2003	2004	2004	2005
Données du Compte de Résultats					
Chiffre d'affaires					
Télévision câblée basique	64,2	187,8	206,2	102,6	102,8
Télévision câblée premium ⁽¹⁾	—	5,0	58,8	29,7	27,8
Internet <i>broadband</i> résidentiel	101,1	147,9	192,3	91,6	110,2
Téléphonie résidentielle ⁽²⁾	112,4	125,0	157,2	77,9	83,9
Services aux entreprises	29,4	36,6	66,7	33,6	34,1
Total	<u>307,1</u>	<u>502,3</u>	<u>681,1</u>	<u>335,4</u>	<u>358,8</u>
Charges					
Charges d'exploitation (hors dépréciation et amortissement)	(133,0)	(164,1)	(247,8)	(120,5)	(126,3)
Frais des ventes, frais généraux et administratifs	(91,5)	(108,1)	(133,8)	(63,2)	(62,6)
Amortissement des immobilisations corporelles	(109,4)	(140,4)	(159,3)	(80,0)	(74,0)
Amortissement et dépréciations des immobilisations incorporelles ⁽³⁾ . .	(36,5)	(368,5)	(35,6)	(16,7)	(19,2)
Résultats d'exploitation	(63,3)	(278,9)	104,6	55,0	76,8
Charges d'intérêt nettes	(134,2)	(172,3)	(156,6)	(82,6)	(81,7)
Gain (perte) de change net	0,7	(3,3)	(4,7)	(10,3)	(16,0)
Autres produits financiers (charges)	—	(20,7)	—	—	—
Perte sur extinction de dette	—	(108,5)	—	—	—
Charges d'impôts	—	—	(3,8)	(0,1)	(8,2)
Pertes nettes avant l'effet cumulé des changements comptables	(196,8)	(583,8)	(60,5)	(37,9)	(29,2)
Effet cumulatif des changements comptables	(667,6)	—	—	—	—
Pertes nettes	<u>(864,4)</u>	<u>(583,8)</u>	<u>(60,5)</u>	<u>(37,9)</u>	<u>(29,2)</u>
Autres Données Financières					
EBITDA	82,6	230,0	299,6	151,7	169,9
Marge d'EBITDA	26,9 %	45,8 %	44,0 %	45,2 %	47,4 %
Dépenses d'investissement ⁽⁴⁾	67,4	100,4	141,5	57,1	67,2
Flux de trésorerie d'exploitation	11,1	99,4	223,1	108,4	109,4

(En millions d'euros)	Exercice clôturé au 31 décembre,		Pour le semestre clôturé le 30 juin,
	2003	2004	2005
Données du Bilan			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	171,0	145,2	74,3
Actifs circulants, hors trésorerie et équivalents de trésorerie	112,8	108,4	116,4
Immobilisations corporelles, nettes	991,4	960,8	951,8
Total de l'actif	2.664,0	2.581,6	2.475,4
Dettes court terme	130,0	145,7	134,9
Total des dettes remboursables en numéraire ⁽⁵⁾	1.459,3	1.368,4	1.258,1
Fonds propres	574,1	490,2	479,0

(1) Nous avons commencé à proposer les services câblés premium suite à l'Acquisition Canal+, qui a eu des effets financiers à compter du 1^{er} décembre 2003.

(2) Y compris les frais d'interconnexion d'opérateurs-tiers générés par des appels à destination de clients résidentiels ou professionnels.

- (3) L'amortissement comptabilisé pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 comprend €336 millions de dépréciation de *goodwill*.
- (4) Les dépenses d'investissement telles que présentées ici comprennent les acquisitions d'immobilier et d'équipements, d'immobilisations incorporelles, ainsi que d'autres investissements, mais ne comprennent pas l'acquisition de droits d'usage de réseaux au titre des Contrats Clientèle et du Contrat d'Annuité. Voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Liquidités et Ressources en Capital" et "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Règles Comptables Critiques."
- (5) Le total des dettes remboursables en numéraire comprend tous les titres de dette sur lesquels nous payons des intérêts sur une base courante. Le total des dettes remboursables en numéraires comprend actuellement nos Senior Notes 9 %, la dette triée en vertu de notre Contrat de Crédit Senior, les commissions de clientèle et d'annuité et des obligations de capital lease, mais exclut les 11,5 % Senior Discount Notes à échéance en 2014, dont le montant en principal s'accroît à un taux de 11,5 % par an sur une base semestrielle jusqu'au 15 décembre 2008, après quoi les intérêts en numéraire au titre des obligations deviendront dus à un taux de 11,5 % par an sur une base semestrielle. Des pénalités égales à 1,0 % par an ont commencé à s'accumuler sur les Senior Discount Notes le 30 juin 2005.

Données d'Exploitation Consolidées (Non auditées)

(RGUs et foyers couverts, en milliers)	Exercice clôturé le 31 décembre,				Pour le premier semestre jusqu'au 30 juin, 2005
	2001	2002	2003	2004	
Foyers bénéficiant de l'Amélioration HFC ⁽¹⁾	2.144	2.423	2.484	2.484	2.484
Amélioration HFC (% couverture)	87 %	99 %	100 %	100 %	100 %
Foyers couverts—Réseau Telenet ⁽²⁾	1.653	1.683	1.683	1.683	1.683
Foyers couverts—Réseau Partenaire	755	774	801	801	801
RGUs⁽³⁾					
Télévision câblée basique ⁽²⁾	1.544	1.564	1.587	1.583	1.587
Télévision câblée premium—Réseau Telenet ⁽⁴⁾	—	—	100	96	92
Télévision câblée premium—Réseau Partenaire ⁽⁴⁾	—	—	46	44	43
Internet <i>broadband</i> résidentiel ⁽⁵⁾	195	287	399	506	559
Téléphonie résidentielle ⁽⁵⁾⁽⁶⁾	180	185	231	281	323
Services aux entreprises ⁽⁷⁾	6	16	22	28	28
Total	1.926	2.052	2.385	2.538	2.633
Clients Individuels (en milliers)⁽⁸⁾					
Réseau Telenet	—	1.564	1,587	1,583	1,587
Réseau Partenaire ⁽⁹⁾	—	117	159	198	217
Réseau Combiné ⁽⁹⁾	—	1.681	1,746	1,781	1,805
RGU par Client individuel					
Réseau Telenet	—	1,21	1,28	1,35	1,39
Réseau Partenaire ⁽⁹⁾	—	1,32	1,32	1,33	1,35
Réseau Combiné ⁽⁹⁾	—	1,22	1,28	1,35	1,38
Pénétration					
Télévision câblée basique ⁽²⁾⁽¹⁰⁾	92,7 %	92,9 %	94,3 %	94,1 %	94,3 %
Télévision câblée premium—Réseau Telenet ⁽⁴⁾⁽¹¹⁾	—	—	6,0 %	5,7 %	5,5 %
Télévision câblée premium—Réseau Partenaire ⁽⁴⁾⁽¹¹⁾	—	—	5,7 %	5,5 %	5,4 %
Télévision câblée premium—Réseau Combiné ⁽⁴⁾⁽¹¹⁾	—	—	5,9 %	5,6 %	5,4 %
Internet <i>broadband</i> résidentiel ⁽¹²⁾	8,2 %	12,2 %	16,8 %	21,3 %	23,4 %
Téléphonie résidentielle ⁽¹²⁾	8,2 %	9,1 %	10,4 %	12,0 %	13,6 %
Revenu Moyen Par Utilisateur (en euros)⁽¹³⁾					
Télévision câblée basique ⁽¹⁴⁾	—	8,3	9,4	10,3	10,3
Télévision câblée premium ⁽⁴⁾	—	—	33,7	33,3	33,7
Internet <i>broadband</i> résidentiel	31,0	33,5	35,2	34,1	32,9
Téléphonie résidentielle ⁽¹⁵⁾	38,9	40,0	36,1	37,1	34,6
Revenu Moyen par Client Individuel (en euros)⁽⁸⁾					
Réseau Telenet	—	—	18,4	23,4	24,5
Réseau Partenaire ⁽⁹⁾	—	—	39,3	40,6	41,6
Réseau Combiné ⁽⁹⁾	—	—	20,3	25,3	26,6
Désabonnement⁽¹⁶⁾					
Télévision câblée basique ⁽²⁾	—	—	—	5,1 %	4,7 %
Télévision câblée premium ⁽⁴⁾	—	—	13,9 %	12,1 %	12,6 %
Internet <i>broadband</i> résidentiel ⁽¹⁷⁾	6,8 %	8,2 %	7,3 %	9,2 %	8,8 %
Téléphonie résidentielle ⁽¹⁸⁾	14,8 %	11,2 %	13,1 %	13,6 %	12,2 %

(1) Voir "Activité—Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions—Amélioration HFC" pour un commentaire sur l'amélioration à la norme HFC des foyers desservis par le Réseau Combiné.

(2) Comprend les statistiques historiques de MixtICS avant l'Acquisition MixtICS en août 2002.

(3) Chaque service fourni correspond à une unité générant des revenus ("RGU") ou abonné. Toutefois, un client à qui l'on offre les services de télévision câblée basique, d'internet *broadband* et de téléphonie

(sans tenir compte de son nombre de lignes de téléphone) représente donc trois RGU. Les RGU sont comptés à la date de fin d'une période.

- (4) Nous avons commencé à proposer des services câblés premium suite à l'Acquisition Canal+, qui a eu un effet financier à compter du 1^{er} décembre 2003. Toutefois, la promotion significative des services de câble premium n'a pas commencé avant le lancement de notre service iDTV en septembre.
- (5) Nos RGU téléphonie et internet *broadband* résidentiels comprennent les foyers et les petites entreprises avec entre un et quatre salariés ("TPE") qui reçoivent nos services par une connexion coaxiale.
- (6) Ces montants excluent 21.300, 35.000, 23.000, 12.000 et 10.000 RGU qui utilisaient nos services de présélection respectivement au 31 décembre 2001, au 31 décembre 2002, au 31 décembre 2003, au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005. Les abonnés de Phone-Plus, l'activité résidentielle acquise lors de l'Acquisition de Telenet Solutions, ne sont pas compris dans ces statistiques.
- (7) Ce sont les RGU petites et moyennes entreprises ("PME") qui reçoivent nos services téléphonie et internet *broadband* par une connexion coaxiale. Nous avons 5.000, 14.000, 18.000, 22.000 et 22.000 PME abonnées à l'accès internet *broadband*, et 1.000, 3.000, 5.000, 6.000 et 6.000 PME abonnées à la téléphonie, respectivement au 31 décembre 2001, au 31 décembre 2002, au 31 décembre 2003, au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005. Ni les RGU PME et entreprises qui reçoivent nos services par une connexion par fibre ni les clients professionnels acquis lors de l'Acquisition de Telenet Solutions ne sont inclus dans les statistiques RGU ci-dessus. En outre, au 30 juin 2005, Telenet Solutions avait 4.200 circuits DSL et 1.200 points de présence en fibre dans les locaux des clients.
- (8) En raison du caractère limité des données historiques disponibles avant l'introduction de nos systèmes ERP en avril 2004, nous ne pouvons pas fournir d'informations pour certaines périodes. Des estimations ont été utilisées pour dériver la proportion de RGU internet et téléphonie qui ont souscrit à ces deux services entre le 31 décembre 2002 et le 31 mars 2003.
- (9) Ces statistiques n'incluent pas les abonnés à notre service de télévision premium payant sur le Réseau Partenaire. Nous avons approximativement 46.000, 44.000 et 46.000 de ces abonnés respectivement au 31 décembre 2003, au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005.
- (10) Le nombre de RGU à la date de fin de période en pourcentage du nombre de foyers et entreprises, selon le cas, couverts par le Réseau Telenet à la fin de la période. Les taux de pénétration sont estimés quand les informations nécessaires au calcul sont limitées.
- (11) Le nombre de RGU à la date de fin de période en pourcentage du nombre de foyers et entreprises, selon le cas, couverts à la date de fin de période par (a) le Réseau Telenet, dans le cas des "Télévision câblée premium—Réseau Telenet;" (b) le Réseau Partenaire, dans le cas de "Télévision câblée premium—Réseau Partenaire;" ou (c) le Réseau Combiné, dans le cas de la "Télévision câblée premium—Réseau Combiné." Les taux de pénétration font l'objet d'estimations quand les informations nécessaires au calcul sont limitées.
- (12) Pour les exercices postérieurs au 31 décembre 2003, les taux de pénétration sont calculés sur la base du nombre de RGU à la fin de la période en pourcentage du nombre de foyers et d'entreprises, selon le cas, couverts par le Réseau Combiné à la fin de la période. Pour les exercices antérieurs au 31 décembre 2003, nous n'avions pas encore terminé l'amélioration du Réseau Combiné pour fournir la capacité bi-directionnelle requise pour les services d'internet et de téléphonie. Afin de réduire les distorsions liées à l'amélioration, les taux de pénétration téléphonie et internet *broadband* résidentiel pour ces exercices sont calculés sur la base du nombre de RGU à la fin de la période en pourcentage du nombre de foyers et d'entreprises, tel qu'applicable, couverts par le Réseau Combiné au 31 décembre 2003. Voir "Présentation d'Informations Financières et Autres—Abonnés et Données Apparentées." Cela comprend les PME qui reçoivent nos services de téléphonie et d'internet *broadband* par une connexion coaxiale.
- (13) Le revenu total de la période divisé par le nombre de mois de la période et divisé par le nombre moyen de RGU pour la période (lequel nombre moyen peut varier par rapport au nombre de RGU présentés ci-dessus à la date de fin de période).
- (14) Le revenu mensuel moyen par abonné inclut les droits de reproduction et, à partir du 1^{er} janvier 2003, exclut les autres revenus de diffusion.
- (15) Le revenu mensuel moyen par abonné exclut les revenus d'interconnexion, les frais d'installation et les revenus générés par les RGU qui utilisent nos services de présélection. Voir note 6. Le revenu mensuel moyen par abonné y compris les RGU qui utilisent nos services de présélection était respectivement de €40,7, €38,5, €34,5, €35,9 pour les exercices clôturés au 31 décembre 2001, 31 décembre 2002,

31 décembre 2003 et 31 décembre 2004 respectivement. Nous ne rendons pas compte du revenu moyen par abonné comprenant les RGU qui utilisent nos services de présélection pour toute période après le 31 décembre 2004.

- (16) Le nombre total de RGU déconnectés durant la période divisé par le nombre moyen de RGU pour la période. Les statistiques de désabonnement n'incluent pas les clients qui déménagent au sein du Réseau Combiné dans des zones dans lesquelles nous fournissons le service concerné et qui choisissent de recevoir le même service que celui qu'ils recevaient avant leur déménagement.
- (17) Y compris les PME qui reçoivent nos services au moyen d'une connexion coaxiale.
- (18) Exclut les RGU qui utilisent nos services de présélection mais comprend les PME qui reçoivent nos services au moyen d'une connexion coaxiale. Se reporter aux notes 6 et 7. Nous excluons les RGU qui utilisent nos services de présélection de nos statistiques de désabonnement à la téléphonie résidentielle car, pour la majorité, ces clients souscrivent à nos services de téléphonie accès direct en cessant de souscrire à nos services de présélection. Les statistiques de désabonnement pour notre activité de téléphonie résidentielle ont été recalculées pour 2003 suite aux résultats d'une analyse faite à la suite de l'intégration de la base de données clients en 2004.

FACTEURS DE RISQUE

Avant d'acquiescer les Actions Offertes, vous devriez considérer avec attention les facteurs de risque spécifiques décrits ci-dessous, ainsi que les autres informations contenues dans ce Prospectus. Chacun des risques décrit ci-dessous pourrait avoir un effet significatif défavorable sur notre activité, nos perspectives, nos résultats d'exploitation ou notre situation financière, et pourrait en conséquence avoir un effet négatif sur le cours sur le marché des Actions Offertes. Des risques additionnels qui nous sont actuellement inconnus ou qui ne nous semblent pas significatifs pour l'instant peuvent également nous nuire et avoir un impact sur le cours sur le marché des Actions Offertes.

Risques Liés à Notre Activité

Notre situation financière et nos résultats d'exploitation peuvent diminuer si les marchés flamands de la télévision câblée, de l'internet broadband et de la téléphonie se détériorent.

Notre activité est centrée sur la fourniture de services de télévision câblée, d'internet *broadband* et de téléphonie à des clients résidentiels en Flandre et de produits d'internet *broadband*, vocaux et de données aux professionnels dans toute la Belgique et dans certaines parties du Luxembourg. En conséquence, quasiment tous nos revenus proviennent de Belgique, et plus particulièrement de Flandre. Plusieurs des marchés sur lesquels nous conduisons nos activités, y compris les marchés de la télévision câblée et de la téléphonie, connaissent déjà des taux de pénétration très élevés. En général, sur les cinq dernières années, le nombre global de lignes de téléphone fixe en Flandre a diminué, en partie en raison du remplacement des lignes fixes par des lignes de téléphone mobile. De surcroît, le marché de l'internet *broadband* résidentiel en Flandre est lié à la pénétration dans le pays par des ordinateurs personnels compatibles avec la connexion *broadband*, ce qui, sur la base d'études par le Screen Digest 2005, restreint le marché des services internet *broadband* à environ 60 % des foyers en Belgique. Ces limitations rendent difficile l'augmentation du nombre actuel d'abonnés et l'augmentation de notre activité. De plus, toute baisse des marchés de télévision câblée, d'internet *broadband* et de téléphonie en Belgique aurait un impact disproportionné sur notre situation financière et sur nos résultats d'exploitation.

Les secteurs belges de l'internet, des données et de téléphonie sont très concurrentiels et le secteur de la télévision est susceptible de devenir plus concurrentiel encore dans le futur, ce qui pourrait avoir pour conséquence un coût de contenu et des dépenses de marketing plus élevés, une diminution des taux d'abonnement et une perte d'abonnés.

Nous faisons face à une concurrence importante de concurrents établis et de concurrents nouveaux qui fournissent des services internet, de données et de téléphonie. Dans certains cas, nous sommes en concurrence avec des sociétés dont l'accès au financement est plus aisé, qui ont une offre de produits plus large, plus de personnel, une couverture géographique plus étendue, une meilleure reconnaissance de marque et une expérience ou des relations plus longues avec les autorités de régulation et les clients. Ces sociétés peuvent dans certains cas faire l'objet de contraintes réglementaires moindres qu'elles doivent respecter parce que, entre autre, elles utilisent des technologies différentes pour fournir leurs services, ne possèdent pas leur propre réseau d'accès direct, ou ne sont pas sujettes aux obligations applicables aux opérateurs disposant d'une puissance de marché significative. Selon le service fourni, nos concurrents comprennent Belgacom, Tele2, Mobistar et Scarlet. En raison de cette concurrence, il pourrait être difficile d'attirer de nouveaux clients ou de retenir les clients existants, ce qui aurait pour effet une augmentation du taux de désabonnement. L'intensification de la concurrence, les gammes d'offres qui incluent des produits d'entrée de gamme à plus bas prix, et les promotions spéciales et réductions offertes aux clients qui souscrivent à plusieurs de nos services pourraient contribuer à augmenter le revenu moyen par utilisateur, mais vont probablement avoir pour effet de réduire notre revenu moyen par client individuel par service, surtout pour nos services de téléphonie et, dans une moindre mesure, pour nos services internet *broadband*.

Nous nous attendons à ce que la concurrence s'intensifie suite à la transposition récente d'une nouvelle législation en Belgique qui permet à certains fournisseurs de services de vendre une combinaison de produits et de services de télévision, d'internet et de téléphonie (une "offre conjointe"), pour un prix cumulé qui est inférieur aux prix des produits et services individuels composant l'offre conjointe. De plus, nous nous attendons à une pression concurrentielle accrue résultant de la convergence des technologies de diffusion et de communication, en conséquence de quoi d'autres membres du secteur belge des médias et des télécommunications pourraient chercher à offrir

des forfaits comprenant des services vocaux fixes et mobiles, internet et des services de diffusion vidéo nous faisant concurrence. Par exemple, Belgacom, l'opérateur téléphonique historique, a commencé à introduire un service de diffusion de télévision numérique interactive complet ("iDTV") sur certaines parties de son réseau existant de télécommunications. Avec le lancement de ce produit, Belgacom pourra offrir une combinaison de services de télévision, d'internet *broadband*, de téléphonie à ligne fixe et, à travers une filiale, de services de téléphonie mobile, non seulement en Flandre où nous conduisons nos activités mais également dans toute la Belgique. De même, Tele2, qui propose actuellement des services internet et de téléphonie par présélection, a annoncé l'acquisition de Versatel, un fournisseur de services internet et de données résidentiels et pour les entreprises. Tele2 a aussi annoncé son intention de proposer un service de réseau virtuel pour téléphonie mobile et a indiqué qu'il pourrait envisager d'entrer sur le marché de la télévision dans le futur, et d'autres opérateurs envisagent d'offrir des services similaires. Ces forces concurrentielles pourraient créer une pression à la baisse sur les prix, à l'image de ce qui se produit ailleurs en Europe, ce qui pourrait avoir pour conséquence une diminution des revenus moyens par abonné. Ces forces pourraient aussi avoir pour conséquence l'augmentation du taux de désabonnement et une augmentation des coûts de diffusion de contenu à nos abonnés de télévision câblée alors que nous serons en concurrence avec de nouveaux entrants sur le marché de la télédiffusion. En outre, nous pourrions supporter des coûts plus importants en cas de lancement de nouveaux produits ou services afin de maintenir ou améliorer notre positionnement compétitif et de réduire le taux de désabonnement.

Internet. Notre service internet *broadband* résidentiel à haute vitesse est en concurrence avec des sociétés qui fournissent des connections à l'internet plus lentes, moins chères (ou même gratuites), par les lignes de téléphone traditionnelles ainsi qu'avec des concurrents, y compris Belgacom, qui fournissent des services d'accès *broadband* à haute vitesse par des lignes d'abonné numériques ("DSL" ou "*digital subscriber lines*"). Des produits plus sophistiqués et des offres de prix plus segmentées ont récemment vu le jour en Belgique sur le marché de l'internet. Nos concurrents offrent une gamme de produits avec différentes vitesses de débits de téléchargement, des limites de transferts de données différentes et des services à valeur ajoutée différents. En particulier, la performance de vitesse actuellement offerte par les produits DSL est maintenant plus comparable aux performances de notre produit d'internet *broadband* par câble qu'auparavant, et le DSL a accru sa part de marché ces dernières années. De plus, Mobistar, un opérateur de téléphonie mobile établi en Belgique, a annoncé le lancement imminent de services internet utilisant la plate-forme DSL. D'autres opérateurs de téléphonie mobile pourraient suivre l'exemple de Mobistar dans un proche avenir. Une concurrence supplémentaire pourrait provenir de la technologie satellite et des appareils portables qui utilisent la technologie dite de troisième génération. En conséquence, nous nous attendons à ce que la concurrence, y compris la concurrence tarifaire, avec les fournisseurs existants, de nouvelles *startups* et d'autres sociétés, augmente dans le futur. Nous ne pouvons vous assurer que les offres segmentées et les autres mesures que nous avons mis en place pour faire face à ces développements seront efficaces pour attirer de nouveaux clients et retenir les clients actuels.

Téléphonie. La concurrence pour la fourniture de services de téléphonie résidentiels est intense, les fournisseurs ayant réduit leurs prix de manière substantielle ces derniers mois. Belgacom, notre principal concurrent sur le marché résidentiel flamand, possède un réseau de téléphonie couvrant toute la Belgique, une forte connaissance du marché, une reconnaissance de marque élevée et des capitaux importants. Au 30 juin 2005, nous estimons que Belgacom détenait approximativement 75 % du marché résidentiel de la téléphonie fixe en Flandre (sur la base du nombre de lignes fixes). De plus, bien que Belgacom soit notre concurrent principal, nous dépendons de Belgacom pour la fourniture de certains services à nos clients, y compris la portabilité du numéro, et pour connecter les appels passés par nos clients à des clients de Belgacom. Nos recours actuels contre Belgacom et d'autres éléments pourraient avoir un effet défavorable sur nos relations avec Belgacom et sur notre situation concurrentielle. Belgacom a également affecté des ressources à des activités de "*win-back*" qui peuvent convaincre nos clients de services de téléphonie et nos clients potentiels de redevenir ou de demeurer clients de Belgacom. De surcroît, nous devons faire face à la concurrence accrue d'autres concurrents entrant sur le marché de la téléphonie, tels que Tele2. Un certain nombre de ces nouveaux entrants sur le marché possèdent des marques reconnues et une expérience du marché de la téléphonie acquise ailleurs en Europe. Belgacom et nombre de ces nouveaux entrants sur le marché ont des moyens substantiels et sont peut-être mieux armés que nous pour résister à une guerre des prix durables.

Les services de téléphonie mobile, y compris ceux offrant la technologie de troisième génération récemment lancée et les opérateurs de réseau mobile virtuel ("*mobile virtual network operators*") ou

“MVNO”), contribuent à la pression concurrentielle à laquelle nous devons faire face. Un nombre croissant d'utilisateurs substituent leurs lignes de téléphone fixe par des lignes de téléphone mobile, certains opérateurs belges de téléphonie mobile ont lancé des campagnes “*cut the line*” pour encourager les consommateurs utilisant aussi bien des services de téléphonie fixe que mobile à ne garder que leurs services de téléphonie mobile. Ces efforts ont été soutenus par certains opérateurs de téléphonie mobile qui offrent des prix pour les communications à partir de téléphones mobiles inférieurs à ceux proposés par Belgacom pour ses lignes fixes. D'après IPSOS, en septembre 2004, 28 % des foyers belges utilisaient uniquement une ligne de téléphonie mobile et ne payaient pas de service de ligne fixe. Cette substitution, en plus de l'utilisation accrue des e-mails et des technologies apparentées, pourrait avoir un effet défavorable sur nos volumes d'utilisation et la croissance du nombre d'abonnés. Si le taux d'utilisation de la téléphonie mobile augmente à un taux plus rapide que la baisse des frais d'interconnexion de lignes mobiles vers lignes fixes, l'utilisation de la téléphonie mobile continuera à avoir pour effet une réduction de la rentabilité de notre activité de téléphonie résidentielle.

Le dégroupage en cours de la boucle locale de Belgacom et le dégroupage potentiel du réseau câblé, l'utilisation de services de présélection qui permettent à des entités de fournir des services de téléphonie sur les réseaux d'autres opérateurs, ainsi que l'introduction de nouvelles technologies, en ce compris des mutations du standard *Voice over Internet Protocol* (“VoIP”) tel que le *Voice over Internet* (“VON”) utilisé par Skype en Belgique, pourraient également avoir pour conséquence d'accroître le nombre de concurrents, tel que cela a été le cas dans d'autres pays. Des sociétés comme Microsoft, Google, Yahoo et Scarlet ont indiqué qu'elles envisagent d'introduire des services VoIP. Avec l'entrée de nouveaux concurrents sur le marché, l'introduction de nouvelles technologies et les baisses de prix comparables aux pressions sur les prix des télécommunications observées ailleurs en Europe, notre activité de téléphonie pourrait devenir moins rentable, produire moins de revenus et notre part de marché pourrait diminuer. De plus, nous pourrions être forcés de répondre à de tels développements en investissant dans le développement de nos propres produits qui pourrait ne pas être couronné de succès.

Nous pensons que presque tous nos concurrents sur le marché de la téléphonie, y compris Belgacom, ont recours au “*tromboning*”, une pratique par laquelle les appels provenant de Belgique sont routés à l'étranger puis reroutés vers la Belgique, afin de profiter de frais d'interconnexion internationaux réduits. Nous estimons que le *tromboning* et les appels internationaux représentaient ensemble approximativement 25 % de tous les appels vers le Réseau Combiné pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. L'augmentation du recours au *tromboning* par nos concurrents pourrait avoir un effet défavorable sur nos revenus et notre rentabilité. Voir “Cadre Réglementaire—Réglementation de la Téléphonie—Interconnexion”.

Télévision Câblée. Nous nous attendons à une augmentation de la concurrence en ce qui concerne la fourniture de services de télévision sur les prochaines années. Historiquement, notre service de télédistribution de base par le câble n'était pas concurrencé de manière significative par d'autres services de télévision ou de vidéo, notamment en raison de notre taux de pénétration élevé du marché de la télévision câblée basique en Flandre. Notre service de télévision câblée premium faisait face à une concurrence limitée par d'autres modes de diffusion de contenus premium, y compris les *digital versatile discs* (“DVD”), les téléchargements par internet et certains diffuseurs par satellite. Récemment, toutefois, Belgacom a introduit un service de diffusion iDTV complet qui va continuer à se répandre en Belgique parallèlement à la mise à jour du réseau de télécommunications existant de Belgacom. Nous nous attendons à ce que ce nouveau service soit en concurrence en Flandre, en terme de prix et d'accessibilité, aussi bien avec nos services basiques qu'avec nos services premium de télévision câblée. En outre, Scarlet a annoncé son intention d'offrir un service iDTV et augmente sa couverture en Belgique. Avec l'entrée de nouveaux concurrents sur le marché, nous pourrions également avoir des difficultés croissantes à procurer des contenus pour nos services câblés basiques et premium ou à nous les procurer à des conditions favorables. Nous avons par exemple récemment perdu au profit de Belgacom les droits de diffusion des matches des premières divisions de football belge et italien. Voir “Activité—Nos produits et Services—Télévision Câblée—Télévision Câblée Premium—Contenus Premium”. En décembre 2004, les PIC ont également lancé une offre de télévision numérique auprès des consommateurs qui peuvent accéder au Réseau Partenaire. Ce service aura certainement pour effet d'accroître la concurrence avec notre offre câblée premium sur le Réseau Partenaire, et pourrait accroître la concurrence à laquelle nous devons faire face pour nous procurer des contenus premium. De plus, nous faisons face à une concurrence accrue du DSL, des multi-chaînes

par satellite, de la télévision numérique terrestre et des autres moyens de diffusion de programmations multiples.

De plus, des technologies numériques qui ne sont pas actuellement utilisées en Belgique mais qui ont été lancées avec succès dans d'autres pays européens pourraient permettre à des concurrents mieux capitalisés d'entrer sur le marché et d'offrir une variété de programmation et de forfaits de chaînes plus importants que celui que nous offrons actuellement. La concurrence pourrait, par exemple, chercher à exploiter la télévision terrestre numérique dans le futur. De surcroît, les conditions liées à notre acquisition des actifs flamands de Canal+, la législation future ou les décisions des régulateurs, pourraient nous obliger à fournir à nos concurrents un accès au Réseau Telenet aux fins de fournir des services de diffusion à des prix réglementés. Cela renforcerait nos concurrents en leur donnant accès et en réduisant les coûts de cet accès au marché de la télévision par câble. Voir “—Risques Liés à des Questions Réglementaires et Législatives—Nous pourrions à l'avenir être soumis à une réglementation plus importante si nous sommes considérés comme ayant un pouvoir de marché significatif sur l'un des marchés sur lequel nous opérons”. Avec le développement de la télévision numérique, les différences entre les distributeurs de contenu et les fournisseurs de contenu pourraient devenir moins claires. Les fournisseurs de contenus existants inclus sur plusieurs chaînes pourraient décider de vendre des forfaits et ne chercher à obtenir qu'un accès au réseau des fournisseurs de câble, plutôt que de faire partie de l'offre de ces derniers.

Services aux Entreprises. La concurrence pour la fourniture de produits internet, de données et vocaux aux entreprises est intense. Belgacom et des sociétés internationales de premier ordre qui sont bien établies sur le marché, telles que Colt, MCI, Versatel et BT, sont nos concurrents principaux. En plus de la concurrence, nous continuons à rencontrer des défis sur ce segment du marché en raison de l'érosion des prix des produits existants et le besoin d'investir dans le développement de produits nouveaux afin de satisfaire les préférences évolutives de nos clients potentiels.

Tout impact défavorable sur notre réputation et la valeur associée à notre nom pourrait avoir un effet défavorable sur nos activités.

Le nom Telenet est un actif important de notre activité. Le maintien de la réputation et de la valeur associée au nom Telenet est essentiel pour le succès de notre activité. Toutefois, il n'y a pas de garanties que notre stratégie commerciale et son exécution réalisent cet objectif. Notre réputation pourrait souffrir si nous rencontrions des difficultés à fournir des services nouveaux ou existants, en ce compris notre offre iDTV, que ce soit le fait d'erreurs techniques, en raison du manque d'équipement nécessaire, de changements apportés à notre offre analogique basique traditionnelle ou d'autres éléments. De surcroît, nous dépendons de sous-traitants en ce qui concerne la plupart de nos services d'installation chez nos clients et de canaux de vente indirects pour toucher les entreprises. Si nous décidions de lancer un réseau mobile virtuel, nous dépendrions de la même manière des services et de la qualité du réseau de téléphonie mobile et fonctions similaires d'un tiers, sur lesquels nous n'aurons pas ou peu d'influence ou de contrôle. Si ces sous-traitants, ces revendeurs ou ces opérateurs de réseau ne rencontrent pas nos standards de performance ou fournissent des produits imparfaits ou ayant des vices techniques, la qualité de nos services et de notre réputation pourraient en souffrir. Un affaiblissement significatif de la réputation associée au nom Telenet, ou de la valeur qu'il représente, pourrait avoir un effet significativement défavorable sur notre activité, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Si nous échouons à introduire avec succès de nouvelles technologies ou services, tel que notre service iDTV, ou à répondre à des évolutions technologiques, notre activité et le niveau de nos revenus pourraient être défavorablement affectés et nous pourrions ne pas être en mesure de récupérer le coût des investissements que nous avons faits.

Notre activité est caractérisée par des évolutions techniques rapides et l'introduction de nouveaux produits et de nouveaux services. Si l'une des technologies, produits ou services, nouveaux ou améliorés, que nous introduisons, en particulier ceux associés au déploiement de l'iDTV, n'est pas accepté par le marché ou connaît des difficultés techniques, la croissance de nos revenus, nos marges et nos flux de trésorerie pourraient être significativement affectés. En conséquence, nous pourrions ne pas récupérer les fonds investis afin de déployer ces technologies et ces services. De surcroît, les services améliorés de télévision, de téléphonie, d'internet et de données fournis par les opérateurs concurrents pourraient être plus attractifs pour nos clients. De nouvelles technologies, telle que la téléphonie VoIP, pourraient permettre à nos concurrents d'offrir non seulement de nouveaux services mais également

d'offrir les services standards existants à des prix moins élevés. Voir “—Les secteurs belges de l'internet, de données et de téléphonie sont très concurrentiels et le secteur de la télévision est susceptible de devenir plus concurrentiel encore dans le futur, ce qui pourrait avoir pour conséquence un coût de contenu et des dépenses de marketing plus élevés, une diminution des taux d'abonnement et une perte d'abonnés.” Nous pourrions ne pas être capables de financer les dépenses d'investissement nécessaires pour suivre les évolutions technologiques. Notre incapacité à obtenir des financements ou d'autres ressources nécessaires à l'élargissement ou à l'amélioration de nos systèmes, à fournir des services avancés à temps ou à anticiper avec succès les demandes du marché, pourrait affecter de manière défavorable notre capacité à attirer et à retenir les clients, ainsi qu'à générer des revenus.

Alors que nous travaillons pour présenter de nouvelles technologies, de nouveaux produits et services à nos clients, et alors que le nombre de nos clients et le nombre de services que nous leur offrons augmente, la complexité de nos offres de produit et de l'architecture de notre réseau augmente également, de même que l'encombrement du réseau. De plus, nous fournissons actuellement des services de téléphonie utilisant un *legacy proprietary system*, ainsi que la technologie VoIP. Une déficience dans la gestion de la croissance et la complexité du Réseau Telenet pourrait conduire à une dégradation du service et à des perturbations de réseau qui pourraient nuire à notre réputation et résulter en une diminution du nombre d'abonnés. Nous avons lancé récemment notre service iDTV et devons faire face à des risques technologiques, opérationnels et de marché significatifs qui pourraient limiter son succès. En particulier, nous sommes dépendants de notre capacité à obtenir un approvisionnement suffisant de décodeurs de télévision satisfaisant nos spécifications requises et de la capacité à intégrer avec succès des systèmes complexes de technologie de l'information nécessaires pour opérer notre service iDTV à l'échelle que nous projetons. Nous comptons sur notre fournisseur actuel de décodeurs pour nous fournir un équipement compatible avec le logiciel d'accès conditionnel et les particularités en matière de sécurité associées qui ont été déployées sur le Réseau Telenet. Actuellement, le nombre de décodeurs dont nous disposons est limité, ce qui pourrait limiter notre capacité à répondre à la demande des clients et avoir pour conséquence des réactions négatives de leur part. Un second fournisseur potentiel a rencontré des difficultés pour produire nos décodeurs et nous nous reposons dès lors actuellement sur un seul fournisseur de décodeurs. Si de nouveaux problèmes devaient survenir avec notre principal fournisseur, nous ne serons probablement pas en mesure d'obtenir des équipements de remplacement dans un délai raisonnable. Nous sommes aussi dépendants d'autres fournisseurs qui vont fournir des produits et services nécessaires à la mise en place et au fonctionnement de notre service iDTV, ainsi que des performances des partenaires avec lesquels nous espérons travailler. Il est difficile de prédire la façon dont les abonnés potentiels vont répondre aux nouvelles caractéristiques interactives et aux autres produits et services qui peuvent être offerts avec le iDTV et comment en fixer le prix. Il est aussi difficile de prédire comment les abonnés potentiels vont répondre aux coûts initiaux qu'ils devront supporter pour acheter les décodeurs leur permettant de recevoir notre service iDTV.

En outre, dans le cadre de l'introduction de notre service iDTV et en vue de fournir des capacités de réseau supplémentaires pour notre service iDTV, nous avons numérisé huit chaînes de notre offre analogique initiale, y compris BBC World et CNN, que les clients peuvent continuer de voir s'ils obtiennent de notre part un boîtier de conversion numérique à analogique, ce qui nécessite un dépôt d'espèces. Il est possible que cette démarche engendre une publicité négative, qu'elle porte atteinte à nos relations avec nos clients et nuise au lancement de notre iDTV. Nous pourrions être tenus de supporter des dépenses supplémentaires pour aider les clients éprouvant des difficultés ou de fournir d'autres moyens de regarder les chaînes que nous avons supprimées. De plus, dans le cadre de notre lancement de iDTV, nous avons reformulé et renommé notre offre de télévision câblée Canal+ premium sous la marque “Prime”. Alors que Canal+ était un nom reconnu qui était exploité depuis plusieurs années en Belgique et dans d'autres parties d'Europe, les clients pourraient ne pas reconnaître la marque “Prime” ni les services qu'elle représente. Il est possible que le développement de la marque Prime et son acceptation par les clients prennent du temps, voire qu'elle ne soit jamais acceptée. Chacun de ces facteurs pourrait avoir un effet négatif sur le lancement de nos nouveaux services premium et interactifs, et réduire la probabilité que ces derniers soient des succès.

En vertu des Garanties d'Intérêt Public que nous avons conclues avec les MIC au moment de notre acquisition par Cable Partners Europe, LLC, nous avons convenu de lancer une plate-forme numérique dans un certain délai. Nous sommes tenus en vertu des Garanties d'Intérêt Public, telles qu'actuellement amendées, d'utiliser nos meilleurs efforts pour respecter certaines exigences en matière de *roll-out* et d'installations pour notre service iDTV de base. Si nous n'installons pas des décodeurs

dans 54 % des foyers ayant accès au Réseau Telenet pour février 2008, les MIC ont l'option de demander le retour de six chaînes analogiques de 8 MHz, à l'exclusion des chaînes utilisées pour notre service Prime premium, qui ont été données à Telenet par les MIC pour la mise en œuvre de iDTV. La fréquence utilisée par ces six chaînes pourrait être utilisée pour fournir 42 chaînes numériques, et la réattribution de cette fréquence à des signaux analogiques pourrait avoir un impact négatif significatif sur toute offre iDTV.

La structure des coûts d'une offre iDTV est aussi incertaine, tout comme son impact financier, en particulier en termes d'accès et de prix du contenu, ainsi qu'en termes de coûts d'acquisition de nouveaux abonnés. Il nous faudra d'abord acheter tous les décodeurs des fabricants, ce qui va nécessiter un investissement important et affecter de manière négative nos fonds de roulement. Si la demande des clients est inférieure à la demande escomptée, nous pourrions ne pas être en mesure de récupérer les sommes investies dans les décodeurs. De plus, nous recueillons actuellement plus de 90 % des abonnements à notre télévision câblée basique à l'avance et sur une base annuelle, alors que nous faisons payer nos abonnés des chaînes câblées premium à l'avance et mensuellement. Il est possible que, si nous réussissons avec succès à faire migrer nos clients du câble basique vers notre plate-forme premium, ces clients s'attendent aussi à payer leur câble basique trimestriellement ou même mensuellement, ce qui nous priverait des avantages en fonds de roulement que nous recevons actuellement de la facturation annuelle de nos abonnés au câble basique. En raison de ces dépenses et incertitudes, nous pourrions ne pas être en mesure de récupérer l'investissement effectué dans la technologie iDTV.

Actuellement, nous n'offrons iDTV que sur le Réseau Telenet et non aux abonnés du Réseau Partenaire. Les PIC ont lancé un service DTV pour les abonnés du Réseau Partenaire en décembre 2004 qui pourrait réduire notre base de clients potentiels et l'efficacité de nos efforts marketing. De plus, nous pourrions obtenir le contenu nécessaire à notre service iDTV à des conditions moins favorables en raison de la base de distribution plus petite fournie par le Réseau Telenet par rapport au Réseau Combiné. Voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Liquidités et Ressources en Capital—Liquidités et Ressources en Capital—Dépenses d'Investissement" et "Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Profil Financier—La résiliation de nos droits d'usage du réseau câblé appartenant, en Flandre, à quatre intercommunales pures (les "PIC") pourrait affecter négativement nos opérations et faire diminuer de manière substantielle la valeur de nos actifs en cas de faillite ou de liquidation."

En plus d'iDTV, nous pourrions décider de lancer un service de réseau mobile virtuel, dans lequel nous offririons à nos clients des services de téléphonie mobile sous le nom Telenet, en revendant les minutes acquises auprès d'un opérateur de réseau de téléphonie mobile. Si nous lançons ce service, nous serions dépendants du réseau de téléphonie mobile et d'autres services associés, fournis par les opérateurs de téléphonie mobile que nous avons utilisés, et tout défaut de qualité sur le réseau ou autre problème pouvant survenir pourrait avoir un effet défavorable significatif sur nos opérations et notre réputation. Notre capacité à nous conformer aux exigences réglementaires applicables aux fournisseurs de communications électroniques peut, dans certains cas, dépendre de l'opérateur du réseau de téléphonie mobile. Cependant, l'impossibilité de pénétrer le marché des opérateurs de réseaux de téléphonie mobile pourrait aussi avoir des conséquences négatives importantes puisque nous ne serions alors pas capables d'offrir à nos clients une gamme complète de services de téléphonie mobile et de téléphonie fixe, d'internet et de télévision, que les autres concurrents comme Belgacom sont en train de développer. Tout contrat que nous pourrions conclure avec un opérateur de réseau de téléphonie mobile pourrait limiter les services de téléphonie mobile et les services y afférents que nous pourrions offrir à nos clients, et nous pourrions dépendre des services d'un seul fournisseur de service de réseau de téléphonie mobile. Nous ne pouvons pas garantir que nous serons capables de conclure un contrat pour lancer un service de réseau virtuel de téléphonie mobile à des conditions satisfaisantes, si jamais nous y parvenons.

Nous sommes aussi au début du lancement d'un réseau local sans fil (*wireless local area network* ou "Wi-Fi") qui, au 26 août 2005, était constitué d'environ 450 points d'accès sans fils (*hot spots*) actifs où les utilisateurs mobiles peuvent accéder à internet sans avoir besoin de câble pour leur fournir une connexion. Nous ne pouvons pas vous garantir que nous n'allons pas être confrontés à des difficultés techniques et logistiques alors que nous poursuivons le développement de notre réseau Wi-Fi. De plus, alors que nous poursuivons le lancement du Wi-Fi, il peut devenir difficile pour nous, voire impossible de les installer, de trouver des sites intéressants pour installer les équipements nécessaires à des prix raisonnables. En outre, les propriétaires des emplacements où nous possédons actuellement des

équipements Wi-Fi peuvent décider de nous faire payer un loyer sur l'espace que nous utilisons, d'augmenter le loyer que nous payons actuellement, ou d'augmenter d'une autre manière les frais que nous devons supporter pour fournir la connectivité aux points d'accès sans fil concernés.

Le Réseau Combiné, le Réseau Telenet Solutions et les systèmes associés dépendent des fournisseurs d'équipement et de services qui peuvent arrêter la production de leurs produits ou chercher à nous faire payer des prix qui ne sont pas compétitifs, ce qui serait susceptible d'avoir un effet défavorable sur notre activité et notre rentabilité.

Nous avons des relations importantes avec plusieurs fournisseurs de matériel et de services que nous utilisons pour exploiter le réseau dont nous sommes propriétaire (le "Réseau Telenet"), le réseau sur lequel les PIC nous ont accordé des droits d'usage (le "Réseau Partenaire" et, ensemble avec le Réseau Telenet, le "Réseau Combiné"), les actifs réseau que nous avons acquis suite à l'Acquisition Telenet Solutions (le "Réseau Telenet Solutions") et les systèmes associés. Dans de nombreux cas, nous avons fait des investissements considérables dans les équipements ou logiciels d'un fournisseur particulier, ce qui rend difficile le changement des relations d'approvisionnement et d'entretien au cas où notre fournisseur initial refuserait de nous offrir des prix avantageux ou cesserait de produire les équipements ou de fournir le support nécessaire au Réseau Combiné et au Réseau Telenet Solutions. Par exemple, nous avons connu dans le passé des pénuries d'équipement de téléphonie lorsque l'un de nos principaux fournisseurs a cessé la production des modems requis, ce qui nous a contraint à chercher de nouveaux fournisseurs, à diminuer nos efforts marketing dans certaines régions touchées et à adopter plus rapidement certaines nouvelles technologies. Le succès du lancement de notre iDTV dépend aussi des fournisseurs d'équipements indispensables, y compris les décodeurs numériques. Voir "—Si nous échouons à introduire avec succès de nouvelles technologies ou services, tels que notre service iDTV, ou à répondre à des évolutions technologiques, notre activité et le niveau de nos revenus pourraient être défavorablement affectés et nous pourrions ne pas être en mesure de récupérer les investissements que nous avons faits." Nous ne pouvons garantir que d'autres pénuries ne surviendront pas dans le futur.

Aux termes d'un contrat-cadre conclu avec Motorola, nous avons désigné Motorola comme notre fournisseur privilégié de modems haut-débit, de décodeurs numériques et d'équipement de têtes de réseau associés, et nous avons convenu d'acheter, dans la mesure où ceux-ci seraient disponibles, auprès de Motorola au moins 30 %, puis au moins 50 % de nos besoins annuels en modems (y compris les modems VoIP), ainsi que tout décodeur requis pour iDTV, jusqu'au 29 mars 2006. Selon les stipulations de ce contrat, nous ne pouvons pas utiliser de décodeurs numériques provenant d'un autre vendeur moins de six mois après avoir déployé ce nombre requis de décodeurs Motorola. Voir "Activité—Approvisionnement et Installation." L'équipement Motorola que nous sommes tenus d'acheter pourrait ne pas être optimal pour nos activités ou être plus cher que les équipements disponibles de la part d'autres fournisseurs, ce qui pourrait nous mettre dans une position concurrentielle désavantageuse et nuire à nos activités. A la suite de l'offre récente de Motorola, nous avons convenu de commencer à acheter des modems VoIP Motorola, comme convenu dans le contrat-cadre. Motorola n'a pas encore fait de proposition pour nous fournir en décodeurs numériques qui répondent aux spécifications de notre réseau, et nous avons donc sélectionné un fournisseur alternatif pour nous fournir ces produits. Si Motorola devait faire une offre pour nous fournir des décodeurs numériques, nous pourrions être tenus de les acheter, même si ce n'est pas la solution la plus favorable pour nous.

Plusieurs de nos autres contrats d'approvisionnement contiennent des engagements de volumes minimaux. Si nous n'achetons pas des produits conformément à ces engagements, nous pourrions payer des dédommagements à nos fournisseurs.

Nous dépendons aussi de sous-traitants pour installer une grande partie de nos équipements iDTV, internet et de téléphonie dans les foyers des clients, et nous nous basons sur nos prévisions de vente et sur les processus de gestion de la chaîne logistique pour nous assurer que nous avons les équipements et le personnel suffisants pour répondre aux demandes des clients. Si nos sous-traitants ne satisfont pas à nos standards de qualité ou si nos prévisions et autres systèmes logistiques se révèlent défectueux, nous pourrions avoir des difficultés pour obtenir les équipements nécessaires dans le temps imparti, ce qui pourrait avoir un effet défavorable significatif sur notre faculté à attirer et retenir les clients, ainsi que sur notre capacité à générer des revenus.

L'impossibilité d'entretenir et d'améliorer le Réseau Combiné, le Réseau Telenet Solutions ou d'effectuer d'autres améliorations du réseau.

Avec nos partenaires des collectivités municipales, nous avons récemment amélioré le Réseau Combiné à la norme hybride fibre-coaxial ("HFC") à capacités de communication numériques bi-directionnelles. En 2005, nous prévoyons des dépenses d'investissement s'élevant entre €160 millions et €180 millions. Ce montant comprend des investissements récurrents sur lesquels nous n'avons pas de contrôle total, y compris des montants affectés à l'entretien nécessaire des réseaux et à leur extension que nous entreprenons avec les promoteurs et les entreprises de service public. Approximativement 40 % de nos dépenses d'investissement totales pour 2005 sont dédiées au développement du nombre d'abonnés, 25 % au réseau et autres investissements d'infrastructure, ce qui est aussi lié au développement du nombre d'abonnés, le restant étant dédié au financement de la maintenance, des remplacements et des extensions du réseau, aux coûts de bureaux et administratifs, au développement et au test des produits, aux coûts des technologies de l'information et aux projets spécifiques. En 2005, nous prévoyons que les coûts d'entretien et d'extension du réseau s'élèveront de €25 millions à €30 millions. Voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Liquidités et Ressources en Capital—Dépenses d'Investissement." Nos estimations quant aux coûts associés à l'entretien et aux améliorations à apporter au Réseau Combiné, au Réseau Telenet Solutions et à notre réseau coaxial peuvent se révéler inexactes pour de nombreuses raisons, y compris si :

- nous ne sommes pas capables d'alléger les contraintes de capacité des réseaux locaux en réduisant le nombre de foyers desservis par chaque nœud du Réseau Combiné ou d'achever notre programme d'améliorations sur le Réseau Telenet ou sur le Réseau Partenaire;
- nous ne sommes pas capables d'obtenir les équipements compatibles nécessaires à l'entretien ou à l'amélioration du Réseau Combiné de la part de nos fournisseurs actuels; ou
- les exigences d'utilisation du Réseau Combiné excèdent nos prévisions et si les investissements que nous avons prévus sont insuffisants pour maintenir la capacité au niveau de qualité que nous cherchons à fournir à nos clients.

Nous pourrions être tenus de chercher des financements supplémentaires si nos dépenses d'investissement excèdent nos prévisions ou si nos flux de trésorerie d'exploitation sont moins importants que prévu. Toute incapacité à sécuriser des financements supplémentaires pourrait avoir un effet défavorable significatif sur nos dépenses d'investissements et nos plans opérationnels.

Nous sommes en train de négocier avec les PIC afin d'augmenter notre capacité disponible sur le Réseau Partenaire, et ce pour éviter une possible dégradation du service qui pourrait survenir suite à un usage croissant du réseau résultant dans sa congestion. Cependant, nous ne pouvons vous garantir que nous serons capables de négocier un contrat avec les PIC en général, ou simplement à des conditions raisonnables ou à un moment opportun. Si nous ne pouvions pas achever nos négociations avec les PIC à des conditions favorables, nous nous attendons à ce que certaines parties du Réseau Partenaire commencent à être encombrées, d'où il résulterait une dégradation de la qualité des services que nous sommes en mesure de fournir à nos clients et pourrait nuire à notre réputation et limiter notre faculté de gagner de nouveaux clients dans les régions touchées.

Une défaillance du système ou une brèche dans le système de sécurité sur le Réseau Combiné ou sur le Réseau Telenet Solutions ou un mauvais fonctionnement d'équipements techniques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur nos opérations et détériorer notre situation financière.

Si une partie du Réseau Combiné ou du Réseau Telenet Solutions, y compris les systèmes de technologie de l'information de notre groupe, est touchée par des inondations, des incendies et autres catastrophes naturelles, le terrorisme, des virus informatiques, des coupures de courant ou autres catastrophes, ou à des accès non autorisés, nos opérations et nos relations avec nos clients pourraient être affectées de manière significative. Bien que le Réseau Combiné soit construit en bagues résistantes pour assurer la continuité de l'accès au réseau en cas de dommage causé à nos fibres souterraines, si une bague est coupée deux fois à des endroits différents, les signaux de transmissions ne pourront pas traverser, ce qui pourrait causer un dommage significatif à notre activité. Nous n'assurons pas la partie coaxiale du Réseau Telenet. Toute catastrophe ou autre dommage affectant notre réseau coaxial pourrait engendrer des pertes significatives qui ne sont pas assurées. Par ailleurs, le rétablissement post-sinistre, les mesures de sécurité et de continuité du service dont nous disposons ou que nous

pourrions entreprendre dans le futur, ainsi que le contrôle du bon fonctionnement de notre réseau effectué par le centre opérationnel de notre réseau à Malines, pourraient être insuffisants pour empêcher les pertes.

En cas de coupure de courant ou autre pénurie, nous ne disposons pas de source alternative d'approvisionnement ou de réserve pour tous nos composants réseau. Notre activité est aussi dépendante de certains systèmes sophistiqués essentiels, y compris nos interrupteurs (*switches*), nos systèmes de facturation et de service clientèle. La complexité de ces systèmes augmente avec le nombre et la diversité des produits et services que nous offrons. En même temps que cette complexité augmente, dans l'attente d'une amélioration devant être achevée en 2007, les logiciels actuels supportant notre système de facturation ne sont plus supportés en totalité par le vendeur. Par conséquent, en cas de problème de fonctionnement de notre système de facturation, il pourra être difficile de résoudre le problème en temps voulu et de façon économique. Par ailleurs, le matériel qui supporte nos interrupteurs (*switches*), les systèmes de facturation et de service clientèle est hébergé dans un nombre restreint d'endroits et si un dommage devait se produire à l'un de ces endroits, ou si ces systèmes devaient développer d'autres problèmes, cela pourrait avoir un effet défavorable significatif sur notre activité. De plus, nous pourrions être tenus responsables dans le cas où un accident ou une brèche dans le système de sécurité engendrait une perte ou un dommage aux données ou aux applications des clients, ou une diffusion inappropriée d'informations confidentielles.

De plus, bien que jusqu'à présent il n'y ait pas eu un nombre d'incidents statistiquement significatif, nos équipements techniques ont fait l'objet et pourraient continuer à faire l'objet de défaillance occasionnelle en raison de déficiences techniques ou d'interfaces imparfaites avec les équipements dans les foyers privés, les réseaux d'autres opérateurs ou notre propre réseau ou avec d'autres équipements proches.

Les conditions imposées dans le cadre de l'Acquisition Canal+ pourraient restreindre notre capacité à fournir des services câblés premium à nos clients.

L'autorité de concurrence belge (*Raad voor de Mededinging/Conseil de la Concurrence*) a imposé plusieurs conditions à notre acquisition des actifs flamands du groupe Canal+ qui nous obligent, entre autre, à accorder à d'autres fournisseurs de services de télévision premium un accès au Réseau Telenet à des conditions commercialement raisonnables et à offrir le service premium de Canal+ à d'autres opérateurs de réseaux de télévision qui pourraient être nos concurrents. Nous ne pouvons pas davantage conclure de contrats avec les diffuseurs de télévision premium et certains émetteurs hertziens (en ce compris VRT, VMMA et VT4) qui font de nous leur distributeur exclusif de signal à travers notre service de câble basique. Ces exigences peuvent limiter notre capacité à commercialiser notre service premium de télévision câblée et notre capacité à maximiser l'utilisation du Réseau Telenet en nous obligeant à affecter de la bande passante aux services de fournisseurs concurrents. En décembre 2004, Belgacom a demandé que nous lui distribuions du contenu sélectionné de télévision premium à inclure dans son offre iDTV. Au titre des conditions imposées lors de l'acquisition de Canal+, nous sommes tenus de répondre à la demande de Belgacom, et nous avons rencontré Belgacom pour discuter du dossier en avril 2005. Depuis lors, cependant, Belgacom n'a pas donné suite à sa demande initiale. Voir "Activité—Nos Produits et Services—Télévision Câblée—Télévision Câblée Premium—Acquisition Canal+."

L'incapacité à garantir un accès suffisant aux programmations premium et basique pourrait avoir un effet défavorable sur nos résultats d'exploitation.

Le succès de nos services de télévision câblée basique et premium dépend de notre accès à une sélection intéressante de programmes de télévision de la part des fournisseurs de contenu. La capacité à fournir des films, des programmes de sport et d'autres programmes, y compris les droits de diffusion de football, est un facteur majeur qui attire les abonnés vers les services de télévision, en particulier nos services premium. Historiquement, en tant que principal fournisseur de services de télédiffusion en Flandre, nous avons négocié des accords de transport et de distribution avec différents télédiffuseurs et autres fournisseurs de contenu sur notre réseau câblé *broadband*. Cependant, de nombreux concurrents, y compris Belgacom, ont lancé ou annoncé leur intention d'offrir des services de télévision numérique en Belgique, ce qui pourrait bien rendre plus difficile, voire impossible, l'obtention de contenu pour nos services de câble basique et premium à des conditions favorables, le cas échéant. Ainsi, nous avons récemment perdu les droits de diffusion des matches des ligues nationales de football belge et italienne au profit de Belgacom. Voir "Activité—Nos Produits et Services—Télévision Câblée—Télévision Câblée

Premium—Contenus Premium.” De plus, en avril 2006, nous devons faire une offre pour renouveler nos droits de retransmission des ligues nationales de football néerlandaise, française, allemande et espagnole pour les saisons commençant à partir d’août 2006. Les droits sur le football sont généralement renouvelés pour des périodes de une à trois années. La perte de ces droits et des droits sur d’autres contenus pourrait réduire le nombre d’abonnés à notre service de télévision premium.

De plus, certains de nos contrats de programmation exigent que nous payions les programmes sur la base d’un nombre minimum garanti d’abonnés, même si ce nombre est supérieur au nombre réel d’abonnés. Par conséquent, si nous évaluons mal la demande escomptée de programmes, la rentabilité de nos services pourrait s’en trouver diminuée.

Il est possible que nous poursuivions des acquisitions qui, si elles sont réalisées, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur nos activités si nous ne pouvons pas intégrer ces nouvelles unités.

Nous engageons régulièrement des discussions sur de possibles acquisitions d’entreprises qui, nous pensons, présenteront des opportunités pour réaliser des synergies et renforcer notre position sur le marché, en autres avantages aperçus. Toute acquisition que nous pourrions entreprendre dans le futur pourrait créer des dettes et des dettes éventuelles ainsi qu’une augmentation des frais financiers et d’amortissement liés au *goodwill* et aux autres actifs incorporels, ou à l’utilisation de notre trésorerie disponible pour financer ces acquisitions. Si nous rencontrons des difficultés dans l’intégration à nos activités des unités acquises, nous pourrions encourir des coûts plus élevés que prévus et ne pas réaliser tous les bénéfices de ces acquisitions. Par ailleurs, notre direction pourrait être perturbée par ces acquisitions et l’intégration des entreprises acquises. Donc, si nous réalisons toute acquisition supplémentaire, il pourrait en résulter un effet défavorable significatif sur nos activités, notre situation financière ou nos résultats d’exploitation. En outre, la charge de notre dette pourrait augmenter si nous empruntons des fonds pour financer une acquisition future, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur nos flux de trésorerie et sur notre capacité à financer l’ensemble de nos activités.

Les fluctuations monétaires et les risques de couverture pourraient affecter de manière significative nos revenus et nos flux de trésorerie.

Notre activité est soumise aux fluctuations des taux de change. Bien que nos revenus soient presque entièrement libellés en euros, nous avons des dettes significatives libellées en U.S. dollars. En décembre 2003, Telenet Group Holding a émis des 11,5 % Senior Discount Notes venant à échéance en 2014 pour un montant en principal à échéance de \$558 millions. Par ailleurs, moins de 5 % de nos coûts d’exploitation, (y compris les frais d’équipement du matériel de réseau, des logiciels et de droits de télévision câblée premium, et à l’exclusion des paiements effectués au titre de notre ancien contrat de services stratégiques avec Cable Partner) étaient libellés en U.S. dollars au cours de l’exercice 2004. Nous nous attendons à augmenter le pourcentage de nos coûts d’exploitation libellés en U.S. dollars dans une certaine mesure, puisque nous concluons plus de contrats libellés en U.S. dollars dans le cadre de notre offre iDTV. Le taux de change entre le U.S. dollar et l’euro a fluctué de manière significative ces dernières années et peut continuer de fluctuer de façon significative dans le futur. Voir “Information sur les Taux de Change.” Bien que nous nous engagions dans des opérations de couverture de change, nous avons seulement couvert notre exposition au risque sur les Senior Discount Notes jusqu’au 15 décembre 2008 et nous ne couvrons pas le montant global de nos autres dépenses en U.S. dollars. Il ne peut y avoir aucune garantie que nos stratégies de couverture protégeront de manière adéquate nos résultats d’exploitation des effets des fluctuations des taux de change, ou que ces couvertures ne limiteront pas les bénéfices que nous pourrions autrement réaliser en cas de mouvements favorables des taux de change. Nous pourrions être affectés de manière défavorable par un changement défavorable des taux de change en U.S. Dollar.

Nous serons tenus d’adopter de nouvelles normes comptables pour les comptes de l’exercice commençant au 1^{er} janvier 2005, ce qui pourrait affecter nos comptes de manière significative.

Nous avons préparé les comptes consolidés du groupe conformément aux U.S. GAAP jusqu’à la fin de l’exercice clôturé le 31 décembre 2004. Nous préparons également des comptes annuels pour chaque entité conformément aux GAAP belges. En juin 2002, le Conseil des Ministres Européens a approuvé une nouvelle réglementation proposée par la Commission européenne. Aux termes de cette nouvelle réglementation toutes les sociétés cotées européennes doivent appliquer les GAAP U.E. lors de la préparation de leurs comptes pour les exercices commençant le ou après le 1^{er} janvier 2005. L’utilisation des GAAP U.E. dans le cadre de la préparation des comptes de notre groupe pourrait

avoir un impact considérable dans plusieurs domaines importants. Parce que nos comptes préparés conformément aux GAAP U.E. pourraient être substantiellement différents de nos comptes préparés conformément aux U.S. GAAP, la perception de notre situation financière au sein de la communauté financière pourrait être affectée. Voir “Première Utilisation GAAP U.E.”

Risques Liés à Notre Management et aux Actionnaires Principaux

A la suite de l’Offre, les Actionnaires Existants vont conserver collectivement le contrôle sur nos opérations et vos votes seront inefficaces pour vous opposer à leurs actions qui pourraient ne pas toujours être en ligne avec vos intérêts.

Nos actionnaires principaux sont les MIC, un consortium d’investisseurs conduit par des filiales de Liberty Global, Inc. (le “Consortium Liberty Global”), GIMV, un consortium d’institutions financières régionales (le “Consortium Financier”), les PIC/Interkabel Vlaanderen CVBA et Electrabel, qui détiennent respectivement 33,8 %, 21,3 %, 14,9 %, 14,9 %, 9,2 % et 4,8 % de nos Actions. Il est attendu que seul le Consortium Liberty Global exerce ses droits d’allocation prioritaire en ce qui concerne le nombre d’Actions requises pour maintenir sa participation au même niveau que celui qui existait immédiatement avant l’Offre Primaire et l’Offre aux Salariés.

Ces parties concluront un Contrat de Syndicat à la date de clôture de l’Offre, auquel Telenet Group Holding sera aussi partie. Le Contrat de Syndicat impose, entre autres, une règle de majorité spéciale pour certaines décisions du conseil d’administration, y compris les décisions de procéder à certaines acquisitions, d’approuver le (ou de s’écarter du) budget annuel de notre groupe et de nommer notre *Chief Executive Officer*. Dans certaines circonstances, ces règles de vote peuvent dans les faits permettre aux administrateurs nommés par les actionnaires minoritaires de bloquer le vote sur certaines questions qui pourraient empêcher notre groupe de fonctionner. De plus, nos actionnaires principaux ont décidé de voter pour les candidats présentés par les autres actionnaires principaux.

Tant que le Consortium Liberty Global détient au moins 21,18 % de nos Actions émises, les Statuts imposent une majorité qualifiée de 81,4 % en ce qui concerne toutes les décisions pour lesquelles le Code des sociétés belge requiert un vote positif de 75 % ou plus des actions, lui permettant dans les faits de bloquer certaines décisions, y compris les augmentations de capital et autres modifications des Statuts.

De surcroît, chacune des dix MIC détient des *Golden Shares*, ce qui lui donne le droit, entre autres, de nommer certains membres du Conseil Réglementaire. Ce dernier supervise le respect par notre groupe des Garanties d’Intérêt Public (*Public Interest Guarantees*). Pour une description du Contrat de Syndicat et de questions apparentées, voir “Management et Gouvernement d’Entreprise,” “Principaux Actionnaires,” et “Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d’Entreprise.”

Il est improbable que votre vote lors des assemblées d’actionnaires puissent empêcher les actions de nos actionnaires principaux, y compris toutes les actions relatives aux distributions de dividendes, la modification de la structure de la société, la modification des Statuts, le fait de décharger de toute responsabilité les administrateurs et les membres de l’équipe dirigeante ainsi que d’autres sujets importants, en raison du bloc d’Actions soumises au Contrat de Syndicat et aux accords apparentés.

En envisageant d’investir dans nos Actions, vous ne devriez pas supposer que nos actionnaires principaux agiront dans l’intérêt de tous les actionnaires de Telenet Group Holding NV.

En vertu du droit belge actuel, l’un de nos actionnaires existants pourrait prendre le contrôle de nos opérations sans avoir à lancer une offre publique.

Le droit belge dispose actuellement que la prise de contrôle d’une société cotée à un prix supérieur au prix de marché actuel crée une obligation de procéder à une offre d’achat visant toutes les actions existantes de la société au même prix (ou offrir aux investisseurs minorités la possibilité de vendre leurs actions en maintenant le prix de ces actions à ce niveau sur le marché réglementé concerné). Le moment auquel une entité prend le “contrôle” d’une société cotée n’est pas actuellement déterminé par référence à un quelconque pourcentage de participation au capital, mais est fondé sur une définition qualitative de la notion de contrôle en fonction des faits et circonstances de chaque situation particulière. Un consortium d’investisseurs mené par des filiales de Liberty Global, Inc. (le “Consortium Liberty Global”) détient actuellement 21,3 % des actions à droit de vote de Telenet Group Holding, ainsi que des options lui permettant d’acquérir 25.602.426 Actions supplémentaires

auprès des actionnaires existants, représentant 29,5 % supplémentaires de notre capital social émis avant la réalisation de cette Offre. La période d'exercice pour une portion de ces options d'achat finit en août 2007. Si elles sont entièrement exercées, la part du Consortium Liberty Global dans Telenet Group Holding pourrait monter à 44,3 % sur une base entièrement diluée, avant et sans donner effet à cette Offre. Certains membres du Consortium Liberty Global, Evercore, CDP Capital et Merrill Lynch Private Equity détiennent aussi en leur propre nom des *Subordinated Debt Warrants* qui leur permettent de souscrire 4.800.000 Actions nouvelles.

Il est possible que le Consortium Liberty Global puisse, par une combinaison d'acquisitions sur le marché et d'exercice partiel ou total de ses options, graduellement augmenter sa participation dans Telenet Group Holding et prendre le contrôle effectif de notre groupe sans créer une obligation de lancer une offre obligatoire en vertu du droit belge. Dans une telle situation, le Consortium Liberty Global ne serait pas obligé de faire une offre concernant la participation des investisseurs minoritaires, ce qui pourrait faire diminuer la valeur des Actions détenues par ces investisseurs. Toutefois, le Consortium Liberty Global pourrait en certaines circonstances être tenu de racheter la participation des autres parties au Contrat de Syndicat à l'occasion de l'acquisition d'une participation majoritaire. Voir aussi "Principaux Actionnaires—Consortium Liberty Global." La Belgique doit transposer la Treizième Directive de Droit des Sociétés, qui pourrait offrir aux investisseurs minoritaires plus de protection qu'actuellement, avant le 20 mai 2006. Il est attendu que la nouvelle législation dispose que des offres obligatoires devront avoir lieu lors du franchissement de certains seuils de participation, le fait que le prix payé dans le cadre de cette transaction soit plus ou moins élevé que le prix de marché étant indifférent. Toutefois il ne peut être garanti que le Consortium Liberty Global ne prennent des initiatives avant la transposition de cette directive.

Nous pourrions également avoir des conflits d'intérêts avec nos actionnaires principaux, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur notre activité et votre investissement dans les Actions Offertes.

Nous pourrions également avoir des conflits d'intérêts avec nos actionnaires principaux si nous participons à des transactions commerciales avec d'autres entités contrôlées par l'un ou plusieurs de nos actionnaires principaux ou si certaines affaires intéressent aussi bien nous-mêmes qu'une entité contrôlée par l'un ou plusieurs de nos actionnaires principaux. Le Contrat de Syndicat entre nous et nos principaux actionnaires nous impose d'accorder à nos actionnaires principaux un traitement préférentiel lorsque nous sous-traitons certains services, à condition que tous les contrats conclus entre nous et les actionnaires le soient dans des conditions normales de marché et équivalents dans toutes leurs conditions substantielles aux meilleures offres reçues de tiers. Ces contrats pourraient être moins favorables que des contrats que nous aurions conclus avec des tiers non-liés et pourraient violer les termes de certains des contrats gouvernant notre endettement existant si ils étaient postérieurement considérés comme n'étant pas équitables. Nous avons actuellement des contrats de service de gestion et de services techniques avec Electrabel, Interkabel Vlaanderen CVBA ("Interkabel") et les PIC ou leurs sociétés liées. Voir "Certaines Relations et Opérations avec des Parties Liées." Malgré le fait que nous ayons mis en place des procédures afin d'éviter les conflits d'intérêts avec nos actionnaires principaux et que nous sommes sujets aux obligations de l'article 524 du Code des sociétés belge, nous ne pouvons garantir que de tels conflits d'intérêts ne se produiront pas dans certains cas. Voir "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise".

La défection de l'un de nos dirigeants-clés pourrait avoir un effet défavorable sur notre capacité à gérer nos activités.

Notre succès est intimement lié à notre capacité à retenir nos dirigeants-clés, y compris Duco Sickinghe, notre *Chief Executive Officer* et administrateur délégué; Leo Steenberghe, notre Directeur Financier; Philippe Lemmens, notre Vice-Président Exécutif—Marchés Résidentiels; Hugo Lemmens, notre Vice-Président Exécutif—Solutions Telenet; Paul Van Cotthem, notre Vice-Président Senior—Marketing Résidentiel et Ventes; Jo Van Gorp, notre Vice-Président Exécutif et Directeur Juridique; et Jan Vorstermans, notre Vice-Président Exécutif—Technologie et Infrastructure, ainsi qu'au maintien de leurs performances. La défection de l'un de nos dirigeants-clés pourrait avoir un effet défavorable sur notre croissance, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Risques Liés à des Questions Réglementaires et Législatives

Nous sommes soumis à d'importantes réglementations gouvernementales qui pourraient nous obliger à faire des dépenses supplémentaires ou pourraient limiter nos revenus.

Nos activités en tant qu'opérateur de télévision câblée et de téléphonie en Flandre sont soumises à une réglementation extensive et à la surveillance de différents organismes régulateurs, y compris les autorités locales flamandes, les autorités fédérales et l'Union Européenne. Ces réglementations pourraient augmenter nos dépenses administratives et d'exploitation et limiter nos revenus. Nos activités internet et de données ne sont actuellement pas soumises à une réglementation extensive, mais pourraient être soumises à des règles plus onéreuses sur la conservation des données et d'autres réglementations dans le futur. Voir "Cadre Réglementaire."

Nous sommes entre autres soumis à :

- des réglementations de prix pour certains services que nous fournissons;
- des règles régissant les interconnexions entre les différents réseaux de téléphonie et les frais d'interconnexions que nous pouvons facturer et que nous payons;
- des restrictions limitant la façon dont nous pouvons vendre, entre autres, des produits internet et de téléphonie combinés;
- la nécessité que, dans des circonstances particulières, un système de câble transporte certaines stations de diffusion ou doive obtenir un consentement pour transporter une station de diffusion;
- des règles sur les autorisations, les renouvellements de licences et les transferts;
- des règles et des réglementations relatives à la vie privée des abonnés;
- l'obligation de fournir ou contribuer à la fourniture de certains services universels, y compris celles de fournir certains tarifs "sociaux", certains services de renseignements, un accès à la téléphonie fixe et aux services de téléphone payant;
- des taxes imposées sur nos droits de passage publics; et
- d'autres obligations recouvrant une variété de domaines opérationnels comme l'urbanisme et la protection de l'environnement, le déplacement des câbles souterrains du Réseau Telenet, l'égalité dans les opportunités d'emploi, des standards techniques et de service aux abonnés.

Nous offrons aussi de nouveaux produits dans les domaines émergents, tels que l'iDTV et l'accès à internet sans fils, qui ne sont pas encore soumis à d'importantes réglementations. Les changements de lois, règlements ou politiques gouvernementales applicables (ou de l'interprétation de lois ou règlements applicables) pourraient influencer de manière significative notre viabilité et la façon dont nous conduisons notre activité et introduisons de nouveaux produits et services. Nos activités pourraient être affectées défavorablement de manière significative par tout changement apporté aux lois ou règlements concernés (ou de leur interprétation) concernant, par exemple, les exigences en termes de licences, la réglementation d'accès et des prix, les accords d'interconnexions ou l'obligation de mettre en place un service universel, ou toute modification de politique accordant des conditions plus favorables aux autres opérateurs. Certains hommes politiques belges ont proposé que des tarifs "sociaux" spéciaux soient étendus à certaines catégories d'utilisateurs d'internet, en plus des utilisateurs de téléphonie (comme cela est requis actuellement). Bien que les tarifs sociaux pour les services internet n'aient pas été identifiés comme un des services universels par la directive U.E. concernée, nous ne pouvons pas vous garantir que la fourniture de nos services internet ne sera pas soumise à une réglementation accrue dans le futur. Par ailleurs, alors que le Service Public Fédéral Télécommunications agit sur la recommandation de l'IBPT pour mettre en place un fonds de service universel, nous nous attendons à devoir contribuer jusqu'à €1,5 millions par an pour soutenir la fourniture de services universels. Voir "Cadre Réglementaire—Réglementation de la Téléphonie—Service Universel". Notre capacité à présenter de nouveaux produits et services peut aussi être affectée si nous ne pouvons prédire comment les lois, règlements et politiques actuels et futurs s'appliqueront à ces produits ou services.

La législation récemment adoptée a modifié de manière significative le régime réglementaire qui nous est applicable, ce qui pourrait affecter de manière défavorable notre position concurrentielle ainsi que notre rentabilité.

A partir du 30 juin 2005, la nouvelle loi relative aux communications électroniques du 13 juin 2005 a modifié de façon substantielle le régime réglementaire actuellement applicable à la fourniture de services de téléphonie et d'internet. De même, le décret flamand du 7 mai 2004 a modifié de façon substantielle les réglementations encadrant nos activités de télédiffusion. Ces deux mesures ont été adoptées pour mettre en oeuvre le nouveau cadre réglementaire de l'Union Européenne en matière de Communications Electroniques Communautaires, la Directive sur le Service Universel, la Directive Accès, la Directive Autorisation, la Directive Vie Privée et Communications Electroniques et la Directive Concurrence (collectivement, le "Nouveau Cadre"). Voir "Cadre réglementaire—Le Nouveau Cadre." En vertu du Nouveau Cadre, tel que transposé en Belgique, l'IBPT ainsi que le CFM peuvent imposer des restrictions de prix et autres conditions aux entités qu'ils considèrent comme ayant "un pouvoir de marché significatif" sur l'un des marchés pertinents non-concurrentiel sur lequel elles opèrent. Cette exigence supplémentaire pourrait nous forcer à suivre certains principes de transparence et de non-discrimination, à accorder à d'autres un accès aux réseaux que nous utilisons, et appliquer des mécanismes d'allocation des coûts et une séparation comptable des différents services que nous fournissons. Voir "—Nous pourrions à l'avenir être soumis à une réglementation plus importante si nous sommes considérés comme ayant un pouvoir de marché significatif sur l'un des marchés sur lequel nous opérons." Tous ces changements pourraient avoir un effet défavorable significatif sur nos activités, nos perspectives, nos résultats d'exploitation et notre situation financière.

Nous pourrions à l'avenir être soumis à une réglementation plus importante si nous sommes considérés comme ayant un pouvoir de marché significatif sur l'un des marchés sur lequel nous opérons.

Le Nouveau Cadre, tel que transposé en Belgique, impose des obligations de prix ainsi que d'autres exigences potentielles sur les entités considérées comme ayant un pouvoir de marché significatif sur les marchés pertinents non-concurrentiels sur lesquels elles opèrent. Entre autres marchés, la Commission européenne a identifié l'accès *broadband* en gros et les services de télédiffusion de contenu télévisuel aux utilisateurs finaux comme marchés candidats pour une analyse de marché. Il existe un risque que nous soyons considérés comme ayant un pouvoir de marché significatif sur ces marchés si les autorités de régulation belges identifient ces secteurs comme des marchés pertinents sur lesquels la concurrence n'est pas suffisante. Le risque d'une telle détermination serait accru si l'organisme de contrôle concentrait son analyse de marché sur la Flandre et non sur le pays entier. Dans ce cas, elle pourrait s'appliquer en particulier aux activités de télévision parce que cette activité est déjà réglementée au niveau régional. Voir "Cadre Réglementaire—Dispositions Applicables à Toutes les Communications Electroniques—Entités Possédant un Pouvoir de Marché Significatif". Une telle détermination pourrait nécessiter que nous fournissions à d'autres fournisseurs de services un accès au Réseau Telenet dans le but de mettre des services *broadband* et de télévision compétitifs à des prix réglementés, et imposer d'autres restrictions sur notre façon de faire fonctionner le Réseau Combiné et la façon de commercialiser nos services. Accorder un tel accès limiterait la largeur de bande disponible pour que nous fournissions d'autres produits et services aux clients alimentés par le Réseau Combiné. Ces réglementations pourraient :

- réduire notre capacité à utiliser notre largeur de bande de la manière qui générerait le maximum de profits;
- créer une insuffisance de capacité sur le Réseau Combiné qui pourrait limiter les types et la diversité des services que nous pourrions fournir à nos clients;
- renforcer nos concurrents en leur accordant un accès et en diminuant leurs coûts d'entrée sur nos marchés; et
- avoir un effet défavorable significatif sur notre rentabilité.

La Commission européenne a aussi identifié le raccordement d'appels "d'un réseau public séparé à un lieu fixe" comme un marché pouvant être réglementé par l'autorité de régulation belge. Sur ce marché défini, la question de savoir si un opérateur de réseau aurait un pouvoir de marché significatif dans le raccordement des appels à son propre réseau dépend, entre autre, de la position relative sur le marché de l'opérateur et des autres opérateurs cherchant à se connecter à son réseau. Si un opérateur est considéré comme ayant un pouvoir de marché significatif sur ce marché, il peut être tenu de faire

payer des frais d'interconnexion qui reflètent ses coûts de fourniture du service. Si nous sommes considérés comme ayant un pouvoir de marché significatif, nous pourrions être tenus de réduire nos frais d'interconnexions.

Nous pourrions être soumis à des réglementations et à des décisions de justice et réglementaires contradictoires.

Nos réseaux et opérations associées sont soumis à la réglementation des autorités nationales, régionales et locales. L'autorité de régulation fédérale a compétence prépondérante pour réglementer notre internet broadband et nos opérations de téléphonie, et l'autorité de régulation communautaire a le pouvoir principal de réglementer nos activités de télédiffusion. Les autorités locales peuvent aussi adopter des réglementations qui affectent nos opérations à tout moment, y compris ordonner que nous enterrions nos boucles locales. Des problèmes peuvent survenir en raison de réglementations contradictoires qui s'appliquent aux réseaux que nous conduisons et aux services que nous fournissons. Des aspects d'iDTV, comme les fonctions e-mail, peuvent être soumis à des réglementations de l'autorité de régulation fédérale, tandis que les caractéristiques de diffusion de l'iDTV sont réglementées par l'autorité de régulation communautaire. Des décisions de la Cour d'Arbitrage imposent au gouvernement fédéral et aux gouvernements communautaires belges de conclure un accord de coopération au plus tard le 31 décembre 2005 afin de coordonner leurs nouvelles réglementations concernant les infrastructures de communications électroniques en Belgique, ce qui inclut nos réseaux. L'issue des négociations entre les autorités de régulation nationales et régionales est incertaine. Par ailleurs, il est possible que des désaccords politiques empêchent le gouvernement fédéral et les gouvernements communautaires de conclure un accord de coopération d'ici au 31 décembre 2005. Dans ce cas, le jugement de la Cour d'Arbitrage déclarant qu'une partie des réglementations fédérales et flamandes mettant en œuvre le Nouveau Cadre est nulle, entrera vigueur. Voir "Cadre Réglementaire—Le Nouveau Cadre", "Cadre Réglementaire—Réglementation de la Téléphonie—L'IBPT et le Comité Consultatif—L'IBPT", et "Cadre Réglementaire—Réglementation de la Télédiffusion—Vue d'ensemble". En conséquence, l'absence d'accord de coopération d'ici au 31 décembre 2005 entraînerait la soumission des opérations de notre réseau à des régimes réglementaires non conformes au Nouveau Cadre. Cela pourrait créer une incertitude quant au fait que les obligations du Nouveau Cadre et, le cas échéant, lesquelles nous soient applicables ainsi qu'à nos opérations. Même si un accord de coopération est conclu, nous pourrions être soumis à des réglementations incohérentes.

Par ailleurs, le Conseil de la Concurrence belge a récemment reçu le pouvoir de résoudre les litiges entre les opérateurs de télécommunication concernant, entre autre, l'interconnexion. L'IBPT peut toujours intervenir dans ces litiges sur la base de son pouvoir général d'application de la législation concernée. Les tribunaux belges sont aussi compétents en ce qui concerne certains aspects du droit de la concurrence générale. Il peut résulter de ces chevauchements de pouvoirs que nous soyons obligés de contester les plaintes de nos concurrents devant plus d'une autorité ou juridiction sur le même sujet. Il ne peut y avoir de garantie que le Conseil de la Concurrence belge, l'IBPT et les tribunaux belges aboutiront toujours à la même conclusion ou à des conclusions cohérentes sur des questions identiques ou similaires. Ces incertitudes peuvent avoir pour conséquence de nous imposer de nous conformer à des obligations contradictoires et de nous exposer au "forum shopping" d'éventuels plaideurs. Ces chevauchements de pouvoirs pourraient avoir un effet défavorable significatif sur notre situation financière.

Nous n'avons pas le contrôle complet sur les tarifs que nous pratiquons ou les programmations que nous fournissons, ce qui nous expose à des risques vis-à-vis de tiers et peut affecter défavorablement de manière significative nos activités et nos résultats d'exploitation.

Le Service Public Fédéral belge des Affaires Economiques et le Conseil de Programmation (*Programmaaad*) doivent consentir aux augmentations de prix que nous pratiquons envers nos abonnés pour la fourniture de télévision câblée. Au début de l'année 2003, nous avons reçu de la part de ces entités l'autorisation d'augmenter en moyenne le prix de nos abonnements d'environ 25 % (une augmentation moyenne d'environ 15 % en janvier 2003 et une augmentation supplémentaire de 10 % du prix d'origine en juillet 2003). Avant cette augmentation, les prix des abonnements pour l'ensemble de nos abonnés à la télévision câblée n'avaient pas changé depuis 1994. Il est possible que nous ne recevions pas l'autorisation d'augmenter une nouvelle fois le prix de nos abonnements à la télévision câblée dans le futur, en particulier si nous réduisons davantage les chaînes comprises dans

notre forfait basique de télévision câblée, ce qui peut avoir un effet défavorable sur nos revenus, la rentabilité de nos nouveaux produits et services, et sur notre capacité à répondre aux évolutions du marché.

Nous sommes aussi tenus de transporter certaines émissions et autres chaînes sur notre système de câble que nous ne transporterions pas nécessairement volontairement. A la suite de la mise en oeuvre du Nouveau Cadre par le parlement flamand, ces obligations “*must carry*” s’appliquent à huit des chaînes de télévision que nous délivrons à tout utilisateur final. Nous avons l’obligation de transporter ces chaînes depuis les émetteurs régionaux publics gratuitement et ne faisons pas davantage payer de frais de transport aux autres émetteurs publics, mais nous pouvons faire payer des frais commerciaux à d’autres chaînes que nous avons l’obligation de transporter. Voir “Cadre Réglementaire—Régulation de la Télédiffusion—*Must Carry*”. Nous ne pouvons garantir que la rémunération que nous recevons pour le transport de ces chaînes couvrira nos coûts réels de télédiffusion desdites chaînes ou fournira le profit que nous aurions autrement obtenu si nous avions été autorisés à choisir librement la programmation que nous offrons sur notre système. Selon la réglementation “*must carry*” actuellement en vigueur, les émetteurs peuvent être candidats au statut “*must carry*” et il est possible que nous soyons tenus de transporter des chaînes supplémentaires dans le futur. L’augmentation du nombre de chaînes que nous sommes tenus de transporter sur le Réseau Telenet utiliserait une capacité de réseau précieuse que nous pourrions autrement utiliser pour délivrer d’autres chaînes ou services qui pourraient être rentables.

Nous pourrions encourir des coûts significatifs pour nous conformer aux règles d’urbanisme.

Environ 40 % de notre boucle locale est située en surface. Les autorités communales ont le pouvoir de nous demander d’enterrer ces lignes. Habituellement, nous sommes capables de nous coordonner avec d’autres fournisseurs de services publics pour partager les coûts associés au déplacement des lignes sous terre, mais nous ne pouvons pas vous garantir que nous serons toujours capables de le faire. Néanmoins, les coûts de conformité aux règlements communaux peuvent être importants, et peuvent entraîner pour nous des coûts significatifs dans le futur.

Risques Contentieux

Nous devons faire face à divers risques de litiges qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur nos résultats d’exploitation.

Vous devriez examiner avec attention la section “Activité—Procédures Judiciaires” pour un résumé de certains litiges et enquêtes significatifs qui pourraient avoir un effet défavorable significatif sur nos résultats d’exploitation.

Nous sommes actuellement impliqués dans un important litige avec Belgacom, relatif au prix que nous facturons à nos concurrents pour s’interconnecter à notre réseau de téléphonie, et un résultat défavorable dans ce litige réduirait la rentabilité de notre activité de téléphonie.

Dans une série de décisions rendues en juin et août 2002, l’autorité de régulation de l’industrie de téléphonie belge, l’Institut belge des services postaux et des télécommunications (l’“IBPT”) a approuvé, malgré la protestation de Belgacom, notre demande d’augmenter les tarifs que nous facturons aux autres opérateurs de téléphonie pour raccorder les appels intérieurs sur le Réseau Combiné. Nous avons donc augmenté nos tarifs d’interconnexion et Belgacom a interjeté appel de la décision de l’IBPT devant le Conseil d’Etat, la plus haute juridiction administrative belge. Nous ne nous attendons pas à une décision du Conseil d’Etat avant 2006.

Parallèlement, Belgacom a contesté les nouvelles tarifications devant le Tribunal de commerce de Mechelen (Malines), soutenant que les nouveaux prix étaient constitutifs d’une tarification abusive. Le 20 janvier 2004, le Président du Tribunal de commerce de Malines a rendu sa décision sur cette affaire qui avait été plaidée le 23 septembre 2003. Le Tribunal n’a trouvé aucun signe que les tarifs d’interconnexion de Telenet violent la loi sur les pratiques du commerce, le droit de la concurrence ou les réglementations tarifaires, tel que le soutenait Belgacom. Le juge qui a entendu la cause n’était pas compétent, en raison de la nature de la procédure engagée par Belgacom. En conséquence, le Tribunal a rejeté la demande.

La Cour d’appel d’Anvers a rejeté l’appel de Belgacom contre cette décision en mars 2005. Belgacom pourrait porter cette affaire devant la Cour de Cassation belge, qui sera uniquement

compétente pour examiner s'il y a eu une erreur de droit ou une violation de certaines règles de procédure dans cette affaire.

Si, en raison d'un litige ou pour une autre raison, nous ne pouvons pas continuer à facturer nos tarifs actuels d'interconnexion (qu'en tout état de cause nous nous attendons à voir diminuer), nos revenus baisseront et la rentabilité de nos opérations de téléphonie pourrait diminuer de façon significative. Si les tribunaux commerciaux et administratifs nous avaient enjoins de facturer le tarif moyen d'origine d'interconnexion réciproque de €0,009 par minute (qui a été abaissé à €0,0076 par minute depuis le 1^{er} janvier 2005), nous estimons que nos revenus tirés de l'interconnexion auraient été réduits d'environ €22 millions en 2004. De plus, si nous devons être obligés de réduire nos tarifs d'interconnexion, nous serions dans l'obligation de rembourser les montants excédentaires que nous avons perçus depuis août 2002, ce qui constituerait une dette importante. Voir "Activité—Procédures Judiciaires—Litige sur l'Interconnexion".

Notre activité de fournisseur de services internet nous expose à un risque de litiges concernant les transmissions d'informations privées ou l'utilisation de notre service pour transmettre des codes informatiques malveillants.

Alors que l'utilisation d'internet continue de croître, de même que le contenu qui transite à travers les fournisseurs de service internet tels que nous, il pourrait être plus probable que nous soyons sujets à des poursuites relatives à la violation de droits de propriété intellectuelle, qui pourraient avoir un impact défavorable significatif sur notre activité. Le risque de responsabilité pourrait s'accroître si une loi exigeant que les fournisseurs de services internet empêchent les abonnés de télécharger illégalement de la musique, des vidéos et autres contenus violant les droits de propriété intellectuelle est adoptée.

De telles plaintes ou poursuites judiciaires, qu'elles soient ou non fondées, pourraient nous prendre beaucoup de temps et détourner le personnel technique et de direction de leurs autres obligations ou nous obliger à conclure des contrats de redevance ou de licence qui pourraient ne pas être disponibles ou à tout le moins pas dans des conditions commerciales satisfaisantes. Si de telles plaintes ou poursuites judiciaires sont couronnées de succès, nos résultats d'activité et notre situation financière pourraient être affectés de manière défavorable.

Notre activité et notre situation financière pourraient également être affectées de manière défavorable si des individus étaient capables d'utiliser notre service internet pour transmettre des codes informatiques malveillants. Cela pourrait léser notre réputation, nos abonnés ou les tiers.

Risques Liés à Notre Profil Financier

Notre niveau d'endettement et nos charges de remboursement considérables pourraient affecter défavorablement nos activités, notre situation financière et nos résultats d'exploitation.

Nous avons des dettes et des charges de remboursement importantes et il est possible que nous contractions des dettes supplémentaires dans le futur. Au 30 juin 2005, nous avons un montant total de dettes €1.571,5 millions sur une base consolidée, (à l'exclusion de notre capacité disponible aux termes de notre Contrat de Crédit Senior ("Senior Credit Facility")) (€1.318,9 millions après mise en œuvre de l'utilisation attendue des produits de l'Offre Primaire) en comparaison avec des capitaux propres de €479,0 millions, et nous sommes donc considérés comme très endettés. €635,0 millions de dettes contractées au titre de notre Contrat de Crédit Senior ("Senior Credit Facility") au 30 juin 2005 sont garanties par pratiquement l'ensemble des actifs de notre groupe et garanties sur une base senior par nos filiales. Les €500,0 millions de Senior Notes à 9 % arrivant à échéance en 2013 émises par Telenet Communications sont aussi garanties sur une base subordonnée senior par nos filiales significatives et garanties par, entre autre, des nantissements de second rang sur les actions de Telenet Bidco et Telenet NV. Voir "Activité—Contrats de Crédit Significatifs."

Notre niveau d'endettement élevé pourrait avoir des conséquences importantes, en ce compris et sans que cette liste soit limitative :

- exiger qu'une part considérable de nos flux de trésorerie provenant de nos activités soit dédiée au remboursement de la dette réduisant de ce fait les fonds disponibles pour financer nos opérations, nos dépenses d'investissement, nos activités de recherche et de développement et autres activités économiques, y compris maintenir la qualité du Réseau Combiné et du Réseau Telenet Solutions;

- limiter notre capacité de financement par voie d'emprunt ou de capitaux propres, y compris le financement de dépenses d'investissement, et l'augmentation du coût de tels emprunts, en particulier en raison des conditions financières restrictives et autres engagements contenus dans les contrats régissant notre dette;
- limiter notre capacité à concurrencer les autres fournisseurs de télévision câblée, d'internet et de services de données et de téléphonie en Flandre ou ailleurs en Belgique;
- avoir un effet défavorable sur la perception qu'a le public de notre marque et de nous-mêmes; et
- nous rendre plus vulnérables aux retournements de conjoncture et aux évolutions défavorables, et nous laisser moins de flexibilité pour réagir aux changements de notre activité.

Une partie de notre endettement, y compris la totalité de notre endettement au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), porte intérêt à des taux variables. Une augmentation des taux d'intérêts sur nos emprunts diminuera les fonds disponibles pour rembourser ceux-ci, financer nos activités, les dépenses d'investissement et les investissements dans les activités nouvelles. Cela intensifiera également les conséquences liées à notre niveau d'endettement. De surcroît, aux termes de nos contrats de couverture de taux d'intérêts existants, les taux d'intérêts effectifs pourraient être plus importants que les taux existants, ce qui augmenterait nos coûts par voie de conséquence. Voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Informations Quantitatives et Qualitatives Concernant sur les Risques de Marché."

Depuis le 31 décembre 2004, aux termes des tranches A et B de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), nous avons été tenus d'effectuer des remboursements trimestriels du principal des prêts, ce qui représente actuellement un montant total en principal de €230 millions, avec un paiement final, y compris tous les intérêts échus, au 31 décembre 2011. Par ailleurs, toute somme à échoir aux termes de la tranche D du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), qui représente un crédit revolving de €200 millions, est remboursable en totalité au 31 décembre 2011, à la même occasion que €405 millions aux termes de la tranche E du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"). Nous avons aussi la possibilité de retirer jusqu'à €150 millions aux termes de la tranche C pour financer des acquisitions ou pour satisfaire tout autre besoin de trésorerie.

Les termes de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") restreignent notre capacité à, sans nous l'interdire, souscrire des emprunts supplémentaires. Nous pourrions refinancer notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") et/ou nos autres dettes, et nous pourrions augmenter notre dette consolidée pour plusieurs raisons opérationnelles, qui pourraient comprendre, entre autres, le financement d'acquisitions ou le paiement de primes de remboursement de la dette que nous refinançons ou des fins opérationnelles générales. Si de nouvelles dettes sont ajoutées à la dette consolidée décrite ci-dessus, les risques qui y sont associés et auxquels nous devons actuellement faire face, s'intensifieront.

Nous pourrions ne pas générer de flux de trésorerie suffisants pour nos dépenses d'investissement, nos opérations en cours et nos obligations au titre de notre endettement, et être soumis à des dettes fiscales.

Notre capacité à rembourser nos emprunts et à financer nos opérations courantes va dépendre de notre capacité à générer des flux de trésorerie. Nous ne pouvons vous assurer que nos activités généreront des flux de trésorerie suffisants ou que nous obtiendrons des financements en capitaux propres ou sous forme de dette suffisants pour payer nos échéances lorsqu'elles seront exigibles. Notre capacité à générer des flux de trésorerie dépend de nombreux éléments, y compris :

- nos performances opérationnelles futures;
- la demande et les niveaux de prix de nos produits et services actuels et futurs;
- notre capacité à maintenir le niveau de technicité requis de nos réseaux, des équipements destinés aux abonnés et d'autres équipements connectés à notre réseau;
- les conditions économiques générales et celles affectant la consommation;
- la concurrence;
- notre capacité à faire usage des pertes fiscales reportées;
- le résultat de certaines procédures contentieuses dans lesquelles nous sommes engagés; et

- des éléments juridiques, fiscaux et réglementaires ayant un impact sur nos affaires.

Nous ne pouvons contrôler certains de ces éléments. Si nous ne sommes pas capables de générer suffisamment de flux de trésorerie, nous pourrions ne pas pouvoir rembourser nos emprunts, ni faire croître notre activité, répondre aux défis lancés par la concurrence ou financer nos besoins en liquidités et en capital, y compris les dépenses d'investissement. Si nous ne pouvons honorer nos obligations de remboursement au titre de nos emprunts, nous pourrions être obligés de céder des actifs, de restructurer ou refinancer notre endettement existant ou de rechercher des financements supplémentaires sous forme de dettes ou de capitaux propres. Nous pourrions ne pas pouvoir le faire ou ne pas pouvoir le faire à des conditions acceptables.

Le droit fiscal belge ne nous permet pas d'établir une consolidation au niveau du groupe. Chaque membre du groupe est considéré comme une entité indépendante en ce qui concerne les questions de fiscalité. Les transactions intra-groupe doivent être effectuées à des conditions de marché normales. Les différences entre notre revenu imposable et nos charges déductibles (y compris les intérêts sur notre endettement) pourraient avoir un effet défavorable sur notre capacité à dégager des flux de trésorerie. De même, des modifications du droit fiscal belge et de l'interprétation des transactions autorisées pourraient avoir un effet défavorable sur notre situation fiscale et sur notre capacité à utiliser nos pertes fiscales reportées. Conformément aux usages belges, nous sommes sujets à des contrôles de nos déclarations fiscales par les autorités fiscales belges. A la suite de tels contrôles, nous pourrions être confrontés à un rejet des charges que nous avons déduites de notre revenu imposable, ce qui pourrait avoir pour conséquence de réduire nos pertes reportées ou donner lieu à des impôts exigibles immédiatement. Malgré le fait que nous aurions le droit d'interjeter appel de telles décisions défavorables, nous ne pouvons assurer que ces contrôles ne pourraient pas avoir pour conséquence une réduction de nos pertes reportées ou le paiement immédiat d'impôts.

Les autorités fiscales belges pourraient mettre en cause, pour chacune des restructurations pour lesquelles nous n'avons pas demandé de ruling officiel, la conformité de ces restructurations au critère de l'intérêt social et pourraient également remettre en cause notre traitement fiscal de nos restructurations sur d'autres bases. En cas de succès, les autorités pourraient nous demander de payer les impôts dus sur la base d'un traitement fiscal différent et ce passif pourrait être significatif. Une telle demande pourrait affecter de façon significative nos activités et notre situation financière et occasionner un détournement de nos ressources et de l'attention de notre management.

Les autorités belges ont contrôlé les déclarations de revenus de Telenet Bidco de 2001 et ont notifié un redressement des pertes reportées de 2001 de Telenet Bidco de €106,9 à €67,4 millions. Cela n'implique pas de sortie de trésorerie immédiate mais réduirait les pertes reportables de Telenet Bidco. La position des autorités fiscales est contestée par Telenet Bidco. Les contrôles fiscaux des sociétés de notre groupe pour les exercices 2002-2003 sont en cours et nous ne pouvons garantir que les redressements éventuels en résultant ne pourraient pas entraîner une sortie de trésorerie.

Les contrats ou titres régissant notre endettement contiennent certaines restrictions et limitations qui pourraient avoir un effet défavorable sur notre capacité à exploiter nos affaires.

Notre Contrat de Crédit Senior ("Senior Credit Facility"), les contrats obligataires régissant notre dette et d'autres contrats pertinents contiennent un certain nombre d'engagements ou d'autres stipulations qui pourraient avoir un effet défavorable sur notre capacité à conduire nos activités. Ces engagements restreignent notamment notre capacité et la capacité de nos filiales à :

- payer des dividendes ou procéder à d'autres distributions;
- faire certains investissements ou acquisitions, y compris participer à des joint ventures;
- faire des dépenses d'investissement;
- participer à des transactions avec des sociétés liées et d'autres tiers apparentés;
- céder des actifs autrement que dans le cours normal des affaires;
- fusionner avec d'autres sociétés;
- contracter des emprunts additionnels et accorder des garanties;
- racheter des participations ou des dettes subordonnées ou émettre des actions de filiales;
- accorder des privilèges et nantir des actifs; et

- modifier notre *business plan*.

De surcroît, notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") nous impose de respecter certains ratios financiers et de satisfaire à certains tests financiers. Ces ratios financiers deviendront plus stricts et seront plus difficiles à respecter dans le futur. Notre capacité à respecter ces stipulations pourrait être affectée par des événements que nous ne pouvons contrôler. Si nous ne pouvons satisfaire à ces tests ou sommes en défaut pour d'autres raisons, notre groupe pourrait ne plus pouvoir emprunter au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"). Cela pourrait avoir un effet significativement défavorable sur notre capacité à conduire nos activités ou à procéder à des remboursements au titre de nos instruments de crédit.

La violation de tout engagement ou obligation au titre des contrats et instruments régissant notre dette, au-delà de limiter la flexibilité de la gestion de nos activités, aura pour conséquence un défaut aux termes des contrats concernés et pourrait entraîner l'exigibilité anticipée de la dette concernée, et pourrait par voie de conséquence causer des défauts au titre d'autres contrats régissant notre endettement. De plus, les prêteurs dans le cadre de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") pourraient exécuter leurs sûretés, qui comprennent des participations dans nos filiales opérationnelles, exercer leurs droits en tant que créanciers munis de sûretés et nous empêcher de faire appel aux fractions inutilisées du crédit. Un défaut dans le cadre de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") ou des autres contrats relatifs à notre endettement pourrait avoir un effet significativement défavorable sur notre croissance, notre situation financière et sur nos résultats d'exploitation.

Nous pourrions être obligés de rembourser une partie significative de notre dette en cas de changement de contrôle de notre groupe.

Dans le cas d'un changement de contrôle de Telenet Group Holding ou de Telenet Communications, nous serions obligés de procéder au rachat de nos Senior Discount Notes à 101 % de leur valeur accumulée à ce jour ainsi qu'à celui de nos Senior Notes à 101 % de leur montant global en principal. Aux termes du contrat obligataire ("*Indenture*") régissant les Notes, un changement de contrôle peut avoir lieu si (i) une personne est considérée comme ayant ou acquérant, ou contrôlant, en ce compris par un accord de vote, plus de 50 % des actions ayant un droit de vote de Telenet Group Holding ou de Telenet Communications; (ii) si à la suite de l'introduction en bourse, au début de toute période de deux ans, les administrateurs de Telenet Group Holding ou de Telenet Communications ou leurs successeurs qualifiés ne forment plus une majorité des administrateurs siégeant alors au Conseil d'administration; (iii) si Telenet Group Holding ou Telenet Communications sont liquidées ou dissoutes; ou (iv) si certaines fusions ou consolidations ou cessions d'actifs impliquant Telenet Group Holding ou Telenet Communications ont lieu. Au 30 juin 2005, la valeur accumulée des Senior Discount Notes était de \$379,0 millions et le montant global en principal des Senior Notes était de €500 millions. Concernant nos actionnaires actuels, voir "Actionnaires Principaux—Contrat de Syndicat."

Par ailleurs, un changement de contrôle pourrait constituer un cas de défaut aux termes de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") et aurait dès lors pour conséquence le remboursement obligatoire anticipé de tous les encours dus au titre de ce crédit. Aux termes de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), un changement de contrôle peut intervenir si, après la clôture de l'Offre, un actionnaire et tout affilié de celui-ci (autres que les actionnaires existants spécifiés et leurs affiliés) possèdent et contrôlent, directement ou indirectement, (i) plus de 35 % du capital social émis de notre filiale à 100 % Telenet Bidco et (ii) une partie plus importante du capital social émis de Telenet Bidco que tout autre actionnaire spécifié ainsi que ses affiliés. Les actionnaires existants spécifiés qui ne mettent pas en œuvre cette stipulation comprennent les MIC, les PIC et les Investisseurs Belge dans le Câble qui fait partie du Consortium Liberty Global. Au 30 juin 2005, notre encours au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") était de €635 millions.

En plus de nos contrats de financement, un nombre limité de nos contrats de contenus contiennent également des clauses de changement de contrôle qui nous imposent généralement d'informer le cocontractant de tout changement de contrôle ou, dans certains cas, permettant au cocontractant de résilier le contrat.

Le début des négociations publiques des Actions augmentera la possibilité pour les parties d'acquérir des Actions au-delà du seuil rendant applicables les clauses de changement de contrôle. Dans le cas où notre groupe serait l'objet d'un changement de contrôle nous ne pouvons vous assurer

que nous serons capables d'obtenir des financements afin de nous permettre de procéder à toutes les offres de remboursements ou à tous les remboursements obligatoires au titre de notre endettement en cours. De tels événements pourraient avoir un effet significatif défavorable sur nos activités.

Nous avons subi des flux de trésorerie négatifs après déduction des intérêts et taxes et des pertes opérationnelles substantielles et nous nous attendons à enregistrer des pertes pour le futur prévisible.

Nous n'avons pas enregistré de bénéfices depuis la création du groupe Telenet en 1996 et nous nous attendons à enregistrer des pertes sur une base annuelle pour le futur prévisible. Notre histoire comprend des flux de trésorerie négatifs substantiels après déduction d'intérêts et de taxes et nous pourrions ne pas générer de flux de trésorerie positifs dans le futur. Sur une base consolidée, les pertes nettes étaient de €327,8 millions en 2001, €864,4 millions en 2002, €583,8 millions en 2003 et €60,5 millions en 2004. Malgré le fait qu'une part substantielle de ces pertes consiste en frais de dépréciation et en amortissement de l'exercice qui n'ont pas un impact direct sur notre flux de trésorerie, des pertes continues pourraient limiter notre capacité future à procéder à des financements par émission d'actions ou de titres de dette ou à souscrire à des prêts. Pour plus d'informations en ce qui concerne nos résultats les plus récents, voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation."

La résiliation de nos droits d'usage du réseau câblé appartenant, en Flandre, à quatre intercommunales pures (les "PIC") pourrait affecter défavorablement nos opérations et faire diminuer de manière substantielle la valeur de nos actifs en cas de faillite ou de liquidation.

En septembre 1996, les PIC, par l'intermédiaire de Interkabel ont accordé à Telenet Vlaanderen certains droits d'usage de leurs réseaux câblés en échange d'actions de Telenet Vlaanderen (qui ont depuis été échangées contre des actions de Telenet Group Holding). A son tour, Telenet Vlaanderen a accordé à Telenet NV le droit exclusif d'utiliser les droits de Telenet Vlaanderen sur le réseau câblé grâce auquel Telenet NV peut vendre des services de téléphonie et d'internet *broadband* aux foyers ayant accès au Réseau Partenaire. Aux termes de l'acte par lequel Interkabel a apporté ces droits à Telenet Vlaanderen, les droits seront automatiquement résiliés si une des sociétés suivantes: Telenet Holding, Telenet Vlaanderen ou Telenet NV est déclarée en faillite ou mise en liquidation. Voir "Activité—Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions—Nos Droits d'Utilisation sur le Réseau Partenaire." En conséquence il y a un risque que nous ne puissions plus utiliser le Réseau Partenaire qui nous permet de toucher environ 32 % des foyers et des entreprises ayant accès au Réseau Combiné. Si nous n'avons pas accès au Réseau Partenaire, nos opérations, la valeur de nos actifs ou de nos activités lors d'une cession de ceux-ci pourraient être affectées négativement.

Risques liés à l'Offre

Si un marché actif pour les Actions de Telenet Group Holding ne se développe pas, le prix des Actions pourrait être affecté et descendre sous le Prix de l'Offre.

Avant l'Offre, il n'existait pas de marché actif pour nos Actions. Les Actions Offertes ne seront ni cotées ni enregistrées aux Etats-Unis. Malgré le fait qu'une demande d'admission des Actions sur *Eurolist d'Euronext Brussels* ait été soumise, il n'y a pas de garantie qu'un marché actif concernant nos Actions se développe et continue après l'Offre. Si un tel marché actif ne se développe pas ou ne continue pas après l'Offre, cela pourrait avoir un effet significatif défavorable sur la liquidité et le prix de marché des Actions Offertes. Le Prix de l'Offre doit être déterminé par les Actionnaires Cédants et Telenet Group Holding, après consultation avec les *Joint Bookrunners*, et pourrait n'avoir aucun lien avec le prix auquel les Actions seront négociées après leur admission à la cote. Dans le passé, les prix des actions admises pour la première fois à la cote ont été sujets à des variations considérables dans le temps qui peuvent n'avoir eu aucun lien avec les activités ou le succès financier de la société concernée. En particulier, les prix de marché de sociétés de télécommunications ont été et demeurent extrêmement volatiles. Ces fluctuations de marché peuvent avoir un impact défavorable substantiel sur le prix de marché des Actions.

La vente future d'un nombre significatif de nos Actions pourrait avoir un effet négatif sur le prix des Actions.

Le prix de marché des Actions pourrait chuter du fait de ventes d'un nombre significatif d'Actions sur le marché public après l'Offre ou en raison de la perception du public que de telles ventes pourraient se produire. Dans le cadre de l'Offre, Telenet Group Holding, chacun de ses

administrateurs, des membres de l'équipe dirigeante et chacun des Actionnaires Cédants ont accepté certaines restrictions à la vente ou à la cession sous d'autres formes des Actions ou de valeurs mobilières convertibles en Actions pour une durée maximale de 180 jours à compter de la première cotation des Actions, sauf en cas de consentement préalable écrit de la majorité des *Joint Bookrunners* et sous réserve de certaines exceptions. Voir "Résumé—L'Offre—*Lock-up*." Des ventes d'Actions pourraient être effectuées dans le futur par de telles personnes ou dans le cadre d'une augmentation de capital de Telenet Group Holding dans le cadre d'une acquisition ou pour toute autre raison.

Telenet Group Holding n'entend actuellement pas distribuer de dividendes et ne peut garantir aux investisseurs qu'elle distribuera des dividendes dans le futur.

Telenet Group Holding pourrait distribuer des dividendes à ses actionnaires dans le futur. Toutefois, ces distributions dépendront d'un certain nombre de facteurs, y compris nos perspectives, nos résultats d'exploitation, nos bénéfices, nos besoins et surplus de capitaux, notre situation financière générale, nos engagements contractuels (y compris des engagements financiers devant être respectés par Telenet Group Holding et ses filiales opérationnelles) et d'autres facteurs considérés comme pertinents par le Conseil d'Administration de Telenet Group Holding. Conformément au droit belge, le calcul des montants pouvant être distribués aux actionnaires, sous forme de dividende ou autrement, doit être effectué sur la base des comptes non-consolidés en GAAP belges de Telenet Group Holding, et non sur la base des comptes consolidés en GAAP U.S. inclus dans ce Prospectus. Au 30 juin 2005, Telenet Group Holding ne disposait d'aucunes réserves distribuables au sens des GAAP belges et, en raison du niveau élevé de dépréciation et d'amortissement des actifs de réseau et du *goodwill* en application des GAAP belges, ne s'attend pas à avoir des réserves distribuables dans le futur proche. Conformément au droit des sociétés belge, les Statuts de Telenet Group Holding stipulent que chaque année Telenet Group Holding doit allouer 5 % de ses bénéfices nets à sa réserve légale, jusqu'à ce que la réserve légale représente 10 % du capital social de Telenet Group Holding. Au 30 juin 2005, la réserve légale de Telenet Group Holding représentait environ €3.000 soit 0 % du capital social de Telenet Group Holding. De surcroît, nous anticipons que la source principale de fonds pour la distribution de dividendes par Telenet Group Holding, le cas échéant, sera les dividendes distribués par les filiales existantes et futures de Telenet Group Holding, ainsi que les remboursements de prêts intra-groupe. Notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") et le contrat obligataire ("*Indenture*") régissant les Senior Notes imposent des restrictions significatives sur la capacité de nos filiales à payer des dividendes ou à effectuer d'autres distributions en faveur de Telenet Group Holding. Le contrat obligataire ("*Indenture*") régissant les Senior Discount Notes restreint de manière semblable la capacité de Telenet Group Holding de procéder à des distributions. En conséquence, il ne peut être garanti que des dividendes seront distribués ou que d'autres distributions similaires seront effectuées, et le cas échéant quel sera leur montant. Voir "Dividendes et Politique de Distribution des Dividendes."

Parce que les Actions et les Strips VVPR seront cotés et négociés sur Euronext Brussels sur une base "if-and-when-issued-or-delivered" entre la date de première cotation et la date attendue de clôture de l'Offre, Euronext Brussels pourrait annuler toutes les transactions relatives aux Actions si les Actions Offertes et les Strips VVPR ne sont pas émis ou livrés avant la date de clôture attendue.

Nos Actions et les Strips VVPR seront cotés et négociés sur Euronext Brussels sur une base "if-and-when-issued-or-delivered" entre la date de première cotation des Actions et des Strips VVPR sur *Eurolist d'Euronext Brussels* et la date attendue de clôture de l'Offre. Les investisseurs qui souhaitent effectuer des transactions relatives aux Actions avant la clôture de l'Offre, que ces transactions soient effectuées sur Euronext Brussels ou autrement, doivent être conscients que la clôture peut ne pas avoir lieu ou ne pas avoir lieu le jour de la date de clôture attendue si certaines conditions ne sont pas satisfaites ou si certains événements n'ont pas lieu, ou s'il n'est pas renoncé à ce que ces conditions soient satisfaites ou à ce que ces événements aient lieu, avant la date de clôture attendue. Ces conditions comprennent la réception de certains certificats émis par les dirigeants de la société et de certains avis juridiques. Les événements visés comprennent la suspension des négociations sur Euronext Brussels ou un changement significatif défavorable de notre situation financière ou de nos affaires ou plus généralement des marchés financiers.

Euronext Brussels a indiqué qu'il annulera toutes les transactions concernant les Actions et les Strips VVPR si ces titres ne sont pas livrés pour la date de clôture attendue de l'Offre. Euronext Brussels a indiqué qu'il ne peut être tenu responsable de dommages quelconques liés à l'admission à la

cote et à la négociation des Actions et des Strips VVPR sur une base “*if-and-when-issued-or-delivered*” entre la date de première cotation et la date de clôture de l’Offre.

Les actionnaires se trouvant en dehors de Belgique pourraient ne pas être capables d’exercer leurs droits de souscription préférentiels.

En droit belge, les actionnaires ont généralement des droits préférentiels de souscription, auxquels ils peuvent renoncer, au pro rata de leur participation dans le cadre d’émissions contre apport en numéraire d’actions nouvelles ou de valeurs mobilières donnant le droit d’acquérir des actions nouvelles. Toutefois, en raison des lois et réglementations de leurs pays respectifs, les actionnaires non-belges de Telenet Group Holding pourraient ne pas pouvoir exercer leurs droits de souscription préférentiels. En particulier, les actionnaires américains de Telenet Group Holding ne pourraient pas exercer leurs droits de souscription préférentiels à moins qu’un “*registration statement*” soit en vigueur, conformément au *Securities Act*, ou qu’une exemption des obligations d’enregistrement du *Securities Act* soit disponible. Il n’y a pas de garantie que Telenet Group Holding dépose un *registration statement* dans un tel cas ou que suite à un tel dépôt il soit déclaré effectif. Si un actionnaire américain ou tout autre actionnaire ne peut exercer ses droits de souscription préférentiels, sa participation sera diluée.

Vous pourriez avoir des difficultés à faire exécuter vos droits contre nous, nos administrateurs et certains membres de notre équipe dirigeante.

Telenet Group Holding et ses filiales sont des sociétés à responsabilité limitée de droit belge. Les droits de nos actionnaires peuvent différer dans une certaine mesure des droits d’actionnaires de société de droit étranger. De surcroît, la majorité de nos administrateurs et les membres de notre équipe dirigeante en charge de la gestion journalière de notre groupe (les “cadres dirigeants”) ne sont pas résidents des Etats-Unis, et substantiellement tous nos actifs et ceux de nos administrateurs et de nos cadres dirigeants sont situés en dehors des Etats-Unis. En conséquence, il pourrait ne pas être possible pour les investisseurs de nous assigner ou d’assigner la majorité de nos administrateurs et cadres dirigeants aux Etats-Unis ou de faire exécuter contre ceux-ci ou contre nous des décisions obtenues devant des juridictions américaines, fondées sur les dispositions portant sur la responsabilité civile, contenues dans les lois fédérales américaines relatives aux valeurs mobilières.

De surcroît, nos conseils belges nous ont informés que les Etats-Unis ne sont pas actuellement liés à la Belgique par un traité relatif à la reconnaissance mutuelle et à l’exécution des jugements civils et commerciaux, autres que les sentences arbitrales. Dès lors, l’exécution en Belgique de jugements obtenus auprès d’une juridiction de l’Etat de New York en matière de responsabilité civile, qu’elle soit ou non fondée sur les lois fédérales américaines relatives aux valeurs mobilières, sera soumise à certaines conditions.

Il est également incertain que les juridictions belges aient le pouvoir de faire droit aux demandes dans le cadre d’une procédure en Belgique fondée sur les lois fédérales américaines relatives aux valeurs mobilières. Voir “Mise en Œuvre de la Responsabilité Civile.”

INFORMATION SUR LES TAUX DE CHANGE

Les variations du taux de change entre l'euro et d'autres devises peut avoir un effet sur nos activités. En particulier, Telenet Group Holding a une exposition significative aux variations du dollar U.S. en raison de l'émission de *Senior Discounts Notes*, à un taux de 11,5 %, venant à maturité en 2014, d'un montant en principal de \$558 millions. De plus, au cours de l'exercice 2004, moins de 5 % de nos coûts de production (principalement les coûts afférents aux équipements de réseaux et aux droits liés à la télévision par câble *premium* et aux licences de logiciels, à l'exclusion des paiements effectués au titre de notre ancien contrat de service stratégique avec Cable Partners) étaient libellés en U.S. dollars, malgré le fait que nos revenus étaient libellés en euro. Voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Informations Quantitatives et Qualitatives sur les Risques du Marché—Risques de Devise."

Le tableau ci-dessous présente, pour la période considérée, le cours acheteur à midi à New York pour les virements en euro, tel que certifié pour des raisons douanières par la *Federal Reserve Bank of New York* (le "Cours Acheteur à Midi"), exprimés en U.S. dollars pour €1,00. Nous mentionnons le cours le plus haut, le plus bas, moyen et à la fin de l'année. Les cours ci-dessous peuvent diverger des cours réels utilisés lors de la préparation des comptes consolidés et autres informations financières présentés dans ce Prospectus. La référence à ces taux de change n'implique pas que les montants en euro représentent réellement les montants équivalents en U.S. dollars ou que ces montants auraient pu être convertis le cas échéant en U.S. dollars au taux indiqué.

	U.S. dollars pour €1,00			
	Plus Haut	Plus Bas	Moyenne(1)	Fin de période
Exercice clôturé au 31 décembre,				
2000	1,0335	0,8270	0,9207	0,9388
2001	0,9535	0,8370	0,8909	0,8901
2002	1,0485	0,8594	0,9495	1,0485
2003	1,2597	1,0361	1,1411	1,2597
2004	1,3625	1,1801	1,2478	1,3538
Semestre clôturé au 30 juin,				
2004	1,2853	1,1801	1,2259	1,2179
2005	1,3476	1,2035	1,2776	1,2098

(1) La moyenne du Cours Acheteur à Midi du dernier jour de bourse de chaque mois pour la période considérée.

Le tableau ci-dessous présente, pour les six mois concernés, les Cours Acheteurs à Midi les plus hauts et les plus bas, exprimés en U.S. dollars pour €1,00.

	U.S. dollars pour €1,00	
	Plus Haut	Plus Bas
Mars 2005	1,3465	1,2877
Avril 2005	1,3093	1,2819
Mai 2005	1,2936	1,2349
Juin 2005	1,2320	1,2035
Juillet 2005	1,2200	1,1917
Août 2005	1,2434	1,2147
Septembre 2005 (jusqu'au 20 septembre 2005)	1,2538	1,2153

Le 20 septembre 2005, le Cours Acheteur à Midi était €1,00 = U.S.\$1,2177. Ces cours peuvent diverger des cours réels utilisés lors de la préparation de nos comptes et des autres informations financières présentés dans ce Prospectus.

NOTRE HISTORIQUE

Telenet Group Holding est une société anonyme immatriculée conformément au droit belge, le 3 juin 2002. Son principal siège exécutif et social est situé à Liersesteenweg 4, 2800 Malines, Belgique et son numéro de téléphone est le +32 15 333 000. Telenet Group Holding et ses filiales sont des sociétés constituées pour une durée illimitée.

En septembre 1996, Telenet Holding, la société mère prédécesseur de notre groupe, a été immatriculée afin de fournir des services de téléphonie aux abonnés résidentiels en Flandre. Par la suite, des services internet ont été ajoutés à son offre de produits. Les filiales opérationnelles de Telenet Holding incluait Telenet NV, connue précédemment comme Telenet Operaties, et Telenet Vlaanderen. Les actionnaires initiaux de Telenet Holding étaient :

- les intercommunales mixtes (“MIC”) en Flandre, qui sont des sociétés mixtes de services publics détenues indirectement à la fois par des municipalités et par Electrabel, le précédent opérateur du réseau câblé des MIC;
- un consortium d’institutions financières régionales (le “Consortium Financier”);
- GIMV NV (“GIMV”), une société cotée, dans laquelle le gouvernement flamand est l’actionnaire principal (il détient actuellement approximativement 40 % du capital social de GIMV);
- six (actuellement quatre) intercommunales pures (“PIC”) en Flandre, qui sont une combinaison entre sociétés de service public et/ou de câble entièrement détenues par les municipalités qui détiennent leur participation par l’intermédiaire d’Interkabel; et
- U.S. West International BV (une société affiliée à U.S. West International Holdings, Inc., qui a été par la suite renommée MediaOne International Holdings, Inc.).

En juillet 1997, Telenet Holding et ses filiales ont achevé la construction de notre structure de base en fibre optique en Flandre. Afin que Telenet Holding soit capable de fournir des services à ses abonnés, il lui fallait avoir accès au réseau boucle locale coaxial des MIC et PIC, qui connecte le réseau fibre de Telenet aux foyers et aux entreprises en Flandre. Les MIC ont octroyé à Telenet Vlaanderen un droit de copropriété dans leurs boucles locales, qui a permis à Telenet de fournir certains services de télécommunications, vidéo et multimédia point à point à ses abonnés. Les PIC ont octroyé des droits de copropriété dans leurs boucles locales à Interkabel, et Interkabel à son tour a octroyé à Telenet Vlaanderen des droits d’utilisation des boucles locales des PIC par un acte d’apport en date du 23 septembre 1996 (le “Traité d’Apport Interkabel”), afin de fournir certains services de télécommunications, vidéo et multimédia point à point. Ces droits d’utilisation ont une durée de 50 ans, dont il reste 41 ans, et sont renouvelables de plein droit pour des périodes successives de 15 ans sauf si résiliés avec une notification préalable de 10 ans. Voir “Activité—Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions—Nos Droits d’Utilisation sur le Réseau Partenaire”. En janvier 1998, nous avons commencé à fournir des services internet et de téléphonie au public.

Le groupe Telenet a trouvé un nouveau partenaire stratégique en 2001 lorsque Callahan Investco Belgium 1 S.à. R.L. (“CAI Belgium”), une filiale indirecte de Callahan International LLC (“Cable Partners”) détenant CAI Belgium à travers Callahan Associates Holdings Belgium LLC (“CAHB”), a dirigé un consortium d’investisseurs (le “Consortium Cable Partners”) afin d’acquérir une participation majoritaire dans le groupe Telenet. Le Consortium Cable Partners a acquis une participation majoritaire dans Telenet Holding par le biais de Telenet Bidco, qui a acquis sa participation dans Telenet Holding en échange d’une combinaison de numéraire, d’actions et de titres de dette. En raison de l’Acquisition MixtICS (voir “—Acquisition MixtICS”), la participation de Cable Partners a été réduite en 2002 à 21,6 %.

En décembre 2004, Belgian Cable Holdings, une filiale indirecte de Liberty Global, a acquis une participation de contrôle indirecte dans Callahan Associates Holdings Belgium LLC (“CAHB”) par le biais d’une restructuration, et CAHB a changé son nom en Belgian Cable Investors (“BCI”). BCI est l’entité de contrôle au sein du consortium (anciennement le Consortium Cable Partners, aujourd’hui le Consortium Liberty Globals, qui détient indirectement 21,3 % des Actions Telenet Group Holding, par le biais de deux filiales luxembourgeoises et Evercore Capital Partners (“Evercore”). Le résultat net de la restructuration de décembre 2004 est que Liberty Global a remplacé Cable Partners comme actionnaire du consortium, retenant Evercore, CDP Capital (“CDPQ”) et ML Private Equity

Associates LLC (“MLPE”) comme ses *equity partners*. Voir aussi “Principaux Actionnaires—Liberty Global Consortium”.

Acquisition MixtICS

En août 2002, le groupe Telenet a acquis l’activité de télévision câblée des MIC (l’ “Acquisition MixtICS”). Chacune des dix MIC a apporté ses activités de télévision câblée, notamment ses actifs réseau et ses abonnés, à un nouveau véhicule, Mixt NV (qui a par la suite été renommé MixtICS). Telenet Bidco a acquis les actions de MixtICS en échange d’une combinaison de numéraire, de titres de dette, de certains paiements différés et d’autres obligations subordonnées d’actionnaires et d’actions nouvellement émises et de bons de souscription de Telenet Group Holding. Dans le cadre de l’acquisition, Telenet Vlaanderen et MixtICS ont confirmé l’obligation de payer aux MIC certains coûts différés relatifs à l’amélioration HFC du réseau des MIC. Voir “—Amélioration du Réseau”.

En même temps que l’Acquisition MixtICS, notre contrat de Crédit Senior a été amendé et certains changements ont été faits à notre structure sociale. En vue de permettre un financement futur qui serait structurellement subordonné au contrat de Crédit Senior, deux sociétés holding ont été insérées au-dessus de Telenet Bidco : Telenet Group Holding (l’actuelle société mère de notre groupe) et Telenet Holdco NV (devenu Telenet Communications). Les actionnaires de Telenet Bidco ont d’abord échangé leurs actions contre des actions dans Telenet Communications et, ensuite, ont échangé leurs actions Telenet Communications contre des actions dans Telenet Group Holding. En conséquence, Telenet Group Holding est devenue la société-mère du groupe. Elle détient toutes les actions de Telenet Communications, sauf une qui est détenue par Telenet Bidco. Telenet Communications, à son tour, est devenue la société-mère de Telenet Bidco et détient toutes les actions de Telenet Bidco, sauf une détenue par Telenet Group Holding.

En raison de l’Acquisition MixtICS, les participations des MIC, de GIMV, du Consortium Financier et des PIC dans notre groupe ont augmenté de manière significative. Electrabel est également devenu actionnaire. La participation du Consortium Cable Partners a été réduite à 21,6 %, mais il a maintenu un contrôle contractuel sur le groupe jusqu’en décembre 2004 conformément à une convention d’actionnaires existant alors. Voir “Management et Gouvernement d’Entreprise—Administrateurs—Composition du Conseil d’administration—Fin de la Période de Gouvernement”.

Le 16 juillet 2005, nous avons fusionné MixtICS dans Telenet NV, avec effet à partir du 1^{er} janvier 2005.

Acquisitions en 2003

En octobre 2003, nous avons acquis presque tous les actifs et toutes les dettes de Sinfilo NV (“Sinfilo”) relatifs à des *hot-spots* Wi-Fi installés et opérationnels en Belgique.

En décembre 2003, nous avons acquis toutes les actions en circulation de Codenet NV et ses filiales (l’ “Acquisition Telenet Solutions”). Codenet a été par la suite renommé Telenet Solutions NV. Telenet Solutions fournit des services d’internet *broadband*, de données et vocaux à des clients professionnels. L’Acquisition Telenet Solutions nous a donné accès à un réseau à travers la Belgique et certaines parties du Luxembourg et nous a permis de fournir à nos clients professionnels une gamme plus large de produits et de services. L’Acquisition Telenet Solutions a été achevée avec effet financier à compter du 1^{er} décembre 2003.

En décembre 2003, nous avons également acquis certains actifs du groupe Canal+ par le biais d’une nouvelle filiale, PayTVCo NV (“PayTVCo”). L’acquisition proposée a été approuvée, sous conditions, par l’autorité de concurrence belge. L’acquisition des actifs de Canal+ en Flandre (l’ “Acquisition Canal+”) a été achevée avec effet financier à compter du 1^{er} décembre 2003. Voir “Activité—Nos Produits et Services—Télévision Câblée—Télévision Câblée Premium—Acquisition Canal+”.

Le 15 juillet 2005, nous avons fusionné PayTVCo dans Telenet NV, avec effet à compter du 1^{er} janvier 2005.

Le prix d’acquisition net global de Canal+, des acquisitions Telenet Solutions et Sinfilo était approximativement de €30,0 millions en numéraire et en actions, coûts de transaction inclus. Pour plus d’information sur l’Acquisition de Canal+ et l’Acquisition Telenet Solutions, voir “Commentaires et

Refinancement et Remboursements Anticipés

Le 22 décembre 2003, Telenet Communications a émis un montant en principal global de €500 millions de Senior Notes à 9 % arrivant à échéance en 2013 (les “Senior Notes”) et Telenet Group Holding a émis un montant en principal global de \$558 millions de Senior Discount Notes arrivant à échéance en 2014 (les “Senior Discount Notes” et, avec les Senior Notes, les “Notes”). Les produits de ces émissions ont été utilisés pour rembourser par anticipation certains montants au titre de notre Contrat de Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”) et pour rembourser les paiements différés et autres obligations d'actionnaires subordonnées encourus suite à l'Acquisition MixtICS (le “Refinancement”). Par la suite, en mars 2004 nous avons utilisé €100 millions des produits de la vente des Notes Senior afin de rembourser par anticipation une portion de notre dette senior restant due. En mars 2005, nous avons remboursé par anticipation €105 millions additionnels de notre Contrat de Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”) en utilisant un excès de numéraire sur notre bilan, nous avons ajouté une nouvelle tranche non affectée de €150 millions à notre Contrat de Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”) et augmenté la taille de notre tranche de crédit revolving non tirée, en vertu du Contrat de Crédit Senior de €100 millions à €200 millions. Voir “Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Contrat de Crédit Senior”.

Amélioration du Réseau

Nos accords d'accès avec les MIC et les PIC ont permis une amélioration de leurs réseaux à un standard hybride fibre optique - câble coaxial (“HFC”) avec des capacités de transmission numérique bi-directionnelle. Cette amélioration a été essentiellement achevée en juin 2002. Voir “Activité—Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions—Amélioration HFC”. Les PIC ont préfinancé le montant total requis afin d'améliorer leurs réseaux et les MIC ont préfinancé 40 % du montant requis pour améliorer leurs réseaux, les 60 % restants étant financés par nous. Les paiements réalisés conformément aux accords de clientèle en date du 23 septembre 1996 (les “Accords de Clientèle”), avaient pour but de permettre aux MIC et PIC de récupérer approximativement 40 % de ces coûts d'amélioration (qui représentaient tous les montants préfinancés par les MIC) en échange d'un accès à leur base de données d'abonnés au réseau câblé. Nos obligations conformément à notre Accord de Clientèle avec les MIC sont devenues une obligation interne au groupe après l'Acquisition MixtICS et a expiré après la fusion de MixtICS avec Telenet NV le 16 juillet 2005, bien que nos obligations d'effectuer des paiements aux PIC continuent d'exister. Par ailleurs, dans le cadre de l'Acte d'Apport d'Interkabel, nous avons accepté de payer une redevance annuelle en faveur des PIC (l'accord de payer ce type de redevances, l'“Accord d'Annuité”), conformément auquel nous avons accepté de rembourser les 60 % restants du coût de l'amélioration HFC pris en compte par les PIC par des remboursements réalisés sur une période de dix ou vingt ans, en fonction de la durée d'utilisation des actifs sous-jacents qui faisaient partie du coût de l'amélioration de HFC encouru par les PIC. Nos obligations demeurant dues au titre de l'Accord de Clientèle et de l'Accord d'Annuité égalent approximativement €96,2 millions au 30 juin 2005. Voir la note 6 de nos comptes consolidés pour le semestre se terminant le 30 juin 2005.

Réorganisation Interne

Afin d'aligner notre structure sociétaire avec le fonctionnement opérationnel du groupe, nous avons fusionné MixtICS dans Telenet NV et PayTVCo dans Telenet NV en juillet 2005, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2005. Nous pourrions éventuellement fusionner Telenet Solutions dans Telenet NV avant la fin de cette année.

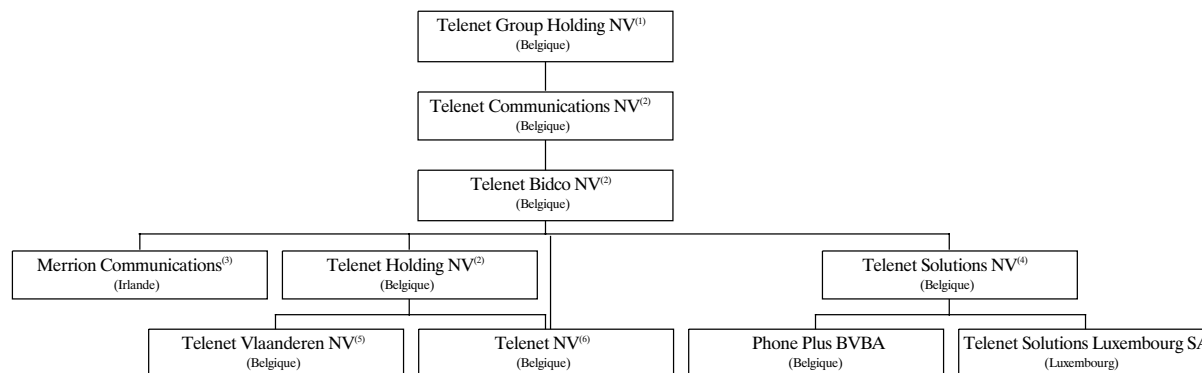
Nos Filiales Opérationnelles et la Structure Sociétaire

Dans le cadre de notre structure actuelle, Telenet Group Holding est la société mère de notre groupe et Telenet Communications, Telenet Bidco et Telenet Holding sont des sociétés holding intermédiaires de notre groupe. Telenet NV fournit des services commerciaux, de marketing, des services client et de gestion de réseau pour nos services câblés de télévision de base et premium, d'internet *broadband*, de données et de téléphonie. Telenet Vlaanderen détient un droit d'une durée de 50 ans d'utiliser le Réseau Partenaire, dont il reste 41 ans et qui est de plein droit renouvelable pour des périodes successives de 15 ans sauf si résilié par notification préalable de dix ans. Telenet

Vlaanderen a octroyé une licence sur ce droit à Telenet NV, permettant à Telenet NV d'accéder au Réseau Partenaire afin de fournir certains services de télécommunications, vidéo et multimédia de point à point.

Telenet Solutions et sa filiale luxembourgeoise, Telenet Solutions Luxembourg SA, fournissent des services à nos clients professionnels de taille petite et moyenne, en plus de nos clients *corporate*, opérateurs et institutionnels. Voir "Informations Générales—Telenet Group Holding et ses Filiales".

L'organigramme suivant présente notre structure sociétaire.



- (1) Société-mère de notre groupe et émetteur des Actions.
- (2) Société holding intermédiaire du groupe.
- (3) Merrion Communications a été fondée avec pour objet d'entreprendre certaines activités de financement et de développement de notre activité et est actuellement inactive.
- (4) Nous fournissons des services vocaux, de données et internet à nos clients entreprises principalement par l'intermédiaire de Telenet Solutions NV. Sa filiale Telenet Solutions Luxembourg SA fournit les mêmes services à nos clients entreprises dans certaines parties du Luxembourg et sa filiale Phone-Plus BVBA fournit, principalement à Bruxelles et en Wallonie, de la téléphonie résidentielle en utilisant un service de présélection.
- (5) Telenet Vlaanderen détient les droits d'une durée de 50 ans, dont 41 ans restent à courir, en vertu desquels nous avons le droit d'utiliser le Réseau Partenaire pour fournir des services de télécommunications point-à-point et des services vidéo et multimédia.
- (6) Nous proposons des offres de télévision câblée basiques et premium, en plus de nos services résidentiels d'internet *brodband* et de téléphonie, par l'intermédiaire de Telenet NV. Le 15 juillet 2005, nous avons fusionné PayTVCo, le fournisseur historique de notre service de télévision premium payante, dans Telenet NV. Le 16 juillet 2005 nous avons fusionné MixtICS, par l'intermédiaire de laquelle nous avons historiquement fourni notre service de télévision câblée basique, dans Telenet NV. Les deux fusions ont un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2005.

Telenet Group Holding et Telenet Communications sont respectivement les émetteurs des Senior Discount Notes et des Senior Notes. Telenet Bidco, Telenet NV et Telenet Vlaanderen sont les emprunteurs en vertu du Contrat de Crédit Senior.

L'OFFRE

Le tableau suivant résume certaines dates essentielles en rapport avec l'Offre :

Événement	Date ⁽¹⁾
Période de l'Offre aux Particuliers	Du 26 septembre 2005 au 7 octobre 2005, 16h00, heure de Bruxelles, sous réserve de clôture anticipée
Date Limite de Souscription Anticipée des Particuliers	Le 30 septembre 2005, 16h00, heure de Bruxelles
Période d'Offre aux Institutionnels	Du 26 septembre 2005 au 10 octobre 2005, sous réserve de clôture anticipée
Publication des Résultats de l'Offre	Le ou aux alentours du 11 octobre 2005
Premier Jour Envisagé de la Cotation	Le ou aux alentours du 11 octobre 2005
Livraison Envisagée des Actions Offertes	Le ou aux alentours du 14 octobre 2005

(1) Dans le cas d'une clôture anticipée, ces dates pourront être avancées en conséquence.

Raisons de l'Offre

Offre Secondaire

Le nombre maximum d'Actions Existantes que chacun des Actionnaires Cédants offrira sera publié, avec la fourchette de prix, lundi 26 septembre 2005 dans la presse financière belge. Ce montant maximum cumulé d'Actions Existantes ne comprendra pas les Actions sujettes à une option. Voir "Principaux Actionnaires—Options sur Actions Existantes" et "—Taille et Nature de l'Offre."

Telenet Group Holding ne recevra pas les produits de la vente d'Actions Existantes dans l'Offre Secondaire. Les Actionnaires Cédants recevront ces produits, diminués de certaines dépenses et frais associés avec l'*underwriting* des Actions Existantes. Le produit net de l'Offre Secondaire sera publié dans la presse financière belge le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005.

Offre Primaire

Telenet Group Holding percevra le produit de la vente des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Offre Primaire, diminué de certaines dépenses et des honoraires liés à l'*underwriting* de l'Offre Primaire. Il est attendu que ces produits, ainsi que les produits de l'Offre aux Salariés, seront utilisés pour racheter jusqu'à approximativement €122,3 millions du montant global accumulé en principal des 11,5 % Senior Discount Notes à échéance 2014 de Telenet Group Holding (y compris la prime de rachat et sur la base d'un taux de change euro-U.S. dollar de €1,00 = U.S. \$ 1,2092) et €156,9 millions du montant global accumulé en principal des 9 % Senior Notes à échéance 2013 de Telenet Communications (y compris la prime de rachat et les intérêts accumulés). Voir "Affectation du Produit de la Vente."

Taille et Nature de l'Offre

L'Offre consiste en une offre publique en Belgique, une offre à des acheteurs institutionnels qualifiés aux Etats-Unis conformément à la *Rule 144A* du *Securities Act*, et une offre à des investisseurs institutionnels en dehors des Etats-Unis conformément à la *Regulation S*.

L'Offre porte tant sur des Actions Existantes que sur des Actions nouvellement émises (c'est-à-dire les Actions Existantes offertes dans le cadre de l'Offre Secondaire et les Actions Nouvelles offertes dans le cadre de l'Offre Primaire). Ces deux types d'actions seront offerts dans le cadre d'une seule Offre et aux mêmes conditions (sauf en ce qui concerne l'émission de Strips VVPR attachés aux Actions Nouvelles comme décrit ci-après). Dans le cadre d'une offre séparée, nous offrirons également des Actions nouvellement émises, avec des Strips VVPR, à nos salariés.

Le nombre maximum d'Actions Existantes que chacun des Actionnaires Cédants offrira sera publié, avec la fourchette de prix, le lundi 26 septembre 2005, dans la presse financière belge. Ce nombre maximum cumulé d'Actions Existantes n'inclura pas les Actions sujettes à option. Voir "Principaux Actionnaires—Options sur Actions Existantes". Chacun des Actionnaires Cédants se réserve le droit de réduire le nombre d'Actions Existantes offertes dans l'Offre Secondaire (et publié, avec la fourchette de prix, le lundi 26 septembre 2005) à tout moment avant l'attribution des Actions

Existantes si, selon son opinion, la qualité de la demande d'investisseurs institutionnels dans la partie haute de la fourchette de prix pour l'Offre n'est pas suffisante ou si cela s'avère nécessaire en vue de respecter des exigences légales obligatoires, étant entendu qu'un nombre suffisant d'Actions Existantes sera préservé dans l'Offre Secondaire pour satisfaire pleinement l'attribution minimum aux investisseurs particuliers (dont il est prévu qu'elle soit de 15 % de l'Offre et dont le pourcentage effectif sera publié dans la presse financière belge le mardi 11 octobre 2005). Evercore Capital Partners Cayman L.P., Evercore Capital Partners (NQ) Cayman L.P., Evercore Capital Offshore Partners Cayman L.P., Evercore Co-Investment Partnership Cayman L.P., CDP Capital Communications Belgique Inc. and MLPE offriront des Actions dans le cadre de l'Offre Secondaire pour un nombre d'Actions maximum correspondant aux participations respectives de Evercore, CDPQ et MLPE dans le Consortium Liberty Global (voir "Principaux Actionnaires") uniquement pour autant que BCI n'ait pas exercé certains droits d'allocation prioritaire relatifs à ces actions. Voir "Principaux Actionnaires—Le Consortium Liberty Global—Participation et Contrôle." L'on s'attend à ce que BCI exerce son droit de préemption et que Evercore Capital Partners Cayman L.P., Evercore Capital Partners (NQ) Cayman L.P., Evercore Capital Offshore Partners Cayman L.P., Evercore Co-Investment Partnership Cayman L.P., CDP Capital Communications Belgique Inc. et MLPE ne soient pas des Actionnaires Cédants dans le cadre de l'Offre Secondaire.

Telenet Group Holding a l'intention d'offrir des Actions Nouvelles pour un montant de souscription global allant jusqu'à €280 millions (en ce compris, le cas échéant, une prime d'émission) dans le cadre de l'Offre Primaire, mais se réserve également le droit d'en offrir moins. Il n'y a pas de nombre minimum d'Actions Existantes qui doit être placé dans l'Offre. Dans le cas où la taille de l'Offre est réduite, le montant des Actions Existantes et des Actions Nouvelles sera réduit en proportion, étant entendu qu'en tout cas, la taille de l'Offre Primaire ne sera pas réduite en dessous de €200 millions, toute réduction de l'Offre après que ce seuil ait été atteint se rapportant seulement aux Actions incluses dans l'Offre Secondaire. En cas de Réduction de la taille de l'Offre Primaire, Telenet Group Holding s'attend à d'abord diminuer le nombre de Senior Notes qui ont été rachetées dans la proportion un-pour-un.

Dans le cadre de l'Offre Primaire, les Actionnaires Existants disposent d'un droit d'allocation prioritaire irréductible corrélatif au nombre d'Actions, tel que nécessaire pour maintenir leur participation au niveau précédant immédiatement l'Offre Primaire et l'Offre aux Salariés. Il est attendu que seul le Consortium Liberty Global exerce ses droits d'allocation prioritaire. Les Actions Nouvelles qui ne sont pas souscrites en vertu de l'exercice des droits d'allocation prioritaire seront allouées entre les offres aux institutionnels et aux particuliers conformément à la méthode d'allocation décrite dans ce document.

Le nombre global définitif des Actions Offertes vendues dans le cadre de l'Offre sera déterminé après la fin de la Période d'Offre et sera publié dans la presse financière belge, avec la publication du Prix de l'Offre, de l'allocation aux particuliers, de l'indication quant à l'utilisation ou non pour Liberty de ses droits d'allocation prioritaire et la structure de l'actionnariat postérieurement à la clôture de l'Offre, le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005.

Il est prévu que 15 % des Actions Offertes effectivement allouées le seront à des investisseurs particuliers en Belgique. Cependant, à la discrétion des Actionnaires Cédants et de Telenet Group Holding, après consultation avec les *Joint Bookrunners*, (i) la proportion d'Actions Offertes allouées à des investisseurs particuliers pourra être augmentée à 20 % si l'Offre aux particuliers est au moins deux fois et demi sur-souscrite, ce qui pourrait arriver, si des conditions de marché ou d'autres facteurs pertinents favorisent une plus grande participation par les investisseurs particuliers ou, à l'inverse, (ii) cette proportion pourra être réduite si, notamment, la demande relative de bulletins de souscription des investisseurs institutionnels, pour un prix égal ou supérieur au Prix de l'Offre, excède de manière significative celle des investisseurs particuliers, ou si d'autres conditions de marché ou des facteurs pertinents favorisent une plus grande participation des investisseurs institutionnels. Toutes les Actions Offertes en dessous de 15 % seront allouées aux investisseurs institutionnels. Le pourcentage d'Actions Offertes allouées aux particuliers sera publié dans la presse financière belge le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005. Pour les besoins de l'Offre, sont considérés comme étant des investisseurs particuliers (i) les personnes physiques résidant en Belgique et (ii) les personnes morales belges souscrivant à des Actions Offertes pour un montant qui n'excède pas €250.000.

Les Actions Nouvelles seront émises avec Strips VVPR, lesquels donnent à leurs titulaires le droit de bénéficier d'un taux réduit sur précompte mobilier belge dû sur les dividendes et qui pourront être négociés séparément. Voir "Considérations sur l'Impôt sur le Revenu".

Les Actionnaires Cédants, Telenet Group Holding et les *Underwriters* fourniront des efforts raisonnables pour garantir que les Actions livrées aux investisseurs particuliers résidant en Belgique et aux personnes morales soumises à l'impôt belge des personnes morales soient des Actions Nouvelles avec Strips VVPR. Voir “—Allocation des Actions Nouvelles et d'Actions Existantes”.

Les Actions Offertes pourraient ne pas être livrées si certaines conditions ne sont pas satisfaites ou si certains événements surviennent ou n'ont pas lieu, ou s'il n'est pas renoncé à ce que ces conditions soient satisfaites ou à ce que ces événements aient lieu, avant la date de clôture attendue. Ces conditions comprennent la réception de certains certificats émis par les dirigeants de la société et de certains avis juridiques. Les événements visés comprennent la suspension des négociations sur Euronext Brussels ou un changement significatif défavorable de notre situation financière ou de nos affaires ou plus généralement des marchés financiers. Avant la date de clôture de l'Offre, les Actions et les Strips VVPR seront cotés et négociés sur Euronext Brussels sur une base “*if-and-when-issued-or-delivered*.” Euronext Brussels a indiqué qu'il annulera toutes les transactions concernant les Actions et les Strips VVPR si ces valeurs mobilières ne sont pas livrées à la date de clôture attendue de l'Offre. Voir “Facteurs de Risque—Risques Liés à l'Offre—Parce que les Actions et les Strips VVPR seront cotées et négociées sur Euronext Brussels sur une base “*if-and-when-issued-or-delivered*” entre la date de première cotation et la date de clôture de l'Offre, Euronext Brussels pourrait annuler toutes les transactions relatives aux Actions et les Strips VVPR si les Actions Offertes ne sont pas émises ou livrées avant la date de clôture attendue.”

Telenet Group Holding, chacun des Actionnaires Cédants, y compris notre *Chief Executive Officer*, chaque actionnaire existant qui détient plus de 2 % sur une base entièrement diluée, tous nos administrateurs et nos cadres dirigeants accepteront de ne pas offrir, vendre, émettre des options concernant, s'engager contractuellement à vendre ou autrement céder directement ou indirectement toutes valeurs mobilières de Telenet Group Holding qui sont substantiellement similaires aux Actions, ou convertibles ou échangeables en Actions, ou en des valeurs mobilières qui leur sont liées, pendant une période de 180 jours à compter de la date du premier jour de cotation des Actions sur *Eurolist by Euronext Brussels*, sans le consentement préalable de la majorité des *Joint Bookrunners*.

Il y a certaines exceptions à la convention de lock-up telles que (i) la livraison des Actions Offertes, (ii) les transferts à des sociétés liées, aux *related party transferees* tels que définis au Contrat de Syndicat et actionnaires qui sont parties au Contrat de Syndicat, pour autant que ces transferts soient faits conformément à nos Statuts ou au Contrat de Syndicat, (iii) les transferts d'actions en vertu de l'exercice d'options ou warrants octroyés avant la date de l'Offre ou visés dans nos statuts, ou Actions émises ou transférées en vertu des plans en faveur des salariés, en ce compris l'Offre aux Salariés, étant donné que, en cas de transfert à des parties sujettes à un Contrat de lock-up, les Actions acquises de cette façon seront sujettes au Contrat de lock-up ainsi qu'aux exceptions y relatives, (iv) les nantissements octroyés à des banques aux fins du financement de la souscription d'Actions nouvellement émises de Telenet Group Holding, (v) les opérations relatives à des Actions acquises après l'Offre autrement que directement d'une partie au Contrat de Syndicat et, (vi) dans le cas de Telenet Group Holding, d'Actions émises en considération d'acquisitions de licences ou de contrats de technologie ou en vue de protéger les actionnaires existants contre toute dilution comme en cas d'apports en nature. Il y a aussi une exception pour nos cadres dirigeants (autres que notre *Chief Executive Officer*) qui détiennent des Options de Classe A ou des Options de Classe B (selon le cas) jusqu'à 201.000 actions pour six cadres dirigeants ensemble, ce qui représente approximativement un tiers de leur intérêt cumulé dans Telenet Group Holding. Voir également “Management et Gouvernement d'Entreprise — Equipe Dirigeante — Rémunération”.

Offre aux Salariés

Au moment de l'Offre et à la condition suspensive de la clôture de l'Offre, Telenet Group Holding va offrir à certains de ses salariés la possibilité de souscrire à €20 millions d'Actions nouvelles avec des Strips VVPR. Cette Offre aux Salariés sera réalisée par le biais d'une offre séparée en vertu d'une résolution adoptée lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Telenet Group Holding tenue le mardi 20 septembre 2005. Le prix de souscription pour ses salariés sera égal au Prix de l'Offre moins une réduction de 16,66 %. L'Offre aux salariés consistera en deux tranches, une première tranche d'approximativement €1.000.000 et une seconde tranche d'approximativement €17.500.000. Les actions émises dans le cadre de l'Offre aux Salariés ne seront pas cessibles pendant deux ans. Afin de bénéficier d'un avantage fiscal total en Belgique, les salariés concernés ne peuvent pas céder les actions émises dans le cadre de la première tranche pendant cinq ans.

Le coût de l'Offre aux Salariés sera supporté par nous. Les autres conditions seront communiquées directement aux salariés concernés. A condition que l'Offre soit clôturée nous pourrions offrir une tranche similaire à la première tranche sur une base récurrente.

Prix de l'Offre

Le Prix de l'Offre sera déterminé sur la base du processus de constitution du livre d'ordres ("*book-building*") auquel seuls les investisseurs institutionnels participeront. Voir "*Underwriting* et Plan de Distribution". Le Prix de l'Offre est escompté dans une fourchette par Action qui sera publiée dans la presse financière belge le lundi 26 septembre 2005, mais ce Prix pourra être en dehors de cette fourchette si les Actionnaires Cédants et Telenet Group Holding en conviennent, après consultation avec les *Joint Bookrunners*, à condition, cependant, qu'il n'excède en aucun cas un prix fixe maximum par action pour les investisseurs particuliers en Belgique qui sera publié dans la presse financière belge le lundi 26 septembre 2005. Il n'y aura pas de différence de Prix de l'Offre selon que les Actions sont émises avec ou sans des Strips VVPR.

Les Actionnaires Cédants et Telenet Group Holding détermineront le Prix de l'Offre, après consultation avec les *Joint Bookrunners*, en tenant compte des conditions de marché et de facteurs tels que :

- l'état des marchés financiers;
- une évaluation qualitative de la demande des Actions Offertes;
- nos informations financières;
- l'historique et les perspectives de notre Groupe et du secteur dans lequel nous opérons;
- une évaluation de notre management, de ses opérations passées et présentes et de ses perspectives de revenus futurs et du moment auquel ceux-ci seront produits;
- l'état actuel de notre développement;
- la comparaison des facteurs précités avec ceux d'autres sociétés actives dans le même secteur d'activité; et
- tout autre facteur jugé approprié.

Le Prix de l'Offre sera publié dans la presse financière belge le ou aux alentours du 11 octobre 2005.

En assistant Telenet Group Holding et les Actionnaires Cédants à déterminer la tranche de prix de l'Offre, les *Joint Bookrunners* ont, entre autres choses, établi une évaluation de Telenet Group Holding.

Etant donné que certains des *Joint Bookrunners* (KBC Securities SA, J.P. Morgan Securities Ltd. et Merrill Lynch International) sont également affiliés, directement ou indirectement, à certains actionnaires de Telenet Group Holding et que certains de ces actionnaires sont ou pourraient céder des Actionnaires Cédants dans le cadre de l'Offre ou pourraient céder des Actions dans le marché suite à l'Offre, ces *Joint Bookrunners* ont déterminé que cette évaluation est conforme à leurs procédures de conflits d'intérêts internes.

Les investisseurs particuliers sont légalement tenus d'acheter le nombre d'Actions mentionné sur leur bulletin de souscription au plus bas du Prix de l'Offre ou du prix maximum publié.

La fourchette de prix peut être modifiée à tout moment avant la date d'attribution des Actions. Une publication de pareille modification sera faite dans la presse financière belge (avec toute révision y liée des dates de *pricing*, d'attribution et de clôture prévues). Les investisseurs particuliers seront tenus d'acheter les Actions indiquées dans leur demande d'actions au plus bas du Prix de l'Offre ou du prix maximum publié, même si le Prix de l'Offre est au-dessus de la limite supérieure de la fourchette de prix originale, à moins qu'ils n'aient annulé ou modifié leur demande, chez l'intermédiaire financier où leur formulaire de demande original a été soumis, dans les deux jours ouvrables suivant la publication de la fourchette de prix révisée (jour de publication inclus, pour autant que ce soit un jour ouvrable).

Le Prix de l'Offre sera exprimé en euro. Il ne comprend ni taxes, ni frais, lesquels sont à la charge de l'investisseur.

Période de l'Offre / Date Limite de Souscription Anticipée

La période durant laquelle les Actions Offertes sont offertes commencera le lundi 26 septembre 2005 et finira à 16 heures, heure de Bruxelles, vendredi 7 octobre 2005 pour les investisseurs

particuliers et le lundi 10 octobre 2005 pour les investisseurs institutionnels, sous réserve, dans chaque cas, de clôture anticipée.

La période durant laquelle les bulletins de souscription pourront être reçus des investisseurs particuliers (la “Période de l’Offre aux Particuliers”) débutera le lundi 26 septembre 2005 et prendra fin à 16h00, heure de Bruxelles le vendredi 7 octobre 2005, sous réserve de clôture anticipée, mais elle ne sera pas inférieure à trois jours ouvrables et ne pourra pas précéder la Date Limite de Souscription Anticipée. Les demandes des investisseurs particuliers doivent être reçues avant la Date Limite de Souscription Anticipée le vendredi 30 septembre 2005, à 16h00, heure de Bruxelles, pour profiter d’une allocation préférentielle. Voir “—Allocation”. La période durant laquelle les bulletins de souscription pourront être reçus des investisseurs institutionnels débutera le lundi 26 septembre 2005 et prendra fin le lundi 10 octobre 2005, sous réserve de clôture anticipée. Dans le cas d’une clôture anticipée, la détermination du prix, l’allocation, la cotation et la clôture de l’Offre pourront être avancés en conséquence.

Si des informations de nature à affecter le prix sont publiées avant la clôture de l’Offre, Telenet Group Holding et ses Actionnaires Cédants permettront aux investisseurs particuliers de modifier leur demande pendant une période de deux jours ouvrables. En outre, si la fourchette de prix est modifiée à tout moment avant la date d’attribution des Actions Offertes, une publication de pareille modification sera faite dans la presse financière belge (avec toute révision y liée des dates de *pricing*, d’attribution et de clôture prévues). Les investisseurs particuliers seront tenus d’acheter les Actions indiquées dans leur demande d’actions au plus bas du Prix de l’Offre ou du prix maximum publié, même si le Prix de l’Offre est au-dessus de la limite supérieure de la fourchette de prix originale, à moins qu’ils n’aient annulé ou modifié leur demande, chez l’intermédiaire financier où leur formulaire de demande original a été soumis, dans les deux jours ouvrables suivant la publication de la fourchette de prix révisée (jour de publication inclus, pour autant que ce soit un jour ouvrable).

Procédure de Souscription

Les investisseurs particuliers souhaitant acquérir des Actions Offertes pourront déposer un bulletin de souscription, sans frais, aux guichets des agences de KBC, Dexia Banque ou leurs affiliés (les “*Joint Lead Managers* de l’Offre belge”) ou de toute agence de Fortis Banque, Petercam ou leurs affiliés (les “*Co-Managers* de l’Offre belge”) ou bien encore de toute agence de ING Belgique ou Banque Degroof ou de leurs sociétés liées (les “*Selling Agents* en Belgique”).

Les bulletins de souscription peuvent également être reçus par n’importe quel autre intermédiaire financier en Belgique. Les investisseurs sont invités à s’informer à propos des frais que ces intermédiaires financiers pourraient appliquer. Ils seront seuls responsables du paiement de ces frais.

Les *Joint Lead Managers* de l’Offre belge, les *Co-Managers* de l’Offre belge ou les *Selling Agents* en Belgique doivent recevoir les bulletins de souscription d’actions avant 16h00, heure de Bruxelles, le dernier jour de la Période de l’Offre aux Particuliers, sauf clôture anticipée. Dans le cas d’une clôture anticipée, la fixation du prix, l’allocation, la cotation et la clôture de l’Offre pourraient être avancés en conséquence.

Si les *Joint Bookrunners* constatent, ou ont des raisons de croire, qu’un investisseur a, à lui seul, déposé en Belgique plusieurs bulletins de souscription auprès d’un ou plusieurs *Joint Lead Managers* de l’Offre belge, *Co-Managers* de l’Offre belge, ou des *Selling Agents* en Belgique, ils peuvent ne pas tenir compte de ces bulletins de souscription.

Allocation

Généralités

Le nombre exact d’Actions attribuées aux investisseurs particuliers sera déterminé après la clôture de la Période de l’Offre (et après tout exercice éventuel des droits d’allocation prioritaire des Actionnaires Existants concernant l’Offre Primaire et l’Offre aux Salariés).

L’allocation parmi les investisseurs particuliers sera réalisée sur la base de critères objectifs de répartition. Ces critères comprendront, notamment, une allocation préférentielle pour les bulletins de souscription qui auront été reçus de la part d’investisseurs particuliers avant 16h00, heure de Bruxelles, le jour de la Date Limite de Souscription Anticipée, le vendredi 30 septembre 2005 et peuvent comprendre un traitement préférentiel des bulletins de souscription déposés par des investisseurs particuliers aux guichets des *Joint Lead Managers* de l’Offre belge, des *Co-Managers* de l’Offre belge ou des *Selling Agents* en Belgique.

Le résultat de l'Offre, le nombre d'Actions attribuées aux investisseurs particuliers et la procédure appliquée en cas de sur-souscription seront publiés dans la presse financière belge, le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005, en même temps que le Prix de l'Offre et l'actionnariat de Telenet Group Holding après l'Offre.

Allocations des Actions Nouvelles et des Actions Existantes

Les Actionnaires Cédants, Telenet Group Holding et les *Underwriters* fourniront des efforts raisonnables pour garantir que les Actions Nouvelles avec Strips VVPR soient livrées à des investisseurs particuliers en Belgique et à des investisseurs soumis à l'impôt belge des personnes morales. Si le nombre total des Actions Offertes attribuées aux investisseurs particuliers excède le nombre total d'Actions Nouvelles émises dans le cadre de l'Offre (autres que les Actions Nouvelles attribuées aux Actionnaires Existants), alors les Actionnaires Cédants, Telenet Group Holding et les *Underwriters* fourniront des efforts raisonnables pour garantir que les investisseurs particuliers en Belgique reçoivent une combinaison d'Actions Nouvelles et d'Actions Existantes dans une proportion égale à la proportion que le montant des Actions Nouvelles censées être attribuées dans l'Offre (autres que les Actions Nouvelles attribuées aux Actionnaires Existants) représente par rapport au montant total des Actions attribuées aux investisseurs particuliers en Belgique. Si le nombre total des Actions attribuées aux investisseurs particuliers en Belgique excède le nombre total de Strips VVPR disponibles, ce qui n'est pas improbable, les Strips VVPR seront répartis entre ces investisseurs au pro rata des Actions qui leur ont été attribuées.

Le traitement fiscal différent des Actions Nouvelles et des Actions Existantes en ce qui concerne la taxe sur les opérations de bourse ("TOB") requiert que les deux types d'actions soient distingués. Les Actions étant fongibles, les Actions souscrites par un investisseur ne peuvent être individualisées. Les autorités fiscales belges ont accepté que les Actions Nouvelles sont censées être allouées en priorité aux investisseurs particuliers en Belgique. Dans l'hypothèse où le nombre d'Actions Offertes allouées aux investisseurs particuliers en Belgique sujets à la TOB excède le nombre total d'Actions Nouvelles émises dans le cadre de l'Offre (à l'exclusion des Actions Nouvelles allouées aux Actionnaires Existants), ces investisseurs sont censés recevoir une combinaison d'Actions Nouvelles et d'Actions Existantes dans une proportion égale au nombre d'Actions Nouvelles allouées aux investisseurs particuliers sujets à la TOB (à l'exclusion des Actions Nouvelles allouées aux Actionnaires Existants) par rapport au montant total des Actions Offertes allouées aux investisseurs particuliers sujets à la TOB. Les investisseurs particuliers soumis le seront uniquement pour les Actions Existantes considérées comme ayant été reçues par eux.

Strips VVPR

Les Actions Nouvelles seront émises avec des Strips VVPR attachés, qui confèrent à leur titulaire le droit à un précompte mobilier belge réduit sur les dividendes et qui seront négociables séparément. Voir "Considérations sur l'Impôt sur le Revenu—Considérations sur l'Impôt Belge sur le Revenu—Fiscalité Directe—Dividendes".

Les Strips VVPR seront négociables séparément sur *Eurolist by Euronext Brussels* et les investisseurs qui ne reçoivent pas de Strips VVPR dans le cadre de l'Offre pourront acquérir ces instruments sur le marché secondaire.

Sous réserve de ce qui est précisé aux paragraphes précédents, tous les investisseurs pourront recevoir soit des Actions Nouvelles soit des Actions Existantes ou une combinaison des deux. Les Actionnaires Cédants, Telenet Group Holding ou les *Underwriters* n'assument aucune responsabilité vis-à-vis des investisseurs en ce qui concerne l'allocation de l'un ou de l'autre type d'Actions.

Taxe sur les Opérations de Bourse

Chaque opération sur les Actions Existantes donnera lieu, à moins qu'une exemption ne soit applicable, à l'application de la TOB tant dans le chef du vendeur que dans le chef de l'acheteur à un taux de 0,17 % avec un maximum de €500. La souscription d'Actions Nouvelles ne donnera pas lieu à la perception d'une TOB. Voir "Considérations sur l'Impôt sur le Revenu—Considérations sur l'Impôt Belge sur le Revenu—Fiscalité Indirecte—Droits de Mutation".

Paie ment et Taxes

Le Prix de l'Offre des Actions Offertes attribuées doit être intégralement payé en euro.

Le Prix de l'Offre des Actions Offertes, ainsi que (i) toute taxe boursière applicable, (ii) toute taxe sur la livraison physique de titres au porteur et (iii) tous frais applicables (par exemple les frais de livraison physique de titres au porteur), doivent être payés en espèces par les investisseurs au moment du dépôt de leur bulletin de souscription ou, alternativement, par le biais d'une autorisation donnée à leur institution financière afin de débiter leur compte bancaire du montant dû à la date valeur du ou aux alentours du vendredi 14 octobre 2005 (cette date pouvant être avancée en cas de clôture anticipée de la Période de l'Offre). Pour de plus amples informations relatives aux impôts applicables, voir "Considérations sur l'Impôt sur le Revenu".

Forme et Livraison des Actions

Il est attendu que les Actions Nouvelles soient émises par Telenet Group Holding le ou aux alentours du vendredi 14 octobre 2005. Les titulaires des Actions ont droit à tous dividendes qui pourraient être déclarés à partir de l'exercice fiscal débutant le 1^{er} janvier 2005 et lors des exercices ultérieurs.

Initialement, les Actions Offertes seront des actions au porteur représentées par un ou plusieurs certificats globaux déposés auprès de la Caisse Interprofessionnelle de dépôts et virements de titres (la "CIK").

Les investisseurs sont invités à indiquer sur leurs bulletins de souscription s'ils souhaitent recevoir leurs Actions Offertes (i) sous la forme d'une inscription en compte ou (ii) par livraison physique de titres au porteur.

Si la forme d'une inscription en compte est choisie, les Actions et Strips VVPR seront inscrits sur le compte-titre de l'investisseur par le biais de la CIK le ou aux alentours du vendredi 14 octobre 2005.

Si la livraison physique des Actions et des Strips VVPR est choisie, les Actions concernées demeureront représentées par des certificats globaux au porteur, et seuls une livraison et un règlement par inscription en compte seront possibles jusqu'à la livraison physique du titre (laquelle est attendue dans les trois mois suivant le début de la cotation des Actions sur *Eurolist by Euronext Brussels*). Les actionnaires qui ont demandé la livraison physique de titres supporteront les taxes et frais y afférents qui consistent, notamment, en une taxe de 0,6 % sur la livraison physique de titres au porteur pour les Actions Existantes (Voir "Considérations sur l'Impôt sur le Revenu"), ainsi que les frais de la livraison matérielle des titres par l'institution financière. Ces derniers s'élèvent jusqu'à un montant entre €10 et €20 (augmentés d'une taxe sur la valeur ajoutée éventuellement applicable) par livraison demandée aux guichets des *Joint Lead Managers* de l'Offre belge, des *Co-Managers* de l'Offre belge et des *Selling Agents* en Belgique. Les investisseurs sont invités à s'informer à propos des frais qui pourraient être mis à leur charge par d'autres institutions financières et qui seront supportés par eux.

Les actionnaires peuvent à tout moment demander à Telenet Group Holding que leurs titres au porteur soient convertis en actions nominatives ou inversement, à leurs frais.

Pour une description plus détaillée des Actions de Telenet Group Holding, notamment les droits relatifs à la nomination de candidats pour l'élection au Conseil d'administration de Telenet Group Holding et le vote des résolutions d'actionnaires, voir "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise — Capital Social".

Cotation

Une demande d'admission à la cote sur *Eurolist by Euronext* a été introduite pour substantiellement toutes les Actions et pour tous les Strips VVPR, sous les codes TNET et TNETS, respectivement. Une demande d'admission a également été introduite pour des Actions devant être émises suite à l'exercice de droits de souscription existants, en cas de conversion de *profit certificates* ou en cas de conversion de nos actions subordonnées en cas de liquidation. Une demande d'admission à la cotation n'a pas été introduite en ce qui concerne nos "Golden Shares", qui donnent aux MIC certains droits de contrôle en ce qui concerne notre diffusion sur le Réseau Telenet. Voir "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise—Droits de Vote Attachés aux Actions." Par ailleurs aucune demande d'admission n'a été introduite en ce qui concerne certaines de nos Actions qui sont subordonnées en cas de liquidation (aussi longtemps qu'elles ne sont converties en Actions ordinaires). Voir "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise."

Les premières cotations, qui devraient intervenir le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005, se dérouleront sur une base "*if-and-when-issued-or-when delivered*", c'est-à-dire que la cotation des Actions

commencera avant que les investisseurs n'en aient payé le prix et avant qu'elles ne leur aient été livrées, laquelle livraison devrait intervenir le vendredi 14 octobre 2005. Les négociations pourraient être avancées en cas de clôture anticipée. Voir “*Underwriting* et Plan de Distribution”.

Les investisseurs qui souhaitent effectuer des opérations sur les Actions ou les Strips VVPR avant la Clôture de l'Offre, que les opérations soient effectuées sur *Eurolist by Euronext*, le marché réglementé d'Euronext (Bruxelles), ou autrement, doivent avoir conscience du fait que la livraison des Actions Offertes et des Strips VVPR attribués pourrait ne pas avoir lieu à la date de clôture prévue ou pourrait ne pas avoir lieu du tout si certaines conditions, telles que l'émission d'opinions et de certificats des dirigeants (“*officers' certificates*”) ou d'autres événements mentionnés dans l'*Underwriting Agreement*, ne sont pas remplies ou n'ont pas fait l'objet d'une renonciation, ou encore interviennent à cette date ou avant celle-ci. (Voir “*Underwriting* et Plan de Distribution”). L'Autorité de Marché d'Euronext Bruxelles a indiqué qu'elle annulerait toutes les opérations sur les Actions et les Strips VVPR effectuées sur *Eurolist by Euronext*, si les valeurs mobilières offertes ne sont pas livrées à la date attendue. Voir “Facteurs de Risque—Risques Liés à l'Offre—Parce que les Actions et les Strips VVPR seront cotés et négociés sur Euronext Brussels sur une base “*if-and-when-issued-or-delivered*” entre la date de première cotation et la date de clôture de l'Offre, Euronext Brussels pourrait annuler toutes les transactions relatives aux Actions et aux Strips VVPR si les Actions Offertes et les Strips VVPR ne sont pas émis ou livrés avant la date de clôture attendue.”

Service Financier

Le service financier en Belgique pour les Actions (y compris le paiement de dividendes ainsi que le dépôt de titres pour participer aux assemblées générales des actionnaires), sera confié à KBC, qui ne réclamera aucune commission aux actionnaires pour la prestation de ces services. Si Telenet devait décider de ne plus porter le coût du service financier rendu par KBC, elle publiera un communiqué dans la presse financière belge. Les investisseurs sont invités à s'informer à propos des commissions que d'autres intermédiaires financiers pourraient leur réclamer dans le cadre de l'accomplissement de ces services.

Publications

La publication dans la presse financière belge le lundi 26 septembre 2005 contiendra au moins les informations suivantes :

- le nombre d'Actions Existantes que les Actionnaires Cédants entendent offrir;
- la fourchette de prix;
- l'allocation attendue des Actions entre les investisseurs particuliers et les investisseurs institutionnels;
- une table de dilution basée sur le point médian de la fourchette de prix; et
- une indication de l'actionnariat après l'Offre eu égard du point médian de la fourchette de prix et de certaines intentions des Actionnaires Cédants.

La publication dans la presse financière belge le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005 contiendra au moins les informations suivantes :

- les résultats de l'Offre;
- le nombre d'Actions Offertes allouées aux investisseurs particuliers;
- la méthodologie d'allocation applicable en cas de sur-souscription;
- le Prix de l'Offre;
- l'information relative à l'exercice ou non par Investco Belgian Cable 1 et Investco Belgian Cable 2 de leurs droit d'allocation prioritaire respectifs;
- les engagements d'*underwriting* du syndicat;
- une table de capitalisation; et
- l'information concernant les Actionnaires Cédants, l'actionnariat après l'Offre et la dilution.

Autorisations

Ce Prospectus et la participation de Telenet Group Holding à l'Offre ont été approuvés par le Conseil d'Administration le 15 septembre 2005. L'émission des Actions Nouvelles et les modifications des Statuts de Telenet Group Holding, y compris la division d'actions, ont été autorisés par les actionnaires de Telenet Group Holding lors de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 septembre 2005. A la même assemblée, les actionnaires ont aussi donné au Conseil d'Administration le pouvoir d'augmenter le capital de la société pour les besoins de la tranche récurrente de l'Offre aux Salariés.

DIVIDENDES ET POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

Dividendes

Les comptes consolidés audités de Telenet Group Holding contenus dans ce Prospectus ont été préparés conformément aux U.S. GAAP et les comptes non consolidés de Telenet Group Holding contenus dans ce Prospectus ont été préparés conformément aux GAAP belges. Conformément à la loi belge, le calcul des montants disponibles pour distribution aux actionnaires, à titre de dividendes ou autrement, doit être déterminé sur la base des comptes annuels non consolidés établis conformément aux GAAP belges. Au 30 juin 2005, Telenet Group Holding ne disposait pas de réserves distribuables. Voir “Facteurs de Risque—Risques liés à l’Offre”. Telenet Group Holding n’a actuellement pas l’intention de payer des dividendes, et ne peut garantir aux investisseurs qu’elle fera des paiements de dividendes à l’avenir.

Les Actions Offertes ont le même statut que toutes les Actions ordinaires de Telenet Group Holding qui sont déjà émises, quant aux dividendes qui pourraient être déclarés ou payés au cours de l’exercice fiscal débutant le 1^{er} janvier 2005 et au cours des exercices fiscaux futurs.

Politique de Distribution des Dividendes

Toutes les Actions participent de manière égalitaire aux bénéfices de Telenet Group Holding. Les actionnaires peuvent décider de distribuer les bénéfices par un vote à la majorité simple à l’assemblée générale annuelle des actionnaires, et les Statuts autorisent également le Conseil d’Administration à déclarer des acomptes sur dividendes sur les bénéfices de l’exercice fiscal en cours, dans chaque cas conformément aux dispositions applicables du Code des Sociétés belge, notamment à l’exigence que les dividendes ne peuvent être distribués que si, suite à une telle distribution, les actifs nets (tels qu’ajustés conformément aux dispositions applicables du Code des Sociétés belge) ne descendent pas en-dessous du montant du capital libéré et des réserves non-distribuables.

Ainsi que l’impose le droit belge des sociétés et l’article 51 des Statuts de Telenet Group Holding, Telenet Group Holding doit affecter, chaque année, au moins 5 % de ses bénéfices annuels nets à sa réserve légale, jusqu’à ce que cette réserve atteigne 10 % du capital social de Telenet Group Holding. Au 30 juin 2005, la réserve légale de Telenet Group Holding s’élevait approximativement à €3.000 ou 0 % du capital social de Telenet Group Holding.

En outre, nous nous attendons à ce que la source principale de fonds pour le paiement de dividendes provienne, le cas échéant, de dividendes payés par les filiales actuelles et futures de Telenet Group Holding ou de remboursements au profit de Telenet Group Holding au titre de prêts intra-groupes. Le Contrat de Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”) de notre groupe et le contrat obligataire (“*Indenture*”) régissant les Senior Notes imposent des restrictions significatives à la possibilité pour les filiales de procéder à des distributions de dividendes ou autre au profit de Telenet Group Holding. Le contrat obligataire (“*Indenture*”) régissant les Senior Discount Notes restreint de manière similaire la capacité de Telenet Group Holding à procéder à des distributions.

En conséquence, notre capacité à payer des dividendes dans le futur repose sur de nombreux facteurs. Nous ne sommes pas en mesure de prévoir quand nous serons capables de réaliser ces facteurs étant donné notre incapacité à prédire avec certitude le succès de notre mise en œuvre d’iDTV, l’évolution de notre structure de coûts ou la performance future du reste de nos activités.

AFFECTATION DU PRODUIT DE LA VENTE

Telenet Group Holding ne percevra aucun des produits de la vente des Actions Existantes dans le cadre de l'Offre Secondaire. Les Actionnaires Cédants percevront ces produits, diminués de certains frais associés à l'*underwriting* des Actions Existantes. Le produit net de l'Offre Secondaire sera publié dans la presse financière belge le ou aux alentours du 11 octobre 2005.

Telenet Group Holding percevra le produit de la vente des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Offre Primaire, diminué de certaines dépenses et de la commission d'*underwriting* relative à l'Offre Primaire. Telenet Group Holding s'attend à recevoir des produits nets de €265 millions pour l'Offre Primaire (après déduction des honoraires payés aux Underwriters et les dépenses liées à l'Offre), dans l'hypothèse où l'Offre Primaire permettrait de lever des produits bruts de €280 millions. Nous avons l'intention d'utiliser le produit de l'Offre Primaire, avec le produit net de l'Offre aux Salariés s'élevant approximativement €15,3 millions, pour racheter approximativement €122,3 millions du montant global accumulé en principal des 11,5 % Senior Discount Notes à échéance 2014 de Telenet Group Holding (y compris la prime de *rachat*, sur la base d'un taux de change euro-U.S. dollar de €1,00=U.S. \$ 1,2092) et €156,9 millions du montant global accumulé en principal des 9 % Senior Notes à échéance 2013 de Telenet Communications (y compris les intérêts accumulés et la prime de *rachat*).

Les coûts de l'Offre comprennent les honoraires des conseillers juridiques, les frais administratifs et les autres coûts, les frais d'enregistrement exposés dans le cadre de l'émission des Actions Nouvelles, la rémunération de la Commission bancaire, financière et des assurances belge, les coûts des publications légales et de l'impression des Actions Offertes et de ce Prospectus ainsi que les commissions payées aux *Underwriters*.

Telenet Group Holding prélèvera les commissions à payer aux *Underwriters* sur le produit brut global des Actions Nouvelles; les Actionnaires Cédants supporteront les commissions des *Underwriters* sur les Actions Existantes.

Chacun de Telenet Group Holding et des Actionnaires Cédants supportera les commissions et débours de ses conseillers juridiques et autres conseillers et ses propres dépenses en rapport avec l'Offre.

Telenet Group Holding supportera seul ses dépenses propres en relation avec l'Offre Primaire, toutes les dépenses et décotes relatives à l'Offre aux Salariés et les commissions initiales et récurrentes payables à Euronext Brussels en relation avec l'admission à la cote de toutes les Actions de Telenet Group Holding. Certains débours et frais juridiques et autres relatifs à l'Offre, y compris des coûts d'assurance et de marketing, seront entièrement supportés par Telenet Group Holding.

Sur la base des principes énoncés ci-dessus concernant l'affectation des dépenses, la partie des frais relatifs à l'Offre imputables à Telenet Group Holding peut être estimée à un montant total d'environ €15 millions (dans l'hypothèse où l'Offre Primaire aura été entièrement souscrite et où le Consortium Liberty Global exerce pleinement ses droits d'allocation prioritaire).

CAPITALISATION ET ENDETTEMENT

Le tableau suivant présente, au 30 juin 2005, la capitalisation consolidée non auditée de notre Groupe sur une base réelle extraite sans ajustement substantiel des comptes consolidés abrégés non audités au 30 juin 2005, inclus ailleurs dans ce Prospectus, et sur une base réelle et ajustée afin de refléter les produits nets estimés de l'Offre Primaire d'un montant jusqu'à €265 millions et jusqu'à €15,3 millions en ce qui concerne l'Offre aux Salariés (dans chaque cas après déduction des coûts estimés d'*underwriting* et les dépenses afférentes à l'offre qui sont à notre charge) découlant de la vente des Actions Nouvelles dans le cadre de l'Offre. Les produits nets réels de la vente peuvent être différents de l'estimation et une table de capitalisation postérieure à l'Offre sera publiée dans la presse financière belge le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005. Ce tableau devrait être lu en conjonction avec les comptes intermédiaires non consolidés et non audités et les "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation" inclus dans ce Prospectus.

(En millions d'euros)	Au 30 juin 2005	
	Avant l'Offre	Ajusté après l'Offre
Trésorerie et équivalents de trésorerie	74,3	74,3
Dette :		
Contrat de Crédit Senior (" <i>Senior Credit Facility</i> ") ⁽¹⁾	635,0	635,0
Senior Notes ⁽²⁾	500,0	357,0
Autres Obligations à long-terme ⁽³⁾	123,1	123,1
Total des dettes remboursables en numéraire ⁽⁴⁾	1.258,1	1.115,1
Senior Discount Notes ⁽⁵⁾	313,5	203,8
Dette Totale	1.571,5	1.318,9
Capital :		
Capital contribué	2.309,9	2.592,2
Rémunération différée basée sur des actions	(0,6)	(0,6)
Déficit cumulé et autres pertes d'ensemble	1.830,3	(1.859,9)
Total capitaux propres	479,0	731,7
Capitalisation totale	2.050,5	2.050,6

- (1) En plus des montants tirés sur notre Contrat de Crédit Senior, nous pouvons tirer jusqu'à €200,0 millions au titre du prêt revolving de la tranche D, sous réserve du respect de certaines conditions, et jusqu'à €150,0 millions au titre de la tranche C, qui est une tranche non fermée pour acquisition et liquidités. Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet NV, Telenet Vlaanderen, Merrion Communications, Phone-Plus, Telenet Solutions et Telenet Solutions Luxembourg garantissent les obligations des emprunteurs aux termes du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), dans la limite autorisée par la loi. Les garants aux termes du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") ont également accordé une sûreté sur substantiellement tous leurs actifs pour les obligations des emprunteurs aux termes du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"). Voir "Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Contrat de Crédit Senior—Garanties et Sûretés".
- (2) Les Senior Notes à 9 % arrivant à échéance en 2013 émises par Telenet Communications (les "Senior Notes"). Les Senior Notes sont garanties par Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet NV et Telenet Vlaanderen sur une base subordonnée senior et sont garanties par Telenet Group Holding sur une base senior. Les Senior Notes et les garanties des Senior Notes sont garanties par une sûreté de deuxième rang sur les actions de Telenet Bidco et Telenet NV conformément aux nantissements d'actions et le nantissement de deuxième rang de certains prêts intra-groupe. Voir "Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Senior Note".
- (3) Inclut €26,9 millions de *capital lease obligations*, et €42,4 millions et €53,8 millions dus conformément aux Accords de Clientèle et l'Accord d'Annuité, respectivement. Voir "Notre Historique—Amélioration du Réseau".
- (4) Le total des dettes remboursables en numéraire comprend tous les titres de dette sur lesquels nous payons des intérêts sur une base courante, y compris les Senior Notes, la dette tirée en vertu du Contrat de Crédit Senior, les commissions de Clientèle et d'Annuité et les obligations de *capital lease*. Le total des dettes remboursables en numéraires exclut actuellement les 11,5 % Senior Discount Notes à échéance en 2014, dont le montant en principal s'accroît à un taux de 11,5 % par an sur une base semestriel jusqu'au 15 décembre 2008, après quoi les intérêts en numéraire au titre des obligations deviendront dus à un taux de 11,5 % par an sur une base semestrielle. Des pénalités égales à 1,0 % par an ont commencé à s'accumuler sur les Senior Discount Notes le 30 juin 2005.
- (5) Solde accru des 11,5 % Senior Discount Notes venant à échéance en 2014 émis par Telenet Group Holding, convertis en euros au taux comptable pour le 30 juin 2005 de U.S.\$1,2092 pour €1,00. Telenet Group Holding a commencé à accumuler des pénalités égales à 1,0 % par an sur les Senior Discount Notes à compter du 30 juin 2005, dont la première échéance sera exigible le 15 décembre 2005. Voir "Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Senior Note".

Sauf comme indiqué ci-dessus, aucune modification substantielle de notre capitalisation n'a eu lieu au 30 juin 2005.

DILUTION

La dilution est le montant par lequel la part du prix de l'offre payé par les acquéreurs des Actions Nouvelles excède la valeur nette comptable tangible par Action après l'Offre. La valeur nette comptable tangible par Action est déterminée à n'importe quelle date **[par la soustraction du total de nos dettes du total de nos actifs moins les actifs incorporels et la division de la différence par le nombre d'Actions réputées être en circulation à cette date.]**

Notre valeur nette comptable tangible historique au 30 juin 2005 était de €[], ou €[] par action (prenant pour hypothèse [] actions). Tenant compte de la perception et de l'utilisation envisagée des €[] millions du produit net estimé (après déduction des coûts estimés d'*underwriting* et des dépenses afférentes à l'offre) de notre vente d'Actions Nouvelles dans cette Offre, le déficit comptable net tangible *pro forma* consolidé non audité de Telenet Group Holding au 30 juin 2005 aurait été approximativement de €[] millions, ou de €[] par action. Cela représente une augmentation immédiate dans la valeur nette comptable tangible de €[] par Action aux actionnaires existants et une dilution immédiate de €[] par Action aux nouveaux investisseurs faisant l'acquisition d'Actions Nouvelles dans l'Offre.

Le tableau suivant illustre cette dilution substantielle et immédiate aux nouveaux investisseurs :

	<u>Par Action</u>
Valeur nette comptable tangible par Action au 30 juin 2005	[●]
Augmentation par Action imputable à des paiements en numéraire effectués par les investisseurs dans l'Offre Primaire	[●]
Valeur comptable nette tangible <i>pro forma</i> tel qu'ajustée après l'Offre Primaire	[●]
Dilution en valeur nette comptable par Action Nouvelle pour les nouveaux investisseurs . . .	[●]

Le tableau suivant présente sur une base *pro forma* au 30 juin 2005, en prenant pour hypothèse le non-exercice de l'Option de Surrallocation :

- le nombre total d'Actions possédées par les Actionnaires Existants et celles devant être possédées par les nouveaux investisseurs, représentées en Actions Offertes;
- le prix total payé par les Actionnaires Existants et devant être payé par les nouveaux investisseurs acquérant les Actions Nouvelles; et
- le prix moyen par action payé par les Actionnaires Existants et devant être payé par les nouveaux investisseurs acquérant les Actions Nouvelles.

	<u>Actions Achetées</u>		<u>Prix Total</u>		<u>Prix Moyen par Action</u>
	<u>Nombre</u>	<u>%</u>	<u>Montant (€)</u>	<u>%</u>	<u>€</u>
Actionnaires Existants	[●]	[●]	[●]	[●]	[●]
Nouveaux Investisseurs	[●]	[●]	[●]	[●]	[●]
Total	[●]	[●]	[●]	[●]	[●]

Lundi 26 septembre 2005, nous publierons une analyse indicative de la dilution au point médian de la fourchette de prix suivant l'Offre dans la presse financière belge. La dilution suivant l'Offre sera publiée dans la presse financière belge le ou vers le mardi 11 octobre 2005.

INFORMATION FINANCIERE HISTORIQUE—SELECTION

Le tableau suivant présente des données financières consolidées sélectionnées pour chacun des cinq exercices de la période clôturée le 31 décembre 2004 et pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Les données financières consolidées sélectionnées présentées ci-dessous pour chacun des cinq exercices dans la période clôturée 31 décembre 2004 sont dérivées des comptes consolidés audités pour ces périodes, et les données financières consolidées sélectionnées pour être présentées ci-dessous relatives au semestre clôturé le 30 juin 2005 sont issues de nos comptes consolidés abrégés non audités pour cette période. Ces informations doivent être analysées concurremment avec ces comptes, les annexes y afférentes et avec les “Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d’Exploitation”. Nos comptes consolidés audités aux 31 décembre 2002, 2003 et 2004, nos comptes consolidés abrégés non-audités pour le semestre clôturé le 30 juin 2005 et les annexes y afférentes sont inclus dans ce Prospectus.

Données du Compte de Résultats

(En millions d’euros)	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2000	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 mars 2001	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2001	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004	Pour le semestre clôturé le	
	(Prédécesseur) ⁽¹⁾	(Prédécesseur) ⁽¹⁾⁽²⁾	(Successeur) ⁽¹⁾⁽²⁾	(Successeur) ⁽¹⁾	(Successeur) ⁽¹⁾	(Successeur) ⁽¹⁾	30 juin 2004	30 juin 2005
Chiffre d'affaires								
Télévision câblée de base	—	—	—	64,2	187,8	206,2	102,6	102,8
Télévision câblée Premium ⁽³⁾ . . .	—	—	—	—	5,0	58,8	29,7	27,8
Internet résidentiel <i>broadband</i> . .	—	14,7	51,0	101,1	147,9	192,3	91,6	110,2
Téléphonie résidentielle ⁽⁴⁾	—	17,0	65,5	112,4	125,0	157,2	77,9	83,9
Services commerciaux	—	5,0	19,1	29,4	36,6	66,7	33,6	34,1
Total	89,3	36,7	135,6	307,1	502,3	681,1	335,4	358,8
Charges								
Charges d'exploitation et coûts (hors dépréciation et amortissement)	(85,1)	(29,0)	(78,2)	(133,0)	(164,1)	(247,8)	(120,5)	(126,3)
Vente, frais généraux et administratifs ⁽⁵⁾	(68,7)	(16,6)	(67,1)	(91,5)	(108,1)	(133,8)	(63,2)	(62,6)
Dépréciation et perte de valeur . .	(46,2)	(14,9)	(53,0)	(109,4)	(140,4)	(159,3)	(80,0)	(74,0)
Amortissement ⁽⁶⁾	(16,1)	(6,6)	(107,9)	(36,5)	(368,5)	(35,6)	(16,7)	(19,2)
Bénéfice d'exploitation (perte) . .	(126,7)	(30,4)	(170,6)	(63,3)	(278,9)	104,6	55,0	76,8
Charge d'intérêt nette	(26,2)	(13,3)	(112,5)	(134,2)	(172,3)	(156,6)	(82,6)	(81,7)
Gain de change (perte) net	(1,0)	(0,7)	(0,2)	0,7	(3,3)	(4,7)	(10,3)	(16,0)
Autre produits (charges)	—	—	—	—	(20,7)	—	—	—
Perte sur extinction de dettes . .	—	—	—	—	(108,5)	—	—	—
Bénéfice fiscal (perte)	—	—	—	—	—	(3,8)	(0,1)	(8,2)
Perte nette avant effet cumulé de changement comptable . . .	(153,9)	(44,4)	(283,3)	(196,8)	(583,8)	(60,5)	(37,9)	(29,2)
Effet cumulé de changement comptable	—	—	—	(667,7)	—	—	—	—
Perte nette	(153,9)	(44,4)	(283,3)	(864,4)	(583,8)	(60,5)	(37,9)	(29,2)

- (1) Telenet Holding est la société prédécesseur, Telenet Bidco est la société successeur pour l'année clôturée le 31 décembre 2001 (reflétant l'acquisition par Telenet Bidco de Telenet Holding en mars 2001) et Telenet Group Holding est la société successeur pour les années clôturées le 31 décembre 2002, le 31 décembre 2003, et le 31 décembre 2004.
- (2) L'information financière annuelle pour 2001 peut être calculée en additionnant les montants correspondants des colonnes “Pour la période du 1^{er} janvier au 30 mars 2001” et “Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2001.” Les informations comprises dans la colonne “Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2001” ne reflètent que l'exploitation de notre groupe Telenet depuis mars 2001, le mois durant lequel Telenet Bidco a acquis Telenet Holding, l'ancienne société de tête de notre groupe.
- (3) Nous avons commencé à offrir des services de câble Premium suite à la réalisation de l'Acquisition Canal+, qui a eu un effet financier à partir du 1^{er} décembre 2003.
- (4) En ce compris les frais d'interconnexion de transporteurs tiers générés par des appels acheminés vers des clients résidentiels et commerciaux.
- (5) Inclus €0,4 millions d'amortissement pour les rémunérations différées basées sur des actions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, par rapport à €8,2 millions pour la même période en 2004.
- (6) L'amortissement comptabilisé pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 inclut €336 millions de dépréciation du *goodwill*.

Autres Informations Financières

(En millions d'euros sauf pourcentages)	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2000	Pour la période du 1 ^{er} janvier au 30 mars 2001	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2001	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004	Pour le semestre clôturé le	
	(Prédécesseur) ⁽¹⁾	(Prédécesseur) ⁽¹⁾⁽²⁾	(Successeur) ⁽¹⁾⁽²⁾	(Successeur) ⁽¹⁾	(Successeur) ⁽¹⁾	(Successeur) ⁽¹⁾	30 juin 2004	30 juin 2005
EBITDA	(64,4)	(8,9)	(9,7)	82,6	230,0	299,6	151,7	169,9
Marge EBITDA (%)	(72,1)%	(24,2)%	(7,2)%	26,9 %	45,8 %	44,0 %	45,2 %	47,4 %
Dépenses d'investissement ⁽³⁾	—	53,2	147,3	67,4	100,4	141,5	57,1	67,2
Flux de trésorerie utilisé dans le cadre de l'exploitation	—	(23,9)	(11,7)	11,1	99,4	223,1	108,4	109,4

Informations sur le Bilan

(En millions d'euros sauf pourcentages)	Au 31 décembre 2001	Au 31 décembre 2002	Au 31 décembre 2003	Au 31 décembre 2004	Au 30 juin 2005
	(Prédécesseur & Successeur) ⁽¹⁾	(Successeur) ⁽¹⁾	(Successeur) ⁽¹⁾	(Successeur) ⁽¹⁾	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10,0	18,3	171,0	145,2	74,3
Actifs réalisables, à l'exclusion de la trésorerie et équivalents de trésorerie	33,7	90,1	112,8	108,4	116,4
Immobilisations corporelles nettes	542,0	1.012,9	991,4	960,8	951,8
Total des actifs	2.397,3	2.803,3	2.664,0	2.581,6	2.475,4
Dettes commerciales	186,9	112,1	130,0	145,7	134,9
Dette totale remboursable en numéraire ⁽⁴⁾	649,8	997,1	1.459,3	1.368,3	1.258,1
Obligations de paiement différées et prêts subordonnés d'actionnaires	878,7	357,5	—	—	—
Capitaux propres	640,3	1.148,0	574,1	490,2	479,0

(1) Telenet Holding est la compagnie prédécesseur, Telenet Bidco est la compagnie successeur pour l'année clôturée le 31 décembre 2001 (reflétant l'acquisition par Telenet Bidco de Telenet Holding en mars 2001) et Telenet Group Holding est la compagnie successeur pour les années clôturées le 31 décembre 2002, 31 décembre 2003, et le 31 décembre 2004.

(2) L'information financière annuelle pour 2001 peut être calculée en additionnant les montants correspondants des colonnes "Pour la période du 1^{er} janvier au 30 mars 2001" et "Pour l'année clôturée le 31 décembre 2001."

(3) Les dépenses en capital telles que présentées en l'espèce incluent les acquisitions d'immobilisations corporelles, d'actifs incorporels, et autres investissements, mais excluent l'acquisition de droits d'utilisation de réseaux conformément aux Accords de Clientèle et l'Accord d'Annuité et les acquisitions de compagnies consolidées, net de trésorerie. Voir les "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Liquidités disponibles".

(4) La dette totale remboursable en numéraire comprend tous les titres de dette pour lesquels nous payons actuellement des intérêts. La dette totale remboursable en numéraire comprend nos *Senior Notes* à 9 %, les montants tirés dans le cadre de notre *Senior Credit Facility*, les commissions de clientèle et d'annuité et les obligations de location-financement, mais n'inclut pas les *Senior Discount Notes* à 11,5 % venant à échéance en 2014 dont le montant principal porte des intérêts capitalisés à 11,5 % par an sur une base semi-annuelle jusqu'au 15 décembre 2008, date après laquelle les intérêts en numéraires sur les notes sont payables à un taux de 11,5 % sur une base semi-annuelle. Des pénalités de 1 % par an ont commencé à courir sur les *Senior Discount Notes* en date du 30 juin 2005.

COMMENTAIRES ET ANALYSE PAR LE MANAGEMENT DE LA SITUATION FINANCIERE ET DES RESULTATS D'EXPLOITATION

Introduction

Les commentaires et l'analyse qui suivent sont basés sur les comptes annuels consolidés et audités et les comptes consolidés abrégés non audités de Telenet Group Holding au et pour les exercices fiscaux clôturés le 31 décembre 2002, le 31 décembre 2003, le 31 décembre 2004 et pour les semestres clôturés le 30 juin 2004 et le 30 juin 2005, préparés dans chaque cas conformément aux U.S. GAAP. Nous avons inclus les comptes de Telenet Group Holding pour toutes les périodes pertinentes ailleurs dans ce Prospectus. Il est recommandé de lire ces comptes, y compris les annexes s'y rapportant, en parallèle avec les commentaires et l'analyse qui suivent. Un résumé des principales règles d'évaluation qui ont été appliquées à ces comptes est exposé ci-dessous dans "—Principales Règles d'Evaluation."

Les commentaires et l'analyse de notre situation financière et de nos résultats d'exploitation qui suivent contiennent des informations prévisionnelles. Nos résultats réels pourraient différer significativement de ceux que nous commentons dans le cadre de ces informations prévisionnelles. Les éléments susceptibles de causer ou de contribuer à ces différences comprennent, mais ne sont pas limités à, ceux commentés ci-dessous et ailleurs dans ce Prospectus, particulièrement dans les sections "Facteurs de Risques" et "Informations Prévisionnelles."

Notre Historique

Nous sommes le plus important fournisseur de services câblés et *broadband* en Belgique. Nous avons été fondés en septembre 1996 avec pour objet de fournir des services de télécommunication aux consommateurs résidentiels en Flandre. D'août 1997 à août 2002 nous n'avons offert que des services d'internet *broadband* et de téléphonie. Le 9 août 2002 nous avons acquis auprès des MIC notre activité de télévision câblée. Notre réseau *broadband* couvre environ 1,7 millions de foyers et d'entreprises en Flandre, à qui nous pouvons offrir des services de télévision câblée, d'internet *broadband* et de téléphonie. De plus, nous avons accès, sans charges récurrentes, au Réseau Partenaire, conformément à des droits d'usage d'une durée de 50 ans, dont il reste 41 ans à courir et qui sont automatiquement renouvelables pour des périodes successives de 15 ans, à moins d'être résiliés avec un préavis minimum de 10 ans. Le Réseau Partenaire nous donne accès à 800.000 foyers et entreprises supplémentaires auxquels nous avons le droit exclusif d'offrir des services d'internet *broadband* et de téléphonie. Le Réseau Combiné, qui comprend le Réseau Telenet et le Réseau Partenaire, a récemment été amélioré au niveau de la norme HFC qui apporte des capacités de transmission bi-directionnelle. Le travail d'amélioration a commencé en 1996 et a été achevé en 2002. Voir "Notre Historique."

Avant l'Acquisition MixtICS, chacun des dix MIC possédait de manière indépendante un système de télévision câblée qu'Electrabel exploitait pour leur compte. En conséquence, nous n'avons ni présenté les résultats historiques de MixtICS sur une base consolidée ni fourni des comptes *pro forma* en ce qui concerne l'Acquisition MixtICS. L'Acquisition MixtICS a eu pour conséquence d'inclure dans notre groupe, à compter du 9 août 2002, un nombre important de nouvelles activités opérationnelles. En conséquence, les comptes annuels consolidés de Telenet Group Holding au et pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 ne sont pas directement comparables avec les comptes annuels consolidés de Telenet Group Holding au et pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. De surcroît, aucun de nos comptes ne reflète ce que nos résultats et notre situation financière pourraient être dans le futur, notamment en raison de notre croissance rapide et de nos acquisitions passées et futures potentielles. Voir "—Développements Récents."

Eléments Affectant nos Résultats d'Exploitation

Chiffre d'affaires

Notre chiffre d'affaires comprend des revenus de la télévision câblée basique et premium, des revenus de l'internet *broadband* résidentiel, des revenus de la téléphonie résidentielle et des revenus de nos services aux entreprises. Notre activité dite résidentielle, en ce comprises les redevances d'interconnexion générées par nos clients résidentiels et nos clients professionnels, a généré 90,5 % de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Les 9,5 % restants de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005 proviennent de notre fourniture de services aux entreprises. Nos abonnés résidentiels comprennent des personnes privées et des familles,

ainsi que de petites entreprises ayant entre un et quatre salariés (“TPE”) qui bénéficient de nos services par le biais d’une connexion coaxiale.

Une loi belge récente en matière de télécommunications nous permet d’offrir une combinaison de services de télévision, d’internet *broadband* et de téléphonie à des prix moindres que si nous facturions chaque service individuellement. Voir “Activité—Notre Stratégie,” “Cadre Réglementaire—Dispositions Applicables à Toutes les Communications Electrabel—Offres Conjointes,” “Cadre Réglementaire—Droit de la Concurrence.” A l’avenir, nous nous attendons à ce que plus de clients souscrivent à nos offres conjointes, ce qui pourrait réduire le taux de désabonnement et fournir une source importante de revenus futurs. Voir “Activité—Nos Produits et Services—Ventes Résidentielles, Marketing et Service Client.” Nous nous attendons à ce que notre revenu moyen par utilisateur diminue en ce qui concerne nos activités de téléphonie, et dans une moindre mesure, pour nos services d’internet *broadband*. Néanmoins, nous nous attendons également à ce que ces diminutions soient compensées par notre stratégie d’augmentation des services et des revenus par client individuel, y compris par le recours aux offres conjointes et la vente de nos nouveaux services iDTV à nos abonnés au câble basique existants.

Télévision Câblée Basique et Premium

Nos activités de télévision câblée basique et premium ont généré 36,4 % de notre chiffre d’affaires consolidé lors du semestre clôturé le 30 juin 2005. L’essentiel de nos revenus de télévision câblée proviennent des abonnements à la télévision câblée basique, dont la majorité est payée annuellement par avance par les abonnés résidentiels tout au long de l’année. Les droits d’abonnement à la télévision basique représentaient 62 % de nos revenus totaux de télévision câblée pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Dans le futur, nous pourrions chercher à augmenter périodiquement le prix de l’abonnement pour les services de télévision basique en fonction de l’augmentation de nos coûts et d’autres éléments. Nos charges d’exploitation comprennent les redevances payées aux sociétés de collecte et à certains diffuseurs à titre de droits d’auteur, lesquelles sont enregistrées sous nos frais de programmation de câble basique. Nous essayons de recouvrer ces charges auprès de nos abonnés à la télévision câblée en augmentant leurs droits basiques de souscription d’un montant pour le contenu des programmes qu’ils regardent, montant qui représentait 13 % de nos revenus totaux de télévision câblée pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Nous percevons des frais de diffusion, payés par les diffuseurs, au titre de la diffusion de certains programmes sur le Réseau Telenet et de leur inclusion dans notre offre de câble basique. Ces frais représentaient 3 % de nos revenus totaux de télévision câblée pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Les revenus de la télévision câblée premium, y compris les revenus d’abonnement, les frais d’activation et d’autres frais, représentaient 22 % de nos revenus totaux de télévision câblée pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Voir “Activité—Nos Produits et Services—Télévision Câblée.”

Notre activité de télévision câblée basique a généré un flux de revenus stable, le marché belge de la télévision câblée s’étant caractérisé par des taux de pénétration élevés et stables, une concurrence limitée et un taux de désabonnement des abonnés faible (la majorité des nouveaux abonnés et la rotation d’abonnés étant le fait de déménagements). Au 30 juin 2005 la télévision câblée était disponible dans environ 97 % des foyers belges qui disposent d’une télévision. A cette date, nous avions environ 1,6 millions d’abonnés, soit un taux de pénétration de 94,3 % des foyers ayant accès au Réseau Telenet à cette date.

Belgacom a commencé à introduire son service de diffusion iDTV dans les zones où il a amélioré son réseau existant de télécommunications, ce qui lui permettra d’offrir une combinaison de services de télévision, d’internet *broadband*, de téléphonie à ligne fixe et, à travers une filiale, de téléphonie mobile non seulement en Flandre où nous conduisons nos activités, mais également dans toute la Belgique. Scarlet, qui est un opérateur de téléphonie par présélection, a affirmé qu’il pourrait envisager d’entrer sur le marché de la télévision dans le futur. Ces forces concurrentielles, ainsi que d’autres, pourraient créer une pression à la baisse sur les prix, ce qui pourrait avoir pour conséquence une diminution des revenus moyens par utilisateur par service. Bien que nous n’ayons pas encore subi d’augmentation sensible de nos taux de désabonnement du fait de ces éléments, cela pourrait changer dans le futur. Voir “Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—Les secteurs belges de l’internet, de données et de téléphonie sont très concurrentiels et le secteur de la télévision est susceptible de devenir plus concurrentiel encore dans le futur, ce qui pourrait avoir pour conséquence un coût de contenu et des dépenses de marketing plus élevés, une diminution des taux d’abonnement et une perte d’abonnés.”

Internet Broadband Résidentiel

Notre activité d'internet *broadband* résidentiel a généré 30,7 % de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Cette activité génère essentiellement des revenus via les abonnements mensuels payés par les abonnés. Nous générons des frais additionnels limités pour les connexions multiples, les services optionnels et les paiements tardifs. Nous pourrions également générer des revenus d'installation malgré le fait que nous ayons jusqu'à présent fait la promotion de notre service d'internet *broadband* résidentiel en proposant des frais d'installation réduits ou en offrant ces frais d'installation. Voir "Activité—Nos Produits et Services—Internet *Broadband* Résidentiel" pour une description détaillée de notre structure de facturation pour l'internet *broadband* résidentiel.

La croissance du chiffre d'affaires de notre activité d'internet *broadband* résidentiel est essentiellement liée à la croissance nette du nombre d'abonnés et du revenu moyen par utilisateur, qui sont fonction du nombre brut d'abonnés nouveaux et du taux de désabonnement. Nous définissons le taux de désabonnement comme le nombre total d'abonnés déconnectés pendant une période donnée, divisé par le nombre moyen d'abonnés pendant cette période.

Au 30 juin 2005 nous avons approximativement 559.000 abonnés à l'internet *broadband* résidentiel, correspondant à une part de marché de 54 % et à un taux de pénétration de 21,3 % en Flandre.

Téléphonie Résidentielle

Notre activité de téléphonie résidentielle représentait 23,4 % de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Notre activité de téléphonie résidentielle génère des revenus résultant d'une combinaison de frais de location mensuelle de lignes, d'utilisation, (qui consistent en des frais de connexion et des tarifs par minute) et de frais d'interconnexion. Nous facturons des frais supplémentaires pour les fonctions à valeur ajoutée et le cas échéant, en cas de paiement tardif. La location de ligne et les frais d'utilisation représentaient approximativement 75 % de nos revenus de téléphonie résidentielle et d'interconnexion pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Voir "Activité—Nos Produits et Services—Téléphonie Résidentielle" pour une description détaillée de nos tarifs et de nos options tarifaires en ce qui concerne la téléphonie résidentielle.

La croissance des revenus de la location de lignes et des frais d'utilisation de notre activité de téléphonie résidentielle est essentiellement liée à la croissance nette du nombre d'abonnés, qui est fonction du nombre brut d'abonnés nouveaux et du taux de désabonnement. Un autre facteur de croissance des revenus pour la téléphonie résidentielle en 2003 et 2004 a été le passage par un nombre significatif de nos clients du service de présélection au service de téléphonie direct. Depuis la fin 2004, le lancement de nos offres de téléphonie Telenet FreePhone et Telenet FreePhone Anytime, qui proposent un nombre illimité d'appels nationaux fixes pour un abonnement mensuel, ont été une source significative de nouveaux abonnés.

Au 30 juin 2005, nous avons approximativement 323.000 abonnés à notre service de téléphonie résidentielle, correspondant à une part de marché estimée de 20 % en Flandre (sur la base du nombre de lignes) et à un taux de pénétration de 13,6 %.

Nous générons des revenus d'interconnexion à charge d'autres opérateurs de réseau, y compris les opérateurs de lignes fixes et mobiles, pour la connexion d'appels entrants aux abonnés, résidentiels ou professionnels, du Réseau Combiné. Notre activité de téléphonie résidentielle subit des effets saisonniers limités, à l'image du reste du secteur. Nous nous attendons à ce que les revenus d'interconnexion diminuent dans les prochaines années parallèlement à la diminution des coûts liés à la connexion d'appels provenant d'autres réseaux vers les utilisateurs finaux sur le Réseau Combiné. Nous ne facturons généralement pas de frais d'installation aux abonnés du service de téléphonie résidentiel.

L'augmentation des tarifs d'interconnexion que nous facturons pour la connexion d'appels sur le Réseau Combiné fait actuellement l'objet de procédures administratives et judiciaires introduites par Belgacom. En mars 2005, la Cour d'Appel d'Anvers a rejeté l'appel de Belgacom contre le jugement relatif à sa demande originaire devant le Tribunal de Commerce. Belgacom pourrait introduire un pourvoi en cassation auprès de la Cour de Cassation belge, dont le pouvoir de révision ne porte que sur les erreurs de droit ou la violation de règles de procédure. Voir "Activité—Procédures Judiciaires—Litige sur l'Interconnexion" et "Facteurs de Risques—Risques Contentieux—Nous sommes actuellement impliqués dans un important litige avec Belgacom, relatif au prix que nous facturons à nos concurrents pour s'interconnecter à notre réseau de téléphonie et une décision qui nous serait défavorable dans ce litige réduirait la rentabilité de notre activité téléphonie."

Nos activités de présélection continuent à contribuer positivement à notre activité de téléphonie, bien que nous ne les ayons pas activement promues ces dernières années. L'activité de présélection Telenet était autrefois utilisée pour commercialiser des services téléphoniques dans des zones dans lesquelles notre réseau n'avait pas été amélioré pour permettre l'accès à la téléphonie directe. Au 30 juin 2005, nous avons 10.000 RGU pour la présélection Telenet, par rapport à 14.000 au 30 juin 2004. Ces statistiques ne comprennent pas les clients à la présélection de Phone-Plus, une filiale de Codenet SA que nous avons acquise avec cette dernière en décembre 2003. Nous nous attendons à ce que le nombre de RGU et le revenu moyen par utilisateur pour notre activité de présélection diminuent avec le temps.

Les frais d'installation et d'activation sont facturés pour certains types d'installation de nos services de téléphonie et d'internet, et dans certains cas pour des améliorations, telles que l'installation d'une seconde ligne. Typiquement, les frais d'installation et d'activation sont offerts dans le cadre de promotions. C'est pourquoi nous ne nous attendons pas à ce que ces frais contribuent de manière significative à nos revenus pour 2005.

Services aux Entreprises

Les ventes de services aux entreprises ont généré 9,5 % de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Nous générons des revenus à partir de ces services essentiellement par les frais payés par les clients pour des services internet, vocaux et de données, sur la base des conditions générales pour les petites entreprises et de contrats négociés sur une base individuelle avec des entreprises plus grandes. En raison de forces concurrentielles et de pressions sur les prix, nous anticipons que les ventes de services aux entreprises diminuent légèrement en terme de pourcentage du chiffre d'affaires. Toutefois nous entendons rester compétitifs dans ce domaine, notamment en offrant des produits et des services à des marchés cibles spécifiques.

Charges

Nos principales charges sont des charges d'exploitation, des charges de vente, des charges administratives et des charges générales et enfin, des charges de dépréciation et des charges d'amortissement.

Charges d'exploitation

Nos charges d'exploitation consistent en des frais d'interconnexion, des frais de personnel et en d'autres coûts d'exploitation, qui comprennent les frais d'exploitation, d'entretien et de réparation des réseaux, et les coûts de programmation du câble. Nous présentons la dépréciation et l'amortissement séparément de nos charges d'exploitation et nous capitalisons la plus grande partie de nos frais d'établissement, y compris les coûts salariaux. Voir “—Charges pour Dépréciation et Charges pour Amortissement.”

Les frais d'interconnexion pour les appels passés par nos abonnés résidentiels et nos clients professionnels en dehors du Réseau Combiné constituent la majorité de nos charges d'exploitation. Les tarifs d'interconnexion pour les appels passés vers des mobiles sont significativement plus élevés que ceux vers des lignes fixes. Bien que nous nous attendions à ce que les tarifs d'interconnexion baissent avec le temps, nous anticipons que ces tarifs vont augmenter aussi bien en valeur absolue qu'en pourcentage de nos charges d'exploitation dans le futur, parallèlement à l'élargissement de notre base de clientèle et à l'augmentation de la proportion d'appels vers les réseaux mobiles.

Les frais d'exploitation des réseaux consistent en des coûts d'infrastructure (y compris les coûts de technologie de l'information, les coûts de maintenance réseau et fournisseur, les paiements au titre des contrats d'exploitation de réseau avec les PIC, les coûts de fourniture d'électricité à nos réseaux et les coûts de connectivité internet), les coûts de construction, les charges associées à la déconnexion de services de télévision câblée et les frais de location de poteaux payés à Electrabel. De surcroît nous encourons des charges pour la maintenance et les réparations réseau. Nous incluons aussi les charges liées aux créances douteuses aux charges d'exploitation.

Les coûts de programmation du câble basique consistent essentiellement en des droits d'auteur payés aux bénéficiaires de ces droits et à leurs agents (généralement des sociétés de collecte de droits d'auteur). Bien que nous ayons conclu des contrats “tous droits compris” avec des diffuseurs privés (au titre desquels ils sont entièrement responsables d'obtenir et de payer les droits auprès des

bénéficiaires de ces droits d'auteur), nous sommes obligés, à l'instar d'autres cablo-opérateurs, de payer des droits d'auteur pour le compte des diffuseurs publics directement aux bénéficiaires de ces droits. Ceci est généralement réalisé par la conclusion de contrats globaux avec les sociétés de collecte de droits d'auteur pour des groupes de diffuseurs publics. De plus, nous sommes parfois tenus de payer des droits d'auteur supplémentaires directement aux diffuseurs pour la diffusion de certains programmes. Les droits d'auteur représentaient une part substantielle de nos charges de programmation du câble basique pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Les charges de programmation du câble incluent également des frais de diffusion payés à certains diffuseurs commerciaux afin de distribuer leurs contenus de télévision câblée. En outre, nous payons des droits à des distributeurs variés pour les contenus de notre service câblé premium qui, dans de nombreux cas, sont calculés sur base d'un droit minimum fixe et d'une composante variable. Pour les contrats conclus avec des fournisseurs de contenus basés aux Etats-Unis, ces charges de programmation comprennent également les droits d'auteur qui y sont attachés (sauf pour les compositions musicales, pour lesquelles, les droits d'auteur sont payés directement à la société de collecte de droits d'auteur concernée). Pour d'autres contrats conclus avec des distributeurs de contenus non basés aux Etats-Unis, nous versons les droits d'auteur, en plus des charges de programmation au titre de ces contrats, directement aux sociétés de collecte de droits d'auteur. Les contrats conclus avec les sociétés de collecte de droits d'auteur ont expiré mais continuent à être appliqués en attendant leur renouvellement.

Les charges de programmation à payer pour les contenus câblés premium représentent une proportion plus importante des revenus du câble premium que les droits d'auteur que nous payons pour la programmation du câble basique. En conséquence, nos charges de programmation du câble ont augmenté, et nos marges ont diminué, de 2003 à 2004, à la suite de la réussite de l'Acquisition Canal+. Nous nous attendons à ce que ces droits augmentent parallèlement à l'intensification de la concurrence avec d'autres fournisseurs de services de télévision premium, y compris Belgacom. Les prix des droits de diffusion des matches de diverses ligues de football ont par exemple sensiblement augmenté ces dernières années et nous nous attendons à une concurrence féroce de Belgacom lorsque les droits de diffusion de matches de football seront mis aux enchères à l'expiration des contrats concernés. Du 1^{er} janvier 2005 au 30 août 2005, les charges comprenaient également les droits payés au groupe Canal+ pour le droit d'utiliser la marque Canal+ pour notre ancienne offre de télévision premium. Nous avons arrêté d'engager ces dépenses lorsque nous avons lancé notre nouvelle offre numérique premium sous le nom Prime en septembre 2005. Voir "Notre Historique—Acquisitions en 2003."

Nous nous attendons à ce que l'introduction de notre service iDTV résulte en une augmentation sensible de nos charges et des coûts de centre d'appel plus importants, au fur et à mesure que nous transférons des clients de nos autres offres vers nos services iDTV. En outre, nous nous attendons à une augmentation des coûts de contenu, dans la mesure où nous sommes en concurrence pour le contenu premium avec d'autres entrants ainsi qu'avec les acteurs déjà présents sur le marché de la diffusion.

Coûts d'Acquisition d'Abonnés

Nous utilisons une large variété de méthodes de vente et de marketing pour stimuler la croissance de notre base d'abonnés. Nous suivons l'efficacité de ces méthodes en mesurant le nombre d'additions brutes à notre base d'abonnés par rapport aux montants engagés en coûts de marketing et en commissions de vente. Nous faisons référence à ceux-ci comme notre coût d'acquisition marketing ("CAM") et notre coût d'acquisition commission ("CAC"). Collectivement nous faisons référence à la somme des CAM et des CAC comme notre coût d'acquisition d'abonnés ("CAA"). Le CAM est fonction de nos dépenses marketing, qui sont généralement liées à des campagnes spécifiques et aux additions brutes d'abonnés en résultant, et peuvent de ce fait diminuer lorsque les promotions sont plus réussies qu'anticipé et vice-versa. Le CAC est un coût variable qui est principalement fonction du nombre brut d'additions et du canal par lequel elles sont traitées. Notre canal le moins cher est notre centre d'appel.

Charges de Vente, Frais Généraux et Administratifs

Nos charges de ventes, frais généraux et administratifs comprennent des frais de personnel, y compris les commissions de ventes dues à nos forces de vente aux particuliers et de porte-à-porte et d'autres charges générales, administratives et de ventes qui comprennent les coûts de publicité, de marketing, de bureaux, de transport et de services externes (y compris, jusqu'en mai 2005, les frais de gestion payés à Cable Partners Europe LLC, les honoraires d'audit, de consulting, de conseil juridique

et les polices d'assurance), les frais de facturation des clients et les coûts administratifs. Nous avons arrêté de payer des frais de gestion à Cable Partners Europe LLC à la suite de l'acquisition de la participation de Cable Partners dans Telenet Group Holding par le Consortium Liberty Global en décembre 2004 et nous ne payons actuellement pas d'honoraires de gestion au Consortium Liberty Global. Voir "Notre Historique." Les coûts de facturation sont compensés par les montants que nous recevons sous forme de pénalités de retard facturées aux clients qui ne paient pas à temps. Nous nous attendons à ce que les charges générales, administratives et de vente augmentent en général dans le futur en raison de l'augmentation du nombre d'abonnés et nous nous attendons également à ce que le lancement de notre service d'iDTV ait pour résultat des coûts de vente et de marketing additionnels significatifs dans un futur proche. De manière générale, le niveau de nos charges de vente et de nos frais généraux et administratifs (en particulier des commissions de vente et des coûts de soin de la clientèle), est en corrélation avec la croissance des revenus et du nombre d'abonnés. Cependant, nous cherchons encore à agir sur nos frais généraux (y compris ceux associés à diverses fonctions de direction, aux coûts généraux de marketing et à certains coûts de technologie de l'information) pour réaliser une structure de coûts plus efficace. En conséquence, alors que nous nous attendons à ce que nos charges de vente, frais généraux et administratifs augmentent dans le temps, nous nous attendons à ce qu'ils diminuent légèrement comme pourcentage de notre chiffre d'affaires total.

Intégrations de Canal+ et Telenet Solutions

A la suite des Acquisitions Canal+ et Telenet Solutions de décembre 2003, nous avons intégré une part substantielle de ces deux entreprises en 2004. Les opérations d'intégration que nous avons réalisées concernaient le marketing, la facturation, le service client, la finance, les ressources humaines et la technologie de l'information. Les frais d'intégration de ces deux acquisitions ont été engagés en 2004, y compris les coûts de licenciement relatifs aux postes qui sont devenus superflus du fait des acquisitions.

Intégration MixtICS

En 2004, nous avons terminé les opérations d'intégration relatives à l'Acquisition MixtICS, y compris les installations de réseaux, le personnel, la facturation et le contrôle financier. En avril 2004, nous avons également transféré environ 400 salariés d'Electrabel, y compris certains engagements financiers relatifs à ces salariés, à Telenet NV. Voir l'Annexe 13 de nos comptes consolidés pour les années clôturées les 31 décembre 2002, 2003 et 2004.

Introduction de l'ERP

Pendant le second trimestre 2004, nous avons fait migrer nos activités principales, y compris MixtICS, vers une plate-forme intégrée de gestion et de reporting utilisant un système *Oracle enterprise resource planning* ("ERP"). L'introduction de notre système ERP a été accompagnée de l'utilisation de ressources significatives pour les tests, la formation et la supervision des salariés. Elle a été conclue avec succès. En janvier et en avril 2005 respectivement, les systèmes de données de gestion et de reporting de PayTVCo et de Telenet Solutions, ont également été intégrés dans notre système ERP.

Charges pour Dépréciation et pour Amortissement

Les charges pour dépréciation et pour amortissement sont essentiellement liées à la dépréciation de notre réseau *broadband* et à nos installations immobilisées, aux frais de modems et d'unités d'interface réseau, et à l'amortissement de nos actifs incorporels. Nous capitalisons les frais d'installation associés à l'ajout de nouveaux abonnés. Les coûts associés aux installations subséquentes de services additionnels sont immobilisés dans la mesure où ils sont additionnels et directement attribuables à l'installation des services élargis. Les frais d'installation comprennent les coûts salariaux directs. Nous déprécions les coûts des installations immobilisées de manière linéaire sur des périodes de 5 à 20 ans.

Nous calculons la dépréciation en mode linéaire en utilisant des durées d'utilisation estimées de 33 ans (pour les immeubles et les améliorations), de 3 à 20 ans (pour les installations opérationnelles) et de 3 à 10 ans (pour les autres équipements). Nous amortissons les actifs incorporels ayant une durée de vie déterminée (comprenant essentiellement les droits d'usage de réseau, le développement de logiciels et les coûts d'acquisition, les listes de clients et les marques) de manière linéaire pour leur durée d'utilisation estimée, qui varie entre 3 et 20 ans.

Pour nos activités d'internet *broadband* résidentiel et de téléphonie, nous encourons des dépenses d'investissement pour les modems internet et de téléphonie et les unités d'interface réseau. De même, nous encourons actuellement des dépenses d'investissement pour les décodeurs nécessaires à la fourniture de nos services de télévision câblée premium. Nous demeurons propriétaires des décodeurs pour notre ancien service premium Canal+, des modems et des unités d'interface réseau, et ne facturons pas de frais de locations aux clients pour ces équipements. Nous explorons également la possibilité de louer les décodeurs aux clients pour notre nouveau service iDTV. Voir “—Liquidités Disponibles—Dépenses d'Investissement.”

Nous anticipons des augmentations des charges pour dépréciation et pour amortissement proportionnelles avec l'augmentation du nombre d'abonnés, en raison des dépenses d'investissement planifiées liées à l'augmentation du nombre d'abonnés, à l'amélioration des capacités *upstream* de notre réseau coaxial et d'autres investissements liés aux réseaux et à l'IT. Voir “—Liquidités et Ressources en Capital” et “Activité—Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions—Amélioration HFC.”

Les éléments de réseau dans notre registre d'immobilisations corporelles représentaient 94,5 % de nos immobilisations corporelles brutes au 30 juin 2005 et font l'objet d'une dépréciation sur une période de 20 ans. Notre dépréciation est dès lors prévisible dans une large mesure, bien que nous subissions des variations de dépréciation relatives à des actifs moindres, à durée de vie plus courte, tels que modems et autres équipements pour abonnés, mais celles-ci ne génèrent pas de changements significatifs dans nos coûts de dépréciation prévus. Nous nous attendons dès lors, en 2005 et 2006, à des coûts de dépréciation globalement comparables à la dépréciation que nous avons comptabilisée en 2004.

Autres Produits (Charges)

Les autres produits (charges) comprennent les produits (charges) d'intérêts et de profits (pertes) sur taux de change. Les produits d'intérêts sont générés par des soldes de trésorerie et des investissements liquides à court terme. Les charges d'intérêts représentent les montants dus au titre de dettes variées, y compris, essentiellement, les paiements d'intérêts variables au titre de notre Contrat de Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”), des paiements au titre des Senior Notes et des Senior Discount Notes et, jusqu'en décembre 2003, certains paiements différés encourus suite à notre acquisition de MixtICS. Voir l'Annexe 7 aux comptes consolidés pour les années clôturées les 31 décembre 2002, 2003 et 2004 et “Notre Historique—Acquisition MixtICS.” Les charges d'intérêts comprennent également la partie en intérêts des paiements effectués en faveur d'Interkabel au titre des Contrats de Clientèle et du Contrat d'Annuité (et en faveur des MIC au titre du Contrat de Clientèle avant août 2002), dont l'importance a augmenté avec l'approche de la réalisation de l'amélioration à la norme HFC du Réseau Partenaire. Ayant substantiellement terminé l'amélioration HFC en 2002, nous nous attendons à ce que les charges d'intérêts au titre des Contrats de Clientèle et du Contrat d'Annuité restent stables dans le futur. Toutefois, la part d'intérêts de ces contrats est, dans une certaine mesure, variable en fonction du niveau de l'inflation. Voir “Notre Historique—Amélioration du Réseau.”

Notre première source d'exposition au taux de change a historiquement été les contrats de d'approvisionnement libellés en U.S. dollar. Nous avons une exposition accrue aux fluctuations du taux de change U.S. dollar / euro à la suite de l'offre des Senior Discount Notes, bien que le montant en principal de cette exposition soit couvert jusqu'au 15 décembre 2008, et en conséquence de la conclusion de l'Acquisition Canal+ (la plupart des contrats que nous avons acquis pour la programmation premium requérant des paiements en U.S. dollar). Au 30 juin 2005, nous avons conclu des contrats de couverture couvrant la majeure part de nos obligations en U.S. dollar relatives à nos contrats de programmation premium. Voir “—Informations Qualitatives et Quantitatives en Matière de Risque de Marché—Risque de Devises.”

Concurrence

Nous faisons face à une concurrence importante de nouveaux concurrents et de concurrents établis qui fournissent des services internet, de données et de téléphonie. Dans certains cas, nous sommes en concurrence avec des sociétés dont les contraintes réglementaires sont moindres, dont l'accès au financement est plus aisé, qui ont une offre de produits plus large, plus de personnel, une couverture géographique plus étendue, une meilleure reconnaissance de marque et une expérience ou des relations plus longues avec les autorités de régulation et les clients. En raison de cette concurrence, il pourrait être difficile d'attirer de nouveaux clients ou de retenir les clients existants, ce qui aurait pour effet une

augmentation du taux de désabonnement. L'intensification de la concurrence, les gammes d'offres qui incluent des produits d'entrée de gamme à plus bas prix, et les promotions spéciales et réductions offertes aux clients qui souscrivent à plusieurs de nos services pourraient contribuer à augmenter le revenu moyen par utilisateur, mais vont probablement avoir pour effet de réduire nos revenus moyens par client individuel par service, surtout pour nos services de téléphonie et, dans une moindre mesure, pour nos services internet *broadband*.

Nous nous attendons à ce que la concurrence s'intensifie suite à la transposition récente d'une nouvelle législation en Belgique qui permet à certains fournisseurs de services de vendre une combinaison de produits et de services de télévision, d'internet et de téléphonie (une "offre conjointe"), pour un prix cumulé qui est inférieur aux prix des produits et services individuels composant l'offre conjointe. De plus, nous nous attendons à une pression concurrentielle accrue résultant de la convergence des technologies de diffusion et de communication, en conséquence de quoi d'autres membres du secteur belge des médias et des télécommunications pourraient chercher à offrir des forfaits comprenant des services vocaux fixes et mobiles, internet et des services de diffusion vidéo nous faisant concurrence. Ces forces concurrentielles pourraient créer une pression à la baisse sur les prix, à l'image de ce qui se produit ailleurs en Europe, ce qui pourrait avoir pour conséquence une diminution des revenus moyens par abonné. Ces forces pourraient aussi avoir pour conséquence l'augmentation du taux de désabonnement et une augmentation des coûts de diffusion de contenu à nos abonnés de télévision câblée alors que nous serons en concurrence avec de nouveaux entrants sur le marché de la diffusion. En outre, nous pourrions supporter des coûts plus importants en cas de lancement de nouveaux produits ou services afin de maintenir ou améliorer notre positionnement compétitif et de réduire le taux de désabonnement. Voir "Activité—Concurrence" et "Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—Les secteurs belges de l'internet, de données et de téléphonie sont très concurrentiels et le secteur de la télévision est susceptible de devenir plus concurrentiel encore dans le futur, ce qui pourrait avoir pour conséquence un coût de contenu et des dépenses de marketing plus élevés, une diminution des taux d'abonnement et une perte d'abonnés."

Tendances Saisonnières

Nous avons une exposition limitée aux tendances saisonnières. Les revenus de nos services de télévision câblée premium et analogique basique, d'internet *broadband* et de nos services aux entreprises, qui représentaient 76,9 % de notre chiffre d'affaires total en 2004, sont basés sur des tarifs mensuels fixes et ne sont donc pas sujets à des variations d'usage saisonnières. Les revenus de la téléphonie (qui représentaient 23,1 % de notre chiffre d'affaires total en 2004) ont tendance à être moins élevés durant les mois d'été. Durant le troisième trimestre 2004, nous avons observé que les revenus d'utilisation (à l'exclusion de ceux attribuables aux appels à tarif premium dépendant d'activités promotionnelles spécifiques) étaient approximativement 8 % moins élevés que la moyenne des revenus d'utilisation pour 2004, alors que le premier trimestre a produit des revenus d'utilisation 15 % plus élevés que la moyenne annuelle. Ces différences de revenus dans la téléphonie résultent également en des variations saisonnières en ce qui concerne les frais d'interconnexion que nous devons supporter pour les appels passés par nos clients vers d'autres réseaux. Voir "Cadre Réglementaire—Réglementation de la Téléphonie—Interconnexion."

Développements Récents

Lancement du Service iDTV

Le 3 septembre 2005 nous avons lancé notre service de télévision interactive numérique (iDTV) dans toutes les zones couvertes par le Réseau Telenet en Flandre. Avec ce service, nos clients peuvent accéder à nos services interactifs en achetant un Digibox Telenet pour €199 (TVA incluse). Grâce à cet équipement, nos clients iDTV peuvent recevoir notre offre numérique basique au même prix que notre service analogique existant et une gamme de services numériques interactifs améliorés et des contenus sportifs et cinématographiques premium, pour lesquels les clients paient un montant additionnel. Avec le temps nous ajouterons des contenus, des fonctions et des options qui seront toutes accessibles par le Digibox et le Digicorder, un décodeur incorporant un disque dur enregistreur qui permettra d'enregistrer des programmes et qui devrait être disponible avant fin 2005. Nous pensons que ces services supplémentaires ainsi que le lancement de la marque Prime (voir "—Lancement de la Marque Prime") nous donneront le potentiel d'augmenter le revenu moyen par utilisateur en ce qui concerne nos abonnés à la télévision numérique, bien que nous nous attendons actuellement à une baisse d'approximativement 10 à 15 % de ce revenu moyen par utilisateur pour le contenu premium puisque

les clients ont la possibilité de choisir, parmi une variété de services et “packages” taillés sur mesure, le prix d’une grande partie desquels se situant entre 14,95€ et 26,95€, ce qui est inférieur au tarif de l’offre antérieure tout compris de Canal+.

Lancement de la Marque Prime

Dans le cadre de la création de nos services iDTV, nous avons lancé notre nouvelle marque “Prime”, qui est la base des différents forfaits premium que nous proposons tels que Prime Sport et Prime Movies. Les clients initiaux de nos forfaits Prime sont nos clients premium existants qui étaient abonnés aux services Canal+ et que nous avons récupérés suite à l’Acquisition Canal+.

Lancement d’une Offre Conjointe de Services

A la suite d’une modification récente de la législation belge, nous avons désormais le droit d’offrir une combinaison de services à un prix réduit par rapport aux prix qui seraient autrement facturés pour deux ou plusieurs services individuels. En juin 2005, nous avons introduit notre première offre conjointe, combinant notre offre de téléphonie FreePhone et les forfaits internet FreeSurf pour un prix combiné de €17,95 par mois (TVA comprise) pour les 20.000 premiers abonnés. FreePhone offre des appels téléphoniques nationaux fixes illimités hors heures de pointe pour un coût de €16,95 par mois (TVA comprise). Free Surf est notre nouveau produit internet d’entrée de gamme et est généralement facturé €16,95 par mois (TVA comprise). Cette nouvelle législation nous impose également certaines contraintes réglementaires. Voir “Cadre Réglementaire.”

Droits en Matière de Football

Nous avons participé aux enchères organisées par Profliga, l’organisation qui représente la ligue de football belge, pour les droits de retransmission des matches pour les trois saisons à partir de la saison 2005/2006. A la suite de l’annonce initiale des décisions prises par Profliga et d’autres discussions et auditions subséquentes, nous n’avons pas conservé les droits relatifs aux matches de la ligue de football belge. De surcroît, nous n’avons pas pu renouveler nos droits pour la ligue de football italienne. Lors d’enchères précédentes nous avons renouvelé les droits pour les compétitions de football au Royaume-Uni, en Allemagne, en Espagne, en France et aux Pays-Bas et acquis les droits pour les compétitions de football au Portugal, en Ecosse, au Brésil et du tournoi de la Ligue des Champions UEFA (*UEFA Champion’s League*) qui était particulièrement convoitées. En avril 2006 nous devons enchérir pour renouveler nos droits sur les ligues espagnole, française, allemande et néerlandaise pour les saisons commençant à partir d’août 2006. Les renouvellements pour les droits en matière de football se font généralement pour une à trois saisons. Ces événements pourraient modifier notre capacité à retenir les clients de nos offres de télévision premium et analogique, d’internet, de téléphonie et du futur iDTV.

Contenu Premium Canal+

Suite à la clôture de l’Acquisition Canal+ en décembre 2003, nous avons acquis les droits de programmation relatifs à certains contenus premium, y compris en matière de cinéma et de sport. Nous avons annoncé notre intention de céder ces contrats de programmation à VMMA, mais avons depuis décidé de renoncer à cette cession et de conserver les droits relatifs à ces contenus.

Paiement d’Indemnités pour Rupture de Contrat aux Porteurs de Senior Discount Notes

Dans le cadre de l’émission des Senior Discount Notes, Telenet Group Holding a conclu un *registration rights agreement* au titre duquel elle s’est engagée à déposer auprès de la SEC et de faire entrer en vigueur un *registration statement* concernant une offre d’échange des Senior Discount Notes contre une émission d’obligations enregistrées auprès de la SEC avec des conditions identiques à celles des Senior Discount Notes (à l’exception près que les obligations nouvelles ne seraient ni sujettes à des restrictions de transferts ni au paiement d’indemnités). Telenet Group Holding a accepté de réaliser, avant le 30 juin 2005, soit une *registered exchange offer* (ou, si nécessaire, à faire entrer en vigueur un *shelf registration statement*) en ce qui concerne les Senior Discount Notes, soit de payer en numéraire une indemnité égale à un taux annuel de 1 % de la valeur accumulée des Senior Discount Notes à cette date. La valeur accumulée des Senior Discount Notes au 30 juin 2005 était de U.S.\$379,0 millions.

Parce que Telenet Group Holding n'a pas, au 30 juin 2005, réalisé une *registered exchange offer* (ou rendu effectif un *shelf registration statement*) en ce qui concerne les Senior Discount Notes, elle paiera une pénalité aux porteurs des Senior Discount Notes. Le premier paiement de cette pénalité, d'un montant d'approximativement \$1,9 million, sera effectué le 15 décembre 2005. Aux termes du *registration rights agreement*, l'obligation de paiement d'indemnités demeurera jusqu'à la première des dates (i) de réalisation d'une *registered exchange offer* portant sur les Senior Discount Notes, (ii) de déclaration d'effectivité par la SEC d'un *shelf registration statement*, s'il est requis en vertu du *registration rights agreement*, ou (iii) d'expiration de la période à laquelle il est fait référence dans la *Rule 144(k)* du *Securities Act* en ce qui concerne les Discount Notes (ce qui, en principe, pour des entités qui ne sont pas liées à Telenet Group Holding, devrait être deux ans après la date à laquelle les valeurs mobilières ont été acquises auprès de Telenet Group Holding ou auprès de l'une de ses sociétés liées).

Résultats d'Exploitation

Le tableau suivant présente certaines informations d'exploitation résumées à la date et pour chaque période indiquée :

	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	2002	2003	2004	2004	2005
	(Non-Audités)			(Non-Audités)	
RGUs⁽¹⁾ (en milliers)					
Télévision câblée basique	1.564	1.587	1.583	1.585	1.587
Télévision câblée premium	—	146	140	142	135
Internet <i>broadband</i> résidentiel ⁽²⁾	287	399	506	451	559
Téléphonie résidentielle ⁽²⁾⁽³⁾	185	231	281	261	323
Services aux Entreprises ⁽⁴⁾	16	22	28	26	28
Total	<u>2.052</u>	<u>2.385</u>	<u>2.538</u>	<u>2.465</u>	<u>2.633</u>
Clients Individuels (en milliers)⁽⁵⁾					
Réseau Telenet	1.564	1.587	1.583	1.585	1.587
Réseau Partenaire ⁽⁶⁾	117	159	198	180	217
Réseau Combiné ⁽⁶⁾	1.681	1.746	1.781	1.765	1.805
RGU par Client Individuel					
Réseau Telenet	1,21	1,28	1,35	1,32	1,39
Réseau Partenaire ⁽⁶⁾	1,32	1,32	1,33	1,32	1,35
Réseau Combiné ⁽⁶⁾	1,22	1,28	1,35	1,32	1,38
Revenu Mensuel Moyen par Abonné (en euro)⁽⁷⁾					
Télévision câblée basique ⁽⁸⁾	8,3	9,4	10,3	10,3	10,3
Télévision câblée premium	—	33,7	33,3	33,4	33,7
Internet <i>broadband</i> résidentiel	33,5	35,2	34,1	35,1	32,9
Téléphonie Résidentielle ⁽⁹⁾	40,0	36,1	37,1	37,6	34,6
Revenu Moyen par Client Individuel (en euro)⁽⁵⁾					
Réseau Telenet	—	18,4	23,4	23,1	24,5
Réseau Partenaire ⁽⁶⁾	—	39,3	40,6	43,2	41,6
Réseau Combiné ⁽⁶⁾	—	20,3	25,3	25,1	26,6
Désabonnement (annualisé)⁽¹⁰⁾					
Télévision câblée basique	—	—	5,1 %	5,1 %	4,7 %
Télévision câblée premium	—	13,9 %	12,1 %	12,9 %	12,6 %
Internet <i>broadband</i> résidentiel ⁽¹¹⁾	8,2 %	7,3 %	9,2 %	8,4 %	8,8 %
Téléphonie résidentielle ⁽¹²⁾	11,2 %	13,1 %	13,6 %	13,2 %	12,2 %

	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	2002	2003	2004	2004	2005
	(Non-Audités)			(Non-Audités)	
Pénétration⁽¹³⁾					
Télévision câblée basique	92,9 %	94,3 %	94,1 %	94,2 %	94,3 %
Télévision câblée premium	—	5,9 %	5,6 %	5,7 %	5,4 %
Internet <i>broadband</i> résidentiel ⁽¹⁵⁾	12,2 %	16,8 %	21,3 %	19,0 %	23,4 %
Téléphonie résidentielle ⁽¹⁴⁾	9,1 %	10,4 %	12,0 %	11,3 %	13,6 %

(1) Chaque abonnement à un service est comptabilisé comme une unité génératrice de revenu (“*revenue generating unit*” ou “RGU”). En conséquence, un client individuel qui reçoit des services de télévision câblée basique, d’Internet *broadband* et de téléphonie résidentielle (indépendamment du nombre de lignes téléphoniques) serait comptabilisé comme représentant trois RGU. Les RGU sont comptabilisés au dernier jour de la période concernée.

(2) Les “abonnés” sont les foyers et les TPE (très petites entreprises) qui reçoivent nos services d’Internet *broadband* et de téléphonie par le biais d’une connexion coaxiale.

(3) Ces statistiques ne comprennent pas approximativement 35.000, 23.000, 14.000, 12.000 et 10.000 RGU qui utilisaient nos services de présélection respectivement au 31 décembre 2002, au 31 décembre 2003, au 30 juin 2004 au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005. Les clients utilisant la présélection de la filiale Phone-Plus de Telenet Solutions ne sont pas inclus dans ces statistiques.

(4) Comprend les RGU PME qui reçoivent nos services d’Internet *broadband* et de téléphonie par le biais d’une connexion coaxiale. Nous avons approximativement 14.000, 18.000, 21.000, 22.000 et 22.000 abonnés PME *broadband*, et 3.000, 5.000, 5.000, 6.000 et 6.000 abonnés PME à la téléphonie, au 31 décembre 2002, au 31 décembre 2003, au 30 juin 2004, au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005, respectivement. Nous fournissons également des services aux professionnels à des RGU PME et à des RGU entreprises qui reçoivent nos services par le biais d’une connexion par fibres et à ceux de nos clients entreprises apportés lors de l’Acquisition Telenet Solutions, lesquels RGU ne sont pas compris dans les statistiques relatives aux RGU ci-dessus. De surcroît, au 30 juin 2005, Telenet Solutions avait approximativement 4.200 circuits DSL et 1.200 points de présence en fibres dans les locaux de clients.

(5) En raison de la limitation des données historiques disponibles avant l’introduction de notre système ERP en avril 2004, nous ne pouvons pas fournir des données pour certaines périodes. Des estimations ont été utilisées pour dériver la proportion de RGU Internet et téléphonie qui ont souscrit aux deux services du 31 décembre 2002 au 31 mars 2003.

(6) Ces statistiques excluent les abonnés à notre service de télévision premium payante situés dans la zone du Réseau Partenaire. Nous avons approximativement 46.000, 45.000, 44.000 et 43.000 abonnés de ce type au 31 décembre 2003, au 30 juin 2004, au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005 respectivement.

(7) Revenu pour la période concernée divisé par le nombre de mois de la période et divisé par le nombre moyen de RGU sur la période (laquelle moyenne du nombre de RGU peut être différente du nombre de RGU à la fin de la même période).

(8) Le revenu mensuel moyen par abonné comprend les droits d’auteur et, depuis le 1^{er} janvier 2003, exclut les autres revenus provenant des frais de diffusion.

(9) Le revenu mensuel moyen par abonné ne comprend pas les revenus d’interconnexion, les frais d’installation et les revenus générés par les RGU qui utilisent nos services de présélection. Le revenu mensuel moyen par abonné y compris les RGU utilisant nos services de présélection était respectivement de €38,5, €34,5 et €35,9 pour les exercices s’étant terminés les 31 décembre 2002, 2003 et 2004. Nous ne rapportons pas le revenu mensuel moyen par abonné comprenant les RGU utilisant nos services de présélection pour les périodes postérieures au 31 décembre 2004.

(10) Nombre total de RGU déconnectés pendant la période considérée divisé par le nombre moyen de RGU pendant cette période. Les statistiques de désabonnement ne comprennent pas les clients qui déménagent au sein des zones de notre Réseau dans lesquelles nous fournissons le service concerné et choisissent de continuer à recevoir les services que nous leur fournissions précédemment.

- (11) Comprend les PME qui reçoivent nos services par le biais d'une connexion coaxiale.
- (12) Ne comprend pas les RGU qui utilisent nos services de présélection et comprend les PME qui reçoivent nos services par le biais d'une connexion coaxiale. Voir note de bas de page n°3. Nous excluons les RGU qui utilisent nos services de présélection de nos statistiques de désabonnement du service de téléphonie résidentiel car, pour la majeure partie, ces clients s'abonnent à nos services de téléphonie par accès direct lorsqu'ils cessent d'être abonnés à nos services de présélection. Les statistiques de désabonnement pour notre activité de téléphonie résidentielle ont été redressées pour 2003 du fait d'une analyse effectuée à la suite de l'intégration de la base de données clients en 2004.
- (13) Nombre de RGU à la fin de la période concernée en tant que pourcentage du nombre de foyers et d'entreprises, selon le cas, qui ont accès au Réseau Telenet à la fin de la période considérée (en ce qui concerne la télévision câblée) ou au Réseau Combiné au 30 juin 2005 (en ce qui concerne l'internet *broadband* résidentiel et la téléphonie).
- (14) Pour les périodes postérieures au 31 décembre 2003, les taux de pénétration sont calculés sur la base du nombre de RGU à la fin de la période concernée en pourcentage du nombre de foyers et d'entreprises, selon le cas, ayant accès au Réseau Combiné à la fin de la période concernée. Pour les périodes antérieures au 31 décembre 2003 nous n'avions pas encore terminé l'amélioration du Réseau Combiné permettant de fournir la capacité bi-directionnelle nécessaire pour fournir des services internet et de téléphonie. Afin de limiter les distorsions du fait de l'amélioration, les taux de pénétration de l'internet *broadband* et de la téléphonie pour ces périodes sont calculés sur la base du nombre de RGU à la fin de la période concernée en pourcentage du nombre de foyers et d'entreprises, ayant accès au Réseau Combiné au 31 décembre 2003. Voir "Présentations d'Informations Financières et Autres—Abonnés et Données Apparentées." Cela inclut les SME qui reçoivent nos services *broadband* et de téléphonie par le biais d'une connexion coaxiale.

Le tableau ci-dessous présente certaines informations financières résumées dérivées de nos comptes consolidés audités au et pour les trois exercices clôturés les 31 décembre 2002, 2003 et 2004, et dérivées de nos comptes consolidés abrégés non audités au et pour le semestre clôturé le 30 juin 2005:

(En millions d'euro, sauf pourcentages)	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	2002	2003	2004	2004	2005
Chiffre d'affaires					
Télévision câblée basique	64,2	187,8	206,2	102,6	102,8
Télévision câblée premium	—	5,0	58,8	29,7	27,8
Internet <i>broadband</i> résidentiel	101,1	147,9	192,3	91,6	110,2
Téléphonie résidentielle	112,4	125,0	157,2	77,9	83,9
Services aux entreprises	29,4	36,6	66,7	33,6	34,1
Total	<u>307,1</u>	<u>502,3</u>	<u>681,1</u>	<u>335,4</u>	<u>358,8</u>
Charges					
Charges d'Exploitation (hors dépréciations et amortissements)	(133,0)	(164,1)	(247,8)	(120,5)	(126,3)
Frais de vente, frais généraux et administratifs . . .	(91,5)	(108,1)	(133,8)	(63,2)	(62,6)
Amortissement des immobilisations corporelles . . .	(109,4)	(140,4)	(159,3)	(80,0)	(74,0)
Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles	<u>(36,5)</u>	<u>(368,5)</u>	<u>(35,6)</u>	<u>(16,7)</u>	<u>(19,2)</u>
Bénéfice d'Exploitation (perte)	(63,3)	(278,9)	104,6	55,0	76,8
Charge d'intérêts nette	(134,2)	(172,3)	(156,6)	(82,6)	(81,7)
Gain sur taux de change (perte) net	0,7	(3,3)	(4,7)	(10,3)	(16,0)
Autres produits financiers (charges)	—	(20,7)	—	—	—
Pertes sur extinction de dettes	—	(108,5)	—	—	—
Charge d'impôt	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>(3,8)</u>	<u>(0,1)</u>	<u>(8,2)</u>
Perte nette avant effet cumulatif des modifications comptables	(196,8)	(583,8)	(60,5)	(37,9)	(29,2)
Effet cumulatif des modifications comptables	<u>(667,6)</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>
Perte nette	<u>(864,4)</u>	<u>(583,8)</u>	<u>(60,5)</u>	<u>(37,9)</u>	<u>(29,2)</u>
EBITDA	82,6	230,0	299,6	151,7	169,9
Marge EBITDA	26,9 %	45,8 %	44,0 %	45,2 %	47,4 %

Le tableau ci-dessous présentes des informations financières résumées en pourcentage des revenus pour les périodes considérées :

(En pourcentages)	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	2002	2003	2004	2004	2005
	(audités)	(audités)	(audités)	(non-audités)	
Chiffre d'affaires					
Télévision câblée basique	20,9 %	37,4 %	30,3 %	30,6 %	28,7 %
Télévision câblée premium	—	1,0 %	8,6 %	8,9 %	7,7 %
Internet <i>broadband</i> résidentiel	32,9 %	29,4 %	28,2 %	27,3 %	30,7 %
Téléphonie résidentielle	36,6 %	24,9 %	23,1 %	23,2 %	23,4 %
Services aux entreprises	9,6 %	7,3 %	9,8 %	10,0 %	9,5 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Charges					
Charges d'Exploitation (hors dépréciations et amortissements)	(43,3)%	(32,7)%	(36,4)%	(35,9)%	(35,2)%
Frais de vente, frais généraux et administratifs	(29,8)%	(21,5)%	(19,6)%	(18,8)%	(17,4)%
Amortissement des immobilisations					
corporelles	(35,6)%	(28,0)%	(23,4)%	(23,8)%	(20,6)%
Amortissement et perte de valeur	(11,9)%	(73,4)%	(5,2)%	(5,0)%	(5,3)%
Bénéfice d'exploitation (perte)	(20,6)%	(55,5)%	15,4 %	16,4 %	21,4 %
Charge d'intérêt nette	(43,7)%	(34,3)%	(23,0)%	(24,6)%	(22,8)%

Semestre Clôturé le 30 Juin 2004 Comparé au Semestre Clôturé le 30 Juin 2005

L'information financière pour les semestres clôturés le 30 juin 2004 et le 30 juin 2005 comprise dans les commentaires présentés ci-dessous provient des comptes non-audités de Telenet Group Holding pour ces périodes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a augmenté de €23,5 millions, ou 7,0 %, de €335,4 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €358,8 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Notre activité de télévision câblée, que nous avons acquise des MIC et avons commencé à exploiter en août 2002, a généré €130,6 millions, ou 36,4 %, de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, alors que nos activités d'internet *broadband* et de téléphonie résidentielle ont généré respectivement €110,2 millions et €83,9 millions, ou 30,7 % et 23,4 %, de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Les ventes de services aux entreprises étaient de €34,1 millions, ou 9,5 % de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Les augmentations de nos revenus ont principalement été le fait de la croissance du nombre d'abonnés de nos activités d'internet et de téléphonie résidentielle, qui ont été partiellement contrebalancées par la diminution des revenus moyens par utilisateur de nos services de téléphonie et d'internet.

Le revenu moyen par utilisateur a augmenté pour passer de €25,1 pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €26,6 pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Cette augmentation est principalement le fait de l'augmentation du nombre de RGU par client individuel, compensée par des diminutions du revenu moyen par utilisateur pour nos services de téléphonie et d'internet.

Télévision câblée

Le chiffre d'affaires de la télévision câblée a diminué pour passer de €132,3 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €130,6 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Le chiffre d'affaires de la télévision câblée basique a augmenté légèrement pour passer de €102,6 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €102,8 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Le chiffre d'affaires de la télévision câblée premium a diminué de €29,7 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €27,8 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, surtout en raison de la

réduction du nombre d'abonnés de 142.000 abonnés pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à 135.000 abonnés pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, et ce principalement en conséquence de la réduction de l'activité marketing pour ce service dans l'attente du lancement de notre service iDTV. Depuis juin 2005, notre activité de câble premium fait face à la concurrence de Belgacom TV, un service ADSL, qui comprend des offres numériques basiques et premium. De ce fait, nos activités de télévision câblée basique et premium pourraient subir une augmentation des désabonnements.

Suite à l'annonce du lancement de nos chaînes premium Prime en juillet 2005, nous commençons à migrer nos abonnés premium Canal+ sur le Réseau Telenet vers nos nouveaux bouquets numériques Prime. Dès lors que le prix de ceux-ci se situe entre €14,95 et €26,95 TVA comprise, nous nous attendons à ce que notre revenu moyen par utilisateur pour ces abonnés soit réduit par rapport au taux actuel. Dès lors que nous n'offrons pas iDTV dans les zones du Réseau Partenaire mais que nous offrirons en revanche des bouquets Prime qui sont basés sur les offres précédentes de Canal+ au même prix, aucun changement de revenu moyen par utilisateur n'est prévu pour les clients câble premium dans ces zones.

Le revenu moyen par utilisateur pour la télévision câblée basique est resté stable à €10,3 pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 et pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Le revenu moyen par utilisateur pour la télévision câblée premium a augmenté pour passer de €33,3 pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €33,7 pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Le taux de désabonnement de notre service de télévision câblée basique était de 5,1 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 comparé à 4,7 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Le taux de désabonnement pour notre service de câble premium était de 12,9 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 comparé à 12,6 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Internet Broadband Résidentiel

Le chiffre d'affaires généré par notre activité d'internet *broadband* résidentiel a augmenté de 20,4 %, passant de €91,6 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €110,2 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. L'augmentation des revenus de l'internet *broadband* résidentiel était principalement le fait d'une augmentation de 23,9 % du nombre d'abonnés du fait de larges campagnes de marketing et des promotions réussies. Cette augmentation a été partiellement compensée par une diminution du revenu moyen par utilisateur sur la même période.

La récente croissance du nombre de nos abonnés internet est partiellement attribuable à la demande accrue pour nos produits de téléphonie, faisant suite à nos récents nouveaux plans tarifaires et promotions.

Le revenu moyen par utilisateur était de €35,1 pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 comparé à €32,9 pour le semestre clôturé le 30 juin 2005 du fait de promotions affectant les revenus et de la part significativement croissante de RGU souscrivant à nos offres les moins chères telles que ComfortNet. Afin de stimuler les ventes sur des segments de marchés cibles supplémentaires nous proposons désormais cinq produits internet : de notre produit d'entrée de gamme bande étroite internet FreeSurf lancé en juillet 2005 qui offre une vitesse de *downstream* de 64 Kbps pour €1,00 (TVA comprise), jusqu'au produit *broadband* ExpressNet à 5 Mbps, qui est notre produit le plus populaire, et Expressnet Turbo, qui est notre produit premium qui offre une vitesse de *downstream* de 10Mbps pour €59,95 par mois (TVA incluse).

Le taux de désabonnement de notre activité d'internet *broadband* résidentiel était de 8,4 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005 comparé à 8,8 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2004, dû principalement à une concurrence accrue et à l'impact marginal de nos promotions récentes.

Téléphonie Résidentielle

Le chiffre d'affaires de la téléphonie résidentielle (y compris les revenus d'interconnexion aussi bien pour les abonnés résidentiels que pour les clients professionnels) a augmenté de 7,6 %, passant de €77,9 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €83,9 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Cette augmentation a principalement été le fait de la croissance de la base d'abonnés. L'introduction d'offres tarifaires nouvelles telles que FreePhone et FreePhone Anytime, qui ont stimulé la demande pour nos produits de téléphonie, ont contribué de manière significative à l'augmentation nette d'abonnés. Ces produits sont en concurrence avec un nombre d'offres à prix réduits similaires qui ont récemment été lancées par plusieurs de nos concurrents. Les revenus générés par les frais

d'interconnexion représentaient 18 % des revenus de téléphonie résidentielle pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Les frais d'interconnexion que nous facturons font l'objet de contentieux. Voir "Activité—Procédures Judiciaires—Litige sur l'Interconnexion."

Notre revenu moyen par utilisateur, qui ne comprend pas les revenus d'interconnexion, a diminué de €37,6 par mois pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 pour passer à €34,6 pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Cette diminution est le résultat de l'effet défavorable continu de la substitution des lignes fixes par des mobiles sur le nombre de minutes d'utilisation, de la contribution en baisse des numéros à prix premium par rapport à la même période de l'année précédente et la souscription en hausse à nos offres de téléphonie FreePhone.

Le taux de désabonnement pour notre activité de téléphonie résidentielle représentait 13,2 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2004, comparé à un taux de désabonnement de 12,2 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Le management pense que les revenus ont été affectés défavorablement par le *tromboning*, une pratique par laquelle certains opérateurs de téléphonie dévient à l'étranger des appels dont l'origine est en Belgique et réorientent ensuite ces appels vers la Belgique afin de bénéficier de frais réduits d'interconnexion internationale.

Services aux Entreprises

Le chiffre d'affaires des services aux entreprises a augmenté de 1,6 %, passant de €33,6 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €34,1 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Nous continuons à faire face à une concurrence forte sur le segment des services aux entreprises, à une érosion des prix et à des délais dans la souscription de nos produits DSL. Nous nous attendons également à ce que le transfert des contrats vocaux de Telenet Solutions à Telenet NV ait pour résultat des désabonnements supplémentaires à la fin de l'année 2005. Nous nous attendons donc à ce que les revenus trimestriels des services aux entreprises n'augmentent pas au second semestre 2005.

Charges

Charges d'Exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de €5,8 millions, ou 4,8 %, passant de €120,5 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €126,3 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, les charges d'exploitation ont principalement augmenté du fait de la croissance de notre activité. De surcroît le déménagement dans nos nouveaux locaux dans la région de Bruxelles et d'extensions temporaires à Malines ont fait augmenter nos charges immobilières. Dans le cadre du lancement imminent de l'iDTV, nous avons encourus des frais de recherche et développement, et des coûts de programmation accrus par la conclusion de nouveaux contrats de contenus fermes. Ces effets ont été partiellement compensés par des provisions pour créances douteuses plus faibles du fait de meilleurs recouvrements anticipés pour notre augmentation de prix rétroactive concernant la télévision analogique câblée.

Les charges d'exploitation représentaient 35,9 % de notre chiffre d'affaires pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 et 35,2 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Charges Générales, Charges de Vente et Charges Administratives

Les charges générales, les charges de vente et les charges administratives ont légèrement diminué de 0,9 %, passant de €63,2 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €62,6 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Cette diminution est principalement le résultat de coûts exceptionnels que nous avons encourus dans le cadre de l'intégration de PayTVCo et Telenet Solutions au semestre clôturé le 30 juin 2004.

Les coûts d'acquisition de nouveaux abonnés ont diminué de 28,9 %, passant de €131 par abonné brut supplémentaire à l'internet et à la téléphonie pour le semestre clôturé le 30 juin 2004, à €93 par abonné brut supplémentaire à l'internet et à la téléphonie pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, du fait de l'augmentation des ventes et en raison de dépenses de marketing plus faibles.

Notre EBITDA a augmenté pour passer de €151,7 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €169,9 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005 pour les raisons décrites ci-dessus.

Notre marge d'EBITDA a augmenté pour passer de 45,2 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à 47,4 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Charges de Dépréciation et Charges d'Amortissement

Les charges de dépréciation ont diminué de €6,0 millions, passant de €80,0 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €74,0 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Les charges de dépréciation représentaient 23,8 % du chiffre d'affaires pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 et de 20,6 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Les charges d'amortissement ont augmenté de €2,4 millions, passant de €16,7 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €19,2 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, principalement du fait de l'augmentation des dépenses concernant les actifs incorporels. Les charges d'amortissement représentaient 5,3 % du chiffre d'affaires pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Bénéfices d'Exploitation

Nos bénéfices d'exploitation ont augmenté de €21,8 millions, passant de €55,0 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €76,8 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, du fait des facteurs décrits ci-dessus.

Autres Produits (Charges)

Produits d'Intérêts (Charges)

Nos charges d'intérêts nettes ont diminué, passant de €82,6 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €81,7 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, principalement en raison d'un remboursement de €105,0 millions au titre de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") effectué le 31 mars 2005. Cette diminution a été partiellement compensée par l'impact de nos instruments de couverture de taux d'intérêt. Voir "Notre Historique—Refinancement et Remboursements Anticipés" et "Activité." Nos charges d'intérêts nettes représentaient 24,6 % de nos revenus pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 et 22,8 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Charges d'Impôt sur le Résultat

Nos charges d'impôt sur le résultat ont augmenté de €8,1 millions, passant de €0,1 million pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €8,2 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Cela reflète l'impact des bénéfices dégagés par deux de nos filiales acquises par Telenet Bidco en 2001, par référence auxquels nous avons calculé la valeur de nos actifs de pertes reportées et constaté l'impact de cette évaluation sur notre *goodwill* et sur notre compte de résultats. La charge d'impôt différé en résultant, qui n'a pas un impact en liquidités immédiat, a absorbé €24,1 millions de nos reports d'impôts lors du semestre clôturé le 30 juin 2005.

Produits sur Opérations de Change (Charges)

Nos charges nettes sur opérations de change ont augmenté, passant d'une perte de €10,3 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à une perte de €16,0 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, principalement en raison du changement de valeur de marché de nos couvertures de devises conclues à la suite de l'émission de nos Senior Discount Notes libellées en U.S. dollars en décembre 2003.

Perte Nette

La perte nette a diminué de €8,7 millions, passant de €37,9 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €29,2 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, en raison des éléments décrits ci-dessus.

Exercice Clôturé le 31 Décembre 2003 Comparé à l'Exercice Clôturé le 31 Décembre 2004

L'information financière pour les exercices clôturés les 31 décembre 2003 et 31 décembre 2004 inclus dans les commentaires présentés ci-dessous provient des comptes de Telenet Group Holding pour ces périodes.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires a augmenté de €178,8 millions, ou 35,6 %, passant de €502,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €681,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Les moteurs principaux de la croissance de nos revenus étaient la croissance du nombre d'abonnés de notre activité d'internet *broadband* résidentiel et l'impact d'une contribution d'un exercice entier des Acquisitions Canal+ et Telenet Solutions.

Télévision Câblée

Nous avons généré €206,2 millions de revenus de télévision câblée basique pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, comparé à €187,8 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. En 2004, l'impact résiduel de la deuxième de nos deux augmentations de tarifs d'abonnement de 2003 et de l'augmentation des droits d'auteur de 2003, ont contribué à l'augmentation du chiffre d'affaires pendant le premier semestre de l'année. L'activité de télévision câblée premium que nous avons acquise avec effet au 1^{er} décembre 2003 a contribué à hauteur de €58,8 millions à notre chiffre d'affaires total du câble pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004.

Internet Broadband Résidentiel

Le chiffre d'affaires généré par notre activité d'internet *broadband* résidentiel a continué d'augmenter, à hauteur de 30,0 %, passant de €147,9 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €192,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. L'augmentation des revenus de l'internet *broadband* résidentiel fut essentiellement le résultat de la croissance nette de 26,9 % du nombre d'abonnés à ces services pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004.

Téléphonie Résidentielle

Le chiffre d'affaires de la téléphonie résidentielle (y compris les revenus d'interconnexion aussi bien pour les abonnés résidentiels que pour les clients professionnels) a augmenté de 25,7 %, passant de €125,0 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €157,2 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Cette augmentation est essentiellement due à la croissance nette de 21,6 % du nombre d'abonnés aux services de téléphonie à accès direct pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. L'augmentation des frais d'interconnexion fait l'objet de contentieux. Voir "Activité—Procédures Judiciaires—Litige sur l'Interconnexion."

Le management pense que les revenus ont été affectés défavorablement par le *tromboning*, une pratique par laquelle certains opérateurs de téléphonie dévient vers l'étranger des appels dont l'origine est en Belgique et réorientent ensuite ces appels vers la Belgique afin de bénéficier de frais réduits d'interconnexion internationale.

Services aux Entreprises

Le chiffre d'affaires des services aux entreprises a augmenté de 82,2 %, passant de €36,6 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €66,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Cette augmentation reflète l'addition sur tout un exercice des revenus résultant de l'Acquisition Telenet Solutions, qui n'a contribué qu'à hauteur d'un mois à nos revenus 2003.

Charges

Charges d'Exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de €83,7 millions, ou 51,0 %, passant de €164,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €247,8 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Pour ce dernier exercice, les charges d'exploitation ont augmenté essentiellement du fait de l'inclusion des coûts de programmation premium dans nos résultats d'exploitation à la suite de l'Acquisition Canal+ en décembre 2003 et de coûts d'exploitation plus élevés pour l'activité de services aux entreprises à la suite de l'Acquisition Telenet Solutions. Les charges d'exploitation représentaient 32,7 % du chiffre d'affaires pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 et 36,4 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004.

D'autres facteurs ayant contribué à l'augmentation des charges d'exploitation comprenaient la croissance générale du nombre d'abonnés à l'internet et à la téléphonie, des activités de centre d'appel plus importantes suite à la migration des abonnés du service de télévision câblée basique d'Electrabel au système Telenet pendant le premier semestre 2004, ce qui a eu pour conséquence une augmentation à court terme des coûts du centre d'appel et des coûts plus élevés en 2004 en ce qui concerne les créances douteuses à la suite du résultat de créances douteuses temporairement moins élevé en 2003.

Charges Générales, Charges de Vente et Charges Administratives

Les charges générales, les charges de vente et les charges administratives ont augmenté de €25,7 millions, ou 23,7 %, passant de €108,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €133,8 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Ces charges représentaient 21,5 % des revenus pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 et 19,6 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Les charges ont augmenté en raison de l'acquisition de notre activité de télévision câblée premium de Canal+, de charges plus importantes liées à l'Acquisition Telenet Solutions et de frais de marketing et de publicité en ligne avec la croissance des revenus. Toutefois, l'Acquisition Telenet Solutions et l'Acquisition Canal+ ont contribué à des frais généraux, de vente et administratifs supplémentaires dans une proportion moindre que le reste de nos activités. En outre, en 2003 et en 2004 nous avons encouru des charges associées à l'intégration de MixtICS, aux acquisitions et intégrations de Telenet Solutions et de PayTVCo et certains coûts associés au Refinancement. De surcroît, nous avons encouru des charges exceptionnelles du fait de la résiliation anticipée d'obligations relatives à un contrat de prestation de services. Ces derniers et les frais d'intégration représentaient approximativement €4,3 millions de charges non-récurrentes en 2004.

Les coûts d'acquisition de nouveaux abonnés ont diminué de 13,2 %, passant de €144 par abonné brut supplémentaire à l'internet et à la téléphonie pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, à €125 par abonné brut supplémentaire à l'internet et à la téléphonie pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, du fait de l'efficacité améliorée de nos campagnes de marketing.

Notre marge d'EBITDA a diminué, passant de 45,8 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à 44,0 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004.

Charges de Dépréciation et Charges d'Amortissement

Les charges de dépréciation ont augmenté de €18,9 millions, passant de €140,4 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €159,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, à la suite de l'Acquisition MixtICS en août 2002, de la croissance de notre base d'abonnés et des dépenses d'investissement liées aux abonnés. Les charges de dépréciation représentaient 28,0 % du chiffre d'affaires pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 et 23,4 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004.

Les charges d'amortissement ont diminué de €332,8 millions, passant de €368,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €35,6 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Cette diminution a été causée principalement par une diminution de €336,0 millions de notre *goodwill* du fait d'une évaluation conduite conformément au SFAS n° 142 lors du troisième trimestre 2003. La diminution a été adoptée du fait d'une révision de nos prévisions de bénéfices effectuée en 2003 afin de refléter notre évaluation des changements des marchés belges de services internet et de téléphonie. Voir Annexe 6 de nos comptes consolidés pour les années clôturées les 31 décembre 2002, 2003 et 2004.

Pertes et Bénéfices d'Exploitation

Les pertes d'exploitation se sont améliorées de €383,5 millions, passant d'une perte de €278,9 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à un bénéfice de €104,6 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, du fait des éléments décrits ci-dessus.

Autres Produits (Charges)

Produits d'Intérêts (Charges)

Nos charges nettes d'intérêt ont diminué, passant de €172,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €156,6 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, principalement en raison de la restructuration de notre dette en décembre 2003, de la réduction de notre dette totale à la suite d'un remboursement anticipé de €100,0 millions de l'encours de notre Contrat de Crédit Senior

(“*Senior Credit Facility*”) en mars 2004, des taux Euribor moyens moins élevés en 2004 qu’en 2003, et des marges réduites dues au titre du Contrat de Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”) suite au remboursement anticipé de mars 2004. Nos charges d’intérêts nettes représentaient 34,3 % de notre chiffre d’affaire pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003 et 23,0 % pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2004.

Produits sur Opérations de Change (Charges)

Les pertes nettes sur opérations de change ont augmenté, passant de €3,3 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €4,7 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2004, principalement en raison du changement de la valeur de marché de nos couvertures de devises souscrites suite à l’émission de nos Discount Notes libellées en U.S. dollars en décembre 2003.

Perte Nette

La perte nette a diminué de €523,3 millions, passant de €583,8 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €60,5 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2004, en raison des éléments décrits ci-dessus.

Exercice Clôturé le 31 Décembre 2002 Comparé à l’Exercice Clôturé le 31 Décembre 2003

L’information financière pour les exercices clôturés les 31 décembre 2002 et 31 décembre 2003 inclus dans les commentaires présentés ci-dessous provient des comptes de Telenet Group Holding pour ces périodes.

Chiffre d’affaires

Le chiffre d’affaires a augmenté de €195,2 millions, ou 63,6 %, passant de €307,1 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €502,3 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003. Les moteurs principaux de la croissance de nos revenus étaient l’inclusion d’une contribution pour un exercice entier de notre activité de télévision câblée basique, la croissance du nombre d’abonnés de nos activités d’internet *broadband* et de téléphonie résidentiels et l’augmentation des prix dans notre activité de télévision câblée basique.

Télévision Câblée

Suite à l’acquisition de notre activité de télévision câblée basique en août 2002, nous avons généré €187,8 millions de chiffre d’affaires de télévision câblée basique pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003, comparé à €64,2 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2002. Pendant cette période, nous avons augmenté le prix de nos abonnements à la télévision câblée (d’une moyenne de 15 % en janvier 2003 et 10 % supplémentaires par rapport au prix initial en juillet 2003). Nous avons également augmenté, en août 2003, les droits d’auteur qui sont facturés aux clients conjointement avec leur abonnement au câble basique. L’activité de télévision câblée premium que nous avons acquise avec effet au 1^{er} décembre 2003 a contribué à hauteur de €5,0 millions au total de nos revenus de câble pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003.

Internet Broadband Résidentiel

Le chiffre d’affaires généré par notre activité d’internet *broadband* résidentiel a continué à croître, de 46,3 %, passant de €101,1 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €147,9 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003. L’augmentation des revenus de l’internet *broadband* résidentiel fut essentiellement le résultat de la croissance nette de 39,1 % du nombre d’abonnés à ces services pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003. Le revenu moyen par utilisateur a augmenté de €1,70 par mois du fait de l’augmentation des ventes de services à valeur ajoutée.

Téléphonie Résidentielle

Le chiffre d’affaires de la téléphonie résidentielle (y compris les revenus d’interconnexion aussi bien pour les abonnés résidentiels que pour les clients professionnels) a augmenté de 11,2 % pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003, passant de €112,4 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €125,0 millions pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2003. Cette augmentation est essentiellement due à l’augmentation de nos frais d’interconnexion en août 2002 et à la croissance de 25,1 % du nombre d’abonnés aux services de téléphonie à accès direct pour l’exercice clôturé le

31 décembre 2003. L'augmentation des frais d'interconnexion fait l'objet de contentieux. Voir "Activité—Procédures Judiciaires—Litige sur l'Interconnexion."

Durant le premier semestre 2002, le management a décidé, pendant une période de faibles dépenses d'investissement précédant l'Acquisition MixtICS, de réduire l'activité marketing liée à la téléphonie. Nous avons relancé notre produit de téléphonie résidentielle au début 2003 et avons mis en place une nouvelle grille tarifaire le 1^{er} septembre 2003. Les promotions que nous avons faites dans le cadre de cette relance et de ce nouveau plan tarifaire, telles que l'octroi de minutes gratuites, des périodes limitées de frais de locations mensuels de ligne réduits et une réduction de certains frais d'usage, ont eu un impact négatif sur le revenu moyen par utilisateur. Le revenu moyen par utilisateur a également été réduit par les effets de la substitution de la téléphonie fixe par la téléphonie mobile sur les revenus liés aux appels et en raison de la réduction des frais d'interconnexion payés à d'autres opérateurs dont les avantages ont bénéficié à nos clients par le biais d'une réduction de nos tarifs de détail.

Le management pense que les revenus ont été affectés défavorablement par le *tromboning*, une pratique par laquelle certains opérateurs de téléphonie dévient à l'étranger des appels dont l'origine est en Belgique et réorientent ensuite ces appels vers la Belgique afin de bénéficier de frais réduits d'interconnexion internationale.

Services aux Entreprises

Le chiffre d'affaires des services aux entreprises a augmenté de 24,5 %, passant de €29,4 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €36,6 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. Cette augmentation reflète la croissance de notre base de clients, la réallocation des revenus générés par les abonnés PME et résidentiels qui reçoivent des services par le biais d'une connexion coaxiale à nos activités de services aux entreprises, et une faible contribution de revenus de notre fournisseur de services aux entreprises récemment acquis, Telenet Solutions, qui nous appartient avec effet financier depuis le 1^{er} décembre 2003.

Charges

Charges d'Exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de €31,1 millions, ou 23,4 %, passant de €133,0 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €164,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. Pour ce dernier exercice, les charges d'exploitation ont augmenté essentiellement du fait de l'inclusion des coûts de programmation dans nos résultats d'exploitation à la suite de l'Acquisition MixtICS en août 2002. Les charges d'exploitation représentaient 43,3 % des revenus pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 et 32,7 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003.

Les charges liées aux créances douteuses ont significativement diminué pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 par comparaison avec les montants plus élevés pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002, à la suite d'interruptions dans les recouvrements liés à la mise en place en 2002 de OASIS, notre plate-forme IT. Nous avons pris des mesures pour réduire le nombre de créances douteuses lors du dernier trimestre 2002, y compris des procédures de recouvrement améliorées et des mesures de résiliation concernant les clients en défaut de paiement. En conséquence, à partir du dernier trimestre 2002 et en 2003 nous avons bénéficié de réductions des créances douteuses. En 2003, nous avons bénéficié de la réduction des frais d'interconnexion que nous devons payer à d'autres opérateurs ce qui a eu pour effet d'atténuer l'impact de l'augmentation des coûts d'interconnexion liés à l'augmentation du trafic du fait de la croissance du nombre d'abonnés à la téléphonie durant cette année-là.

Charges Générales, Charges de Vente et Charges Administratives

Les charges générales, les charges de vente et les charges administratives ont augmenté de €16,7 millions, ou 18,2 %, passant de €91,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €108,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. Ces charges représentaient 29,8 % du chiffre d'affaires pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 et 21,5 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. Ces charges ont augmenté en raison de l'acquisition de notre activité de télévision câblée auprès des MIC et de l'augmentation des frais de marketing et de publicité en ligne avec la croissance des revenus. Ces frais ont toutefois été partiellement compensés par des initiatives de

réduction des coûts. En outre, en 2003 nous avons encouru des charges associées à l'intégration de MixtICS, de Telenet Solutions et de PayTVCo et certains coûts associés au Refinancement.

Notre marge d'EBITDA a augmenté, passant de 26,9 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à 45,8 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003.

Charges de Dépréciation et Charges d'Amortissement

Les charges de dépréciation ont augmenté de €31,0 millions, passant de €109,4 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €140,4 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, à la suite de l'Acquisition MixtICS en août 2002, de la croissance de notre base d'abonnés et des dépenses d'investissement liées aux abonnés. Les charges de dépréciation représentaient 35,6 % des revenus pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 et de 28,0 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003.

Les charges d'amortissement ont augmenté de €332,0 millions, passant de €36,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €368,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. Cette diminution a été causée principalement par une diminution de €336,0 millions de notre *goodwill* du fait d'une évaluation conduite conformément au SFAS n° 142 lors du troisième trimestre 2003. De plus, à partir d'août 2002 nous avons éliminé l'amortissement des droits d'usage de réseau lié à notre précédente co-propriété du réseau de télévision câblée des MIC à la suite de l'Acquisition MixtICS. Voir Annexe 6 de nos comptes consolidés pour les trois années clôturées les 31 décembre 2002, 2003 et 2004.

Pertes d'Exploitation

Les pertes d'exploitation ont augmenté de €215,6 millions, passant de €63,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €278,9 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, en raison des facteurs décrits ci-dessus.

Autres Produits (Charges)

Produits d'Intérêts (Charges)

Nos charges nettes d'intérêt ont augmenté de manière significative, passant de €134,2 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €172,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, principalement en raison de l'augmentation de notre endettement suite à l'Acquisition MixtICS en août 2002 et, dans une moindre mesure, du surplus d'intérêts payés à Interkabel au titre des Contrats de Clientèle et d'Annuité, les frais dus ayant augmenté en proportion des coûts liés à l'amélioration HFC du réseau. Ces charges ont été partiellement compensées par l'extinction de la partie d'intérêts de nos paiements au profit des MIC au titre du Contrat de Clientèle à la suite de notre acquisition de MixtICS. Voir "Notre Historique—Acquisition MixtICS." Nos charges d'intérêts nettes représentaient 43,7 % de nos revenus pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 et 34,3 % pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003.

Produits sur opérations de change (Charges)

Les produits nets sur opérations de change ont diminué, passant de €0,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à une perte de €3,3 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, principalement en raison du changement de la valeur de marché de nos couvertures de devises.

Autres Charges Financières

Dans le cadre de la modification des conditions des warrants alloués de manière irrévocable et de l'émission de nouveaux warrants, nous avons enregistré une charge de €8,0 millions en 2003, qui est incluse dans les Autres Charges Financières dans nos comptes annuels. Le montant de cette charge est basé sur la différence entre la juste valeur (telle que déterminée par le modèle de fixation de prix Black-Scholes) des *Subordinated Debt Warrants* comparée à la juste valeur des anciens warrants. De surcroît nous avons enregistré une perte de €12,7 millions en 2003 avant que les conditions des *Subordinated Debt Warrants* soient modifiées et coordonnées et que de nouveaux *Subordinated Debt Warrants* soient émis, sur la valeur de marché actualisée de nos contrats *forward* sur devises étrangères.

Pertes Liées à l'Extinction de Dette

Du fait du Refinancement, en 2003 nous avons annulé €20,3 millions de coûts liés à l'émission de dette liés au Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), aux *Mezzanine subordinated bonds* et €79,1 millions d'abandons de dette au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), des *Mezzanine subordinated bonds* et de reports. De surcroît, nous avons encouru une prime de rachat d'approximativement €9,2 millions en 2003 lors du remboursement de certains prêts d'actionnaires subordonnés et d'obligations de paiement différé. Ces charges ont été présentées comme des Pertes Liées à l'Extinction de Dette dans notre résultat d'exploitation annuel.

Effet Cumulé des Modifications Comptables, Net d'Impôts

Dans le cadre de notre adoption des SFAS n°142 en 2002, nous avons déterminé que le *goodwill* était diminué du fait d'un déclin des marchés belges de la téléphonie et de l'internet et avons enregistré un effet cumulatif de changement de principe comptable de €667,6 millions (net d'impôts) en 2003. Voir Annexe 6 de nos comptes consolidés pour les années clôturées les 31 décembre 2002, 2003 et 2004.

Perte Nette

Les pertes nettes ont diminué de €280,6 millions, passant de €864,4 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €583,8 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, du fait des éléments décrits ci-dessus.

Liquidités et Ressources en Capital

Flux de Trésorerie Historiques

Le tableau suivant présente les éléments de nos flux de trésorerie historiques pour les périodes indiquées :

(En millions d'euros)	Pour l'exercice clôturé le 31 décembre			Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	2002	2003	2004	2004	2005
	(audité)	(audité)	(audité)	(non-audité)	
Flux de trésorerie provenant (utilisés pour) des activités opérationnelles	11,1	99,4	223,1	108,4	109,4
Flux de trésorerie provenant (utilisés pour) des activités d'investissement	(457,6)	(127,7)	(141,5)	(57,1)	(67,2)
Flux de trésorerie provenant (utilisés pour) des activités de financement	454,7	181,1	(107,5)	(105,9)	(113,1)
Augmentation nette (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	8,3	152,7	(25,8)	(54,7)	(70,9)

Flux de Trésorerie Provenant (Utilisés pour) des Activités Opérationnelles

La trésorerie nette provenant des activités opérationnelles a augmenté, passant de €108,4 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €109,4 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Cette augmentation reflète la croissance de l'EBITDA généré par notre activité, mais a été compensée par la liquidation de dettes résultant de dépenses d'investissement encourues au cours du quatrième trimestre 2004.

La trésorerie nette provenant des activités opérationnelles a augmenté, passant de €99,4 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €223,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Cette augmentation reflète la croissance de notre activité résultant de l'élargissement de notre base d'abonnés à l'internet et à la téléphonie résidentiels, nos charges d'intérêt réduites et la contribution en 2004 d'une année complète des flux de trésorerie générés par l'Acquisition Canal+ et l'Acquisition Telenet Solutions de décembre 2003.

La trésorerie nette provenant des activités opérationnelles a augmenté, passant de €11,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €99,4 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. Cette augmentation reflète l'acquisition de notre activité de télévision câblée en août 2002, améliorée par les augmentations de redevances d'abonnement payées par nos abonnés à la télévision câblée et les frais d'interconnexion payés par les utilisateurs de notre réseau de services de téléphonie

résidentielle et la croissance de notre base d'abonnés durant cette période, ainsi que l'impact d'initiatives de réductions de coûts.

Flux de Trésorerie Provenant (Utilisés pour) d'Activités d'Investissement

La trésorerie nette provenant d'activités d'investissement a augmenté de 17,7 %, passant de €57,1 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004 à €67,2 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Cette augmentation reflète principalement le coût des dépenses d'investissement liées à une croissance plus forte de notre base d'abonnés à l'internet et à la téléphonie résidentiels pendant cette période.

La trésorerie nette utilisée pour les activités d'investissement a augmenté, passant de €127,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 à €141,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Cette augmentation reflète les coûts plus élevés que nous avons encourus en 2004 pour les projets d'IT, les coûts de développement de la télévision numérique et des dépenses relatives à des espaces de bureau additionnels. La trésorerie nette utilisée pour les activités d'investissement pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003 comprend l'impact net en terme de trésorerie de l'Acquisition Telenet Solutions, de l'Acquisition Canal+ et de l'acquisition Sinfilo, pour un montant de €27,3 millions.

La trésorerie nette utilisée pour les activités d'investissement a diminué, passant de €457,6 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 à €127,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. Cette diminution reflète principalement l'acquisition de notre activité de télévision câblée en août 2002 et les dépenses d'investissement additionnelles encourues sur cette période pour les maintenances réseau y afférentes.

Flux de Trésorerie Provenant (Utilisés pour) d'Activités de Financement

La trésorerie nette utilisée pour des activités de financement étaient de €105,9 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2004, tandis que la trésorerie nette utilisée pour des activités de financement était de €113,1 millions pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Ce mouvement reflète principalement le remboursement anticipé, d'un montant de €100,0 millions, des tranches A et B de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") en mars 2004, de remboursements en principal au titre des Contrats d'Annuité et de Clientèle conclu avec les PIC en février 2004 et en février 2005 et le remboursement anticipé additionnel d'un montant de €105,0 millions des tranches A, B et C2 de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") en mars 2005.

La trésorerie nette provenant des activités de financement était de €181,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, tandis que la trésorerie nette utilisée pour des activités de financement était de €107,5 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004. Ce mouvement reflète principalement le remboursement d'un montant de €100,0 millions au titre de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") le 22 mars 2004 et des remboursements anticipés partiels au titre de nos obligations de clientèle et d'annuité et des crédit-baux.

La trésorerie nette provenant des activités de financement était de €454,7 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 tandis que la trésorerie nette provenant des activités de financement était de €181,1 millions pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2003. Ce mouvement reflète principalement la trésorerie fournie dans le cadre du financement par dette de l'Acquisition MixtICS en août 2002 lors de l'exercice clôturé le 31 décembre 2002 et les contributions positives des flux de trésorerie d'exploitation lors de l'exercice clôturé le 31 décembre 2003, qui ont été plus que suffisants pour satisfaire les obligations en liquidités liées aux activités d'investissement, aux coûts d'acquisition et aux coûts de service de la dette.

Dépenses d'Investissement

Notre activité a des besoins en capital importants. Une part substantielle de nos dépenses d'investissement est variable, étant directement liée à la croissance du nombre d'abonnés et/ou de clients ou aux besoins accrus de capacité accompagnant la croissance du nombre de clients. Premièrement, les dépenses d'investissement liées à la croissance du nombre de clients comprennent les coûts d'équipement ou d'installation au domicile des usagers finaux, en ce compris les coûts liés à la fourniture de décodeurs, modems, unités d'interface réseau, câbles et les coûts d'installation qui y sont liés. Deuxièmement, nous supportons des dépenses relatives au réseau du fait de la croissance du nombre de clients, en ce compris les coûts liés à, par exemple, la fourniture d'espace supplémentaire

sur nos serveurs pour les courriels, le stockage des sites internet, les boîtes vocales électroniques, la capacité de transférer de la téléphonie et d'autres choses qui augmentent généralement uniquement lorsque nous ajoutons de nouveaux clients. Troisièmement, nous supportons des dépenses d'investissement liées au financement de la maintenance du réseau, de son remplacement et de ses extensions, des frais de bureau et administratifs, de développement et test de produits, des coûts d'investissement en technologies de l'information et liés à des projets spécifiques. Ces coûts résiduels ne sont pas directement liés à la croissance du nombre de nos abonnés et comprennent les coûts d'entretien et d'extension du réseau, que nous nous attendons à devoir supporter du fait de la fourniture quasi-universelle de la télévision câblée analogique en Flandre.

Nous avons encouru des dépenses d'investissement de respectivement €57,1 millions et €67,2 millions, lors des semestres clôturés le 30 juin 2004 et le 30 juin 2005. Le management estime que les coûts liés aux abonnés représentaient respectivement environ 73 % de nos dépenses d'investissement pour le semestre clôturé le 30 juin 2004, dont 56 % étaient liées aux clients et 17 % étaient des dépenses de réseau liées à l'augmentation du nombre de clients. Les coûts liés aux abonnés représentaient une part estimée de 57 % de nos dépenses de capital pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, dont 36 % étaient liés aux clients et 21 % étaient des dépenses de réseau liées à l'augmentation du nombre de clients. Les coûts liés aux abonnés étaient inférieurs pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, principalement en raison de prix inférieurs par unité, en particulier en ce qui concerne les modems. Nous avons encouru des dépenses d'investissement de respectivement €67,4 millions, €100,4 millions et €141,5 millions pour les exercices clôturés le 31 décembre 2002, le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2004. Le management estime que les coûts liés aux abonnés représentaient respectivement environ 70 % (48 % liés aux clients et 22 % liés aux dépenses de réseaux), 70 % (50 % liés aux clients et 20 % liés aux dépenses de réseaux) et 68 % (44 % liés aux clients et 24 % liés aux dépenses de réseaux) de ces montants. Pour les exercices clôturés le 31 décembre 2003 et le 31 décembre 2004 et pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, nos dépenses d'investissement ont été financées intégralement par les flux de trésorerie des activités opérationnelles. Pour les périodes précédentes nous avons financé les dépenses d'investissement par des tirages sur notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*").

En 2005, nous prévoyons que les dépenses d'investissement seront comprises entre €160 millions et €180 millions. Approximativement 40 % de ce montant est destiné aux dépenses d'investissement liées à la croissance du nombre d'abonnés, tandis qu'approximativement 25 % sont destinés aux investissements de réseau et autres investissements d'infrastructure qui sont également liés à la croissance du nombre d'abonnés (y compris pour la messagerie vocale, les boîtes e-mail, la capacité de réseau central de fibres optiques et les licences d'utilisateur qui croissent parallèlement à notre base d'abonnés). Nous estimons qu'approximativement 15 % de ce montant est lié à nos projets d'amélioration d'ExpressNet. Les 35 % restants comprennent les dépenses d'investissement liées aux entretiens, remplacements et extensions du réseau. Nous projetons que ces coûts récurrents d'entretien, de remplacement et d'extension seront compris entre €25 millions et €30 millions en 2005. A court terme, nous pensons que nous pourrions différer une partie de ces coûts restants, si les liquidités devaient être limitées, avant que des problèmes significatifs de performance réseau ne se produisent. Sur le plus long terme, nous aurons besoin de poursuivre ces investissements afin de maintenir le niveau de service et de performance que nous souhaitons offrir à nos clients.

Nos dépenses d'investissement prévues pour 2005 comprennent les coûts spécifiques liés au lancement de notre service iDTV lors du second semestre et de l'amélioration de l'*upstream* sur le Réseau Telenet, que nous ne considérons pas être des coûts d'investissement récurrents. Dans le cadre du lancement de nos services iDTV et de la migration en cours de nos abonnés à la télévision payante premium de notre réseau vers ces nouveaux services, nous avons l'intention, pour ces abonnés, d'échanger les décodeurs analogiques Canal+ existants contre nos nouveaux décodeurs numériques interactifs. De surcroît, en ce qui concerne les abonnés Canal+ existants à nos communications iDTV, nous allons encourir des coûts de fourniture des décodeurs et pour les communications *return path*, si nécessaire, afin de permettre l'accès aux services interactifs par ces abonnés. Pour les nouveaux abonnés iDTV, nous prévoyons seulement de supporter les coûts d'installation du *return path*. Le coût de ces décodeurs numériques, ainsi que les frais d'installation qui leurs sont liés, auront pour effet d'augmenter les coûts d'équipement des abonnés parallèlement à la croissance de la base d'abonnés iDTV.

En 2006, nous prévoyons que les dépenses d'investissement seront comprises entre €180 millions et €200 millions. L'augmentation de nos dépenses d'investissement par rapport à 2005 est le fait d'activités

de ventes prévues plus importantes, en particulier du fait du déploiement de notre offre iDTV, des investissements dans le MVNO/DSLAM et d'une activité accrue liée à l'amélioration de l'*upstream* de ExpressNet. Nous nous attendons à ce qu'approximativement 45 % des dépenses d'investissement en 2006 seront liées à la croissance du nombre d'abonnés (y compris pour des décodeurs, des modems, des coûts de main d'œuvre et autres frais d'installation), tandis qu'approximativement 20 % seront destinés à des investissements de réseau et d'autres infrastructures qui sont également liés à la croissance du nombre d'abonnés (y compris pour la messagerie vocale, les boîtes e-mail, la capacité de réseau central de fibres optiques et les licences d'utilisateur qui croissent parallèlement à notre base d'abonnés). L'amélioration de l'*upstream* de ExpressNet est estimée représenter environ 20 % de nos dépenses de croissance réseau. Nous estimons que les 35 % restants seront destinés au financement des entretiens, remplacements et extensions du réseau, des frais de bureau et administratifs, du développement et des tests de produits, de l'IT et des coûts liés à des projets d'investissement spécifiques.

Nos hypothèses concernant les coûts relatifs à l'entretien et aux améliorations du Réseau Combiné et de notre réseau coaxial pourraient s'avérer inexactes, y compris si nous sommes incapables dans le futur de réduire le nombre de foyers desservis par chaque nœud du Réseau Telenet, cela devant nous permettre de soulager les contraintes de capacité locales sur le réseau.

Pour les besoins des commentaires précédents, nous avons exclu des dépenses d'investissement les coûts d'acquisition des droits d'utilisation de réseau en vertu des Contrats de Clientèle et d'Annuité et l'acquisition d'immobilier et d'équipement par le biais de locations-financements.

Trésorerie Disponible

Nous maintenons de la trésorerie et des équivalents de trésorerie pour financer les besoins quotidiens de liquidités de notre activité. Nous détenons principalement de la trésorerie en euros. Au 30 juin 2005, nous détenions €74,3 millions de trésorerie et d'équivalents-trésorerie, par rapport à €145,2 millions au 31 décembre 2004.

Au 30 juin 2005, la tranche D du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), qui est un crédit revolving non-tiré de €200,0 millions, était disponible à condition que nous respections certains engagements financiers et d'autres conditions. De surcroît, €150,0 millions supplémentaires étaient disponibles au titre de la tranche C du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), qui peuvent être utilisés pour soutenir des obligations d'acquisition ou de liquidités, à conditions que certaines conditions soient remplies.

Le 31 mars 2005 nous avons amendé les stipulations de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") et avons remboursé par anticipation €100,0 millions du solde combiné restant disponible des tranches A et B de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") et €5,0 millions nets du solde combiné des tranches C2 et E. Nous avons annulé la tranche C2, y compris son solde non tiré, et avons augmenté les montants disponibles au titre du crédit revolving de la tranche D de €100,0 millions à €200,0 millions. Nous avons augmenté la taille de la tranche E de €100,0 millions à €405,0 millions, cette tranche étant intégralement tirée. De plus nous avons obtenu auprès des prêteurs senior un prêt non-ferme, la tranche C, d'un montant maximum de €150,0 millions, qui peut être utilisé pour soutenir des obligations d'acquisition ou de liquidités en cas de réalisation de certaines conditions. Le Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") est commenté dans plus de détails à l'Annexe 7 de nos comptes annuels et ailleurs dans ce Prospectus. Voir "Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Contrat de Crédit Senior" et "Résumé de Certains Engagements au Titre du Contrat de Crédit Senior."

Les risques principaux de nos sources de trésorerie sont des risques opérationnels, y compris les risques de diminution des prix, une croissance du nombre d'abonnés plus faible, des coûts de marketing accrus et d'autres conséquences d'une concurrence plus forte, le lancement de notre service iDTV et des résultats potentiellement négatifs en ce qui concerne le contentieux relatif à l'interconnexion qui fait actuellement l'objet d'un litige. Voir "Activité—Procédures Judiciaires—Litige sur l'Interconnexion." Notre capacité à rembourser notre dette et à financer les opérations en cours dépendra de notre capacité à générer des liquidités. Nous n'avons pas fait de bénéfice depuis la création du groupe Telenet en 1996 et avons un historique de flux de trésorerie nets négatifs après déduction d'intérêts et d'impôts. Bien que nous nous attendions à constater des pertes annuelles dans un futur prévisible, nous prévoyons de continuer à générer des flux de trésorerie positifs après déduction des intérêts et des taxes mais ne pouvons vous assurer que cela sera le cas. Voir "Facteurs de Risque—Risques Liés à notre Profil Financier—Nous pourrions ne pas générer des flux de trésorerie suffisants pour nos

dépenses d'investissement, nos opérations en cours et nos obligations au titre de notre endettement, et être soumis à des dettes fiscales.”

Le lancement de l'iDTV aura pour résultat des charges d'exploitation accrues et des charges de ventes, générales et administratives plus élevées, en particulier les charges liées aux commissions de ventes, aux coûts de marketing, aux charges de centre d'appel et autres coûts liés à l'iDTV. De plus nous nous attendons à ce que, au fil du temps, une majorité significative de nos abonnés à la télévision câblée basique, qui paient actuellement leurs factures sur une base annuelle passent de plus en plus à la facturation mensuelle. Cela aura un effet négatif sur les conséquences aujourd'hui favorables, en termes de fonds de roulement, de la facturation annuelle. Le total des revenus non perçus pour les abonnés à la télévision câblée basique s'élevait à approximativement €117,2 millions au 30 juin 2005.

Telenet Group Holding est une société holding sans source de revenus opérationnels. Elle dépend en conséquence des capacités à lever des fonds et à distribuer des dividendes de ses filiales pour générer des fonds. Les stipulations du Contrat de Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”), de nos autres dettes existantes et des contrats obligataires (*indentures*) gouvernant les Senior Notes et les Senior Discount Notes contiennent un nombre important d'engagements qui restreignent notre capacité, et la capacité de nos filiales, à, entre autres, payer des dividendes ou procéder à d'autres distributions, faire des dépenses d'investissement, souscrire des dettes additionnelles et accorder des garanties. Voir “Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Profil Financier—Les contrats ou titres régissant notre endettement contiennent certaines restrictions et limitations qui pourraient avoir un effet défavorable sur notre capacité à exploiter nos affaires.” En outre, la capacité de nos filiales à payer des dividendes ou à procéder à d'autres paiements en faveur de Telenet Group Holding et Telenet Communications peut être limitée par, entre autres, d'autres contrats ou des interdictions légales concernant ces paiements.

Situation du Fonds du Roulement

Nous estimons qu'en prenant en considération les recettes nettes que Telenet Group Holding obtiendra en vertu de l'Offre Primaire (dans l'hypothèse des recettes nettes minimum de l'Offre Primaire) et les facilités bancaires dont nous disposons, le fonds de roulement disponible est suffisant pour nos besoins actuels, c'est-à-dire, pour au moins les 12 mois suivant la date de publication de ce Prospectus.

Obligations Contractuelles

Nos obligations contractuelles globales au 31 décembre 2004, à l'exclusion des engagements d'achat, étaient les suivantes (ces chiffres n'ont pas été audités) :

Obligations Contractuelles	Echéances par période (en millions d'euro)				
	Total	Moins d'un an	2-3 ans	4-5 ans	Plus de 5 ans
Dette long-terme ⁽¹⁾	1.604,2	5,9	85,9	143,4	1.369,0
Obligations de Location-Financement	27,4	0,9	2,7	4,3	19,4
Obligations liées à des locations	27,2	8,1	9,8	6,2	3,1
Autres Obligations Contractuelles	95,8	50,1	35,5	10,3	—
Total des obligations contractuelles	1.754,6	65,1	133,8	164,2	1.391,5

(1) Dans le cadre de l'amélioration HFC, nous avons conclu des Contrats de Clientèle et le Contrat d'Annuité. Voir “Notre Historique—Amélioration du Réseau.” Les redevances à payer au titre de ces contrats, que nous comptabilisons comme des dettes long terme, comprennent une partie d'intérêts et une partie en principal. En ce qui concerne la partie en principal, nous capitalisons la valeur actuelle des redevances payées au titre des Contrats de Clientèle (sur les 20 premières années du contrat en linéaire par rapport à la durée de vie des actifs ayant la durée de vie la plus longue et faisant partie de l'amélioration HFC) en tant que droits d'utilisation de réseau. De même, nous capitalisons la valeur actuelle des redevances payées au titre du Contrat d'Annuité (qui sont dues sur des périodes de dix ou 20 ans) en tant que droits d'utilisation de réseau. Nous amortissons les droits d'utilisation de réseau sur des périodes de dix ou 20 ans. Nous comptabilisons les paiements au titre de la partie d'intérêts au titre de ces contrats en tant que charges d'intérêts. Voir “—Eléments Affectant les Résultats d'Exploitation—Autres Produits (Charges).”

(2) L'amortissement du Contrat de Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”) compris dans ce tableau n'inclut pas les effets de l'avenant en date du 31 mars 2005 à celui-ci, y compris le remboursement anticipé de €105 millions y relatif. Voir “Activité—Contrats de Crédits Significatifs—Contrat de Crédit Senior.”

Dettes, Engagements et Obligations Conditionnels

Pour une discussion de nos engagements et obligations conditionnels, dont certains sont importants, voir “Activité—Procédures Judiciaires” et “Activité—Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions.” Voir également l’Annexe 14 de nos comptes annuels pour les trois années clôturées les 31 décembre 2002, 2003 et 2004. Dans le cadre d’un contentieux concernant notre calcul de droits d’auteur, au 30 juin 2005, nous avons provisionné une responsabilité d’approximativement €28,1 millions. Voir “Activité—Procédures Judiciaires”.

Engagements Hors-Bilan

Historiquement nous n’avons pas utilisé de *special-purposes vehicles* ou des structures de financements similaires. En outre, nous n’avons pas d’engagements de financement hors-bilan avec l’une de nos sociétés liées ou toute entité non-consolidée.

Aspects Fiscaux

Parce que le droit fiscal belge ne permet pas aux sociétés de déposer des déclarations d’impôts consolidées au niveau du groupe, notre capacité à générer des flux de trésorerie pourrait être défavorablement affectée en raison du fait que nous générons des bénéfices et des pertes dans différentes parties de notre groupe. Voir “Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Profil Financier—Nous pourrions ne pas générer de flux de trésorerie suffisants pour nos dépenses d’investissement, nos opérations en cours et nos obligations au titre de notre endettement et être soumis à des dettes fiscales.”

Nous n’avons pas enregistré d’actif d’impôt différé à notre bilan lié à nos pertes fiscales reportées. Nous avons toutefois des pertes reportées estimées à €800 millions au sein de notre unité opérationnelle, Telenet NV et dans les différentes sociétés holding, que nous pourrions utiliser dans le futur. Cette estimation représente une part importante de nos pertes reportées mais part également du principe que nous pourrions ne pas utiliser toutes nos pertes reportées. En droit fiscal belge, il n’y a pas de durée maximale pour l’utilisation de telles pertes reportées. Notre capacité à utiliser ces pertes reportées peut être défavorablement affectée par divers éléments, y compris la capacité à générer des bénéfices dans certaines entités et le résultat de tout contrôle fiscal. Voir “Facteurs de Risque—Risques Liés à notre Profil Financier—Nous pourrions ne pas générer de flux de trésorerie suffisants pour nos dépenses d’investissement, nos opérations en cours et nos obligations au titre de notre endettement et être soumis à des dettes fiscales.”

Principales Règles d’Evaluation

Nos comptes et leurs annexes contiennent des informations qui sont pertinentes pour ces commentaires et analyse de notre situation financière et de nos résultats d’exploitation. La préparation de nos comptes conformément aux U.S. GAAP impose à notre management de faire des estimations et d’émettre des hypothèses qui affectent les montants d’actifs, de passifs, de produits et de charges, et l’information concernant les actifs et passifs prévisionnels comptabilisés. Les estimations sont évaluées sur la base d’informations disponibles et historiques. Les résultats réels pourraient diverger de ces estimations en fonctions de différentes hypothèses ou conditions. Nous croyons que, en particulier, les principales règles d’évaluation et les estimations commentées ci-dessous impliquent des jugements significatifs du management en raison de la sensibilité des méthodes et des hypothèses nécessaires pour déterminer les montants des actifs, des passifs, des produits et des charges qui y sont liés. Pour une description détaillée de nos principales règles d’évaluation voyez l’Annexe 2 de nos comptes consolidés pour les trois exercices clôturés les 31 décembre 2002, 2003 et 2004.

Immobilisations Corporelles

Ayant investi des sommes considérables dans le Réseau Telenet et d’autres sites opérationnels ces dernières années, les immobilisations corporelles constituent une part importante de nos actifs totaux. La charge de dépréciation annuelle dépend principalement de la durée de vie estimée que nous allouons à chaque type d’actif. La durée de dépréciation pour les immeubles et les améliorations est de 33 ans, de 3 à 20 ans pour les sites opérationnels et de 3 à 10 ans pour les autres équipements.

Les changements de durée de vie des actifs peuvent avoir un impact significatif sur notre charge de dépréciation pour l'année concernée. Nous revoyons régulièrement les durées de dépréciation et les modifications si nécessaire pour qu'elles reflètent notre opinion actuelle sur les durées de vie restantes au vu d'hypothèses et d'estimations nombreuses, y compris en fonction des évolutions technologiques, l'utilisation économique potentielle et l'état des actifs considérés.

Goodwill et Actifs Incorporels

Comme requis au titre des SFAS No. 142, *Goodwill and Other Intangible Assets* ("SFAS No. 142"), nous avons accompli un test de dépréciation transitoire du *goodwill* en 2002 et avons procédé à des révisions annuelles de la dépréciation pendant le troisième trimestre. Le *goodwill* a été attribué à une unité de *reporting*.

La juste valeur a été déterminée sur la base de la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant des hypothèses raisonnables et appropriées qui sont conformes aux prévisions internes et basées sur les meilleures estimations et jugements du management. Lors de la mise en application du SFAS No. 142, nous avons déterminé que le *goodwill* avait diminué et avons enregistré l'effet cumulatif d'un changement de principe comptable de €667,6 millions en 2002. Nos prévisions de bénéfices ont été revues en 2003, essentiellement pour refléter des modifications du marché flamand des services internet et de téléphonie. De ce fait nous avons constaté une diminution de €336,0 millions lors du troisième trimestre 2003. L'impact fiscal enregistré pour ces diminutions était nul, la réduction de valeur ayant été compensée par les actifs fiscaux nets reportés.

Les variables clés que le management doit évaluer pour déterminer les flux de trésorerie futurs attendus comprennent le nombre d'abonnés et le niveau d'utilisation, les prix, les taux de désabonnement et de pénétration, les charges d'exploitation et autres charges, les dépenses d'investissement et d'autres facteurs dont un certain nombre sont en dehors de notre contrôle. Ces éléments comprennent des éléments d'incertitude inhérents. Le management évalue et met périodiquement à jour les estimations en fonction des conditions qui influencent ces variables. S'il est considéré que le *goodwill* est déprécié, il est comptabilisé à sa juste valeur autant que nécessaire. Différentes hypothèses concernant ces prévisions internes pourraient significativement affecter nos évaluations en ce qui concerne la dépréciation du *goodwill*.

Hormis le *goodwill*, nous comptabilisons les actifs incorporels ayant une durée de vie limitée suivants, qui sont comptabilisés à leur coût moins l'amortissement cumulé, calculé en utilisant la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée : (i) les droits d'utilisation de réseau sur 10 ou 20 ans, (ii) les listes de clients et les contrats d'approvisionnement sur 5 à 15 ans, (iii) la marque sur 15 ans et (iv) les coûts de développement de logiciels sur 3 ans (sans excéder la durée de vie attendue). L'estimation de la durée d'utilisation de ces actifs comporte un certain nombre d'incertitudes et d'hypothèses qui peuvent changer de temps à autre. Toute modification peut avoir un effet significatif sur la durée de vie estimée et résulter en des réductions de valeur.

Les droits d'utilisation de réseau sont relatifs aux Contrats de Clientèle et au Contrat d'Annuité. En 1996, nous avons conclu les Contrats de Clientèle avec les MIC et les PIC et le Contrat d'Annuité avec les PIC. Nous payons des redevances de clientèle au titre des Contrats de Clientèle en échange de l'accès à la base de donnée des clients du réseau câblé appartenant et contrôlé par les MIC et les PIC. La redevance de clientèle est due aussi longtemps que nous maintenons des droits d'usage sur le réseau câblé. Ces paiements permettent aux MIC et aux PIC de récupérer une partie de leur investissement historique dans l'amélioration HFC.

Ceci étant dit, la valeur actuelle des paiements des redevances de clientèle sur les 20 premières années (la durée de vie la plus longue des actifs qui font partie de l'amélioration HFC) a été comptabilisée en tant que droits d'utilisation de réseau sous les actifs incorporels et est amortie sur 10 ou 20 ans en fonction de la durée de vie utile des actifs sous-jacents qui composent l'amélioration HFC.

Dans le cadre de l'acquisition en août 2002 de certains actifs et passifs des activités de câble des MIC dans la région flamande (l' "Acquisition MixtICS"), nous avons acquis le contrôle de la partie de l'amélioration HFC appartenant précédemment aux MIC. En conséquence, à compter de l'Acquisition MixtICS, les droits d'utilisation du réseau ne sont relatifs qu'à l'accès au réseau câblé des PIC et la

partie y relative de la redevance de clientèle due reflète uniquement nos obligations existantes envers les PIC.

Conformément aux stipulations du Contrat d'Annuité, les PIC nous facturent une redevance d'annuité, qui couvre en substance les 60 % des coûts restants de l'amélioration HFC encourus par les PIC. Les paiements au titre du Contrat d'Annuité sont dus sur une période de 10 à 20 ans en fonction de la durée de vie utile des actifs sous-jacents qui composent l'amélioration HFC. La valeur actuelle des paiements futurs au titre du Contrat d'Annuité a été capitalisée en tant que droits d'utilisation de réseau sous les actifs incorporels et sont amortis sur 10 ou 20 ans en fonction de la durée de vie utile des actifs sous-jacents qui composent l'amélioration HFC. Les droits de clientèle que nous payons en vertu des Contrats de Clientèle étaient destinés à permettre aux PIC de recouvrer les 40 % restants des coûts de l'amélioration HFC.

Warrants

Les warrants détachables émis dans le cadre d'émission de titres de dette sont comptabilisés en vertu de l'APB Opinion No. 14, *Accounting for Convertible Debt and Debt Issued with Stock Purchase Warrants* ("APB Opinion No. 14"). D'après l'APB Opinion No. 14, la partie des produits des titres de dette émis avec des warrants détachables qui peut être allouée aux warrants doit être comptabilisée comme du capital apporté. L'allocation doit être basée sur la juste valeur relative des deux valeurs mobilières lors de l'émission. Toute réduction ou prime sur les titres de dettes doit être comptabilisé en tant que tel. Nous calculons la juste valeur des warrants émis en utilisant le modèle Black-Scholes, en faisant certaines hypothèses relatives à la juste valeur des actions sous-jacentes, le taux de dividendes, la volatilité et aux taux de retour sur investissement sans risque. Ces hypothèses sont par nature incertaines et toute modification de ces hypothèses aurait un impact sur la juste valeur des warrants émis et finalement sur l'allocation des produits des titres de dette émis.

Nous comptabilisons les warrants autonomes conformément au SFAS No. 150, *Accounting for Financial Instruments with Characteristics of Both Liabilities and Equity* et à l'Emerging Issues Task Force ("EITF") Issue No. 00-19, *Accounting for Derivative Financial Instruments Indexed to, and Potentially Settled in, a Company's Own Stock* tel qu'interprété par l'EITF Issue No. 01-6, *The Meaning of "Indexed to a Company's Own Stock."* En conséquence nous évaluons si ces warrants sont classés avec les capitaux propres ou en tant qu'actif ou passif. Les warrants comptabilisés en capitaux propres sont enregistrés à leur juste valeur initiale et les modifications subséquentes de leur juste valeur ne sont pas constatées à moins qu'un changement de classification des warrants ait lieu. Les warrants qui ne sont pas comptabilisés en capitaux propres sont enregistrés à leur juste valeur en tant qu'actif ou passif, les changements de juste valeur subséquents étant constatés dans le compte de résultats.

Comptabilisation des Produits

Nous comptabilisons les produits, coûts et charges liés aux services de télévision câblée, d'internet et de téléphonie, si le service concerné est exécuté, conformément au SFAS No. 51, *Financial Reporting by Cable Television Companies* ("SFAS No. 51").

Les produits d'installation des services de télévision par câble, d'internet et de téléphonie sont comptabilisés dans la mesure des frais de vente directe engagés. Le solde est différé et amorti en produits sur la période moyenne estimée pendant laquelle les abonnés devraient rester connectés au système. Sur la base d'une étude des données historiques, la période moyenne d'abonnement des clients à la télévision câblée est actuellement estimée à dix ans. Les frais de vente directe ont dépassé les produits d'installation sur toutes les périodes rapportées pour les services d'internet, de téléphonie et de câble premium. En conséquence, les produits d'installation pour ces services ont été comptabilisés chaque fois que des nouveaux abonnés ont été connectés au Réseau Combiné.

Conformément au SFAS No. 51, nous capitalisons les frais d'installation initiale des abonnés. Ces frais d'installation sont dépréciés sur une période ne dépassant pas la période utilisée pour le réseau. Les frais d'installation relatifs à nos activités d'internet *broadband*, de téléphonie et de services iDTV se déprécient sur une période de cinq ans. Les coûts d'installation relatifs aux services à la base de la télévision par câble se déprécient sur 20 ans, ce qui correspond à la dépréciation des équipements de télévision par câble.

Ensemble avec les droits de souscription, les abonnés à la télévision câblée numérique se voient facturer un montant annuel au titre de droits d'auteur pour le contenu provenant des diffuseurs publics qui est diffusé sur le Réseau Telenet. Ces montants contribuent à la charge globale que nous supportons en matière de droits d'auteur payés aux sociétés de collecte de droits d'auteur pour une certaine partie du contenu fourni par les diffuseurs publics et d'autres titulaires de droits d'auteur. Conformément avec la norme EITF 99-19 "*Recording Revenue Gross as a Principal versus Net as an Agent*," Telenet Group Holding comptabilise les droits d'auteurs collectés auprès des abonnés au câble sur une base brute comme un produit car la société est l'obligé principal vis-à-vis des sociétés de collecte.

Coûts iDTV

Nous capitalisons les coûts relatifs à iDTV sur des périodes de trois à 10 ans. Les logiciels et licences relatifs à iDTV sont dépréciés sur trois ans. Notre plateforme iDTV et notre équipement pour abonnés iDTV, qui comprend des coûts d'installation capitalisés, sont dépréciés sur cinq ans. La majorité des coûts capitalisés restants sont des coûts de réseau et de tête de ligne, dépréciés sur 10 ans. Les droits de contenu ne sont pas capitalisés selon les U.S. GAAP mais au contraire comptabilisés comme dépenses reportées. En vertu des GAAP U.E., nous pouvons cependant capitaliser et capitaliserons ces droits de contenu, et pouvons les amortir et les amortirons sur la durée du contrat.

Instruments Financiers

Nous comptabilisons les produits dérivés conformément aux dispositions du SFAS No. 133, *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities* ("SFAS No. 133") et de ses interprétations et modifications. Le SFAS No. 133 exige la constatation des produits dérivés au bilan et l'évaluation de ces instruments à leur juste valeur. Les changements de la juste valeur des instruments dérivés sont constatés en profit ou en perte dans les résultats d'exploitation, sauf si la comptabilisation par (i) exception de cession ou d'achat normal ou (ii) couverture, autre que les couvertures de juste valeur, est choisie.

Nous cherchons à réduire notre exposition aux devises étrangères par le biais d'une politique de rapprochement, dans la mesure du possible, des éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères. De plus, nous utilisons certains instruments financiers dérivés pour gérer l'exposition aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt découlant d'opérations et de financements. Nous avons identifié certains contrats comme étant des contrats de couverture de flux de trésorerie, notamment des contrats *forward* sur des opérations de changes de devises, des contrats de swap de taux d'intérêts, des options de *cap* et des combinaisons de ces instruments.

De plus, le SFAS No. 133 exige également que certains produits dérivés intégrés soient séparés des contrats hôtes et inscrits au bilan soit en actif, soit en passif, à leur juste valeur. Notamment, si les caractéristiques économiques d'un instrument dérivé intégré et de son contrat hôte ne sont pas clairement et étroitement liées, le SFAS No. 133 exige que l'instrument dérivé intégré soit séparé et comptabilisé comme un instrument dérivé autonome. Nous avons déterminé que nous n'avons aucun instrument dérivé intégré devant être séparé et calculé à sa valeur de marché.

Provisions pour Litiges et Procédures Réglementaires et Autres Risques et Engagements

Nous sommes impliqués dans des litiges et des procédures réglementaires significatifs et faisons face à d'autres risques et engagements significatifs en cours. Nous évaluons de façon périodique notre passif au titre de ces litiges et autres risques et engagements, conformément aux recommandations énoncées dans le SFAS No. 5, *Contingent Liabilities*, et la prise de position (*statement of position* ("SOP")) 94-6, *Disclosure of Certain Significant Rules and Uncertainties*. Afin de déterminer le niveau approprié de réserves ou de provisions, le management doit effectuer un certain nombre d'études et d'estimations, notamment concernant le degré de probabilité d'une issue défavorable, le volume et le moment de cette issue, le montant d'une perte éventuelle et de tout avantage compensatoire. Nous avons provisionné un montant important au titre de notre litige en cours relatif aux redevances de droits d'auteurs. Nous n'avons pas établi de provisions ni de réserves pour nos autres litiges, engagements et risques en cours, soit parce que le management a considéré qu'ils ne pouvaient être estimés ou qu'ils n'étaient pas probables. Au fur et à mesure de la divulgation de nouveaux faits ou de nouvelles circonstances, le management réévaluera le niveau des provisions et les modifications de

celles-ci pourraient avoir un impact important sur notre situation financière et nos résultats opérationnels.

Récentes Recommandations Comptables

En juin 2005, le *Financial Accounting Standards Board* (“FASB”) a émis un *Statement of Financial Accounting Standard* (“SFAS”) No. 154, “*Accounting Changes and Error Corrections*,” en remplacement de l’avis No. 20 du *Accounting Principles Board* (“APB”), “*Accounting Changes*” et du SFAS No. 3, “*Reporting Accounting Changes in Interim Financial Statements*.” La norme s’applique à toutes les modifications intentionnelles des principes comptables et modifie la condition de comptabilisation et de présentation de toute modification d’un principe comptable. Entre autres changements, le SFAS No. 154 exige l’application rétroactive aux états financiers de périodes préalables de toute modification intentionnelle d’un principe comptable sauf en cas d’impossibilité pratique. Le SFAS No. 154 reprend de nombreuses dispositions issues des recommandations préalables, notamment les dispositions relatives à la présentation d’une modification dans les prévisions comptables, une modification de l’entité effectuant les rapports, la correction d’une erreur et des modifications comptables dans les états financiers intermédiaires. La norme est applicable pour les modifications comptables et les corrections d’erreurs effectuées au cours des exercices débutant après le 15 décembre 2005. Une application avant cette date est autorisée pour les modifications comptables et les corrections d’erreurs effectuées au cours des exercices débutant après le 1^{er} juin 2005. L’adoption de cette norme ne devrait pas avoir d’impact sur nos comptes.

En mars 2005, le *Financial Accounting Standards Board* (“FASB”) Staff a publié l’Interprétation No. 47, *Accounting for Conditional Asset Retirement Obligations* (“FIN 47”). Le FIN 47 clarifie l’obligation conditionnelle à terme de retrait d’actifs telle qu’utilisée dans le *FASB Statement* No. 143, *Accounting for Asset Retirement Obligations*, ainsi que toute autre question liée aux obligations de retrait d’actifs. Le FIN 47 est applicable pour les exercices clôturés après le 15 décembre 2005. Nous sommes en train de déterminer si cette interprétation aura un quelconque impact sur nos comptes.

En décembre 2004, le FASB a publié le SFAS n°153 intitulé “*Exchanges of Nonmonetary Assets—An Amendment of APB Opinion n°29*,” (ci-après, “SFAS No. 153”), qui élimine l’exception pour les échanges non-monétaires d’actifs de production similaires et qui la remplace par une exception générale pour les échanges d’actifs non-monétaires qui n’ont pas de vocation commerciale. Nous sommes obligés d’adopter le SFAS n°153 pour les échanges d’actifs qui auront lieu au premier trimestre 2006. Nous sommes pour l’instant en train d’évaluer l’impact du SFAS n°153.

En décembre 2004, le FASB a publié un *Statement of Financial Accounting Standard* (“SFAS”) No. 123(R) révisé, *Share-Based Payment—un Avenant aux FASB Statements No. 123 et 95* (“SFAS No. 123(R)”). Le SFAS No. 123(R) établit des normes pour la comptabilisation d’opérations dans lesquelles une entité échange ses instruments de capitaux propres contre des biens ou des services ou engage des éléments de passif en échange de biens ou de services qui sont basés sur la valeur de marché des instruments de capitaux propres de l’entité, portant principalement sur la comptabilisation d’opérations dans lesquelles une entité obtient des services salariés dans des opérations de paiement effectué en actions. Le SFAS No. 123(R) exige des entités qu’elles calculent le coût des services salariés reçus en échange d’un octroi d’instruments de capitaux propres sur la base de la valeur de marché à la date d’attribution de l’octroi (avec des exceptions limitées) et qu’elles comptabilisent ce coût sur la période au cours de laquelle un salarié doit fournir un service en échange de cet octroi. Nous devons adopter le SFAS No. 123(R) au 1^{er} janvier 2006 et évaluons actuellement l’impact du SFAS No. 123(R).

En décembre 2003, le FASB a publié le SFAS No. 132 (révisé en 2003) intitulé “*Employers’ Disclosures about Pensions and Other Postretirement Benefits*,” (ci-après, “SFAS No. 132(R)”). Les dispositions de cette déclaration ne modifient pas les dispositions concernant l’évaluation et la reconnaissance comprises dans les SFAS No. 87, SFAS No. 88 intitulé “*Employers’ Accounting for Settlements and Curtailments of Defined Benefit Pension Plans and for Termination Benefits*,” et SFAS No. 106 “*Employers’ Accounting for Postretirement Benefits Other Than Pensions*.” Le SFAS No. 132(R) remplace le SFAS No. 132 intitulé “*Employers’ Disclosures about Pensions and Other Postretirement Benefits*” et exige la fourniture de renseignements supplémentaires concernant les actifs du plan, les obligations de bénéfice, les hypothèses-clés et la date d’évaluation. Cette norme entre en vigueur pour les années postérieures au 31 décembre 2003. Nous avons adopté cette norme pour nos plans d’avantages sociaux et avons rendu publics les renseignements requis.

Informations Quantitatives et Qualitatives sur les Risques de Marché

Nous sommes exposés à des risques de marché relatifs aux fluctuations des taux d'intérêts et des taux de change, principalement entre l'U.S. dollar et l'euro, et utilisons des instruments financiers pour gérer notre exposition aux fluctuations des taux d'intérêts et des taux de change.

Taux d'Intérêt et Risques Liés

Historiquement, et à la suite du Refinancement, seuls les emprunts au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") et le bail immobilier portent intérêts à des taux variables. Nous sommes en conséquence exposés à des modifications de taux d'intérêts parce que le Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") représente une partie importante de nos emprunts totaux et le service de la dette au titre de cet endettement fluctue avec l'évolution des taux d'intérêts. Afin de limiter notre exposition nous avons conclu des contrats de swap de taux d'intérêts, des contrats *cap* et des contrats de combinaison de *best of cap/swap*. En vertu du contrat de swap de taux d'intérêts, nous payons, à intervalles spécifiés, un taux d'intérêt fixe et recevons un taux d'intérêt variable calculé par référence à un montant notionnel en principal contractuel. Notre stratégie de couverture était basée sur une couverture de quasiment 100 % de la dette bancaire senior existante prévue sur la période 2002-2005. Du fait de besoins de flux de trésorerie moins élevés que ceux qui avaient été prévus, de la restructuration de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") en avril 2003 et de réductions nettes de notre endettement senior existant en décembre 2003, mars 2004 et mars 2005, le montant notionnel total de produits dérivés sur intérêts en place au 30 juin 2005 excédait le montant de la dette à taux variable de €440 millions, comparé à €352 millions au 31 décembre 2004.

Nous avons entrepris une restructuration initiale de notre portefeuille de couverture de taux d'intérêt à la suite de nos remboursements de dette senior en 2004 (le "2004 Hedge Portfolio Restructuring") mais n'avons pas encore restructuré notre portefeuille de couverture de taux d'intérêt afin de refléter notre structure d'endettement actuelle.

Au 30 juin 2005 nous avons conclu des contrats de swap de taux d'intérêt pour un montant notionnel en principal de €463,4 millions, et nous avons payé des intérêts fixes au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") à un taux moyen de 3,41 % (plus la marge appropriée pour chaque tranche), ayant pour résultat des charges d'intérêt additionnelles parce que ce taux était supérieur aux taux variables applicables aux emprunts concernés. Les *caps* sont utilisés pour limiter notre exposition à l'augmentation des taux au-delà d'un taux plafond. Au 30 juin 2005, nous avons conclu des contrats de *cap* pour un montant notionnel en principal de €718,5 millions et un taux d'intérêt plafond moyen de 4,03 %.

Lors du semestre clôturé le 30 juin 2004, nous avons clôturé nos positions au titre des contrats de *best of swap* et de combinaison de *cap* pour un montant notionnel en principal de €284,2 millions sur lequel nous aurions payé des taux d'intérêts compris entre 4,5 % et 6,1 %. La conclusion des contrats de *best of swap* et de combinaison de *cap* respectifs a eu un impact de flux de trésorerie négatif de €0,6 million par mois entre le 30 juillet 2004 et le 31 août 2005. Dans le cadre de la restructuration de notre portefeuille de couverture de taux d'intérêts en 2004, nous avons conclu divers *interest rate collar agreements*. Au 30 juin 2005 nous avons des *interest rate collar agreements* pour un montant notionnel en principal de €450 millions et nous paierons des intérêts à des taux compris entre 2,5 % et 5,4 %, dont la majorité remplace les contrats de *best of swap* et de combinaison de *cap* existant précédemment.

Le Hedge Portfolio Restructuring 2004 a qualifié nos couvertures pour la comptabilité de couverture pour les besoins de SFAS No. 133 à compter de début juillet 2004. A la suite de remboursements anticipés additionnels au titre de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") le 31 mars 2005, certains de nos instruments de couverture ont été exclus de la comptabilité de couverture.

Test de Sensibilité de Taux d'Intérêt

Le tableau suivant résume notre endettement existant soumis à taux variable, ainsi que les échéances totales dues au titre de cet endettement, et tenant compte de l'impact des modifications récentes de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), au 30 juin 2005 :

(En milliers d'euros) Remboursements de Dettes	Date d'Echéance Attendue						
	2005	2006	2007	2008	2009	Après	Total
<i>Senior Credit Facility</i>							
Tranche A/B (Euribor + 2,00 %)	—	5.865	44.827	44.827	44.287	89.654	230.000
Tranche C	—	—	—	—	—	—	—
Tranche D (Euribor + 2,00 %)	—	—	—	—	—	—	—
Tranche E (Euribor + 2,75 %)	—	—	—	—	—	405.000	405.000
Crédit-Bail Immobilier (Euribor + 0,25 %) . . .	295	808	1.092	1.463	1.965	14.499	20.121
Service total de la dette soumise à taux d'intérêts variables	<u>295</u>	<u>6.673</u>	<u>45.919</u>	<u>46.290</u>	<u>46.792</u>	<u>509.153</u>	<u>655.121</u>
 (En milliers d'euros) Intérêts ⁽¹⁾⁽²⁾							
Date d'échéance Attendue							
<i>Senior Credit Facility</i>	19.661	35.078	33.813	31.343	30.577	48.937	199.409
Crédit-Bail Immobilier	514	660	629	588	528	1.593	4.513
Sensibilité des Paiements d'Intérêts							
Augmentation de taux d'intérêt de 0,25 %	19.825	35.223	33.960	31.582	30.809	50.469	201.869
Augmentation de taux d'intérêt de 1,00 %	21.126	38.411	37.076	34.595	33.799	56.098	221.106

- (1) Les paiements d'intérêts au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") sont basés sur les soldes existants au 30 juin 2005 et ne prennent pas en compte les effets possibles des clauses d'augmentation de marge qui sont comprises dans les Marges Tranche A et Tranche B. Voir "Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Contrat de Crédit Senior."
- (2) Les calculs d'intérêt *pro forma* sont basés sur un taux Euribor à trois mois de 2,103 % au 30 juin 2005, et comprennent des paiements nets dus au titre des instruments dérivés de taux d'intérêt existants à cette date.

En prenant en compte les effets de nos couvertures de taux d'intérêt, nous avons calculé l'impact d'augmentations des taux d'intérêts de 0,25 % et 1,00 %. L'impact en flux de trésorerie nets équivalents est de €2,5 millions pour l'exemple d'une augmentation du taux d'intérêt de 0,25 % et de €21,7 millions pour l'exemple d'une augmentation de 1,00 % du taux d'intérêt, dans les deux cas sur la durée restante du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*").

Pour la dette à taux fixe, les changements de taux d'intérêt affectent généralement la juste valeur du titre de dette, mais pas nos résultats ni nos flux de trésorerie. Nous n'avons actuellement aucune obligation de rembourser par anticipation des emprunts à taux fixe avant la date d'échéance finale. Ainsi les risques de taux d'intérêt et les changements de la juste valeur de marché ne devraient pas avoir d'effet significatif sur l'endettement à taux fixe jusqu'à ce que nous soyons obligés de refinancer ces dettes. Au 30 juin 2005 nous avons des dettes existantes à taux fixe et d'autres obligations pour €819,5 millions.

Précompte mobilier

Aux termes de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), nous sommes obligés, entre autres choses, de procéder à des paiements bruts à des prêteurs non-résidents pour les intérêts au titre des emprunts qui sont sujets au précompte mobilier. Les taux de précompte mobilier varient entre 0 et 15 % (le taux le plus élevé de précompte mobilier actuellement applicable en droit belge) en fonction du pays de résidence du prêteur concerné et selon que ce pays est partie à un traité fiscal de double imposition avec la Belgique. Pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, nous avons procédé à €1,1 millions de paiements bruts de ce type. Le pourcentage de l'intérêt global du aux termes de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") qui est détenu par des prêteurs non-résidents a diminué pour passer de 46,4 % le 30 juin 2004 à 21,71 % le 30 juin 2005. Si nous avions été obligés de procéder à des paiements bruts sur intérêts payés à tous les prêteurs au titre de notre Contrat de

Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”) (qui ne restreint pas les transferts de participations dans ce contrat à des résidents non-belges) au taux de retenue à la source de 15 %, nous aurions dû procéder à des paiements d’approximativement €3,0 millions lors du semestre clôturé le 30 juin 2005.

Le 14 juillet 2005, un arrêté royal a été publié au titre duquel nous bénéficions d’une exemption de précompte mobilier pour les paiements d’intérêts au profit de banques étrangères de l’Espace Economique Européen. En particulier, l’arrêté royal introduit une exemption de précompte mobilier pour les intérêts sur des prêts consentis par des investisseurs professionnels (tels que définis par l’Article 105, 3° de CIR 92; essentiellement toutes les sociétés résidentes) à des banques établies dans l’Espace Economique Européen ou dans un pays ayant conclu un traité préventif de la double imposition avec la Belgique. Au 30 juin 2005, tous les prêteurs au titre de notre Contrat de Crédit Senior faisaient partie de cette nouvelle catégorie exemptée. La nouvelle exemption de précompte mobilier s’applique avec effet rétroactif à compter du 5 juin 2003. Nous avons déposé les pièces nécessaires pour réclamer une réduction sur les montants payés précédemment.

Risque de Devise

Notre devise de comptabilité est l’euro. Toutefois, nous effectuons, et continuerons à effectuer, des transactions dans des devises autres que l’euro, en particulier l’U.S. dollar. Moins de 5 % de nos charges d’exploitation (principalement les coûts d’équipement réseau, de logiciels et de droits pour la télévision câblée premium) pour le semestre clôturé le 30 juin 2005 étaient libellés en U.S. dollars, tandis que tous nos revenus étaient générés en euros. A la suite de l’Acquisition Canal+, nous avons également des obligations significatives en U.S. dollars au titre de contrats auxquels nous sommes partie et qui ont pour objet la fourniture de contenus premium.

Nous avons historiquement couvert une partie de nos décaissements en U.S. dollars du fait d’achats anticipés et fermes par l’utilisation d’instruments dérivés sur taux de change. Bien que nous prenions des mesures pour nous protéger contre la volatilité des taux de change, il existe un risque résiduel que les risques de devises dus à la volatilité des taux de changes puissent avoir un effet défavorable significatif sur notre situation financière et nos résultats d’exploitation.

Une diminution de la valeur de l’euro par rapport à l’U.S. dollars augmenterait le coût en euro de nos coûts et charges libellés en U.S. dollar, tandis qu’une augmentation de la valeur de l’euro par rapport à l’U.S. dollar aurait l’effet inverse. Au 30 juin 2005, l’euro s’était déprécié d’environ 1 % par rapport à l’U.S. dollar depuis le 30 juin 2004.

Afin de couvrir l’exposition aux devises étrangères résultant de l’émission de Senior Discount Notes pour un montant de \$558 millions par Telenet Group Holding, nous avons conclu une série de *foreign exchange forward contracts* (FEC) (pour l’achat de U.S. dollars en échange d’euros) pour un montant nominal total de \$558 millions avec une échéance au 15 décembre 2008 (la fin de la période d’accumulation des Senior Discount Notes (la “Full Accretion Data”). Ces FEC ont été conclus avec une date d’entrée en vigueur proche de la date d’émission des Senior Discount Notes. La logique de notre stratégie de couverture est de couvrir le maximum de la valeur nominale accumulée des Senior Discount Notes étant donné que notre devise opérationnelle est l’euro. Ceci suppose également qu’il n’y aura pas de rachat optionnel avant la Full Accretion Date.

A partir de 2009, Telenet Group Holding devra effectuer des paiement d’intérêt en numéraire en U.S. dollar au titre des Senior Discount Notes. Nous avons couvert notre exposition initiale en ce qui concerne le montant accumulé en principal des Senior Discount Notes jusqu’au cinquième anniversaire de leur émission et avons l’intention de revoir notre stratégie de couverture dans le futur en ce qui concerne les paiement en intérêt et en principal dus au titre des Senior Discount Notes après cette date.

Lors du premier trimestre 2004 nous avons conclu des contrats de change qui couvrent une portion significative de nos obligations en U.S. dollar en ce qui concerne nos contrats pour l’approvisionnement de contenus pour notre service de télévision câblée premium. Notre politique est de conclure ce type de contrats de couverture de devises pour des périodes de 6 à 12 mois chacune tout au plus et lorsque nous nous approcherons de la date d’expiration de chaque contrat de change, nous reverrons notre stratégie de couverture en ce qui concerne les obligations futures en U.S. dollars relatives à nos contrats de contenus premium.

Du fait de la couverture de flux de trésorerie de 100 % sur les Senior Discount Notes d'un montant de \$558 millions, nous ne supportons pas les risques liés à des modifications du taux de change U.S. dollar/Euro en ce qui concerne ces obligations jusqu'au 15 décembre 2008. Nous envisageons l'utilisation d'instruments dérivés pour couvrir les décaissements en U.S. dollars en ce qui concerne les paiements d'intérêt au titre des Senior Discount Notes qui sont dus à partir du 15 juin 2009 et jusqu'à leur échéance.

Risque Crédit

Le risque crédit est relatif au risque de perte que nous pourrions encourir du fait du défaut d'exécution par des contreparties. Nous maintenons des procédures de risque crédit en ce qui concerne toutes nos contreparties afin de minimiser le risque crédit global. Ces règles comprennent une évaluation de la situation financière d'une contrepartie potentielle, la notation financière et d'autres critères de crédit et outils d'atténuation pour autant que de besoin.

La partie la plus importante des actifs nets sujette à un risque crédit est constituée par les créances détenues sur nos clients résidentiels et nos petits clients commerciaux. Nous ne prévoyons pas de risque de perte significatif du fait de la non-exécution de leurs obligations par ces clients. Les provisions pour les créances non-recouvrables du fait du non-paiement par ces clients sont basées sur l'expérience historique.

En ce qui concerne le risque crédit sur instruments financiers, nous avons une politique qui consiste à ne conclure de telles transactions qu'avec des institutions financières européennes et américaines très bien notées.

ACTIVITE

Vue d'Ensemble

Nous sommes le principal fournisseur de services de câble *broadband* en Belgique. A travers notre réseau *broadband* en Flandre, nous proposons des services de télévision câblée basique et premium en formats analogique et numérique, des services internet *broadband* et des services de téléphonie, principalement à des abonnés résidentiels.

- **Télévision Analogique et Numérique Basique.** La télédistribution de base par le câble est le principal moyen de fournir des services de télévision en Flandre. Approximativement 97 % des foyers possédant la télévision en Belgique ont accès à un réseau câblé analogique basique. Au 30 juin 2005, nous comptons environ 1,6 millions d'abonnés à notre service de télédistribution de base par le câble, ce qui représente un taux de pénétration d'approximativement 94 % des foyers ayant accès au Réseau Telenet. Le taux élevé de pénétration de notre activité de télédistribution de base par le câble nous a permis d'avoir une source stable de revenus et de flux de trésorerie. Suite au lancement de notre service de télévision numérique interactif ("iDTV") le 3 septembre 2005, nous avons ajusté notre offre câblée basique. Nos clients reçoivent maintenant une moyenne de 26 chaînes analogiques de base et peuvent accéder à un service numérique basique composé au départ de 39 chaînes (ce nombre sera augmenté à 44 d'ici la fin 2005). Les chaînes du service numérique basique sont accessibles par le biais d'un boîtier de conversion numérique à analogique (auquel nous nous référons sous le terme de *cable tuner*) ou l'un des décodeurs vendus dans le commerce qui permettent d'avoir accès à une gamme variée de fonctions interactives.
- **Télévision Analogique et Numérique Premium.** Notre service de télévision câblée premium lancé le 3 septembre 2005, comprend un bouquet de chaînes premium cinémas et sports, une gamme de chaînes thématiques, et une variété de fonctions interactives. Les clients doivent avoir un décodeur pour accéder à ces offres. Nous avons commencé à proposer des chaînes de télévision premium suite à l'acquisition en décembre 2003 des actifs de télévision premium payante de Canal+ en Flandre, y compris les droits de contenus qui y sont attachés. Au 30 juin 2005, nous avions environ 135.000 abonnés à la télévision analogique et numérique premium. Conjointement au lancement de nos services iDTV le 3 septembre 2005, l'offre premium Canal+ a été remodelée en ajoutant de nouvelles chaînes et est maintenant commercialisée sous la marque "Prime". Nous avons accru nos opérations marketing pour promouvoir cette nouvelle offre. Les chaînes Prime Sports et Prime Cinémas forment le cœur de notre service numérique premium, qui est accessible aux abonnés ayant accès au Réseau Telenet. Pour les anciens clients Canal+ desservis par le Réseau Partenaire, Prime Sports et Prime Cinémas sont uniquement offertes en format analogique. Les abonnés au Réseau Telenet peuvent aussi accéder à des services de films *pay-per-view* et autres outils interactifs payants à la carte. En plus, les abonnés au Réseau Telenet peuvent accéder à notre gamme étendue de chaînes thématiques et pourront enregistrer des programmes sur le disque dur de certains modèles de décodeurs, fonction qui devrait être disponible avant la fin de l'année. Collectivement, nos offres de télévision numérique basique et premium constituent notre service iDTV. Notre service iDTV global compte actuellement environ 90 chaînes, et nous nous attendons à ce que ce nombre augmente avec le temps, de même que le nombre de fonctions interactives à disposition des abonnés.
- **Internet Broadband.** Nous sommes le principal fournisseur de services internet *broadband* résidentiels en Flandre. Au 30 juin 2005, nous avions approximativement 559.000 abonnés résidentiels à l'internet *broadband*, ce qui représentait une part d'approximativement 54 % de tous les abonnés à l'internet *broadband* en Flandre, ce qui représente un taux de pénétration de 23,4 %, par rapport à approximativement 451.000 abonnés et un taux de pénétration de 19,0 % au 30 juin 2004. Par le biais de notre réseau amélioré hybride à fibre optique-câble coaxial, nous offrons à nos abonnés résidentiels un accès internet *broadband* "always on" permettant une vitesse de transfert de données allant jusqu'à 10 Mbps en *downstream*, ce qui constitue l'une des vitesses les plus élevées pour les consommateurs résidentiels en Europe occidentale. Nous pensons que la combinaison d'un service de qualité, d'une gamme de produits présentant des vitesses variées et la bonne visibilité de notre offre internet nous a permis d'avoir une croissance rapide en dépit d'une concurrence rude en Flandre.
- **Téléphonie.** Nous proposons à nos abonnés résidentiels des services de téléphonie pour des appels locaux, nationaux et internationaux, ainsi qu'une variété de services à valeur ajoutée. Au

30 juin 2005, nous avons environ 323.000 abonnés résidentiels, ce qui représentait une part de marché estimée à 20 % de tous les abonnés à la téléphonie résidentielle en Flandre (basée sur le nombre de lignes), comparé à approximativement 261.000 abonnés résidentiels au 30 juin 2004. Nous avons atteint un taux de pénétration de 13,6 % au 30 juin 2005, comparé à 11,3 % au 30 juin 2004. Nous pensons que nous sommes actuellement le concurrent principal de Belgacom en Flandre, l'opérateur historique en Belgique, entre autres grâce à l'importance que nous accordons au service client et aux offres tarifaires innovantes.

Lors du semestre clôturé au 30 juin 2005, nos services de télévision câblée basique et premium, d'internet *broadband* et de téléphonie (y compris les revenus de l'interconnexion à la fois des clients résidentiels et professionnels) résidentiels ont compté pour respectivement 36,4 %, 30,7 % et 23,4 % de notre chiffre d'affaires consolidé. De surcroît nous offrons à nos clients professionnels une gamme de services vocaux, de données et internet, qui représentaient 9,5 % de notre chiffre d'affaires consolidé pour le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Durant l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, nous avons généré des revenus consolidés de €681,1 millions et un EBITDA de €299,6 millions. Lors du semestre clôturé le 30 juin 2005, nous avons généré un chiffre d'affaires de €358,8 millions et un EBITDA de €169,9 millions.

Nous fournissons des services à nos clients résidentiels par l'intermédiaire d'un réseau central à fibres optiques, qui est connecté à un réseau d'accès coaxial à boucles locales lui-même connecté à chaque foyer que nous desservons. Nous utilisons un réseau à fibre optique de haute capacité et haute performance, qui comprend 11.500 kilomètres de câbles à fibres optiques qui s'étendent à travers la Flandre et une partie de Bruxelles. Nous possédons 6.000 kilomètres du réseau à fibre optique, utilisons 3.500 kilomètres aux termes de contrats de location long terme et avons accès à 2.000 kilomètres en vertu de nos accords avec quatre sociétés étatiques de services en Flandre (les Intercommunales Pures ou "PIC"). Nous possédons notre réseau à boucles locales qui couvre approximativement 1,7 millions de foyers et d'entreprises en Flandre. Ce réseau à boucles locales associé à notre réseau à fibre optique forme le "Réseau Telenet". De plus, nous avons un accord avec les PIC qui nous octroie certains droits d'usage de leur réseau à boucles locales (le "Réseau Partenaire" qui, avec le Réseau Telenet, constitue le "Réseau Combiné") pour une période de 50 ans dont il reste encore 41 ans. Le Réseau Partenaire couvre 800.000 foyers et entreprises supplémentaires en Flandre. Les boucles locales du Réseau Combiné comptent approximativement 67.000 kilomètres de câbles coaxiaux et ont été dotées d'un réseau hybride de fibre optique-câble coaxial ("HFC") qui fournit une capacité bi-directionnelle nous permettant d'émettre et de recevoir des signaux numériques.

Nous proposons des services de télévision câblée, accès internet *broadband* et téléphonie aux abonnés dont les foyers sont couverts par le Réseau Telenet, ce qui représente approximativement 68 % des foyers et entreprises couverts par le Réseau Combiné en Flandre. En outre, nous proposons des services de télévision câblée analogique premium, d'accès internet *broadband* et de téléphonie aux abonnés dont les foyers sont couverts par le Réseau Partenaire.

Les services à nos clients professionnels sont fournis par l'intermédiaire du Réseau Combiné et du réseau (le "Réseau Telenet Solutions") que nous avons acquis dans le cadre de l'acquisition de Codenet NV (l' "Acquisition Telenet Solutions"). Le Réseau Telenet Solutions permet une transmission de données haute capacité à travers toute la Belgique et une partie du Luxembourg. Nous possédons les composants électroniques et nous louons actuellement une partie des câbles en fibre et toutes les lignes DSL du Réseau Telenet Solutions.

Nos Forces

- **Un Environnement Economique et de Marché Attractif.** L'économie belge est très développée et offre un environnement économique attractif caractérisé par un PIB par habitant plus élevé que la moyenne européenne et une inflation stable. De plus, on y trouve certains avantages clés par rapport à d'autres pays européens, tels qu'une forte densité de population et une topographie favorable, qui en font un environnement propice aux télécommunications.

Suite à une introduction précoce dans les années 1960 et 1970, la télévision câblée connaît un large engouement en Belgique. Le taux de pénétration de la télévision câblée en Belgique est un des plus élevés d'Europe, avec environ 97 % de tous les foyers possédant la télévision qui sont couverts par un réseau câblé, contre une moyenne d'environ 56 % dans toute l'Europe occidentale. Le large engouement pour la télévision câblée en Belgique est un atout essentiel

pour orienter nos clients vers des produits et services de télévision numérique à plus forte valeur ajoutée.

Sur notre marché géographique, nous sommes fortement implantés sur les marchés de la télévision câblée, de l'internet *broadband* et de la téléphonie. Nous pensons que notre taux de pénétration de 94,3 % sur le marché de la télévision câblée basique au 30 juin 2005 et la base de clients que nous avons développée en ce qui concerne nos offres internet et de téléphonie sont des avantages compétitifs sur les marchés que nous desservons.

Nous sommes convaincus que la combinaison d'un environnement économique favorable, l'engouement pour la télévision câblée en Belgique et notre forte présence sur le marché sont les gages d'une croissance et d'une rentabilité futures.

- **Offre Triple Play Attractive.** Nous fournissons à nos abonnés des services attractifs de télévision câblée, d'internet *broadband* et de téléphonie. Nous offrons la télévision câblée basique et notre offre iDTV complète à presque tous les foyers ayant accès au Réseau Telenet et nous pouvons offrir l'accès internet *broadband*, la téléphonie et certains services de télévision câblée premium à tous les foyers ayant accès au Réseau Combiné.

Nous avons l'un des taux de pénétration des foyers les plus élevés d'Europe, ce qui a permis à notre activité de télévision câblée de générer des flux de trésorerie relativement prévisibles. Sur notre marché géographique, nous sommes aussi le plus important fournisseur de services internet *broadband*. Au 30 juin 2005, nous avions approximativement 559.000 abonnés à l'internet *broadband*, ce qui représente une part estimée d'approximativement 54 % de tous les abonnés internet *broadband* sur notre marché géographique. Au premier semestre 2005, nous avons ajouté plus de 53.000 nouveaux abonnés résidentiels internet nets, améliorant ainsi notre taux de pénétration des foyers ayant accès à nos services à 23,4 %. Nous pensons que notre offre internet par sa combinaison de vitesse, de reconnaissance de marque, de service-client et de fonctions disponibles est de bonne qualité par rapport aux autres services internet utilisant la technologie DSL proposés en Belgique.

Nous sommes le deuxième plus important opérateur téléphonique en Belgique, après Belgacom, avec environ 323.000 abonnés résidentiels au 30 juin 2005, soit une part estimée à 20 % de tous les abonnés à la téléphonie résidentielle en Flandre. Hormis Belgacom, nous sommes actuellement le seul opérateur sur notre marché géographique à fournir à ses clients résidentiels un accès direct à une boucle locale. Au premier semestre clôturé le 30 juin 2005, nous avons renforcé notre présence sur le marché en gagnant plus de 42.000 nouveaux abonnés résidentiels nets à la téléphonie.

Nous sommes convaincus que notre capacité à offrir à nos clients un *triple play* composé de produits de téléphonie, d'internet et de télévision câblée basique et premium nous place dans une position favorable pour augmenter davantage les RGU et le revenu moyen par utilisateur par client individuel et générer des revenus continus et une croissance des flux de trésorerie. Dans la zone couverte par le Réseau Combiné, nous avons augmenté nos RGU par client individuel de 1,21 au 31 décembre 2002 à 1,39 au 30 juin 2005. De plus, nous sommes convaincus que les clients qui ont plus d'un de nos produits sont moins enclins à se désabonner. Notre offre de produits résidentiels a eu pour conséquence un partage des revenus relativement balancé, avec la télévision câblée, l'internet et la téléphonie représentant respectivement 36,4 %, 30,7 % et 23,4 % de notre chiffre d'affaires total pour le semestre clôturé le 30 juin 2005. Nous pensons que notre marge EBITDA de 47,4 % pour le semestre clôturé le 30 juin 2005 est une indication supplémentaire de notre capacité à démultiplier notre plate-forme pour fournir de multiples services.

- **Notoriété Importante de la Marque et Base Client.** Telenet est une marque reconnue dans notre marché géographique. Nous avons développé notre marque par d'importantes campagnes de marketing, des promotions sur internet, la recommandation par nos clients et une force de vente et des réseaux de vendeurs dévoués. Des instituts de sondage que nous avons diligentés ont révélé qu'en les aidant, 95 % des consommateurs identifiaient Telenet comme fournisseur de services internet et de téléphonie fixe, et sans qu'on les aide, entre 70 % et 80 % des consommateurs citent spontanément la marque, cette proportion variant selon les opérations de promotion en cours au moment de l'enquête. D'autres enquêtes indépendantes que nous avons commissionnées ont indiqué que les consommateurs nous reconnaissent pour la qualité des

produits que nous offrons; un sondage sur notre activité internet rapporte un taux de satisfaction des clients de 90 %.

Nous pensons que le développement de notre marque et notre concentration sur le service client nous permettent de vendre des produits supplémentaires et des services à valeur ajoutée à nos clients actuels, d'acquérir de nouveaux clients et de retenir notre base de clients existante. Lors du semestre écoulé le 30 juin 2005, nos taux de désabonnement étaient respectivement de 4,7 %, de 12,6 %, de 8,8 % et de 12,2 % pour nos services télévision câblée basique, la télévision câblée premium, l'accès internet *broadband* et les services de téléphonie, et nous pensons qu'ils sont favorables comparés à ceux d'autres opérateurs européens de câble.

- **Réseau Modulaire Complètement Construit et Mis à Jour à la Norme HFC.** Le Réseau Combiné est étendu en Flandre, y couvrant environ 2,5 millions ou 95 % des foyers et des entreprises. Nos actifs réseau comprennent approximativement 11.500 kilomètres de réseau central à fibre optique, dont nous possédons 6.000 kilomètres, utilisons 3.500 kilomètres aux termes de contrats de bail à long terme, et avons accès à 2.000 kilomètres au titre de nos accords avec les PIC. Le réseau central à fibre optique est connecté à approximativement 67.000 kilomètres de boucles locales coaxiales, dont 47.000 font partie du Réseau Telenet et le reste du Réseau Partenaire. Nous bénéficions d'un réseau qui vient de passer entièrement à la norme HFC, capable de transmettre des données numériques bi-directionnelles et offrir une capacité d'un minimum de 450 MHz. Nous offrons actuellement à nos abonnés des vitesses *downstream* jusqu'à 10 Mbps, contre 9 Mbps pour l'offre actuelle de Belgacom et nous pouvons augmenter la vitesse *downstream* (et *upstream*) dès qu'il sera nécessaire de maintenir notre leadership dans ce domaine. La capacité et la modularité du réseau seront augmentées dès que les améliorations programmées seront terminées. Le Réseau Combiné nous permet également de fournir nos produits de téléphonie, d'internet *broadband* et certains produits de télévision câblée numérique à quasiment tous nos clients, dans le cadre de notre stratégie *triple play*, et a la capacité de permettre une offre croissante de produits et la fourniture de services supplémentaires.
- **Une Equipe Dirigeante Performante Focalisée sur l'Excellence Opérationnelle.** Notre équipe dirigeante dispose d'expériences solides dans la gestion de sociétés de communication et de technologies et opérant sur des marchés très concurrentiels. Elle a fait ses preuves en accroissant avec succès notre base client et notre part de marché, en lançant de nouveaux produits et des offres à nos clients dans un environnement compétitif et en se focalisant continuellement sur la gestion des coûts et l'augmentation des flux de trésorerie. L'équipe dirigeante cherche à promouvoir une culture dynamique et innovante. Elle est soutenue par un groupe divers d'actionnaires qui apportent à nos opérations à la fois une expertise internationale dans le secteur des télécommunications et leurs appuis locaux. Nos actionnaires comptent aussi 14 intercommunales flamandes qui sont expérimentées dans la gestion de réseaux locaux de câbles de télévision, et qui ont une solide implantation locale et une connaissance de l'environnement réglementaire belge.

Notre Stratégie

Nous avons l'intention d'utiliser notre plate-forme afin d'augmenter la pénétration de nos services existants et de lancer de nouveaux services et produits pour nos clients. Nous cherchons à maximiser la valeur de nos abonnés en fournissant des produits attractifs, des prix raisonnables et un service client qualifié. En même temps, nous cherchons à gérer avec prudence nos coûts et dépenses d'investissement afin de maintenir nos flux de trésorerie positifs et de les augmenter. Pour atteindre ces objectifs, nous poursuivons les stratégies suivantes :

- **Transition des Abonnés au Câble Basique vers le Numérique.** Notre activité de télévision câblée basique a généré un revenu important basé sur des taux de pénétration élevés, une concurrence limitée et un renouvellement d'abonnés faible qui caractérisent le marché belge du câble. Nous avons l'intention de maintenir notre base de clients en ce qui concerne la télévision câblée basique et de promouvoir notre nouveau service iDTV que nous avons lancé sur le Réseau Telenet le 3 septembre 2005. D'après les résultats de nos propres tests et recherches marketing, nous pensons que notre marché sera réceptif, aux contrôle, choix, interactivité et qualité accrus qu'offre iDTV.
- **Augmenter la Base d'Abonnés Internet et Téléphonie.** Du 30 juin 2004 au 30 juin 2005, nous avons accru le nombre d'abonnés internet *broadband* résidentiel de 24 % passant de 451.000 à 559.000.

Durant cette même période, nous avons accru le nombre d'abonnés à la téléphonie résidentielle de 24 % passant de 261.000 à 323.000. D'après Screen Digest, on s'attend à ce que les marchés de l'internet *broadband* et de la télévision numérique en Belgique croissent sur la période de cinq années 2004-2009, passant d'un taux de pénétration de 36 % à 60 % en ce qui concerne les foyers ayant accès à l'internet *broadband* et de 3 % à 59 % pour la télévision numérique payante. Nous avons pour objectif de tirer parti de cette tendance et d'augmenter notre base d'abonnés à internet et à la téléphonie et la proportion des clients qui s'abonnent à ces deux services à la fois, en utilisant toutes sortes de promotions, produits innovants et activités marketing pour attirer de nouveaux abonnés, y compris des offres conjointes d'internet et de téléphonie. Nous utilisons aussi des nouvelles technologies, tels que les réseaux locaux sans fil ("Wi-Fi"), afin d'accroître l'attractivité et l'étendue de nos offres de produits et services.

- **Améliorer le Revenu Moyen Par Utilisateur par Client Individuel.** Nous avons pour but d'accroître notre revenu moyen par utilisateur par client individuel en augmentant le nombre de clients qui s'abonnent à une combinaison de services de télévision, d'internet et de téléphonie. Nos dépenses d'investissement et notre structure de coûts étant liées au nombre de clients individuels que nous avons, ces dépenses diminuent lorsque nous augmentons le nombre de services offerts à chacun d'entre eux. Au 30 juin 2005, 19 % de nos 1,6 millions de clients individuels sur le Réseau Telenet utilisaient au moins deux de nos services et 10 % utilisaient les trois. Nous nous attendons à augmenter le nombre moyen de RGU par client individuel du chiffre actuel de 1,4 RGU par client individuel sur le Réseau Combiné en utilisant des promotions variées, y compris en offrant conjointement des produits multiples à un client, en améliorant la qualité et la gamme de produits que nous offrons à nos abonnés et en proposant de nouveaux produits. Nous avons pour but de lancer des produits premium pour nos services existants pour lesquels nous sommes convaincus que les clients seront prêts à payer des montants plus élevés, y compris des services à valeur ajoutée, des packages internet *broadband* encore plus rapide et l'iDTV. Nous prévoyons également de lancer de nouveaux produits et services à notre base de clients au-delà de nos produits télévision, téléphonie et internet actuels. Par exemple, nous évaluons notre stratégie "sans fil", qui pourrait inclure un partenariat avec un opérateur de réseau mobile existant afin de lancer un service de téléphonie mobile et continuons également à promouvoir notre service Wi-Fi existant auprès de notre base de clients actuelle.
- **Continuer à Accroître notre EBITDA et les Flux de Trésorerie Disponibles.** Nous cherchons à augmenter notre EBITDA et nos flux de trésorerie, essentiellement en augmentant la base d'abonnés et en maximisant le montant des revenus générés par chaque abonné, tout en continuant à nous focaliser sur la gestion de nos coûts d'exploitation. Notre EBITDA a crû de €230,0 millions au cours de l'exercice 2003 à €299,6 millions au cours de l'exercice 2004, et de €151,7 millions lors du premier semestre 2004 à €169,9 millions pour le premier semestre 2005. En outre, nous cherchons à augmenter nos flux de trésorerie par des dépenses d'investissement prudentes et nous visons, généralement, à déployer des technologies qui ont déjà fait leurs preuves. Nous pensons que l'amélioration HFC et l'étendue du Réseau Combiné devraient limiter les besoins de dépenses d'investissement dans le futur. De plus, nous prévoyons d'investir principalement dans l'acquisition de nouveaux clients. En 2004, 68 %, sur la base d'estimations, de nos dépenses d'investissement étaient liées à l'augmentation de la clientèle, dont les deux tiers étaient liés à la croissance du nombre d'abonnés (y compris modems, coûts de main d'œuvre et autres installations) et le tiers résiduel lié à l'infrastructure spécifique aux clients. Notre flux de trésorerie disponible (défini comme le flux de trésorerie généré par les activités d'exploitation moins les dépenses d'investissement et les achats d'immobilisations incorporelles) a augmenté de €(1,1) millions au 31 décembre 2003 à €81,6 millions au 31 décembre 2004 et a diminué pour passer de €51,2 millions au 30 juin 2004 à €42,2 millions au 30 juin 2005.
- **Développer et Exploiter des Opportunités Nouvelles de Croissance.** Nous avons pour but d'explorer les opportunités supplémentaires pour la croissance des revenus et du nombre de clients par le lancement de nouveaux produits et l'augmentation de notre couverture géographique. Depuis que nous avons commencé à offrir des services de téléphonie en 1997, nous avons lancé avec succès une variété de produits et services d'internet *broadband*, de téléphonie et de télévision câblée. Nous continuons à évaluer les opportunités de produits supplémentaires. Nous pensons que la qualité de nos relations avec les clients et notre marque devraient nous permettre de vendre des produits supplémentaires à notre base de clients. En outre, nous continuons à explorer les opportunités d'extension de notre activité résidentielle dans d'autres parties de la

Belgique et du Luxembourg, ce qui pourrait créer, à terme, un potentiel significatif d'augmentation des revenus et réaliser des synergies de coûts.

- ***Continuer à Insister sur l'Excellence Opérationnelle, la Qualité et le Service Client.*** Notre management prévoit de continuer à se focaliser sur les indicateurs de performance clés et autres mesures afin d'améliorer notre performance opérationnelle et financière. Nous avons récemment mis en place une série de programmes destinés à adopter une méthodologie constante afin d'évaluer la performance de nos opérations. De surcroît, nous considérons que la satisfaction de la clientèle est essentielle au maintien de notre base d'abonnés, du niveau de prix et des possibilités futures. Nous utilisons certaines mesures pour évaluer le niveau de notre service clientèle. Afin de minimiser le désabonnement et améliorer la qualité des services que nous offrons à nos abonnés, nous avons des équipes de rétention de la clientèle qui s'occupent de la résolution des problèmes des abonnés. De plus, nous menons régulièrement des sondages clients grâce à un service d'enquêtes en interne et des organismes tiers et nous surveillons continuellement l'activité des concurrents. Nous cherchons également à attirer et retenir des individus motivés et qualifiés et à promouvoir une culture du travail dynamique et innovatrice au sein de notre organisation.

Nos Produits et Services

Nous offrons une gamme de services câblés de communication et de diffusion à des clients résidentiels en Flandre. Dans toute la Belgique et dans certaines parties du Luxembourg, nous proposons aussi à une clientèle professionnelle un choix de services vocaux et de données. Nos services résidentiels comprennent la télévision câblée basique et premium, l'internet *broadband* et des services téléphoniques. Nous proposons tous ces services aux clients dont les foyers ont accès au Réseau Telenet, qui couvre à peu près 68 % des foyers et des entreprises ayant accès au Réseau Combiné en Flandre. Nous proposons nos services vocaux et de données à toutes les entreprises ayant accès au Réseau Telenet Solutions. Enfin, nous proposons des services d'internet *broadband* et des services de téléphonie aux 32 % des foyers et entreprises restants ayant accès au Réseau Combiné en Flandre, grâce à notre droit d'utilisation du Réseau Partenaire sur lequel nous disposons d'un droit d'usage de 50 ans, dont 41 restent à courir, et qui peut être renouvelé pour des périodes successives de 15 ans sauf résiliation avec un préavis de 10 ans.

Nos abonnés résidentiels comprennent des individus et des familles vivant dans des maisons et des appartements, mais aussi des TPE (Très Petites Entreprises), qui reçoivent nos services par le biais d'une connexion coaxiale. Les abonnés résidentiels accèdent à nos services par un nœud sur notre réseau de fibre qui relie le réseau coaxial à leur domicile.

Télévision Câblée

Le tableau suivant synthétise certaines informations relatives à la télévision câblée pour les périodes indiquées :

	Au 31 décembre de l'année indiquée			Au premier semestre de l'année
	2002	2003	2004	2005
Offre Basique				
Foyers Desservis (en milliers) ⁽¹⁾	1.683	1.683	1.683	1.683
RGU (en milliers)	1.564	1.587	1.583	1,587
Taux de pénétration—Câble Basique ⁽²⁾	92,9 %	94,3 %	94,1 %	94,3 %
Revenu moyen mensuel par utilisateur—Câble Basique (en euros) ⁽³⁾	8,3	9,4	10,4	10,3
Désabonnement (annualisé) ⁽⁴⁾	—	—	5,1 %	4,7 %
Offre premium⁽⁵⁾				
Foyers Desservis—Réseau Telenet (en milliers) ⁽¹⁾	—	1.683	1.683	1.683
Foyers Desservis—Réseau Partenaire (en milliers) ⁽¹⁾	—	801	801	801
Foyers Desservis—Réseau combiné (en milliers) ⁽¹⁾	—	2.484	2.484	2.484
RGU—Réseau Telenet (en milliers)	—	100	96	92
RGU—Réseau Partenaire (en milliers)	—	46	44	43
RGU—Réseau Combiné (en milliers)	—	146	140	135
Taux de pénétration—Réseau Telenet ⁽²⁾	—	6,0 %	5,7 %	5,5 %
Taux de pénétration—Réseau Partenaire ⁽⁶⁾	—	5,7 %	5,5 %	5,4 %
Taux de pénétration—Réseau Combiné ⁽⁶⁾	—	5,9 %	5,6 %	5,4 %
Revenu moyen mensuel par utilisateur—Offre câble premium (en euros) ⁽³⁾	—	33,7	33,3	33,7
Désabonnement (annualisé) ⁽⁴⁾	—	13,9 %	12,1 %	12,6 %

- (1) Les Foyers desservis représentent le nombre estimé de clients potentiels qu'ils soient abonnés résidentiels, TPE ou PME et auxquels nous pouvons offrir nos services.
- (2) Nombre de RGU à la fin de la période concerné en tant que pourcentage du nombre de foyers ayant accès au Réseau Telenet à la fin de la période.
- (3) Revenus de la période divisé par le nombre de mois de la période et divisé par le nombre moyen de RGU sur la période (ce nombre moyen peut être différent du nombre de RGU à la fin de la période tel qu'indiqué ci-dessus). Ce montant inclut les revenus des droits d'auteur et, uniquement pour 2002, les revenus des droits de transport.
- (4) Nombre total de RGU déconnectés pendant la période divisé par le nombre moyen de RGU sur la période. Les statistiques de désabonnement ne comprennent pas les clients qui ont déménagé au sein du Réseau Combiné et qui choisissent de continuer à recevoir le même service qu'ils recevaient avant leur déménagement.
- (5) Nous avons commencé à offrir nos services de télévision câblée premium suite à l'Acquisition Canal+, qui a pris effet financièrement le 1^{er} décembre 2003.
- (6) Nombre de RGU à la fin de la période concernée en pourcentage du nombre de foyers et d'entreprises, selon le cas, qui ont accès à la fin de la période concernée (a) au Réseau Partenaire pour "Taux de pénétration—Réseau Partenaire" ou (b) au Réseau Combiné pour "Taux de pénétration—Réseau Combiné."

Nous sommes le plus important fournisseur de services de télévision câblée en Belgique. Historiquement, nous fournissions aux foyers ayant accès au Réseau Telenet des services de télédistribution de base par le câble sous la marque MixtICS. Après l'acquisition de Canal+, nous proposons sous la marque Canal+ (que nous avons remplacée par la marque Prime à l'occasion du récent lancement de nos services iDTV) des services de télévision câblée premium (analogique et numérique) à tous les foyers ayant accès au Réseau Combiné.

Le 3 septembre 2005, nous avons lancé l'offre de télévision iDTV, qui inclut à la fois les offres basiques et premium. D'une manière générale, la technologie numérique permet de compresser les signaux vidéo pour occuper une bande passante plus petite que celle actuellement utilisée pour les transmissions analogiques, tout en améliorant la qualité du son et de l'image des transmissions. Nous sommes en mesure de diffuser un nombre bien plus important de chaînes en convertissant les chaînes actuellement utilisées pour des diffusions analogiques en chaînes numériques. Les capacités interactives numériques actuelles et planifiées permettent aux abonnés une plus grande flexibilité dans le choix des programmes qu'ils souhaitent regarder et quand ils souhaitent les regarder, de participer à certains types de programme, de communiquer avec des tiers par l'intermédiaire de leur téléviseur et d'avoir accès à d'autres options telles que, entre autres, les guides électroniques des chaînes (*electronic program guides* ou "EPG").

Nos activités préparatoires à l'iDTV ont fait l'objet d'un projet mené en coopération avec le gouvernement flamand et les chaînes VMMA et VRT (*Vlaamse Radio- en Televisieomroep*), et SBS. Le gouvernement flamand a accordé une subvention au développement aux participants à ce projet et nous avons reçu une part de cette subvention. Nos projets prévoient l'ajout d'autres applications, contenus ou fonctionnalités à notre offre iDTV durant les 12 à 18 prochains mois. En outre, nous envisageons de proposer iDTV à d'autres opérateurs de câble en Flandre, parmi lesquels les PIC ou UPC.

Les abonnés qui font l'acquisition d'un décodeur pour leur téléviseur peuvent actuellement recevoir à peu près 39 chaînes numériques (nombre qui devrait être porté à 44 à la fin 2005). Ils ont également accès aux contenus premium, commercialisés sous la marque "Prime" et à des contenus thématiques et à des applications interactives, y compris des services tels que la vidéo à la demande. Tous nos services basiques et interactifs de télévision sont maintenant commercialisés sous la marque Telenet, tandis que la marque "Prime" est utilisée pour commercialiser notre bouquet de chaînes premium cinéma et sport. Notre offre complète de service iDTV n'est actuellement accessible qu'aux foyers qui ont accès au Réseau Telenet, bien que certaines chaînes Prime de Telenet soient aussi diffusées au format analogique aux clients qui avaient souscrit un abonnement premium auprès de Canal+ et qui résident dans la zone couverte par le Réseau Partenaire. Bien que nous n'offrions actuellement notre offre iDTV que sur le Réseau Telenet, le Réseau Combiné est capable de fournir le service iDTV dans toute la Flandre.

Télévision Câblée Basique

La télédistribution de base par le câble demeure le principal moyen de diffusion télévisuelle en Belgique, 97 % des foyers disposant d'une télévision en Belgique ayant accès à un réseau câblé. Actuellement, ni la télévision terrestre, ni la diffusion satellite individuelle ne sont largement utilisées en Flandre ou ailleurs en Belgique. Nous offrons à nos 1,6 millions d'abonnés 26 chaînes analogiques et nous offrirons jusqu'à 44 chaînes numériques (incluant la majorité de nos 26 chaînes analogiques) dans notre offre de base d'ici à la fin de l'année 2005. L'offre câblée basique est offerte sous deux formes. Les abonnés peuvent recevoir 26 chaînes transmises au format analogique à leur téléviseur, sans qu'il y ait besoin d'utiliser un convertisseur ou un décodeur. En outre, à l'aide d'un boîtier de conversion numérique à analogique, connu sous la dénomination de *cable tuner*, les abonnés peuvent accéder à 8 chaînes supplémentaires au format numérique, qui, combinées avec les 26 premières chaînes, reproduisent la liste des chaînes proposées auparavant dans notre offre analogique de base. Alternativement, les abonnés utilisant un décodeur numérique peuvent accéder à toutes les chaînes, au format numérique, dans notre offre de base étendue, qui comprend 39 chaînes à la date du présent Prospectus, et dont l'augmentation à 44 chaînes est attendue d'ici la fin 2005. Les abonnés du service de télévision câblée basique paient un tarif unique, qu'ils reçoivent leurs chaînes au format numérique ou analogique et quel que soit le nombre de chaînes reçues dans l'offre de base, bien que les abonnés utilisant un décodeur numérique bénéficient d'un taux de TVA moins élevé. Les abonnés qui achètent un boîtier décodeur peuvent aussi avoir accès à certaines applications interactives ou à des contenus premium.

Nous facturons notre offre de télévision câblée basique en moyenne €8,55 par mois à nos abonnés, à l'exclusion de la TVA et des droits d'auteur décrits ci-dessous. Plus de 90 % de nos abonnés paient leur service de câble basique annuellement par avance, les autres payant sur une base mensuelle ou trimestrielle conformément aux réglementations d'assistance publique. De 1994 jusqu'à décembre 2002, nos abonnés ont payé une redevance d'abonnement mensuelle moyenne de €6,67 (à l'exclusion de la TVA et des droits d'auteur) pour la télévision câblée basique. A la suite de l'approbation par le ministre belge de l'économie (sur recommandation de la Commission des Prix) et du Bureau fédéral du

plan, nous avons procédé à une série d'augmentation de prix en 2003, pour arriver aux niveaux de prix actuels. Historiquement les abonnés ont payé de la TVA à un taux de 21 % pour recevoir notre service de télévision câblée basique, mais ceux qui s'abonnent à notre offre iDTV basique ne doivent payer qu'une TVA à 12 % en vertu de la loi applicable. En règle générale, notre activité de télévision câblée basique a traditionnellement représenté une source stable de revenus.

Outre leurs frais d'abonnement, les abonnés à l'offre basique de télévision câblée doivent payer chaque année des droits d'auteur pour rémunérer les contenus reçus des chaînes publiques diffusées à partir du Réseau Telenet. Ces droits contribuent au coût que nous supportons en ce qui concerne les droits d'auteur payés à des sociétés de collecte de droits d'auteur pour certains contenus fournis par les diffuseurs publics. En août 2003, ces droits ont augmenté d'une moyenne mensuelle de €1,08 (hors TVA) pour passer à une moyenne mensuelle de €1,81 (hors TVA). Cette augmentation fait suite à un litige avec les agences de collecte sur la méthode de calcul des droits d'auteur. Voir “—Procédures Judiciaires—Litiges en Matière de Propriété Intellectuelle”. Pour une description de la manière dont nous calculons les droits d'auteur, voir “Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Eléments Affectant les Résultats d'Exploitation—Revenus—Télévision Câblée Basique et Premium.”

En plus des abonnements et des redevances de droits d'auteur, nous recevons des frais de diffusion de certains opérateurs dont les contenus sont diffusés par l'intermédiaire du Réseau Telenet.

Programmation du Câble Basique

Les bouquets des offres basiques analogique et numérique incluent des chaînes locales, nationales, étrangères, de cinéma ou de sport. Avant le lancement du service iDTV, les abonnés à la télévision analogique basique recevaient en moyenne 34 chaînes. Depuis le lancement d'iDTV le 3 septembre 2005, nos clients ont accès à une offre câblée de base plus large, comprenant au minimum 26 chaînes analogiques et 39 chaînes numériques (qui incluent la majorité des 26 chaînes analogiques et qui seront portées à un total de 44 d'ici à la fin 2005). Le nombre exact de chaînes analogiques peut être supérieur dans certaines régions, en partie en fonction d'exigences réglementaires de contenu minimum. Une moyenne de 20 chaînes radio (en fonction de la région) est aussi proposée dans l'offre analogique de base. Les abonnés désirant continuer d'avoir accès aux 8 chaînes qui ont été déplacées de notre offre de base analogique à notre offre numérique peuvent le faire en connectant un *cable tuner* à leur téléviseur, qui ne permet cependant pas d'avoir accès aux applications interactives. Nous les mettons à disposition des clients contre un dépôt de €49 (ou de €25 pour ceux qui peuvent bénéficier des tarifs sociaux d'abonnement). Les abonnés qui disposent d'un *cable tuner* peuvent ainsi avoir accès aux 26 chaînes analogiques et aux huit chaînes qui ont été déplacées.

Les clients qui achètent un décodeur plutôt qu'un boîtier de conversion numérique à analogique peuvent avoir accès jusqu'à 39 chaînes numériques (incluant la majorité des chaînes de l'offre analogique et 22 radios musicales au format numérique, et en même temps continuer à avoir accès à 26 chaînes de télévision et 20 chaînes de radio retransmises au format analogique. D'ici décembre 2005, nous nous attendons à ce que le nombre de chaînes numériques passe à 44. Les propriétaires d'un décodeur auront également accès à nos services interactifs, incluant notre plateforme “à la demande” et le guide électronique des programmes à nos offres premium. Voir “—Télévision Câblée Premium.”

En vertu des Garanties d'Intérêt Publiques auxquelles nous avons souscrites avec les MIC au moment de notre acquisition par Cable Partners Europe, LLC, nous avons accepté de lancer une plateforme numérique dans un certain délai. Telles qu'actuellement amendées, nous sommes obligés, en vertu des Garanties d'Intérêt Public, de faire nos meilleurs efforts pour respecter certaines exigences de distribution et d'installation pour notre service de base iDTV. Si nous ne distribuons et n'installons pas de décodeurs dans 54 % des foyers couverts par le réseau Telenet d'ici février 2008, les MIC ont la possibilité de demander le retour de 6 chaînes analogiques à 8 MHz, à l'exclusion des chaînes utilisées pour notre service *premium* Prime, qui furent attribués à Telenet par les MIC pour la mise en place d'iDTV. La largeur de bande utilisée par ces 6 chaînes pourrait être utilisée pour fournir 42 chaînes numériques. Voir “Facteurs de risque—Risques Liés à Notre Activité—si nous échouons à introduire avec succès de nouvelles technologies ou services, tel que notre service iDTV, ou à répondre à des évolutions technologiques, notre activité et le niveau de nos revenus pourraient être défavorablement affectés et nous pourrions ne pas être en mesure de récupérer le coût des investissements que nous avons faits.”

Nous avons l'obligation de diffuser auprès de nos clients certaines chaînes de télévision ou stations de radio conformément aux règles “*must carry*”. Ces obligations s'appliquent à des programmes des télévisions belges des communautés française et flamande ou de télévisions agréées dont les programmes sont au moins pour partie en néerlandais. Après l'adoption du décret du 7 mai 2004 (le “Décret 2004”), le nombre de chaînes de télévision dont la diffusion est obligatoire est passé de quinze à huit. Voir “Cadre Réglementaire—Réglementation de la Télédiffusion—Must Carry.”

Le tableau suivant comprend la liste des principales chaînes que nous proposons actuellement dans nos offres basiques numériques ou analogiques et indique les chaînes dont la diffusion est obligatoire conformément à la règle “*must carry*”. Nous estimons que les téléspectateurs ayant un abonnement à l'offre basique de télévision câblée passent environ 75 % de leur temps devant cinq chaînes de langue néerlandaise, parmi lesquelles VTM et Kanaal 2, deux chaînes qui sont uniquement accessibles par les réseaux câblés basiques (bien qu'elles ne fassent pas l'objet d'accords d'exclusivité).

Offre de base—Retransmission Analogique

BBC1	Régionale ⁽¹⁾
BBC2	RTL-TVI
Canvas/Ketnet ⁽¹⁾	TMF
Cartoon/National Geographic	VijfTV
Eén ⁽¹⁾	Vitaya
France2	VT4
Jim	VTM
Kanaal2	ZDF
KanaalZ	<i>Certaines régions seulement</i>
La Deux ⁽¹⁾	ARD
La Une ⁽¹⁾	ITV
Mosaïque (mire)	RAI 1
MTV/Nickelodeon	TRT
Nederland 1 ⁽¹⁾	TF1
Nederland 2 ⁽¹⁾	TV5
Nederland 3 ⁽¹⁾	WDR

Radio : 22 chaînes

Offre de Base avec câble tuner

Arte	CNN
BBC World	France 3
Cartoon/TCM	Tel Sell
CNBC	TVE

Offre de base—Retransmission avec décodeur numérique

ARD	La Une ⁽¹⁾
Arte	La Deux ⁽¹⁾
BBC1 ⁽³⁾	MTV/Nickelodeon
BBC2 ⁽³⁾	National Geographic
BBC World	Nederland 1 ⁽¹⁾
Canvas/Ketnet ⁽¹⁾	Nederland 2 ⁽¹⁾
Cartoon/TCM	Nederland 3 ⁽¹⁾
CNBC	Régionale ⁽¹⁾
CNN	RTL-TVI
Eén ⁽¹⁾	<i>Tel Sell</i>
France 2	TMF
France 3	TVE
Info Channel/Barker	VijfTV
JIM	Vitaya
Kanaal 2	VT4
Kanaal Z	VTM

Chaînes additionnelles avec décodeur

AB3	France 4 ⁽²⁾
Actua TV	France 5 ⁽²⁾
Club RTL ⁽³⁾	RAI 1
Discovery	TRT ⁽³⁾
Euronews ⁽³⁾	TF1
Eurosport	TV5
Eurosport 2	

Applications interactives sélectionnées et accessibles avec décodeur numérique

Guide électronique interactif des programmes de télévision
 Information et contenu premium à la carte⁽⁴⁾
 Programme “pay-per-view” et contenu spécial⁽⁴⁾
 E-Mail Telenet⁽⁵⁾
 Services d'information du “Télé-portail”, en ce compris les services des autorités publiques disponibles à distance (e-government)⁽⁵⁾

(1) En application de la règle “*must carry*”, ces chaînes doivent obligatoirement être diffusées. Sur les huit chaînes dont la diffusion est obligatoire dans chaque région, quatre sont nationales, trois sont des chaînes étrangères et la dernière est une chaîne régionale.

(2) Gratuit jusqu'à la fin 2006.

(3) Disponible à partir de fin 2005.

(4) Accessible par décodeur numérique, donnant lieu à des charges supplémentaires. Voir “—Programmation du Câble Premium.”

(5) Pas encore émis.

Contenu Basique

Plusieurs relations différentes gouvernent les contenus que nous offrons à nos abonnés à la télévision câblée basique. Nous versons des redevances de droits d'auteur aux chaînes étrangères ou régionales et aux télévisions publiques nationales qui sont diffusées sur notre réseau de télévision câblée basique. En général, ces redevances sont versées aux agences de collecte de droit d'auteurs ou aux chaînes sur la base d'une combinaison d'une redevance par programme et du nombre d'abonnés à notre offre de télévision câblée basique. Bien que certains accords spécifiques y dérogent, les contrats qui gouvernent le paiement de ces redevances sont généralement conclus pour des durées allant de trois à quatre ans. Ces contrats avec les agences de collecte de droits d'auteur et les chaînes ont fait l'objet de litiges significatifs durant ces dernières années. Voir “—Procédures Judiciaires—Litiges en Matière de Propriété Intellectuelle.” Nous avons l'obligation légale de diffuser gratuitement les programmes des chaînes régionales et nous n'exigeons pas de droit de passage auprès des chaînes de télévision publique nationales. Voir “Cadre Réglementaire—Réglementation de la Télédiffusion—Must Carry.” Nous avons également conclu des contrats de transport et de distribution avec les chaînes commerciales. En vertu de ces contrats de transport, nous transportons les signaux de diffuseurs commerciaux sur notre réseau central de fibres optiques jusqu'à nos stations de tête de réseau, où le signal est ensuite fourni à nos abonnés ou aux abonnés de la télévision câblée sur le Réseau Partenaire. Les chaînes qui nous transmettent leurs programmes par satellite ont la possibilité d'envoyer le signal directement à nos stations de tête de réseau. Dans ce cas, elles n'ont pas l'obligation de conclure un contrat de transport avec nous. Nous avons conclu avec toutes les chaînes commerciales, dont les programmes sont transportés par le Réseau Telenet, des contrats de distribution par lesquels nous nous sommes engagés à distribuer les signaux des programmes depuis nos stations de tête de réseau jusqu'à nos abonnés à la télévision câblée basique. La tarification des contrats de distribution est basée sur une politique non-discriminatoire.

Dans certains cas, nous ne facturons pas aux chaînes la transmission de leurs signaux à nos abonnés. A la place, les chaînes bénéficient de revenus publicitaires supérieurs en touchant nos abonnés à la télévision câblée basique et nous pouvons ainsi offrir à nos abonnés des contenus supplémentaires. Dans certains cas, nous payons les chaînes qui sont diffusées sur le Réseau Telenet. Outre ces engagements, nous avons conclu des contrats avec certaines chaînes aux termes desquels nous payons actuellement des frais pour avoir le droit d'inclure ces chaînes dans tous les bouquets numériques que nous pourrions offrir à l'avenir. En 2004, nous avons encouru environ €28,1 millions de droits d'auteur envers les télévisions nationales et régionales et les agences de collecte de droits d'auteur.

Télévision Câblée Premium

Nous avons lancé notre offre de télévision câblée premium le 3 septembre 2005. Notre service premium inclut un bouquet de chaînes premium sport et cinéma, une gamme diversifiée de chaînes thématiques et un certain nombre d'applications interactives. Notre offre premium complète est disponible pour les abonnés qui ont accès au Réseau Telenet. En outre, nous proposons des chaînes Prime sport et cinéma au format analogique aux anciens abonnés de Canal+ qui ont accès au Réseau Partenaire.

Pour avoir accès à nos offres premium, les abonnés doivent faire l'acquisition d'un décodeur. Ces décodeurs font office d'interface entre le Réseau Telenet et l'abonné. Ils fonctionnent à la norme Multimedia Home Platform (“MHP”). Le MHP est une plate-forme à norme ouverte qui devrait nous donner la flexibilité nécessaire pour intégrer des applications depuis une variété de sources. Toutefois, il n'y a pas pour l'instant de norme dominante pour les décodeurs et le standard MHP n'a pas encore été largement adopté par les autres opérateurs de réseaux câblés. C'est la raison pour laquelle l'offre de décodeurs fonctionnant sous ce standard est limitée. Voir “Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—Si nous échouons à introduire avec succès de nouvelles technologies ou services, tel que notre service iDTV, ou à répondre à des évolutions technologiques, notre activité et le niveau de nos revenus pourraient être défavorablement affectés et il est possible que nous n'arrivions pas à recouvrir le coût des investissements que nous avons fait.”

Actuellement, un décodeur standard peut être acheté au détail pour une valeur de €199 (TVA incluse) plus des frais de mise en service de €25. A partir de décembre 2005, nous espérons pouvoir offrir un nouveau décodeur, pour un prix de vente fixé entre €299 et €349, qui permettra aux abonnés, durant les programmes, de les enregistrer, de les interrompre et de faire des retours en

arrière. Bien que nous puissions avoir recours ponctuellement à des opérations promotionnelles, dans lesquelles nous proposerons de prendre à notre charge une part du coût du décodeur ou d'offrir gratuitement la mise en service, et ce afin d'encourager les clients à passer à l'iDTV, nous n'envisageons pas à l'avenir d'offrir gratuitement à nos clients l'équipement requis. En outre, nous pourrions accorder des réductions aux clients qui souhaiteraient échanger leur décodeur contre un décodeur permettant de faire des enregistrements au format numérique. Nous étudions actuellement également la possibilité de louer des décodeurs aux clients. Voir "Commentaires et Analyse par le Management sur la Situation Financière et les Résultats d'Exploitation—Liquidités disponibles—Dépenses d'Investissement."

Avant le lancement de notre nouvelle offre premium, nous avons lancé sous la marque Canal+ une offre de services de télévision premium payante pour les clients ayant accès au Réseau Combiné. Nous avons acquis le droit d'offrir ce service directement à nos abonnés suite au rachat des actifs de télévision câblée premium payante de Canal+ en Flandre. Afin d'encourager nos abonnés à Canal+ résidants dans les régions couvertes par le Réseau Telenet à souscrire à nos nouveaux produits premium, nous leur offrons la possibilité d'échanger gratuitement leur ancien décodeur Canal+ contre un nouveau décodeur. Au 30 juin 2005, à travers notre ancienne offre Canal+, nous fournissions des services de télévision premium payante aux formats analogique et numérique à approximativement 92.000 abonnés et des services de télévision analogique aux quelques 43.000 abonnés des PIC.

Programmation du Câble Premium

Prime. Notre offre premium est maintenant centrée sur nos chaînes premium Prime, qui propose jusqu'à 12 chaînes Prime Sports et Prime Film aux clients du Réseau Telenet dans différents bouquets qui sont facturés mensuellement par avance. Dans le futur nous nous attendons également à commencer à diffuser certains programmes au format HDTV, bien que nous n'anticipons pas d'introduire ce type de diffusion avant le second semestre 2006.

Nous continuons également à offrir une version analogique de ces chaînes Prime Sports et Prime Film à nos anciens clients Canal+, qui sont desservis par le Réseau Partenaire. Ceci nécessite de payer aux PIC l'accès à trois canaux 8 MHz sur le Réseau Partenaire. Ce service analogique n'inclut toutefois pas les applications interactives ni les chaînes thématiques qui sont disponibles dans l'offre iTV sur le Réseau Telenet.

Les Chaînes Thématiques Variées. Notre nouvelle offre premium permet aux abonnés d'avoir accès à des groupes de chaînes à thème : famille, documentaires, informations, bien-être, musique ou chaînes adultes, accessibles contre le paiement d'un supplément d'abonnement payable mensuellement par avance. Ces offres sont réservées aux abonnés du Réseau Telenet.

Applications Interactives. En outre, les clients abonnés à iTV sur le Réseau Telenet (à l'exclusion de ceux du Réseau Partenaire) ont accès à des applications interactives qui sont facturées soit en fonction de leur utilisation soit sur une base mensuelle. Les applications interactives actuelles et planifiées comprennent des programmes d'informations en flamand à la demande; de la vidéo à la demande; des programmes de télévision interactifs; la possibilité d'envoyer des e-mails; de participer à des chats en ligne ou d'envoyer des messages SMS; et d'accéder aux services et aux programmes des autorités publiques grâce à l'utilisation d'une carte d'identification sécurisée qui peut être insérée dans le décodeur de l'abonné.

L'offre de base de chaînes premium est accessible à partir de €4,95 par mois (TVA incluse) pour la moins chère des sélections de chaînes premium. Ce prix s'élève entre €18,95 et €64,95 par mois (TVA incluse) pour les packs "Combo" de chaînes premium. En outre, les abonnés qui feront l'acquisition d'un décodeur qui permet de réaliser des enregistrements vidéo numériques (et qui devrait être commercialisée à partir de décembre 2005) pourront utiliser la fonction "easy record" basée sur un guide de programmes électronique interactif pour €4,95 par mois. Le tableau suivant présente les tarifs des offres premium iDTV premium. Ces prix incluent la TVA.

<u>Contenus Premium</u>	<u>Prix par mois (€)</u>
Prime	
Pack Prime Film	19,95
Pack Prime Sports	14,95
Pack Prime Sports & Film	26,95
Packs à thèmes	
Documentaires, Information, Bien-être	4,95
Enfants et Musique	9,95
Pack à Thèmes	9,95
Musique	4,95
Adultes	
Pack Passion à la carte	24,95
X-Passion	14,95
Gay-Passion	14,95
Be-TV (francophone)	34,70
Packs Combo	
Combo Gold	64,95
Combo Silver	49,95
Combo Sports & Film 1	44,95
Combo Sports & Film 2	32,95
Combo Sports	22,95
Combo Film	28,95
Diffuseurs A la carte (Télévision à la demande)	Les prix varient selon le diffuseur et le programme
Films A la carte (vidéo à la demande)	Prix selon le film

Acquisition Canal+

Avant le lancement de iDTV en septembre 2005, nous proposons à nos clients une offre premium fixe, accessible par un décodeur spécifique, commercialisée sous la marque Canal+, dans un premier temps indirectement en autorisant Canal+ à bénéficier du Réseau Telenet, puis directement après l'Acquisition Canal+ en décembre 2003. Nous offrons ces services sous la marque Canal+ en vertu d'un contrat de licence avec le groupe Canal+. Aux termes de ce contrat, nous payons à Canal+ un montant préétabli calculé sur la base du chiffre d'affaires généré à partir de ce service, et ce jusqu'à la fin août 2005, date à laquelle nous avons cessé d'utiliser la marque Canal+. Nous n'avons pas investi significativement dans la promotion de l'offre Canal+, en anticipation du lancement de notre offre iDTV.

Nous avons dû soumettre l'Acquisition Canal+ à l'agrément de l'autorité de la concurrence belge (*Raad voor de Mededinging / Conseil de la Concurrence*). Cet agrément a été délivré sous certaines conditions. Bien que nous ayons cessé de commercialiser des services sous la marque Canal+, la décision d'agrément continue de s'appliquer à notre offre premium Prime. Ces conditions requièrent, notamment, que nous :

- Accordions aux autres fournisseurs de services télévisés premium un accès au Réseau Telenet à des conditions commerciales raisonnables, en prenant notamment en compte la capacité disponible sur le Réseau Telenet;

- Propositions notre offre premium aux autres opérateurs de réseau de télédiffusion qui souhaitent accéder à nos contenus premium, tout en facturant de manière uniforme et non-discriminatoire les clients du Réseau Telenet et les clients d'autres réseaux;
- Ne concluons pas de contrats avec des émetteurs télévision premium et avec certains émetteurs hertziens (en ce compris VRT, VMMA et VT4) qui feraient de nous leur distributeur exclusif et renoncions à toutes les clauses d'exclusivité existantes;
- Ne facturions pas sous la marque "Telenet" les abonnés Prime qui sont desservis par d'autres gestionnaires de réseau et ne pas joindre de publicités Telenet dans ces envois de factures;
- Signalions les autres gestionnaires de réseaux auxquels nous délivrons l'offre Prime dans toute publicité de Telenet pour Prime; et
- Rendions chaque année à l'autorité de la concurrence belge un rapport de conformité et soumettions à leur agrément tout accord de vente ou de transfert de droits sur les contenus qui ont été repris lors de l'Acquisition Canal+.

Contenus Premium

Par l'Acquisition Canal+, nous avons acquis des droits sur certains contenus. Ces droits ont été intégrés dans notre offre Prime actuelle. Nous avons accès à ces contenus pour notre offre premium grâce à un certain nombre de contrats avec les studios, y compris Universal Studios, MGM, Twentieth Century Fox, Paramount et Warner Brothers. Ces contrats, dont le premier expire en 2008, requièrent en général que nous effectuions des paiements sur la base d'un nombre minimum d'abonnés, des ajustements étant effectués selon une échelle variable dès qu'un palier minimum d'abonnés est franchi. Bien que nous ayons été en négociation avec VMMA afin de céder à cette société notre studio de cinéma et d'autres contrats de programmation repris lors de l'Acquisition Canal+, ces négociations ont été arrêtées à notre initiative et nous continuerons de détenir ces droits directement.

Le succès des services premium dépend de notre capacité à obtenir des contenus attractifs à des conditions favorables. Récemment, la concurrence pour obtenir des contenus de qualité s'est renforcée en Belgique, en grande partie en raison du lancement d'une offre de télévision concurrente par Belgacom. La concurrence a été particulièrement rude pour le renouvellement de nos droits sur le football et les montants payés pour le renouvellement des contrats existants ont augmenté significativement par rapport aux montants payés antérieurement. Par ailleurs, nous n'avons pas été en mesure de renouveler nos droits de diffusion des championnats nationaux belges et italiens de football. En avril 2006 nous devons déposer une offre pour renouveler nos droits de retransmettre les ligues nationales de football néerlandais, français, allemand et espagnol pour les saisons commençant à partir d'août 2006. En raison de cette perte de certains droits sur des contenus premium ou de l'augmentation des prix pour ces contenus, notre capacité à attirer et à retenir des abonnés à nos services premium pourrait être défavorablement affectée et notre rentabilité limitée. De surcroît la plupart des contrats relatifs à des contenus conclus par Telenet avec des studios majeurs ne permettent pas à Telenet d'offrir des contenus par des moyens interactifs. Ces contrats devront donc être renégociés et les prix des contenus pourraient augmenter. Voir "Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—L'incapacité à garantir un accès suffisant aux programmations premium et basique pourrait avoir un effet défavorable sur nos résultats d'exploitation."

Internet Broadband Résidentiel

Dans toute la Flandre, nous mettons à disposition de la clientèle résidentielle un accès internet *broadband* et haut débit "always on", sur le Réseau Combiné. Les modems utilisés pour relier nos abonnés au Réseau Combiné peuvent être exclusivement internet ou mixtes téléphone-internet. Notre offre résidentielle actuelle comprend plusieurs niveaux d'offres : de Telenet "ComfortNet", qui permet aux clients de recevoir des données à un débit de téléchargement maximum *downstream* de 512 Kbps, jusqu'à l'option "ExpressNet Turbo" dont le débit de téléchargement maximum *downstream* est de 10 Mbps. Nous imposons à nos abonnés un plafond maximum de volume de données qui peuvent être téléchargées ou chargées chaque mois. Lorsque les abonnés atteignent ces seuils, ils peuvent toujours acheter des volumes supplémentaires de téléchargement (upload ou download) de données.

Nous pensons que la combinaison constituée par la rapidité de la connexion que nous fournissons, la reconnaissance de notre marque, la qualité de notre service client et les caractéristiques de nos produits explique que nous ayons pu gagner une part de marché estimée à 54 % du marché flamand de

l'internet *broadband* au 30 juin 2005. Les services internet *broadband* jouissent d'un niveau élevé d'acceptation en Flandre. Cette tendance peut être attribuée au niveau relativement élevé de sensibilité à l'internet *broadband* résidentiel en Flandre comparé à la plupart des autres marchés en Europe, en partie en raison de nos efforts marketing et ceux de Belgacom. Notre capacité à continuer de croître sur ce marché dépendra cependant en partie de l'augmentation du taux d'équipement en PC des foyers en Flandre. Screen Digest a reporté qu'au 31 décembre 2004, approximativement 60 % des foyers flamands disposaient d'un ordinateur, ce qui reste en retrait par rapport au reste de l'Europe occidentale.

Le tableau suivant rassemble des informations sur notre service d'internet *broadband* résidentiel aux dates indiquées et pour les périodes mentionnées :

	Au et pour l'exercice clôturé le 31 décembre			Au et pour le semestre clôturé le 30 juin
	2002	2003	2004	2005
Foyers Desservis (en milliers) ⁽¹⁾	2.423	2.484	2.484	2.484
RGU (en milliers) ⁽²⁾	287	399	506	559
Taux de pénétration ⁽³⁾	12,2 %	16,8 %	21,3 %	23,4 %
Revenus moyen mensuel par utilisateur (en euros) ⁽⁴⁾	33,5	35,2	34,2	33,0
Taux de Désabonnement (annualisé) ⁽⁵⁾	8,2 %	7,3 %	9,2 %	8,8 %

- (1) Les foyers desservis représentent le nombre de clients potentiels qu'ils soient abonnés résidentiels, TPE ou PME et pour lesquels nous pouvons offrir des services internet *broadband* via une connexion coaxiale.
- (2) Le nombre de RGU, en matière d'internet *broadband* et de téléphonie, inclut les foyers et les TPE qui reçoivent nos services par une connexion coaxiale.
- (3) Pour les périodes après le 31 décembre 2003, les taux de pénétration sont calculés sur la base du nombre de RGU en tant que pourcentage du nombre de foyers ou d'entreprises ayant accès au Réseau Combiné à la fin de la période concernée. Pour les périodes antérieures au 31 décembre 2003, nous n'avions pas achevé l'amélioration du Réseau Combiné afin de lui donner la capacité bidirectionnelle requise pour offrir des services internet et de téléphonie. Pour atténuer les distorsions dues à l'amélioration du réseau, les taux de pénétration pour l'internet résidentiel *broadband* pour ces périodes sont calculés sur la base du nombre de RGU à la fin de la période donnée en tant que pourcentage du nombre de foyers et d'entreprises ayant accès au Réseau Combiné au 31 décembre 2003. Voir "Présentation d'Informations Financières et Autres—Abonnés et Données Apparentées." Ce taux inclut les PME qui reçoivent l'internet *broadband* et des services de téléphonie via une connexion coaxiale. Nous avons 14.000, 18.000, 22.000 et 22.000 clients PME qui reçoivent internet par connexion coaxiale respectivement au 31 décembre 2002, 31 décembre 2003, 31 décembre 2004 et 30 juin 2005.
- (4) Chiffre d'affaire sur la période divisé par le nombre de mois de la période et par le nombre moyen de RGU sur la période (qui peut être différent du nombre de RGU à la fin de la période).
- (5) Nombre total de RGU déconnectés pendant la période divisé par le nombre moyen de RGU pour la période. Ce taux n'inclut pas les abonnés qui ont déménagé à l'intérieur du Réseau Combiné et décidé de recevoir les mêmes services qu'au lieu de leur ancien domicile. Ce taux tient compte des PME qui reçoivent nos services via une connexion coaxiale.

Nous offrons à nos clients cinq options d'installation lorsqu'ils souscrivent à un abonnement internet : l'option "Installation Basique", pour laquelle l'installateur Telenet se limite à installer le modem internet; l'option "Installation Basique Plus", pour laquelle l'installateur Telenet fournit en plus les câbles requis; l'option "Installation Confort", pour laquelle les câbles ne sont pas fournis mais où l'installateur configure l'ordinateur de l'abonné; l'option "Installation Confort Plus", pour laquelle l'installateur se charge de toutes les facettes de l'installation afin que l'abonné soit en mesure d'utiliser l'internet dès la fin des manœuvres. Nous proposons également une connection sans fils (système Wi-Fi) à nos abonnés, leur permettant de limiter le nombre de câbles dans leur domicile et de profiter de la flexibilité de l'accès internet *broadband* sans fil, et offrons depuis peu la possibilité de transmission de signaux internet par le réseau de câbles électriques existants dans le domicile, ce qui permet également de réduire le nombre de câbles dans le domicile.

Le tableau suivant décrit les principales caractéristiques des services internet *broadband* que nous proposons actuellement à nos clients. Notre offre la plus prisée est l'offre ExpressNet, qui permet de connecter à internet jusqu'à deux PC dans le même foyer. Les prix indiqués sont les prix valables à la date du présent Prospectus.

	ComfortNet	ExpressNet	ExpressNet Plus	ExpressNet Turbo
Nombre d'ordinateurs (d'adresses IP)	1	2	4	4
Nombre de boîtes e-mail	1 × 50 MB	4 × 50 MB	8 × 50 MB	8 × 50 MB
Capacité maximum autorisée par e-mail	10 MB	10 MB	10 MB	10 MB
Capacité de l'espace Web	—	50 MB	50 MB	50 MB
Vitesse				
Download (maximum)	512 Kbps	5 Mbps	6,6 Mbps	10 Mbps
Upload (maximum)	128 Kbps	192 Kbps	512 Kbps	512 Kbps
Volume autorisé par mois				
Total aux heures de pointe ⁽¹⁾	300 MB	10 GB	15 GB	30 GB
dont upload	100 MB	1,5 GB	2,25 GB	4,5 GB
Total aux heures creuses ⁽²⁾	—	20 GB	30 GB	60 GB
dont upload	—	3 GB	4,5 GB	9 GB
Coût mensuel de l'abonnement (TVA incluse)	€29,95	€41,95	€51,95	€59,95
Pourcentage de nouveaux abonnés du 1 ^{er} avril au 30 juin 2005	28 %	64 %	5 %	3 %
Pourcentage de base installée au 30 juin 2005	12 %	84 %	2 %	1 %

(1) Les heures de pointe vont de 10h00 à 12h00, sept jours par semaine, sauf pour l'offre Comfort Net, pour laquelle l'heure de pointe est 24 heures par jour, sept jours par semaine.

(2) Le cas échéant, les périodes en dehors des heures de pointe vont de 12h00 à 10h00 du matin, sept jours par semaine.

Dans le cadre de notre stratégie d'offres de services combinés à nos clients, nous avons récemment lancé une offre internet *narrowband*, "Freesurf", qui est réservée aux abonnés de nos offres téléphoniques "Telenet FreePhone" et "FreePhone Anytime". Ce service "FreeSurf" permet aux abonnés de se connecter en permanence à internet avec une vitesse de téléchargement maximum de 64Kbps. Les 20 000 premiers abonnés Freesurf, qui souscrivent aussi à "Telenet FreePhone" ou "FreePhone Anytime", peuvent recevoir le service Freesurf pour seulement €1,0 par mois.

Nous proposons également une gamme d'options auxquelles les abonnés à l'internet *broadband* peuvent souscrire. Elles sont décrites dans le tableau suivant. Les prix sont indiqués TVA comprise.

<u>Option</u>	<u>Prix</u> <u>(Mensuel, sauf contre-indication)</u>
Telenet Internet Anti-Virus	Gratuit
Telenet Internet Anti-Spam	Gratuit
Telenet Internet Auto Response	Gratuit
Telenet EasyCare	Gratuit
ComfortNet	
Volume supplémentaire par 100MB (jusqu'à 2GB en plus) . . .	€1,00 par tranche de 100 MB
Boîtes e-mail supplémentaires (jusqu'à 20 boîtes en plus) . . .	€1,50 par boîte e-mail
Telenet Internet Security Pack	
1 ordinateur	€3,95 par ordinateur
2-8 ordinateurs	€2,95 par ordinateur
ExpressNet, ExpressNet Plus et ExpressNet Turbo	
Volume supplémentaire par GB (jusqu'à 20 GB en plus)	€1,00 par tranche de 1 GB
Boîtes e-mail supplémentaires (jusqu'à 20 boîtes en plus)	€1,50 par boîte
Telenet Internet Security Pack ⁽¹⁾	
1 ordinateur	€3,95 par ordinateur (<i>Gratuit avec les offres ExpressNet Plus ou Turbo</i>)
2-8 ordinateurs	€2,95 par ordinateur
Espace Web supplémentaire de 10MB	€2,00 par tranche de 10MB
Sous-domaines	€2,50 par domaine
Noms de Domaine	
.be	€2,95 par domaine
com/.org/.net	€4,95 par domaine
Telenet Internet Zone de Jeux	
Enfants	€9,95
Essentiel	€9,95
Premium	€19,95
Pass 3 Jours	€6,95 (par 72 heures)

(1) Comprend un firewall et le contrôle parental.

Une des options internet les plus populaires de notre offre est notre portail de jeux. Les abonnés de l'offre *broadband* ExpressNet line peuvent accéder à toute une gamme de jeux d'ordinateur depuis notre portail. Les jeux proposés présentent une grande variété allant de jeux récents dans les catégories action/aventure jusqu'à des tournois en réseau avec d'autres utilisateurs du Réseau Combiné. Des packs de jeux sont disponibles à travers une gamme de packs mensuels diversifiés proposés aux abonnés, qui peuvent également choisir un pass d'essai de trois jours.

En février 2005, nous avons lancé notre produit PCTV. Ce service est proposé à nos abonnés internet *broadband*. Il permet aux clients d'accéder à des programmes musicaux, cinéma ou télévisés, qui peuvent être regardés sur leur ordinateur. Ce service inclut une offre premium de films disponibles à la carte, selon une facturation pay-per-view, pour un prix unitaire variant entre €0,99 et €4,95 euros, selon le genre de film et son ancienneté. Des contenus gratuits sont également accessibles, parmi lesquels des films, des programmes de télévision grand public ou des chaînes musicales. Notre offre PCTV est un produit de niche qui ne donne pas accès à la gamme de services disponibles via notre offre iDTV. Il a pour but de donner la possibilité à nos clients internet *broadband* d'avoir accès à certaines des caractéristiques disponibles via l'iDTV.

Nous proposons des promotions à nos abonnés internet résidentiels qui souhaiteraient accéder à notre service d'internet *broadband* Wi-Fi. Parallèlement, nous proposons aux clients qui ne disposent pas d'abonnement chez nous d'avoir un accès Wi-Fi pour des durées limitées allant de une heure à une journée. Nos services Wi-Fi sont également disponibles par abonnement pour des durées plus longues. Au 26 août 2005, nous proposons à nos clients d'accéder à une connexion Wi-Fi à partir d'environ 450 hot-spots situés en Belgique et au Luxembourg. Nous continuons de développer notre réseau, 900 lieux hot-spot étant actuellement assurés. Nous avons l'intention d'augmenter le nombre de points de connexion Wi-Fi en Belgique.

Téléphonie Résidentielle

En Flandre, nous proposons à nos abonnés résidentiels des services de téléphonie locale, nationale ou internationale longue distance ainsi qu'une gamme de services téléphoniques à valeur ajoutée. Au 30 juin 2005, sur la base du nombre de lignes fixes actives, Belgacom, l'opérateur historique en Belgique, détenait une part de marché estimée de 75 % du secteur de la téléphonie fixe en Flandre. A la même date, nous détenions une part de marché estimée à 20 % en Flandre, représentant 323.000 abonnés à l'accès direct. Par ailleurs nous avons 10.000 abonnés à la présélection au 30 juin 2005 (ce nombre n'incluant pas les clients acquis grâce à la filiale Phone Plus de Telenet Solutions). Nos clients disposant d'un abonnement accès direct sont directement reliés au Réseau Combiné. Nous générons des revenus grâce aux frais d'abonnement et aux frais de communication facturés à ces clients. Par l'intermédiaire de notre service de présélection, nous proposons des services de téléphonie aux abonnés à partir du réseau de Belgacom, et générons des revenus d'utilisation par ces abonnés. En Flandre, nos clients du segment présélection, dont le nombre est relativement faible, sont essentiellement localisés dans des zones où le réseau n'a été amélioré que depuis peu afin de fournir aux abonnés un accès téléphonique direct par le Réseau Combiné. Pour l'essentiel, il s'agit de clients qui n'ont pas encore converti leur abonnement pour passer en accès direct. Par l'intermédiaire de notre filiale Phone Plus, nous offrons également un service de présélection limité à Bruxelles et dans certaines zones de la Wallonie.

Aujourd'hui, nous sommes en Flandre le seul fournisseur important de services de communications directes proposant une alternative à Belgacom. Nous pensons que les ventes de notre activité internet *broadband* résidentielle ont servi de moteur de développement à nos ventes dans l'activité téléphonie.

Le tableau suivant présente certaines informations relatives à notre service de téléphonie résidentielle aux dates et périodes indiquées :

	Au et pour l'exercice clôturé le 31 décembre			Au et pour le semestre clôturé le 30 juin
	2002	2003	2004	2005
Foyers Desservis (en milliers) ⁽¹⁾	2.423	2.484	2.484	2.484
RGUs (en milliers) ⁽²⁾	220	254	293	333
Accès direct	185	231	281	323
Présélection ⁽²⁾	35	23	12	10
Taux de Pénétration ⁽³⁾	9,1 %	10,4 %	12,0 %	13,6 %
Revenu Moyen Mensuel par Utilisateur (en euros) ⁽⁴⁾	40,0	36,1	37,1	34,6
Taux de Désabonnement (annualisé) ⁽⁵⁾	11,2 %	13,1 %	13,6 %	12,2 %

(1) Les foyers desservis représentent le nombre de clients potentiels qu'ils soient abonnés résidentiels, TPE ou PME et pour lesquels Telenet peut offrir des services de téléphonie via une connexion coaxiale ou un service de présélection.

(2) Ne comprend pas les abonnés de l'offre présélection de Phone Plus, la filiale de Telenet Solutions.

(3) Pour les périodes après le 31 décembre 2003, les taux de pénétration sont calculés en fonction du nombre de RGU en tant que pourcentage du nombre de foyers ou d'entreprises ayant accès au Réseau Combiné à la fin de la période concernée. Pour les périodes antérieures au 31 décembre 2003, nous n'avions pas achevé l'amélioration du Réseau Combiné afin de lui donner la capacité bidirectionnelle requise pour offrir des services internet et de téléphonie. Pour atténuer les distorsions dues à l'amélioration du réseau, les taux de pénétration sont calculés pour ces périodes sur la base du nombre de RGU à la fin de la période donnée en tant que pourcentage du nombre de foyers et d'entreprises ayant accès au Réseau Combiné au 31 décembre 2003. Voir

“Présentation d’Informations Financières et Autres—Abonnés et Données Apparentées.” Ce taux inclut les PME qui recevaient l’internet *broadband* et des services de téléphonie via une connexion coaxiale. Nous avons 3.000, 5.000, 6.000 et 6.000 clients PME qui recevaient des services de téléphonie via une connexion coaxiale respectivement au 31 décembre 2002, 31 décembre 2003, 31 décembre 2004 et 30 juin 2005.

- (4) Chiffre d’affaires enregistré sur la période divisé par le nombre de mois de la période et par le nombre moyen de RGU sur la période (qui peut être différent du nombre de RGU à la fin de la période). Ce montant exclut les revenus d’interconnexion, les frais d’installation perçus et les revenus générés par les RGU qui utilisent notre service de présélection.
- (5) Nombre total de RGU déconnectés pendant la période divisé par le nombre moyen de RGU pour la période. Ce nombre exclut les RGU qui utilisent nos services de présélection mais qui inclut les PME qui reçoivent nos services grâce à une connexion coaxiale. Les statistiques de désabonnement n’incluent pas les abonnés qui ont déménagé à l’intérieur du Réseau Combiné et décidé de recevoir les mêmes services qu’au lieu de leur ancien domicile. Les RGU qui utilisent les services de présélection sont exclus de nos statistiques de désabonnement à la téléphonie, car, pour la plupart, ils prennent un abonnement téléphonique direct quand ils abandonnent l’option présélection. Les statistiques de désabonnement ont été recalculées pour l’année 2003 du fait d’une analyse faite après l’intégration de notre base de données clients en 2004.

Nous facturons à nos abonnés résidentiels à la téléphonie accès direct une redevance mensuelle fixe et tous nos clients résidentiels doivent s’acquitter de frais variables selon leurs communications. Les coûts des communications vers un autre abonné Telenet sont réduits. Nous cherchons à mettre en place une grille tarifaire qui rende nos offres de téléphonie résidentielle plus attractives que celles de Belgacom. Le tableau suivant détaille les tarifs des abonnements à une ligne fixe téléphonique et les tarifs par minute applicables pour les nouveaux abonnés Telenet depuis la date du présent Prospectus (TVA incluse). Actuellement, les abonnés ne doivent généralement pas supporter les coûts d’installation pour recevoir leurs services de téléphonie résidentielle.

Tarif mensuel d’un abonnement à une ligne fixe :⁽¹⁾ €16,95
 Coût supplémentaire pour une ligne : €12,71 par ligne

Frais de communication pour un appel à partir d’une ligne fixe du Réseau Combiné :	Heures de pointe ⁽²⁾ (En cents par minute)	Heures creuses ⁽³⁾ (En cents par minute)	Connexion en heures de pointe ⁽²⁾ (En cents par appel)	Connexion en heures creuses ⁽³⁾ (En cents par appel)
Appels nationaux vers un fixe ⁽⁴⁾	5,20	0,00	5,20	0,00
Appels internationaux vers un fixe	18,73 à 26,01	9,36 à 20,81	10,40	10,40
Appel vers un mobile Belgacom	19,85	14,09	11,22	11,22
Appel vers un mobile Mobistar	24,81	16,49	11,22	11,22
Appel vers un mobile Base	29,23	19,89	11,22	11,22
Appel international vers un mobile	55,75 à 63,03	46,39 à 57,83	10,40	10,40

- (1) Ne s’applique pas aux abonnés de l’offre présélection.
- (2) Heures de pointe : de 8h00 à 19h00 en semaine (à l’exception des appels vers un mobile Base : de 10h00 à 22h00 en semaine).
- (3) Heures creuses : de 19h00 à 8h00 en semaine, toute la journée pendant le week-end et les jours fériés. Pour les appels vers Base : de 22h00 à 10h00 en semaine et toute la journée pendant le week-end et les jours fériés.
- (4) Les abonnés de l’offre Telenet FreePhone peuvent effectuer des appels nationaux illimités vers les postes fixes durant les heures creuses pour un coût mensuel fixe de €16,95. Les abonnés à l’offre FreePhone Anytime peuvent effectuer des appels nationaux illimités vers un poste fixe durant les heures de pointe et les heures creuses pour un forfait mensuel de €4,95, et gratuitement jusqu’au 1^{er} janvier 2006 pour les abonnés existants et seront gratuits pour les six premiers mois d’abonnement pour les nouveaux abonnés.

En décembre 2004, nous avons lancé notre offre “Telenet FreePhone” qui permet aux abonnés d’effectuer des appels nationaux illimités vers des postes fixes durant les heures creuses pour un coût mensuel d’abonnement de €16,95. En juin 2005, nous avons par ailleurs lancé l’offre “FreePhone Anytime” qui permet aux abonnés d’effectuer des appels nationaux illimités vers des postes fixes durant les heures de pointe et les heures creuses pour un coût mensuel additionnel de €4,95, et gratuitement jusqu’au 1^{er} janvier 2006 pour les abonnés existants et seront gratuits pour les six premiers mois d’abonnement pour les nouveaux abonnés. Dans le cadre de nos efforts visant à offrir des services multiples à nos clients, nous offrons notre produit internet *always-on* “FreeSurf” pour €1 supplémentaire par mois aux 20.000 premiers clients qui prendront également un abonnement à Telenet FreePhone ou à FreePhone Anytime, une économie de €15,95 par mois.

Nous proposons également à nos clients résidentiels des services de téléphonie améliorés, contre le paiement de frais supplémentaires. Ces forfaits incluent des offres de fonctionnalités et de services individuels tels qu’un service de messagerie ou d’identification du numéro appelant. Le tableau suivant récapitule les prix d’abonnement pour certaines des fonctions téléphoniques supplémentaires que nous offrons à la date du présent Prospectus (TVA incluse) :

Fonctions Additionnelles Packages/Services	Services	Prix par mois (TVA incluse)
Ligne Top (<i>Top-lijn</i> ™)	Reconnaissance d’appel, répondeur, transfert d’appel et signal d’appel	€4,00
Ligne Jeune ⁽¹⁾ (<i>Jong-lijn</i> ™)	Numéro séparé et budget d’appels mensuel	€4,00
Autres services	Reconnaissance d’appel, facture détaillée	€3,69 chaque
	Répondeur, transfert d’appel et signal d’appel	€1,75 chaque

(1) Uniquement disponible pour toute souscription à une ligne téléphonique supplémentaire.

Actuellement, nos abonnés reçoivent les services de téléphonie résidentielle par des modems qui fonctionnent selon une combinaison de technologies spécifiques et sous *open standard*. Avant juillet 2004, tous nos services téléphoniques utilisaient des modems fonctionnant sous le standard déposé de Motorola. Pour partie suite à la décision de Motorola d’abandonner la production de modems téléphoniques, nous avons commencé à partir de juillet 2004, à utiliser des modems utilisant la norme *packet cable* VoIP. Ces modems VoIP, qui fonctionnent sous le protocole *open standard* EuroDOCSIS, peuvent à la fois fournir des services internet et téléphoniques, et une fois le modem installé, les services peuvent être activés ou désactivés sans déplacement. Au 30 juin 2005, environ 40 % de nos abonnés à une ligne téléphonique utilisaient un modem fonctionnant avec la technologie VoIP. En plus de notre offre VoIP, nous continuons d’offrir nos services téléphoniques par l’intermédiaire de nos modems traditionnels, mais nous espérons faire basculer progressivement nos abonnés vers un parc constitué exclusivement de modems VoIP. Ce basculement devrait se faire grâce au renouvellement naturel des équipements en fonction de leur amortissement. Nous n’avons pas observé de différence en termes de qualité du service ou de fonctionnalités entre les abonnés utilisant un modem Motorola et les abonnés utilisant un modem VoIP pour leur service de téléphonie.

Interconnexion

Les opérateurs de réseau, comme Telenet, refacturent des frais d’utilisation de leur réseau pour acheminer des appels qui ont été émis dans d’autres réseaux et aboutissent sur leur réseau. Généralement, les frais d’interconnexion sont pris en compte dans les prix que nous facturons à nos clients. Les frais d’interconnexion que nous percevons pour connecter à notre réseau un appel national sont plus élevés que ceux que nous facturons pour connecter à notre réseau un appel émis hors de Belgique. Les frais d’interconnexion pour un appel émis à partir d’un téléphone mobile sont substantiellement plus élevés que ceux pour connecter à notre réseau un appel émis à partir d’une ligne fixe. Au premier semestre 2005, nous avons payé €25,9 millions de frais d’interconnexion et perçu €14,9 millions de revenus d’interconnexion. Pour l’année 2004, nous avons versé €51,1 millions de frais d’interconnexion et perçu environ €28,9 millions de revenus d’interconnexion. Nos pratiques en matière de frais d’interconnexion font l’objet d’une réglementation complète établie par l’Institut Belge des Services Postaux et de Télécommunications (l’“IBPT”). Voir “Cadre Réglementaire—Réglementation de la Téléphonie—Interconnexion.” En août 2002, nous avons augmenté nos frais d’interconnexion pour les appels domestiques qui aboutissent sur le Réseau Combiné. Ceux-ci sont passés de €0,009 par minute en moyenne (montant qui était facturé sur une base réciproque) à une moyenne de €0,0475 par

minute. A l'initiative de Belgacom, cette augmentation a fait l'objet d'une procédure judiciaire. Voir "—Procédures Judiciaires—Litige sur l'Interconnexion" et "Facteurs de Risques—Risques Contentieux—Nous sommes actuellement impliqués dans un important litige avec Belgacom, relatif au prix que nous facturons à nos concurrents pour s'interconnecter à notre réseau de téléphonie, et un résultat dans ce litige réduirait la rentabilité de notre activité téléphonie." Les frais d'interconnexion pour les appels internationaux sont restés à 0,009 euros par minute jusqu'à la fin 2003 et depuis le début de l'année 2005, ils ont été réduits à 0,0076 euros par minute. Nous nous attendons pour les années à venir à une diminution des frais moyens d'interconnexion au Réseau Combiné que nous facturons tant pour les appels nationaux que pour les appels internationaux, jusqu'à ce que nous ayons éventuellement conclu des accords de réciprocité avec d'autres opérateurs. Cette réduction s'explique par la diminution de nos propres coûts pour acheminer les appels extérieurs sur le Réseau Combiné.

Nos principaux accords relatifs aux questions d'interconnexion ont été signés avec Belgacom, sa filiale de téléphonie mobile Belgacom Mobile, Mobistar et Entreprise des P&T Luxembourg. Belgacom détient une part de marché d'environ 80 % sur le marché de la téléphonie en Flandre. La majorité des frais d'interconnexion que nous versons sont payés à Belgacom. Un accord provisoire sur les frais d'interconnexion gouverne nos relations avec Belgacom. En vertu de ce contrat, nous acceptons d'acheminer les appels vers les utilisateurs de nos réseaux respectifs. Belgacom nous facture ses tarifs standards pour ce service, soit environ €0,0076 par minute en moyenne pour les appels à partir d'un poste fixe. Nous facturons des frais plus élevés pour interconnecter des appels domestiques sur le Réseau Combiné suite à certaines décisions de l'IBPT, ce qui a eu pour effet de modifier notre accord provisoire en matière d'interconnexion avec Belgacom. Voir " — Procédures Judiciaires—Litige sur l'Interconnexion." Au 1^{er} mai 2005, le contrat d'interconnexion provisoire avec Belgacom a été prolongé pour une durée indéterminée. Notre accord avec Belgacom Mobile peut être résilié par chaque partie avec un préavis de 8 mois.

En juillet 2003, nous avons conclu un accord d'interconnexion avec Mobistar afin de réduire les coûts moyens d'interconnexion et de transit encourus lors du routage d'appels émis à partir du Réseau Combiné vers Mobistar en passant par le réseau de Belgacom. Nous pouvons désormais nous interconnecter directement avec Mobistar et directement ou indirectement avec d'autres opérateurs mobiles en Belgique. Voir "Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—Les secteurs belges de l'internet, de données et de téléphonie sont très concurrentiels et le secteur de la télévision est susceptible de devenir plus concurrentiel dans le futur, ce qui pourrait avoir pour conséquence des coûts de contenu et des dépenses de marketing plus élevés, une diminution des taux d'abonnement et une perte d'abonnés."

Nous avons aussi des accords sur les frais d'interconnexion de terminaison avec les sociétés MCI, T-Systems et Belgacom International Carrier Services pour les appels internationaux émis à partir du Réseau Combiné.

Ventes Résidentielles, Marketing et Service-Client

Nous commercialisons nos services résidentiels d'internet et de téléphonie sous la marque "Telenet", que nous promouvons à travers de nombreuses campagnes de publicité afin de lui assurer une bonne visibilité auprès du public. En juillet 2005, nous avons renommé notre offre de télévision câblée basique sous la marque Telenet. Depuis le lancement de iDTV le 3 septembre 2005, nous commercialisons désormais notre offre de télévision câblée premium sous la marque "Prime". Auparavant, nous commercialisions notre offre de télévision câblée basique sous la marque MixtICS et notre offre de télévision câblée premium sous la marque Canal+. Nous pensons que notre service de télévision analogique basique a toujours été perçu par le marché comme un service public. C'est pourquoi, nous n'avons pas investi substantiellement dans la promotion de ce service, bien que des efforts importants de marketing aient été faits afin de promouvoir notre nouvelle offre iDTV sous la marque Telenet.

Notre département commercial et marketing résidentiel gère tous les aspects relatifs à la conquête de nouveaux clients, à leur installation et à la rétention des clients actuels, de manière uniforme que ce soit pour nos activités de télévision, d'internet *broadband* ou de téléphonie. Nous gérons nos opérations promotionnelles et de marketing, nos canaux de vente et notre service client de manière à augmenter nos taux de pénétration des abonnés et à augmenter les niveaux de services qu'ils pourraient acquérir. Nous utilisons une combinaison d'opérations promotionnelles ciblées ou de marketing générales afin d'attirer et de retenir des abonnés. Nos dépenses marketing incluent des coûts fixes, les commissions

payées afin de stimuler les ventes et les avantages pécuniaires octroyés aux abonnés, que ce soit des installations gratuites ou des frais d'abonnement réduits. Post-installation, nous mandations régulièrement des sociétés d'enquête indépendantes afin de déterminer le degré de satisfaction du client à l'égard de nos produits et de nos services. Des opérations *win-back* sont également mises en œuvre afin de convaincre les abonnés envisageant de résilier leurs abonnements de ne pas le faire et de minimiser les désabonnements volontaires.

Une facette importante de notre stratégie marketing consiste à promouvoir activement les offres de services multiples à destination des consommateurs individuels et à proposer des réductions pour les clients qui souscrivent à plusieurs services différents. Des études réalisées en interne indiquent qu'un consommateur qui a souscrit à plus de l'un de nos services est plus enclin à continuer à utiliser Telenet dans le futur plutôt que de passer à la concurrence. De surcroît, nous pensons que le lancement de notre service iDTV va nous permettre d'introduire des clients supplémentaires à nos offres de téléphonie et internet. A la suite d'une récente réforme du droit des télécommunications belge, qui a aboli la prohibition des offres conjointes, nous avons lancé le 30 juin 2005 notre premier pack groupé internet et téléphonie : FreePhone/FreeSurf. A l'avenir, nous pensons que de nouveaux packs de cette sorte devraient être commercialisés, comprenant la gratuité des frais d'activation et d'installation pour les clients qui souscrivent à une combinaison de services iDTV, internet *broadband* et de téléphonie. Malgré le fait que le couplage de produits et de services dans notre secteur est devenu possible, le droit de la concurrence continue de s'appliquer à nos offres. En conséquence, nous nous attendons à ce que les options de réductions avec notre offre de télévisions soient acceptées à un degré moindre en raison de notre part de marché en ce qui concerne la télédistribution. Voir "Cadre Réglementaire—Droit de la Concurrence."

Nous cherchons aussi à proposer à notre clientèle des offres d'introduction attractives. L'une de nos offres qui a remporté le plus de succès aura été l'offre "*Try and Buy*", au titre de laquelle nous offrons à nos clients deux mois de service internet au prix réduit de €15 par mois, cette offre se transformant à l'issue de cette période en abonnement annuel au tarif normal à moins que le client ne décide expressément de ne pas souscrire à cet abonnement. De même, notre service FreePhone Anytime qui permet aux utilisateurs de bénéficier d'appels nationaux illimités vers les postes fixes pour un forfait mensuel est gratuit jusqu'au 1^{er} janvier 2006 pour les abonnés existants et seront gratuits pour les six premiers mois d'abonnement pour les nouveaux abonnés. Nous cherchons également à attirer des clients par des opérations promotionnelles et en proposant des offres d'entrée de gamme, tel que notre service internet ComfortNet, pour ensuite faire migrer les clients vers des produits offrant une meilleure vitesse ou des applications encore plus performantes pour un prix plus important. De plus, nous proposons des promotions "*Member get Member*" qui sont destinées à encourager les clients existants à inciter de nouveaux clients à souscrire à nos services

Nos canaux marketing et commerciaux comprennent notamment la publicité dans les médias, le télémarketing, le e-marketing, le porte-à-porte ou les mailings ciblés. Nous pratiquons également la vente directe à partir de notre centre d'appel localisé dans notre siège à Malines. Outre ce centre d'appels, nos agents commerciaux, qui reçoivent des commissions sur les ventes effectuées, sont une source significative de nouveaux clients. Parmi ces agents, on trouve des points de vente au détail, de biens électroniques de consommation, des représentants de commerce ainsi que des vendeurs porte-à-porte. De plus, approximativement 15 % de nos ventes pour le semestre clôturé au 30 juin 2005 sont arrivés via notre programme "*Member get Member*". Nos canaux commerciaux sont continuellement évalués afin d'assurer une affectation efficiente de nos ressources.

Le service-client est une priorité essentielle de notre management. Des études et enquêtes de satisfaction sont régulièrement menées afin de connaître le degré d'efficacité, d'efficience et de satisfaction des clients en ce qui concerne tous les aspects de leur relation avec nous, depuis la vente initiale et les efforts de marketing, jusqu'à l'installation et au suivi nécessaire. Nous prêtons une grande attention aux raisons pour lesquelles nos clients résilient leurs abonnements, afin de minimiser notre taux de désabonnement. Nous utilisons une plate-forme de technologie de l'information personnalisée afin de gérer les données concernant les abonnés depuis le point de vente, de surveiller l'installation de nos produits en temps réel, et de suivre et répondre aux demandes des clients. Nous avons récemment amélioré notre plate-forme dédiée au service client afin de fournir, entre autre, aux agents de notre centre d'appel les informations individuelles de facturation des abonnés et la capacité de télécharger les données sur l'état du réseau. En plus de notre centre d'appel propre, qui répond aux demandes des clients, nous concluons des contrats avec des fournisseurs tiers pour gérer la majorité de nos volumes d'appel. Nous avons également introduit un programme en ligne, Telenet EasyCare, qui assiste les

clients pour résoudre certaines difficultés techniques qu'ils rencontrent, 24 heures sur 24 et de manière plus économique. De surcroît tous nos installateurs disposent d'ordinateurs portables GPRS qui utilisent une technologie déposée pour rester en contact avec le siège au cours des installations clients. Nous cherchons à améliorer l'efficacité de notre procédure d'installation afin de déployer nos ressources de manière plus efficace.

Services aux Entreprises

Notre clientèle professionnelle se compose de PME ayant entre 5 et 100 salariés; de sociétés plus importantes; d'établissements publics, de santé ou d'éducation et de sociétés de télécommunications comme par exemple des fournisseurs de service vocaux, de données et d'internet. Pour le semestre clôturé le 30 juin 2005, nos activités de services aux entreprises ont généré des revenus de €34,1 millions, dont €14,5 millions sont générés par nos clients entreprises, et nos clients des secteurs publics, santé et éducatif, parmi lesquels €10,8 millions sont attribuables aux PME et €8,8 millions à notre activité de *carrier*. Le graphique suivant donne de l'information en rapport avec nos activités de services aux entreprises pour la période six mois terminant le 30 juin 2005 :

	Au et pour les six mois finissant le 30 juin 2005	
	Revenu	Mensuel Moyen
	Clients (000s)	Par Utilisateur ⁽¹⁾ (euro)
PME	15.109	119
Sociétés	218	7.000
Opérateur (<i>carrier</i>)	63	23.000
Publics, santé et éducatifs	449	2.000

Le revenu mensuel moyen par utilisateur présenté ci-dessus reflète les moyennes arithmétiques du nombre de clients professionnels et du chiffre d'affaires que nous recevons des catégories de clients présentées. Cependant, le revenu mensuel moyen par utilisateur peut varier considérablement au sein de la catégorie "Clients professionnels", en fonction des besoins de ce type de clients. Les données reprises ci-dessus ne sont donc pas nécessairement indicatives du chiffre d'affaires pour des clients professionnels spécifiques.

Nous commercialisons nos services aux entreprises sous la marque Telenet Solutions. Nos clients actuels comprennent AGFA, DHL, ConcentraMedia, AT&T, Shell, Colruyt et KBC Bank. Généralement, la clientèle d'entreprise se connecte directement au Réseau Telenet par des câbles à fibres optiques et nos clients PME se connectent au Réseau Combiné par une connexion en fibres, coaxiale ou DSL, en fonction de leurs besoins et de leur localisation par rapport à notre réseau. Historiquement, nous nous sommes concentrés essentiellement sur des marchés de niche, ne visant que les clients professionnels qui étaient situés suffisamment près de notre réseau central de fibres optiques ou de notre réseau coaxial afin de fournir des services compétitifs tout en assurant un retour sur investissement rapide et des marges futures minimum. Nous nous sommes précédemment concentrés sur les PME qui étaient suffisamment proches du Réseau Combiné et la connexion de succursales entre elles de clients variés, qui peuvent se fier à la densité de couverture de notre réseau, particulièrement en Flandre.

Suite à l'Acquisition Telenet Solutions en décembre 2003, nous avons été en mesure d'élargir significativement la gamme de produits que nous proposons à nos clients professionnels, en particulier dans le segment des services de données et par la fourniture d'un réseau en *asynchronous transfer mode*, ou réseau "ATM", qui permet de fournir un service de relaiage de trames pour le transfert sécurisé de données. Cette acquisition nous a également permis d'avoir accès au Réseau Telenet Solutions. Cela nous a permis de fournir des services aux entreprises non seulement en Flandre, mais dans toute la Belgique et certaines parties du Luxembourg. Avec l'ajout de services DSL nous avons une plus grande flexibilité pour viser des clients dans toute la Belgique car nous ne sommes pas dépendants de la proximité de ces clients au Réseau Telenet ou au Réseau Telenet Solutions. Voir "— Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions." Du fait de notre portée étendue de par nos capacités DSL, nous reconcentrons nos efforts pour viser des clients PME supplémentaires.

Nos clients professionnels évaluent nos offres sur la base du prix, de la technologie, de la sécurité, de la fiabilité et du service-client. Nos offres à destination des professionnels incluent des services

vocaux, de données et internet qui peuvent être plus ou moins perfectionnés ou performants selon les besoins du client. Ces besoins peuvent aller de produits de type résidentiel pour des PME qui ont besoin d'un accès internet et d'un service-client professionnel jusqu'à des besoins d'une grande sophistication pour les grandes entreprises. Nos produits internet incluent des services i-Fiber, Wi-Fi et des accès internet par des lignes louées en cuivre, des lignes DSL ou des connexions coaxiales. S'agissant des services vocaux, ils incluent des produits par fibres, câble coaxial et DSL, adaptés aux besoins de capacité des clients ainsi que d'autres services. Les produits de données consistent essentiellement en différentes formes de lignes louées, qui sont généralement vendues à nos clients professionnels ou à des opérateurs. Nous offrons également à nos clients des services personnalisés de *virtual private network* ("VPN"). Notre couverture réseau pour les clients professionnels couvre toute la Belgique et une partie du Luxembourg à partir du Réseau Combiné et du Réseau Telenet Solutions.

Nous avons des équipes commerciales et marketing spécialement dédiées à la majorité des grands clients entreprises qui utilisent une approche régionale et sectorielle dans la gestion des comptes des entreprises et des institutionnels. La force de vente est quant à elle divisée en quatre sous-catégories : gouvernement, services de santé, services bancaires et financiers, et sociétés de distribution. Nous utilisons des méthodes de vente plus traditionnelles et des partenaires commerciaux tels que des revendeurs qui offrent à leurs clients des solutions technologiques intégrées, afin de toucher le segment des PME sur lequel nous nous concentrons. Les prix pratiqués à l'égard des grandes entreprises, des institutions publiques, des établissements de santé ou d'éducation et des opérateurs sont négociés sur la base de paramètres fixes alors que des prix plus standardisés s'appliquent à nos clients PME. En ce qui concerne certaines grandes entreprises nous concluons des contrats individuels au titre desquels nous devons atteindre certains niveaux de service minimums.

Dans le cadre de l'intégration de Telenet Solutions au sein de nos activités et de la fusion possible de Telenet Solutions dans Telenet NV, nous procédons à la migration des clients vocaux du Réseau Telenet Solutions vers le Réseau Telenet. De ce fait, nos tarifs standards d'interconnexion s'appliqueraient aux appels à ces clients et non le taux réciproque plus faible qui a été utilisé historiquement sur le Réseau Telenet Solutions. Belgacom a contesté ces tarifs d'interconnexion augmentés, arguant du fait que nous devrions appliquer les tarifs d'interconnexion historiques de Telenet Solutions aux anciens clients de Telenet Solutions. A la suite de leur intégration au Réseau Telenet nous pensons que le prix pour connecter les appels pour les anciens clients de Telenet Solutions sera le même que pour connecter les appels des autres clients du Réseau Telenet, ce qui justifie les frais d'interconnexion plus élevés. Bien que Belgacom ait demandé à l'IBPT d'enquêter sur cette question, nous ne pensons pas actuellement que cela aura un impact sur les tarifs d'interconnexion que nous facturons.

Produits et Services Futurs

Notre objectif est d'offrir à nos clients de nouveaux produits et services afin de faire croître notre activité, développer la marque Telenet et augmenter la satisfaction des clients. Voir "—Notre Stratégie—Améliorer le Revenu Moyen Par Utilisateur par Client Individuel." Généralement, nous cherchons à développer de nouvelles technologies seulement après que les normes concernées aient été mises en œuvre avec succès à une échelle commerciale. Cette approche rend plus probable le fait que les prix des équipements nécessaires diminuent dans le temps et réduit les risques de performance, de compatibilité et de disponibilité des équipements. Outre le lancement en cours de l'iDTV, nous avons commencé à développer et à commercialiser un réseau national de points de connexion Wi-Fi. Nous anticipons une croissance significative de la demande pour ce service à l'avenir. Avec d'autres partenaires, nous participons au projet i-City qui permettra d'assurer une couverture Wi-Fi totale de deux villes en Belgique : Louvain et Hasselt. Nous déployons actuellement des services Wi-fi pour plusieurs clients, y compris dans les stations essence Q8 et dans les gares de la Société Nationale des Chemins de fer Belge. Bien que au tout début du processus de planification, il est possible que dans les années futures, un réseau de téléphonie mobile-Wi-Fi combiné émerge qui permette aux clients à la téléphonie mobile d'utiliser des appareils qui passent automatiquement du réseau mobile traditionnel au système à moindre coûts Wi-Fi lorsque situés dans un lieu proposant le service Wi-Fi. En outre, nous étudions de nouveaux produits, notamment ceux utilisant la technologie VoIP qui produiront un service téléphonique à spécifications réduites à un coût moindre par rapport à celui du Réseau Telenet. Dans certaines circonstances, nous pourrions consentir à avoir recours à certaines technologies au développement historique limité, à condition que nous puissions le faire avec une appréciation appropriée des risques potentiels encourus.

En outre, nous étudions également la possibilité de conclure un contrat Mobile Virtual Network Operator (“MVNO”) avec un opérateur de téléphonie mobile présent en Belgique. Bien que les éléments essentiels d’un tel accord n’aient pas encore été finalisés, nous achèterions des minutes et des services en gros à un tel opérateur pour les revendre sous la marque Telenet. Voir “Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—Si nous échouons à introduire avec succès de nouvelles technologies ou services, tel que notre service iDTV, ou à répondre à des évolutions technologiques, notre activité et le niveau de nos revenus pourraient être défavorablement affectés et nous pourrions ne pas être en mesure de récupérer le coût des investissements que nous avons faits.”

Nous examinons la possibilité d’offrir la “High Definition Television” (“HDTV”) comme service faisant partie de notre offre iDTV. L’HDTV procure une expérience visuelle améliorée, particulièrement en ce qui concerne la netteté de l’image. Ce service nécessitera probablement un équipement additionnel chez l’utilisateur final pour pouvoir tirer un maximum de profit de l’expérience HDTV.

A l’avenir, nous pourrions aussi envisager d’avoir recours à la technologie DSL afin d’avoir accès au réseau national de Belgacom pour être en mesure de fournir notre gamme de services résidentiels à des clients qui sont installés dans des zones en Belgique qui ne sont pas couvertes par le Réseau Combiné, y compris ceux qui résident à Bruxelles ou en Wallonie. De nombreux facteurs seraient à prendre en compte si jamais nous envisagions un tel développement, y compris, entre autres, une étude attentive des règles applicables à l’utilisation du réseau de Belgacom, les technologies disponibles, les investissements à réaliser et quelques considérations liées à la fourniture de service dans des zones francophones de la Belgique, y compris dans ce dernier cas notre capacité à obtenir des contenus francophones pour nos offres télévisuelles.

Pour nos clients de services aux entreprises nous cherchons continuellement à développer des produits et des services tirant parti de nos réseaux de câbles coaxiaux et de fibres optiques avec des applications spécifiques élaborées pour nos différents types de clients comme les PME, les sociétés et les opérateurs. Nous projetons de mettre en œuvre le développement de produits aussi bien à court terme qu’à plus long terme sur la base de plans de migration technologique et d’amélioration des services et de valeur ajoutée. Néanmoins ces plans peuvent évoluer selon notre suivi de l’adoption des technologies, produits et services, leurs coûts respectifs et le prix du marché.

Approvisionnement et Installation

Nous avons passé des accords avec de nombreux fournisseurs qui nous procurent les logiciels et le matériel informatique nécessaires pour faire fonctionner le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions. Certains de ces contrats d’approvisionnement requièrent que nous satisfassions à des obligations de volumes minimaux. Pour les équipements de réseau critiques, nous avons une politique d’approvisionnement auprès d’au moins deux fournisseurs pour les équipements nécessaires. Nous avons conclu un contrat-cadre avec Motorola, aux termes duquel Motorola est notre distributeur préférentiel pour les modems de données haut débit et les équipements de tête de réseau jusqu’au 29 mars 2006, à condition que les produits que Motorola fournit continuent à être compétitifs sur la base d’une combinaison de qualité, de disponibilité, de prix, des spécifications techniques, d’intégration, de services de support technique ou d’autres conditions de fourniture. Nous nous sommes engagés à nous fournir auprès de Motorola pour au moins 30 % de nos besoins annuels, et sur la durée du contrat au moins 50 % de nos besoins en ce qui concerne les modems (y compris les modems VoIP) et tout décodeur requis par l’iDTV. Aux termes de ce contrat, nous ne pouvons utiliser les décodeurs d’autres fournisseurs moins de 6 mois après avoir mis en circulation les décodeurs Motorola. Sous certaines conditions, nous avons aussi accepté d’avoir recours exclusivement au système d’accès conditionnel déposé de Motorola, qui permet un cryptage et des fonctions de contrôle d’accès au Réseau Telenet, à moins que nous ne disposions déjà d’un système d’accès conditionnel propre. Nous avons acquis notre système d’accès conditionnel dans le cadre de l’Acquisition Canal+.

Arris et Motorola nous fournissent tous nos modems internet et historiquement, Motorola nous fournissait la majorité des modems que nous utilisons pour fournir des services téléphoniques résidentiels jusqu’à ce que Motorola en arrête la production fin 2003. A la suite de l’offre récente par Motorola de nous fournir des modems combinés téléphonie et internet que nous utilisons pour fournir la technologie VoIP, nous avons accepté de commencer à acheter des modems Motorola en plus de ceux fournis par notre fournisseur existant. Motorola ne nous a pas encore fait parvenir une offre pour nous fournir en décodeurs compatibles avec les caractéristiques de notre réseau. En raison des retards de production d’un second fournisseur de décodeurs, ADB est notre seul fournisseur de décodeurs

pour notre service iDTV. Nous cherchons néanmoins à ajouter des fournisseurs supplémentaires de décodeurs. Samsung nous fournit par ailleurs les *cables tuners* que nous utilisons en conjonction avec notre offre numérique basique.

Par ailleurs, nous avons également conclu un contrat de maintenance avec Motorola pour la maintenance de son équipement de tête de réseau. Outre cet accord, nous avons également signé des contrats de fourniture et de maintenance avec d'autres sociétés, parmi lesquelles figurent Siemens, qui nous fournit des amplificateurs pour le projet d'amélioration de l'*uptream* ExpressNet; et Nortel Networks Corp., à qui nous avons acheté des commutateurs téléphoniques et qui fournit désormais les services de maintenance associés. D'autres fournisseurs importants sont : Alcatel, qui nous fournit l'équipement nécessaire pour notre réseau central à la norme IP et pour le transport de notre trafic téléphonique, et Cisco Systems, Inc., qui fournit des équipements pour notre réseau central à la norme IP.

Nous disposons pour l'heure de 11 sous-traitants différents pour installer les équipements internet, le téléphone et l'iDTV chez nos clients, en plus d'une petite partie des installations restantes effectuées par nos propres salariés. En vue du lancement de iDTV, nous avons augmenté graduellement le nombre d'installateurs contractuels disponibles afin de répondre à la demande. Les clients s'abonnant à l'iDTV peuvent procéder eux-mêmes à l'installation de leur décodeur pour commencer à recevoir les chaînes disponibles en *downstream*, mais l'intervention d'un technicien est nécessaire pour activer les applications interactives. Les accords conclus avec les sous-traitants leur imposent de maintenir un certain niveau de qualité dans les services rendus et d'avoir recours à un personnel qualifié. Nous surveillons régulièrement l'efficacité et la qualité des services fournis par les sous-traitants.

Infosys Technologies Limited fournit à notre groupe ses services en matière de technologies de l'information ("IT"). En application d'un contrat-cadre que nous avons conclu avec Infosys en mars 2001, Infosys a conçu notre plate-forme IT personnalisée qui gère nos données clients. Infosys continue à assurer la maintenance IT et d'autres services de soutien et de conception, y compris la mise à jour de notre plate-forme IT et la maintenance de notre système ERP. Voir "Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Activité—Le Réseau Combiné, le Réseau Telenet Solutions et les systèmes associés dépendent des fournisseurs d'équipement et de services qui peuvent arrêter la production de leurs produits ou chercher à nous faire payer des prix qui ne sont pas compétitifs, ce qui serait susceptible d'avoir un effet défavorable sur notre activité et notre rentabilité."

Nous travaillons avec la société Artillium sur plusieurs projets et nous utilisons sa technologie VoiceLink pour certains services vocaux réseau fournis à notre clientèle professionnelle, parmi lesquels un certain nombre de procédures standards ou des solutions personnalisées conçues spécialement pour Telenet Solutions.

Facturation

A l'origine, et suite à l'acquisition des actifs de télévision câblée des MIC, la facturation de nos services de télévision câblée basique était effectuée pour notre compte par le biais des factures d'électricité locales émises par Electrabel. Après une période de transition, en juillet 2005, nous avons commencé à facturer directement ces services sous la marque Telenet. Au 30 juin 2005, nous facturions directement plus de 90 % de nos clients recevant la télévision câblée analogique sur une base annuelle et par avance. Les abonnés reçoivent leur facture annuelle à des mois différents de l'année. Les autres abonnés à la télévision câblée basique peuvent demander une facture mensuelle, trimestrielle ou bi-annuelle selon leur souhait en vertu de la réglementation applicable et nous facturons le reste de nos abonnés à la télévision câblée basique de cette manière. Chaque mois, nous constatons en produit un *pro rata* des revenus d'abonnements annuels que nous percevons.

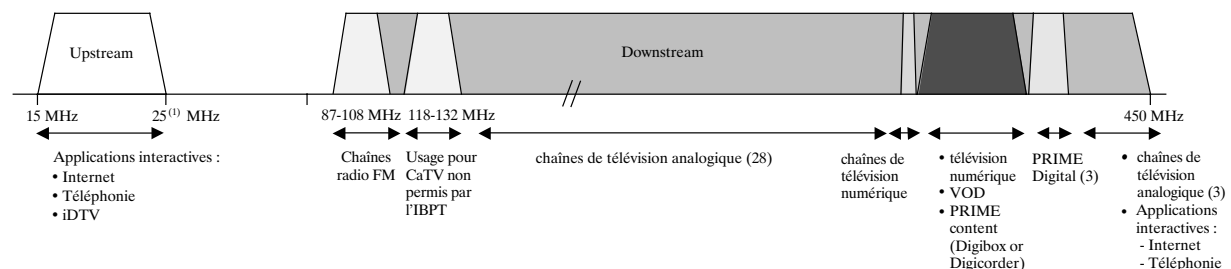
Pour les abonnés à la télévision câblée premium la facturation a lieu mensuellement et par avance. Auparavant, les factures étaient émises sous le nom Canal+ mais avec la disparition de cette marque, la facturation est maintenant faite sous la marque Telenet. Nous pensons que nos méthodes de facturation pourraient varier pour les abonnements à la télévision câblée basique et premium, notamment en ce qui concerne la périodicité de facturation, en fonction de l'évolution de notre offre iDTV ou selon les souhaits des clients. En particulier, nous pensons que nos clients au service de télévision câblée basique, qui paient actuellement leurs factures sur une base annuelle vont de plus en plus migrer vers la facturation mensuelle.

Les services téléphoniques basiques (y compris la location de ligne) et les services internet *broadband* sont facturés par avance, tandis que les frais de communications téléphoniques sont facturés postérieurement. Tous nos abonnés aux services téléphoniques et internet reçoivent des factures mensuelles qui indiquent les frais fixes d'abonnement et, pour le téléphone, donnent un relevé détaillé des communications internationales ou vers les téléphones mobiles. Nous envoyons généralement une facture unique aux clients pour leur utilisation d'internet et du téléphone, sauf s'ils ont demandé des factures séparées. Environ la moitié de nos abonnés payent par prélèvement automatique directement sur leur compte. Cette solution est ouverte à tous les abonnés. Nous tentons également d'instaurer la facturation par internet (e-facturation), par laquelle les factures sont envoyées au client par internet.

Nous utilisons le système ARBOR pour gérer nos activités de facturation. Toutefois, la version d'ARBOR que nous utilisons ne fait plus l'objet de support par le vendeur. Ainsi, en cas de difficultés avec le système de facturation, il pourrait être délicat d'y apporter une solution rapide et efficace. Voir "Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Activité—Une défaillance du système ou une brèche du système de sécurité sur le Réseau Combiné ou sur le Réseau Telenet Solutions ou un mauvais fonctionnement d'équipements techniques pourrait avoir un effet défavorable significatif sur nos opérations et détériorer notre situation financière." Nous envisageons donc de passer à la version du système de facturation ARBOR qui font l'objet d'un support de la part du vendeur, en 2006. Ce nouveau système nous permettra de centraliser complètement tout notre système de facturation.

Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions

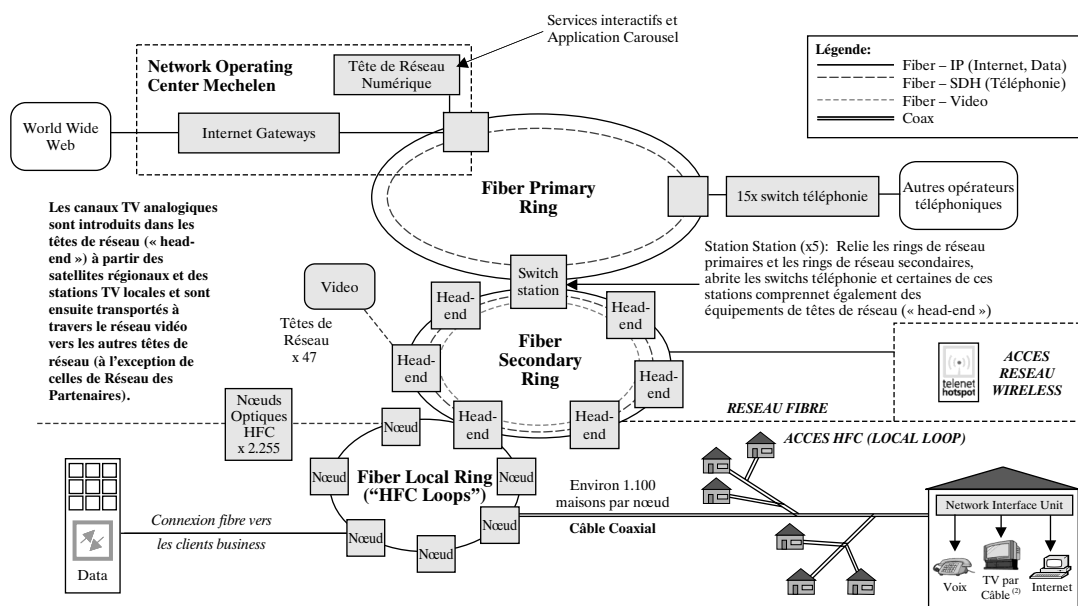
Nous utilisons le Réseau Combiné afin de procurer nos services de télévision câblée, d'internet et de téléphonie à nos clients résidentiels. Notre réseau HFC *broadband* est constitué d'un réseau central de fibres optiques complété par des connexions de boucles locales de câbles coaxiaux d'une capacité minimum de 450 MHz. Le Réseau Telenet a une capacité *downstream* maximum pouvant aller jusqu'à 48 canaux chacun équivalent à 8MHz. Nous répartissons ces canaux entre la télévision câblée analogique, la télévision numérique, les communications internet et les transmissions téléphoniques. La portion *upstream* du Réseau Telenet a une capacité de 10 MHz qui est allouée à la télévision numérique, aux communications internet et aux transmissions téléphoniques. La technologie du Réseau Partenaire nous donne accès à une capacité *downstream* de 40 MHz et une capacité *upstream* de 10 MHz. Cette capacité est utilisée pour fournir des services d'internet *broadband* et de téléphonie à environ 32 % des clients résidentiels ou professionnels qui sont desservis par le Réseau Combiné. Voir "—Nos Droits d'Utilisation sur le Réseau Partenaire." Le diagramme suivant illustre la répartition actuelle du spectre sur le Réseau Telenet.



- (1) La technologie du Réseau Telenet a la capacité de transmettre au sein de la bande de fréquences de 5-25 MHz, mais en pratique nous utilisons au mieux une partie du 10 MHz de cette bande de fréquences, qui est localisée dans le spectre de 15 à 25 MHz. Après la finalisation de la Phase I du projet ExpressNet fin 2006 nous anticipons d'augmenter notre capacité upstream de la bande de 5-25 MHz à la bande de 5-65 MHz. Voir "—Investissements—Réseaux Récents Prévus".

Peu importe que le client soit servi via le Réseau Telenet ou via le Réseau Partenaire, les moyens techniques par lesquels les services disponibles dans le territoire de franchise concerné atteignent le client sont identiques. Nos actifs de réseau se composent d'environ 11.500 kilomètres de réseau central en fibres optiques, dont nous possédons 6.000 kilomètres, utilisons 3.500 kilomètres au titre de contrats de bail long-terme et accédons à 2.000 kilomètres par nos accords avec les PIC. Le réseau central en fibres optiques se connecte à approximativement 67.000 kilomètres de boucles locales coaxiales, dont 47.000 kilomètres sur le Réseau Telenet et le reste sur le Réseau Partenaire. Nous possédons le réseau central en fibres optiques primaire et secondaire du Réseau Combiné et les câbles en fibre et coaxiaux

sur le Réseau Telenet. Les PIC sont propriétaires des autres câbles en fibres optiques ou coaxiaux compris dans les boucles d'accès HFC du Réseau Partenaire. Les câbles en fibres optiques sont constitués de fibres de verre qui permettent la transmission de l'information sur de longues distances avec un minimum de pertes ou de distorsions. Ils ont d'excellentes capacités pour les fréquences *broadband* et une solide résistance, ne sont pas sensibles au bruit et permettent de transporter des centaines de canaux vidéo, de données ou audio sur de longues distances. Le déploiement de câbles coaxiaux représente un coût moindre mais nécessite une plus grande amplification des signaux, pour atteindre les niveaux de transmission requis pour transporter des chaînes de télévision. Le graphique suivant donne un aperçu du Réseau Combiné :⁽¹⁾



(1) Réseau de Telenet Solutions exclu

(2) PayTV analogique exclusivement dans les zones de Réseau des Partenaires

Outre notre réseau HFC, nous offrons des services à nos clients professionnels par l'intermédiaire du Réseau Telenet Solutions, qui couvre toute la Belgique et certaines parties du Luxembourg. Le Réseau Telenet Solutions comprend l'équipement électronique qui permet d'envoyer et de recevoir des informations d'un point à un autre et qui appartient à Telenet Solutions, et comprend également des fibres optiques, qui sont louées pour une grande partie, qui permet de connecter les équipements électroniques. Nous avons aussi installé l'équipement nécessaire pour fournir des services vocaux, internet et de données en utilisant la technologie *digital subscriber line* ("DSL"). La technologie DSL nous permet de desservir une clientèle professionnelle qui ne se trouve pas à proximité de notre réseau, d'une façon plus économique en passant par le réseau téléphonique de Belgacom.

Notre réseau central en fibres optiques est compatible avec plusieurs protocoles, comme le protocole internet ("IP") pour l'internet *broadband*, la téléphonie VoIP et le trajet de retour pour nos services iDTV; le protocole "SDH" (*Synchronous Digital Hierarchy*) qui est utilisé pour notre ancien réseau téléphonique; et le protocole vidéo utilisé pour nos transmissions de câble analogique. Les transmissions télévisuelles numériques sont au format *Digital Video Broadcasting* ("DVB"). Le Réseau Telenet Solutions fonctionne aussi avec les protocoles "ATM" (*Asynchronous Transfer Mode*) et "DWDM" (*Dense Wave Division Multiplexing*), qui sont typiquement adaptés pour les transferts de données. Nous avons aussi développé notre capacité à offrir une gamme de services utilisant la technologie DSL pour la clientèle professionnelle. A la suite du lancement récent de la téléphonie VoIP et de l'iDTV, l'IP devrait transporter une part croissante de notre trafic de communications. D'autres services utilisant le l'IP pourraient également être utilisés par nos systèmes à l'avenir. Nous sommes capables d'utiliser le "MPLS" (*Multi-Protocol Label Switching*) pour router notre trafic IP, ce qui nous permet de marquer plus facilement les données afin de mieux gérer le trafic sur le Réseau Combiné. Ceci signifie, par exemple, qu'il est possible de donner la priorité aux paquets vocaux sur les paquets de données afin d'éviter une interruption des transmissions vocales.

Sur le Réseau Combiné ces protocoles circulent à travers notre réseau central de fibres optiques primaire et dix boucles secondaires en fibres optiques, fournissant une connectivité haute vitesse entre nos 47 têtes de réseau, les 5 centres commutateurs et le centre opérationnel du réseau qui est situé à Malines en Belgique. Le Réseau Combiné est connecté aux réseaux d'opérateurs tiers par 11 commutateurs téléphoniques classiques et 4 commutateurs souples VoIP afin d'offrir des services téléphoniques et par diverses passerelles pour la fourniture d'accès internet *world wide web*. Les signaux de la télévision câblée analogique sont soit transportés à travers le Réseau Telenet, soit accèdent au Réseau Telenet par des stations têtes de réseau, en fonction des accords passés avec les fournisseurs de contenus. Les signaux de la télévision numérique (y compris les signaux de l'iDTV) sont encodés lorsqu'ils pénètrent sur le Réseau Telenet et sont transférés jusqu'à la station tête de réseau de Malines en Belgique. De là, ils sont transmis via nos boucles de fibres optiques jusqu'aux têtes de réseau de nos boucles locales.

La partie du réseau qui commence à une tête de réseau et se prolonge jusqu'à l'utilisateur final s'appelle le réseau d'accès HFC ou la "boucle locale". A la différence des grandes entreprises clientes, qui se connectent directement à notre réseau en fibres optiques ou par une connexion DSL sur le réseau de Belgacom, nos autres abonnés, et notamment les clients résidentiels, sont connectés au Réseau Combiné par des connexions coaxiales à partir de l'un de nos nœuds. Des amplificateurs sont utilisés sur les lignes coaxiales pour renforcer la transmission aller et retour des signaux sur la boucle locale. En moyenne, environ 1.100 foyers sont desservis par chacun des 2.255 nœuds du Réseau Combiné. Ces nœuds offrent généralement aux foyers qu'ils desservent une capacité totale de 2Gbps. La qualité du réseau décline en général lorsque le taux de pénétration sur un nœud donné augmente. Grâce à l'étendue de notre réseau, ce problème peut être résolu en procédant dans une certaine limite au "partage" d'un nœud donné. Ainsi, en ajoutant des équipements supplémentaires, chaque nœud peut transmettre jusqu'à 2Gbps à un groupe de 550 foyers. Nous n'utilisons ce procédé que sur le Réseau Telenet. Cependant, des négociations sont en cours avec les PIC afin d'accroître les capacités de *downstream* et d'*upstream* pour remédier à certains problèmes potentiels de congestion qui pourrait surgir dans certaines zones du Réseau Partenaire. Voir "Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Activité—L'impossibilité d'entretenir et d'améliorer le Réseau Combiné, le Réseau Telenet Solutions ou d'effectuer d'autres améliorations du réseau pourrait avoir un effet défavorable significatif sur nos opérations et détériorer notre situation financière."

Les signaux de la télévision câblée basique et premium, d'internet *broadband* et téléphoniques pénètrent chez nos abonnés qui sont connectés au Réseau Combiné par une connexion coaxiale par une prise murale. Dans le cas de la télévision câblée analogique, le client peut brancher un câble approprié entre son poste de télévision et la prise. Pour les autres services, comme l'internet *broadband*, le téléphone ou l'iDTV, les signaux passent par l'intermédiaire d'une interface réseau "NIU" (*network interface unit*). La NIU sépare le signal entre flux de télévision analogique et numérique, internet et téléphoniques. Cette interface permet également une amplification *downstream* et *upstream* des flux et réduit les distorsions de signal qui peuvent être réintroduites sur le réseau. Nos modems internet et nos modems EMTA combinés internet/téléphone communiquent avec les stations têtes de réseau en utilisant des versions du protocole EuroDOCSIS, qui est une spécification d'interface définie qui permet à divers composants réseau d'être connectés entre eux et qui a été adopté comme standard par de nombreux fabricants de matériel.

Nos clients à la téléphonie sont connectés par une combinaison de technologies. Les anciens clients à la téléphonie disposent d'équipements qui utilisent une technologie basée sur un logiciel détenu exclusivement par le fabricant de modems. Par exemple, les modems Motorola ne sont compatibles qu'avec des équipements tête de réseau Motorola et les modems téléphoniques de Terayon ne sont compatibles qu'avec des équipements tête de réseau de Terayon. Nos clients à la téléphonie les plus récents sont connectés en utilisant le protocole *open standard* EuroDOCSIS qui peut transmettre des flux d'information internet ou téléphonique en IP. Notre offre VoIP fonctionne selon une technologie *packet cable* qui marque le trafic VoIP afin qu'il soit prioritaire sur le Réseau Combiné. Cela nous permet incidemment de mieux gérer le trafic sur le réseau. La boucle locale du Réseau Partenaire est constituée selon une architecture similaire à celle du Réseau Telenet, mais la majorité du Réseau Partenaire a été améliorée afin de permettre une capacité minimum de 600 MHz.

Afin de recevoir la télévision numérique basique, les abonnés doivent connecter un boîtier de conversion numérique à analogique à leur poste de télévision. Pour nos offres iDTV basique et premium, les abonnés doivent connecter un décodeur à leur téléviseur, qui décode les signaux numériques qu'il reçoit du NIU et permet aux utilisateurs de communiquer avec notre réseau IP. Les

abonnés qui continuent de recevoir notre ancienne offre Canal+ de télévision câblée premium doivent brancher un décodeur entre leur téléviseur et la prise murale afin de recevoir le signal télévisuel.

Nous sommes en mesure d'offrir à notre clientèle résidentielle et professionnelle des connexions câblées ou sans-fil au Réseau Combiné et au Réseau Telenet Solutions, afin de permettre une flexibilité dans la manière dont les ordinateurs sont connectés.

Le centre opérationnel de notre réseau à Malines surveille en permanence les performances du Réseau Combiné et du Réseau Telenet Solutions, afin de détecter toutes les pannes et les défaillances réseau aussi rapidement que possible. Nous disposons également d'un site de secours distinct pour nos systèmes administratifs et notre réseau comprend des équipements doublons qui permettent de seconder les équipements défaillants et d'éviter une panne du réseau. Les boucles en fibres optiques sont aussi configurées de telle sorte qu'elles renvoient l'information en sens opposé autour d'une boucle au cas où une boucle devrait subir une coupure. L'équipe de gestion de performance en charge de la surveillance du réseau opère un suivi à la fois du Réseau Combiné et du Réseau Telenet Solutions et détermine où des extensions ou des améliorations s'imposent pour gérer l'augmentation des flux de données. Nos bâtiments, stations de tête de réseau, nœuds et autres équipements réseau sont assurés contre les incendies, les inondations, les tremblements de terre et les autres catastrophes naturelles. Nous avons une assurance pour notre réseau de fibre optique jusqu'à un certain montant, mais n'avons pas d'assurance pour les sinistres sur notre réseau coaxial. Voir "Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—L'impossibilité d'entretenir et d'améliorer le Réseau Combiné, le Réseau Telenet Solutions ou d'effectuer d'autres améliorations du réseau pourrait avoir un effet défavorable significatif sur nos opérations et détériorer notre situation financière."

Amélioration HFC

Le Réseau Combiné a été amélioré à la norme HFC qui permet une transmission bi-directionnelle des informations numériques. Les travaux d'amélioration ont débuté en 1996 et pour l'essentiel, étaient achevés en 2002. Avant l'amélioration, nos offres d'accès internet et téléphonique par ligne commutée étaient fournies par l'intermédiaire de notre service de présélection. À mesure qu'une zone géographique passait en norme HFC, nous opérions une migration de nos abonnés s'y trouvant vers un accès direct au téléphone et à l'internet *broadband*. Des travaux de maintenance ont également été effectués sur nos stations tête de réseau et nos nœuds de réseau à l'occasion de cette amélioration.

Nos Droits d'Utilisation sur le Réseau Partenaire

Nous avons accès au Réseau Partenaire en vertu d'un contrat entre Interkabel (qui est notamment détenu par les PIC) et Telenet Vlaanderen. Suite à la création de Telenet NV en 1995 et celle de Telenet Vlaanderen en 1996, les PIC, par l'intermédiaire de Interkabel, ont accordé à Telenet Vlaanderen un droit d'utilisation de leur réseau câblé contre des actions de Telenet Vlaanderen (qui ont depuis été échangées contre des actions de Telenet Group Holding) (ci-après le "Traité d'Apport Interkabel"). À son tour, Telenet Vlaanderen a rétrocédé ses droits à Telenet NV. Les PIC ont accordé ces droits d'utilisation pour 50 ans, dont 41 années restent à courir. Le contrat est automatiquement renouvelé pour des durées de 15 ans, à moins qu'il ne soit résilié avec un préavis de 10 ans. Les droits d'utilisation et l'option d'achat décrite plus bas sont garantis par une hypothèque de €3,7 millions sur les droits de copropriété de Interkabel dans les PIC. Aucune redevance d'utilisation n'est due aux PIC, bien que nous ayons des obligations de paiement en vertu du Contrat d'Annuité et du Contrat de Clientèle Interkabel. Voir "Notre Historique—Amélioration Réseau." En outre, nous payons aux PIC des frais de maintenance et d'autres frais de gestion liés à l'exploitation d'un réseau de communication *two-way* sur le Réseau Partenaire. Voir "Certaines Relations et Opérations avec des Parties Liées."

En application du "Traité d'Apport Interkabel", notre groupe a accès sur le Réseau Partenaire à une capacité *downstream* de 40MHz et à une capacité *upstream* de 10 MHz. Nous avons un droit exclusif de fournir des communications de point à point et nous avons un droit non-exclusif de proposer sur le Réseau Partenaire des films à la carte ou des services multimédia en *pay-per-view*. Les PIC se réservent le droit de proposer DTV et actuellement nous n'offrons pas notre service iDTV sur le Réseau Partenaire. Voir "—Concurrence—Télévision Câblée Basique."

Le "Traité d'Apport Interkabel" a obligé les PIC à mettre en œuvre le passage du Réseau Partenaire à la norme HFC, qui a été intégralement pré-financé par les PIC. En vertu des Contrats de Clientèle, nous avons accepté de rembourser 40 % des coûts induits par cette amélioration aux PIC en

échange d'un accès à leur base de données client. Cette obligation sera maintenue aussi longtemps que nos droits d'utilisation existeront en application des Contrats de Clientèle. Aux termes du Traité d'Apport Interkabel, nous avons aussi accepté de verser annuellement aux PIC une somme permettant de couvrir les 60 % restant des coûts encourus par les PIC lors du passage en normes HFC. Les paiements au titre du Contrat d'Annuité sont dus sur une période de 10 à 20 ans, en fonction de la durée d'utilisation des actifs sous-jacents qui ont fait partie du coût de l'amélioration HFC, et encouru par les PIC. Nos obligations restant dues au titre des Contrats de Clientèle et du Contrat d'Annuité étaient approximativement de €96,2 millions au 30 juin 2005.

Aux termes du pacte d'actionnaires actuel entre les principaux actionnaires de Telenet Group Holding ainsi que le Contrat de Syndicat qui entrera en vigueur à la date de clôture de cette offre, les principales sociétés de notre groupe ont accepté de supporter les coûts de maintenance et de gestion liés à notre utilisation du Réseau Partenaire. Interkabel et les PIC ont accepté de supporter les coûts associés au Réseau Partenaire avant le passage à la norme HFC. En outre, dans le cas où, pour le Réseau Partenaire, le taux de pénétration sur le marché des abonnés à la télévision câblée basique baisserait de 12,5 % ou plus par rapport aux niveaux du 1^{er} janvier 2001, en raison d'une augmentation de la concurrence de la télévision satellite numérique ou d'autres facteurs ayant un impact sur le marché de la distribution télévisuelle, les principales sociétés de notre groupe accepteront de supporter une partie des coûts de maintenance payés par les PIC, sur la base de paramètres restant à définir.

Moyennant certaines exceptions, Telenet Vlaanderen a un droit de préemption, au prix proposé par toute tierce-partie, dans le cas où Interkabel souhaiterait céder ou transférer ses droits de copropriété dans les PIC, ou dans le cas où les PIC souhaiteraient céder ou transférer leurs actions Interkabel. Interkabel et les PIC se sont engagés à ne pas dissoudre leur structure juridique de détention mutuelle sans l'accord de Telenet Vlaanderen. Interkabel a aussi consenti à Telenet Vlaanderen une option d'achat sur ses droits de copropriété dans les PIC, au plus faible de leur valeur d'inventaire ou de leur juste valeur de marché, dans le cas où Interkabel manquerait à ses obligations ou dans le cas où les PIC manqueraient à leurs obligations aux termes du Traité d'Apport Interkabel.

Aux termes du Traité d'Apport Interkabel, nous perdrons automatiquement nos droits d'utilisation du Réseau Partenaire si, entre autres, (i) il y avait une décision unanime et irrévocable du conseil d'administration de Telenet Holding de cesser directement ou indirectement tout développement, installation ou exploitation de notre réseau de télécommunication en Belgique, (ii) si l'une des sociétés Telenet Holding, Telenet Vlaanderen ou Telenet NV était déclarée en faillite ou mise en liquidation judiciaire, (iii) si certaines dispositions des Statuts (*statuten*) de Telenet Vlaanderen étaient modifiées, de quelque manière que ce soit et portant un préjudice à Interkabel, sans l'accord écrit de ce dernier, (iv) si l'administrateur de Telenet Vlaanderen, nommé par Interkabel, venait à être révoqué sans l'accord écrit de Interkabel, pour quelque cause que ce soit, et n'est pas remplacé par un autre administrateur nommé par Interkabel, ou (v) si Telenet Vlaanderen venait à cesser d'être une filiale de Telenet NV.

Investissements-Réseau Récents ou Prévus

Dans le cadre de nos préparations pour le lancement de l'iDTV, nous avons encouru des dépenses d'investissement brutes de €31,5 millions en 2004 et au premier semestre 2005, dont approximativement 26 % ont été financés par une subvention du gouvernement pour soutenir le développement des services de télévision numérique en Belgique. Ces dépenses ont permis de financer les dépenses nécessaires en matière de recherche et développement, d'acquisition du matériel nécessaire pour nos têtes de réseau numériques et les autres coûts associés.

Durant l'année 2004, nous avons commencé à augmenter la capacité *upstream* de notre réseau coaxial dans le cadre du projet ExpressNet, qui a pour objet de nous permettre de maintenir les objectifs de performance fixés pour nos produits et services, à mesure que notre taux de pénétration augmente, et de simplifier nos installations résidentielles. Nous pensons que cette amélioration permettra de faire passer la capacité *upstream* de la bande passante de la fourchette 5-25 MHz à la fourchette 5-65 MHz. L'achèvement de la Phase I du projet ExpressNet est prévu pour la fin 2006 et nous anticipons des dépenses de €25 millions pour ce projet sur 2005 et 2006. Voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Liquidités et Ressources de Capital—Dépenses d'Investissement." Nous planifions pour plus tard, lors de la Phase II du projet ExpressNet, devant être achevée en 2008, de nouvelles améliorations de la capacité *upstream* et l'introduction de la version 3.0 de EuroDOCSIS, qui permettra d'améliorer à nouveaux les capacités

downstream et *upstream* de notre réseau pour un coût estimé d'approximativement €55 millions de 2005 à 2007. Les coûts attendus de ces projets pourraient varier toutefois, en fonction des conditions de marché, de contrats et de facteurs multiples.

Nous supportons régulièrement des coûts pour l'entretien du réseau et son extension. La télévision câblée analogique étant perçue comme un service public en Belgique, les clients attendent de nous que nous coopérons à l'extension des boucles locales de notre réseau coaxial afin de desservir les nouvelles habitations qui se construisent en Flandre. Ils s'attendent également à ce que nous coopérons avec les autres sociétés de service public qui ont entrepris un programme général de placement des câbles en souterrain, notamment pour des raisons de sécurité. Nous avons mis en place notre propre programme de remplacement des câbles usés ou d'autres équipements commençant à devenir obsolètes. Ces coûts de remplacement devraient représenter globalement en 2005 entre €25 millions et €30 millions.

Concurrence

Nous devons faire face à différents niveaux de concurrence de la part de nos concurrents traditionnels ou des nouveaux entrants en Flandre et dans le reste de la Belgique. Voir "Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—Les secteurs belges de l'internet, de données et de téléphonie sont très concurrentiels et le secteur de la télévision est susceptible de devenir plus concurrentiel encore dans le futur, ce qui pourrait avoir pour conséquence un coût de contenu et des dépenses de marketing plus élevés, une diminution des taux d'abonnement et une perte d'abonnés." Plusieurs de nos concurrents commencent à proposer des offres intégrées "*triple play*" ou même "*quad play*" qui incluent des services de télévision, d'internet, de téléphone fixe et de téléphone mobile. Belgacom a récemment lancé une offre de télévision numérique interactive que nous pensons ne pas être entièrement disponible sur toute sa zone de service. A mesure que le marché sur lequel ce produit est proposé s'élargira, Belgacom pourra offrir une gamme de services de télévision, d'internet et de téléphonie qui feront concurrence à nos propres produits. Tele 2, une société de services de préselection d'internet et de téléphonie, a récemment annoncé quant à elle l'acquisition de Versatel, qui offre d'importantes activités de services aux entreprises en plus de ses services d'internet résidentiel. Tele 2 a également annoncé son intention d'offrir un MVNO (*mobile virtual network service*) et a déclaré qu'elle pourrait envisager d'entrer sur le marché de la télévision numérique dans le futur. Scarlet, qui est aussi une société de services de préselection de téléphonie avec laquelle nous sommes en concurrence, a récemment annoncé son intention de lancer un service interactif de télévision digitale au second semestre 2006.

Télévision Câblée Basique

Dans le secteur de la télévision câblée analogique en Flandre, bien que nous ayons toujours connu une concurrence assez faible, nous anticipons un renforcement de celle-ci. La seule concurrence directe à laquelle nous faisons face de la part d'autres fournisseurs de câble concerne la ville de Louvain où UPC offre un service de câble basique concurrent. Louvain représente approximativement 31.000 foyers connectés sur les quelques 1,7 millions de foyers ayant accès au Réseau Telenet. De surcroît, à la différence d'autres pays, les chaînes de télévision classiques qui émettent des programmes pouvant être captés gratuitement par l'intermédiaire d'une antenne disposée sur le toit, ne représentent pas une source de concurrence importante en raison du prix faible, du large développement précoce et de la grande accessibilité des services de télévision câblée en Belgique, d'une meilleure qualité d'images et d'un éventail plus large de chaînes qu'offre la télévision câblée. De la même façon, des distributeurs de programmes satellites "*direct to home*" et la télévision numérique terrestre n'ont pas encore été développés à une échelle commerciale significative en Belgique à ce jour, bien que certains acteurs cherchent à les exploiter dans le futur.

Nous anticipons toutefois une augmentation de la concurrence, en raison du lancement de l'offre iDTV utilisant la technologie DSL, par Belgacom, via ses réseaux de lignes téléphoniques. Dès que Belgacom aura terminé d'effectuer les travaux d'amélioration nécessaires sur son réseau, ce service sera disponible dans toute la Belgique. A mesure de son développement, ce service devrait offrir une gamme complète de contenus télévisés et premium, notamment de films à la carte. En raison des moyens dont dispose Belgacom et de la densité de son réseau téléphonique en Belgique, cette offre devrait représenter une source non-négligeable de concurrence pour nos propres produits. Voir "—Télévision Câblée Premium." Scarlet a également indiqué son intention d'introduire un produit iDTV en 2006 en utilisant la technologie ADSL2+ de préférence aux lignes téléphoniques en cuivre existante. De surcroît les PIC ont également lancé une offre de télévision numérique sur le Réseau

Partenaire sous le nom iN•Di qui ne présente toutefois pas les applications interactives qui sont disponibles avec notre offre iDTV ou avec l'offre de télévision numérique de Belgacom. Toutefois, l'offre iN•Di a potentiellement eu un impact sur notre capacité à parvenir à un accord avec les PIC au sujet de la diffusion de notre offre iDTV sur le Réseau Partenaire. La possibilité de diffuser l'iDTV sur le Réseau Partenaire nous permettrait de réaliser certains gains de productivité et de rendre notre offre plus attractive pour les fournisseurs de contenus qui recherchent l'audience la plus large possible.

Néanmoins, nous pensons que l'étendue de notre réseau câblé et la popularité de la télévision câblée en Belgique seront des atouts pour faire face à la concurrence sur le marché de la diffusion télévisuelle. Nous sommes capables de fournir à nos abonnés des contenus à caractère international, national, régional et local, notamment des chaînes en néerlandais. Nous pensons que les opérateurs satellite et les autres opérateurs auront des difficultés à fournir ces contenus de manière rentable, à cause de la taille relativement réduite du marché flamand et de leur faible capacité à diffuser des chaînes locales. Actuellement, deux des chaînes les plus populaires en Flandre : VTM et Kanaal 12, ne diffusent leur signal que par câble (bien qu'elles ne fassent pas l'objet d'accords d'exclusivité). Nous pensons aussi que les consommateurs préfèrent la facilité d'accès à notre réseau câblé basique par l'intermédiaire d'une prise murale, plutôt que de devoir acheter et installer une parabole ou d'autres types d'antennes, qui sont indispensables pour avoir accès aux programmes de nos concurrents potentiels.

Télévision Câblée Premium

Le déploiement des services de télévision premium, par câbles ou par d'autres moyens, est actuellement moins étendu en Belgique que dans ses pays voisins. Nous croyons que notre service de télévision câblée premium, en dépit de son nombre limité d'abonnés, est actuellement le plus important fournisseur de services de télévision premium en Flandre. Nous anticipons pourtant une augmentation de la concurrence notamment avec le lancement de l'offre iDTV de Belgacom. L'offre de Belgacom inclut une gamme complète de contenus télévisés basiques et premium, des applications interactives, des films à la carte. L'offre iN•Di des PIC pourrait également avoir un impact sur le contenu de notre offre iDTV. Voir "—Télévision Câblée Basique."

Nous pourrions connaître une concurrence croissante de la part d'opérateurs satellite qui peuvent offrir des contenus de niche pouvant particulièrement bien correspondre à la demande de certains groupes ethniques. Ils détiennent également des droits sur des événements sportifs que nous ne pouvons pas offrir à nos clients. Nous considérons que d'autres formes de média, comme les DVD ou les téléchargements en ligne sur internet, sont également des sources de concurrence sur le marché de la télévision premium.

Outre la concurrence pour conquérir des abonnés aux services de télévision premium, nous anticipons également une concurrence accrue des autres parties qui tentent de s'assurer des droits sur les contenus premium. Ces autres parties comprennent Belgacom ainsi que d'autres parties, qui cherchent à s'arroger des droits sur certains contenus premium en vue de les revendre ultérieurement à d'autres opérateurs tels que nous. La concurrence est particulièrement intense entre les opérateurs qui cherchent à verrouiller les droits sur la diffusion de certains films ou de certains événements sportifs. A titre d'exemple, durant les dernières enchères de renouvellement, nous avons perdu au profit de Belgacom les droits de diffusion des championnats nationaux de football italiens et belges. En revanche, nous avons renouvelé nos droits de diffusion des championnats britanniques, allemands, espagnols, français et néerlandais et nous avons acquis les droits de diffusion de la UEFA Champion's League et des championnats portugais, écossais et brésiliens. Les droits de retransmission de ces championnats sont généralement accordés pour une période d'une à trois saisons. Nous n'avons aucune garantie que le moment venu nous pourrions renouveler nos droits sur ces contenus.

Internet Broadband

Les atouts concurrentiels déterminants pour les offres de ce secteur sont, entre autres, la vitesse, le prix, les applications disponibles et le service client. Les marges relativement élevées sur le marché belge de l'Internet sont susceptibles d'attirer de nouveaux concurrents. Un tel phénomène pourrait entraîner une plus grande concurrence par les prix sur un marché limité aux consommateurs qui disposent d'un ordinateur pouvant avoir un accès à internet. Notre offre internet *broadband* résidentielle en Flandre est principalement concurrencée par les services DSL, qui présentent dans de nombreuses zones des niveaux de vitesse comparables à ceux de notre offre-phare ExpressNet. Suite au passage à la version 2.0 du protocole EuroDOCSIS sur l'ensemble du Réseau Combiné nous proposons actuellement différentes offres à des prix variables et qui permettent des vitesses de téléchargement jusqu'à 10,0 Mbps destinées à satisfaire les demandes d'un nombre important de clients potentiels et qui permettent de cibler des abonnés ayant des besoins de capacité différents.

Les concurrents de nos offres internet comprennent également les principaux opérateurs de téléphonie mobile ou de service de présélection en Belgique, y compris l'opérateur mobile Mobistar, qui a l'intention de lancer un service internet *broadband* utilisant le DSL dans les mois qui viennent. Un certain nombre de technologies convergent ce qui devrait accroître la compétition aussi bien sur le marché de l'internet que sur celui de la téléphonie. Ces nouvelles technologies comprennent, notamment, les réseaux sans fil Wi-Fi et les réseaux Wi-Max, qui offrent une vitesse plus élevée et une portée plus grande, permettant un accès internet sans fil. A l'avenir, ces deux technologies pourraient d'ailleurs être utilisées pour offrir des services de téléphonie en les combinant avec les services de téléphonie mobile plus traditionnels. De surcroît les technologies de téléphonie mobile améliorées, tel que la technologie mobile de troisième génération ("3G"), et les assistants personnels mobiles, permettent à leurs utilisateurs d'accéder à des contenus de type internet et d'utiliser les e-mails.

Services DSL

Les services DSL utilisent les câbles en cuivre traditionnels et proposent des connections plus rapides que les services *dial-up*. Ils sont donc en concurrence plus directe avec notre service internet *broadband* par câble. Ils peuvent se présenter sous plusieurs formes. Les services ADSL standards de notre principal concurrent, Belgacom, présentent des vitesses de téléchargement allant jusqu'à 9,0 Mbps selon le lieu. Les services ADSL sont aussi offerts par d'autres opérateurs qui achètent à prix de gros des accès aux boucles locales de Belgacom et les revendent à leurs abonnés. Les connexions ADSL sont généralement vendues à un prix inférieur au prix de nos services internet *broadband*. Elles sont commercialisées sous la forme d'un pack "*plug & play*", qui permet aux clients d'installer eux-mêmes l'équipement nécessaire à l'établissement d'une connexion ADSL sans avoir à prendre un rendez-vous avec un installateur. Généralement, ils peuvent néanmoins, selon les fournisseurs de service ADSL, avoir recours à un installateur s'ils le souhaitent.

Belgacom a annoncé son projet "Broadway" qui comporte une extension de son réseau de fibres optiques à près de 29.900 de ses *street distribution cabinets*. Il devrait permettre à Belgacom de faire passer la vitesse de transmission des données à 15,0 Mbps en téléchargement et à 5,0 Mbps en *upstream*. Belgacom a annoncé que 9.000 de ces *street distribution cabinets*, soit 46 % de la population belge, seraient connectés à la fin de l'année 2006. Grâce aux premières améliorations dans le cadre du projet "Broadway", Belgacom a d'ailleurs déjà commencé à commercialiser un produit VDSL (very high speed DSL) qui permet d'atteindre des vitesses de téléchargement jusqu'à 9 Mbps pour un prix mensuel de €59,95 (TVA incluse).

Belgacom est en mesure d'offrir ce produit à ses abonnés à des services téléphoniques fixes. D'autres opérateurs de services DSL devraient commencer à proposer une connexion séparément ou dans un pack avec d'autres services comme un téléphone mobile ou une ligne fixe. En outre, Belgacom et d'autres opérateurs DSL existants, les opérateurs de téléphonie mobile pourraient bientôt entrer sur le marché de l'internet DSL, en utilisant leur réseau sans fil et en accédant aux abonnés par l'intermédiaire des boucles locales de Belgacom. Cela pourrait significativement faire croître la concurrence que nous connaissons sur ce marché. Pourtant, nous croyons que la vitesse moyenne supérieure de notre produit et des taux de satisfaction client plus élevés par rapport à la plupart des opérateurs DSL nous donnent un avantage concurrentiel solide sur ce marché.

Téléphonie

La concurrence sur le marché de la téléphonie fixe résidentielle est intense, les opérateurs ayant assez significativement diminué leurs prix durant les derniers mois sur un marché dont la taille a diminué durant ces cinq dernières années. La concurrence sur ce marché est basée sur les prix, le service client, la marque, la fonctionnalité et la qualité du service. Nos principaux concurrents sont :

- les autres opérateurs de téléphonie fixe, c'est-à-dire à la fois les opérateurs qui gèrent leur propre réseau et les opérateurs de présélection téléphonique; et
- les opérateurs de téléphonie mobile.

Opérateurs de Téléphonie Fixe

Belgacom est le plus important opérateur sur le marché de la téléphonie fixe résidentielle en Belgique. Au 30 juin 2005, cette société détenait une part de marché d'environ 75 % du marché résidentiel de la téléphonie fixe en Flandre. Belgacom a été introduit en bourse en mars 2004 et l'Etat

belge continue de détenir une part majoritaire dans son capital. Belgacom a une présence bien établie sur ce marché, un réseau entièrement développé et des moyens qui sont nettement supérieurs aux nôtres. Belgacom a eu recours à des campagnes “*win back*” afin de garder les clients qui souhaitaient résilier leurs contrats.

Nous entrons principalement en concurrence avec Belgacom en offrant à nos abonnés résidentiels des prix plus bas que ceux pratiqués par Belgacom sur un certain nombre de services de télécommunications. Le recours initial à la présélection de l’opérateur et la mise en place de la portabilité des numéros nous ont aidé à commercialiser nos produits de téléphonie mais ont également profité aux autres concurrents sur le marché des télécommunications.

De nouveaux opérateurs sont entrés sur le marché de la téléphonie fixe en Belgique. Tel est le cas de Tele2 qui offre un service de présélection téléphonique. Voir “—Nos Produits et Services—Téléphonie Résidentielle.” Ces nouveaux entrants disposent assez souvent de ressources substantielles et d’une expertise dans le domaine de la téléphonie acquise dans d’autres pays européens. De surcroît, des opérateurs tels que Skype, proposant des services VoIP de faible performance, pourraient également représenter une nouvelle source de concurrence. De surcroît des sociétés comprenant Microsoft, Google, Yahoo et Scarlet ont toutes indiquées qu’elles ont l’intention d’introduire des services VoIP.

La technologie VoIP que nous utilisons pour fournir nos services de téléphonie continue à passer des communications par un réseau de téléphonie public (le “PSTN”) pour lequel nous payons et percevons des frais d’interconnexion. Certains nouveaux entrants, y compris Skype, utilisent une variante du VoIP pour fournir des services de téléphonie en utilisant une connexion internet *broadband* et contournent le PSTN, évitant de ce fait le paiement de frais d’interconnexion. Ce service est appelé “Voice over the internet” ou “VON”. Le VON peut être fourni à un tarif 8 fois plus bas que le service actuel VoIP de Telenet, parce qu’il permet d’éviter le paiement de frais d’interconnexion. Cependant, à cause de la nature de cette technologie, les services VON peuvent aussi être de qualité inférieure à celle des services traditionnels VoIP à cause des limitations, du type de caractéristique pouvant être supportées par le VON, des techniques de compression vocale utilisées sur le VON, par opposition au VoIP, et du risque de perturbations causée par la congestion pouvant se produire sur internet, parce que les services VON n’ont peut être pas le faculté d’accorder la priorité à la voix sur les flux d’autres données sur internet (au contraire des services VoIP que nous fournissons actuellement).

En conséquence, le VON peut fournir une opportunité concurrentielle et menacer nos affaires. Les consommateurs utilisant le VON ont toujours besoin de connexion *broadband*, ce qui peut générer une demande supplémentaire pour nos services internet et ceux d’autres fournisseurs *broadband*. Néanmoins, l’introduction de services de téléphonie à bas prix pourrait réduire substantiellement les prix, et réduire notre part de marché et notre rentabilité.

Plus généralement, nous pensons que l’étendue du Réseau Combiné et que les autres services que nous proposons en Flandre sont des atouts sur le marché de la téléphonie résidentielle. Les abonnés peuvent disposer d’un point de contact unique pour leur accès téléphonique et leur accès internet et même pour la télévision câblée dans les zones que nous desservons. En outre, à l’exception de Belgacom, les autres opérateurs de téléphonie fixe ne disposent pas de leurs propres boucles locales. Ceci signifie qu’ils doivent payer d’autres opérateurs (en particulier Belgacom) pour accéder à un réseau existant afin de pouvoir atteindre leurs propres clients. Cet inconvénient pourrait toutefois disparaître au fur et à mesure que les prix de gros pour le dégroupage de la boucle locale de Belgacom continuent à baisser et que les opérateurs gagnent plus d’accès à la boucle locale de Belgacom. Par ailleurs, si les autorités belges venaient à estimer, en application du nouveau cadre réglementaire applicable, que le marché de l’accès de gros au réseau *broadband* est un marché pertinent, sur lequel nous avons une puissance de marché significative, nous pourrions avoir l’obligation de mettre le Réseau Telenet à disposition d’autres opérateurs, en ce compris notre boucle locale. Voir “Cadre Réglementaire—Le Nouveau Cadre.”

Opérateurs de Téléphonie Mobile

En plus d’être en concurrence avec les opérateurs de téléphonie fixe, nous sommes également en concurrence avec les opérateurs de téléphonie mobile. Sur le marché de la téléphonie résidentielle, les utilisateurs ont tendance à substituer des services de téléphonie mobile à leur ligne de téléphone fixe. Plusieurs opérateurs de téléphonie mobile ont alimenté cette tendance, en lançant des opérations “*cut*

the line” pour encourager les clients disposant d’une ligne fixe et d’un portable à résilier l’abonnement à leur ligne fixe. Ces campagnes ont notamment été soutenues par les opérateurs de téléphonie mobile qui proposent des coûts de communication à partir d’un portable moins chers que les coûts de communication à partir d’une ligne fixe Belgacom. Cette concurrence devrait encore se renforcer avec l’apparition des mobiles troisième génération (3G) et d’autres nouveaux produits. Les dernières réformes législatives qui libéralisent encore le marché belge de la téléphonie mobile devraient permettre l’entrée de nouveaux opérateurs de réseau de téléphonie mobile virtuels (*“mobile virtual network operators”* ou “MVNO”). Ceci devrait encore renforcer la concurrence de la part des opérateurs de téléphonie mobile. Belgacom a une forte présence sur ce marché avec une part de marché estimée de 50 % par nombre de client en Belgique au 30 juin 2005. Belgacom propose ses services de téléphonie mobile via Belgacom Mobile SA, sa filiale détenue à 75 %. Celle-ci opère sous le nom de Pay&Go pour les services de téléphonie mobile prépayés et sous le nom Proximus pour les services par abonnement. D’autres acteurs sont aussi présents sur ce marché tels que Mobistar et Base. Nous pensons que nos prix compétitifs pour les lignes fixes, la qualité de notre service clients et notre capacité à proposer à nos abonnés à la fois des services téléphoniques et des services internet *broadband* sont autant d’atouts pour faire face à la concurrence des opérateurs de téléphonie mobile.

Services aux Entreprises

La concurrence pour la fourniture de services vocaux, de données ou internet à destination d’une clientèle d’entreprises est plus intense que la concurrence sur les marchés résidentiels. Dans ce secteur, nos services qui sont commercialisés sous le nom Telenet Solutions ne sont pas seulement en concurrence avec Belgacom, notre plus gros concurrent, mais aussi avec d’autres acteurs majeurs à l’échelon international tels que Colt, MCI, Versatel et BT. Outre la concurrence pour capter de nouveaux clients, les prix s’érodent pour beaucoup des produits que nous offrons. Les besoins des clients au niveau des produits et de technologie évoluent également rapidement, ce qui nécessite de maintenir des initiatives pour le développement de nouveaux produits. Pour des raisons historiques, la plupart de notre clientèle professionnelle est située dans la région flamande de Belgique. Toutefois, suite à l’acquisition de Telenet Solutions, nous commercialisons aussi nos produits auprès d’organisations implantées à travers toute la Belgique et même au Luxembourg. Nous pensons que l’étendue du Réseau Telenet Solutions a été jusqu’à présent un avantage concurrentiel sur ce marché.

Propriété Intellectuelle

Notre groupe ne possède pas de brevets ni de droits d’auteur significatifs; nous ne croyons pas non plus que les brevets jouent un rôle significatif pour notre activité. Nous avons enregistré plusieurs marques commerciales au Bureau Benelux des Marques, notamment “Telenet”, “Telenet Solutions” et “Prime”, leurs logos correspondants et nos offres de service. Suite à l’Acquisition Canal+, nous avons obtenu une licence exclusive et non transférable d’utilisation du nom Canal+ en Flandre dans le cadre de la fourniture d’un service de télévision câblée premium, lequel droit a expiré à la fin du mois d’août 2005. Nous avons lancé notre offre premium Prime au début du mois de septembre 2005.

Nous pensons que l’innovation dans les produits et la technologie est importante pour maintenir notre position de marché. Nous n’avons pas de fonction dédiée à la recherche et développement mais nous maintenons un processus continu de renouvellement et de test de nouveaux produits et technologies, ce qui, nous le pensons, va optimiser les services que nous fournissons à nos clients.

Immobilier, Sites et Equipements

Nous louons notre siège social en vertu d’un contrat de cession-bail avec la banque KBC est l’agent des sûretés et un prêteur au titre du Contrat de Crédit Senior (*“Senior Credit Facility”*), et un affilié de l’un des *underwriters* de cette Offre. Le bail expire le 31 décembre 2014. Conformément aux termes du contrat, nous avons la possibilité d’acquérir l’immeuble de KBC à la fin du bail. Dans le cadre des négociations concernant l’acquisition initiale par le Consortium Cable Partners d’une participation dans notre groupe en 2001, nous avons accordé à notre actionnaire Investco Belgian Cable 1 S.à R.L. une option, qui lui permettrait d’acheter l’immeuble contenant notre siège social dans les mêmes conditions contractuelles auxquelles nous pouvons l’acquérir au titre de l’option que nous tenons de KBC. Nous conservons le droit de louer l’immeuble à Belgian Cable 1 S.à R.L. à des conditions de marché jusqu’à l’expiration de tous les droits de superficie.

Notre Conseil d'administration a approuvé les projets concernant l'achat de terrains, la construction d'immeubles et la cession-bail subséquente de tels immeubles, afin de nous procurer les espaces techniques et de bureaux supplémentaires dont nous avons besoin. Le coût total estimé de cette expansion est estimé actuellement à environ €30 millions. Il doit être financé à hauteur d'environ 20 % en liquidités et 80 % par un contrat de cession-bail de 15 ans qui n'a pas encore été finalisé. Les immeubles seront adjacents à notre siège social à Malines.

Telenet Solutions loue son siège à Diegem en Belgique pour une période de 9 ans, avec un renouvellement et un réajustement du loyer tous les 3 ans.

Notre réseau de câble à fibre optique et coaxial fonctionne avec des droits de passage publics et privés. Substantiellement tous nos droits de passage sont publics. Bien que l'article 99 de la loi de 1991 (Voir "Cadre Réglementaire—Réglementation de la Téléphonie") nous alloue des droits de passage gratuits sur les propriétés publiques, nous payons un montant de taxes relativement faible en Flandre en raison de nos lignes câblées qui sont disposées à proximité des routes régionales. La loi de 1991 nous alloue également un droit de faire passer nos réseaux sur les propriétés privées. En général nous ne sommes pas obligés de rémunérer le propriétaire. Les différends concernant le lieu et la manière dont la construction est réalisée en ce qui concerne les droits de passage privés sont résolus par l'IBPT. En général, notre réseau de câble à fibre optique est installé dans des tranchées partagées avec les fournisseurs des services publics et d'autres fournisseurs de services. Notre câble coaxial est installé dans des tranchées auxquelles nous sommes les seuls à avoir accès. Environ 40 % de notre boucle locale se situe en surface. Nous payons environ €2,4 millions par an aux MIC pour louer de l'espace sur ses poteaux afin de fournir des connections câblées coaxiales aux abonnés connectés à la partie terrestre de notre réseau.

Les immeubles contenant nos commutateurs et les têtes de réseau sont une partie essentielle de notre réseau. Nous possédons deux immeubles commutateurs et nous avons des droits de superficie dans deux autres immeubles commutateurs, respectivement jusqu'au 30 juin 2046 et 31 décembre 2046. Ces immeubles commutateurs sont localisés sur une propriété détenue par deux des PIC.

Nous avons également des droits d'usage sur un autre immeuble commutateur qui appartient à Electrabel, pour une période de 30 ans. Nous avons payé un loyer annuel moyen de €25.700 pour nos droits d'usage de chaque station de commutation à dater du 31 décembre 2004. Plusieurs têtes de réseau sont situées dans des structures indépendantes et d'autres font partie de complexes techniques et similaires. Nous possédons 22 de nos têtes de réseau et louons 4 têtes de réseau supplémentaires à Electrabel et 19 à plusieurs des PIC. Trois têtes de réseau font partie des stations de commutation dans lesquelles nous avons des droits d'usage ou de propriété. Nos contrats de bail de têtes de réseau avec Electrabel et les PIC expirent le 22 septembre 2046, mais peuvent être prolongés pour des périodes successives de 10 ans. Au 31 décembre 2004, nous payons un loyer moyen annuel d'environ €33.000 pour chaque tête de réseau que nous louons. Nous avons également conclu des baux avec divers opérateurs aux termes desquels nous leur accordons le droit d'installer, exploiter et maintenir leurs équipements sur nos sites d'antennes.

Nous louons également des locaux pour installer de l'équipement afin d'exploiter des points d'accès Wi-Fi dans des lieux pertinents. Pour la majorité de nos sites Wi-Fi nous ne payons pas de loyer mais concluons plutôt des contrats d'exclusivité aux termes desquels nous acceptons des arrangements de partage de revenus avec le propriétaire du site. Il est possible que nous soyons obligés de payer des loyers pour ces sites dans le futur.

En 2004, en raison de la résiliation du Contrat de Service et de Transfert avec Electrabel, nous avons engagé une dépense de capital de €1,9 million en technologie de l'information pour acquérir une base de donnée numérisée d'une partie de notre réseau câblé.

Questions Environnementales

Nos activités sont soumises à une variété de lois et de règlements concernant l'utilisation du sol et la protection de l'environnement. Nous pensons que nous sommes substantiellement en conformité avec les obligations applicables.

Plusieurs des sites que nous exploitons ont fait l'objet d'études de sols qui ont révélé qu'un certain nombre de sites sont contaminés en raison d'opérations historiques. Toutefois, les exploitants précédents ont assumé la responsabilité du nettoyage de ces contaminations. Si des études de sols futures révèlent des contaminations nouvelles ou supplémentaires, nous serions obligés, en qualité

d'exploitant des sites sur notre Réseau Combiné, de faire effectuer des études de sols complémentaires ou d'assainir les sites conformément à la législation applicable. Nous ne détenons pas d'information concernant l'état des sols ou des sous-sols des sites que nous exploitons mais qui appartiennent aux PIC.

Caractère Saisonnier

Nous avons une exposition limitée aux tendances saisonnières. Les revenus de notre service de télévision câblé analogique basique et premium, de l'internet *broadband* et des services aux entreprises, qui représentaient ensemble 76,9 % de nos revenus totaux en 2004, sont basés de manière substantielle sur des revenus mensuels fixes et ne sont donc pas sujets à des variations saisonnières liées au taux d'utilisation. Les revenus tirés de la téléphonie (qui représentaient 23,1 % de nos revenus totaux en 2004) intègrent une composante d'usage et ont tendance à montrer une utilisation moindre durant les mois d'été. Au troisième trimestre de l'année 2004, nous avons observé que les revenus d'utilisation (à l'exception de ceux attribués aux appels premium qui sont dépendants d'une activité promotionnelle spécifique) étaient d'environ 8 % inférieurs aux revenus d'utilisation moyens de l'année 2004, tandis que les revenus d'utilisation du premier trimestre étaient supérieurs d'environ 15 % à la moyenne annuelle. Ces différences dans les revenus de la téléphonie engendrent également un effet saisonnier dans les charges d'interconnexion dont nous nous acquittons pour couper les appels de nos abonnés vers d'autres réseaux. Voir "Cadre Réglementaire—Réglementation de la Téléphonie—Interconnexion".

Procédures Judiciaires

Nous sommes impliqués dans plusieurs procédures judiciaires dans le cours normal de notre activité. Nous examinerons ci-dessous les contentieux en cours dans lesquels nous sommes impliqués, qui pourraient avoir, ou ont eu, dans un passé récent, des effets significatifs sur notre situation financière ou notre rentabilité. En dehors de ce qui est examiné ci-dessous, nous ne pensons pas que les contentieux dans lesquels nous sommes impliqués ou dont nous sommes menacés pourraient avoir un effet défavorable significatif sur notre activité ou notre situation financière. Nous soulignons cependant qu'il est très difficile de prédire avec certitude l'issue des procédures judiciaires. Nous ne donnons aucune garantie à cet égard.

Litige sur l'Interconnexion

Nous avons été impliqués dans des procédures administratives et judiciaires avec Belgacom à propos des tarifs d'interconnexion augmentés que nous avons commencé à facturer aux opérateurs téléphoniques pour acheminer les appels passés aux utilisateurs finaux sur le Réseau Combiné en août 2002. Voir "Nos Produits et Services—Téléphonie Résidentielle—Interconnexion". Traditionnellement, les tarifs d'interconnexion entre les opérateurs de téléphonie fixe étaient facturés sur une base réciproque—les tarifs d'interconnexion que Belgacom nous facturait étaient les mêmes que ceux que nous facturions à Belgacom. Toutefois, cet arrangement nous permettait difficilement de fournir des services de téléphonie de manière rentable parce que nous ne pouvions profiter des mêmes économies d'échelles que Belgacom et donc du même coût unitaire que Belgacom. En raison de notre structure de coût différente et du taux élevé facturé pour l'interconnexion fixe-mobile (pour laquelle le principe de réciprocité n'est pas appliqué), nous avons demandé la permission à l'IBPT d'augmenter nos tarifs d'interconnexion nationaux et internationaux. En vertu d'une série de décisions rendues durant l'été 2002, l'IBPT a décidé que nous pouvions augmenter nos tarifs moyens d'interconnexion pour les appels nationaux entrants de €0,009 à €0,0475 par minute mais que les tarifs d'interconnexion pour les appels internationaux entrants resteraient les mêmes. Nous avons commencé à facturer des tarifs d'interconnexion augmentés pour les appels nationaux entrants le 13 août 2002. Le 12 août 2002, Belgacom a augmenté les tarifs qu'il facturait aux abonnés téléphoniques qui appelaient des numéros Telenet, pour répondre à nos tarifs d'interconnexion plus élevés.

Recours par Belgacom

Belgacom a contesté nos tarifs accrus d'interconnexion pour les appels nationaux entrants devant le Tribunal de Commerce de Malines, alléguant que les nouveaux prix étaient constitutifs d'une tarification abusive. Le 20 janvier 2004, le Tribunal de Commerce a estimé qu'il n'y avait aucune indication que les tarifs d'interconnexion de Telenet violaient la loi sur les pratiques de commerce, le droit de la concurrence ou les réglementations des prix, ainsi qu'allégué par Belgacom. Le tribunal a par conséquent considéré qu'il n'était pas compétent, en raison de la nature de la procédure engagée

par Belgacom. En conséquence, le tribunal a rejeté la demande. Le 17 mars 2005, la Cour d'Appel d'Anvers a rejeté l'appel de cette décision interjeté par Belgacom. Belgacom pourrait porter cette affaire devant la Cour de Cassation de Belgique (*Hof van Cassatie*), qui sera compétente uniquement pour examiner s'il y a eu erreur de droit ou violation des certaines règles de procédure. Nous ne nous attendons pas à ce que l'issue d'un tel recours soit connue avant 2007.

Belgacom a également contesté l'approbation par l'IBPT en juin 2002 de nos tarifs accrus d'interconnexion pour les appels nationaux entrants devant le Conseil d'Etat (*Raad van State*), la plus haute juridiction administrative en Belgique. Le Conseil pourrait confirmer la décision de l'IBPT ou renvoyer l'affaire à l'IBPT pour révision. Le 3 juillet 2002, le Conseil d'Etat a rejeté une requête en urgence introduite par Belgacom pour suspendre la mise en œuvre des tarifs accrus d'interconnexion. Nous n'attendons pas de décision du Conseil d'Etat sur le bien-fondé de cette demande avant 2006.

Une décision ordonnant la réduction des tarifs d'interconnexion que nous pouvons facturer pourrait avoir un effet défavorable significatif sur notre activité de téléphonie. Bien que nous ne pensons pas qu'une telle issue soit probable, nous estimons que si le Conseil d'Etat, la Cour d'Appel Belge (en cas de pourvoi réussi auprès de la Cour de Cassation belge) ou l'IBPT nous enjoignent de facturer le taux original d'interconnexion de €0,009 par minute (qui a été abaissé à €0,0076 depuis le 1^{er} janvier 2005), nos revenus annuels tirés de l'interconnexion seraient réduits d'environ €22 millions en 2004. Nous ne pensons pas qu'il soit probable que les tribunaux compétents ou l'IBPT nous enjoignent de rembourser les montants que nous avons reçus des tarifs d'interconnexion supérieurs pour les périodes antérieures à la décision nous imposant de réduire nos tarifs, en raison de la difficulté de Belgacom à démontrer qu'il a subi un quelconque dommage résultant du paiement des tarifs augmentés. Elle a en effet été en mesure de reporter ces tarifs d'interconnexion supérieurs à ses abonnés en recourant à une structure tarifaire plus élevée. De plus, il serait difficile pour Belgacom de rembourser à ses abonnés les tarifs téléphoniques accrus qu'elle leur a facturé depuis le 12 août 2002. Si un tel paiement rétroactif était ordonné, notre responsabilité serait substantielle.

En sus de ces procédures, Belgacom a récemment contesté une augmentation envisagée des tarifs d'interconnexion que nous appliquons aux clients Telenet Solutions dans le cadre de la migration des clients vocaux du Réseau Telenet Solutions vers le Réseau Telenet. Historiquement, les appels vers ces clients ont été soumis aux tarifs d'interconnexion réciproques facturés sur le Réseau Telenet Solutions, mais maintenant ces clients migrent vers le Réseau Telenet, sur lequel les frais d'interconnexion sont plus élevés. Voir “—Nos Produits et Services—Téléphonie Résidentielle—Interconnexion”. Nous ne pensons pas, pour le moment, que le contentieux avec Belgacom aura un impact sur les frais d'interconnexion que nous facturons. Voir “—Nos Produits et Services—Services aux Entreprises”.

Tromboning

L'IBPT nous a permis d'augmenter nos tarifs d'interconnexion uniquement pour les appels nationaux vers les numéros Telenet et non pour les appels internationaux. Nous avons fait appel de la décision de l'IBPT devant le Conseil d'Etat. Nous avons argué que les tarifs internationaux d'interconnexion devraient être liés à nos tarifs nationaux afin, entre autres, de restreindre la pratique du *tromboning*, qui se produit lorsque des appels nationaux entrants sont déviés à l'extérieur de la Belgique et ensuite réorientés vers la Belgique afin de tirer profit des tarifs internationaux d'interconnexion moins élevés. De plus, nous avons souligné que le coût que représente pour nous l'acheminement d'appels sur le Réseau Combiné est indépendant de l'origine de l'appel, qu'elle soit nationale, mobile ou internationale. Nous n'attendons pas de décision du Conseil d'Etat avant 2006. En attendant, cette disparité entre les tarifs nationaux et internationaux d'interconnexion crée une tendance croissante du *tromboning*. Voir “Facteurs de Risques—Risques Liés à Notre Activité—Les secteurs belges de l'internet, de données et de téléphonie sont très concurrentiels et le secteur de la télévision est susceptible de devenir plus concurrentiel encore dans le futur, ce qui pourrait avoir pour conséquence un coût de contenu et des dépenses de marketing plus élevés, une diminution des taux d'abonnement et une perte d'abonnés.”

Nous pensons que la plupart de nos concurrents en matière de téléphonie pratiquent le *tromboning*, les appels internationaux et le *tromboning* représentant ensemble 25 % des appels vers le Réseau Combiné lors du semestre clôturé le 30 juin 2005. L'IBPT a imposé des limites à la capacité de Belgacom de pratiquer le *tromboning* en raison de son pouvoir sur le marché mais lui a autorisé de *tromboner* jusqu'à 6 % de ses appels nationaux pour lui permettre de concurrencer d'autres fournisseurs de service de téléphonie. Belgacom doit déposer des rapports à l'IBPT sur son activité de *tromboning*

une fois par mois. Si Belgacom pratique de manière substantielle le *tromboning* il pourrait être confronté à une action émanant des autorités de concurrence nationales ou communautaires pour abus de position dominante. Belgacom interjette actuellement appel de la décision de l'IBPT devant le Conseil d'Etat. Aucune décision sur cette question n'est attendue avant 2006.

Litiges en Matière de Droits d'Auteur

Au 30 juin 2005, nous avons retenu une provision de €28,1 millions pour les dettes provenant de transactions conclues concernant des litiges de droits d'auteur dans lesquels nous avons été impliqués. Avec les autres opérateurs belges de télévision câblée, nous payons des droits à des agences de droit d'auteur et des diffuseurs pour le contenu que nous distribuons aux utilisateurs finaux sur notre réseau. En septembre 1995, des agences de droit d'auteur et des diffuseurs ont commencé à contester les conditions de paiement de ces droits. Ces différends se sont prolongés sur les années suivantes et ont finalement abouti à un litige important entre la majorité des agences de collecte de droits d'auteur et les diffuseurs et les opérateurs belges de télévision câblée, dont nous-mêmes, représentés par l'Union Professionnelle de Radio et de Télédistribution (*Beroepsvereniging voor Radio en Televisiedistributie*) ("l'UPRT"). Les différends se sont concentrés sur la question de savoir si les droits d'auteur compris dans les nouveaux contrats devaient se baser sur l'audimat pour des programmes spécifiques et ainsi refléter les forces concurrentes accrues, tel que nous l'avons soutenu à travers l'UPRT, ou s'ils devaient au contraire être basés sur le nombre de téléspectateurs potentiels et être augmentés pour refléter l'inflation et les coûts de production plus élevés, tel que les agences et les diffuseurs l'ont soutenu. A la suite d'une injonction, nous avons payé, par l'intermédiaire de l'UPRT, 70 % des montants que nous avons convenu de payer en vertu des contrats de droit d'auteur applicables en 1995 aux agences de droits d'auteurs et diffuseurs.

En Novembre 2002, nous avons commencé, avec les autres opérateurs de câble belges à conclure des transactions avec les agences de droit d'auteurs et les diffuseurs en vertu desquelles nous acceptons de faire certains règlements d'avance et des paiements plus élevés dans le futur, avec des paiements dans le futur basés sur une combinaison du prix par programme et du nombre global de nos abonnés au câble basique. En conséquence des décisions de justice et des transactions concernant ces paiements de droits d'auteur, nous avons augmenté les droits d'auteurs que nous facturons à nos abonnés en août 2003. Voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Facteurs affectant les Résultats d'Opérations—Revenus—Télévision Câblée Basique et Premium" et "—Nos Produits et Services—Télévision Câblée—Télévision Câblée Basique—Programmation de la Télévision Câblée Basique". Nous avons formellement informé le Ministère des Affaires Economiques de cette augmentation, tel qu'exigé par la loi belge, le 29 juillet 2003. Les montants que nous nous attendons à payer en vertu de ces transactions et de ces nouveaux accords ont été provisionnés dans nos comptes. Voir l'Annexe 14 à nos comptes consolidés pour les trois années s'étant achevées le 31 décembre 2004.

Nous restons impliqués dans une autre affaire concernant des prétentions de droits auteur. En juillet 2004, l'Association pour la Perception, la Distribution et la Protection des Droits des Artistes, Interprètes et Exécutants (*CVBA Vereniging voor de inning, repartitie en de verdediging van de vertolkende en uitvoerende kunstenaars*) ("Uradex") a poursuivi l'UPRT pour un montant de €55 millions, plus intérêts, concernant des droits voisins dus par les membres de l'UPRT à des artistes et interprètes représentés par Uradex pendant la période courant d'août 1994 à la fin du mois de juillet 2004 (la "Période"). Compte tenu de notre part de marché durant la Période, nous estimons que nous serions responsables pour environ €24 millions, plus intérêts, si Uradex obtenait un jugement pour le montant total de sa demande.

Nous contestons les demandes d'Uradex et nous avons l'intention de défendre notre action en justice vigoureusement par le biais de l'UPRT. Bien que nous ne puissions par fournir l'assurance que cette plainte sera infructueuse, compte tenu de notre évaluation de notre responsabilité potentielle, nous n'avons pas régularisé ou provisionné de sommes d'argent pour cette plainte.

Contrats de Crédit Significatifs

Ci-dessous se trouve une description des principaux accords concernant notre endettement.

Contrat de Crédit Senior

Telenet Bidco, Telenet NV et Telenet Vlaanderen, en tant qu'emprunteurs, et Telenet Bidco, Telenet NV, Telenet Vlaanderen, Telenet Holding, Phone-Plus, Telenet Solutions Luxembourg et Merrion Communications, en tant que garants, sont parties à un contrat de crédit, initialement en date du 12 juillet 2002, avec certaines banques en tant que prêteurs, European Investment Bank, GE Capital Structured Finance Group Limited, J.P. Morgan plc, KBC Bank NV, Lloyds TSB Bank plc, succursale de Bruxelles, Merrill Lynch International, NIB Capital Bank, succursale de Belgique, Royal Bank of Scotland plc, Société Générale et WestLB AG en tant que principaux arrangeurs mandatés, Royal Bank of Scotland plc en tant qu'agent du crédit et KBC Bank NV en tant qu'agent des sûretés (tel que modifié, le "Contrat de Crédit Senior").

La dette existant au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") a été prélevée, avec d'autres sources de financement et des prêts prélevés qui ont depuis été remboursés ou refinancés, pour diverses raisons, y compris le financement et le refinancement de dépenses d'investissement, le financement des pertes d'exploitation, le paiement des coûts et du prix dans le cadre de l'Acquisition MixtICS et les acquisitions accomplies en 2003 (voir "Notre Historique—Acquisitions 2003"), et d'autres besoins d'ordre général.

Ce qui suit est un résumé de certaines des dispositions du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), les termes en majuscule ayant le sens qui leur est donné au Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") et aux autres documents y afférents. Ce résumé tient compte des modifications dont nous avons convenu avec nos prêteurs le 31 mars 2005 en vertu desquels nous avons réduit le solde existant de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") de €105 millions pour le porter à €635 millions et nous avons augmenté la taille de notre ligne de crédit revolving non utilisée de €100 millions à €200 millions.

Structure

Le Contrat de Crédit Senior est composé des crédits suivants :

- Le Crédit Tranche A et le Crédit Tranche B sont des facilités de prêt à terme amortissables de €230 millions qui sont actuellement entièrement tirés;
- Le Crédit Tranche C est un prêt tiré à terme *uncommitted* d'un montant de €150 millions, sur lequel aucun montant n'est actuellement tiré;
- Le Crédit Tranche D est un crédit revolving d'un montant de €200 millions, sur lequel aucun montant n'est actuellement tiré; et
- Le Crédit Tranche E est un prêt tiré à terme non amortissable de €405 millions qui sont actuellement tirés.

Le Crédit Tranche D, qui est disponible en tant que prêt *committed* pour les emprunteurs, à l'exception de Telenet Bidco et de Telenet Vlaanderen, jusqu'au 30 novembre 2011, peut être utilisé pour les besoins généraux de ces emprunteurs. La tranche C est un prêt *uncommitted* qui peut être utilisé pour les besoins généraux de ces emprunteurs (y compris pour financer des acquisitions potentielles).

Crédit Tranche A et Crédit Tranche B

Le Crédit Tranche A et le Crédit Tranche B sont des facilités de prêt à terme amortissables. Les encours au titre de ces prêts doivent être remboursés dans leur intégralité dans les proportions et aux dates spécifiées dans le Contrat de Crédit Senior conformément à un calendrier de remboursement qui exige que 2,55 % du total des montants tirés au titre de la Tranche A et de la Tranche B soient amortis au 31 décembre 2006 et que 4,8725 % des prêts soient remboursés au dernier jour de chaque trimestre suivant jusqu'au remboursement total du solde le 31 décembre 2011. Le calendrier de remboursement est soumis à des ajustements pour tout remboursement anticipé.

Crédit Tranche C

La Tranche C a été établie le 31 mars 2005 comme un prêt *uncommitted* de €150 millions pouvant être utilisé pour les besoins généraux des emprunteurs (y compris le financement d'acquisitions). Le taux d'intérêt applicable au Crédit Tranche C sera déterminé lorsqu'il sera prélevé par Telenet. Jusqu'à

50 % de la capacité du crédit Tranche C peuvent être prélevés sous la forme d'un *bullet loan*. Pas plus de €75 millions de la tranche C ne pourra être remboursé avant la date d'échéance du Crédit Tranche E. Aucun prêt Tranche C ne peut être amorti à une cadence plus rapide que le calendrier d'amortissements prévu pour la Tranches A.

Crédit Tranche C-2

Le solde des encours au titre de la Tranche C-2, d'un montant de €100 millions, a été payé en totalité par anticipation et annulé le 31 mars 2005.

Crédit Tranche D

Le Crédit Tranche D est un crédit revolving. Le crédit est disponible pour les emprunteurs à l'exception de Telenet Bidco et de Telenet Vlaanderen jusqu'au 30 novembre 2011. Le montant total du crédit Tranche D doit être remboursé au 31 décembre 2011.

Crédit Tranche E

Le Crédit Tranche E est un prêt tiré à terme non amortissable qui est disponible pour Telenet Bidco et Telenet NV dans les mêmes proportions auxquelles Telenet Bidco et Telenet NV participent respectivement dans le Crédit Tranche A et le Crédit Tranche B. Le montant principal du Crédit Tranche E doit être remboursé au 31 décembre 2011.

Remboursement Anticipé

En complément des remboursements prévus ci-dessus, le Contrat de Crédit Senior doit être remboursé par anticipation dans certains cas. Par exemple, en certaines circonstances, le Contrat de Crédit Senior exige des remboursements anticipés, notamment, sur les montants nets de cessions d'actifs, de paiement au titre de polices d'assurance (sujettes aux exceptions de minimis), certains pourcentages d'émission d'actions additionnelles ou 50 % de l'*Excess Cash Flow* (tel que défini dans le Contrat de Crédit Senior) de l'exercice s'achevant au 31 décembre 2005.

L'endettement consenti dans le Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") pourrait être volontairement remboursé par anticipation par les emprunteurs, en partie ou en totalité (mais pour un montant minimum de €10 millions), en donnant un préavis d'au moins cinq jours ouvrables à l'agent du crédit, sans prime ni pénalité (bien que des frais de paiement anticipé soient exigés pour certains paiements par anticipation dans le crédit Tranche E) et soumis à des coûts de rupture si un tel remboursement anticipé n'est pas effectué à une date de paiement d'intérêts.

Taux d'intérêt et Frais

Les prêts consentis en vertu du Crédit Tranche A, du Crédit Tranche B, du Crédit Tranche D et du Crédit Tranche E portent intérêts à des taux annuels égaux à EURIBOR plus la marge applicable et les coûts pour provision applicables.

Les marges applicables concernant le Crédit Tranche A, le Crédit Tranche B et le Crédit Tranche D, sont sujettes à certaines exceptions, entre 1,50 % et 2,75 % par an, en fonction d'un mécanisme d'ajustement des marges basé sur le ratio de la *Net Total Debt* (qui, en vertu du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), inclut l'Endettement financier total net payable en numéraire (tel que défini par le Contrat de Crédit Senior), à l'exclusion des frais de clientèle et d'annuités, et les locations-financements, de Telenet Bidco et de ses filiales) sur *Annualized EBITDA* (tel que défini dans le Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*")) pour la période concernée. La marge actuelle pour ces crédits est de 2,0 % par an pour les Tranches A et B et 2,5 % pour la Tranche E.

La marge applicable concernant le Crédit Tranche E est de 2,75 % par an jusqu'à et y compris la date de calcul à laquelle le ratio de la *Net Total Debt* sur *Annualized EBITDA* est inférieur à 3,25:1 pour la période concernée, après laquelle il devient 2,5 %.

Nous sommes obligés de payer à l'agent du crédit, pour chaque prêteur, une commission de participation égale au montant le plus bas entre : (i) 0,75 % par an du montant non prélevé et non annulé de l'engagement de tel prêteur au titre du Crédit dont relève l'engagement concerné, et (ii) 50 % de la marge applicable au montant non prélevé et non annulé au titre du crédit concerné par la participation. Il n'y a pas de frais de commission en ce qui concerne le Crédit Tranche E. Les frais

de participation pour chaque prêt au titre du Crédit Tranche C sera prévu par le contrat Tranche C concerné.

Garanties et Sûretés

Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet NV, Telenet Vlaanderen, Merrion Communications, Phone Plus, Telenet Solutions et Telenet Solutions Luxembourg garantissent les obligations des emprunteurs au titre du Contrat de Crédit Senior, dans les limites de ce que la loi permet. En outre, le Contrat de Crédit Senior prévoit que dans certaines circonstances d'autres filiales importantes de Telenet Bidco devront devenir des garants au titre de ce contrat.

Les garants au titre du Contrat de Crédit Senior ont également accordé des sûretés sur substantiellement tous leurs actifs en garantie des obligations des emprunteurs au titre du Contrat de Crédit Senior par une combinaison de garanties, de nantisements d'actions, de sûretés réelles (y compris des gages sur fonds de commerce), d'hypothèques et de contrats liés. Substantiellement tous les actifs de notre groupe, en dessous du niveau de Telenet Bidco, en ce compris nos sociétés opérationnelles, sont dès lors grevés par ces sûretés qui comprennent, entre autres, des droits sur les actions de nos filiales, nos actifs réseaux et nombre de nos comptes bancaires et autres créances.

Engagements

Le Contrat de Crédit Senior contient certains engagement de ne pas faire qui limitent, mais n'interdisent pas, la capacité des emprunteurs, des garants et de leurs filiales respectives, entre autres, à (sauf certaines exceptions convenues) :

- Créer ou permettre l'existence de sûretés sur leurs actifs;
- Conclure des arrangements contractuels à des conditions autres que des conditions de marché;
- Contracter des dettes et des garanties (y compris des prêts à des tiers);
- S'engager dans des fusions, consolidations et acquisitions, et réaliser des investissements, certaines clauses limitant chaque acquisition individuelle à €200 millions et toutes les acquisitions pendant la durée du Contrat de Crédit Senior à €300 millions;
- Céder ses actifs et conclure des contrats de cession-bail;
- Payer des frais administratifs, techniques et de consultation à des personnes liées;
- Changer leur activité et/ou leur business plan;
- Modifier ou renoncer aux termes des documents de financement pertinents; et
- Payer des dividendes et racheter des actions.

Le Contrat de Crédit Senior oblige également les emprunteurs, les garants et leurs filiales respectives à respecter certains engagements habituels et déclarations, notamment des engagements liés au statut légal, agréments réglementaires, licences significatives, respect des lois (y compris les lois environnementales), litiges, comptes, droits de propriété des actifs et de propriété intellectuelle, assurance et paiement des impôts.

De plus, le Contrat de Crédit Senior oblige les emprunteurs et les garants à maintenir certains ratios spécifiques, tel qu'exposé dans le "Résumé de Certains Engagements au titre du Contrat de Crédit Senior". Ces ratios financiers testent le crédit de Telenet Bidco et de ses filiales (le "Groupe bancaire Telenet") et ont pour objet d'accorder des droits aux banques dans le cas où les performances financières du Groupe bancaire Telenet se détériore par rapport à aux performances financières projetées lorsque les ratios ont été fixés.

La mesure clé utilisée pour ces ratios est l' "EBITDA Consolidé", qui a pour objet de représenter les revenus d'exploitation en liquidités générés par le Groupe bancaire Telenet. En conséquence cela exclu les éléments qui seraient compris dans les revenus conformément aux principes comptables applicables, tels que la dépréciation et l'amortissement, et des éléments qui sont relatifs à des opérations financières plutôt que d'exploitation, tels que les intérêts. Cette mesure est utilisée pour le ratio connu sous le nom de ratio de Couverture Totale des Intérêts de la Dette pour tester la capacité du Groupe bancaire Telenet d'honorer les paiements d'intérêts en numéraire au titre de sa dette. Ce ratio requiert que le Groupe bancaire Telenet maintienne un EBITDA Consolidé égal à au moins deux

fois le montant des intérêts en numéraire compris dans les Intérêts Totaux Exigibles. Il existe un test similaire pour la capacité à honorer les paiements d'intérêts et de remboursement du principal, défini comme le ratio Pro-Forma de Couverture du Service de la Dette. Les autres ratios financiers, en particulier les ratios de Dette Senior Nette/EBITDA Annualisé et de Dette Totale Nette/EBITDA Annualisé, requièrent également que le groupe bancaire Telenet maintienne ses dettes nettes senior et totales sous des multiples spécifiés de l'EBITDA Consolidé.

Si le Groupe bancaire Telenet ne respecte pas les ratios financiers du Contrat de Crédit Senior, les emprunteurs ont les droits que les emprunteurs ont généralement lorsqu'un cas de défaut a lieu, ce qui comprend le droit d'exiger le remboursement immédiat de tout ou partie de la dette existante au titre du Contrat de Crédit Senior ou de déclarer qu'ils ont le droit d'exiger le remboursement immédiat sur demande à tout moment. Certains des événements qui constituent des cas de défaut au titre du Contrat de Crédit Senior sont décrits ci-dessous dans "—Cas de Défaut".

Cas de défaut

Le Contrat de Crédit Senior contient des clauses de défaut habituelles dans le cadre de financements senior garantis à effet de levier, y compris le non-paiement du principal ou des intérêts y afférents, fausses déclarations, violation des engagements, insolvabilité et procédures collectives, illégalité ou résiliation du financement ou des documents de financements, cessation d'activité, intervention réglementaire ou perte de licences ou d'approbations significatives, expropriation, défaut-croisé à une autre dette de notre groupe, un cas de défaut sur les Senior Notes, documentation considérée comme non exécutoire, changement de contrôle ou de propriété, un changement de circonstances significatif défavorable et en cas de réserves émises par les commissaires. De plus, constitue également un cas de défaut la résiliation des droits d'usage alloués à Telenet Vlaanderen par Interkabel Vlaanderen CVBA.

Senior Discount Notes

Les Senior Discount Notes ont été inscrites à la cote de la Bourse de Luxembourg depuis le 28 avril 2004, sont négociables *over-the-counter* et viennent à échéance le 15 juin 2014. Les Senior Discount Notes sont des obligations senior non-garanties de Telenet Group Holding et sont subordonnées aux obligations des filiales de Telenet Group Holding, notamment les obligations de Telenet Communications et des Filiales Garantes (*Subsidiary Guarantors*) au titre des Notes et des garanties en vertu des Notes. Nous avons utilisé les produits des Senior Discount Notes pour rembourser certains emprunts subordonnés auprès d'actionnaires et certaines obligations de paiement différés en faveur d'actionnaires, pour des besoins généraux et pour payer les frais associés à l'offre des Senior Discount Notes.

Les Senior Discount Notes sont capitalisées à un taux de 11,5 % par an, composé semi-annuellement à chaque date de paiement d'intérêts des Notes jusqu'au, mais à l'exclusion, du 15 décembre 2008. Après cette date, les intérêts liquides sur les Senior Discount Notes seront de 11,5 % payables à chaque date d'intérêts des Notes, à compter du 15 juin 2009. Conformément à un *registration rights agreement* relatif aux Senior Discount Notes, Telenet Group Holding a accepté de faire tous les efforts commercialement raisonnables pour (i) enregistrer des obligations avec le *U.S. Securities and Exchange Commission* ayant des conditions substantiellement identiques à celles des Senior Discount Notes et de procéder à une offre d'échange concernant ces obligations librement échangeables contre des Senior Discount Notes ou, (ii) établir un *shelf registration statement* afin de permettre les reventes de Senior Discount Notes. Parce que l'offre d'échange n'a pas été réalisée (et qu'aucun *shelf registration statement* n'a été agréé) au 30 juin 2005, des pénalités ont commencé à être capitalisées sur les Senior Discount Notes à compter du 30 juin 2005 et continueront à être capitalisées jusqu'à la date de réalisation de l'offre d'échange et de mise en œuvre d'un *shelf registration statement* (ou, dans le cas d'un *shelf registration*, toutes les Senior Discount Notes sujettes au *shelf registration statement* ont été vendues) ou la période à laquelle il est fait référence à la *Rule 144(k)* du *U.S. Securities Act* expire en ce qui concerne les Senior Discount Notes (ce qui, pour des entités qui ne sont pas affiliées à Telenet Group Holding, devrait généralement être deux ans après l'acquisition des valeurs mobilières de Telenet Group Holding ou de l'un de ses affiliés). Ces pénalités sont capitalisées à un taux de 1,0 % par an de la valeur capitalisée des Senior Discount Notes, et sont payables sur une base semestrielle à chaque date de capitalisation ou date de paiement d'intérêts après le 30 juin 2005 aussi longtemps que ces pénalités doivent être payées.

Dans certaines circonstances, Telenet Group Holding est obligée de racheter les Senior Discount Notes en cas de cession de certains actifs et de changements de contrôle. (Voir “Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Profil Financier—Nous pourrions être obligés de rembourser une partie significative de notre dette en cas de changement de contrôle de notre groupe”.)

De plus, aux termes du Contrat de Crédit Senior et du contrat obligataire (“*Indenture*”) en ce qui concerne les Senior Notes, Telenet Group Holding peut choisir de racheter les Senior Discount Notes comme suit :

- A tout moment aux prix de remboursement suivants (exprimés en pourcentage de la valeur accumulée des Senior Discount Notes), si rachetés durant la période de 12 mois commençant le 15 décembre des années suivantes :

<u>Année de remboursement</u>	<u>Prix de remboursement</u>
2008	105,750 %
2009	103,833 %
2010	101,917 %
2011 et années suivantes	100,000 %

- A tout moment avant le 15 décembre 2008, à un prix de remboursement égal à 100 % de la valeur accumulée des Senior Discount Notes à racheter, plus une prime “*make whole*”;
- A tout moment avant le 15 décembre 2006, pour un montant principal global qui n’excède pas 35 % de la valeur accumulée des Senior Discount Notes, par le biais d’une ou plusieurs émission d’actions à un prix de remboursement égal à 111,5 % de la valeur accumulée des Senior Discount Notes rachetées; et
- A n’importe quel moment à 100 % de la valeur accumulée si des changements de la législation fiscale imposent certains précomptes sur les montants payables au titre des Senior Discount Notes.

Senior Notes

Les Senior Notes ont été inscrites à la cote de la Bourse de Luxembourg depuis le 28 avril 2004, sont négociables *over-the-counter* et viennent à échéance le 15 décembre 2013. Les intérêts courus à compter du 22 décembre 2003 sont payés le 15 juin et le 15 décembre de chaque année, à compter du 15 juin 2004. Nous avons utilisé les produits des Senior Notes pour rembourser certains emprunts au titre du Contrat de Crédit Senior, des emprunts d’actionnaires subordonnés et certaines obligations de paiement différées en faveur d’actionnaires.

Les Senior Notes sont des obligations senior de Telenet Communications et occupent le même rang que toute la dette Senior, existante et future, de Telenet Communications. En qualité d’endettement d’une filiale de Telenet Group Holding, les Senior Notes sont dans les faits senior en rang de paiement aux Senior Discount Notes. Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet NV et Telenet Vlaanderen garantissent les Senior Notes sur une base senior subordonnée. Telenet Group Holding garantit également les Senior Notes sur une base senior, cette sûreté occupant un rang égal aux obligations de Telenet Group Holding au terme des Senior Discount Notes. Les garanties subsidiaires sont soumises à une période moratoire quant à leur mise en œuvre et pourraient être levées dans certaines circonstances. Les Senior Notes et les sûretés afférentes aux Senior Notes sont garanties par une sûreté de second rang sur les actions de Telenet Bidco et Telenet NV sous forme de nantissements d’actions, ainsi que par un nantissement de second rang de certains contrats de prêts intra-groupe. La garantie par Telenet Group Holding des Senior Notes est garantie par un nantissement de premier rang d’un contrat de prêt intra-groupe entre Telenet Group Holding et Telenet Communications.

Dans certaines circonstances, Telenet Communications est tenue de racheter les Senior Notes dans le cas de certaines cessions d’actifs et changements de contrôle (Voir “Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Profil Financier—Nous pourrions être obligés de Rembourser une partie significative de notre dette en cas de changement de contrôle de notre groupe”) ainsi qu’en cas d’apparition de développements fiscaux spécifiques, à condition que ce rachat soit autorisé par le Contrat de Crédit Senior et l’*Intercreditor Agreement*.

De plus, selon les conditions du Contrat de Crédit Senior et de l'*Intercreditor Agreement*, Telenet Communications pourrait choisir de rembourser les Senior Notes comme suit :

- A n'importe quel moment aux prix de remboursement suivants si le rachat a lieu au cours des 12 mois débutant le 15 décembre des années suivantes :

<u>Année de Remboursement</u>	<u>Prix de Remboursement</u>
2008	104,5 %
2009	103,0 %
2010	101,5 %
2011 et années suivantes	100,0 %

- A tout moment avant le 15 décembre 2008, à un prix de remboursement égal à 100 % du montant principal accumulé des Senior Notes à racheter, plus une prime "*make-whole*".
- A tout moment avant le 15 décembre 2006, à un montant qui n'excède pas 35 % du montant principal accumulé des Senior Notes au moyen de revenus de certains appels publics à l'épargne par Telenet Communications ou Telenet Group Holding à un prix de remboursement égal à 109,0 % du montant principal des Senior Notes à rembourser; et
- A tout moment à 100 % du montant principal agrégé si des changements dans la législation fiscale imposent certains précomptes sur les montants payables au titre des Senior Notes.

Intercreditor Agreement

Pour établir les droits relatifs de certains de leurs créanciers en vertu de leurs transactions financières, Telenet Communications, Telenet Bidco et les garants au titre du Contrat de Crédit Senior ont conclu un *intercreditor agreement* (tel que modifié, l' "*Intercreditor Agreement*") avec, entre autre, les prêteurs au titre du Contrat de Crédit Senior, The Bank of New York, en tant que *trustee* au titre des contrats obligataires ("*Indentures*") gouvernant les Notes, et la KBC Bank NV en tant qu'agent des sûretés pour les porteurs de Notes.

CADRE REGLEMENTAIRE

Les autorités communautaires et belges régulent les services de communications électroniques que nous fournissons. Les “Communications électroniques” comprennent les télécommunications et la diffusion. Les “télécommunications” comprennent la téléphonie et l’internet et elles sont régulées en Belgique par le gouvernement fédéral. Les “diffusions” s’entendent de la diffusion radiophonique et télévisée et sont régulées par les gouvernements des communautés flamande, française et germanophone. En raison de cette division entre les télécommunications et la diffusion, les gouvernements nationaux et régionaux ont tous deux compétence sur l’infrastructure de réseau qui est utilisée aussi bien pour les activités de télécommunications que pour celles de diffusion. De plus, l’infrastructure de réseau peut être soumise à des règles d’urbanisme locales ou à d’autres réglementations des municipalités locales. Voir “Facteurs de Risque—Risques liés aux questions réglementaires et législatives—Nous pourrions être soumis à des réglementations et à des décisions de justice et réglementaires contradictoires”. Les services que nous fournissons ont récemment connu une réglementation accrue.

Le Nouveau Cadre

Le 7 mars 2002, le Parlement et le Conseil européen ont adopté le nouveau Cadre Réglementaire Communautaire Applicable aux Communications Electroniques qui a requis des réformes significatives des réglementations applicables à la téléphonie, à l’internet et à la diffusion, auxquelles nous devons nous conformer. Ce nouveau cadre consiste en une Directive Cadre et cinq directives spécifiques : la Directive Service Universel, la Directive Accès, la Directive Autorisation, la Directive Vie Privée et Communications Electroniques et la Directive Concurrence dans les marchés des réseaux et des services de communications électroniques (ensemble, le “Nouveau Cadre”).

Le Nouveau Cadre entend établir un cadre harmonisé de régulation sur tous les marchés de la communication électronique. Il définit les segments pertinents des marchés de la téléphonie, de l’internet et de la diffusion conformément aux principes du droit communautaire de la concurrence. Il exige des autorités nationales de régulation d’examiner les marchés sur lesquels il y a un déficit significatif de compétition et d’identifier les entités, opérant sur ces marchés, qui possèdent un pouvoir de marché significatif (“PMS”). La Commission européenne a identifié 18 marchés pertinents et a recommandé que les autorités nationales de régulation les analysent. Le Nouveau Cadre requiert également des autorités nationales de régulation qu’elles remédient aux déficiences perçues du marché en imposant des obligations proportionnelles et objectivement justifiables aux entités possédant un PMS. Il remplace le système traditionnel de licence pour les activités couvertes délivrée par les autorités de régulation nationales par une procédure de notification (sauf dans certains domaines, y compris les licences pour attribuer des numéros de téléphone). Voir “—Réglementation de la Téléphonie—Licences et Autorisations” et “Réglementation de la Télédiffusion—Licences”. Le Nouveau Cadre oblige également les Etats membres à protéger les utilisateurs finaux de services de communications électroniques de plusieurs manières spécifiques, notamment en accordant aux abonnés le droit de résilier leurs contrats sans pénalité en cas de notification de modifications programmées et en imposant des exigences de factures transparentes. Voir “—Réglementation de la Téléphonie—Tarifs”.

La loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (la “Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques”) a transposé le Nouveau Cadre au niveau fédéral pour les communications électroniques autres que la diffusion radiophonique et télévisée. Plusieurs dispositions de cette loi nécessitent une application ultérieure par arrêté royal et par arrêté ministériel. En ce qui concerne la diffusion, le Nouveau Cadre a été mis en place par un décret du 7 mai 2004 dans la communauté flamande (le “Décret de 2004”) par un décret du 27 février 2003 dans la communauté française et par un décret du 21 juin 2005 dans la communauté germanophone. Le législateur fédéral a compétence pour réglementer les questions de diffusion à Bruxelles, et un projet de loi gouvernemental modifiant la loi bruxelloise actuelle sur les médias du 30 mars 1995 sera bientôt déposé au Parlement.

Parce que les compétences des gouvernements fédéraux et communautaires en matière d’infrastructure de réseaux sont étroitement liées, la jurisprudence de la Cour d’Arbitrage exige que les gouvernements fédéraux et communautaires concluent des accords de coopération avant d’adopter une loi concernant ces réseaux. Aucun accord de ce type n’ayant été trouvé au moment de l’adoption du Décret de 2004, le 13 juillet 2005, la Cour d’Arbitrage a annulé le 13 juillet 2005 une portion substantielle des dispositions du Décret de 2004 appliquant le Nouveau Cadre. La Cour d’Arbitrage a

cependant donné au gouvernement flamand jusqu'au 31 décembre 2005 pour conclure un accord de coopération avec le gouvernement fédéral, période de grâce durant laquelle les dispositions du Décret de 2004 resteront applicables. Après cette date, la partie annulée du Décret de 2004 ne sera plus en vigueur.

En complément des réglementations ci-dessus, nous avons signé plusieurs chartes de bonnes pratiques, telles que la charte des opérateurs de télécommunications et des prestataires de services internet concernant la fourniture de certains services par télécommunications et le code de bonne conduite ISPA. Ces chartes contiennent, entre autres choses, certaines dispositions concernant la transparence des contenus et des prix, la protection des données, les jeux et la levée de fonds par télécommunications. Voir “—Réglementation de l’Internet.”

Pour nos services aux entreprises au Luxembourg, nous respectons la réglementation luxembourgeoise applicable, qui est similaire à la réglementation belge décrite ci-avant, toutes deux étant la transposition du Nouveau Cadre.

Dispositions Applicables à Toutes les Communications Electroniques

Entités Possédant un Pouvoir de Marché Significatif

Sous l’empire de la loi du 21 mars 1991 (“la Loi de 1991”), telle que modifiée, l’IBPT a publié annuellement une liste d’opérateurs qui fournissent des réseaux ou des services de télécommunication au public et qui ont un PMS sur des marchés de télécommunication spécifiques. Un opérateur était présumé avoir un PMS sur un marché s’il détenait plus de 25 % de ce marché. Les obligations les plus significatives qui étaient imposées à de tels opérateurs comprenaient : (i) une obligation de facturer des tarifs transparents et raisonnables pour la téléphonie vocale fixe, la location de lignes, l’interconnexion, l’accès spécial, le dégroupage de la boucle locale et l’accès à un débit binaire, (ii) une séparation comptable entre les différents services de télécommunication pour lequel un opérateur a un PMS, (iii) une réponse à toute demande raisonnable d’accès ou d’interconnexion, (iv) une publication des offres de référence, (v) l’obtention de l’approbation préalable de l’IBPT pour les tarifs régulés de gros et (vi) la communication à l’IBPT des tarifs de détail.

Belgacom a été désigné comme opérateur avec un PMS sur les marchés de la téléphonie vocale, du réseau public et de lignes louées depuis 1999. Depuis cette date, l’IBPT a également considéré que les opérateurs mobiles Proximus (la filiale “mobile” de Belgacom) et Mobistar ont un PMS sur les marchés de la téléphonie mobile et de l’interconnexion.

En vertu de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques, l’IBPT est en charge de définir les marchés pertinents dans le secteur des télécommunications. Depuis le Décret de 2004, le Commissariat flamand aux médias (le “CFM”) est en charge de définir les marchés pertinents dans le secteur de la diffusion. Ces régulateurs peuvent imposer certaines conditions aux entreprises qui ont un PMS sur des marchés pertinents non-concurrentiels. Le fait de savoir si un opérateur a un PMS est déterminé en vertu des principes du droit de la concurrence selon lesquels c’est le cas lorsqu’une partie détient plus de 40 % du marché pertinent. Entre autres, l’IBPT et le CFM peuvent, sous certaines conditions, obliger les opérateurs PMS à (i) se conformer à certaines obligations de non-discrimination et de transparence en ce qui concerne l’accès, (ii) séparer la comptabilité des différentes activités dans lesquelles l’opérateur a un PMS, (iii) répondre à toute demande raisonnable d’accès et d’utiliser une partie de son réseau et (iv) facturer des prix raisonnables et de se conformer à d’autres restrictions de prix.

Nous pensons que trois des 18 marchés pertinents identifiés par la Commission européenne pourraient potentiellement entraîner un risque pour nous. Ces marchés sont :

- “La terminaison d’appel sur divers réseaux téléphoniques publics individuels en position déterminée”. Il se pourrait que chaque opérateur soit considéré avoir un PMS sur son propre réseau;
- “Le marché de la fourniture en gros d’accès *broadband*”. Nous ne pensons pas probable que nous soyons considérés comme ayant un PMS sur ce marché, dans la mesure où nous n’atteignons pas les 40 % de parts de marché, chiffre communément utilisé comme seuil de PMS en droit de la concurrence; et

- “Les services de radiodiffusion, destinés à livrer un contenu radiodiffusé aux utilisateurs finaux”. Nous pourrions être désignés comme un opérateur avec un PMS si le marché pertinent est défini comme le marché flamand.

Réseaux Dégroupés

L’une des principales attributions de l’IBPT et du CFM est d’obliger les entités avec un PMS à donner accès à d’autres opérateurs à leurs réseaux, c’est-à-dire à “dégroupier” leurs réseaux.

Sous l’ancien régime applicable aux télécommunications, le législateur belge avait déjà mis en oeuvre le règlement n° 2887/2000 qui oblige les opérateurs qui ont été désignés par leurs autorités nationales de régulation comme ayant un PMS, à donner un accès entièrement ou partiellement dégroupé à leur boucle locale. En vertu de ce règlement, l’IBPT a obligé Belgacom à fournir aux autres prestataires de service téléphonique un accès partagé et entièrement dégroupé à sa boucle locale, qui conduit les signaux de communication des réseaux centraux aux habitations et aux entreprises fournies par Belgacom. A la fin de l’année 2004, seules 5.475 lignes ont été entièrement dégroupées, dont 2.445 qui offrent un accès partagé entre les différents opérateurs. Ainsi, le nombre de lignes dégroupées représentait une fraction très minime du nombre de lignes disponibles pour le dégroupage au sens du règlement.

En vertu de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques, l’IBPT peut obliger tous les opérateurs avec un PMS d’ouvrir aux tiers un accès dégroupé à leur boucle locale. L’IBPT a revu ses anciennes réglementations de dégroupage et examine actuellement la question de savoir s’il va inclure ses constatations dans ses analyses de marché ou s’il va recommander que le ministre en charge de la télécommunication édicte un décret sur cette question.

En vertu du Nouveau Cadre, le dégroupage pourrait également être exigé dans le secteur de la diffusion. La commission a identifié “les services de radiodiffusion, destinés à livrer un contenu radiodiffusé aux utilisateurs finaux” comme un marché candidat dans lequel les autorités nationales pourraient décider de réguler les entités avec un PMS. Si le CFM définit ce secteur comme un marché pertinent, il devra ensuite examiner si ce marché est concurrentiel. Si tel n’est pas le cas, et si nous sommes identifiés comme ayant un PMS sur ce marché, le CFM pourrait, entre autres, nous obliger à négocier de bonne foi avec les opérateurs qui demandent l’accès au Réseau Telenet et à nous conformer aux demandes raisonnables d’accès et d’utilisation de parties de notre réseau, et des ressources associées. Si le Décret 2004 devait être finalement remplacé ou modifié, il est attendu que l’approche de définition de marché du Nouveau Cadre soit conservée. Voir “—Dispositions applicables à toutes les communications électroniques—Entités possédant un Pouvoir de Marché Significatif.”

En contrepartie de leur approbation à l’Acquisition Canal+, les autorités belges de la concurrence ont exigé que nous donnions accès au Réseau Telenet aux autres chaînes de télévision payantes pour leur permettre de diffuser leurs services. Nous devons leur donner un accès basé sur des critères commerciaux non-discriminatoires, en prenant en compte la capacité disponible sur le réseau Telenet. Voir “Activité—Nos Produits et Services—Offre Premium de Télévision Câblée—Acquisition Canal+”.

Offres Conjointes

En règle générale, la législation belge sur les pratiques du commerce interdit les offres conjointes de produits et/ou services pour le marché résidentiel. Sous certaines conditions la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques prévoit une exception en ce qui concerne l’offre conjointe de services de téléphonie, d’internet, de télévision et/ou de produits interactifs intermédiaires qui sont offerts par le biais d’une technologie intégrée.

Toutefois le droit de la concurrence peut limiter notre capacité à faire des offres conjointes. Voir “—Droit de la Concurrence”.

Réglementation de la Téléphonie

Vue d’Ensemble

L’industrie des télécommunications en Belgique était traditionnellement régulée par le titre III de la Loi de 1991 et plusieurs arrêtés royaux mettant en oeuvre ses dispositions. En décembre 1997, des modifications significatives ont été apportées à la Loi de 1991 pour se conformer aux directives communautaires destinées à libéraliser le marché communautaire des télécommunications et à accroître

la concurrence. Plus récemment, la Loi de 1991 a été complétée et modifiée par la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques.

De plus, la Loi de 1991, a mis fin au monopole de la Régie des Télégraphes et des Téléphones (“RTT”) qui avait été l’opérateur exclusif de télécommunications en Belgique depuis 1930. Sous l’empire de la loi de 1991, la RTT a été transformée en Entreprise Publique Autonome qui est elle même devenue une société anonyme de droit public, Belgacom SA (“Belgacom”).

L’IBPT et le Comité Consultatif

L’IBPT

La Loi de 1991 a également créé l’IBPT. L’IBPT, qui a commencé ses activités en 1993, est l’organe régulateur et de supervision qui gouverne les industries postales et de télécommunications en Belgique. Ses opérations sont désormais gouvernées par la loi du 17 janvier 2003. L’IBPT est un organisme d’intérêt public supervisé par le ministre en charge des télécommunications. Il est dirigé par un conseil réunissant quatre membres (le “Conseil de l’IBPT”) qui sont nommés par arrêté royal préalablement délibéré en Conseil des ministres. L’IBPT a des pouvoirs étendus pour rédiger des réglementations, rendre des avis, définir des stratégies et surveiller les opérateurs téléphoniques pour garantir la mise en conformité avec la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques, les dispositions pertinentes de la Loi de 1991 et de ses arrêtés d’application. Sous l’empire de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques, les opérateurs téléphoniques doivent notifier à l’IBPT les services de communications électroniques ou les réseaux qu’ils entendent fournir ou revendre dans le secteur des télécommunications et toutes modifications apportées à ceux-ci. L’IBPT accorde également des droits pour l’usage de numéros de téléphone et des radiofréquences. De plus, l’IBPT est responsable de la définition des marchés pertinents dans le secteur des télécommunications, de l’examen du caractère concurrentiel de ces marchés, et le cas échéant, de la détermination des entités qui possèdent un PMS, ainsi que de la définition des restrictions auxquelles ces entités devraient être soumises. Voir “—Dispositions applicables à toutes les communications électroniques—Entités possédant un Pouvoir de Marché Significatif”. L’IBPT entend finaliser les définitions de marché concernant l’accès à la téléphonie fixe et mobile en 2005 et celles concernant les lignes louées en 2006. Enfin, l’IBPT pourrait agir comme médiateur dans les différends apparaissant entre les opérateurs de télécommunication.

Par son arrêt en date du 14 juillet 2004, la Cour d’Arbitrage a annulé l’article 14 de la loi du 17 janvier 2003 dans la mesure où la loi autorisait l’IBPT à réguler l’infrastructure de radio et télédiffusion et de transmission électronique qui est conjointement utilisée pour fournir des services de télécommunications et de diffusion, en raison de l’échec du gouvernement fédéral à conclure un accord de coopération avec les gouvernements communautaires qui sont responsables de la régulation des activités de diffusion. La Cour d’Arbitrage maintenu la force obligatoire pleine et entière des dispositions annulées jusqu’au 31 décembre 2005 pour donner aux gouvernements fédéral et communautaires le temps de conclure l’accord exigé.

L’IBPT a des pouvoirs disciplinaires substantiels. Il peut publier un constat de carence si un prestataire de service de télécommunications viole une quelconque des dispositions de la Loi de 1991, de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques ou de leurs arrêtés royaux d’application. Tout manquement dans la correction de cette carence après réception de l’avis, pourrait entraîner des sanctions administratives qui varient entre 0,5 % et 5 % du revenu annuel du prestataire provenant des télécommunications, jusqu’à un maximum de €12,5 millions. En cas de violations sérieuses et répétées, l’IBPT peut enfin interdire à l’opérateur d’exploiter son réseau ou de fournir des services de télécommunications.

Conformément à une seconde loi en date du 17 janvier 2003, un nouveau système de voies de recours à deux niveaux s’applique au réexamen des actions de l’IBPT :

- les différends concernant l’interconnexion, les lignes louées, l’accès spécial, l’accès dégroupé à la boucle locale et l’accès partagé doivent être portés devant l’autorité de la concurrence belge; et
- les décisions du Conseil de l’IBPT doivent faire l’objet d’un appel devant la Cour d’Appel de Bruxelles.

Le Comité Consultatif

Le Comité Consultatif est une entité indépendante dont le secrétaire est nommé par l'IBPT. Le Comité Consultatif comprend également des représentants d'opérateurs téléphoniques (y compris des représentants du groupe Telenet), des consommateurs, des prestataires de service universel et des fabricants d'équipement de télécommunication. Il fait des recommandations sans force obligatoire aux ministres en charge des télécommunications sur des questions liées au marché des télécommunications, avec une attention particulière portée à la fourniture d'un service universel, aux dispositions contractuelles générales entre les opérateurs de téléphonie vocale et les utilisateurs finaux et les droits de ces derniers en vertu du contrat de gestion entre l'Etat belge et Belgacom.

Service Universel

La Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques dispose qu'un ensemble minimum de "services universels" soit fourni à un certain niveau de prix et de qualité. Ces services comprennent la fourniture d'accès d'un poste fixe à un réseau public de communication téléphonique à travers la Belgique, des offres de téléphonie à tarifs réduits pour certaines catégories d'utilisateurs ("tarifs sociaux"), la fourniture de téléphones publics payants, d'un annuaire et d'un service de renseignements téléphoniques. Tous les prestataires de services téléphoniques accessibles au public en Belgique doivent proposer des tarifs sociaux, en appliquant des réductions et pourcentages tel qu'exposé dans l'annexe de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques. Voir "—Réglementation de la Téléphonie—Tarifs". Cependant, l'IBPT a publié une communication qui dispose que Belgacom restera le seul prestataire à offrir des tarifs sociaux jusqu'à ce qu'une base de données qui comprend les utilisateurs finaux habilités à bénéficier des tarifs sociaux soit rendue opérationnelle. Le ministre chargé de la protection des consommateurs a statué récemment que tous les opérateurs/prestataires devraient appliquer les tarifs sociaux immédiatement et que, bien que la situation soit en plein développement, il semble que d'autres opérateurs/prestataires ont commencé à annoncer des tarifs sociaux. Pour chaque service universel autre que les tarifs sociaux, un prestataire universel sera sélectionné pour chaque service, en vertu d'une procédure publique dans laquelle tous les prestataires peuvent soumettre des offres pour fournir le service concerné. La procédure exacte sera déterminée par arrêté royal. Si un prestataire de service universel n'est pas sélectionné à l'issue de cette procédure, un prestataire sera désigné *ex officio*.

En général, les prestataires de service universel sont rétribués par le biais d'un fonds pour le service universel qui est financé par des contributions payées par les opérateurs de télécommunication sur la base de leur chiffre d'affaires. La Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques a cependant établi un fonds séparé pour la rémunération des offres de tarifs sociaux. La détermination de l'obligation d'un opérateur de contribuer à ce fonds séparé et, le cas échéant, du montant de sa contribution, ou la possibilité dont dispose ce dernier de bénéficier de ce fonds, est basée sur une comparaison des réductions de tarif appliquées par chaque opérateur avec le montant de réductions de tarifs qui correspond à la part de l'opérateur dans le chiffre d'affaire global du marché de la téléphonie. Les spécificités de cette formule seront déterminées par arrêté royal.

Sous l'ancien régime, les services universels étaient fournis en vertu d'un contrat de gestion entre l'Etat belge et Belgacom qui, entre autres, obligeait Belgacom à poursuivre certains buts sociaux et à adopter une structure sociétaire spécifique. Le contrat définissait également les tarifs que Belgacom pouvait facturer pour la fourniture de ses services.

L'ancienne loi du 19 décembre 1997 prévoyait également un fonds pour le service universel pour financer les coûts engendrés par les prestataires de service universel en offrant les services universels au public. Le fonds devait être financé par des contributions provenant de sociétés qui fournissent des services téléphoniques en Belgique. En 2002, l'IBPT a recommandé que le ministre en charge des télécommunications active le fonds, ce qui n'a pas encore été fait. Une fois que les deux nouveaux fonds seront activés, nous ne pensons pas que la contribution annuelle de notre groupe aux fonds excèdera €1,5 million.

Dans le passé plusieurs assemblées en Belgique ont porté leur attention sur la possibilité d'introduire le service universel obligatoire pour l'accès à l'internet, mais aucun projet de loi concret a été pris en compte par les législateurs. En septembre 2005 le Conseil des Ministres a approuvé la soumission d'un projet de loi qui, si adopté, accordera des tarifs TVA favorables à la vente liée de PC's et de connections internet d'une durée d'un an, au parlement fédéral. Pour profiter de ce traitement favorable, les prestataires devraient demander d'être inclus dans le programme, et devraient répondre à quelques exigences, en ce compris de s'accorder sur des limitations de prix. Si ce projet de loi est adopté, le gouvernement devra annoncer les critères de participation spécifiques.

Interconnexion

Généralités

L'interconnexion est le moyen par lequel les utilisateurs d'un réseau téléphonique peuvent communiquer avec les utilisateurs d'autres réseaux téléphoniques. Pour qu'un abonné situé sur un réseau téléphonique puisse passer un appel téléphonique à un utilisateur final servi par un autre réseau téléphonique, son prestataire de service réseau doit s'interconnecter au réseau qui sert l'utilisateur final. Normalement, le réseau qui sert l'utilisateur final facture le prestataire de service de l'abonné pour acheminer la communication sur la base d'une facturation forfaitaire par appel et de la durée de l'appel téléphonique. Les coûts et les revenus d'interconnexion ont un impact significatif sur nos résultats financiers. Nous sommes fortement focalisés sur la gestion de ces coûts. Voir "Activité—Nos produits et Services—Téléphonie Résidentielle—Interconnexion".

Sous le régime réglementaire antérieur, des organisations avec un PMS devaient satisfaire toutes les requêtes raisonnables d'interconnexion à des conditions non-discriminatoires fournissant un accès égal à leurs réseaux. Ils devaient également publier les tarifs qu'ils facturaient pour l'acheminement des appels qui étaient interconnectés sur leur réseau. L'IBPT a le droit de contrôler et, si nécessaire, de modifier les conditions générales de ces tarifs d'interconnexion. En plus des entités avec un PMS, tous les opérateurs de réseaux publics et prestataires de services publics de télécommunication, de téléphonie vocale ou de lignes louées (nous inclus) qui, en conséquence de ces activités, contrôlaient l'accès des utilisateurs finaux, devaient répondre aux demandes d'interconnexion des autres prestataires de services similaires et négocier les tarifs d'interconnexion et d'acheminement avec eux.

La Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques oblige les fournisseurs de réseaux de communication publics à négocier des accords d'interconnexion et d'acheminement avec chaque opérateur demandeur, cherchant à fournir un service de communications électroniques disponible publiquement. Autant qu'il est nécessaire pour garantir les connexions entre utilisateurs finaux, l'IBPT peut imposer des obligations aux opérateurs qui contrôlent l'accès des utilisateurs finaux. Par exemple, il peut obliger les opérateurs à interconnecter leurs réseaux s'ils ne l'ont pas encore fait. Quand l'IBPT oblige les opérateurs avec un PMS à donner l'accès aux équipements et éléments de leurs réseaux, tels que l'accès dégroupé, il peut aussi obliger ces opérateurs à publier leurs tarifs de référence pour l'interconnexion, y compris les composantes pertinentes de ces prix, en plus des informations additionnelles qui seront exigées par arrêté royal. L'IBPT peut également exiger que les tarifs d'interconnexion des opérateurs avec un PMS soient raisonnables. Voir "—Dispositions Applicables à Toutes les Communications Electroniques—Entités possédant un Pouvoir de Marché Significatif". La Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques ne prescrit pas cependant de modèle que l'IBPT devrait utiliser pour évaluer si les prix d'interconnexion sont raisonnables, mais souligne simplement que les coûts associés à une fourniture efficace de services, notamment à un taux de rendement raisonnable, doivent être pris en compte.

Dans une recommandation du 11 février 2003, la Commission européenne a indiqué qu'en vertu du Nouveau Cadre, le marché de la terminaison d'appel en gros sur les réseaux téléphoniques publics individuels fournis à une localisation fixe, pourrait être considéré comme un marché de produit séparé, soumis à une réglementation en l'absence de concurrence. Cependant, cette définition de marché ne signifie pas automatiquement que chaque opérateur de réseau a une position dominante de marché pour acheminer des appels sur son propre réseau. L'existence d'un tel pouvoir dépend du fait de savoir si un utilisateur du réseau représente une grande partie des appels acheminés sur le réseau, donnant à cet utilisateur une position compensatoire en tant qu'acheteur puissant. Si l'IBPT identifie le marché de la terminaison d'appel en gros comme un marché de produit séparé, Telenet pourrait être considéré à l'avenir comme ayant une position dominante lors de la fixation des prix qu'elle facture pour acheminer les appels sur son réseau. Une telle détermination dépendrait, entre autres, du nombre d'abonnés à la téléphonie vocale dont dispose Telenet—plus Telenet a d'abonnés à la téléphonie vocale, plus le pouvoir d'achat de Belgacom est faible et plus le risque pour Telenet d'être considérée comme ayant un pouvoir de marché significatif sur le Réseau Combiné est élevé. Si Telenet est considérée comme ayant un pouvoir de marché significatif pour acheminer des appels et si les tarifs d'interconnexion qu'elle facture sont considérés supérieurs à ses coûts, l'IBPT pourrait enjoindre Telenet de baisser ses tarifs d'interconnexion à l'avenir.

Interconnexion fixe-mobile

En général, les tarifs d'acheminement d'interconnexion facturés par les opérateurs de réseaux mobiles sont nettement supérieurs à ceux facturés par les opérateurs de lignes fixes. L'IBPT a désigné Belgacom Mobile SA (qui opère sous le nom "Proximus") et Mobistar SA comme entités qui ont un PMS sur le marché national d'interconnexion. Voir "—Dispositions Applicables à Toutes les Communications Electroniques—Entités Possédant un Pouvoir de Marché Significatif". En conséquence, sous le régime réglementaire précédent, les deux opérateurs de téléphonie mobile étaient tenus de facturer des tarifs d'interconnexion qui étaient basés sur leurs coûts de fourniture de ces services. De plus, leurs tarifs devaient être non-discriminatoires et transparents. Voir "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation".

Sous l'empire de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques, la désignation de Proximus et Mobistar comme entités avec un PMS permet à l'IBPT d'obliger ces opérateurs à facturer des tarifs sur une base raisonnable. Cependant, jusqu'à ce que l'IBPT ait complété son analyse des marchés pertinents, les conditions du régime réglementaire précédent restent en vigueur. Pour une description de nos accords d'interconnexion avec Proximus et Mobistar, voir "Activité—Nos Produits et Services—Téléphonie Résidentielle—Interconnexion". Un troisième opérateur de téléphonie mobile en Belgique, Base, n'est pas tenu par ces restrictions d'interconnexion.

Tromboning

Parce que les tarifs que nous facturons pour acheminer les appels qui interconnectés sur le Réseau Combiné sont plus élevés pour les appels nationaux qu'internationaux, des opérateurs tentent de router les appels nationaux à l'extérieur de la Belgique afin qu'ils soient facturés au tarif international plus faible lorsqu'ils entrent sur le Réseau Combiné. Cette pratique est connue sous le nom de "*tromboning*". De manière générale, l'IBPT a considéré que le *tromboning* est sanctionnable sous le régime de la loi actuelle lorsqu'il est utilisé comme un moyen de minimiser les coûts d'interconnexion. Cependant, l'IBPT a autorisé Belgacom à *tromboner* jusqu'à 6 % de ces [appels nationaux] pour lui permettre de concurrencer plus efficacement d'autres prestataires de services téléphoniques. Belgacom doit déposer des rapports mensuels à l'IBPT sur son activité de *tromboning*. Belgacom conteste actuellement le plafond de *tromboning* fixé par l'IBPT, considérant qu'il devrait être capable d'effectuer du *tromboning* pour des montants bien plus élevés. Voir "Activité—Procédures Judiciaires—Litige sur l'Interconnexion—*Tromboning*" et "Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Activité—Les secteurs belges de l'internet, des données et de téléphonie sont très concurrentiels et le secteur de la télévision est susceptible de devenir plus concurrentiel encore dans le futur, ce qui pourrait avoir pour conséquence un coût de contenu et des dépenses de marketing plus élevés, une diminution des taux d'abonnement et une perte d'abonnés".

Belgacom, en sa capacité d'opérateur historique, négocie des accords d'interconnexion nécessaires avec des opérateurs internationaux. Ces prix négociés s'appliquent donc également directement à nous car Belgacom fournit le seul service de transit entre nous et les opérateurs internationaux. Nous avons demandé que l'IBPT impose une date limite avant laquelle Belgacom devrait renégocier ses contrats internationaux d'interconnexion pour augmenter les tarifs facturés de façon à ce que la tentation pour les autres opérateurs de recourir au *tromboning* sur le Réseau Combiné soit réduite. A cette date, aucune action définitive en rapport avec notre demande n'a été engagée par le régulateur.

Tarifs

Sous l'empire du précédent régime, les prix que les opérateurs téléphoniques et autres prestataires de services facturaient à leurs abonnés n'étaient pas soumis à de quelconques restrictions légales explicites tant qu'ils n'avaient pas de PMS. Les entités avec un PMS devaient offrir des tarifs basés sur le coût de fourniture réel des services sur les marchés de lignes louées, de téléphonie vocale, d'interconnexion et d'accès spécial.

De même, les dispositions tarifaires de la Nouvelle Loi sur les Communications Electroniques s'appliquent aux opérateurs avec un PMS. Pour l'accès lié à la fourniture de services de sélection et de présélection de l'opérateur, les opérateurs avec un PMS doivent offrir des tarifs raisonnables. En l'absence de concurrence effective, les opérateurs avec un PMS sur le marché de la fourniture de tout ou partie de l'ensemble minimal de lignes louées doivent également offrir des tarifs raisonnables. De

plus, ces opérateurs doivent publier les conditions générales de location de l'ensemble minimal de lignes louées, qui ne peuvent être modifiées qu'avec la permission de l'IBPT.

L'IBPT peut obliger les opérateurs avec un PMS à publier une offre de référence qui décrit clairement les conditions et les tarifs applicables pour chaque service qu'ils offrent ou à avoir des offres d'accès de référence approuvées par l'IBPT. Voir “—Dispositions Applicables à Toutes les Communications Electroniques—Entités Possédant un Pouvoir de Marché Significatif”. Si ces obligations ou d'autres ne devaient pas avoir satisfait les buts de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques, l'IBPT peut interdire les opérateurs avec un PMS sur un marché d'utilisateurs finaux de facturer des prix anormalement élevés. L'IBPT peut imposer des conditions liées à la tarification basée sur les coûts et à des systèmes d'allocation des coûts, lorsqu'il y a absence de concurrence effective qui permet à un opérateur avec un PMS de maintenir les prix à un niveau exagéré ou de réduire ses marges au détriment des utilisateurs finaux.

La Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques oblige les opérateurs de télécommunication à fournir aux utilisateurs finaux de leurs services téléphoniques accessibles au public une information claire sur les composantes des tarifs qu'ils sont facturés. Les opérateurs doivent fournir aux abonnés une “facture de base” et, en cas de contestation de la facture de base, sur demande, une facture plus détaillée. Dans le cadre des obligations de service universel applicables, la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques oblige également chaque opérateur à offrir des tarifs réduits abordables pour des catégories spécifiques d'utilisateurs, tels que, sous certaines conditions, les utilisateurs de plus de 65 ans ou plus, les handicapés et les personnes atteintes de troubles auditifs. La méthode de calcul de ces tarifs et les catégories de bénéficiaires sont exposées dans une annexe à la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques. Voir “Réglementation de la Téléphonie—Service Universel”.

Système de Numérotation Téléphonique

Sous l'empire de l'ancien régime et de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques, l'IBPT régit également le système de numérotation téléphonique pour la Belgique et attribue des numéros de téléphone aux opérateurs de réseau et aux prestataires de services. Des réglementations plus spécifiques restent à être promulguées par arrêté royal.

Portabilité des Numéros

Depuis le 1^{er} janvier 2000, tous les opérateurs de lignes fixes belges ont été légalement obligés de fournir une portabilité complète des numéros géographiques et non-géographiques. La portabilité des numéros de lignes fixes permet aux abonnés de conserver leurs numéros indépendamment de l'opérateur qui fournit le service téléphonique :

- Dans le cas de numéros géographiques, à l'intérieur de la zone géographique; et
- Dans le cas de numéros non-géographiques, à n'importe quel endroit.

La portabilité des numéros nous a fourni une opportunité significative dans la mesure où les abonnés évitent l'obstacle du changement de leur numéro de téléphone lorsqu'ils changent de prestataire de service, ce qui a facilité la migration d'abonnés de Belgacom vers Telenet. Le 1^{er} octobre 2002, la portabilité des numéros de téléphones mobiles a été introduite, ce qui permet aux clients de garder le même numéro de portable lorsqu'ils changent d'opérateur mobile.

La Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques conserve l'obligation de portabilité des numéros à l'égard des prestataires de services téléphoniques accessibles au public, mais des détails supplémentaires concernant l'obligation de portabilité des numéros devront être spécifiés par arrêté royal. Entre-temps, les anciens arrêtés royaux relatifs à la portabilité des numéros restent en vigueur.

Sélection et Présélection de l'Opérateur

L'arrêté royal en date du 22 juin 1998 oblige les opérateurs de téléphonie fixe avec un PMS et les opérateurs qui contrôlent l'accès des utilisateurs finaux de ligne fixe, à offrir une sélection de l'opérateur, à compter du 1^{er} janvier 1998 et une présélection de l'opérateur, à compter du 1^{er} janvier 2000. La sélection de l'opérateur permet aux abonnés d'accéder aux services d'autres prestataires

(par exemple, pour les appels longue distance) sur une base appel par appel en composant le code de sélection de l'opérateur. La présélection de l'opérateur permet aux abonnés de choisir de recevoir des services d'un prestataire autre que le prestataire qui fournit la connexion ligne fixe à l'abonné de manière permanente sans composer un code de sélection de l'opérateur à chaque fois que le service est utilisé.

Nous utilisons la présélection de l'opérateur pour fournir un service téléphonique aux abonnés qui n'ont pas encore choisi de profiter de l'accès direct à notre service téléphonique après que la partie de Réseaux Combinés de la région où ils habitent ait été upgradé pour leur permettre d'accéder à ce service d'accès direct. Actuellement, il n'est pas commercialement possible pour les autres prestataires de service d'offrir des services de présélection d'opérateur sur le Réseau Combiné car les frais que nous facturons pour couvrir nos coûts, sont trop élevés pour permettre des offres de détail concurrentielles.

La Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques oblige les entités avec un PMS en ce qui concerne l'offre d'accès et l'usage de réseaux téléphoniques accessibles au public à un endroit fixe, à offrir les fonctions de sélection d'opérateur et de présélection d'opérateur à leurs abonnés à des prix raisonnables. Ils doivent également leur offrir la possibilité d'annuler tout choix présélectionné sur une base appel par appel.

Licences et Autorisations

Sous l'empire de la Loi de 1991, nous étions obligés d'obtenir une licence de téléphonie vocale et une licence d'infrastructure réseau de l'IBPT afin de fournir à nos abonnés des services de téléphonie fixe en Flandre. Ces licences nous permettaient de fournir un service de téléphonie vocale en Belgique aussi bien en accès direct que sur présélection de l'opérateur, en complément de la fourniture des services à valeur ajoutée y afférents tels que l'appel en conférence et d'autres ressources associées. En vertu de ces licences, nous étions également obligés de satisfaire des conditions de qualité de réseau minimum. Sous l'empire de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques, ces licences ont été remplacées par une "autorisation générale" sur notification.

Autorisation Générale

Sous l'empire de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques, l'obtention de licences n'est plus exigée pour fournir des services ou des réseaux de communications électroniques. Les opérateurs doivent seulement soumettre une notification à l'IBPT, après quoi ils peuvent commencer leur activité. La notification doit mentionner les données d'identification du prestataire et le nom de la personne chargée des relations avec l'IBPT, une description des services ou du réseau, et la date à laquelle les activités commenceront vraisemblablement. L'IBPT fournit ensuite à l'opérateur une déclaration standard confirmant la soumission d'une notification. Les prestataires de services ou de réseaux de communications électroniques ont une "autorisation générale" pour commencer leurs activités à compter de la notification. Ils doivent ensuite se conformer à certaines obligations concernant la sécurité, l'utilisation rationnelle, etc. du réseau et des services.

La Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques dispose que ceux qui détenaient une licence individuelle au moment de l'entrée en vigueur de la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques sont considérés comme ayant soumis cette notification. De ce fait, il ne nous est pas nécessaire de notifier à l'IBPT les activités pour lesquelles nous détenions une licence sous le régime réglementaire antérieur. En juillet 2005, nous avons notifié à l'IBPT nos activités de VoIP. Nous devons également notifier à l'IBPT la conclusion éventuelle d'un accord MVNO, qui est considéré comme un service de communications électroniques.

Le Nouveau Cadre liste des catégories de conditions qui pourraient être attachées à cette autorisation générale. Celles-ci concernent, entre autres, le financement des services universels (voir "—Réglementation de la Téléphonie—Service Universel"), les frais administratifs, l'interopérabilité des services et l'interconnexion des réseaux, les conditions environnementales (voir "Activité—Questions Environnementales"), la protection des données et de la vie privée (voir "—Réglementation de la Téléphonie—Protection de la vie privée"), les règles de protection des consommateurs (voir "—Réglementation de la Téléphonie"), à la mise en oeuvre des activités de surveillance par les

autorités nationales compétentes, et des mesures liées à la limitation de l'exposition du public aux champs électromagnétiques causés par les réseaux de communications électroniques.

Les réseaux de communications électroniques et les équipements qui y sont attachés peuvent potentiellement subir des interférences provenant de l'extérieur ("*ingress*") et peuvent également causer des interférences à des tiers ("*egress*"). Des directives et standards européens et internationaux ont été adoptés afin de réduire les interférences entre produits et services électroniques. Nous respectons les normes européennes et internationales d'émission en ce qui concerne nos réseaux. Nous requérons également des fabricants d'équipement de respecter les normes d'émission européennes et internationales en ce qui concerne les équipements réseau que nous utilisons, en ce compris les modems, les téléphones et les décodeurs.

Protection de la Vie Privée

En complément des réglementations générales applicables en matière de protection de la vie privée, la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques contient plusieurs dispositions qui concernent la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques.

Un premier jeu de dispositions concerne le traitement des données pour le transfert d'une communication sur un réseau de communications électroniques et la facturation de ce service ("*données de trafic*"). Les opérateurs doivent effacer les données de trafic lorsqu'elles ne sont plus requises pour transmettre une communication, bien que certaines données de trafic puissent être traitées à des fins de facturation de l'abonné et paiements d'interconnexion. Les fournisseurs peuvent traiter des données de trafic pour commercialiser leurs propres services de communications électroniques ou pour la fourniture de services avec des données de trafic ou des données de localisation, si l'abonné ou l'utilisateur a consenti à ce traitement.

Les "*données de localisation*" sont des données traitées dans un réseau de communications électroniques, indiquant la position géographique de l'équipement terminal d'un utilisateur d'un service de communications électroniques accessible au public. Les opérateurs de réseaux de téléphonie mobile peuvent traiter les données de localisation autres que les données de trafic, liées aux abonnés ou utilisateurs, uniquement lorsqu'ils sont anonymes ou avec le consentement des utilisateurs ou des abonnés dans la mesure et pour la durée nécessaire à la fourniture d'un service avec des données de trafic ou des données de localisation. Cette disposition ne s'appliquera cependant pas aux activités MVNO dans lesquelles nous pourrions nous engager, car nous n'opérerions pas le réseau de téléphonie mobile pertinent. Voir "*Activité—Nos Produits et Services—Produits et Services Futurs*."

Enfin, la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques dispose qu'il doit être donné la possibilité aux abonnés d'être exclus des annuaires téléphoniques ou de limiter l'étendue des informations personnelles comprises dans les annuaires.

Réglementation de l'Internet

Le régime réglementaire belge des télécommunications antérieur n'avait pas traité de manière spécifique la fourniture de services internet. La plupart des ces services, notamment la fourniture d'accès internet, étaient cependant considérés comme des services de télécommunications en vertu de la Loi de 1991, qui exigeait que les prestataires de services internet se déclarent auprès de l'IBPT quatre semaines avant le lancement de services internet. Selon l'IBPT, les services de téléphonie vocale par internet n'étaient pas soumis à la réglementation des services téléphoniques, car il a considéré que la qualité des services de téléphonie vocale par internet n'était pas encore équivalente à celle des services téléphoniques.

Conformément à l'approche technologiquement neutre du Nouveau Cadre, l'IBPT a abandonné la position mentionnée ci-dessus, sous réserve de possibles modifications à la lumière des futurs développements nationaux et internationaux. Ainsi, les services de téléphonie vocale par internet, notamment les services VoIP, que nous offrons, sont soumis aux mêmes réglementations qui s'appliquent à la téléphonie traditionnelle. Voir "*—Réglementation de la Téléphonie*". En effet, la Nouvelle Loi relative aux Communications Electroniques est applicable à toutes les communications électroniques autres que la transmission de signaux radio et télévisés.

La commission a identifié l'accès *broadband* en gros, qui offre des services équivalents à l'accès à un débit binaire, comme un marché sur lequel les autorités nationales de régulation devraient enquêter. Si l'IBPT identifie ce marché comme un marché pertinent en Belgique, il devra ensuite examiner s'il y a une concurrence effective sur ce marché. Si l'IBPT devait conclure qu'il n'existe pas de concurrence effective, il pourrait forcer les opérateurs détenant un PMS sur ce marché de fournir un accès à leurs réseaux à d'autres opérateurs et prestataires de service internet à des prix raisonnables. Nous ne fournissons actuellement un accès *broadband* qu'à nos utilisateurs finaux mais pourrions devenir actif sur le marché de l'accès *broadband* en gros si nous étions forcés d'accorder un accès à notre réseau *broadband* à d'autres opérateurs.

De plus, nos activités de FSI sont soumises à la loi relative à certains aspects juridiques des services de la société de l'information (la "Loi FSI"), qui énonce, dans ses parties pertinentes, les droits et devoirs des FSI lorsque leurs réseaux de communications électroniques est utilisé pour transmettre un contenu qui viole les droits de propriété intellectuelle concernés. La Loi FSI énonce, comme règle générale, que les FSI, tels que nous, ne peuvent pas être tenus responsables pour une information transmise à travers un réseau de communications électroniques. Les FSI doivent cependant délivrer l'information requise aux autorités judiciaires sur demande formelle de leur part. De plus, si un FSI a un avertissement formel qu'un contenu illégal est en train d'être transmis sur son réseau, il doit en informer les autorités de police compétentes dès que possible. Le Code de conduite ISPA de 1999 énonce la procédure en vertu de laquelle le FSI et les autorités fédérales travaillent pour traiter la question de la transmission de contenus illégaux à travers le réseau d'un FSI. Voir "—Le Nouveau Cadre".

Réglementation de la Télédiffusion

Vue d'Ensemble

A la différence des télécommunications qui sont soumises à une réglementation nationale détaillée, la diffusion radiophonique et télévisée est généralement réglementée par les communautés néerlandophone, francophone et germanophone de Belgique. La Cour d'Arbitrage a considéré que l'autorité réglementaire des différentes communautés s'applique à toutes les technologies de diffusion applicables, ce qui comprend ainsi, la diffusion satellite, terrestre, DSL et câblée. Les communautés flamande et française ont adopté une législation (dans la forme de décrets) qui gouverne la fourniture de services de diffusion dans leurs juridictions respectives. Le gouvernement fédéral conserve son autorité pour réglementer la diffusion à Bruxelles. De plus, le gouvernement fédéral peut réglementer certains aspects, ne concernant pas la diffusion, des communications radios, notamment limiter le pouvoir des émetteurs de diffusion et établir des conditions techniques et de sécurité pour les postes récepteurs de radio et tous autres équipements.

Actuellement, nos activités câblées sont localisées quasi exclusivement en Flandre. Précédemment elles étaient régies par le décret coordonné sur les médias du 25 janvier 1995 (le "Décret Médias"). Le Décret Médias a investi le Commissariat flamand aux médias (le "CFM") de l'autorité de réguler et contrôler la fourniture de service de diffusion et l'utilisation des équipements de réseau y afférent en Flandre. Le CFM est composé de six membres nommés par le gouvernement flamand : le président, deux commissaires et trois suppléants.

Le Décret Médias a autorisé le CFM à :

- délivrer des ordres avec demande de cesser et de s'abstenir de toute violation constatée du Décret Médias;
- obliger les prestataires de réseau câblé à diffuser toute décision du CFM dans la forme et au moment déterminé par le CFM;
- imposer des amendes administratives pour violation du Décret Médias et si elles ne sont pas payées en assurer le recouvrement; et
- accorder, suspendre ou annuler des licences.

Le Nouveau Cadre a été transposé, au niveau de la communauté flamande, par le Décret 2004 qui amende le Décret Médias. Le Décret Médias amendé a été combiné et consolidé le 4 mars 2005 (les "Décrets Média Coordonnés"). Le CFM est désormais responsable de la définition des marchés

pertinents dans le secteur des réseaux et services de diffusion, ainsi que de l'examen du caractère concurrentiel de ces marchés. Le cas échéant, il est responsable d'examiner les entreprises qui possèdent un PMS sur ces marchés et de déterminer les réglementations appropriées pour ces dernières.

Le 2 septembre 2005, le gouvernement flamand a soumis un projet de décret au parlement flamand afin de mettre en place un régulateur flamand des médias (*Vlaamse Regulator voor de Media*) et de modifier des dispositions du Décret Médias. Tel qu'il est actuellement envisagé, le régulateur flamand des médias serait composé de deux juges, l'un d'eux servant comme président, et de trois experts des médias. Il serait divisé en une "chambre générale" et une "chambre d'éthique". Le pouvoir qui est actuellement attribué au CFM et à certains autres régulateurs dans le secteur des médias serait transféré au régulateur flamand des médias. Le régulateur flamand des médias appliquerait les réglementations en matière de médias dans la communauté flamande, jugerait les litiges concernant la réglementation des médias et accorderait des licences et des autorisations en matière de médias. Le projet actuel énonce que ce décret entrera en vigueur à la date déterminée par le gouvernement flamand.

L'IBPT a demandé que la Cour d'Arbitrage annule le Décret de 2004. Entre autres, l'IBPT a plaidé que le législateur flamand avait outrepassé son autorité et violé le principe de proportionnalité en échouant dans la conclusion d'un accord de coopération avec le gouvernement fédéral et en réglementant au contraire les réseaux de communications électroniques de manière unilatérale, sans distinguer entre la diffusion et les télécommunications. Dans sa décision du 13 juillet 2005, la Cour d'Arbitrage a convenu que le législateur flamand ne pouvait pas réglementer l'infrastructure de réseau de communications électroniques en Flandre sans une coopération avec le législateur fédéral. C'est pourquoi elle a annulé une partie substantielle du Décret de 2004 transposant le Nouveau Cadre. Les dispositions concernées resteront cependant en vigueur jusqu'à ce que les gouvernements fédéral et communautaires concluent un accord de coopération et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2005.

Licences et Autorisations

En vertu du régime précédent, nous détenions deux types de licence pour transmettre et distribuer des signaux télévisés aux abonnés—des licences liées à la délivrance de signaux aux abonnés à travers notre boucle locale et une licence liée au transport de signaux de notre réseau central à fibres optiques aux têtes de réseau sur le Réseau Telenet. Ces licences ont été remplacées par une autorisation générale par le Décret de 2004.

Licences antérieures

Des licences permettant la délivrance de signaux à nos clients, détenues par notre ancienne filiale de télévision câblée, MixtICS, définissaient son domaine de service, les programmes de diffusion et les services qu'elle pouvait transmettre aux utilisateurs finaux. Telenet NV (connue ensuite sous le nom de Telenet Operaties NV) détenait notre licence d'infrastructure qui nous autorisait à construire et à faire fonctionner l'infrastructure nécessaire au transport des signaux de programmes entre et vers les réseaux câblés, et entre les têtes de réseau.

Autorisation générale

Le Décret de 2004 a remplacé l'obligation d'obtention de licences par les opérateurs de réseaux câblés par l'obligation pour ces opérateurs de notifier au CFM qu'ils font fonctionner un réseau câblé, assortie d'une obligation supplémentaire de notification au CFM en cas de transfert de ce réseau aux tiers. Le Décret de 2004 dispose que ceux qui détenaient une licence individuelle au moment de l'entrée en vigueur de ce texte seront considérés avoir soumis la notification exigée. C'est pourquoi nous n'avons pas besoin de notifier au CFM nos activités tant qu'aucun changement porté à nos activités n'intervient.

Must Carry

Le Décret Médias a imposé certaines obligations de "must carry" aux opérateurs câblés. Ces règles étaient en grande partie basées sur la langue du contenu diffusé—la communauté flamande a affirmé qu'il relève de l'intérêt public que tout citoyen reçoive une information, une éducation, une culture et

un divertissement dans sa langue. Ces règles ont une durée illimitée et s'appliquent, dans les faits, uniquement aux réseaux câblés.

Le Décret Médias fournit une liste des stations de radio et des chaînes de télévision que nous sommes autorisés à transmettre sur le Réseau Telenet. D'autres chaînes ne peuvent pas être transmises sans le consentement du CFM. Le Décret Médias, tel que modifié par le Décret de 2004, nous oblige à transmettre les stations de radio et chaînes de télévision suivantes :

- les stations de radio analogique et toutes chaînes de télévision de la VRT, le diffuseur public flamand, qui sont dirigées vers une audience située dans la zone opérationnelle de notre réseau câblé, à condition que les stations et chaînes diffusent des programmes qui sont en partie au moins en langue néerlandaise;
- les chaînes de télévision des diffuseurs régionaux autorisés, tels que ATV et RTV, à condition qu'ils soient en langue néerlandaise. Ces chaînes doivent seulement être délivrées aux résidents des zones géographiques desservies par le diffuseur régional;
- les chaînes de télévision des diffuseurs régionaux autorisés de la communauté flamande dans la mesure où elles sont offertes comme partie d'un package numérique acheté;
- deux stations de radio et deux chaînes de télévision de la RTBF, le diffuseur public de la communauté française, et la station de radio du diffuseur public de la communauté germanophone; et
- deux stations de radio et les chaînes de télévision (NOS 1, NOS 2 et NOS 3) du diffuseur public des Pays-Bas.

Avant l'entrée en vigueur du Décret de 2004, cette liste ne comprenait pas les chaînes de télévision des diffuseurs publics autorisés qui étaient offertes à l'intérieur d'un package numérique acheté. A la place, ils comprenaient les chaînes de télévision des diffuseurs privés autorisés, tels que VTM, visant la Communauté flamande tout entière, à condition que les chaînes diffusent des programmes qui soient en partie en langue néerlandaise. En conséquence des changements apportés par le Décret de 2004, le nombre des chaînes de télévision que nous devons diffuser en Flandre a été réduit de 15 à huit.

Nous pouvons facturer des frais commerciaux de diffusion de ces stations et de ces chaînes sur le Réseau Telenet. Cependant, nous devons transmettre gratuitement les programmes des diffuseurs régionaux qui constituaient déjà une partie de l'obligation de "*must carry*" sous le régime du Décret Médias. Nous diffusons également les programmes des diffuseurs publics gratuitement. La communauté flamande ne nous dédommage pas pour la diffusion, sur le Réseau Telenet, des chaînes des diffuseurs régionaux.

Tarification du Package Câblé

La loi du 22 janvier 1945 sur la réglementation économique et les prix (la "Loi Prix") et l'arrêté ministériel du 20 avril 1993 portant des dispositions particulières en matière de prix (l' "Arrêté Ministériel de 1993") obligent les distributeurs de services télévisés, entre autres, à recevoir le consentement préalable du ministre de l'économie avant de pouvoir mettre en œuvre toute augmentation de prix de leur offre de base. L'Arrêté Ministériel de 1993 qui est applicable dans les communautés française et flamande, ainsi qu'à Bruxelles, spécifie les procédures que les distributeurs de services télévisés, y compris nous, doivent suivre aux fins d'augmenter les frais facturés aux abonnés. En vertu de la Loi Prix et de l'arrêté royal du 3 juin 1969, la Commission pour la régulation des prix a été créée pour conseiller le ministre de l'économie sur les politiques de prix et pour gérer la procédure d'augmentation des prix. La Commission pour la régulation des prix est un organe du Service Public Fédéral Economie. Elle est composée d'un président, d'un vice-président, de deux rapporteurs, d'un conseiller juridique et de 88 membres, dont la moitié sont des membres suppléants. Les membres de la Commission pour la régulation des prix proviennent de différents groupes d'industriels et d'usagers. Les situations individuelles portées devant la Commission pour la régulation des prix sont revues par une sous-commission composée du président, du vice-président, des rapporteurs, des secrétaires, des représentants des Services Publics Fédéraux Economie et Finances et de dix membres issus de groupements spécifiques d'industriels et d'usagers, dotés d'une connaissance spécifique sur le sujet concerné.

Un distributeur de services télévisés ne pourrait pas facturer ses services pour plus que le prix approuvé par le ministre de l'économie, dont la décision est basée sur la recommandation de la Commission pour la régulation des prix. Des sociétés peuvent cependant décider librement de facturer des montants au-dessous de ce maximum. Au début de l'année 2003, le ministre de l'économie nous a autorisé à augmenter les frais de souscription de 25 % environ pour nos services de télévision câblée.

Les frais de droit d'auteur facturés aux abonnés ne sont pas soumis à ces restrictions de prix, bien que le Service Public Fédéral Economie doive être avisé des augmentations de ces droits.

Les prix des nouveaux produits dans, entre autres, le secteur de la "télédistribution", doivent être transmis au service de l'Inspection Générale des Prix et de la Concurrence, constitué par l'Arrêté Ministériel de 1993, pas plus tard que dix jours avant d'être mis en place.

Droit d'Auteur et Restrictions aux Retransmissions

La directive communautaire du 27 septembre 1993, qui régit la coordination de certaines règles concernant les droit d'auteurs applicables à la diffusion satellite et câblée, a été transposée en Belgique par la loi fédérale sur le droit d'auteur du 30 juin 1994. Le gouvernement fédéral, agissant par le biais du Service Public Fédéral Economie, réglemente toutes les questions liées au droit d'auteur. Ces réglementations s'appliquent à nos offres de télévision câblée basique, en format numérique ou analogique.

En vertu de la jurisprudence de la Cour de Cassation de Belgique et de la loi fédérale sur le droit d'auteur du 30 juin 1994, les sociétés de câble doivent obtenir l'accord des titulaires des droits d'auteurs applicables et des droits voisins pour diffuser des œuvres protégées sur les réseaux des opérateurs de câble, indépendamment du fait que les œuvres soient redistribuées ou directement générées par la société de câble.

Nous diffusons des œuvres protégées par le droit d'auteur sur notre réseau câblé en vertu d'accords passés avec plusieurs diffuseurs et agences qui représentent les titulaires de divers droits d'auteur, étrangers et nationaux. Ces accords ont été sujets à un contentieux récent. Voir "Activité—Procédures Judiciaires—Litiges en matière de Propriété Intellectuelle".

Nos offres "à la demande" respectent les dispositions du Décret Médias limitant la diffusion de programmes à contenu restreint par l'utilisation de l'encodage.

Télévision Payante et Acquisition Canal+

Le 29 août 2003, le CFM a approuvé le transfert de la licence de télévision payante et de télévision *pay per view* détenue par le groupe Canal+ à notre filiale PayTVCo, à condition que cette acquisition soit approuvée par l'autorité de concurrence belge. L'autorité de concurrence belge a autorisé l'acquisition le 12 novembre 2003. Cette approbation était soumise à certaines conditions, auxquelles nous nous conformons. Voir "Activité—Nos Produits et Services—Télévision Câblée—Télévision Câblée Premium—Acquisition Canal+". L'Acquisition Canal+ a été conclue en décembre 2003.

Historiquement, nous avons fourni nos services de câble premium dans un format numérique et analogique. Depuis septembre 2005, les chaînes payantes premium de Canal+, renommées "Prime", font partie des services premium iDTV que nous fournissons. Ces services sont régis par le Décret Médias.

Télévision Numérique Interactive

En septembre 2005, nous avons commencé à offrir l'iDTV à nos abonnés à la télévision câblée. En plus d'une sélection de chaînes de télévision câblée numérique, au fur et à mesure que nous développons ce service, les clients pourront également accéder à une variété de fonctions interactives, y compris les e-mails, des services de messages textes et d'autres services internet. Voir "Activité—Nos Produits et Services—Télévision Câblée—Télévision Câblée Premium".

Lorsque l'iDTV sera également utilisé à des fins de télécommunications, tels que l'e-mail et les messages textes, le législateur fédéral et les législateurs des communautés seront compétents à son

égard. C'est pourquoi nous nous attendons à ce qu'elle soit réglementée par le biais d'une coopération entre ces deux législateurs.

Réglementations Locales

Nous sommes soumis à certaines réglementations locales concernant nos réseaux, notamment les droits de passage réseau. Pour les réseaux de télécommunications, la Loi de 1991 énonce de manière explicite que les communes ne peuvent pas facturer des opérateurs réseau pour les droits de passage qui leurs sont alloués. Plusieurs communes ont mis en application un modèle de réglementation exigeant un paiement pour "les services communaux et l'usage du domaine public communal en conséquence des travaux sur le domaine public communal". Nous avons demandé aux gouverneurs des provinces flamandes de suspendre ces réglementations au motif que ces dernières violent la Loi de 1991. Plusieurs gouverneurs de province ont confirmé que ces règles ne s'appliquent pas à nos réseaux en raison de la primauté de la Loi de 1991.

Droit de la Concurrence

En complément des réglementations de secteur spécifiques, nous sommes également soumis aux règles communautaires et nationales de la concurrence. Les règles de concurrence communautaires, basées sur le traité communautaire, sont directement applicables en Belgique. Ces dispositions interdisent un comportement anticoncurrentiel de la part d'une société qui a une position dominante sur le marché, de même que les ententes entre concurrents qui pourraient affecter le commerce entre Etats Membres de l'Union européenne et qui ont pour objet ou pour effet de restreindre ou d'empêcher la concurrence à l'intérieur de l'Union européenne. Les règles de concurrence belges contiennent des dispositions identiques qui sont applicables dès le moment où le marché belge ou une partie substantielle de ce dernier, est affecté. La Commission européenne, le Conseil de la Concurrence belge et les juridictions civiles belges ont compétence dans les cas impliquant toute violation ou violation suspectée de ces dispositions.

Les règles de concurrence nationales et européennes pourraient limiter notre capacité à faire des offres conjointes de services téléphoniques, internet, de télévisions et/ou des produits interactifs intermédiaires couplés. Voir "—Dispositions Applicables à Toutes les Communications Electroniques—Offres Conjointes". L'interdiction des abus de marché pourrait nous empêcher de coupler un service ou un produit pour lequel nous détenons une position de marché dominante avec un service ou un produit pour lequel nous n'avons pas une telle position. En particulier, il se pourrait que nos ventes couplées d'offres télévisées soient admises dans une moindre mesure en raison de notre part de marché en ce qui concerne la distribution télévisuelle. Voir "Activité—Nos Produits et Services—Ventes Résidentielles, Marketing et Service-Client".

MANAGEMENT ET GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Les principaux actionnaires de Telenet Group Holding que sont les MIC, le Consortium Liberty Global, Electrabel, le Consortium Financier, GIMV et Interkabel, ont conclu un pacte d'actionnaire concernant le gouvernement d'entreprise de Telenet Group Holding, Telenet Communications, Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet Vlaanderen et Telenet NV (séparément, une "Société" et, collectivement, les "Sociétés"). Ces actionnaires ont l'intention de conclure un accord à la date de clôture de l'Offre (le "Contrat de Syndicat"), qui amendera le pacte d'actionnaires existant.

Les Administrateurs

Le Conseil d'administration de Telenet Group Holding est actuellement composé de 16 membres, dont trois membres indépendants. Treize de ces membres sont aussi membres des Conseils d'administration de Telenet Communications, Telenet Bidco, Telenet Holding et Telenet Vlaanderen, et onze de ces membres siègent également au Conseil d'administration de Telenet NV, tandis que les trois administrateurs indépendants de Telenet Group Holding ne siègent qu'au Conseil d'administration de Telenet Group Holding. Trois administrateurs indépendants différents siègent aux Conseils d'administration de Telenet Communications, Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet Vlaanderen et Telenet NV. Il y a actuellement un poste d'administrateur vacant au sein des Conseils d'administration de chacune des Sociétés, à l'exception de celui de Telenet NV au sein duquel il y a actuellement deux postes vacants. Voir "—Composition des Conseils d'administration—Généralités."

A la date du présent Prospectus, les membres des Conseils d'administration de Telenet Group Holding et de Telenet Communications (ainsi que leur âge au 30 septembre 2005) sont présentés dans le tableau ci-dessous. Tous ces mandats expirent à l'assemblée générale annuelle des actionnaires de 2008.

Nom	Age	Fonction ⁽¹⁾	Adresse professionnelle
Frank Donck ⁽²⁾	40	Président du Conseil d'administration	Rijvisschestraat 118, B-9052 Zwijnaarde
Duco Sickinghe	47	<i>Chief Executive Officer</i> et Administrateur délégué	Liersesteenweg 4, B-2800 Malines
Michel Allé ⁽³⁾	55	Administrateur Indépendant, Telenet Communications et certaines filiales	Luchthaven Brussel Nationaal, B-1930 Zaventem
Marcel Bartholomeeussen ⁽⁴⁾⁽⁵⁾ . . .	56	Administrateur	Boombekelaan 14, B-2660 Hoboken
Alex Brabers ⁽⁶⁾	40	Administrateur	Karel Oomsstraat 37, B-2018 Anvers
Charles Bracken ⁽⁷⁾	39	Administrateur	Michelin House, 81 Fulham Road, Londres SW3 6RD, Royaume-Uni
Guido De Keersmaecker ⁽⁸⁾	62	Administrateur Indépendant, Telenet Communications et certaines filiales	Leo Dartelaan 6, B-3001 Heverlee
Julien De Wilde ⁽⁹⁾	61	Administrateur Indépendant, Telenet Group Holding	Pres. Kennedypark 18, B-8500 Kortrijk
Michel Delloye ⁽¹⁰⁾	49	Administrateur Indépendant, Telenet Group Holding	Avenue des Cytises 6, B-1180 Bruxelles
Yvan Dupon ⁽¹¹⁾	61	Administrateur	Regentlaan 8, B-1000 Bruxelles
Saul D. Goodman ⁽⁷⁾	37	Administrateur	55 East 52nd Street, 43rd Floor, New York, NY 10055, U.S.A.
Serge Grysolle ⁽¹²⁾	51	Administrateur	Vrijheidstraat 39, B-9300 Aalst

Nom	Age	Fonction ⁽¹⁾	Adresse professionnelle
Patrick Moenaert ⁽⁵⁾⁽¹²⁾	56	Administrateur	Stadhuis Burg, B-8000 Bruges
Shane O'Neill ⁽⁷⁾	44	Administrateur	Michelin House, 81 Fulham Road, Londres SW3 6RD, Royaume-Uni
Jozef Roos ⁽¹³⁾	62	Administrateur Indépendant, Telenet Communications et certaines filiales	Losbergenlaan 12, B-3001 Louvain
André Sarens ⁽¹²⁾	52	Administrateur	Regentlaan 8, B-1000 Bruxelles
Paul Van De Casteele ⁽¹²⁾	63	Administrateur	Markt 1, B-9220 Hamme
Friso van Oranje ⁽³⁾⁽⁹⁾	37	Administrateur Indépendant, Telenet Group Holding	Stieltjesweg 1, PO Box 477, 2600 AL, Delft, Pays-Bas
Freddy Willockx ⁽¹²⁾	58	Administrateur	Stadhuis, Grote Markt, B-9100 Sint-Niklaas

- (1) Les administrateurs sont nommés aux conseils d'administration de Telenet Group Holding, Telenet Communications, Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet Vlaanderen et Telenet NV sauf stipulation contraire.
- (2) Nommé sur proposition du Consortium Financier, conformément au pacte d'actionnaires.
- (3) Nommé administrateur indépendant conformément au pacte d'actionnaires.
- (4) Nommé sur proposition d'Interkabel, conformément au pacte d'actionnaires.
- (5) Pas administrateur de Telenet NV.
- (6) Nommé sur proposition du GIMV, conformément au pacte d'actionnaires.
- (7) Nommé sur proposition du Consortium Liberty Global, conformément au pacte d'actionnaires.
- (8) En tant que représentant permanent d'Abaxon BVBA; nommé administrateur indépendant de Telenet Communications et de certaines filiales, conformément au pacte d'actionnaires.
- (9) Nommé administrateur indépendant de Telenet Group Holding, conformément au pacte d'actionnaires.
- (10) En tant que représentant permanent de Financière des Cytises NV (Cytifinance NV); nommé administrateur indépendant, conformément au pacte d'actionnaires.
- (11) Nommé sur proposition d'Electrabel, conformément au pacte d'actionnaires.
- (12) Nommé sur proposition des MIC, conformément au pacte d'actionnaires.
- (13) En tant que représentant permanent de JRoos BVBA; nommé administrateur indépendant de Telenet Communications et de certaines filiales, conformément au pacte d'actionnaires.

Frank Donck, Président du Conseil d'administration

Frank Donck exerce la fonction d'administrateur des Sociétés depuis 1996 et celle de Président du Conseil d'administration depuis décembre 2004. Monsieur Donck est aussi administrateur de plusieurs autres sociétés, dont la majorité sont des sociétés non cotées. Il exerce ses principales fonctions d'administrateur au sein d'Ibervest NV, société dans laquelle il est *Executive Director* depuis 1987; au sein de 3D NV, société dans laquelle il est *Executive Director* depuis 1992; et au sein d'Afinia Plastics NV, société dans laquelle il est *Executive Chairman* depuis 2000. Il est aussi membre ou président du conseil d'administration, entre autres, de Atenor Group, KBC Group NV et Zenitel NV.

Michel Allé, Administrateur Indépendant

Michel Allé exerce les fonctions d'administrateur des Sociétés, à l'exception de Telenet Group Holding, depuis mai 2005. Il est actuellement le directeur financier de BIAC NV/SA (Aéroport

National de Bruxelles), une ancienne entreprise publique privatisée en 2004. A partir d'Octobre 2005, il sera *General Manager of Finance des Chemins de Fer belges*, au sein de la holding NMBS/SNCB, une entreprise publique. De 1987 à 2000, Monsieur Allé a travaillé pour le Groupe Cobepa, au sein duquel il fut membre du *Management Committee* de 1995 à 2000. Il est actuellement administrateur, parmi d'autres, de Euroscreen, TDS Acior (Président) et MobilExpense. Monsieur Allé est également Professeur de Finance à la Solvay Business School (ULB), dont il a été président entre 1997 et 2001, et Professeur d'Economie à l'Ecole Polytechnique de l'ULB.

Marcel Bartholomeeussen, Administrateur

Marcel Bartholomeeussen exerce la fonction d'administrateur des Sociétés depuis 1996. Il a démissionné du Conseil de Telenet NV en août 2005, mais reste membre du Conseil d'Administration des autres compagnies Telenet. Monsieur Bartholomeeussen est Président du Conseil d'administration d'Integan, Président du Conseil d'administration d'Interkabel, administrateur d'AWW (Société de distribution des eaux d'Anvers), Président du Conseil d'administration de Digipolis et administrateur du Port d'Anvers.

Alex Brabers, Administrateur

Alex Brabers exerce la fonction d'administrateur des Sociétés depuis 1998. Monsieur Brabers est *Executive Vice President—Information and Communications Technology* chez GIMV, une entreprise d'investissement basée en Belgique partiellement détenue par le gouvernement flamand. Monsieur Brabers a rejoint GIMV en tant que directeur des investissements en 1990. Au sein de GIMV, Monsieur Brabers a été responsable des investissements internationaux en capital risque dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Il est actuellement membre, entre autres, des conseils d'administration de Telos Technology, Language & Computing NV et Inside Contactless.

Charles Bracken, Administrateur

Charles Bracken est administrateur des Sociétés depuis juillet 2005. Depuis février 2004, il est Co-Chief Financial Officer de Liberty Global, Inc. ("Liberty Global"). Mr. Bracken a aussi exercé les fonctions de Chief Financial Officer de Liberty Global Europe et ses prédécesseurs depuis novembre 1999 et membre du Conseil de Management UPC de juillet 1999 à septembre 2003. De mars 1999 à novembre 1999 Mr. Bracken a exercé la fonction d'administrateur-délégué chargé de la stratégie, des acquisitions et du développement de la société pour l'UPC. Depuis 2000, Mr. Bracken exerce la fonction d'administrateur de Priority Telecom, une société coté sur Euronext ainsi que de membre de Conseil d'Administration de UPC NV. En addition, Mr. Bracken exerce la fonction d'administrateur et/ou fonctionnaire de différentes filiales européennes de Liberty Global.

Guido De Keersmaecker, Administrateur Indépendant (représentant Abaxon BVBA)

Guido De Keersmaecker est le représentant permanent d'Abaxon BVBA, une société belge à responsabilité limitée qui est administrateur indépendant des Sociétés, à l'exception de Telenet Group Holding. Monsieur De Keersmaecker a été nommé administrateur indépendant de Telenet Group Holding en 2003, fonction qu'il a exercée jusqu'à ce qu'il démissionne en mars 2004 et qu'il soit remplacé par Abaxon. De 1993 à son départ à la retraite en 2003, Monsieur De Keersmaecker était membre du comité de direction et exerçait les fonctions de *Managing Partner* du fabricant de produits de consommation Henkel KGaA. Henkel est spécialisé dans l'offre de produits d'entretien, d'articles de toilette, de produits de beauté et d'adhésifs, dans le monde entier. Monsieur De Keersmaecker est actuellement Président du conseil d'administration de Henkel Belgium NV.

Julien De Wilde, Administrateur Indépendant

Julien De Wilde exerce les fonctions d'administrateur indépendant de Telenet Group Holding depuis mai 2004. Il a travaillé 13 ans chez Alcatel où il était Président et *Chief Executive Officer* d'Alcatel Bell, et membre de son Comité de Direction. Monsieur De Wilde a aussi exercé les fonctions d'*Executive Vice President* d'Alcatel Europe, Moyen Orient, Afrique et Inde et a été membre du Comité Exécutif d'Alcatel au niveau mondial. Avant de rejoindre Alcatel, Monsieur De Wilde a occupé plusieurs postes de direction au sein de Texaco Belgique et au sein du Comité de Direction européen

de Texaco Europe. Actuellement, Monsieur De Wilde est Administrateur Délégué du groupe Bekaert. Il est aussi Président d'Honneur du Conseil d'administration d'Agoria.

Michel Delloye, Administrateur Indépendant (représentant Financière des Cytises (Cytifinance) NV)

Michel Delloye est le représentant permanent de Cytifinance NV, une société de gestion et de conseil qui exerce les fonctions d'administrateur indépendant de Telenet Group Holding depuis mai 2003. De 1998 à 1999, Monsieur Delloye a été *Chief Executive Officer* de *Central European Media Enterprises*, et de 1992 à 1996, il a exercé les fonctions de *Chief Executive Officer* du groupe RTL, l'émetteur européen de télévision et de radio. De 1984 à 1992, Monsieur Delloye a occupé de nombreuses fonctions au sein du groupe Bruxelles Lambert en Belgique et aux Etats-Unis, exerçant avant son départ les fonctions de directeur général. Monsieur Delloye est aussi administrateur, entre autres, des sociétés EVS Broadcast Equipment, Brederode NV et Trust Capital Partners NV.

Yvan Dupon, Administrateur

Yvan Dupon exerce les fonctions d'administrateur des Sociétés depuis 1996. Depuis 2001, Monsieur Dupon est Directeur Général—Distribution en Flandre pour Electrabel NV, la plus grande entreprise de service public belge. Monsieur Dupon a été Directeur Général chargé de la distribution des services de télévision câblée chez Electrabel à partir de 1994 et jusqu'à ce que ces services soient vendus au groupe Telenet en 2002. Monsieur Dupon est administrateur d'Electrabel et membre du conseil d'administration et/ou du comité de direction de Distrigas, Eco Flanders NV, Indaver NV, Nobema NV, Fabricom NV, Soltech NV, Photovoltech NV et Teveo NV.

Saul D. Goodman, Administrateur

Saul D. Goodman exerce les fonctions d'administrateur des Sociétés depuis mars 2003. Monsieur Goodman est actuellement *Senior Managing Director* d'Evercore Partners Inc. qu'il a rejoint en mai 1998. Avant de rejoindre Evercore, Monsieur Goodman était *Vice President* de l'*Investment Banking Division* de Lehman Brothers, où il était spécialisé dans les médias et les télécommunications. De 1999 à 2003, Mr. Goodman a exercé la fonction de membre du Conseil d'Administration de American Media, Inc.

Serge Grysolle, Administrateur

Serge Grysolle exerce les fonctions d'administrateur des Sociétés depuis décembre 2004. Il est actuellement Président du Conseil de Programme (*Programmaraad*), conseil qui surveille le contenu de certaines chaînes câblées ainsi que les questions relatives aux tarifs. Il est aussi *deputy chairman* d'Intermixt, une association d'entreprises intercommunales mixtes qui sont actionnaires de Telenet Group Holding. Monsieur Grysolle occupe de nombreuses fonctions de direction au sein de l'administration locale.

Patrick Moenaert, Administrateur

Patrick Moenaert exerce les fonctions d'administrateur des Sociétés depuis juin 2004. En juillet 2005, il a démissionné de ses fonctions au conseil d'administration de Telenet NV. Monsieur Moenaert a occupé différents postes dans l'administration locale et fédérale. Dans le cadre de ses fonctions au sein de l'administration fédérale, il a été conseiller au Ministère belge de l'Intérieur et Secrétaire privé et Secrétaire de Cabinet du Ministre des Affaires Sociales, du Développement, de la Coopération et de l'Education. Les rôles de Monsieur Moenaert au sein de l'administration locale incluent, entre autres, celui de Bourgmestre de Bruges, un poste qu'il occupe depuis 1995. Il est aussi administrateur de MBZ (Comité de Direction du Port de Zeebrugge) et membre du Conseil d'administration du Collège d'Europe.

Shane O'Neill, Administrateur

Shane O'Neill exerce les fonctions d'administrateur des Sociétés depuis décembre 2004. Monsieur O'Neill est actuellement *Chief Strategy Officer* de Liberty Global où il est responsable des activités de stratégie, des fusions et acquisitions et du développement. Auparavant, il a occupé diverses fonctions financières et opérationnelles au sein de la banque Macquarie, de KPMG et, jusqu'à 1999, de Goldman Sachs. Monsieur O'Neill est également Président de Chellomedia, la division contenus et services de Liberty Global. Chez Goldman Sachs, Monsieur O'Neill a travaillé aux bureaux de New York, Sidney et

Londres dans les domaines des fusions et acquisitions et du financement d'entreprises, pour des clients opérant dans le domaine des médias et de la communication. Dans le Liberty Global Group, Mr. O'Neill est administrateur de Princess Holding, Ltd. et Zone Vision Network Ltd., ainsi qu'administrateur de SBS Broadcasting SA.

Jozef Roos, Administrateur Indépendant (représentant permanent de JRoos BVBA)

Jozef Roos est le représentant permanent de JRoos BVBA, une société belge à responsabilité limitée qui exerce les fonctions d'administrateur indépendant des Sociétés, à l'exception de Telenet Group Holding, depuis mai 2005. Jusqu'à sa retraite en 2003, il était *Executive Vice President* de Arcelor, une société spécialisée dans la production d'acier, et avant cela *Chief Executive Officer* de ALZ NV depuis 1996. Actuellement, il est Président de l'Université Catholique de Louvain (KU Leuven), où il a été professeur pendant 18 ans. Jusqu'en 2004, il a été membre des conseils d'administration de plusieurs sociétés industrielles et de services, y compris Distrigas NV, Fluxys NV, Haven Genk NV, Sidmar NV et ALZ NV (et d'autres sociétés liées au secteur de l'acier). Avant cela, il a également été Président de VITO (l'institut flamand pour la recherche technologique) et du Conseil flamand de la Politique Scientifique (*Vlaamse Raad voor Wetenschapsbeleid*).

André Sarens, Administrateur

André Sarens exerce les fonctions d'administrateur des Sociétés depuis décembre 2003. Monsieur Sarens est actuellement conseiller au sein de la direction générale d'Electrabel Belgique/Luxembourg pour les activités de distribution, ayant auparavant occupé de nombreux postes de direction dans les domaines de la finance et de l'administration pour les activités de services publics de distribution d'Electrabel en Belgique. En ces qualités, il représente Electrabel et les entreprises intercommunales mixtes dans leurs affaires avec Telenet depuis 1999. Monsieur Sarens est membre des conseils d'administration de plusieurs entreprises intercommunales mixtes en Flandre ainsi que du conseil d'administration d'Electrabel Netten Vlaanderen et Electrabel Green Project Flanders.

Paul Van De Castele, Administrateur

Paul Van de Castele exerce les fonctions d'administrateur des Sociétés depuis janvier 2005. Il a occupé de nombreuses fonctions de direction au sein des administrations locales et régionales ainsi que dans le secteur des services de distribution. Actuellement, Monsieur Van de Castele est *President* d'Intergem, société spécialisée dans la distribution de gaz et d'électricité. Il est aussi bourgmestre de Hamme. Auparavant, Monsieur Van de Castele occupait le poste d'Inspecteur Général de l'Agence Flamande pour l'Environnement (*Vlaamse Milieumaatschappij*) et était Président d'Intermixt, une association d'entreprises intercommunales mixtes.

Friso van Oranje, Administrateur Indépendant

Friso van Oranje exerce les fonctions d'administrateur indépendant de Telenet Group Holding depuis septembre 2004. De 1998 à 2003, Monsieur van Oranje était banquier d'affaires chez Goldman Sachs à Londres, où il exerçait les fonctions d'*Associate* et *Executive Director* et, de 1995 à 1997, il a travaillé comme consultant au bureau d'Amsterdam de McKinsey & Company. Parmi ses clients figuraient principalement des sociétés du secteur des télécommunications, des médias et de la technologie, y compris plusieurs sociétés de câble qu'il a conseillé en matière de financement, de fusions et acquisitions et autres activités annexes. Actuellement, Monsieur van Oranje est administrateur de l'Organisation néerlandaise pour la Recherche Scientifique (TNO) à Delft et administrateur de Wittair Limited.

Freddy Willockx, Administrateur

Freddy Willockx exerce les fonctions d'administrateur des Sociétés depuis décembre 2004. Monsieur Willockx a occupé de nombreux postes politiques au sein de l'administration fédérale et il est bourgmestre de Sint-Niklaas depuis 2001. Monsieur Willockx a été élu député en 1979, et a exercé les diverses fonctions gouvernementales telles que Ministre, commissaire, clerc et de nombreuses fonctions politiques locales. De 1994 à 1999, Mr. Willockx a été membre du Parlement européen. Avant de rejoindre le parlement, Monsieur Willockx a occupé diverses fonctions locales et fédérales et a notamment travaillé pour le Ministre Willy Claes.

Rémunération

Depuis le 1^{er} janvier 2005, les administrateurs de Telenet Group Holding sont rémunérés par un montant annuel forfaitaire de €24.000 par administrateur indépendant et €12.000 pour chacun des autres administrateurs. De surcroît, tous les administrateurs reçoivent des jetons de présence d'un montant de €2.000 pour chacune des réunions du conseil d'administration auxquelles ils assistent, soit en personne, soit par téléconférence. Les administrateurs ne perçoivent pas de rémunération pour leurs services ou leur présence au sein des conseils d'administrations des autres Sociétés Telenet, sauf les trois administrateurs indépendants de Telenet Communications qui sont rémunérés de la même manière que les administrateurs indépendants de Telenet Group Holding. Pour l'exercice 2004, nous avons encouru une somme globale totale de €146.000 en honoraires pour tous les administrateurs non-indépendants (en comparaison avec la somme de €124.000 versée en 2003), y compris toutes les rémunérations conditionnelles ou différées, ainsi que les avantages de tous types. En 2004, la somme encourue au profit des administrateurs indépendants s'élevait à €118.000. Il n'y a pas de rémunération supplémentaire pour les réunions des comités.

Comités du Conseil d'administration

Les Statuts de chacune des Sociétés Telenet stipulent que le conseil d'administration de chacune de ces Sociétés doit créer un Comité d'Audit, un Comité HRO, un Comité Stratégique et un Comité de Nomination (étant entendu que le Comité HRO peut également servir de Comité de Nomination). Le conseil d'administration peut établir d'autres comités à sa discrétion. Ces comités n'ont qu'un rôle consultatif. Ils n'ont pas le pouvoir de prendre des décisions engageant les Sociétés.

Conformément au Contrat de Syndicat, le Comité HRO doit être présidé par un administrateur indépendant, alors que les autres comités seront présidés par un administrateur tel que le Conseil d'Administration en décidera. Le Pacte d'Actionnaires prévoit que le Comité Stratégique doit être composé d'au moins un administrateur nommé par commun accord entre les MIC et Electrabel, d'au moins un administrateur nommé sur désignation de Liberty Global Consortium et d'au moins un directeur nommé sur désignation de la majorité des parties restantes au Pacte d'Actionnaires (les "Actionnaires du Syndicat") pour autant que les Actionnaires du Syndicat pertinents ont le droit de nommer un administrateur. Les autres comités seront composés par la majorité des membres du Conseil d'administration, excepté le fait que chaque Actionnaire du Syndicat qui a le droit de nommer au moins un administrateur sera représenté dans tous ces comités par un administrateur nommé par celui-ci aussi longtemps que celui-ci a le droit de nommer un administrateur. Interkabel et les MIC ont chacun le droit de nommer jusqu'à deux consultants permanents et de nommer jusqu'à deux consultants permanents. Voir également "—Composition des Conseils d'Administration— Administrateurs Indépendants."

Comité d'Audit

Le Comité d'Audit est un comité du Conseil d'administration composé de certains administrateurs qui n'ont aucune responsabilité opérationnelle au sein du groupe Telenet. Il sert de Comité d'Audit pour chacune des Sociétés Telenet. Les principales tâches du Comité d'Audit sont de se réunir régulièrement pour assister le Conseil d'administration dans l'examen des informations financières préparées par Telenet Group Holding, des systèmes de contrôle interne mis en place par le Conseil d'administration et la direction, du processus d'audit et de la bonne application des règles de bonne gestion financière, dans les limites des lois applicables.

Au 15 septembre 2005, les membres du Comité d'Audit étaient : Alex Brabers, Président, Michel Delloye (en qualité de représentant permanent de Cityfinance), Charles Bracken, André Sarens et Michel Allé.

Comité des Ressources Humaines et de l'Organisation

Le Comité des Ressources Humaines et de l'Organisation ("Comité HRO") est un comité du Conseil d'administration qui sert de Comité HRO pour chacune des Sociétés Telenet. Les membres de ce comité ne possèdent pas de responsabilités opérationnelles au sein du groupe Telenet. Les principales tâches du Comité HRO sont de se réunir régulièrement pour assister le Conseil d'administration en ce qui concerne l'examen des salaires, des bonus et des politiques de recrutement et de rétention.

Au 1^{er} septembre 2005, les membres du Comité HRO étaient : Guido De Keersmaecker (en qualité de représentant permanent de Abaxon BVBA), Président; Shane O'Neill; Yvan Dupon; et Jozef Roos (en qualité de représentant permanent de JRoos BVBA). De surcroît, Jo Geebelen est membre conseiller.

Comité Stratégique

Le Comité Stratégique de Telenet Group Holding est un comité du Conseil d'administration qui se réunit régulièrement avec le *Chief Executive Officer* pour étudier la stratégie générale de Telenet Group Holding et de ses filiales.

Au 15 septembre 2005, les membres du Comité Stratégique étaient : Alex Brabers; Franck Donck; Yvan Dupon; Julien de Wilde, Président; Serge Grysolle; Shane O'Neill; Duco Sickinghe; et Jo Geebelen assiste aux réunions en qualité de conseiller permanent.

Comité de Nomination

Le Conseil d'administration envisage soit de créer un Comité de Nomination soit de confier les tâches du Comité de Nomination au Comité HRO. Les tâches principales du Comité de Nomination seraient d'assister le Conseil d'administration en ce qui concerne ses recommandations à l'assemblée générale des actionnaires au sujet de la nomination des administrateurs indépendants et d'établir des procédures de sélection et de nomination.

Code de Gouvernement d'Entreprise (Corporate Governance)

Le Conseil d'administration envisage de créer un Comité de Gouvernement d'Entreprise. La tâche principale du Comité de Gouvernement d'Entreprise serait de créer une Charte de Gouvernement d'Entreprise ainsi qu'envisagé par Le Code belge de Corporate Governance (le "Code Lippens"), de revoir la publication d'information relative au gouvernement d'entreprise dans le rapport annuel et de surveiller le respect des règles en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2006. L'objectif serait de respecter le Code Lippens de la manière la plus complète possible.

Composition des Conseils d'Administration

Généralités

Actuellement, le Conseil d'administration de Telenet Group Holding est composé de 16 membres, dont trois administrateurs indépendants. Voir "—Administrateurs Indépendants." Les Statuts stipulent que le conseil peut être composé au maximum de 17 administrateurs dont trois doivent être indépendants. Les administrateurs sont nommés pour une durée maximale de six ans. Les administrateurs nommés en remplacement d'administrateurs démissionnant avant la fin du terme de ces derniers n'exercent leurs fonctions que durant la période du terme original restant à courir avant les nouvelles élections. Actuellement, tous les mandats des administrateurs expireront à la date de l'assemblée générale annuelle de 2008, sauf en ce qui concerne le Conseil d'administration de Telenet Group Holding, pour lequel les mandats de M. A. Brabers et F. Donck expirent en 2006 et ceux de A. Sarens et Y. Dupon expirent en 2009.

Cinq des 16 administrateurs de notre Conseil d'administration ont été nommés sur désignation par les MIC, trois sur désignation par le Consortium Liberty Global et un membre du conseil a été nommé par chacun des PIC, GIMV, le Consortium Financier et Electrabel. Les autres administrateurs sont notre chief executive officer et les trois administrateurs indépendants.

En vue de l'Offre, le pacte d'actionnaires sera modifié par le contrat de syndicat, qui introduira certains droits concernant la nomination des administrateurs par les actionnaires qui sont parties au Contrat de Syndicat. Premièrement, les Actionnaires du Syndicat auront le droit de nommer un administrateur (un "Administrateur Qualifié") pour chaque bloc de 7 % des Actions de Telenet Group Holding qu'il détient. Les Actionnaires du Syndicat qui détiennent entre 3 % et 7 % des Actions de Telenet Group Holding ont aussi le droit de nommer un administrateur. En outre, si les MIC et Electrabel détiennent ensemble moins de 21 % mais plus de 6 % des Actions de Telenet Group Holding, ils auront le droit de nommer un administrateur supplémentaire (l' "Administrateur Supplémentaire d'Electrabel"). Deuxièmement, les Actionnaires du Syndicat ont l'obligation, en vertu du Contrat de Syndicat, de nommer et de soutenir l'élection de la personne agissant en qualité de *Chief Executive Officer* en tant qu'administrateur. Troisièmement, les places vacantes au Conseil

d'administration qui restent non pourvues après avoir donné effet à ces droits de nomination et à l'élection des administrateurs indépendants (voir aussi ci-dessous "Administrateurs Indépendants"), peuvent faire l'objet d'une nomination pour élection par les Actionnaires du Syndicat détenant individuellement ou collectivement la majorité des Actions sujettes au Contrat de Syndicat (les "Actions du Syndicat"). Si un Actionnaire du Syndicat détient plus de 50 % des Actions du Syndicat, mais ne peut pas nommer la majorité des membres du conseil d'administration (autres que les administrateurs indépendants), l'Actionnaire du Syndicat détenant le pourcentage le plus bas parmi les Actionnaires du Syndicat ayant entre 3 % et 7 % des Actions de Telenet Group Holding sera déchu de son droit de nommer un administrateur, mais aura à la place le droit de nommer un observateur. Si un Actionnaire du Syndicat détient plus de 50 % des Actions de Telenet Group Holding, il aura le droit de nommer des candidats pour au moins la majorité des administrateurs. En outre, le Contrat de Syndicat et les Statuts prévoient que, aussi longtemps qu'un Actionnaire du Syndicat ne transfère pas plus de 10 % des Actions qu'il détenait le 9 août 2002 (à l'exception de certains transferts autorisés), il aura le droit de désigner au moins un administrateur. Finalement, l'Administrateur Supplémentaire d'Electrabel peut, à la demande du Consortium Liberty Global, être démis de ses fonctions s'il apparaît que, sans les services de cet administrateur, Telenet Group Holding pourrait être consolidé conformément aux U.S. GAAP. En conséquence de ces droits de nomination au Contrat de Syndicat, le Consortium Liberty Global serait en mesure de nommer, et sans doute de désigner, lors d'une assemblée générale d'actionnaires, la majorité au sein de notre Conseil d'administration même sans posséder la majorité des Actions, pour autant qu'il détienne la majorité des Actions qui sont aux mains des Actionnaires du Syndicat.

La composition de notre Conseil d'administration est pour le moment basée sur les participations respectives de chacun des Actionnaires du Syndicat avant l'Offre. La composition de notre Conseil d'administration pourrait toutefois changer après l'Offre, en particulier si la participation d'un Actionnaire du Syndicat qui est un Actionnaire Cédant devait passer sous le seuil de 3 % ou s'il en résultait moins de blocs de 7 %, chaque bloc de 7 % donnant droit à nommer un administrateur. La composition du Conseil d'administration pourrait changer plus encore si Liberty devait décider d'exercer les Call Options BCI, puisque ceci réduirait encore la participation des Actionnaires belges. Voir également "—Options sur les Actions Existantes—BCI Call Options."

Administrateurs Indépendants

Conformément aux Statuts, les Administrateurs Indépendants sont élus par une majorité des actionnaires parmi les candidats nommés par le Conseil d'administration ou par le Comité de Nomination. Les Statuts stipulent par ailleurs que dans le cas où un actionnaire posséderait plus de 50 % des Actions, les administrateurs indépendants seront élus parmi les candidats nommés par la majorité des votes présents ou représentés à l'assemblée générale des actionnaires autres que les votes de l'actionnaire détenant plus de 50 % des Actions de Telenet Group Holding. Les administrateurs indépendants doivent remplir les critères des Statuts et du Code des sociétés belge.

Suivant la cotation des *Senior Discount Notes* sur la Bourse de Luxembourg, le nombre d'administrateurs indépendants a été porté à trois, afin de pouvoir respecter les conditions posées par les lois belges applicables aux sociétés belges possédant des valeurs mobilières, telles que des titres de créance, cotées sur un marché réglementé de l'Union Européenne. De manière similaire, trois administrateurs indépendants ont été élus au Conseil d'administration de Telenet Communications, car elle possède aussi des titres de créances cotés sur la Bourse de Luxembourg. Ces derniers siègent également aux conseils d'administrations de Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet Vlaanderen et Telenet NV mais ne sont pas administrateurs de Telenet Group Holding.

Observateurs et Conseillers

Les Statuts et le Contrat de Syndicat permettront aux Actionnaires du Syndicat de nommer des observateurs au Conseil d'administration dans les circonstances suivantes Premièrement, Consortium Liberty Global a le droit de désigner jusqu'à deux observateurs aussi longtemps qu'il sera en droit de nommer au moins un administrateur. Deuxièmement, s'ils perdent le droit de nommer l'Administrateur Supplémentaire d'Electrabel, les MIC et Electrabel auront le droit de nommer un observateur à la place de cet Administrateur Supplémentaire d'Electrabel. Troisièmement, un Actionnaire du Syndicat dont la participation de 3 % à 7 % ne lui donnerait plus de droit de nommer un administrateur, mais aura le droit de nommer un observateur. Les observateurs ont le droit d'assister aux réunions du conseil d'administration et de recevoir toutes les informations fournies aux membres du Conseil mais n'ont pas

de droit de vote. Voir également “Description du Capital Social, des Statuts, et des Droits de Gouvernement d’Entreprise—Droits de Vote Attachés aux Actions.”

En outre, Interkabel et les MIC ont chacun le droit de nommer deux conseillers permanents qui peuvent assister les administrateurs nommés par eux au Conseil et au Comité d’Audit, au Comité HRO, au Comité Stratégique, ainsi qu’à tout autre comité du Conseil d’administration. Ces conseillers permanents recevront toutes les informations fournies aux membres du Conseil d’administration mais ne peuvent pas voter.

Autres Sociétés

En général, les Conseils d’administration de Telenet Communications, Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet Vlaanderen et Telenet NV sont composés de manière identique et fonctionnent de la même manière que le Conseil d’administration de Telenet Group Holding, à l’exception des trois administrateurs indépendants. Telenet Group Holding a ses trois propres administrateurs indépendants et les trois administrateurs indépendants de Telenet Communications sont également membre des Conseils d’administration des autres Sociétés. Par ailleurs, le Conseil d’administration de Telenet NV est composé d’une manière légèrement différente du fait des réglementations médias applicables et Interkabel a un droit permanent de nommer un administrateur au Conseil d’administration de Telenet Vlaanderen aussi longtemps que Telenet Vlaanderen a le droit d’utiliser le Réseau Partenaire, conformément aux termes de l’Acte d’Apport Interkabel.

Fin de la Période de Gouvernement

Jusqu’au 15 décembre 2004, le consortium d’investisseurs mené par Cable Partners (le “Consortium Cable Partners”) détenait le droit de nommer la moitié des membres de notre Conseil d’administration, en ce compris le Président, conformément au pacte d’actionnaires alors applicable (la “*Governance Period*”). Le Consortium Cable Partners comprenait deux filiales de Cable Partners, Callahan InvestCo. Belgium 1 S.à R.L. (renommée Investco Belgian Cable 1) et Callahan InvestCo Belgium 2 S.à R.L. (renommée Investco Belgian Cable 2). Plusieurs filiales d’Evercore Partners, Inc. faisaient aussi partie du consortium, y compris Evercore Capital Partners Cayman L.P., Evercore Capital Partners (NQ) Cayman L.P., Evercore Capital Offshore Partners Cayman L.P. et Evercore Co-Investment Partnership Cayman L.P. CDP Capital Communications Belgique Inc., une filiale d’investissements privés de la Caisse de dépôt et placement du Québec et Merrill Lynch Private Equity Associates, LLC sont aussi membres de ce consortium.

La Période de Gouvernement aurait dû, sous certaines conditions, rester en vigueur jusqu’au 31 décembre 2004. Elle a cependant pris fin le 15 décembre 2004 et de nouveaux conseils d’administration ainsi qu’un nouveau Président du conseil d’administration ont été élus, conformément aux conditions requises par le pacte d’actionnaires alors en vigueur.

Modalités de vote des Conseils d’Administration

Généralités

En général, les Conseils d’administration de nos Sociétés prennent des décisions à la majorité simple des administrateurs présents ou dûment représentés. Néanmoins, pour les votes relatifs à certains sujets, les Statuts et le Contrat de Syndicat imposent des conditions de vote particulières, consistant en certaines majorités accrues et les votes positifs de certains administrateurs. Tout cela est discuté ci-dessous.

Majorités Qualifiées

Les Statuts et le Contrat de Syndicat prévoient trois types de sujets qui sont soumis à des majorités qualifiées lors des votes au sein du Conseil d’administration.

- *Décisions prises à la majorité qualifiée de 81 %.* La première catégorie de matières avec conditions de votes particulières couvre les décisions relatives : (i) au changement du siège social; (ii) à l’acquisition d’activités en dehors de nos activités principales; (iii) aux transactions entre une Société Telenet et n’importe lequel des actionnaires qui contrôle plus de 5 % des actions, les administrateurs ou toute société liée à un tel actionnaire et (iv) aux cessions d’une partie substantielle des actifs d’une Société Telenet, en ce compris les actions de certaines

filiales. Ces décisions requièrent le vote positif de 81 % des administrateurs présents ou dûment représentés.

- *Décisions prises à la majorité qualifiée de 60 %.* La seconde catégorie de matières avec conditions de vote particulières couvre les décisions relatives : (i) à la nomination du *Chief Executive Officer*; (ii) aux modifications des plans de développement; (iii) aux acquisitions d'actifs, d'activités, ou de sociétés principalement engagées dans les activités de communication qui ne sont pas liées à, détenues par ou contrôlées par une société liée à Actionnaire qui contrôle plus de 5 % des Actions de Telenet Group Holding; (iv) l'endettement par Telenet Vlaanderen au delà d'un ratio dette/capital de un pour un; et à la plupart des décisions d'actionnaires relatives à Telenet Vlaanderen. Ces décisions requièrent le vote positif de 60 % des administrateurs présents ou dûment représentés.
- *Décisions prises à la majorité qualifiée de 62,5 %.* La troisième catégorie de matières avec conditions de vote particulières couvre les décisions relatives : (i) à l'approbation du budget annuel et aux augmentations de plus de 10 % des dépenses par trimestre calendaire au delà du montant prévu au budget annuel; et (ii) à l'approbation d'un endettement consécutif à un emprunt autre que tout emprunt individuel au delà de €2,5 millions aussi longtemps que le montant cumulé de tous les emprunts n'excède par €10 millions. Ces décisions requièrent le vote positif de 62,5 % des administrateurs présents ou dûment représentés.

Les majorités qualifiées mentionnées ci-dessus ne s'appliquent pas dans les circonstances suivantes où, par conséquent, une majorité simple suffit :

- si le Consortium Liberty Global a le droit de nommer la majorité des membres du Conseil d'administration, si une autre personne qui n'est pas un Actionnaire du Syndicat (un "Nouvel Actionnaire") a nommé la majorité des membres du Conseil d'administration, ou si un Actionnaire du Syndicat autre que le Consortium Liberty Global détient la majorité des Actions;
- si toutes les Options d'Achat BCI sont exercées;
- si les MIC, le Consortium Financier, GIMV, Interkabel et Electrabel (les "Actionnaires belges") n'ont pas le droit de nommer trois Administrateurs Qualifiés, mais seulement des administrateurs dont les pouvoirs sont limités à prendre les décisions suivantes (les "Décisions Spéciales"); (i) nomination du *Chief Executive Officer*; (ii) cessions d'une partie substantielle des actifs d'une Société Telenet, en ce compris les actions de certaines filiales, mais limitées aux transactions représentant moins de 20 % de la valeur de marché des actifs de Telenet Group Holding; (iii) acquisitions d'actifs, d'activités ou de sociétés principalement engagées dans les activités de communication qui ne sont pas liées à, détenues par ou contrôlées par une société liée à un Actionnaire qui contrôle plus de 5 % des Actions de Telenet Group Holding, mais limitées aux transactions représentant moins de 20 % de la valeur de marché des actifs de Telenet Group Holding; (iv) l'approbation du budget annuel et les augmentations de plus de 10 % des dépenses par trimestre calendaire au delà du montant prévu au budget annuel; et (v) l'approbation de l'endettement survenant dans le courant normal des affaires. Comme indiqué ci-dessous, dans ce cas, il n'y a aucune obligation qu'un administrateur, ou plus d'un administrateur, qui n'ont pas été nommés par le Consortium Liberty Global votent en faveur d'une telle Décision Spéciale.

Votes Spéciaux

En plus des majorités mentionnées ci-dessus, les décisions du Conseil d'administration relatives à certaines matières requièrent également le vote positif de certains administrateurs :

- *Votes Spéciaux (A).* La catégorie des matières qui requièrent une décision à la majorité qualifiée de 81 % ainsi que la nomination de notre *Chief Executive Officer*, qui requiert une décision à la majorité qualifiée de 60 %, requièrent également le vote positif de deux à trois administrateurs nommés par les MIC, le Consortium Financier, GIMV, Interkabel ou Electrabel (les "Actionnaires belges") (l'administrateur supplémentaire d'Electrabel non compris), selon le nombre d'administrateurs que les Actionnaires belges ont nommés (l'administrateur supplémentaire d'Electrabel non compris). Si le Consortium Liberty Global a le droit de nommer la majorité des membres du Conseil d'administration, si un Nouvel Actionnaire a nommé la majorité des membres du Conseil d'administration, ou si un Actionnaire du Syndicat autre que le Consortium Liberty Global détient la majorité des Actions, et que les Actionnaires

belges n'ont pas le droit de nommer au moins trois administrateurs (l'actionnaire supplémentaire d'Electrabel non compris), alors les décisions mentionnées ci-dessus requièrent le vote positif d'au moins deux administrateurs (parmi lesquels notre *Chief Executive Officer* et un ou plus d'un administrateurs indépendant peuvent être compris) en plus des administrateurs nommés par le Consortium Liberty Global, par un Nouvel Actionnaire ou par un Actionnaire du Syndicat (autre que le Consortium Liberty Global), en fonction du cas. Ces votes positifs spéciaux sont désignés sous le terme de "Votes Spéciaux (A)". Si un Nouvel Actionnaire a nommé la majorité des membres du Conseil d'administration, le nombre requis d'administrateurs pour valider un Vote Spécial (A) est augmenté d'un administrateur, sauf si au moins un des administrateurs nommés par le Consortium Liberty Global vote en faveur de la décision soumise à la procédure d'approbation par Vote Spécial (A).

- *Votes Spéciaux (B)*. La catégorie des matières qui requièrent une décision à la majorité qualifiée de 60 % (en dehors de la nomination de notre *Chief Executive Officer*), requièrent également le vote positif d'un ou de deux administrateurs nommés par les Actionnaires belges (l'administrateur supplémentaire d'Electrabel non compris), selon le nombre d'administrateurs que les Actionnaires belges ont nommés (en dehors de l'administrateur supplémentaire d'Electrabel). Si le Consortium Liberty Global a le droit de nommer la majorité des membres du Conseil d'administration, ou si un Actionnaire du Syndicat autre que le Consortium Liberty Global détient la majorité des Actions, et que les Actionnaires belges n'ont pas le droit de nommer au moins trois administrateurs (l'administrateur supplémentaire d'Electrabel non compris), alors les décisions mentionnées ci-dessus requièrent le vote positif d'au moins un administrateur (ce qui peut comprendre notre *Chief Executive Officer* ou un administrateur indépendant) en plus des administrateurs nommés par le Consortium Liberty Global, par un Nouvel Actionnaire ou par un Actionnaire du Syndicat (autre que le Consortium Liberty Global), selon le cas. Ces votes positifs spéciaux sont désignés sous le terme "Votes Spéciaux (B)". Si un Nouvel Actionnaire a nommé la majorité du Conseil d'administration, le nombre requis d'administrateurs pour valider un Vote Spécial (B) est augmenté d'un administrateur, sauf si au moins un des administrateurs nommés par le Consortium Liberty Global vote en faveur de la décision soumise à la procédure d'approbation par Vote Spécial (B).
- *Votes Spéciaux (C)*. La catégorie des matières qui requiert une décision à la majorité de 62,5 %, requiert également le vote positif d'un administrateur nommé par les Actionnaires belges (l'administrateur supplémentaire d'Electrabel non compris), si les Actionnaires belges ont nommé au moins trois administrateurs (l'administrateur supplémentaire d'Electrabel non compris). Ce vote positif spécial est désigné sous le terme "Vote Spécial (C)". Si un Nouvel Actionnaire a nommé la majorité des membres du Conseil d'administration, le nombre requis d'administrateurs pour valider le Vote Spécial (C) est augmenté d'un administrateur, sauf si au moins un des administrateurs nommés par Liberty Global Consortium vote en faveur de la décision soumise à la procédure d'approbation par Vote Spécial (C).

Pour les Décisions Spéciales mentionnées ci-dessus, seuls les administrateurs qui sont des Administrateurs Qualifiés sont pris en compte pour déterminer si la procédure de Vote Spécial (A), de Vote Spécial (B) ou de Vote Spécial (C) s'applique à la Décision Spéciale. Si les Actionnaires belges n'ont pas le droit de nommer au moins trois Administrateurs Qualifiés, il n'y a aucune exigence qu'un ou plus d'un administrateur qui a été nommé par Liberty Global Consortium vote en faveur d'une quelconque Décision Spéciale.

De plus, si toutes les Options d'Achat BCI sont exercées, les procédures de Vote Spécial (A), de Vote Spécial (B) et de Vote Spécial (C) cessent de s'appliquer, en ce compris l'exigence qu'un ou plus d'un Administrateur qui a été nommé par Liberty Global Consortium vote en faveur d'une quelconque Décision Spéciale.

Autres Exigences en Matière de Vote

A part les règles précitées, les modifications aux Garanties d'Intérêt Public requièrent l'approbation de la majorité des 10 administrateurs de Classe A siégeant à notre Conseil Réglementaire. Voir "—Conseil Réglementaire".

En outre, certaines décisions concernant Telenet Vlaanderen requerront dans tous les cas une majorité au sein du conseil, laquelle majorité doit inclure tous les administrateurs nommés par Interkabel.

Finalement, une décision définitive de ne pas poursuivre davantage, directement ou indirectement, le développement, l'installation et l'utilisation d'un second réseau d'infrastructure fixe en Belgique requerrait l'approbation de tous les administrateurs.

Conseil Réglementaire

Le Conseil Réglementaire est destiné à surveiller que notre groupe se conforme aux Garanties d'Intérêt Public (*Public Interest Guarantees*) relatives à notre offre de télévision numérique. Le Conseil Réglementaire est composé de dix administrateurs de Classe A et de dix administrateurs de Classe B. Les administrateurs de Classe A sont nommés par les porteurs de nos *Golden Shares*, qui sont les dix MIC, et comprennent les membres du Conseil d'administration de Telenet Group Holding nommés par Electrabel et par les MIC. Les administrateurs de Classe B sont nommés par le Conseil d'administration de Telenet Group Holding. Si Electrabel et les MIC, ensemble, sont autorisés à élire la moitié de notre Conseil d'administration, alors, le Conseil d'administration, à l'exclusion de ces administrateurs nommés par Electrabel et les MIC, nomme les dix administrateurs de Classe B qui siègeront au Conseil Réglementaire. Si les MIC perdent leur droit d'être représentés au Conseil d'administration, alors, en tant que porteurs de *Golden Shares* de Telenet Group Holding, ils sont autorisés à nommer un observateur au Conseil d'administration aussi longtemps que les *Golden Shares* sont en circulation. Toutes les décisions du Conseil Réglementaire ne peuvent être prises qu'à la majorité de chacune des Classes A et B d'administrateurs, le vote s'effectuant par classe séparée.

Equipe Dirigeante

Notre équipe de cadres dirigeants est composée des personnes suivantes (en ce compris leur âge au 30 septembre 2005) :

Nom	Age	Fonction	Adresse Professionnelle
Duco Sickinghe	47	<i>Chief Executive Officer et Managing Director</i>	Liersesteenweg 4, B-2800 Malines
Leo Steenberghe	52	<i>Executive Vice President et Chief Financial Officer</i>	Liersesteenweg 4, B-2800 Malines
Hugo Lemmens	48	<i>Executive Vice President—Telenet Solutions</i>	De Kleetlaan 5, B-1831 Diegem
Philippe Lemmens	41	<i>Executive Vice President—Residential Markets</i>	Liersesteenweg 4, B-2800 Malines
Jo Van Gorp	40	<i>Executive Vice President et General Counsel</i>	Liersesteenweg 4, B-2800 Malines
Jan Vorstermans	45	<i>Executive Vice President—Technology and Infrastructure</i>	Liersesteenweg 4, B-2800 Malines
Paul Van Cotthem	45	<i>Senior Vice President—Residential Marketing and Sales</i>	Liersesteenweg 4, B-2800 Malines

Duco Sickinghe, Chief Executive Officer et Managing Director

Duco Sickinghe travaille depuis 20 ans dans le secteur de la technologie et des médias. Il est titulaire d'une maîtrise en droit néerlandais et d'une maîtrise en administration des affaires (*Master in Business Administration*) de l'Université de Columbia. Il est spécialisé en finance, marketing, stratégie et administration générale. Monsieur Sickinghe a débuté sa carrière en finance au siège européen de Hewlett Packard en Suisse, puis il est allé en Allemagne pour diriger la ligne de produits LaserJet pour l'Europe. Il a achevé son parcours au sein de HP Europe en organisant ses circuits de ventes indirectes. Au sein de NeXT Computer, il a d'abord exercé les fonctions de *Vice President Marketing Europe* puis celles de directeur général France. Monsieur Sickinghe a été le co-fondateur et le *Chief Executive Officer* de Software Direct, qui est ensuite devenue une *joint venture* avec Hachette à Paris. Monsieur Sickinghe a rejoint Wolters Kluwer en 1996, et en tant que directeur général de Kluwer Publishing aux Pays-Bas, il a supervisé la transition de la société vers le média électronique et a remodelé son commerce traditionnel. Il a rejoint Cable Partners Europe au début de l'année 2001 et a été nommé *Chief Executive Officer* de Telenet à l'été 2001. Il a par la suite quitté Cable Partners en

2004. Monsieur Sickinghe a vécu en Belgique, aux Etats-Unis, en France, en Allemagne, en Suisse et aux Pays-Bas. Monsieur Sickinghe est aussi membre du conseil d'administration de Zenitel NV.

Leo Steenbergen, Executive Vice President et Chief Financial Officer

Leo Steenbergen a rejoint le groupe Telenet en tant que *Chief Financial Officer* en janvier 2002. Entre 2000 et 2002, il exerçait les fonctions de *Chief Executive Officer* d'IP Globalnet, un fournisseur de logiciels et de services de centres d'appels et était membre du conseil d'administration d'IP Global Care & Contact Center jusqu'en 2004. Auparavant, il était *Executive Vice President* et *Chief Financial Officer* du groupe Bekaert, une multinationale belge cotée opérant dans le domaine de la transformation avancée des métaux et des technologies de revêtement. Avant Bekaert, Monsieur Steenbergen exerçait les fonctions d'administrateur délégué du groupe De Eik Trading, société holding non cotée détenant des participations dans le monde entier dans des entreprises du secteur agroalimentaire. Auparavant, Monsieur Steenbergen a travaillé pendant 17 ans pour Hewlett Packard et a occupé différents postes de direction en finance et dans l'administration en Europe, en ce compris plus récemment en tant que *European Controller* de *Computer Products Organization* au siège européen de HP à Genève, en Suisse. Il a débuté sa carrière avec Touche Ross (désormais Deloitte & Touche) dans leur cabinet de Chicago.

Hugo Lemmens, Executive Vice President—Telenet Solutions

Hugo Lemmens a rejoint Telenet en 2004 en tant qu'*Executive Vice President—Telenet Solutions*. De 1994 à 2004, il a occupé de nombreuses fonctions auprès de fournisseurs de services internet et de fournisseurs de services de télécommunications en Europe, soit en tant que salarié, soit en tant que consultant, y compris au sein de Level 3 Communications NV, Easynet et MCI Communications.

Philippe Lemmens, Executive Vice President—Residential Markets

Philippe Lemmens a rejoint Telenet en 2004 en tant que *Executive Vice President—Residential Markets*. De 1998 à 2004, il a travaillé chez Belgacom, d'abord en tant que *Chief Executive Officer* de Skynet (les activités internet de Belgacom) et plus tard, comme *Chief Executive Officer* d'Info Sources, une société cotée à la bourse de Paris. En juin 2003, il a été nommé *Executive Vice President* de Belgacom SA en charge de la division *Consumer and Business Solutions* de l'unité Wireline Business. Monsieur Lemmens a débuté sa carrière avec Andersen Consulting, désormais Accenture, à Bruxelles. Avant de rejoindre Belgacom, Monsieur Lemmens a occupé plusieurs fonctions dans la vente et le marketing chez Apple Belgique et Apple Benelux, et a été promu directeur général d'Apple Belgique et Luxembourg en 1997.

Jo Van Gorp, Executive Vice President et General Counsel

Jo Van Gorp a rejoint Telenet en 2004 en tant que directeur juridique. Avant de rejoindre Telenet, Monsieur Van Gorp a exercé les fonctions de *Vice President* et de directeur juridique de Level 3 Communications NV en Europe de 1998 à 2004, fonctions au titre desquelles il était responsable de l'ensemble des affaires juridiques, réglementaires et des affaires générales européennes de Level 3. Monsieur Van Gorp a aussi exercé les fonctions de *Chief Executive Officer* de Level 3 Communications NV entre 2000 et 2004. Monsieur Van Gorp a aussi occupé des fonctions de direction similaires chez MCI International et MFS International. Il a débuté sa carrière chez BT plc en 1991.

Jan Vorstermans, Executive Vice President—Technology and Infrastructure

Jan Vorstermans a rejoint le group Telenet en tant que *Senior Vice President—Technology, Engineering and Network Operations* en février 2003. De 1994 à 2003, Monsieur Vorstermans a occupé plusieurs fonctions de direction pour les activités belges de British Telecom, en ce compris comme Directeur du service clientèle Belgique, Directeur des Opérations Belgique et, plus récemment, comme *Vice President Global Network Operations*.

Paul Van Cotthem, Senior Vice President—Residential Marketing and Sales

Paul Van Cotthem a rejoint le group Telenet en tant que Directeur Marketing en 2000 et a par la suite occupé un certain nombre de postes de direction dans le domaine des ventes et du marketing résidentiel, et depuis 2005, en qualité de *Senior Vice President—Residential Marketing and Sales*. Avant de rejoindre le group Telenet, Monsieur Van Cotthem a travaillé chez Apple Computer comme

Marketing Manager pour la Belgique et le Luxembourg de 1996 à 1999 et comme *Country Manager* pour la Belgique et le Luxembourg de 1999 à 2000.

Rémunération

Nous avons versé aux sept membres de notre équipe dirigeante €2,8 millions en rémunérations, au cours de l'année clôturée le 31 décembre 2004 incluant les rémunérations brutes, les primes, les charges sociales et patronales et les autres avantages en nature.

De surcroît, les actionnaires de Telenet Group Holding ont approuvé en mai et décembre 2004 deux plans d'options en vertu desquels le Conseil d'administration a accordé 1.500.000 Options de Classe A aux dirigeants (*senior management*) et 1.083.000 Options de Classe B aux cadres (*management*). Les 1.500.000 Options de Classe A ont été accordées à quatre dirigeants, 960.000 Options de Classe A ayant été accordées à notre *Chief Executive Officer*. Les 1.083.000 Options de Classe B ont été accordées à approximativement 35 cadres qui ne sont pas dirigeants. Les options permettent à leurs titulaires de souscrire à 1.500.000 *Profit Certificates* de Classe A et à 1.083.000 *Profit Certificates* de Classe B, à certaines conditions. Suite à l'exercice des options devenues exerçables et en cas de respect d'une condition de détention d'un minimum de cinq mois, les *Profit Certificates* de Classe A et de Classe B pourront être convertis en Actions de Telenet Group Holding. Voir "—Plans d'Options en Faveur des Salariés."

Nos six dirigeants (autres que notre *Chief Executive Officer*) pourront, après l'Offre mais pendant la période de blocage, conclure des transactions par lesquels ils empruntent des Actions à des institutions financières (par anticipation à l'acquisition d'Actions par l'exercice de leurs Options de Classe A ou de leurs Options de Classe B, selon le cas) et vendre ces Actions sur le marché, dans la limite totale de 201.000 pour les six dirigeants concernés. Cela représente approximativement un tiers de leur intérêt cumulé dans Telenet Group Holding.

Notre direction bénéficie de régimes de retraite décrits de manière générale en note 13 de nos comptes pour les trois années s'étant terminées le 31 décembre 2004.

Le *Chief Executive Officer* de Telenet Group Holding a un contrat qui prévoit des indemnités devant être payées en cas de licenciement autrement que pour cause sérieuse. Dans ces circonstances, les indemnités de licenciement sont égales à (i) le montant de deux ans de rémunération totale en cas de licenciement pendant les trois premières années de fonction et (ii) le montant de 2,5 années de rémunération en cas de liquidation après quatre ans de fonctions. Les autres membres du management sont salariés de Telenet (ou de ses affiliés). Leurs droits en cas de licenciement sont ceux prévus par le droit belge, en ce compris la "formule Claeys." Bien que certains membres du management disposent de protections supplémentaires au titre de leur contrat de travail, ces stipulations contractuelles ne sont pas extraordinaires et en ligne avec les pratiques de marché en ce qui concerne les dirigeants.

Il n'y a pas de membres des entités administratives ou de supervision dont les contrats de service avec l'émetteur ou ses filiales prévoient des avantages en cas de licenciement. Au titre des règles belges généralement applicables en cas de licenciement, un salarié peut être licencié immédiatement, sans préavis ou indemnités, s'il a commis une "faute sérieuse." En dehors des cas de faute sérieuse il peut être licencié en donnant un préavis suffisant ou en payant une indemnité égale à la rémunération qu'il aurait continué à recevoir pendant la période de préavis concernée.

En ce qui concerne les membres du management en général, la durée du préavis est déterminée par négociation entre l'employeur et le salarié après que le licenciement a été annoncé ou, s'ils n'arrivent pas à se mettre d'accord et que l'employeur a recours à la justice, par le tribunal du travail. Pour déterminer la durée des préavis (ou les indemnités de licenciement à la place du préavis), le tribunal du travail prend en compte une variété de facteurs, en ce compris la durée de la relation salariale, le niveau de rémunération, son âge, son poste, ses obligations et ses qualifications professionnelles, la difficulté présumée à retrouver un poste équivalent et toute circonstance particulière de chaque cas. Le raisonnement du tribunal du travail mène quasiment invariablement à des périodes de préavis excédant (parfois de manière substantielle) le minimum légal de trois mois pour chaque tranche de cinq ans de présence au sein de l'entreprise, en particulier lorsque le salarié avait une ancienneté et une rémunération importantes. Dans des cas extrêmes, la décision du tribunal peut excéder trois ans de préavis. Un nombre de formules ont été déterminées, qui, en fonction de l'analyse de décisions judiciaires précédentes, tentent de prédire la décision probable du tribunal dans chaque cas précis. La "formule Claeys" est la mieux connue de ces formules et celle la plus communément utilisée par référence dans des négociations concernant la durée appropriée de préavis (ou le montant de l'indemnité de licenciement à la place du préavis).

Déclarations des Administrateurs et des Dirigeants Relatives aux Contentieux :

A la date de ce Prospectus, aucun des administrateurs de Telenet Group Holding ou des membres de son équipe dirigeante identifiés sous la section “—Equipe Dirigeante” n’a pendant les cinq années précédentes :

- fait l’objet d’une condamnation pour des délits frauduleux;
- eu des fonctions dirigeantes telles que gérant ou membre des conseils d’administration ou de surveillance, du comité de direction ou de tout autre organe de supervision de toute société lors de la faillite, de la liquidation ou de l’administration de ladite société par un administrateur judiciaire, autre que M. Delloye en sa qualité personnelle et non en tant que représentant de Financière des Cytises (Cytfinance) NV, qui était membre du conseil d’administration de City Bird Holding NV, qui s’est déclarée en faillite en octobre 2001; ou
- fait l’objet de toute incrimination officielle et publique et/ou sanction par une autorité administrative ou réglementaire (y compris toute association professionnelle) ou n’a été interdit d’exercer des fonctions dirigeantes au sein d’une société ou de participer à la gestion ou à la conduite des affaires d’une société.

Salariés

Le tableau suivant détaille le nombre de nos salariés équivalents temps (“SETP”) plein (à l’exclusion des intérimaires) aux dates indiquées :

	Au 31 décembre		
	2002	2003	2004
Telenet NV	729	751	818
MixtICS ⁽¹⁾	437	387	351
Telenet Solutions ⁽²⁾	—	120	80
PayTVCo ⁽³⁾	—	123	97
Total	<u>1.166</u>	<u>1.381</u>	<u>1.346</u>

- (1) Jusqu’en avril 2004, inclut les salariés d’Electrabel qui ont fourni des services à MixtICS, conformément à un contrat de services et de transfert. MixtICS a été absorbée par Telenet NV le 16 juillet 2005. Les salariés de MixtICS sont devenus salariés de Telenet NV à cette date.
- (2) A l’exclusion des salariés des filiales de Telenet Solutions.
- (3) Composée à l’origine de salariés antérieurement employés par le groupe Canal+. PayTVCo a été absorbée par Telenet NV le 15 juillet 2005. Les salariés de PayTVCo sont devenus salariés de Telenet NV à cette date.

Au 31 décembre 2004, nous comptons 1.346 SETP. Ces salariés comprennent 351 salariés actifs de MixtICS dont la majorité a été transférée d’Electrabel à notre groupe en avril 2004 suite à la résiliation de notre contrat de services avec Electrabel. Voir “—Salariés d’Electrabel.” En plus de nos SETP, nous comptons 73 intérimaires au 31 décembre 2004.

En avril 2002, nous avons diminué nos effectifs d’environ 100 salariés dans le cadre de notre programme de réduction des coûts. Toutefois, nous nous attendons à une augmentation de l’emploi dans le futur, en rapport avec l’évolution du nombre d’abonnés. En décembre 2003, le nombre de SETP a augmenté d’environ 120 personnes suite à l’Acquisition Telenet Solutions et d’environ 123 personnes suite à l’Acquisition Canal+. Dans le cadre de l’intégration de ces deux acquisitions, nous avons ensuite réduit le nombre de salariés à temps plein de Telenet Solutions et de PayTVCo à respectivement 80 et 97 salariés.

Historiquement, quatre conseils d’entreprise, le Conseil d’Entreprise de Telenet, le Conseil d’Entreprise d’ICS, le Conseil d’Entreprise de Canal+ et le Conseil d’Entreprise de Telenet Solutions, représentent les salariés non-cadre de Telenet NV, MixtICS, PayTVCo et de Telenet Solutions respectivement. Le Conseil d’Entreprise d’ICS comprend un maximum de six représentants des salariés, le Conseil d’entreprise de PayTVCo comprend jusqu’à quatre représentants des salariés, le Conseil d’Entreprise de Telenet Solutions comprend jusqu’à cinq représentants des salariés et celui de Telenet

comprend jusqu'à dix représentants des salariés. Nous envisageons au final de fusionner les quatre Conseils d'Entreprise en une entité à la suite des prochaines élections devant avoir lieu en 2008. En règle générale nous rencontrons les Conseils d'Entreprise mensuellement pour discuter d'une grande variété de questions. Selon la loi, les Conseils d'Entreprise doivent approuver certaines décisions que nous prenons et qui sont en relation avec les conditions de travail, en ce compris la durée du travail, et ils doivent être informés et/ou consultés sur une série de problèmes concernant le personnel.

Avec chacun des quatre Conseils d'Entreprise il existe un Comité pour la Prévention et la Protection au Travail auquel sont représentés les salariés non-cadres de Telenet NV, de Telenet Solutions et les salariés de Telenet NV qui appartenaient auparavant à MixtICS et PayTVCo. Ces comités comprennent respectivement huit, quatre, six et quatre représentants des salariés. Le Comité pour la Prévention et la Protection au Travail est consulté sur des questions affectant la santé, la sécurité et les conditions de travail lors de réunions qui se tiennent mensuellement en règle générale.

En plus des conseils d'entreprise et des comités pour la prévention et la protection au travail, nos salariés sont représentés par les branches locales de trois syndicats nationaux : le syndicat chrétien (*Algemeen Christelijk Vakverbond*), le syndicat libéral (*Algemene Centrale van Liberale Vakbonden*) et le syndicat socialiste (*Algemeen Belgisch Vakverbond*). Les conventions collectives que nous avons conclues avec ces syndicats sont valables pour une durée indéterminée mais sujette à modification.

Nous procurons à nos salariés des prestations d'assurance maladie et d'assurance vie, ainsi qu'un plan de pension subventionné (à l'exception des anciens salariés Electrabel (voir "—Les Salariés d'Electrabel") et de certains salariés qui sont membres de notre équipe dirigeante et qui sont couverts par des assurances particulières). En plus des couvertures de la sécurité sociale étatique, nous offrons une assurance-maladie privée, des prestations en cas d'invalidité ainsi qu'une assurance-vie. Les employés reçoivent actuellement également des chèques-repas en vertu d'accords individuels écrits.

Nous pensons que nos relations avec nos salariés sont bonnes.

Les Salariés d'Electrabel

Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS, nous avons conclu un Contrat de Services et de Transfert avec Electrabel. Conformément à ce contrat, Electrabel a accepté de fournir des services opérationnels, en ce compris des services d'installation de câbles, d'entretien et de centre d'appels, avec les salariés qui avaient traditionnellement fournis ces services aux MIC avant l'acquisition. Jusqu'au moment où ces salariés ont été transférés à notre groupe, nous avons rémunéré Electrabel pour le coût de ces services au titre du Contrat de Services et de Transfert. Pour les exercices qui se sont terminés les 31 décembre 2003 et 31 décembre 2004, nous avons versé à Electrabel respectivement environ €36,5 millions et €7,9 millions pour le coût de ces services en vertu de ce contrat.

Suite à l'expiration du Contrat de Services et de Transfert et ainsi que prévu par celui-ci, environ 370 salariés à temps plein concernés par le Contrat de Services et de Transfert nous ont été transférés en avril 2004 (ce qui comprend tous les salariés concernés par le contrat autres que ceux fournissant des services de centre d'appel, des services juridiques ou relatifs aux technologies de l'information). Ce Contrat de Services et de Transfert requiert que MixtICS reprenne les salariés d'Electrabel, avec tous les droits et obligations existants à la date du transfert. De ce fait, ces salariés ont été transférés aux mêmes conditions que celles selon lesquelles ils étaient employés par Electrabel, ce qui correspond à un salaire moyen et à des prestations plus élevées (en ce compris les plans de retraite et les avantages d'assurance santé et vie). Les salariés transférés ont maintenu leur régime de retraite à prestations déterminées ainsi que leur assurance maladie et leur assurance-vie actuelle. Du fait de ses obligations contractuelles au titre du Contrat de Services et de Transfert, Telenet pense que la différence de traitement en résultant est légitime car elle est basée sur des critères objectifs et juridiquement justifiés.

Conformément aux termes du transfert, Electrabel cotisera pour les retraites des salariés transférés pour la période de travail antérieure à la date de transfert et Telenet assumera la responsabilité des retraites des salariés transférés à partir de la date de transfert. En conséquence des responsabilités assumées par Telenet liées au transfert des salariés d'Electrabel, nous avons comptabilisé une charge unique de €2,9 millions répartie entre les charges d'exploitation et les charges de vente, d'ordre général et d'administration au deuxième trimestre 2004 et comptabilisé une charge de service récurrente de €1,1 million par trimestre, débutant au second trimestre 2004 pour les avantages sociaux des salariés transférés. Une partie de cette charge trimestrielle avait été antérieurement incluse dans les paiements conformément au Contrat de Services et de Transfert conclu avec Electrabel.

Les Salariés de Telenet Solutions

Nos effectifs ont augmenté de 120 SETP suite à l'acquisition de Telenet Solutions et de ses filiales. Ces salariés comprenaient du personnel de la vente et du marketing, des spécialistes des réseaux et des technologies de l'information ainsi que du personnel exécutant des fonctions administratives générales comme les ressources humaines, les services financiers, juridiques et de gestion. Après l'intégration de Telenet Solutions dans nos opérations, nous avons 78 SETP de Telenet Solutions et de ses filiales au 30 juin 2005. Nous achevons le processus d'harmonisation des conditions de travail de ces salariés avec les conditions standards applicables aux salariés de Telenet, pendant le second semestre 2005.

Les Salariés de PayTVCo

Nos effectifs ont augmenté de 123 SETP suite à l'Acquisition Canal+. Ces salariés comprenaient du personnel de la vente et du marketing, des spécialistes de la programmation et du contenu, des spécialistes techniques, ainsi que du personnel exécutant des fonctions administratives générales comme les ressources humaines, les services financiers, juridiques et de gestion. Après l'intégration de PayTVCo, nous avons gardé 97 SETP. Nous nous attendons à terminer le processus d'harmonisation des conditions de travail de ces salariés avec les conditions standards applicables pour les salariés Telenet pendant la deuxième partie de l'année 2005.

Plans d'Options en Faveur des Salariés

En plus du plan d'achat de fractionnement d'action adopté le 20 septembre 2005 afin de permettre aux salariés de participer à l'Offre aux Salariés, Telenet a accordé des warrants au titre de ses plans de warrants Telenet Group Holding de 1998 et 1999, et, en 2004, Telenet Group Holding a accordé des options sur *profit certificates* qui peuvent être converties en Actions dans certaines circonstances

Warrants Telenet Holding 1998 et 1999

Des warrants donnant le droit d'acquérir des actions Telenet Holding à €24,79 par action ont été attribués à des salariés de Telenet au titre de nos plans de stock options des salariés (*employee stock option plans*) de 1998 et 1999. A la suite des restructurations de 2001 et 2002, les porteurs d'actions de Telenet Holding ont obtenu par l'exercice de certains de leurs warrants le droit de convertir leurs actions Telenet Holding en Actions de Telenet Group Holding. 56.500 actions Telenet Holding ont ainsi été converties en 2002 et 2003, selon un ratio de conversion de un-pour-un. De plus, en vue de l'Offre nous avons requis que les porteurs des warrants Telenet Holding restants qu'ils exercent leurs warrants et leur avons offert soit de vendre les actions Telenet Group Holding qu'ils reçoivent du fait de l'exercice des warrants à Telenet Bidco contre du numéraire ou de les convertir en Actions de Telenet Group Holding. Tous les porteurs de warrant ont exercé les warrants Telenet Holding qu'ils détenaient encore et ont vendu leurs actions Telenet Holding à Telenet Bidco.

PSOS Telenet Group Holding 2003

Le PSOS 2003 que Telenet Group Holding a adopté en septembre 2003 a été annulé en décembre 2004, avant que les options n'aient été accordées dans le cadre du programme.

Options sur Parts Bénéficiaires de Telenet Group Holding 2004

Telenet Group Holding a adopté un plan d'actionnariat salarié en mai 2004 aux termes duquel ont été émis 1.500.000 droits (les "Options de Classe A") (après effet du fractionnement d'action) donnant droit à leurs porteurs de souscrire à des parts bénéficiaires de Classe A de Telenet Group Holding ("Parts Bénéficiaires de Classe A"). En décembre 2004, Telenet Group Holding a adopté un second plan d'actionnariat salarié aux termes duquel 1.350.000 droits (les "Options de Classe B") donnant droit à leurs porteurs de souscrire à des parts bénéficiaires de Classe B de Telenet Group Holding ("Parts Bénéficiaires de Classe B"). Les Options de Classe A et les Options de Classe B doivent être exercées par multiple de trois pour acquérir trois parts bénéficiaires de Classe A contre un paiement de €20 et trois parts bénéficiaires pour €25. Toutes les 1.500.000 Options de Classe A ont été attribuées aux cadres dirigeants. 1.083.000 Options de Classe B ont été offertes et acceptées par environ 35 salariés, en majorité des membres de la direction. Les 267.000 Options de Classe B restantes ont été annulées le 20 septembre 2005.

Le Comité HRO détermine le schéma d'acquisition des droits sur les options lors de l'attribution. Le Comité HRO peut décider qu'un certain pourcentage des options, et dans certains cas toutes les options, seront immédiatement acquises et deviendront immédiatement exerçables. La portion des options qui ne sont pas immédiatement acquises seront acquises par tranches égales sur une période donnée suivant l'allocation, en 36 échéances en ce qui concerne les Options de Classe A et en 48 échéances égales en ce qui concerne les Options de Classe B. Conformément aux conditions des allocations, le conseil d'administration a décidé lors de sa réunion du 2 septembre 2005, sur l'avis du Comité HRO, d'accélérer l'attribution d'une partie des Options de Classe B, avançant ainsi la date d'attribution au 22 septembre 2005 pour environ 122.076 des Options de Classe B qui n'avaient pas encore été attribuées. Les notes de bas de page (1) et (2) ci-dessous résument le plan d'allocation des Options de Classe A et les Options de Classe B. Les périodes d'exercice des Options de Classe A et des Options de Classe B se terminent respectivement le 15 juin 2009 et le 22 décembre 2009. Les Options de Classe A et les Options de Classe B sont sujettes à des conditions standards telles que l'incessibilité, des périodes de "black out", l'annulation en cas de licenciement pour faute, et certaines autres restrictions d'exercice lors d'autres cas de cessation de la relation de travail. A la date du présent Prospectus, aucune des Options de Classe A ou des Options de Classe B n'avait été exercée.

Les parts bénéficiaires de Classe A et de Classe B obtenus à la suite de l'exercice des options ne représentent pas le capital social de Telenet Group Holding et n'ont pas de droit de vote, ne donnent pas droit d'assister aux assemblées générales d'actionnaires, sauf dans certains cas prévus par le Code des sociétés belge. Les parts donnent droit à des dividendes, le cas échéant, et à des distributions autres sur un pied d'égalité avec les Actions Telenet Group Holding à partir de l'année d'exercice des Options de Classe A ou B.

En conséquence de l'Offre, les titulaires de parts bénéficiaires de Classe A et de Classe B pourront convertir leurs parts bénéficiaires de Classe A et de Classe B en Actions de Telenet Group Holding à partir du cinquième mois suivant l'exercice des Options de Classe A et des Options de Classe B concernées. Chaque part donne droit à une Action. Lors de la conversion des parts bénéficiaires de Classe A et de Classe B en Actions, le capital social de Telenet Group Holding sera augmenté du montant payé pour le Profit Certificate concerné, soit €20 et €25, respectivement, pour trois Actions.

Catégorie de plan	Options encore en circulation	Prix d'exercice pour trois Profit Certificates	Warrants/Options disponibles pour future attribution	Date d'expiration
Options de Classe A				
Telenet Group Holding ⁽¹⁾	1.500.000	20,00€	0	15 juin 2009
Options de Classe B				
Telenet Group Holding ⁽²⁾	1.083.000	25,00€	0	22 décembre 2009

(1) A la date de clôture de l'offre, un total de 1.374.153 Options de Classe A auront été attribuées. Des Options de Classe A supplémentaires seront acquises comme suit : 21.654 en 2005; 49.932 en 2006; 49.932 en 2007; et 4.329 en 2008.

(2) A la date de clôture de l'offre, un total de 410.295 Options de Classe B auront été irrévocablement attribuées. Des Options de Classe B additionnelles seront acquises de la manière suivante : 51.597 en 2005; 206.388 en 2006; 206.388 en 2007; 208.332 en 2008.

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES

Actionnaires Principaux

Nos actionnaires fondateurs étaient les intercommunales mixtes (les “MIC”) en Flandre; un consortium d’institutions financières régionales (le “Consortium Financier”); GIMV NV (“GIMV”), une société d’investissement basée en Belgique et partiellement contrôlée par le gouvernement flamand; les intercommunales pures (“PIC”) en Flandre, qui détiennent leur participation par l’intermédiaire de Interkabel Vlaanderen CBVA; et, avant la cession de sa participation, U.S. West International BV. Notre structure d’actionnariat a été significativement modifiée en 2001 lorsqu’un consortium (le “Consortium Cable Partners”) mené par Cable Partners Europe LLC (“Cable Partners”) est entré en qualité de nouvel associé stratégique et a acquis une participation de contrôle dans le groupe Telenet. Du fait de l’Acquisition MixtICS en Août 2002, la participation dans le holding Telenet Group des MIC, de GIMV, du Consortium Financier et des PIC a augmenté alors que le pourcentage de la participation du Consortium Cable Partners a diminué pour atteindre 21,6 % alors que la plupart des autres actionnaires fondateurs ont maintenu leur participation. Dans le cadre de l’Acquisition MixtICS, Electrabel NV a également acquis une participation dans notre groupe. Voir “Notre Historique.”

En décembre 2004, Belgium Cable Holdings, une filiale indirecte de Liberty Global, a acquis une participation de contrôle dans Callahan Associates Holdings Belgium LLC (“CAHB”) à la suite d’une restructuration et CAHB a changé son nom en Belgian Cable Investors (“BCI”). BCI est l’entité de contrôle au sein du Consortium Cable Partners qui possède indirectement 21,3 % des Actions de Telenet Group Holding, principalement par l’intermédiaire de deux filiales luxembourgeoises Evercore Capital Partners (“Evercore”). Le résultat de la restructuration de décembre 2004 a été de remplacer Cable Partners en tant qu’actionnaire de contrôle du Consortium Liberty Global, en conservant Evercore, CDP Capital (“CDPQ”) et ML Private Equity Associates LLC en tant qu’associés commandités. Voir aussi “—Le Consortium Liberty Global”.

Le tableau ci-dessous identifie les principaux porteurs d’Actions de Telenet Group Holding et le nombre d’Actions qu’ils détiennent immédiatement avant la clôture de l’Offre (après prise d’effet du fractionnement d’actions de trois pour un).

Nom de l’Actionnaire	Actions détenues avant la clôture de l’Offre ⁽¹⁾	
	Nombre	%
MIC ⁽²⁾	29.397.882	33,8 %
Consortium Liberty Global ⁽³⁾	18.485.829	21,3 %
GIMV ⁽⁴⁾	12.913.923	14,9 %
Consortium Financier ⁽⁵⁾	12.900.666	14,9 %
PIC ⁽⁶⁾	7.977.846	9,2 %
Electrabel NV	4.200.000	4,8 %
Suez Connect ⁽⁷⁾	360.000	—

(1) Le nombre d’actions suppose l’exercice du fractionnement d’action de trois pour un qui entrera en vigueur à la date de la clôture de l’Offre.

(2) Les dix MIC sont Intercommunale Maatschappij voor Gas en Electriciteit van het Westen, Intercommunale Maatschappij voor Energievoorziening Antwerpen, Intercommunale Vereniging voor Energieleveringen in Midden-Vlaanderen, Intercommunale Maatschappij voor Televisiedistributie, Intercommunale Vereniging voor de Energiedistributie in de Kempen en het Antwerpse, Intercommunale Vereniging voor Electriciteits-distributie, Intercommunale Maatschappij voor Televisiedistributie in het Gebied van Kempen en Polder, Intercommunale Maatschappij voor Televisiedistributie op de Linker Schelde-Oever, Intercommunale Maatschappij voor Televisiedistributie in Oost-Vlaanderen et Intercommunale Maatschappij voor Televisiedistributie in West-Vlaanderen.

(3) Le Consortium Liberty Global inclut deux entités contrôlées par Belgian Cable Investors (“BCI”), InvestCo Belgian Cable 1 S.à.R.L. et InvestCo Belgian Cable 2 S.à.R.L. BCI est contrôlé par Liberty Global, Inc. Plusieurs filiales de Evercore Partners, Inc. sont également membres du consortium, notamment Evercore Capital Partners Cayman L.P., Evercore Capital Partners (NQ) Cayman L.P., Evercore Capital Offshore Partners Cayman L.P. et Evercore Co-Investment

Partnership Cayman L.P (collectivement “Evercore”). Les membres additionnels du consortium sont CDP Capital Communications Belgique Inc., un fonds d’investissement privé filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec (“CDPQ”), et Merrill Lynch Private Equity Associates, LLC (“MLPE”).

- (4) GIMV SA possède ces actions avec sa filiale Adviesbeheer GIMV Information & Communication Technology NV, V.I.M NV et Gimfin NV.
- (5) Le “Consortium Financier” est composé des institutions financières régionales suivantes, chacune d’entre elles possédant le nombre d’Actions figurant ci-après avant l’Offre, Finstrad SA (1.638.150 Actions), Gevaert SA (1.165.422 Actions), Ibel SA (874.773 Actions), KBC Private Equity SA (7.144.776 Actions) et Sofinim SA (2.077.545 Actions). Dans son rôle d’arrangeur conformément au Contrat de Crédit Senior (“*Senior Credit Facility*”), KBC Bank SA détient directement 47.154 Actions. 2.381.985 de ces Actions ont été acquises en janvier 2005 auprès de Investment Fund I-Direct en Co. C.V conformément à des contrats conclus en connexion avec l’Acquisition MixtICS de 2002.
- (6) Les quatre PIC sont Provinciale Intercommunale Electriciteitsmaatschappij van Limburg, Intercommunale voor Teledistributie van het Gewest Antwerpen, West-Vlaamse Energie- en Teledistributiemaatschappij et Provinciale Brabantse Energiemaatschappij. Les PIC détiennent leurs Actions par l’intermédiaire d’Interkabel Vlaanderen CVBA, qui est une entité contrôlée par les PIC.
- (7) Le 9 décembre 2003, suite à l’acquisition de Telenet Solutions et de ses filiales, 120.000 Actions de Telenet Group Holding ont été émises en faveur de Suez Connect SA, nombre qui est passé à 360.000 après la prise d’effet du fractionnement d’actions.

Le Consortium Liberty Global

Membres et Structure de Participation

L’origine du Consortium Liberty Global date de 2001 lorsqu’un consortium initialement mené par Cable Partners et comprenant Evercore, CDPQ et MLPE en tant qu’investisseurs de *private equity*, a acquis une participation dans notre groupe. La participation de ce consortium dans notre groupe était initialement entièrement détenue par Callahan Associates Belgium 1 S.à r.L. (“CAI Belgium 1”), une société luxembourgeoise à responsabilité limitée. En 2002 une partie de cette participation a été cédée à Callahan Associates Belgium 2 S.à r.L. (“CAI Belgium 2”), une société luxembourgeoise à responsabilité limitée et à certains affiliés de Evercore qui sont devenus des actionnaires directs de Telenet Group Holding en plus d’être des actionnaires de CAI Belgium 1. Aussi bien CAI Belgium 1 que CAI Belgium 2 étaient contrôlées par CAHB, qui était à son tour entièrement la propriété de Cable Partners Europe LLC (“Cable Partners”).

En décembre 2004, CAHB a fait l’objet d’une restructuration au terme de laquelle Belgium Cable Holding (“BCH”), un partenariat de droit de l’Etat du Delaware indirectement contrôlé par Liberty Global, a acquis une participation de contrôle dans CAHB et BCH a remplacé Cable Partners en tant que tête de file du consortium. Une filiale de Cable Partners garde une participation minoritaire dans BCI. A la suite de la restructuration, CAHB a été reconstituée en tant que partenariat général de droit du Delaware et a été renommée Belgian Cable Investors LLC (“BCI”) et les entités contrôlées par BCI, Callahan Belgium 1 et Callahan Belgium 2 ont été renommées de InvestCo Belgian Cable 1 S.à R.L. (“Investco 1”) et InvestCo Belgian Cable 2 S.à R.L. (“Investco 2”).

Le Consortium Liberty Global détient 21,3 % des Actions du holding Telenet Group via Investco 1, Investco 2 et Evercore (ensemble “Investco Belgian Cable”). Les Actions qui sont directement détenues par Evercore sont soumises aux mêmes restrictions concernant le droit de vote, les transferts, et les autres restrictions que les Actions qui sont détenues par Investco 1 et Investco 2 en vertu d’accords internes parmi les membres du Consortium Liberty Global.

Le tableau suivant résumé la manière dont la participation de 21.3 % est divisée entre Investco 1, Investco 2 et les affiliés d'Evercore immédiatement avant l'Offre (après prise d'effet du fractionnement d'action de trois pour un).

<u>Membres de Liberty Consortium</u>	<u>Nombre d'Actions</u>
Investco Belgian Cable 1 S.à R.L. ⁽¹⁾	7.681.746
Investco Belgian Cable 2 S.à R.L. ⁽¹⁾	8.751.945
Evercore Capital Partners Cayman LP	1.343.538
Evercore Capital partners (NQ) Cayman LP	321.504
Evercore Capital Offshore Partners Cayman LP	353.982
Evercore Co-Investment Partnership Cayman LP	33.114
Total	<u>18.485.829</u>

(1) Contrôlée par BCI, qui à son tour est contrôlée par Liberty, avec Evercore, CDPQ et MLPE en qualité d'actionnaires minoritaires de BCI.

Participation et Contrôle

Aussi longtemps qu'il possède 21,18 % des Actions, le Consortium Liberty Global a, en vertu des Statuts, le droit de bloquer toutes les décisions requérant un vote de 75 % des actionnaires au sens du Code des sociétés belge, telles que les augmentations de capital et les modifications de nos statuts. Voir "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise—Assemblées Générales des Actionnaires—Droit de Vote aux Assemblées Générales des Actionnaires." Ainsi, nous présumons que le Consortium Liberty Global participera à l'Offre Primaire afin de maintenir son niveau de participation actuel en utilisant ses droits d'allocation prioritaires, bien qu'il n'ait pas l'obligation de le faire. De surcroît, bien qu'il n'ait aucune obligation en ce sens, nous présumons également que Liberty, à travers BCI ou autrement, augmentera sa participation dans le Consortium Liberty Global en exerçant certains droits de première offre dont il dispose en ce qui concerne les Actions Telenet Group Holding qui sont attribuables à Evercore, CDPQ et MLPE dans le Consortium Liberty Global et que Evercore, CDPQ et MLPE vendront dans le cadre de l'Offre Secondaire.

En se basant sur ces hypothèses, nous nous attendons à ce que, immédiatement après l'Offre, le Consortium Liberty Global possède 21,3 % des Actions. Le Consortium Liberty Global détient également les Options d'Achat BCI lui permettant d'acquérir jusqu'à 25.418.826 Actions existantes auprès de certains Actionnaires belges pour €20 et €25 pour trois Actions représentant 25,5 % de nos Actions en circulation, et le Consortium Liberty Global détient 183.600 options d'Actions Penny Warrants lui permettant d'acquérir 183.600 Actions supplémentaires à un prix de €20 et €25 par Action et des options relatives aux Actions Penny Warrants avec un prix d'exercice de €25 par option, représentant au total 29,5 % supplémentaire de notre capital social avant la réalisation de la présente Offre. La période d'exercice pour une partie des Options d'Achat BCI expire en août 2007. Voir "—Contrats d'Option et de Warrant". Si elles sont exercées complètement, la participation du Consortium Liberty Global pourrait augmenter jusqu'à 44,3 % sur une base entièrement diluée avant et sans donner effet à la présente Offre. En outre, Investco 1 détient 40.000 *Subordinated Debt Warrants* et Evercore, CDPQ et MLPE détiennent individuellement 1.600.000 *Subordinated Debt Warrants* (donnant le droit à souscrire pour 4.800.000 Nouvelles Actions). Bien que Evercore, CDPQ et MLPE détiennent leurs *Subordinated Debt Warrants* respectifs individuellement et non au sein du Consortium Liberty Global, nous comprenons que BCI a un droit de préférence sur toute vente de ses *Subordinated Debt Warrants* et toute Action acquise via l'exercice de ces warrants en vertu d'accords internes parmi les membres du Consortium Liberty Global. Le Consortium Liberty Global a aussi des droits de première offre en ce qui concerne les Actions et les *Subordinated Debt Warrants* qui sont détenus par les autres Actionnaires du Syndicat. De même, les autres Actionnaires du Syndicat ont des droits de première offre sur les Actions détenues par le Consortium Liberty Global et sur les *Subordinated Debt Warrants* détenus par Evercore, CDPQ et MLPE. Voir "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise—Restrictions à la Cession."

De surcroît, à la suite de l'Offre, Liberty Global pourra acquérir des Actions supplémentaires sur le marché. Ainsi, s'il le souhaite, Liberty Global pourrait avec le Consortium Liberty Global acquérir la majorité de nos Actions. Les Statuts de Telenet Group Holding stipulent que dans ce cas il pourrait nommer au moins la majorité des membres du conseil d'administration et que certaines majorités

spéciales de vote ne seraient plus applicables. Voir “Management et Gouvernement d’Entreprise—Les Administrateurs—Composition des Conseils d’Administration—Généralités.” Le Consortium Liberty Global est probablement également à même de nommer la majorité des membres du Conseil d’administration s’il acquière la majorité des Actions du Syndicat, même si cela n’implique pas nécessairement qu’il acquière la majorité des Actions. Les Actionnaires du Syndicat (soit le Liberty Global Consortium et les Actionnaires Belges) ont également accepté de faire toutes les modifications nécessaires aux Statuts de Telenet Group Holding et au Contrat de Syndicat afin de permettre à Liberty Global de consolider notre groupe dans ses comptes consolidés conformément aux U.S. GAAP, si, suite à des changements dans les U.S. GAAP depuis la date de l’Offre, le Consortium Liberty Global ne peut pas consolider notre groupe, nonobstant le fait qu’il a le droit de nommer la majorité des membres du conseil d’administration et que les Actionnaires belges n’ont pas le droit de nommer trois Administrateurs Qualifiés. Néanmoins, tout amendement de la sorte ne peut pas porter atteinte de manière significative aux intérêts des Actionnaires du Syndicat.

Si le Consortium Liberty Global devait prendre le contrôle sans payer un prix supérieur au prix de marché du moment, il ne serait pas obligé de lancer une offre publique obligatoire sur les autres Actions en circulation en vertu du droit belge. Il devrait, toutefois, acquérir les participations des Actionnaires du Syndicat au même prix s’il voulait acquérir plus de 50 % des actions en tant que résultat d’un achat auprès d’autres Actionnaires du Syndicat (autrement que par l’exercice des options d’achat de BCI), comme prévu par le Contrat de Syndicat. Voir “Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Profil Financier—Nous pourrions être obligés de rembourser une partie significative de notre dette en cas de changement de contrôle de notre groupe,” “—Contrat de Syndicat,” “Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Senior Discount Notes,” “Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Senior Notes” et “Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d’Entreprise—Dispositions Qui Affectent un Possible Changement de Contrôle.”

Actionnaires Belges

Les Actionnaires belges sont les MIC, Electrabel, le Consortium Financier, GIMV et Interkabel (l’entité par l’intermédiaire de laquelle les PIC détiennent leur participation dans notre groupe) (ensemble les “Actionnaires belges”). Leurs participations respectives sont décrites ci-dessous sous “—Actionnaires Principaux.”

A l’exception d’Electrabel qui est devenue actionnaire en 2002, les Actionnaires belges sont tous actionnaires de notre groupe depuis sa création en 1996. Les membres du Consortium Financier et GIMV ont toujours vu leur participation comme une participation financière, tandis que les MIC et les PIC ont acquis leur participation dans le cadre de nos droits d’utilisation sur leur réseau câblé et l’Acquisition MixtICS en août 2002. Voir “Notre Historique.”

Les Actionnaires belges ont conclu un contrat de suite proportionnel (“tag-along”), qui prévoit un droit de suite proportionnel entre eux en cas de transfert des Actions par l’un d’eux au Consortium Liberty Global ou à un de ses membres ou une des sociétés qui y sont liées, ou à toute autre entité proche du Consortium Liberty Global, en ce compris Liberty Global, Inc. et les sociétés qui y sont liées. Le droit de suite proportionnel ne s’applique pas pour ce qui concerne les cessions en vertu des Options d’Achat BCI, des Options d’Achat d’Actions Penny Warrant ou en vertu du droit de suite prévu dans le Contrat de Syndicat. Dans le même contrat, ces Actionnaires ont aussi convenu de ne transférer aucun *Subordinated Debt Warrants* au Consortium Liberty Global (ou aux autres entités citées ci-dessus). Le droit de suite proportionnel et l’interdiction de transfert des Warrants de Dette Subordonnée ne s’appliquent qu’aussi longtemps que le Consortium Liberty Global (ou les autres entités citées ci-dessus) ne détient pas, au total, plus de 50 % de nos Actions.

Nous comprenons que les MIC, Electrabel, le Consortium Financier, GIMV et Interkabel ont l’intention de céder des Actions dans le cadre de l’Offre Secondaire, bien que le nombre précis d’Actions ne nous a pas encore été communiqué. Il est attendu que ce nombre sera connu quand la fourchette de prix aura été déterminée. L’annonce légale relative à la fourchette de prix contiendra le nombre d’Actions devant être vendues dans le cadre de l’Offre Secondaire. Les Actionnaires belges ont actuellement nommé 9 des 16 administrateurs de notre conseil d’administration. Les Statuts stipulent qu’ils pourront nommer au moins un administrateur, aussi longtemps qu’ils ne cèdent pas plus de 10 % des Actions qu’ils détenaient le 9 août 2002, et le Contrat de Syndicat contient une nouvelle clause (qui prendra effet à la date de la clôture de l’offre), selon laquelle les Actionnaires du Syndicat gardent leur droit de nommer un administrateur par tranche de 7 % d’actions de Telenet Group Holding qu’ils

détiennent et, généralement, le droit de nommer un administrateur s'ils maintiennent une participation comprise entre 3 % et 7 %. Un certain nombre d'administrateurs nommés par les Actionnaires belges pourraient démissionner après l'Offre, si, comme c'est attendu, la participation des Actionnaires belges dans Telenet Group Holding diminue du fait de l'Offre. L'importance de l'influence que ceci aura sur la composition de notre Conseil d'administration dépendra du nombre d'Actions qu'ils vendent dans l'Offre Secondaire. Les Actionnaires belges pourraient par ailleurs perdre un certain nombre de sièges au Conseil si le Consortium Liberty Global venait à exercer les Call Options BCI. Voir "Management et Gouvernement d'Entreprise—Les Administrateurs—Composition du Conseil d'Administration" et "Options sur les Actions Existantes—Call Options BCI."

Transactions Récentes Avant l'Offre

Le 19 août 2005, le Conseil d'administration de Telenet Group Holding a décidé de transférer une option relative à 566.178 Actions après avoir donné effet au fractionnement d'action (les "Penny Warrant Shares"). Les MIC acquièrent les "Penny Warrant Shares" en décembre 2003 suite à l'exercice de deux *penny warrants*. Les penny warrants furent émis en août 2002 dans le cadre de l'Acquisition MixtICS. Les options relatives aux penny warrant shares ont été transférées à certains actionnaires en proportion du montant de leur participation dans les Actions émises et existantes au 9 août 2002, conformément au pacte d'actionnaires alors en vigueur qui stipulait que le Conseil d'administration pouvait soit acheter les Actions pour son propre compte soit les transférer à certains actionnaires dans certaines circonstances. Le prix d'exercice des options est de €75 par option, la période d'exercice expire le 30 novembre 2006 et chaque option donne le droit d'acquérir trois Actions. Voir aussi "Options et actions existantes—penny warrants share options".

De surcroît, à la même réunion, le Conseil d'administration a constaté l'exercice de 15.714 *bank warrants* (les "Bank Warrants"). Ces warrants faisaient partie d'un package de 100.000 Bank Warrants qui ont été initialement émis à certains prêteurs au titre du Contrat de Crédit Senior (*Senior Credit Facility*) en août 2002. En 2003, 15.714 Bank Warrants ont ensuite été transférés à une autre partie, suivant le Refinancement, et les 84.286 Bank Warrants restant ont été annulés. Notre *Chief Executive Officer* a acquis les 15.714 Bank Warrants dans le cadre d'un accord par lequel il a accepté de faire racheter sa participation dans Callahan. Le prix d'exercice de chaque Bank Warrant était de €0,01, chacun donnant le droit d'acquérir sept Actions (ou 21 actions après prise d'effet du fractionnement d'action de trois-ponds) ou 329.994 Actions en bloc (après prise d'effet du fractionnement d'actions). Voir également "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise—Historique du Capital Social".

Notre *Chief Executive Officer* a l'intention de vendre les 329.994 Actions issues des Bank Warrants dans l'Offre. Prenant en compte les options de Classe A qui furent accordées à notre CEO en 2004, les Bank Warrants représentent approximativement 25 % de son intérêt dans Telenet Group Holding. Nos six dirigeants autres que notre *Chief Executive Officer*, pourraient également, après l'offre, conclure des engagements en vertu desquels ils vendront des Actions empruntées à des institutions financières (en anticipation de l'exercice de leurs Options de Classe A ou de leurs Options de Classe B, selon le cas, pour un nombre d'actions maximum de 201.000 pour les six ensemble, représentant environ un tiers de leur participation dans Telenet Group Holding.

Coût de Certaines Transactions

Notre senior management, en ce compris notre *Chief Executive Officer*, s'est vu octroyer 1.500.000 Options de Classe A. Les options leur donnent le droit de souscrire à 1.500.000 de *Profit Certificates* de Classe A à un prix de €20 pour trois *profit certificates*. Après une période de détention de 5 mois, les *profit certificates* peuvent être convertis en Actions sur base d'un ratio de conversion de un pour un sans autres coûts pour leur détenteur. De même, d'autres cadres et employés se sont vus octroyés 1.083.000 Options de Classe B, qui leur donnent le droit de souscrire à 1.083.000 *Profit Certificates* de Classe B à un prix de €25 pour trois *profit certificates*. Les *profit certificates* peuvent aussi être convertis en Actions sur base d'un ratio de conversion de un pour un sans coûts supplémentaires. Deux plans d'intéressement des salariés ont été adoptés en 2004. Voir aussi "Management et Gouvernement d'Entreprise—Salariés—Plans d'Option en Faveur des Salariés."

Notre *Chief Executive Officer* a acquis 15.714 Bank Warrants en 2005 dans le cadre d'un accord par lequel il a fait racheter son intérêt dans Callahan. Il a exercé ces warrants en août 2005 à un prix de

€0,01 par sept Actions (ou 21 Actions après avoir donné effet au fractionnement des actions), et, en conséquence, a acquis 329.994 Actions. Voir aussi “—Transactions Récentes Avant l’Offre.”

Nos actionnaires principaux détiennent différentes options d’achat relatives aux Actions détenues par d’autres actionnaires principaux. Ces options incluent les Options d’Achat BCI, qui ont un prix d’exercice de €20 et €25, les Options d’Achat Interkabel, qui peuvent être exercées à €100 pour trois Actions, et les Options sur Actions Penny Warrant, qui peuvent être exercées à €25 par Action. En outre, nos actionnaires principaux peuvent souscrire à des Actions nouvelles en exerçant leurs Warrants de Dette Subordonnée, soit à €40 pour trois Actions ou sans déboursement d’espèces. Voir aussi “—Contrats d’Options et de Warrant.”

En rapport avec l’Offre, il y aura aussi de manière séparée une Offre aux Salariés, qui permettra aux salariés de souscrire à de nouvelles Actions au Prix de l’Offre moins une décote de 16,6 %. Voir “Résumé—L’Offre.”

Fractionnement d’Actions

Le 20 septembre 2005, les actionnaires ont approuvé un fractionnement d’action aux termes duquel trois Actions nouvelles ont été émises pour chaque Action en circulation à cette date. Le fractionnement d’actions prend effet à la date de clôture de l’offre, et, à cette même date, le nombre total d’Actions de Telenet Group Holding sera de 86.857.251 immédiatement avant l’Offre. De surcroît, certaines modifications ont été apportées aux plans en faveur des salariés, aux contrats d’options et aux bons de souscription afin de permettre ce fractionnement dans une proportion trois pour un.

Contrats d’Option et de Warrant

En plus des options qui ont été émises en faveur de notre management et de nos employés, les actionnaires se sont attribués diverses options d’acquisition d’Actions Telenet Group Holding qu’ils possèdent mutuellement.

Le tableau qui suit synthétise, pour chacun de nos actionnaires principaux, le nombre d’Actions qu’ils détiennent actuellement et le nombre d’Actions qu’ils détiendraient si tous les *Subordinated Debt Warrants*, les Options d’Achat BCI, les Options d’Achat Interkabel et les Options sur Actions Penny Warrant étaient exercés et si tous les *Profit Certificates* de Classe A et B étaient convertis en Actions. Tous les nombres et pourcentages sont calculés avant l’Offre.

Actionnaire	Actions possédées avant la clôture de l’Offre								
	Avant Dilution		Entièrement Dilué et Présument un Exercice Complet						
	Nombre	%	Warrants de Dette Subordonnée ⁽⁴⁾	Profit Certificates ⁽⁶⁾	Options BCI ⁽⁷⁾	Options d’Achat Interkabel	Options sur Actions Penny Warrant	Total	%
Consortium Liberty									
Global	18.485.829 ⁽¹⁾	21,3 %	120.000	—	25.418.826	—	183.600	44.208.255	44,3 %
Evercore, CDPQ et									
MLPE	—	—	4.800.000 ⁽⁵⁾	—	—	—	—	4.800.000	4,8 %
MIC	29.397.882	33,8 %	2.700.000	—	(15.325.785)	—	(566.178)	16.205.919	16,3 %
GIMV	12.913.923	14,9 %	1.416.000	—	(3.804.450)	207.009	129.057	10.861.539	10,9 %
Consortium									
Financier	12.900.666	14,9 %	1.242.000	—	(3.800.244)	207.006	128.928	10.678.356	10,7 %
PIC	7.977.846 ⁽²⁾	9,2 %	—	—	(2.488.347)	(414.015)	79.728	5.155.212	5,2 %
Electrabel NV	4.200.000	4,8 %	—	—	—	—	41.973	4.241.973	4,3 %
Sous-total	85.876.146	98,9 %	10.278.000	—	96.154.146	96.154.146	96.151.254 ⁽⁸⁾	96.151.254	96,4 %
Profit Certificates de									
Classe A	—	—	—	1.500.000	—	—	—	—	—
Profit Certificates de									
Classe B	—	—	—	1.083.000	—	—	—	—	—
Nombre Total									
d’Actions	86.857.251 ⁽³⁾	100 %	97.135.251	99.718.251	99.718.251	99.718.251	99.718.251	99.718.251	100 %

(1) Inclut 2.052.138 Actions qui sont détenues directement par les sociétés liées à Evercore, dès lors que nous comprenons que ces Actions font partie du Consortium Liberty Global et sont sujettes aux accords entre les membres du Consortium Liberty Global. Inclut également 94.827 Actions avec subordination pour la liquidation, qui peuvent être converties en Actions ordinaires sur base du ratio 1,04 pour 1.

- (2) Inclut 2.070.084 Actions avec subordination pour la liquidation, qui peuvent être converties en Actions ordinaires sur base du ratio 1,04 pour 1.
- (3) Inclut 981.105 Actions qui ne sont pas détenues par nos actionnaires principaux, soit 288.000 détenues par certaines banques, 360.000 par Suez Connect SA (émises à l'occasion de l'acquisition de Telenet Solutions), 329.994 par notre Administrateur Délégué (suite à l'exercice des Warrants de Banque) et 3.111 par certains salariés et anciens salariés (suite à la conversion de leurs actions Telenet Holding en Actions Telenet Group Holding).
- (4) Nombre d'Actions à émettre suite à l'exercice de 3.426.000 *Subordinated Debt Warrants* en assumant un exercice à €40 par Warrant. Le nombre d'action à émettre sera plus bas si les porteurs de warrants optent pour un exercice sans numéraire. Les *Subordinated Debt Warrants* peuvent être exercés à tout moment et donnent le droit de souscrire à trois nouvelles Actions par Warrant.
- (5) Bien qu'Evercore, CDP Capital et Merrill Lynch Private Equity soient membres du Consortium Liberty Global, ils détiennent les 1.600.000 *Subordinated Debt Warrants* leur donnant le droit de souscrire à 4.800.000 Actions. Voir aussi “—Consortium Liberty Global”.
- (6) Le senior management et certains salariés détiennent actuellement 1.500.000 Options de Classe A 1.083.000 Options de Classe B, qui confèrent à leurs titulaires le droit de souscrire à des *Profit Certificates* de Classe A et à des *Profit Certificates* de Classe B selon un ratio un-pour-un. Les *Profit Certificates* peuvent à leur tour être converties en Actions selon un ratio un-pour-un après une période de détention de cinq mois. A la date de ce Prospectus, aucune des Options de Classe A ou des Options de Classe B n'ont été exercées et certains options ne sont pas encore exerçables. Voir “Management et Gouvernement d'Entreprise—Salariés—Plans d'Options en Faveur des Salariés.”
- (7) BCI, une entité contrôlée par Liberty Global, détient 25.418.826 options, donnant le droit d'acquérir une Action par option, exerçable à tout moment à €20 et €25 par option.
- (8) 2.877 options supplémentaires sur les Actions Penny Warrant sont détenues par certaines banques et 15 options sur Actions Penny Warrant sont détenues par deux salariés. Voir aussi “—Options sur les Actions Existantes—Options sur les Actions Penny Warrant”.

Options sur Actions Existantes

Call Option Interkabel

Interkabel a attribué au GIMV et au Consortium Financier des options afin d'acquérir 20 % des Actions que Interkabel a reçu dans le cadre de l'acquisition initiale par Cable Partners de Telenet Holding en 2001. La call option peut être exercée dans certaines circonstances, y compris en cas d'introduction en bourse. Après la prise d'effet du fractionnement d'action de trois pour un, 414.015 Actions sont concernées par cet accord. Le prix d'exercice est de €100 pour trois Action et les options expirent le 30 mars 2006.

BCI Call Options

BCI, dans laquelle Liberty Global Inc. détient indirectement une participation de contrôle, détient trois catégories d'options qui lui permettent d'acquérir des Actions des Actionnaires Belges, comme décrit dans le tableau ci-dessus. Voir “—Contrats d'Option et de Warrant.” Les options ont été initialement allouées à une filiale de BCI, InvestCo Belgian Cable 1 S.à R.L., à la suite du closing de l'Acquisition MixtICS en 2002, afin de compenser l'abandon de certains warrants qui avaient été émis en 2001, ainsi que dans le cadre du Refinancement 2003.

Ainsi que résumé dans le tableau ci-dessous, les options peuvent être exercées respectivement à €25 et €20 par option, chacune conférant le droit d'acquérir une Action. Les options (les “Call Options BCI”) sont sujettes à trois périodes d'exercice différents : (i) une période d'option initiale se terminant le 9 août 2007 et permettant à BCI d'acquérir jusqu'à 10.093.041 Actions (les “Options de la Période Initiale”), (ii) une période d'option étendue expirant le 9 août 2009 et concernant 8.575.785 Actions (les “Options de la Période Etendue”) et (iii) une nouvelle période d'option qui couvre jusqu'à 6.750.000 Actions (les “Options de la Nouvelle Période”). La période d'option des Actions de la Nouvelle Période d'Option expire à la première des dates suivantes : (i) le 9 août 2009, (ii) 18 mois après que les Actions aient été cotées à ou plus haut que €20 pendant 30 jours consécutifs suivant l'Offre, (iii) 18 mois après une vente négociée ou une transaction ou une série de transactions liées qui portent directement ou indirectement sur le transfert de 15 % des Actions existantes à une personne pour une considération égale ou supérieure à €20 par Action, ou (iv) 15 jours après une transaction

négociée au terme de laquelle une personne et les sociétés qui y sont liées détiendraient plus de 50 % des Actions existantes.

Catégorie	Nombre d'Actions à Transférer suite à l'Exercice de l'Option	Période d'Exercice	Prix d'Exercice (€)
Options de la Période Initiale	10.093.041	9 août 2002 - 9 août 2007	25
Options de la Période Etendue	8.575.785	9 août 2002 - 9 août 2009	25
Options de la Nouvelle Période	6.750.000	22 décembre 2003 - 9 août 2009 ⁽¹⁾	20
Total	25.418.826		

(1) La période d'exercice des Options de la Nouvelle Période expire à la première des dates suivantes : (i) le 9 août 2009, (ii) 18 mois après que les Actions aient été cotées à ou à plus de €20 pendant 30 jours consécutifs après l'offre, (iii) 18 mois après la vente ou une transaction ou série de transactions liées directement ou indirectement consistant dans le transfert à une personne de 15 % des Actions émises à un prix de ou supérieur à €20 par Action, ou (iv) 15 jours après une vente à la suite de laquelle une personne et les personnes liées détiendraient plus de 50 % des Actions émises.

Les options peuvent être exercées à tout moment avant l'expiration de la période concernée. BCI peut décider d'exercer les options de l'une quelconque des trois catégories, séparément ou conjointement. Cependant, dans les cas d'exercices partiels qui ne concernent pas seulement les Options de la Nouvelle Période, certaines clauses spécifient les proportions dans lesquelles les exercices doivent être alloués entre les trois catégories d'options. Une des stipulations exige que si les options sont exercées pendant la période d'exercice de la Période d'Option Initiale s'achevant le 9 août 2007, les options doivent être exercées dans la même proportion que, d'une part, les Options de la Période d'Option Initiale et, d'autre part, les Options de la Nouvelle Période, sauf si seules les Options de la Nouvelle Période sont exercées. Le contrat d'option interdit aux Actionnaires Belges de transférer les Actions sous-jacentes. Une inscription spéciale à cet effet a été faite dans le registre des actionnaires, identifiant les Actions concernées par leur numéro. Dans certains cas et sous certaines conditions spécifiées dans le Contrat de Syndicat, BCI peut transférer les options à des tiers. Si BCI décide d'exercer les options, les Actions obtenues suite à l'exercice seront sujettes aux restrictions de transfert du Contrat de Syndicat, y compris le lock-up dans le cadre de cette Offre.

Options sur Actions Penny Warrant

Certains Actionnaires du Syndicat détiennent des options relatives aux 563.286 Actions (après avoir donné effet au fractionnement des actions) (les "Options sur Actions Penny Warrant"). Bien que ce sont des Actions ordinaires, il y est fait référence sous le terme Actions Penny Warrant parce qu'elles ont été émises en décembre 2003 suite à l'exercice par les MIC de deux warrants à valeur symbolique. A l'occasion de l'exercice de ces warrants, les MIC ont acquis 851.463 Actions Penny Warrant et ont consenti une option d'achat relative à ces Actions à Telenet Group Holding. Le 19 août 2005, Telenet Group Holding a transféré ces options d'achat aux actionnaires en proportion de leur détention au 19 août 2005 des Actions Emises du 9 août 2002 conformément aux termes des accords d'actionnaires existants à ce moment-là. Voir aussi "—Transactions Récentes avant l'Offre".

En conséquence, à la date du présent Prospectus, le Consortium Liberty Global détient 183.600 options relatives aux 183.600 Actions Penny Warrant, GIMV 129.057, le Consortium Financier 128.928, les PIC 79.728, Electrabel 41.973, certaines banques 2.877 et deux salariés 15, ce qui donne des options relatives à un total de 566.178 Actions. Les options d'achat qui ont été transférées aux MIC, soit des options relatives à 285.285 options sur Actions, ont été annulées dès lors que les Actions couvertes par ces options sont actuellement détenues par les MIC. Voir aussi "—Contrats d'Options et de Warrants". Le prix d'exercice des options est de €25 par option, la période d'exercice expire le 30 novembre 2006 et chaque option donne droit à acquérir une Action.

Subordinated Debt Warrants

Telenet Group Holding a 3.426.000 *Subordinated Debt Warrants* en circulation. De ceux-ci, 2.960.000 warrants sont relatifs à des warrants préexistants qui avaient été émis précédemment en faveur du Consortium Cable Partners, du GIMV, du Consortium Financier et des MIC et dont les termes et conditions ont été répétés et amendés conjointement avec le Refinancement de 2003. Les

466.000 *Subordinated Debt Warrants* restants ont été émis en faveur du GIMV et du Consortium Financier en 2003 dans le cadre du Refinancement.

A la date de ce Prospectus, les MIC détiennent 900.000 *Subordinated Debt Warrants*, GIMV 472.000, le Consortium Financier 414.000 et le Consortium Liberty Global 1.640.000 (dont approximativement 1.600.000 sont détenus, en nom propre, par Evercore, CDPQ et MLPE à savoir 731.768 chacun pour Evercore et CDPQ et 136.464 par MLPE).

Chaque Warrant de Dette Subordonnée donne droit à son porteur à trois Actions lors du paiement d'un prix d'exercice de €40. Alternativement les porteurs peuvent opter pour un exercice sans numéraire des *Subordinated Debt Warrants*. Dans un tel cas, ils auront le droit d'acquérir un nombre réduit d'actions, utilisant la valeur de leurs warrants (mesurés par la valeur de marché des Actions à la date d'exercice moins la valeur des warrants) pour acquérir des Actions à leur valeur de marché. Les transferts de *Subordinated Debt Warrants* sont soumis aux mêmes restrictions concernant les transferts que celles applicables aux Actions en vertu du Contrat de Syndicat. Les Actions obtenues par des Actionnaires du Syndicat (autres que Evercore, CDPQ et MLPE) sur exercice des warrants sont soumises aux dispositions du Contrat de Syndicat, en ce compris les restrictions concernant les transferts. Les warrants peuvent être exercés à tout moment pendant la période d'exercice qui s'achève le 9 août 2009.

Contrat de Syndicat

Les arrangements actuels entre nos principaux actionnaires en ce qui concerne le gouvernement et les activités de nos Sociétés sont présentés dans un pacte d'actionnaires qui a d'abord été signé lorsque Cable Partners est entré dans notre capital social en 2001 et subséquemment amendé en août 2002, lors de l'acquisition MixtICS, en décembre 2003, lors du Refinancement, et en 2004, lorsque Liberty a acquis la participation de Cable Partners.

Nos actionnaires principaux sont les MIC, Interkabel (représentant les PIC), GIMV, le Consortium Financier et Electrabel (ensemble, les "Actionnaires Belges") et le Consortium Liberty Global (avec les Actionnaires Belges, les "Actionnaires du Syndicat"). Les Actionnaires du Syndicat ont l'intention de conclure une convention (le "Contrat de Syndicat") à la date de clôture de l'Offre, modifiant ainsi le pacte d'actionnaires existant.

Le Contrat de Syndicat prévoit des stipulations qui gouvernent l'objet social de notre groupe, la composition de notre Conseil d'administration et les majorités de vote spéciales en ce qui concerne les décisions du conseil d'administration, y compris en ce qui concerne les acquisitions, les transactions avec des affiliés, la conclusion de dette, les modifications du budget et la nomination de notre *Chief Executive Officer*. Voir « Management et Gouvernement d'Entreprise — Les Administrateurs — Modalités de vote des Conseils d'Administration ». Le Contrat de Syndicat contient également certains droits et règles de majorité pour les votes des actionnaires, restreint la cessibilité des Actions détenues par les Actionnaires du Syndicat et comprend les droits de préemption et le droit pour les Actionnaires du Syndicat de se joindre à toute vente à des tierces parties qui acquerrait une majorité de nos Actions. De surcroît, le contrat protège les Actionnaires du Syndicat contre la dilution. En particulier, il contient des restrictions en ce qui concerne l'augmentation de notre capital social et stipule que dans des cas où le Code des sociétés belge ne donne pas aux actionnaires existants des droits de préférence, les Actionnaires du Syndicat ne voteront pas en faveur d'une telle augmentation de capital à moins que ne leur soit donnée la possibilité de souscrire à un nombre d'Actions leur permettant de maintenir leur participation. Certaines stipulations du Contrat de Syndicat dupliquent celles figurant dans les Statuts. Le Contrat de Syndicat stipule que, entre les parties, ses stipulations priment les stipulations des Statuts. Voir également "Description du Capital Social, des Statuts" et "Droits de Gouvernement d'Entreprise—Restrictions de transfert" et "Consortium Liberty Global—Détenion d'action et contrôle".

Nos actionnaires principaux ont accepté de modifier certains droits de gouvernement en vue de l'Offre. Les principales modifications sont relatives au niveau de participation nécessaire pour nommer des administrateurs au conseil d'administration, des modifications aux restrictions aux transferts et la possibilité pour le Consortium Liberty Global de consolider notre groupe dans leur compte au titre des U.S. GAAP dans certaines circonstances. Les modifications à la composition de notre conseil d'administration sont essentiellement relatives au droit des Actionnaires du Syndicat de nommer des administrateurs aussi longtemps qu'ils détiennent au moins 7 % de nos Actions, et sous certaines conditions entre 3 % et 7 % de nos Actions. Voir également "Management et Gouvernement

d'Entreprise—Les Administrateurs—Composition du Conseil d'Administration.” Les modifications des restrictions aux transferts ont principalement pour but de faciliter l'Offre et les négociations subséquentes, mais également d'inclure un droit de préemption en faveur du Consortium Liberty Global concernant les ventes et offres sur le marché par des actionnaires du syndicats autres que le Consortium Liberty Global, sous réserve de certaines exceptions limitées. Voir également “Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise—Restrictions au Transfert” et “—Consortium Liberty Global—Participation et Contrôle.” Le Contrat de Syndicat prévoit que, dans le cas où le Consortium Liberty Global a le droit de nommer la majorité des membres du conseil d'administration et où les Actionnaires Belges n'ont pas le droit de nommer trois Administrateurs Qualifiés, mais où le Consortium Liberty Global ne peut néanmoins pas consolider notre groupe au regard des U.S. GAAP suite à des changements dans les U.S. GAAP depuis la date de l'Offre, les Actionnaires du Syndicat voteront en faveur d'amendements de nos Statuts et du Contrat de Syndicat qui permettraient au Consortium Liberty Global de consolider notre groupe, pourvu que ces amendements ne portent pas préjudice à leur intérêts. Voir aussi “—Consortium Liberty Global—Participation et Contrôle”.

Le Contrat de Syndicat expire le 23 septembre 2026 et, dans la limite autorisée par la loi, est renouvelable pour des périodes de dix ans consécutives sauf si une notification de résiliation est donnée au moins cinq ans avant l'expiration de la présente période. Des aspects de l'accord qui peuvent être interprétés comme des accords de vote ont une durée de dix ans et sont renouvelés chaque année pour une période supplémentaire jusqu'à dix ans, mais pas au-delà du terme du Contrat de Syndicat lui-même, sauf si une notification de non-renouvellement est donnée au moins une année avant toute date de renouvellement. Ceci est toutefois sans préjudice des dispositions des Statuts. Les Actionnaires du Syndicat possédant moins de 3 % des Actions ne seront plus parties au Contrat de Syndicat et ne seront plus un Actionnaire du Syndicat en ce qui concerne les Statuts.

Les accords entres les actionnaires en vertu du Contrat de Syndicat pourraient amener les parties au Contrat de Syndicat à être considérées comme étant détentrices des actions détenues par les autres parties au Contrat de Syndicat, pour l'application de la définition de changement de contrôle dans les contrats obligataires (“*Indentures*”) gouvernant les *Senior Discount Notes* et les *Senior Notes*. Aux termes du Contrat de Syndicat, dans certaines situations, les parties au Contrat de Syndicat ont convenu de voter conformément aux ordres donnés par certaines autres parties, par exemple afin d'assurer que les administrateurs soient nommés comme il est prévu au Contrat de Syndicat. Aux termes des contrats obligataires (“*indentures*”), une personne est présumée détenir des Actions si elle a le droit de contrôler le vote en vertu de ces Actions. En vertu de ces contrats, obligataires (“*indentures*”) lorsqu'un changement de contrôle survient, les détenteurs des *Notes* ont le droit de vendre celles-ci à l'émetteur et l'émetteur est obligé d'offrir de racheter ces *Notes* à un prix égal à 101 % du principal ou, si les *Senior Discount Notes* et les *Senior Notes* ont actuellement une valeur de marché plus élevée que ce prix, et, pour autant que les *Notes* continuent d'avoir une valeur de marché au-dessus de ce prix, nous ne nous attendons pas à ce qu'un détenteur exerce son droit de vendre ses *Notes* si une offre d'achat est faite à 101 % du montant en principal ou du montant accumulé. Si l'Offre est achevée et le Contrat de Syndicat est conclu, nous avons l'intention de faire une offre d'achat des *Senior Discount Notes* à 101 % de leur montant accumulé et nous nous attendons à ce que Telenet Communications, l'émetteur des *Senior Notes*, fasse une offre d'achat des *Senior Notes* à 101 % de leur montant en principal. Si les porteurs des *Notes* ne les vendent pas à 101 % de leur montant en principal par suite de l'offre de changement de contrôle faite par les émetteurs des *Notes* (que nous attendons), les porteurs de ces *Notes* n'auront par le droit, dans le futur, d'exiger que les émetteurs des *Notes* leur fassent une offre d'achat à 101 % en conséquence du fait que les Actions, options et droits de vote soient détenus par le Consortium Liberty Global ou certaines autres parties au Contrat de Syndicat.

Convention d'Actionnaires Relative à l'Introduction en Bourse

Telenet Group Holding a conclu une convention d'actionnaires relative à l'introduction en bourse (*registration rights agreement*) avec ses principaux actionnaires selon laquelle elle est obligée d'assister à la préparation de toute offre secondaire d'Actions à la demande des parties à la convention et à condition que l'offre envisagée soit d'un montant minimum de \$100 millions. Telenet Group Holding sera aussi obligé de supporter certains des coûts encourus dans le cadre d'une telle offre. Les autres actionnaires qui sont partie au *registration rights agreement* auront le droit d'avoir leurs Actions incluses dans l'offre secondaire.

CERTAINES RELATIONS ET OPERATIONS AVEC DES PARTIES LIEES

Nous avons pris part, dans le passé, et nous continuerons, dans le futur, à prendre part à des opérations avec des entités affiliées, en particulier avec nos principaux actionnaires et sociétés affiliées. Un résumé de toutes les opérations substantielles entre nous et des parties liées, mis à part l'endettement intra-groupe, est repris ci-dessous :

- Le Contrat de Syndicat et les pactes d'actionnaires précédents, tels que modifiés, et les addenda y étant liés, entre les principaux actionnaires de Telenet Group Holding, y compris le GIMV, le Consortium Financier, les MIC, Interkabel, Electrabel et InvestCo Belgian Cable et, en ce qui concerne certaines stipulations, Telenet Group Holding, Telenet Communications, Telenet Bidco et Telenet Holding, relativement à des généralités sur l'actionnariat et les activités des actionnaires, à la représentation au Conseil, aux contributions au capital, aux transferts des actions, à certains aspects opérationnels et d'autres dispositions pertinentes. Voir "Management et Gouvernement d'Entreprise" et "Principaux Actionnaires—Contrat de Syndicat".
- Le Contrat de Crédit Senior (*Senior Credit Facility*) du 12 juillet 2002 (tel que modifié le 31 mars 2005) entre Telenet Bidco, Telenet NV, Telenet Vlaanderen et MixtICS, en qualité d'emprunteurs, et Telenet Bidco, Telenet NV, Telenet Vlaanderen, Telenet Holding, Phone-Plus, Telenet Solutions, Telenet Solutions Luxembourg et Merlion Communications en qualité de garants, avec certaines banques en qualité de prêteurs, European Investment Bank, GE Capital Structured Finance Group Limited, J.P. Morgan plc, KBC Bank NV, Lloyds TSB Bank plc, succursale belge, Merrill Lynch International, NIB Capital Bank, succursale belge, The Royal Bank of Scotland plc, Société Générale and WestLB AG en qualité d'arrangeurs mandatés, The Royal Bank of Scotland plc en qualité d'agent du crédit et KBC Bank NV en qualité de *Security Agent*. Ce contrat prévoit plusieurs facilités de crédit pour notre groupe, chacune étant gouvernée par des stipulations différentes. Voir "Activité—Contrats de Crédits Significatifs—Contrat de Crédit Senior".
- Des *Subordinated Debt Warrants* et accords y afférents entre les principaux actionnaires de Telenet Group Holding relatifs à 3.426.000 warrants de Telenet Group Holding exerçables à un prix de €40 par trois Actions (ou, sujet à un ajustement quant au nombre des warrants, à €0,01 par Action) à tout moment jusqu'au 9 août 2009. Voir "Principaux Actionnaires—Subordinated Debt Warrants".
- Warrants et Options accordés à certains de nos employés et membres du management. Voir "Management et Gouvernement—Employés—Plans d'Options en faveur des Salariés".
- *Registration Rights Amendment Agreements* entre les actionnaires de Telenet Group Holding, Telenet Communications et Telenet Bidco, selon lesquels Telenet Group Holding peut être obligé, sous certaines conditions, de réaliser une introduction en bourse ou une offre publique secondaire. Voir "Principaux Actionnaires—Convention d'Actionnaires relative à l'Introduction en Bourse".
- Accord de Services Stratégiques entre Telenet Operaties (désormais Telenet NV) et Cable Partners, relatif à la fourniture de certains services au groupe Telenet. Cet accord a été résilié le 11 mai 2005.
- Acte d'apport Interkabel et hypothèque y afférent. Voir "Activité—Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions—Nos Droits d'Utilisation du Réseau Partenaire".
- Accords de Coopération octroyant aux PIC et à Interkabel certains droits de fournir des ventes de construction locale, des installations téléphoniques et services de maintenance à Telenet NV et Telenet Vlaanderen.
- Accord de Coopération entre le gouvernement flamand, MixtICS, Interkabel et certains diffuseurs flamands (*broadcasters*) selon lequel les parties acceptent de développer une offre iDTV basée sur le standard MHP ou un standard similaire qui remplit nos spécifications requises. Voir "Activité—Produits et Services Futurs—Télévision Digitale Interactive".
- Accord conclu entre notre groupe et les PIC afin de fournir le service Prime sur le Réseau Partenaire.
- Accord de Services et de Transfert concernant l'Acquisition MixtICS. Voir les "Commentaires et Analyse par le Management de la Situation Financière et des Résultats d'Exploitation—Facteurs

Affectant les Résultats des Opérations—Coûts—Intégration MixtICS” et “Management et Gouvernement—Employés—Employés d’Electrabel”.

- Accords de Clientèle et Accord d’Annuité. Voir “Notre Historique—Amélioration du Réseau”.
- Accord cadre sur la fibre optique et baux relatifs aux fibres foncées (“*dark fiber*”) entre Electrabel et Telenet Solutions.
- Accord Cadre d’Assistance entre Trasys SA (une filiale d’Electrabel) et Telenet Solutions, suivant lequel Trasys SA fournit des services de systèmes d’information spécialisés à Telenet Solutions.
- Accord de Services de Télécommunications entre Electrabel et Telenet Solutions, selon lequel Telenet Solutions accepte de fournir des services de télécommunications à Electrabel.
- Accords entre Telenet NV et Electrabel Customer Solutions NV pour la fourniture non exclusive de courant électrique aux sites de Telenet, qui contiennent certaines exigences minimales d’utilisation.
- Location de l’immeuble de notre siège social conformément à un contrat de *sale-leaseback* avec KBC, avec notre option liée d’acquérir tous les droits relatifs au terrain et à l’immeuble de KBC, et l’octroi à Investco Belgian Cable d’une option similaire qui permettrait à Investco Belgian Cable d’acquérir tous ces droits aux mêmes termes et conditions que notre option de KBC. Voir “Activité Commerciale—Propriété, Site et Equipement”.
- Accords entre KBC Exploitation NV et Telenet Solutions relatifs à l’installation et location de fibres foncées (*dark fibers*).
- Accord de fourniture de services commerciaux d’internet, de données et vocaux à KBC.
- Certains droits de superficie dans des immeubles *switch* situés sur des terrains détenus par deux des PIC, droits d’usage en rapport avec un *switch* détenu par Electrabel et location de stations de tête de réseau d’Electrabel et plusieurs PIC. Voir “Activité—Propriété, Site et Equipement”.

DESCRIPTION DU CAPITAL SOCIAL, DES STATUTS ET DES DROITS DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Généralités

Telenet Group Holding NV est une société anonyme constituée et existant conformément aux droit belge.

Telenet Group Holding a été constituée conformément au droit belge le 3 juin 2002 pour une durée illimitée. Son siège social est situé à Liersesteenweg 4, 2800 Malines, Belgique. La société est inscrite au registre des personnes morales de Belgique sous le numéro 0477.702.333.

La présente section résume l'objet social et le capital social de Telenet Group Holding, et donne une présentation générale des règles de gouvernement d'entreprise applicables à Telenet Group Holding. Elle est établie sur la base des Statuts de Telenet Group Holding, tels que modifiés par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 20 septembre 2005, avec effet à la clôture de l'Offre, sur la base des dispositions applicables du Code des sociétés belge et de certaines autres lois belges relatives à la constitution, à l'organisation et aux opérations de sociétés anonymes. Ce résumé est de nature générale et ne vise pas à présenter une description exhaustive des Statuts de Telenet Group Holding ou des dispositions applicables du droit belge. Par ailleurs, des dispositions importantes relatives au gouvernement de notre groupe sont incluses dans le Contrat de Syndicat. Voir "Management et Gouvernement d'Entreprise" et "Principaux Actionnaires—Contrat de Syndicat".

Objet Social

L'objet social de Telenet Group Holding figure à l'article 4 de ses Statuts. Son objet social inclut principalement :

- L'acquisition, par voie de souscription, apport, fusion, coopération, assistance financière ou autrement, d'un intérêt ou d'une participation dans toutes sociétés, entreprises, activités et associations existantes ou à constituer, tant en Belgique qu'à l'étranger.
- La gestion, le développement et la liquidation de ces intérêts ou participations.
- La participation directe ou indirecte dans la gestion, l'administration, la supervision et la liquidation d'entreprises, d'activités, de sociétés et d'associations dans laquelle elle a une participation ou un intérêt.
- Le conseil ou l'assistance dans tous les domaines de la conduite d'activités, de la gestion et de la direction d'entreprises, de sociétés, d'activités commerciales ou d'associations dans lesquelles elle a un intérêt ou une participation et, en général, la réalisation de toutes actions qui, en tout ou en partie, directement ou indirectement, appartiennent aux activités d'une société-holding.
- La conception, la réalisation, l'établissement, l'adaptation, la maintenance, la fourniture, la fabrication et l'exploitation de réseaux câblés existants et nouveaux, en tout ou en partie. Ces réseaux câblés sont à comprendre dans le sens le plus large, en ce compris, sans que cela soit limitatif, les réseaux câblés pour la distribution de services de diffusion.
- La conception, la réalisation, l'établissement, l'adaptation, la maintenance, la fourniture, la fabrication et l'exploitation de réseaux de télécommunication existants et nouveaux, en tout ou en partie, tant pour les communications fixes que mobiles. Ces réseaux de télécommunication sont à comprendre dans le sens le plus large, en ce compris, sans que cela soit limitatif, la téléphonie.
- La fourniture de tous services sur ceux-ci ou sur d'autres réseaux, tant à des intermédiaires qu'à des utilisateurs finaux, étant des personnes privées, des autorités publiques ou des entreprises, tant à des groupes d'utilisateurs fermés et au public qu'aux autres utilisateurs de services de télécommunication intéressés.
- Le développement, la réunion, la structuration, la gestion et l'exploitation de données multimédia et d'autres informations, que ce soient des données, des textes, des images, des sons ou toute combinaison de ceux-ci.
- La distribution et fourniture de signaux d'information et de communication, en ce compris, la fourniture et l'acheminement de signaux audiovisuels et de télévision et l'exploitation d'un réseau télévisé câblé.
- Le transport de signaux d'information et de communication, en ce compris, les signaux digitaux, audiovisuels et de télévision.

- L'installation, la maintenance et l'exploitation de systèmes de communication bidirectionnelle et toutes ses applications qui sont en conformité avec la législation en vigueur.
- La réalisation de toutes les utilisations des infrastructures (installations, réseaux principaux et de distribution) ayant un lien direct avec les activités précitées.
- La gestion, l'exploitation et la fourniture de tous les services nécessaires pour les installations et réseaux principaux et de distribution précités.

La liste ci-dessus n'est pas restrictive et doit être interprétée dans le sens le plus large possible. Toutefois, nous ne pouvons pas nous engager dans toute activité référencée si nous ne disposons pas du permis ou de la licence requis.

Capital Social

Le capital social de Telenet Group Holding à la date de ce Prospectus s'élève à €1.427.930.057,16, divisé en 86.857.251 actions nominatives entièrement libérées (après prise d'effet du fractionnement d'action de trois pour un) sans désignation de valeur nominale et représentant chacune une part égale du capital social. Telenet Group Holding a aussi émis 30 *Golden Shares* qui ont les mêmes droits et privilèges que les autres Actions et offrent également à leurs détenteurs certains droits additionnels. Voir "—Droits de Vote Attachés aux Actions". De surcroît, 2.164.911 actions de Telenet Group Holding appartenant à Interkabel et au Consortium Liberty Global sont subordonnées en cas de liquidation de Telenet Group Holding. Elles peuvent toutefois être converties en Actions ordinaires sur la base d'une parité d'échange de 1,04 pour 1. Voir "—Droits Relatifs à la Liquidation." Les 30 *Golden Shares* et 2.164.911 actions subordonnées sont pour le reste identiques et participent au capital de la même manière que les Actions ordinaires. Elles sont comprises dans le nombre global de 86.857.251 d'Actions existantes de Telenet Group Holding.

Aux termes des règles de transparence belges, une entité ou un groupe d'entités détenant 5 % ou plus des actions d'une société dont les valeurs mobilières disposant d'un droit de vote sont admises à la cotation sur un marché réglementé, comme Telenet Group Holding après l'Offre, doit notifier sa participation à la société et à la CBFA. En vertu des Statuts, le seuil de notification a été abaissé à 3 %. En conséquence, une notification est requise dès qu'une partie détient 3 % des Actions de Telenet Group Holding.

Historique du Capital Social

Au moment de la constitution, le capital social de Telenet Group Holding était de €62.000, représenté par 620 Actions nominatives entièrement libérées. Le 9 août 2002, les 620 actions existantes ont été scindées en 1.240 Actions et le capital social a ensuite été augmenté à €1.419.104.900, par l'émission de 28.380.858 Actions nouvelles par suite de l'apport en nature de toutes les actions de Telenet Communications. Le capital social a par la suite été augmenté à €1.420.008.150 par l'émission de 18.065 Actions nouvelles en rémunération d'un apport en nature de 18.065 actions de Telenet Holding. Le 28 mai 2003, le capital social a été augmenté à €1.421.929.900, par l'émission de 38.435 Actions nouvelles attribuées suite à un apport en nature d'actions dans Telenet Holding au ratio de une nouvelle Action de Telenet Group Holding pour une action apportée de Telenet Holding. Le 9 décembre 2003, le capital social a été augmenté de €1.421.929.900 à €1.427.929.900 par l'émission de 120.000 Actions nouvelles.

Le 22 décembre 2003, le capital social de Telenet Group Holding a été augmenté à €1.427.929.900,02 conformément à l'exercice de deux *Penny Warrants*, résultant dans l'émission de 283.821 Actions nouvelles. Le 24 août 2005, le capital social a été augmenté à €1.427.930.057,16 suite à l'exercice de 15.714 Bank Warrants résultant dans l'émission de 109.998 Actions nouvelles. Au cours de leur assemblée du 20 septembre 2005, les actionnaires ont approuvé un fractionnement d'action en vertu duquel chaque Action existante à cette date a été convertie en trois Actions nouvelles, résultant dans l'émission de 86.857.251 Actions existantes. Le fractionnement d'action prendra effet à la date de clôture de l'Offre.

Le tableau suivant résume les augmentations de notre capital social depuis le 9 août 2002. Ces chiffres ne tiennent pas compte du fractionnement d'action, sauf en ce qui concerne la dernière ligne.

Date	Augmentations de Capital	Nombre d'Actions Emises	Capital Social (€)
9 août 2002	Nombre d'Actions existantes à la suite de l'Acquisition MixtICS	28.382.098	€ 1.419.104.900
9 août 2002	Apport en nature d'actions Telenet Holding	18.065	€ 1.420.008.150
28 mai 2003	Apport en nature d'actions Telenet Holding	38.435	€ 1.421.929.900
9 décembre 2003	Apport en nature d'actions Telenet Holding	120.000	€ 1.427.929.900
22 décembre 2003 . . .	Exercice de deux Penny Warrants	283.821	€1.427.929.900,02
24 août 2005	Exercice de Bank Warrants	109.998	€1.427.930.057,16
Date de Clôture de l'Offre	Nombre d'actions en circulation à la suite du fractionnement d'action sur une base de trios pour un	86.857.251	€1.427.930.057,16

Modifications du Capital Social

En vertu du Code des sociétés belge, Telenet Group Holding peut augmenter ou réduire son capital social par décision de l'assemblée générale des actionnaires, lors d'une réunion à laquelle au moins 50 % du capital social de Telenet Group Holding est présent ou représenté, la modification devant être approuvée par au moins 75 % des votes émis. Au cas où le quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée doit être convoquée par une nouvelle convocation. Des délibérations et décisions valables peuvent être prises à l'assemblée suivante, quel que soit le nombre des Actions présentes ou représentées. Dans certaines circonstances, les Statuts requièrent une majorité de 81,4 % pour les augmentations de capital. Voir "Assemblées Générales des Actionnaires—Droit de Vote aux Assemblées Générales d'Actionnaires—Majorités Spéciales".

Les Statuts actuels de Telenet Group Holding n'autorisent pas le Conseil d'administration à augmenter le capital de la société sans l'autorisation des actionnaires, sauf en ce qui concerne l'émission d'Actions sur une base récurrente, dans le cadre d'une tranche ayant des termes similaires à ceux de la première tranche et de l'Offre aux Salariés, à condition de remplir certaines conditions suspensives et sans dépasser la limite des cinq ans de l'autorisation octroyée au Conseil d'administration.

Droits Préférentiels de Souscription

En cas d'augmentation de capital en espèce, les actionnaires existants ont un droit préférentiel de souscription aux nouvelles Actions, proportionnellement à la part du capital social représenté par leurs Actions existantes. Ce droit peut être exercé pendant une période d'au moins quinze jours depuis le début de la période de souscription. Les Actionnaires peuvent décider de restreindre ou de renoncer à leur droit de préférence conformément au Code des sociétés belge. Le Contrat de Syndicat protège les Actionnaires du Syndicat contre toute dilution. En particulier, il contient des restrictions à l'augmentation du capital social et prévoit que, dans le cas où le Code des sociétés belge n'octroie pas de droit de préférence aux actionnaires existants, les Actionnaires du Syndicat n'exerceront leur vote à l'appui de l'augmentation de capital que s'ils reçoivent la possibilité de souscrire à un nombre suffisant d'actions de manière à maintenir le niveau de leur participation. Voir aussi "Actionnaires Principaux—Contrat de Syndicat". Veuillez noter que les actionnaires en dehors de la Belgique, et spécialement ceux situés aux Etats-Unis, sont susceptibles de ne pas avoir la possibilité d'exercer leurs droits préférentiels. Voir "Facteurs de Risque—Risques Liés à l'Offre—Les actionnaires se trouvant en dehors de Belgique pourraient ne pas être capables d'exercer leurs droits de souscription préférentiels."

Restrictions à la Cession

Toutes les Actions sont librement cessibles, à l'exception des Golden Shares et sous réserve du respect des stipulations du Contrat de Syndicat par les Actionnaires du Syndicat. Certaines Actions appartenant à certains Actionnaires du Syndicat ne seront pas, bien que cotées, négociées sur *Eurolist by Euronext*, le Marché Réglementé de Euronext Brussels, aussi longtemps qu'elles resteront marquées comme étant sujettes à l'option de vente d'Interkabel, à l'option d'achat BCI et à l'option d'achat sur les Actions *Penny Warrant*. Voir "Actionnaires Principaux—Contrats d'Options et de Warrants." De la

même manière, les Actions qui sont subordonnées en cas de liquidation de Telenet Group Holding ne peuvent être négociées sur le Marché Réglementé avant d'avoir été converties en Actions ordinaires. Voir “—Capital Social.”

Le Contrat de Syndicat contient divers droits de préemption et un droit de suite (*tag along*) qui peuvent avoir pour effet de restreindre la cessibilité. Tout d'abord, tous les Actionnaires du Syndicat ont un droit de préemption en ce qui concerne les cessions d'Actions et de *Subordinated Debt Warrants* par des Actionnaires du Syndicat à des tiers qui ne sont pas effectuées par des ventes sur le marché étant des ventes sur Euronext ou un autre marché internationalement reconnu, et ce compris une cession en bloc ou en échange, ou par le biais d'une offre publique ou privée. En second lieu, les ventes sur le marché ou par le biais d'offres publiques ou privées par des Actionnaires du Syndicat autres que le Consortium Liberty Global font l'objet d'un droit de préemption en faveur du Consortium Liberty Global, sujet à certaines conditions et exemptions, y compris une exemption concernant les ventes sur le marché jusqu'à 300.000 Actions par groupe par trimestre. Le droit de préemption relatif aux ventes sur le marché demeure valable jusqu'au premier des événements suivants : l'acquisition par le Consortium Liberty Global de plus de 50 % des Actions existantes, l'exercice par le Consortium Liberty Global des options d'achat BCI et l'expiration des périodes d'exercice concernant ces options. Voir “Principaux Actionnaires—Contrats d'Options et de Warrant.” Finalement, les cessions sur le Marché Réglementé par le Consortium Liberty Global sont aussi sujettes à un droit de préemption au bénéfice des membres du Consortium Liberty Global.

En vertu du Contrat de Syndicat, un Actionnaire du Syndicat qui envisage de céder des Actions est contractuellement tenu d'arranger l'achat des Actions et des *Subordinated Debt Warrants* restants des autres Actionnaires du Syndicat si, du fait d'un tel transfert, un tiers ou un Actionnaire du Syndicat venait à acquérir plus de 50 % des Actions.

Droits de Vote Attachés aux Actions

Chaque actionnaire a droit à un vote par Action, sans préjudice des limitations spécifiques aux droits de vote imposées par le Contrat de Syndicat, les Statuts de Telenet Group Holding et le droit des sociétés belge. Les actionnaires peuvent voter par procuration.

Les droits de vote peuvent être suspendus par Telenet Group Holding en ce qui concerne les Actions qui font l'objet d'une copropriété jusqu'à ce qu'une personne soit nommée bénéficiaire des droits concernés. Les droits de vote en rapport avec des Actions en usufruit sont exercés par l'usufruitier. Les Actions à droits de vote qui font l'objet d'un nantissement sont exercées par le propriétaire-gageur.

Les actionnaires de Telenet Group Holding ont le pouvoir exclusif de nommer et de révoquer les administrateurs de Telenet Group Holding. Les administrateurs sont élus à la majorité simple. Toutefois, les Statuts réservent aux Actionnaires du Syndicat le droit de nommer certains administrateurs aussi longtemps qu'ils ne transfèrent pas un certain pourcentage de leurs Actions. De plus, dans le cadre du Contrat de Syndicat, les Actionnaires du Syndicat ont accepté de répartir les postes d'administrateur entre eux. Voir “Management et Gouvernement d'Entreprise—Administrateurs—Composition du Conseil d'administration”. Telenet Group Holding a également émis 30 *Golden Shares* aux MIC. Les porteurs des *Golden Shares* ont le droit de nommer les administrateurs de Classe A au Conseil Réglementaire de Telenet Group Holding. Si les MIC cessent d'avoir le droit d'être représentés au Conseil d'administration, les porteurs des *Golden Shares* seront en droit de nommer un observateur au Conseil d'administration aussi longtemps que les *Golden Shares* sont en circulation. Voir “Management et Gouvernement d'Entreprise—Administrateurs—Conseil Réglementaire”.

Assemblées Générales des Actionnaires

Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de Telenet Group Holding a lieu au siège social ou à tout autre endroit spécifié autrement dans la convocation à l'assemblée générale. L'assemblée se tient chaque année le dernier jeudi du mois de mai à 15h00 (heure belge).

Assemblées Générales Spéciales et Extraordinaires des Actionnaires

Le Conseil d'administration ou les commissaires peuvent, à tout moment dans le cas où l'intérêt de Telenet Group Holding le requiert, convoquer une assemblée générale spéciale ou extraordinaire des actionnaires. Les assemblées d'actionnaires doivent également être convoquées chaque fois qu'un ou

plusieurs actionnaires détenant au moins 20 % du capital social de Telenet Group Holding le demandent.

Convocation à l'Assemblée Générale

La convocation à l'Assemblée Générale doit indiquer le lieu, la date, et l'heure de l'assemblée, et les résolutions proposées qui seront soumises à l'assemblée. L'assemblée ne peut délibérer ou voter sur des sujets qui n'ont pas été inscrits à l'ordre du jour, sauf si toutes les Actions sont présentes ou représentées et décident à l'unanimité d'inscrire les sujets à l'ordre du jour. La convocation doit être publiée dans les Annexes du Moniteur belge au moins 24 jours avant la réunion (ou, si une deuxième réunion est nécessaire et si la date de la deuxième réunion était incluse dans la convocation à la première réunion, au moins 17 jours avant la deuxième réunion). A moins que l'assemblée générale des actionnaires ne se tienne au lieu, date et heure mentionnés dans les Statuts (voir “—Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires”), et que l'ordre du jour soit limité à la délibération des comptes annuels, au rapport annuel, au rapport des commissaires et au quitus des administrateurs et des commissaires, la convocation doit également être publiée dans un quotidien national au moins 24 jours avant l'assemblée (ou, si une deuxième réunion est exigée et si la date de la deuxième réunion était incluse dans la convocation de la première réunion, au moins 17 jours avant la deuxième réunion). Les porteurs des Actions, warrants et obligations nominatifs de Telenet Group Holding sont individuellement convoqués par courrier au moins 15 jours avant l'assemblée. Les détenteurs de parts bénéficiaires doivent également être convoqués au moins 16 jours avant l'assemblée au cas où ils ont le droit de vote.

Participation à l'Assemblée Générale des Actionnaires

Les porteurs d'Actions, warrants et obligations nominatifs de Telenet Group Holding ont le droit d'assister aux assemblées générales d'actionnaires. Seuls les actionnaires de Telenet Group Holding peuvent toutefois voter aux assemblées générales d'actionnaires, et les porteurs des warrants et obligations de Telenet Group Holding ont seulement un vote consultatif. Les membres du Conseil d'administration et le commissaire de Telenet Group Holding assistent également aux assemblées générales d'actionnaires. Les détenteurs de parts bénéficiaires auront un droit de vote dans les cas prévus par le Code des sociétés belge.

Formalités afin de Participer à l'Assemblée Générale des Actionnaires

Afin d'assister à l'assemblée générale des actionnaires, les porteurs doivent respecter les procédures prévues par le Conseil d'administration dans la convocation. Si le Conseil d'administration requiert que les Actions soient déposées, les porteurs d'Actions dématérialisées doivent obtenir et déposer un certificat émis par un titulaire de compte identifié ou l'agent de compensation des actions de Telenet Group Holding, affirmant que ces Actions sont bloquées jusqu'après la date de l'assemblée générale. Le certificat doit être déposé au lieu indiqué dans la convocation à l'assemblée au plus tard le troisième jour ouvrable avant l'assemblée (à l'exclusion des samedi et dimanche). Les détenteurs d'Actions au porteur doivent déposer leurs Actions au lieu indiqué dans la convocation pour la même date. Les détenteurs d'Actions nominatives doivent figurer dans le registre approprié et, le cas échéant, doivent informer le Conseil d'administration de leur présence à l'assemblée.

Les statuts autorisent également le Conseil d'administration à prévoir une date de détention dans la convocation à l'assemblée générale. Si le Conseil d'administration décide d'inclure une date de détention dans la convocation, seules les personnes qui détiennent des actions à 24:00 heures (Central European Time, GMT + 1) à cette date de détention peuvent participer et voter à l'Assemblée Générale sur la base de ces actions, peu importe le nombre d'actions qu'elles détiennent au jour de l'assemblée générale.

La date de détention spécifiée peut être fixée au plus tôt 15 jours calendrier avant et au plus tard 5 jours ouvrables avant la date de l'Assemblée Générale. Si le Conseil d'administration décide d'inclure une date de détention, la convocation à l'assemblée générale doit être publiée aux Annexes du Moniteur Belge et dans un organe de presse national au moins 24 jours avant la date de détention (ou, si une seconde assemblée est requise et au cas où la date pour cette seconde assemblée était mentionnée dans la Convocation relative à la première assemblée, au moins 17 jours avant la date de détention pour cette seconde assemblée).

Procurations

Chaque actionnaire a le droit d'assister à l'assemblée des actionnaires et de voter à cette assemblée en personne ou en donnant une procuration à une autre personne. Le détenteur d'une procuration n'a pas besoin d'être actionnaire. Le Conseil d'administration de Telenet Group Holding peut demander que les actionnaires utilisent un modèle de procuration (avec des instructions de vote), qui devra être déposé au siège social de Telenet Group Holding au moins cinq jours avant l'assemblée. Les Statuts de Telenet Group Holding permettent également aux actionnaires de voter par courrier, qui doit être envoyé au plus tard cinq jours avant l'assemblée par lettre recommandée avec accusé de réception.

Droit de Vote à l'Assemblée Générale des Actionnaires

Quorum et majorités. En général, il n'y a pas d'exigence de quorum pour une assemblée générale des actionnaires. Les modifications au capital social de Telenet Group Holding, les décisions relatives à la dissolution et liquidation de Telenet Group Holding (sauf par décision judiciaire) et fusions, scissions et les transferts de certains actifs et autres basés sur un échange d'actions, les modifications des Statuts (autre qu'une modification de l'objet social de Telenet Group Holding), et certaines autres questions auxquelles il est fait référence dans le Code des sociétés belge, exigent à la fois la présence ou la représentation d'au moins 50 % du capital social de Telenet Group Holding, et également l'approbation d'au moins 75 %, ou 80 % si les règles de super majorité s'appliquent, des votes émis à l'assemblée. Une modification de l'objet social de Telenet Group Holding exige l'approbation d'au moins 80 % des votes émis à l'assemblée des actionnaires concernée, qui en principe ne peut valablement adopter une telle résolution que si au moins 50 % du capital social de Telenet Group Holding et au moins 50 % des parts bénéficiaires, s'il y en a, sont présents ou représentés. Dans le cas où une exigence de quorum ne serait pas satisfaite, une nouvelle assemblée doit être convoquée par voie d'une nouvelle convocation. La deuxième assemblée générale des Actionnaires peut valablement délibérer ou décider sur les questions présentées, peu importe le nombre d'Actions présent ou représenté.

Majorités Spéciales. Les Statuts imposent une majorité qualifiée de 81,4 % pour toutes les décisions pour lesquelles le Code des sociétés belge requiert un vote affirmatif de 75 % ou plus des actionnaires, aussi longtemps que le Consortium Liberty Global possède au moins 21,18 % des Actions existantes. La règle de super majorité cesse toutefois de s'appliquer dès que le Consortium Liberty Global possède moins de 21,18 % ou plus de 25 % des Actions existantes. Cela permet dans les faits au Consortium Liberty Global de bloquer certaines décisions, telles que les modifications des Statuts, y compris les augmentations de capital de Telenet Group Holding, et les modifications de son objet social, aussi longtemps qu'il possède au moins 21,18 % des Actions.

De surcroît, les Statuts précisent que Telenet Group Holding n'a pas le droit de céder ou d'autoriser la cession des actions de Telenet Communications, de Telenet Bidco, de Telenet Holding, de Telenet NV ou de Telenet Vlaanderen, ou d'émettre ou d'autoriser l'émission d'actions de ces sociétés au profit de tiers, sans le vote affirmatif de 80 % des actionnaires présents ou dûment représentés à l'Assemblée Générale. Dans le cas de Telenet Vlaanderen, toute cession ou émission d'actions de ce type requiert de surcroît l'autorisation de Interkabel aussi longtemps que cette dernière possède une Action et que les droits d'usage n'ont pas été résiliés.

Ce qui précède n'empêche pas la mise en gage de toute action dans un but de financement des opérations de ces sociétés Telenet, sauf l'interdiction de mettre en gage les actions de Telenet Vlaanderen. Nonobstant ce qui précède, si les Actionnaires Belges n'ont pas le droit de désigner 3 ou plus des administrateurs par portion de 7 % des Actions de Telenet Group Holding, toute vente ou autre transfert d'actions des sociétés Telenet susmentionnées (autres que Telenet Vlaanderen) ou tout émission d'actions (en rétribution d'un apport en nature d'actifs ou de droits dans un fonds de commerce ou un apport d'un tel fonds de commerce) par ces sociétés Telenet (autres que Telenet Vlaanderen) requière uniquement l'approbation d'une majorité simple du Conseil d'administration de la société Telenet en question, dans tous les cas où cette vente ou émission représente moins de 20 % de la juste valeur des actifs de Telenet Group Holding.

En général, en vue de calculer les 21, 18 % susmentionnés, les Actions suivantes ne sont pas considérées comme étant émises : (i) les actions émises ou émissibles suite à la conversion des Class A Profit Certificates et Class B Profit Certificates et suite à l'exercice des Subordinated Debt Warrants; et (ii) toute autre Action, warrants sur Actions, options sur Actions ou des instruments financiers convertibles en Actions existantes ou à émettre dans le futur par Telenet Group Holding et sur lesquelles Liberty Global Consortium ne détient pas de droit de souscription préférentiel ou n'a pas

reçu la possibilité d'acquérir des Actions additionnelles (par la souscription d'Actions nouvelles ou autrement) en nombre suffisant pour maintenir le même pourcentage de participation avant l'émission de ces Actions, warrants, options ou instruments financiers convertibles à d'autres Personnes, à un prix d'émission égal au plus élevé de (a) le prix à payer par les autres Personnes acquérant des Actions ou le prix d'exercice des warrants ou options ou pour convertir les instruments financiers convertibles en Actions, et (b) la valeur requise par le Code des sociétés belge.

Distribution des Bénéfices

Toutes les Actions et les parts bénéficiaires participent de manière égalitaire aux bénéfices de Telenet Group Holding. Conformément au Code des sociétés belge, les actionnaires peuvent décider de distribuer les bénéfices par un vote à la majorité simple à l'assemblée générale annuelle des actionnaires, basé sur les plus récents comptes statutaires audités préparés conformément aux GAAP belges et une recommandation non liante du conseil d'administration de Telenet Group Holding. Les Statuts autorisent également le Conseil d'administration à distribuer des acomptes sur dividendes sur les bénéfices de l'exercice en cours sous réserve des conditions figurant dans le Code des sociétés belge.

A l'image du Code des sociétés belge, l'article 51 des Statuts de Telenet Group Holding impose que Telenet Group Holding affecte, chaque année, au moins 5 % de ses bénéfices annuels nets à une réserve légale, jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10 % du capital social de Telenet Group Holding. Concernant les bénéfices distribuables au-delà de l'affectation exigée à la réserve légale, les Statuts de Telenet Group Holding stipulent que ces bénéfices peuvent être distribués par remboursement du capital, conformément à l'Article 615 du Code des sociétés belge.

Conformément au droit belge, des dividendes ne peuvent être distribués que si, suite à la déclaration et à la distribution des dividendes, le montant des actifs nets de Telenet Group Holding au dernier jour du dernier exercice (c'est-à-dire, le montant total des actifs tels que figurant au bilan, diminué des provisions et des dettes), moins (i) le montant non-amorti des coûts de constitution et d'expansion et (ii) le montant non-amorti des coûts de recherche et de développement, ne descend pas au-dessous du montant du capital libéré, augmenté du montant des réserves non distribuables.

Concernant les Actions au porteur, la loi belge du 24 juillet 1921 dispose que si le paiement de dividendes sur des actions au porteur n'a pas été réclamé par le porteur légal, la société a le droit de déposer ces dividendes à la Caisse des Dépôts et Consignation. Le droit de demander la distribution des dividendes ainsi déposés expire après trente ans, date à laquelle les dividendes deviennent la propriété de l'Etat belge. Concernant les actions nominatives, le droit de paiement des dividendes expire cinq ans après que le Conseil d'administration a déclaré les dividendes payables. Voir également "Dividendes et Politique de Distribution de Dividendes".

Droits Relatifs à la Liquidation

Si, du fait des pertes subies, le rapport entre les actifs nets (légaux) de Telenet Group Holding (déterminés conformément aux règles légales et comptables belges) et le capital social descend sous les 50 %, le Conseil d'administration de Telenet Group Holding devra convoquer une assemblée générale spéciale des actionnaires dans les deux mois de la date à laquelle le Conseil d'administration a découvert ou aurait dû découvrir la sous-capitalisation. Lors de cette assemblée, le Conseil d'administration devra proposer soit de dissoudre Telenet Group Holding soit de prendre des mesures appropriées afin de poursuivre les activités de Telenet Group Holding. La même procédure devrait être suivie si, en raison des pertes subies, le rapport entre les actifs nets de Telenet Group Holding et le capital social était de moins de 25 %. Si les actifs nets descendent en dessous de €61.500 (le montant minimum du capital social d'une société anonyme de droit belge), toute partie intéressée pourra saisir une juridiction compétente afin d'obtenir la dissolution de Telenet Group Holding. Dans ce cas, Telenet Group Holding pourra présenter un plan de continuation de ses activités. Le tribunal pourra ordonner la dissolution de Telenet Group Holding ou accorder une période de grâce pour remédier à la situation.

En cas de dissolution ou de liquidation de Telenet Group Holding, les actifs ou les produits de la vente des actifs restants, après le paiement de toutes les dettes, des coûts de liquidation et taxes, doivent être distribués sur une base égalitaire aux actionnaires, prenant en compte tout droit préférentiel de liquidation qui peut exister pour toute classe particulière d'actions.

De surcroît, en vertu des Statuts, 2.164.911 actions de Telenet Group Holding sont subordonnées en cas de liquidation aussi longtemps qu'elles n'ont pas été converties en Actions ordinaires sur la base d'une parité d'échange de 1,04 actions subordonnées pour une Action ordinaire. En cas de liquidation

du Holding Telenet Group, la subordination s'applique au cas où (i) Telenet Holding, Telenet Vlaanderen, ou Telenet NV est déclarée en faillite ou mise en liquidation, ou au cas où (ii) le Conseil d'administration de Telenet Holding prend la décision unanime et définitive de cesser tout développement, installation ou exploitation, direct ou indirect, de notre réseau de télécommunications en Belgique, si Interkabel a mis fin au droit d'usage du *Réseau Partenaire* qui nous avait été octroyé. Dans ce cas, les Actions sujettes à subordination ne donneront droit à la participation au boni de liquidation que s'il est supérieur à €8,02 par action. Sauf en ce qui concerne la subordination, ces actions ont les mêmes droits et participent au capital de la même manière que les Actions ordinaires.

Gouvernement d'Entreprise—Conflits d'Intérêts

Conflits d'Intérêts des Administrateurs

L'article 523 du Code des sociétés belge contient des dispositions spéciales qui doivent être suivies lorsqu'un administrateur a directement ou indirectement un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou une opération envisagée par le Conseil d'administration.

Conformément à l'article 523, §1 du Code des sociétés belge, l'administrateur ayant directement ou indirectement un intérêt opposé de nature patrimoniale doit en informer les autres administrateurs avant la prise de décision par le Conseil d'administration sur la question concernée. La déclaration de l'administrateur et les motifs justifiant ledit intérêt opposé doivent figurer dans le procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration. De plus, dans le cas de sociétés faisant appel public à l'épargne, telles que Telenet Group Holding, l'administrateur concerné ne peut participer aux délibérations et au vote du Conseil d'administration sur la question concernée et les décisions y relatives.

Dans le cadre de la procédure de l'Article 523, le Conseil d'administration doit décrire dans le procès-verbal de la réunion du Conseil d'administration la nature de l'opération ou décision envisagée et justifier la décision prise. Le procès-verbal doit également mentionner les conséquences patrimoniales de l'opération proposée pour Telenet Group Holding et le rapport annuel doit reproduire le procès verbal dans son intégralité. De surcroît, l'administrateur concerné doit également informer le commissaire de son conflit d'intérêt. Dans son rapport, le commissaire doit décrire séparément les conséquences financières pour Telenet Group Holding des décisions concernées par les conflits d'intérêts d'administrateurs.

En cas de violation de l'article 523, Telenet Group Holding peut demander l'annulation de la transaction concernée et des décisions y afférentes, à condition que l'autre partie à l'opération était, ou aurait dû être, consciente d'une telle violation (Article 523, §2 du Code des sociétés belge).

Les dispositions de l'article 523, §1 du Code des sociétés belge ne s'appliquent pas :

- si la question considérée par le Conseil d'administration est relative aux décisions ou opérations entre sociétés dont l'une détient, directement ou indirectement, au moins 95 % des titres avec droit de vote de l'autre société ou entre sociétés dont au moins 95 % des titres avec droit de vote sont détenus par une autre société (Article 523, §3, al. 1 du Code des sociétés belge); ou
- si la décision du Conseil d'administration porte sur des transactions conclues dans le cours ordinaire des affaires qui ont lieu à des conditions normales de marché (Article 523, §3, al. 2 du Code des sociétés belge).

Opérations Intra-groupe

L'article 524 du Code des sociétés belge prévoit une procédure spéciale s'appliquant aux sociétés cotées, telles que Telenet Group Holding, en cas de transactions intra-groupe entre une société cotée et une société liée qui n'est pas une filiale de la société cotée, et entre une filiale de la société cotée et une société liée à cette filiale (qui n'est pas une filiale de cette filiale). Les opérations qui sont conclues dans le cours ordinaire des affaires à des conditions habituelles de marché et les transactions représentant moins de 1 % des actifs nets consolidés de Telenet Group Holding sont exemptées.

Les décisions et les actions qui sont sujettes à l'Article 524 doivent être soumises à un comité de trois membres indépendants du Conseil d'administration, qui est assisté par un ou plusieurs experts indépendants. Le comité doit décrire la décision ou l'action proposée et évaluer les avantages et les inconvénients pour Telenet Group Holding ainsi que pour ses actionnaires, et les conséquences financières de l'action proposée. L'évaluation doit également déterminer si l'action envisagée est manifestement préjudiciable à Telenet Group Holding au vu des orientations de la société. L'évaluation du comité doit être soumise par écrit au Conseil d'administration, qui prend alors une décision en tenant compte des recommandations du comité. Toutefois, le Conseil d'administration peut ne pas

suivre les recommandations du Comité, à condition de justifier les raisons de ce choix. Le commissaire doit donner son opinion sur la précision des informations contenues dans l'avis du comité et dans le procès-verbal du Conseil d'administration. L'opinion est annexée au procès-verbal du Conseil d'administration. Les conclusions du comité doivent être publiées avec un extrait du procès-verbal des conclusions du Conseil d'administration, dans le rapport annuel de la société.

L'article 524 du Code des sociétés belge précise de plus les critères qui doivent être respectés afin d'être considéré comme un administrateur indépendant dans le cadre de cette procédure. Ces critères comprennent l'absence de fonctions dirigeantes précédentes au sein de la société, la participation dans son capital, les liens familiaux et l'indépendance de jugement.

Dispositions Qui Affectent un Possible Changement de Contrôle

Les Statuts de Telenet Group Holding et le Contrat de Syndicat peuvent rendre plus difficile pour un tiers l'acquisition du contrôle de notre groupe sans l'approbation de ses actionnaires. Par ailleurs, le Contrat de Syndicat contient plusieurs dispositions qui peuvent restreindre, retarder ou autrement affecter une cession des Actions. En particulier, les Actionnaires du Syndicat souhaitant vendre des Actions après l'Offre seront liés dans certaines circonstances par un droit de préemption, qui donnera le droit aux autres Actionnaires du Syndicat d'égaliser les offres par des tierces parties, sauf certaines exceptions, en ce compris pour des ventes sous un certains seuil. Voir “—Restrictions au Transfert.”

Contrôle par le Consortium Liberty Global

Il est possible que le Consortium Liberty Global puisse, par une combinaison d'acquisitions sur le marché après l'offre et l'exercice partiel ou total de ses options, graduellement augmenter sa participation dans Telenet Group Holding et prendre le contrôle effectif de notre groupe sans créer une obligation de lancer une offre obligatoire en vertu du droit belge. Voir “Actionnaires Principaux—Consortium Liberty Global—Participation et Contrôle.”

Offre Publique Obligatoire

Au sens du droit belge actuel, l'acquisition du “contrôle” sur une société cotée n'est pas déterminé par référence à un quelconque pourcentage de participation au capital, mais est fondée sur une définition qualitative de la notion de contrôle en fonction des faits et circonstances de chaque situation particulière. Si le contrôle est acquis sans payer de prime par rapport au prix de marché, le Consortium Liberty Global ne serait alors pas obligé de procéder à une offre sur les participations des actionnaires minoritaires. Par contraste, les Actionnaires du Syndicat sont actuellement protégés par le Contrat de Syndicat. Le contrat prévoit que, dans les circonstances où un Actionnaire du Syndicat transfère des Actions à un tiers ou à un autre Actionnaire du Syndicat (autrement qu'à l'occasion de l'exercice de certaines options d'achat) et qu'à la suite de ce transfert, ce tiers ou cet Actionnaire du Syndicat acquiert 50 % ou plus de nos Actions, ce tiers ou cet Actionnaire du Syndicat sera également contraint d'acquérir les Actions et les *Subordinated Debt Warrants* détenus par les autres Actionnaires du Syndicat au même prix que celui payé pour l'acquisition du contrôle.

La Belgique doit transposer la Treizième Directive de Droit des Sociétés, qui pourrait offrir aux investisseurs minoritaires plus de protection qu'actuellement, avant le 20 mai 2006. Il est attendu que la nouvelle législation dispose que des offres obligatoires devront avoir lieu lors du franchissement de certains seuils de participation, le fait que le prix payé dans le cadre de cette transaction soit plus ou moins élevé que le prix de marché étant indifférent. Il n'est pas encore connu comment cette législation traitera des situations, lors de l'entrée en vigueur de la législation, dans lesquelles des actionnaires possèdent plus qu'un seuil de pourcentage de contrôle sans avoir été obligés de lancer une offre obligatoire dans le cadre de l'ancienne (*c.à.d.* actuelle) législation parce qu'aucune prime n'a été payée au-dessus du prix du marché.

Toutefois, Telenet Group Holding est sujette en tant que société cotée à deux règles du Code des sociétés belge qui ont pour but de protéger les actionnaires minoritaires, concernant la nomination de trois administrateurs indépendants au sein de son Conseil d'administration, et la protection juridique contre les conflits d'intérêts dans les transactions intra-groupe de l'article 524 du Code des sociétés belge. Voir “—Transactions Intra-Groupe” et “Facteurs de Risque—Risques Liés à Notre Management et à Nos Principaux Actionnaires—En vertu du droit belge actuel, l'un de nos actionnaires existants pourrait prendre le contrôle de nos opérations sans avoir à lancer une offre publique.”

EURONEXT BRUSSELS

Nous avons introduit une demande en vue d'obtenir l'admission à la cote de substantiellement toutes nos actions ordinaires et de nos Strips VVPR sur *Eurolist by Euronext*, le marché réglementé d'Euronext Brussels, sous les codes TNET et TNETS, respectivement, en ce compris toutes les Actions Existantes, les Actions Nouvelles à émettre conformément à l'Offre Primaire et celles à émettre conformément à l'Offre aux Salariés. Une demande d'admission à la cote a également été déposée en ce qui concerne les Actions devant être émises suite à l'exercice des warrants existants et à la conversion des parts bénéficiaires ainsi que les Actions dans lesquelles les Actions subordonnées peuvent être converties en cas de liquidation. Une demande d'admission à la cote n'a pas été introduite en ce qui concerne nos "Golden Shares", qui donnent aux MIC certains droits de contrôle en ce qui concerne notre diffusion sur le Réseau Telenet. Voir "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise—Droits de Vote Attachés aux Actions." Par ailleurs aucune demande d'admission n'a été introduite en ce qui concerne certaines de nos Actions qui sont subordonnées en cas de liquidation. "Description du Capital Social, des Statuts et des Droits de Gouvernement d'Entreprise—Capital Social." Nous nous attendons à ce que la cotation commence le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005. Avant le lancement de l'Offre, il n'existait pas de marché public pour nos Actions.

Généralités

Le 22 septembre 2000, les bourses d'Amsterdam, de Bruxelles et de Paris ont fusionné pour créer Euronext, la première bourse pan-européenne. Les bourses d'Amsterdam, de Bruxelles et de Paris sont devenues des filiales à 100 % de Euronext NV, une société anonyme de droit néerlandais. En 2002, Euronext a acquis le London International Financial Futures and Options Exchange ("Liffe") et la bourse portugaise, Bolsa de Valores de Lisboa e Porto ("BLVP").

Ces opérateurs de marché ont gardé leur identité propre sous les nouveaux noms de Euronext Amsterdam N.V., Euronext Brussels SA/NV, Euronext Lisbon S.A. et Euronext Paris S.A., en ce qui concerne les marchés au comptant, et Euronext LIFFE, en ce qui concerne la négociation d'instruments dérivés. Chacune de ces filiales constitue un point d'accès à Euronext par lequel les émetteurs, les intermédiaires et les investisseurs peuvent avoir accès à un marché transnational unique. Le choix du point d'accès par un émetteur détermine la loi et la réglementation applicable aux titres cotés de cet émetteur. Nous serons cotés sur Eurolist by Euronext Brussels et seront dès lors soumis à la réglementation belge et au contrôle des autorités belges en la matière.

Le système de négociation d'Euronext fonctionne sur base d'ordres. Les instruments financiers peuvent être cotés soit sur un mode continu soit sur un mode des enchères (fixing). Euronext Brussels détermine le mode sur lequel les instruments financiers sont cotés en fonction de critères objectifs, notamment le volume de transactions attendu sur les titres de la société, la liquidité, les données historiques et les participations à d'autres indices internationalement reconnus. Si les conditions requises sont remplies, les titres de l'émetteur peuvent être cotés sur le mode continu sur lequel les titres peuvent être négociés à tout moment pendant les heures d'ouverture et où les cours de cotation sont indiqués en temps réel. Si les conditions requises ne sont pas remplies, les titres de l'émetteur peuvent être cotés sur le mode des enchères (fixing), sur lequel les négociations sont limitées à des créées organisées deux fois par jour. Nous avons introduit une demande d'inscription des Actions sur le mode continu.

Les heures d'ouverture d'Euronext Brussels commencent à 9h00 et s'achèvent à 17h30, chaque jour ouvrable boursier à Bruxelles. A la fin de chaque journée de cotation, Euronext Brussels publie une "liste des cours" pour les transactions effectuées sur son marché dans deux journaux financiers belges, *De Tijd* (en néerlandais) et *L'Echo* (en français). Cette liste contient généralement :

- le cours d'ouverture, le cours le plus haut, le cours le plus bas et le cours de clôture de chaque titre par ordre alphabétique des abréviations desdits titres;
- le volume quotidien des transactions, en ce compris les transactions sur les blocs de titres concernés; et
- le cours le plus haut, le cours le plus bas et le volume quotidien des transactions sur blocs de titres pour chaque titre.

Au 31 décembre 2004, 141 actions belges et 94 actions étrangères étaient cotées sur Euronext Brussels.

En 2004, le volume des transactions sur Euronext Brussels était approximativement de €57.604.000.000, avec une moyenne quotidienne d'approximativement €222.000.000. Plus de 90 % de ces transactions ont été effectuées sur le mode continu du marché. Au 31 décembre 2004 la capitalisation boursière totale sur Euronext Brussels était approximativement de €201.028.000.000.

Indices

Les actions cotées sur Euronext Brussels peuvent être incluses dans l'un de ces trois indices : BEL 20, BEL Mid et BEL Small. Euronext Brussels place les titres dans ces indices en fonction de la liquidité et de la capitalisation boursière flottante des titres visés. Le 1^{er} mars 2005, Euronext Brussels a lancé les indices BEL Mid et BEL Small, dans le cadre d'une initiative visant à améliorer la visibilité des titres small et mid cap.

L'indice BEL 20 est un indice en temps réel qui reflète l'évolution continue des cours d'un panier des 20 titres belges les plus liquides cotés sur le marché; c'est l'indice blue-chip d'Euronext Brussels. L'indice BEL 20 est composé d'actions qui ont une capitalisation boursière flottante égale à au moins €500.000 fois l'indice BEL 20 et affichant un taux de rotation d'au moins 30 %. Au 1^{er} décembre 2005, la capitalisation boursière flottante d'un membre du BEL 20 devait être égale à €300.000 multiplié par l'indice BEL 20. L'indice BEL Mid est composé de valeurs ne faisant pas partie de l'indice BEL 20, ayant une capitalisation boursière flottante entre le niveau de l'indice BEL 20 multiplié par €50.000 et multiplié par €500.000 (plafonné à €300.000 au 1^{er} décembre 2005) et affichant un taux de rotation d'au moins 10 %. L'indice BEL Small est composé de titres qui ont une capitalisation boursière flottante entre le niveau de l'indice BEL 20 multiplié par €5.000 et multiplié par €50.000 et affichant un taux de rotation d'au moins 10 %. Le taux de rotation des actions d'une société est calculé en prenant la somme du nombre d'actions négociées chaque jour sur les douze derniers mois divisée par le nombre d'actions existant à tel jour. Ce taux de rotation est ensuite divisé par le nombre d'actions flottantes de la société concernée (exprimé en pourcentage du capital social total), arrondi au multiple supérieur de 5 % le plus proche.

Membres

Les membres d'Euronext Brussels sont principalement des établissements de crédits, des entreprises d'investissement et d'autres intermédiaires autorisés à exécuter des ordres d'achat et de vente sur Euronext Brussels. Euronext autorise ses membres à agir sur ses marchés pour le compte de tiers, en qualité de courtiers, et/ou pour leur compte propre, en qualité d'intermédiaires. Il est possible de combiner ces deux qualités. En outre, chaque membre doit avoir un agent compensateur sur le marché au comptant. Si le membre n'est pas lui-même membre compensateur, il peut conclure un accord avec un membre compensateur général. Il y a plusieurs membres compensateurs généraux offrant ce service en Europe.

Surveillance et Supervision

L'autorité de réglementation du marché en Belgique est la Commission bancaire, financière et des assurances ("CBFA"). La CBFA surveille et supervise les transactions sur Euronext Brussels. La CBFA surveille également les intermédiaires financiers tels que les établissements de crédit, les entreprises d'investissement et les conseillers en placements financiers. Euronext Brussels doit notifier à la CBFA chaque demande d'admission à la cote qu'elle reçoit et la CBFA doit autoriser chaque émetteur préalablement à l'admission à la cote de ses titres. En outre, la CBFA est autorisée à suspendre temporairement la cotation de certains titres sur les marchés réglementés belges, y compris Euronext Brussels, et à revoir et commenter l'information que les sociétés cotées diffusent dans la communauté financière. Toutefois, la CBFA n'assume aucune responsabilité en ce qui concerne l'exactitude des informations diffusées par une société.

Frais de Courtage et de Transaction

Les membres d'Euronext Brussels appliquent des frais de courtage négociables pour les transactions effectuées sur le marché. Les intermédiaires financiers qui ne sont pas membres d'Euronext Brussels peuvent appliquer des frais de courtage supplémentaires. Les frais de courtage

sont harmonisés au niveau des points d'accès Euronext et les membres doivent choisir l'un des trois systèmes de frais pour le courtage d'actions.

Une taxe sur les opérations de bourse de 0,17 %, avec un plafond de €500 par transaction taxable, est prélevée sur chaque vente ou achat d'actions existantes effectué sur Euronext Brussels en Belgique par un intermédiaire professionnel établi en Belgique. Les intermédiaires professionnels, les entreprises d'assurances, les institutions de prévoyance, les organismes de placement collectifs ainsi que les non-résidents sont exonérés de cette taxe. Il n'existe pas de taxe sur les opérations de bourse sur la souscription d'actions nouvelles. Voir "Considérations d'ordre fiscal" pour une analyse plus approfondie.

Liquidation et compensation

Les transactions sont compensées et liquidées au moyen d'un système de livraison contre paiement trois jours après la date de la transaction. Le système Euronext liquide les transactions par un système électronique d'inscription sur les comptes des participants. Il garantit ainsi que les vendeurs reçoivent les paiements en espèces lors de la livraison et que les acheteurs reçoivent les titres correspondants lors du paiement, éliminant ainsi la nécessité d'un déplacement matériel des titres. LCH Clearnet, une filiale à 100 % d'Euronext, est la seule chambre de compensation et contrepartie d'Euronext.

CONSIDERATIONS SUR L'IMPOT SUR LE REVENU

Considérations sur l'Impôt Belge sur le Revenu

Les paragraphes ci-dessous résument les principales conséquences fiscales en Belgique pour des investisseurs achetant ou cédant des Actions ou recevant des dividendes sur les Actions.

Ce résumé repose sur notre compréhension des lois fiscales en vigueur en Belgique à la date de ce Prospectus et est sujet aux éventuelles modifications subséquentes de la loi belge, en ce compris les modifications pouvant avoir un effet rétroactif. Il n'a pas pour objet de traiter de toutes les conséquences fiscales significatives relatives à un investissement en Actions. A défaut d'indications contraires, ce résumé n'aborde que de la situation des investisseurs qui détiennent les Actions en tant qu'actifs immobilisés, et n'aborde pas les conséquences fiscales pour des investisseurs soumis à des règles spéciales tels que les établissements de crédit, les entreprises d'assurances, les organismes de placement collectifs, les négociants en titres ou en devises, les personnes qui détiennent les Actions en tant que position d'une opération d'option double ("*straddle*"), d'une opération de cession-rétrocession, d'une opération de conversion, d'une opération synthétique ou d'une autre opération financière intégrée. Ce résumé ne traite pas des impôts locaux qui peuvent être dus en raison d'un investissement en Actions.

Les investisseurs non-résidents sont invités à consulter leurs conseillers professionnels en ce qui concerne les possibles conséquences fiscales découlant de l'achat, la détention ou la cession des Actions en application des lois de leurs pays de nationalité, de résidence, de résidence habituelle ou de domicile.

Pour les besoins de ce résumé, un investisseur résident est : (i) une personne physique assujettie à l'impôt belge des personnes physiques (à savoir, une personne qui a son domicile ou le siège de sa fortune en Belgique ou qui est assimilée à un résident pour les besoins de la loi fiscale belge) (ii) une société assujettie à l'impôt belge des sociétés (à savoir, une société qui a en Belgique son siège social, son principal établissement ou le siège de sa direction) ou (iii) une personne morale assujettie à l'impôt belge des personnes morales (à savoir, une personne morale autre qu'une société qui a en Belgique son siège social, son principal établissement ou le siège de sa direction). Un non-résident est une personne qui n'est pas un investisseur résident.

Impôts Directs sur les Revenus

Dividendes

En règle générale, les dividendes distribués sur les Actions sont soumis à un précompte mobilier belge de 25 % lors de leur paiement ou de leur attribution, sous réserve d'allègement conformément aux dispositions des lois nationales ou des traités fiscaux applicables. La notion de dividende inclut tous les avantages payés ou attribués sur les Actions, sous quelque forme que ce soit, ainsi que les remboursements du capital social à l'exception de remboursements de capital fiscal effectués conformément aux dispositions du Code des sociétés belge. Généralement, le capital fiscal inclut le capital libéré et les primes d'émission versées.

Les dividendes distribués sur les actions émises dans le cadre d'une offre publique après le 1^{er} janvier 1994 peuvent être soumis à un taux de précompte mobilier réduit de 15 %. Les actions soumises à ce taux réduit sont émises avec des Strips VVPR qui sont un instrument représentant le droit de leur détenteur de percevoir des dividendes à ce taux réduit. Voir "—Strips VVPR."

En règle générale, un précompte mobilier de 10 % est prélevé sur les boni de liquidation et sur le rachat d'actions propres lors de leur paiement ou de toute autre attribution sous réserve d'allègements conformément aux dispositions des lois nationales ou des traités fiscaux applicables. La base de ce précompte mobilier est la différence positive entre le montant distribué et le capital fiscal (tel que défini ci-dessus). Les rachats d'actions propres négociés sur Euronext ou sur des marchés réglementés similaires ne donnent pas lieu à la perception du précompte.

Investisseurs privés résidents. Pour les investisseurs privés résidents détenant les Actions à titre d'investissement privé, le précompte mobilier est un impôt final. Dans ce cas, le revenu que constitue le dividende ne doit pas être déclaré dans la déclaration à l'impôt des personnes physiques de ce résident.

Si ces investisseurs choisissent de déclarer ces dividendes dans leur déclaration à l'impôt des personnes physiques, ils seront, en principe, taxés à un taux unique de 25 % (ou 15 % si le taux de

précompte mobilier réduit s'applique tel que décrit ci-dessus), majoré des impôts locaux (en règle générale, le taux de ces impôts locaux varie entre 0 % et 10 % de l'impôt sur le revenu dû par l'investisseur). Toutefois, si le montant de l'impôt ainsi calculé excède l'impôt qui aurait été dû si les dividendes et les autres revenus déclarés avaient été soumis au taux d'impôt progressif ordinaire (majoré des impôts locaux), ce dernier s'appliquera. Dans les deux cas, le précompte mobilier retenu à la source peut être imputé sur le montant total de l'impôt dû par l'investisseur et pourra être remboursé s'il excède celui-ci, à condition que la distribution de dividendes n'entraîne pas une réduction de valeur des Actions ou une moins-value sur les Actions. Cette condition ne s'applique pas si l'investisseur prouve avoir détenu les Actions en pleine propriété pendant une période ininterrompue de douze mois précédant l'attribution des dividendes.

En ce qui concerne les investisseurs privés résidents qui détiennent les Actions dans le cadre de leur profession, les dividendes doivent être déclarés dans la déclaration d'impôt personnelle de ces résidents et sont assujettis aux taux de l'impôt progressif ordinaire, qui sont actuellement compris entre 25 % et 50 %, majorés des impôts locaux (en règle générale, le taux de ces impôts varie entre 0 % et 10 % de l'impôt sur le revenu dû par l'investisseur). Le précompte mobilier retenu à la source peut être imputé sur le montant total de l'impôt dû et pourra être remboursé s'il excède celui-ci, à condition que la distribution de dividendes n'entraîne pas une réduction de valeur ou une moins-value sur les Actions. Cette condition ne s'applique pas si l'investisseur prouve avoir détenu les Actions en pleine propriété pendant une période ininterrompue de douze mois avant l'attribution des dividendes.

Sociétés résidentes. Pour les sociétés résidentes, les dividendes distribués sur les Actions sont en principe soumis à l'impôt des sociétés au taux de 33 % majoré d'une contribution complémentaire de crise de 3 % soit un taux de 33,99 %, à moins que les taux progressifs de l'impôt sur les sociétés ne s'appliquent.

Les sociétés résidentes peuvent déduire de leurs bénéfices imposables 95 % des dividendes perçus, en vertu du régime des revenus définitivement taxés, si, à la date du paiement ou de l'attribution de ces dividendes, les Actions détenues par la société résidente (i) représentent au moins 10 % de notre capital social ou ont une valeur d'acquisition d'au moins €1.200.000; (ii) ont la nature d'immobilisations financières au sens des GAAP belges; et (iii) ont été ou seront détenues en pleine propriété pendant une période ininterrompue d'au moins une année. La déduction sur dividendes perçus s'applique dans tous les cas, même lorsque les conditions susvisées ne sont pas remplies, à tous les dividendes perçus pas les entreprises d'investissement telles qu'elles sont définies à l'Article 2, 5°, f) du Code belge des Impôts sur les Revenus 1992 ("CIR 92"). La condition (i) ne s'applique pas aux dividendes perçus par les établissements de crédit visés à l'Article 56, §1 du CIR 92, par les entreprises d'assurances visées à l'Article 56, §2, 2°, h) du CIR 92, ou par les sociétés de bourse visées à l'Article 47 de la loi du 6 avril 1995.

Le précompte mobilier retenu à la source peut être imputé sur le montant total de l'impôt sur les sociétés dû par l'investisseur et pourra être remboursé s'il excède celui-ci, à condition qu'il détienne la pleine propriété des Actions à la date de paiement des dividendes ou de leur attribution aux Actions et que la distribution de dividendes n'entraîne pas une diminution de la valeur des Actions ou une moins-value sur les Actions. Cette dernière condition ne s'applique pas si l'investisseur démontre avoir détenu les Actions en pleine propriété pendant une période ininterrompue de douze mois avant l'attribution des dividendes ou que, pendant cette période, les Actions n'ont pas appartenu à un contribuable qui n'était pas une société résidente ou qui n'était pas une société non-résidente ayant attribué ces Actions de manière ininterrompue à un établissement belge.

Aucun précompte mobilier ne sera dû sur les dividendes distribués à une société résidente à conditions que les Actions détenues par la société résidente représentent au moins 20 % de notre capital social et aient été détenues de manière ininterrompue pendant une période d'au moins un an, à la date de l'attribution des dividendes aux Actions. Afin de bénéficier de cette exonération, l'investisseur doit fournir un certificat certifiant son statut de résident et le fait qu'il satisfait aux deux conditions susvisées. Si l'investisseur détient les Actions depuis moins d'un an à la date d'attribution des dividendes, nous déduirons le précompte mobilier mais ne le transmettrons pas à l'administration belge à condition que l'investisseur certifie son statut de résident et la date depuis laquelle il détient les Actions, et prenne l'engagement de détenir sa participation pour une durée ininterrompue d'au moins un an. L'investisseur doit également nous informer de l'expiration de la période d'un an ou si sa participation devient inférieure à 20 % de notre capital social avant l'expiration de la période minimale d'un an. Dès que les Actions auront été détenues de manière ininterrompue pendant un an, le

précompte mobilier déduit sera remboursé à l'investisseur. La condition relative à la détention d'au moins 20 % du capital social sera réduite à 15 % pour les dividendes payés ou attribués aux Actions à partir du 1^{er} janvier 2007 et à 10 % pour les dividendes payés ou attribués aux Actions à partir du 1^{er} janvier 2009.

Personnes morales résidentes. Pour les personnes morales résidentes, le précompte mobilier constitue un impôt final.

Non-résidents. Pour les personnes physiques non-résidentes détenant les Actions à titre d'investissement privé et les personnes morales non-résidentes qui ne détiennent pas les Actions par l'intermédiaire d'un établissement stable ou d'une base fixe en Belgique, le précompte mobilier est un impôt final, sous réserve d'allègement conformément aux traités fiscaux applicables (voir ci-dessous).

Pour les non-résidents dont les Actions sont connectées à une base fixe ou à un établissement fixe en Belgique, les dividendes perçus doivent être déclarés dans la déclaration de revenu de l'investisseur non-résident et sont soumis selon le cas à l'impôt sur le revenu personnel ou à l'impôt sur les sociétés (voir ci-dessus). Le précompte mobilier retenu à la source peut être imputé sur le montant total de l'impôt dû par l'investisseur et pourra être remboursé s'il excède celui-ci, à condition que la distribution de dividende n'entraîne pas une diminution de la valeur des Actions ou une moins-value sur les Actions. Cette condition ne s'applique pas (i) si la personne physique non-résidente ou la société non-résidente prouve avoir détenu les Actions en pleine propriété pendant une période ininterrompue de douze mois avant l'attribution des dividendes ou (ii) si la société non-résidente prouve que pendant cette période les Actions n'ont pas appartenu à un contribuable qui n'était pas une société résidente ou qui n'était pas une société non-résidente ayant attribué ces Actions de manière ininterrompue à un établissement belge.

Les sociétés non-résidentes peuvent déduire de leurs bénéfices imposables 95 % des dividendes perçus, en vertu du régime des revenus définitivement taxés, si, à la date du paiement ou de l'attribution de ces dividendes, les Actions détenues par la société assujettie (i) représentent au moins 10 % de notre capital social ou ont une valeur d'acquisition d'au moins €1.200.000; (ii) ont la nature d'immobilisations financières au sens des GAAP belges; et (iii) ont été ou seront détenues en pleine propriété pendant une période ininterrompue d'au moins une année.

Les dividendes distribués à des sociétés non-résidentes établies dans un Etat Membre de l'U.E. et entrant dans le champ d'application de la directive concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents du 23 juillet 1990 (90/435/EEC) telle que modifiée par la Directive 2003/123/CE du 22 décembre 2003 sont exonérés de précompte mobilier belge à condition que les Actions détenues par la société non-résidente représentent, à la date d'attribution des dividendes, au moins 20 % du capital social et soient détenues de manière ininterrompue depuis au moins un an. Afin de bénéficier de cette exonération, l'investisseur doit fournir un certificat certifiant qu'il est entre dans le champ d'application de l'exonération et qu'il satisfait aux deux conditions susvisées. Si l'investisseur détient les Actions depuis moins d'un an à la date d'attribution des dividendes, nous déduirons le précompte mobilier mais ne le transmettrons pas à l'administration belge à condition que l'investisseur certifie son statut de résident et la date depuis laquelle il détient les Actions et prenne l'engagement de détenir sa participation pour une durée ininterrompue d'au moins un an. L'investisseur doit également nous informer de l'expiration de la période d'un an ou si sa participation devient inférieure à 20 % de notre capital social avant l'expiration de la période minimale d'un an. Dès que les Actions auront été détenues de manière ininterrompue pendant un an, le précompte mobilier déduit sera remboursé à l'investisseur. La condition relative à la détention d'au moins 20 % du capital social sera réduite à 15 % pour les dividendes payés ou attribués sur des Actions à partir du 1^{er} janvier 2007 et à 10 % pour les dividendes payés ou attribués sur des Actions à partir du 1^{er} janvier 2009.

Les dividendes distribués à des investisseurs non-résidents qui n'ont pas d'activité commerciale ou à but lucratif et sont exonérés d'impôt sur le revenu dans leur pays de résidence sont exonérés de précompte mobilier belge à condition que ces investisseurs non-résidents n'aient pas l'obligation contractuelle de transférer les dividendes à une tierce personne, destinataire final. Afin de bénéficier de cette exonération, l'investisseur doit nous remettre un certificat confirmant qu'il peut bénéficier de l'exonération et confirme sa pleine propriété ou usufruit des Actions.

Le précompte mobilier belge peut être réduit en application de traités fiscaux. La Belgique a conclu des traités fiscaux avec approximativement 70 pays. Ces traités fiscaux réduisent généralement le

taux du précompte mobilier belge à 15 %, 10 % ou 5 % pour les résidents des pays concernés, en fonction de l'importance de la participation détenue et de certaines obligations déclaratoires. Une telle réduction d'impôt peut être obtenue soit directement lors de la retenue à la source soit par un remboursement des sommes trop perçues au regard du taux retenu par le traité applicable, à condition de faire parvenir le Formulaire 276 Div.-Aut à l'administration fiscale belge. Ce Formulaire peut être obtenu auprès du Bureau Central de Taxation Bruxelles-Etranger, North Galaxy, 33 boulevard du Roi Albert II, bte 2, B-1030 Bruxelles.

Dans le cadre de la procédure de remboursement normale, nous retiendrons le précompte mobilier belge à un taux de 25 %, éventuellement réduit à 15 % (voir ci-dessus), et les investisseurs devront réclamer le remboursement des sommes en excès du taux retenu par le traité applicable. Les investisseurs doivent dûment remplir et signer le Formulaire 276 Div.-Aut en deux exemplaires et l'envoyer à l'administration fiscale de leur Etat de résidence en demandant que le second exemplaire leur soit renvoyé tamponné. Les investisseurs peuvent ensuite envoyer cet exemplaire, avec les documents démontrant que le dividende a bien été touché, dans les trois années suivant le 1^{er} janvier de l'année durant laquelle les dividendes ont été payés ou attribués, au Bureau Central de Taxation Bruxelles-Etranger à l'adresse indiquée ci-dessus.

La réduction de précompte mobilier belge peut être obtenue directement à la source par les bénéficiaires de traités qui détiennent des Actions nominatives ou détiennent une participation significative en Actions au porteur. Ces investisseurs doivent nous envoyer le Formulaire 276 Div.-Aut, dûment rempli et tamponné par l'administration fiscale de leur Etat de résidence, et les coupons concernés attachés aux Actions au porteur, dans les 10 jours du paiement ou de l'attribution des dividendes. Nous reverrons et compléterons ce Formulaire pour autant que cela sera nécessaire et nous le ferons parvenir, avec le précompte mobilier, à l'administration fiscale belge.

Les investisseurs sont invités à consulter leurs conseillers professionnels afin de déterminer s'ils peuvent bénéficier d'un taux réduit de précompte mobilier en application du traité concerné et, dans ce cas, quelles sont les conditions procédurales à satisfaire afin d'obtenir ladite réduction.

Plus-Values et Moins-Values

Investisseurs privés résidents. Pour les investisseurs privés résidents détenant les Actions à titre d'investissement privé, les plus-values réalisées sur les Actions ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu. Inversement, les moins-values sur les Actions ne sont pas déductibles.

Toutefois, si les plus-values dégagées par un investisseur privé résident proviennent de transactions qui sortent du cadre d'une gestion normale du patrimoine, l'investisseur concerné sera assujéti à l'impôt sur le revenu à un taux de 33 % (majoré des impôts locaux). A l'inverse, les moins-values engendrées par de telles transactions et provenant de transactions réalisées sur les cinq derniers exercices fiscaux sont déductibles des revenus provenant de transactions similaires.

Les plus-values réalisées sur la cession directe ou indirecte des Actions par un investisseur privé résident qui détient plus de 25 % des Actions pendant les cinq années précédant la cession (un "actionnaire substantiel") à une société non-résidente, est soumis à l'impôt sur le revenu à un taux de 16,5 % (majoré des impôts locaux). Ce taux s'applique aux transferts de participations substantielles détenues en nom propre par des investisseurs privés résidents ou avec leur époux ou autres membres de leur famille. Le 8 juin 2004, la Cour de Justice des Communautés Européennes a toutefois jugé que cette disposition de la loi fiscale belge est incompatible avec la libre circulation des capitaux et la liberté d'établissement établies par le traité établissant la Communauté Européenne. Le législateur belge n'a pas encore indiqué de quelle manière il compte modifier cette disposition du droit fiscal belge de manière à la rendre compatible avec le droit européen.

Pour les investisseurs privés résidents qui détiennent des Actions dans le cadre de leur profession, les plus-values réalisées sont imposées aux taux ordinaires de l'impôt progressif sur le revenu, qui sont actuellement contenus dans la fourchette 25 %-50 %. Les plus-values réalisées sur des Actions acquises plus de cinq ans avant leur cession sont imposées à un taux de 16,5 % (majoré des impôts locaux). Les moins-values réalisées par de tels investisseurs sont déductibles.

Sociétés résidentes. Les plus-values réalisées sur les Actions par des sociétés résidentes sont, en principe, exonérées d'impôts. Les moins-values réalisées par de tels investisseurs ne sont pas déductibles à l'exception des moins-values réalisées en raison d'une liquidation de Telenet Group Holding dans la limite du capital fiscal représenté par les Actions.

Personnes morales résidentes. Les plus-values réalisées par des personnes morales résidentes sont en principe exonérées d'impôts sur le revenu. Les plus-values réalisées lors de la cession d'une participation substantielle peuvent être soumises à l'impôt sur le revenu à un taux de 16,5 %. Voir "—Investisseurs Privés Résidents." Les moins-values réalisées par de tels investisseurs ne sont pas déductibles.

Non-résidents. Les personnes physiques non-résidentes détenant des Actions au titre d'investissement privé et les personnes morales non-résidentes ne détenant pas les Actions par l'intermédiaire d'un établissement fixe ou d'une base fixe situé en Belgique ne devraient normalement pas être assujetties à l'impôt sur le revenu en raison de plus-values réalisées sur les Actions. Toutefois, si les plus-values sont réalisées dans le cadre de transactions qui sortent du cadre d'une gestion normale du patrimoine, ces investisseurs seront assujettis à un précompte professionnel final au taux de 30,28 %. Ce précompte est susceptible d'être allégé conformément aux dispositions des traités fiscaux applicables. Les plus-values réalisées lors du transfert d'une participation substantielle sont sujettes à l'impôt sur le revenu au taux de 16,5 %, sous réserve d'allègements conformément aux dispositions des traités fiscaux applicables. Voir "—Investisseurs privés résidents."

Les personnes physiques non-résidentes dont les Actions sont liées à une base fixe en Belgique sont assujetties à l'impôt des personnes physiques sur les revenus des non-résidents, sur les plus-values réalisées sur ces Actions. Le montant de l'impôt peut être réduit conformément aux dispositions des traités fiscaux applicables.

Les sociétés non-résidentes dont les Actions sont liées à un établissement fixe situé en Belgique sont en principe exonérées d'impôts sur les plus-values réalisées sur ces Actions.

Réduction Fiscale sur les Investissements en Actions—Loi Monory-bis

Une réduction d'impôt est disponible pour nos salariés qui sont résidents belges ou pour les salariés de filiales qualifiées qui sont résidents belges s'ils acquièrent des Actions sur le marché primaire. Les paiements au comptant jusqu'à concurrence de €620 peuvent bénéficier de la réduction d'impôt.

La réduction d'impôt est réservée aux salariés résidents belges, qui à la date de la souscription des Actions, travaillent pour nous ou pour des filiales qualifiées sous contrat de travail et perçoivent un salaire tel que décrit aux Articles 30, 1^o et 31 du CIR 92. En conséquence, les administrateurs, même s'ils travaillent en vertu d'un contrat de travail, ne sont pas éligibles pour cette réduction d'impôts. Les filiales qualifiées sont les filiales qui sont considérées comme étant irréfutablement contrôlées par nous. Nous contrôlons une filiale si nous possédons (i) la majorité des droits de vote au sein de cette filiale, soit par le biais d'une participation soit en application d'un contrat; (ii) le droit de nommer et de révoquer la majorité du conseil d'administration de la filiale; (iii) le pouvoir de contrôle, en vertu des statuts de la filiale ou de conventions conclues avec celle-ci; ou (iv) le contrôle conjoint de cette filiale.

Un salarié doit demander la réduction d'impôts dans sa déclaration d'impôt sur le revenu. Cette réduction d'impôt ne peut être cumulée avec la réduction d'impôt pour épargne-pension. Afin de bénéficier de la réduction d'impôt, le salarié doit prouver que les Actions ont été acquises et conservées jusqu'à la fin de l'exercice fiscal concerné. Les Actions doivent être détenues par le salarié pendant cinq exercices fiscaux successifs.

Fiscalité Indirecte

Droits de Mutation

Une taxe sur les opérations de bourse de 0,17 % peut être prélevée sur les achats et les ventes d'Actions Existantes en Belgique si ces transactions sont effectuées par un intermédiaire professionnel établi en Belgique. Ce droit est plafonné à €500 par transaction imposable. Une exonération d'impôts existe au titre de l'Article 126/1, 2^o du Code des taxes assimilées au timbre pour les parties à des négociations sur instruments financiers qui sont des intermédiaires au sens de l'Article 2, 9^o et 10^o de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, qui agissent pour leur compte propre; des entreprises d'assurances au sens de l'Article 2, §1 de la loi du 9 juillet 1975 relative à la surveillance des entreprises d'assurances; des institutions de prévoyance au sens de l'Article 2, §3, 6^o de la loi du 9 juillet 1975 relative à la surveillance des entreprises d'assurances; des organismes de placement collectif; ou des non-résidents.

Le traitement fiscal différent des Actions Nouvelles et des Actions Existantes en ce qui concerne la taxe sur les opérations de bourse (“TOB”) requiert que les deux types d’actions soient distingués. Les Actions étant fongibles, les Actions souscrites par un investisseur ne peuvent être individualisées. Les autorités fiscales belges ont accepté que les Actions Nouvelles seront censées être allouées en priorité à des investisseurs particuliers en Belgique. Dans l’hypothèse où le nombre total d’Actions Offertes allouées à des investisseurs particuliers en Belgique sujets à la TOB excède le nombre total d’Actions Nouvelles émises dans le cadre de l’Offre (à l’exclusion des Actions Nouvelles allouées aux Actionnaires Existants), ces investisseurs seront censés recevoir une combinaison d’Actions Nouvelles et d’Actions Existantes dans une proportion égale au montant d’Actions Nouvelles alloué aux investisseurs particuliers sujets à la TOB (à l’exclusion des Actions Nouvelles allouées aux Actionnaires existants), par rapport au montant total des Actions Offertes allouées aux investisseurs particuliers (sujets à la TOB). Les investisseurs particuliers soumis à la TOB le seront uniquement pour les Actions Existantes considérées comme ayant été reçues par eux.

Un droit de timbre de 0,6 % peut également être prélevé sur la livraison matérielle d’Actions au porteur acquises sur le marché secondaire dans le cadre de leur achat en Belgique par l’entremise d’un intermédiaire professionnel. Les parties à une négociation sur instruments financiers qui sont des intermédiaires au sens de l’Article 2, 9° et 10° de la loi du 2 août 2002 précitée peuvent bénéficier d’une exonération d’impôt en application de l’Article 159 du Code des taxes assimilées au timbre. Ce droit de timbre s’applique également lors de la livraison matérielle d’Actions dans le cadre de la conversion d’Actions nominatives en Actions au porteur ou lors d’un dépôt à découvert d’Actions.

Strips VVPR

Les Actions Nouvelles offertes remplissent les conditions aux quelles des actions peuvent profiter d’un taux de précompte mobilier réduit de 15 % au titre du régime de Précompte Réduit, et seront émises avec des Strips VVPR. Les Actionnaires Cédants, Telenet Group Holding et les *Underwriters* feront tous les efforts raisonnables pour s’assurer que les Actions livrées aux investisseurs personnes physiques résidant en Belgique et aux entités assujetties à l’impôt belge sur les personnes morales seront des Actions avec des Strips VVPR. Toutefois aucune garantie ne peut être donnée à cet égard. Si le nombre total d’Actions attribuées aux investisseurs personnes physiques devait excéder le nombre de Strips VVPR disponibles, les Strips VVPR seront attribués à ces investisseurs sur une base proportionnelle. Voir “L’Offre—Allocations des Actions Nouvelles et des Actions Existantes.”

Des coupons représentant le droit pour leurs porteurs de recevoir des dividendes sur les Actions moins le précompte mobilier ordinaire au taux de 25 % sont attachés à chaque Action Nouvelle. En outre, chaque Action Nouvelle aura un second coupon représentant le droit de son porteur de recevoir des dividendes sur les Actions moins le précompte mobilier à un taux réduit de 15 %. Le second coupon doit porter le même numéro que celui du coupon ordinaire et porter la mention “*Strip-VV*” / “*Strip-PR*”. Les Strips VVPR seront cotés sur *Eurolist by Euronext Brussels* et pourront être négociés séparément. Ils sont vendus en même temps que les Actions Nouvelles (Voir “L’Offre—Allocations des Actions Nouvelles et des Actions Existantes”). Le taux réduit de précompte mobilier de 15 % peut être obtenu sur présentation des deux coupons portant le même numéro.

Plus-Values et Moins-Values

Investisseurs privés résidents. Pour les investisseurs privés résidents détenant les Strips VVPR comme investissement privé, les plus-values réalisées en ce qui concerne les Strips VVPR ne devraient pas être soumises à l’impôt sur le revenu. Inversement, les moins-values subies sur les Strips VVPR ne sont pas fiscalement déductibles.

Si, cependant, les plus-values d’un investisseur privé résident découlent d’opérations dépassant la gestion quotidienne de patrimoine privé, les investisseurs seront soumis à un impôt sur le revenu au taux de 33 % (augmenté de taxes locales). Les moins-values découlant de pareilles opérations et subies au cours des cinq exercices fiscaux antérieurs sont déductibles du revenu imposable d’opérations similaires.

Sociétés résidentes. Pour les sociétés résidentes, les plus-values réalisées en ce qui concerne les Strips VVPR seront imposables au taux ordinaire de l’impôt des sociétés. Les moins-values subies par ces investisseurs devraient être fiscalement déductibles.

Personnes morales résidentes. Pour les personnes morales résidentes, les plus-values réalisées en ce qui concerne les Strips VVPR ne devraient en principe pas être soumises à l'impôt sur le revenu.

Non-résidents. Pour les personnes non-résidentes détenant les Strips VVPR comme investissement privé et les personnes morales résidentes ne détenant pas les Strips VVPR par le biais d'un établissement fixe ou une base fixe en Belgique, les plus-values réalisées en ce qui concerne les Strips VVPR ne devraient pas être soumises à l'impôt sur le revenu. Si, cependant, les plus-values découlent d'opérations dépassant la gestion quotidienne de patrimoine privé, ces investisseurs seront soumis à un précompte professionnel définitif au taux de 30,28 %, sous réserve d'allègement disponible en vertu de dispositions applicables de traités fiscaux.

Pour les personnes physiques non-résidentes dont les Strips VVPR sont liés à une base fixe en Belgique, les plus-values réalisées en ce qui concerne les Strips VVPR sont soumises à un impôt sur le revenu des personnes physiques non-résidentes, sous réserve d'allègement disponible en vertu de dispositions applicables de traités fiscaux.

Pour les sociétés non-résidentes dont les Strips VVPR sont liés à un établissement permanent en Belgique, les plus-values réalisées en ce qui concerne les Strips VVPR sont soumises à l'impôt sur le revenu des sociétés non-résidentes, sous réserve d'allègement disponible en vertu de dispositions applicables de traités fiscaux.

Titres au Porteur

Le gouvernement belge a dévoilé un projet de loi supprimant les titres au porteur. Ce projet de loi a été soumis au parlement le 1^{er} août 2005. D'après ce projet de loi, tous les titres au porteur doivent être convertis en titres dématérialisés ou nominatifs. A partir du 1^{er} janvier 2008, plus aucun titre au porteur ne pourra être émis ou physiquement délivré. Les titres émis avant la publication de la loi proposée doivent être convertis en titres dématérialisés ou nominatifs avant 2014. Les titres émis entre la date de publication de la loi proposée et le 1^{er} janvier 2008 devraient être convertis en titre dématérialisés ou nominatifs avant 2013. Tous les droits attachés à des titres au porteur qui n'ont pas été convertis en titres dématérialisés ou nominatifs dans le délai requis seront suspendus jusqu'à ce que le détenteur soumette une demande de conversion.

Considérations sur l'Impôt sur le Revenu Fédéral Américain

Cette partie résume certaines considérations relatives à l'impôt sur le revenu fédéral américain, au regard de l'état actuel du droit, et concernant un investissement en Actions par un actionnaire américain, ou le cas échéant, en Strips VVPR. Ce résumé vise les acheteurs potentiels uniquement s'ils sont en droit de bénéficier d'avantages en tant que résidents américains au titre du traité relatif à l'impôt sur le revenu conclu entre les Etats-Unis et la Belgique (le "Traité") en ce qui concerne leur investissement en Actions (les "actionnaires américains"). De manière générale, un actionnaire pourra bénéficier de ces avantages si l'actionnaire :

(i) est :

- un citoyen ou un résident américain;
- une société américaine;
- un *partnership*, un *estate* ou un *trust*, à condition que les revenus de l'actionnaire soient imposés aux Etats-Unis en tant que revenus d'une personne résidente, soit directement entre les mains de l'actionnaire, soit entre les mains de ses associés ou bénéficiaires;

(ii) n'est pas également un résident belge au regard du droit fiscal belge;

(iii) est le bénéficiaire réel (*beneficial owner*) des Actions et des dividendes qui y sont attachés;

(iv) détient les Actions au titre d'immobilisation au regard du droit fiscal;

(v) ne détient pas les Actions dans le cadre d'une activité professionnelle exercée au travers d'un établissement fixe, ou de prestations de services au départ d'une base fixe en Belgique; et

(vi) n'est pas sujet à une disposition "*anti-treaty shopping*" du traité qui s'applique dans certaines circonstances limitées.

Ce résumé n'a pas pour objet de décrire de manière complète toutes les questions fiscales qui pourraient être pertinentes pour un investisseur en particulier, et ne traite pas du traitement fiscal des investisseurs qui sont soumis à des règles spécifiques. Il est basé sur l'hypothèse que les actionnaires potentiels sont familiarisés avec les règles fiscales applicables aux investissements dans des valeurs mobilières et avec les règles spécifiques qui pourraient leur être applicables. Les acheteurs potentiels devraient consulter leurs conseillers fiscaux au sujet des conséquences fiscales américaines, au niveau fédéral, étatique, local et national, attachées à l'acquisition, la détention et la cession des Actions dans le cadre de leurs situations particulières.

Imposition des Dividendes

Les actionnaires américains doivent inclure le montant brut des dividendes distribués, sans soustraction au titre du précompte mobilier belge, dans leurs revenus ordinaires à la date de leur distribution en convertissant les dividendes payés en euro en U.S. dollars en utilisant le taux de change applicable à la date de leur réception.

A l'exception de certaines positions à court terme et de couverture, le montant des dividendes perçus au titre des Actions avant le 1^{er} janvier 2009 par des actionnaires américains qui ne sont pas des sociétés sera imposé à un taux maximum de 15 % si les dividendes sont des "dividendes qualifiés". Les dividendes perçus au titre des Actions sont des dividendes qualifiés si Telenet Group Holding n'était pas, pendant l'année précédant celle durant laquelle les dividendes ont été payés, et n'est pas, pendant l'année durant laquelle les dividendes sont payés, un *passive foreign investment company* ("PFIC"). Sur la base des comptes audités de Telenet Group Holding et des données pertinentes relatives au marché et aux actionnaires, Telenet Group Holding considère qu'elle n'a pas été un PFIC pour les besoins de l'impôt sur le revenu américain lors de l'exercice 2004. De plus, sur la base de ses comptes audités et de ses prévisions actuelles en ce qui concerne la valeur et la nature de ses actifs, les sources et la nature de ses revenus, et des données pertinentes concernant le marché et les actionnaires, Telenet Group Holding ne s'attend pas à devenir un PFIC pour son exercice 2005.

Le précompte mobilier belge sur les dividendes sera traité comme un impôt sur le revenu étranger, à hauteur du taux de 15 % prévu par le Traité, et pourra dès lors, sauf limitations généralement applicables aux termes du droit fiscal américain, y compris les limitations généralement applicables dans le cas des dividendes qualifiés, être crédité sur l'impôt fédéral américain dû par les actionnaires américains ou, s'ils ont choisi de déduire cet impôt, il pourra être déduit de leur base imposable.

Imposition des Plus-Values

La cession d'Actions ou de Strips VVPR par des actionnaires américains donnera généralement lieu à une plus-value ou à une moins-value égale à la différence entre la valeur réalisée en U.S. dollars (au taux de change applicable à la date de la cession) et le prix d'acquisition par l'actionnaire des Actions ou des Strips VVPR, selon le cas, en U.S. dollar. Si les Actions ou Strips VVPR sont détenus pendant plus d'un an par un contribuable qui n'est pas une société, toute plus-value ou moins-value sera considérée comme une plus-value ou une moins-value à long terme et donc sujette à des taux d'imposition réduits.

Les actionnaires américains qui ne reçoivent pas de Strips VVPR dans le cadre de l'Offre auront généralement une assiette fiscale, en ce qui concerne les Actions, égale au prix d'acquisition des Actions. Bien que cela ne soit pas dénué d'incertitude, dans le cadre de la détermination de leur assiette fiscale en ce qui concerne les Actions et les Strips VVPR au regard de l'impôt sur le revenu fédéral américain, les actionnaires américains qui reçoivent des Strips VVPR dans le cadre de l'Offre devraient répartir le prix d'acquisition (en U.S. dollars) entre les Actions et les Strips VVPR, sur la base de leur juste valeur de marché à la date de leur acquisition.

Taxation des Plus-Values sur Devises

Les variations du taux de change dollar-euro, entre la date à laquelle les actionnaires américains perçoivent leur dividende et la date à laquelle ils perçoivent le remboursement du précompte mobilier belge, peuvent causer des plus-values ou des moins-values sur devises. Celles-ci sont généralement traitées comme des revenus ou des pertes ordinaires au regard du droit fiscal américain.

UNDERWRITING ET PLAN DE DISTRIBUTION

L'Offre comprend une offre publique aux investisseurs particuliers, une offre aux investisseurs institutionnels qualifiés aux Etats-Unis d'Amérique conformément à la Règle 144A du *Securities Act* et une offre aux investisseurs institutionnels hors des Etats-Unis d'Amérique sous couvert de la *Regulation S*. J.P. Morgan Securities Ltd., Lehman Brothers International (Europe), Merrill Lynch International, KBC Securities SA et Goldman Sachs International sont les *Joint Global Coordinators* et les Représentants des *Underwriters*. J.P. Morgan Securities Ltd., Lehman Brothers International (Europe), Merrill Lynch International et KBC Securities SA sont les *Joint Bookrunners*.

Le pourcentage d'Actions que chaque *Underwriter* achètera ou fera acheter de Telenet Group Holding et des Actionnaires Cédants sera déterminé dans un *underwriting agreement* (l' "*Underwriting Agreement*") qui sera conclu après la clôture de la Période de l'Offre et sera publié dans la presse financière belge le ou aux alentours du mardi 11 octobre 2005.

Chacun des *Underwriters* peut offrir et vendre des Actions aux investisseurs institutionnels en Belgique et à l'étranger. Seuls les *underwriters* belges et les *Selling Agents* offrent et vendent des Actions dans l'offre aux particuliers en Belgique. Certains des *Underwriters*, à l'intermédiaire de leurs *Selling Agents*, proposent de revendre des Actions aux Etats-Unis d'Amérique uniquement à des investisseurs institutionnels qualifiés sous couvert de la Règle 144A du *Securities Act*. Toute offre ou vente sous couvert de la Règle 144A sera effectuée par les intermédiaires (*broker-dealers*) qui sont enregistrés en tant que tel en vertu de l'*Exchange Act*.

Dans l'*Underwriting Agreement*, le Holding Telenet Group et les Actionnaires Cédants feront chacun certaines déclarations et donneront chacun certaines garanties, et s'engageront à indemniser les différents *Underwriters* pour certaines mises en cause de leur responsabilité, en ce compris la mise en cause de leur responsabilité en vertu du *Securities Act*. Si ces indemnisations ne sont pas exécutoires, le Holding Telenet Group et les Actionnaires Cédants s'engageront chacun à contribuer aux paiements que les *Underwriters* sont tenus de faire en vertu des mises en cause de leur responsabilité pour lesquelles le Holding Telenet Group et les Actionnaires Cédants auront accepté de les indemniser.

Les *Underwriters* offrent les Actions Offertes sous réserve de leur vente préalable, après délivrance et acceptation par eux et sous réserve de celle-ci, sous réserve de l'approbation des aspects juridiques par leur conseil, et sous réserve des autres conditions prévues à l'*Underwriting Agreement*, tel que la réception par les *Underwriters* des certificats des directeurs de la société et des opinions juridiques.

L'*Underwriting Agreement* prévoira que, à l'occasion de certains événements, tel que la suspension des opérations au New York Stock Exchange, au London Stock Exchange, à Euronext ou sur le marché *over-the-counter* ou un changement défavorable significatif dans ou affectant les activités, la situation financière, les capitaux propres ou les résultats d'exploitation de Telenet Group Holding, et sous certaines autres conditions, les Représentants ont le droit, collectivement mais non individuellement, de se retirer de l'Offre avant la livraison des Actions.

Les *Underwriters* se réservent le droit de retirer, annuler ou modifier les ordres d'investisseurs institutionnels, en tout ou en partie. Si les *Underwriters* déterminent, ou ont une raison de penser, qu'un investisseur unique a soumis plusieurs ordres, par le biais d'un ou plusieurs *Underwriters*, les *Underwriters* peuvent réduire ou ignorer tout ou partie de ces ordres. En outre, les *Underwriters* peuvent réduire ou ignorer toute souscription inhabituellement importante s'ils pensent qu'elle pourrait perturber le marché secondaire.

L'on s'attend à ce que les commissions des *Underwriters* s'élèvent à 1 % du produit brut cumulé de l'offre (y compris tous produits reçus en rapport avec l'Option de Surallocation).

Toute Action vendue par les *Underwriters* à des intermédiaires en titres peut l'être avec une décote. Ces intermédiaires en titres peuvent revendre toute action achetée auprès des *Underwriters* à certains autres intermédiaires et agents avec une décote.

La commission d'*underwriting* n'inclut pas les commissions discrétionnaires jusqu'à 2 % du total des recettes brutes de l'Offre (en ce compris les recettes reçues en rapport avec l'Option de Surallocation), que Telenet Group Holding ou les Actionnaires Cédants, selon le cas, peuvent octroyer à tout ou partie des *Underwriters* en rapport avec l'Offre. Ces commissions discrétionnaires, peuvent être basées, entre autres, sur le prix final de l'offre qui a été atteint.

Option de Surallocation

Les Actionnaires Cédants octroieront une Option de Surallocation aux *Underwriters* en vertu de laquelle les *Underwriters* auront la possibilité d'acheter jusqu'à 15 % supplémentaires des Actions Existantes et des Actions Nouvelles au Prix de l'Offre après soustraction de la commission d'*underwriting*. Les *Underwriters* peuvent exercer l'Option de Surallocation, en tout ou en partie, à tout moment dans les 30 jours de la date à laquelle le Prix de l'Offre des Actions Offertes a été rendu public de manière adéquate.

Pas de Cessions de Titres Similaires

Telenet Group Holding s'engagera, durant la période expirant 180 jours après la date de l'*Underwriting Agreement*, à ne pas : (i) offrir, mettre en gage, annoncer son intention de vendre, vendre, contracter pour vendre, vendre une option sur ou contracter en vue d'acheter, acheter une option sur ou contracter en vue de vendre, octroyer une option, un droit ou une obligation d'acheter, ou, de toute autre manière, transférer ou disposer de, directement ou indirectement, toute action représentative du capital social de Telenet Group Holding ou de tout titre convertible en, ou qui peut être exercé pour obtenir, ou échangeable contre, ces actions, ou (ii) contracter tout swap ou tout autre contrat qui transfère, en tout ou en partie, n'importe laquelle des conséquences économiques de la détention de ces actions, que les transactions décrites aux points (i) ou (ii) ci-dessus soient réglées par délivrance des actions ou d'autres titres, en espèces ou autrement, sans l'accord préalable écrit des Représentants représentant plus de 66,6 % des Actions achetées par les *Joint Bookrunners* (les "*Représentants de la Majorité*"); étant entendu que les restrictions précitées ne s'appliqueront pas (A) à la vente des Actions envisagée par l'*Underwriting Agreement*, (B) à l'émission ou au transfert au bénéficiaire de toute action ou titre en vertu de tout option ou warrant octroyé avant la date de l'*Underwriting Agreement*, auquel il est renvoyé dans les Statuts ou en exécution de plans d'intéressement des salariés, en ce compris, mais sans que cela soit limitatif, aux plans de stock options du personnel et à l'Offre aux Salariés étant entendu que, en cas de transfert à des parties sujettes à un accord de lock-up, les Actions acquises de cette façon seront soumises à l'accord de lock-up, ainsi qu'aux exceptions qu'il contient, ou (C) à toute Action émise et cédée en contrepartie des acquisitions, licences ou contrats de technologie faits ou conclus par Telenet Group Holding ou une de ses filiales, ou émise en vue de protéger les actionnaires existants contre toute dilution dans les cas où le Code des Sociétés belge ne prévoit pas de droit préférentiel de souscription comme en cas d'apport en nature.

Les Actionnaires Cédants, y compris notre *Chief Executive Officer*, s'engageront, durant la période expirant 180 jours après la date de l'*Underwriting Agreement*, à ne pas : (i) offrir, mettre en gage, annoncer leur intention de vendre, vendre, contracter pour vendre, vendre une option sur ou contracter en vue d'acheter, acheter une option sur ou contracter en vue de vendre, octroyer une option, un droit ou une obligation d'acheter, ou, de toute autre manière, transférer ou disposer de, directement ou indirectement, toute action représentative du capital social de Telenet Group Holding ou de tout titre convertible en, ou qui peut être exercé pour obtenir, ou échangeable contre ces actions, (ii) contracter tout swap ou tout autre contrat qui transfère, en tout ou en partie, n'importe laquelle des conséquences économiques de la détention de ces actions, que les transactions décrites aux points (i) ou (ii) ci-dessus soient réglées par délivrance des actions ou d'autres titres, en espèces ou autrement, ou (iii) faire toute demande pour ou exercer tout droit en rapport avec l'enregistrement de toute action représentative du capital social de Telenet Group Holding ou de tout titre convertible en, ou qui peut être exercé pour obtenir, ou échangeable contre, ces actions, sans l'accord préalable écrit des Représentants de la Majorité; étant entendu que les restrictions précitées ne s'appliqueront pas (A) aux transactions avec des entités liées, des bénéficiaires proches (*related party transferees* tels que définis dans le Contrat de Syndicat) ou des parties au Contrat de Syndicat (ou les sociétés qui y sont liées ou les bénéficiaires proches) faites conformément aux Statuts ou au Contrat de Syndicat, (B) le transfert d'actions ou de titres en exécution de certains gages à des banques en vue de financer la souscription aux actions représentatives du capital social de Telenet Group Holding, (C) le transfert d'actions ou de titres en vertu de toute option ou warrant octroyé avant la date de l'*Underwriting Agreement* ou auquel il est renvoyé dans les Statuts, étant entendu que, en cas de transfert à des parties sujettes à un accord de lock-up, les Actions acquises de cette façon seront soumises à l'accord de lock-up, ou (D) à toute transaction relative aux actions ou titres acquis après la clôture autrement que directement auprès d'une partie au Contrat de Syndicat.

Les Actionnaires Existants qui détiennent plus de 2 % et sur une base totalement diluée, tous nos administrateurs et tous nos cadres dirigeants qui détiennent des Options de Classe A ou des Options

de Classe B (selon le cas), conclueront des accords de lock-up similaires, étant entendu que les cadres dirigeants (à l'exception de notre *Chief Executive Officer*) auront la possibilité de vendre après l'Offre mais durant le période de *lock-up* jusqu'à 201.000 actions ensemble, soit un tiers de leur participation cumulée dans Telenet Group Holding.

Stabilisation du Prix et Positions Courtes

En rapport avec l'Offre, les *Underwriters*, à l'intermédiaire de J.P. Morgan Securities Ltd. ("JPMorgan") en tant que Agent Stabilisateur, peuvent, pendant une période de 30 jours à compter de la date à laquelle le Prix de l'Offre des Actions Offertes a été rendu public de manière adéquate, effectuer des transactions sur Eurolist by Euronext Brussels, sur le marché over-the-counter ou ailleurs qui stabilisent ou maintiennent le cours des actions ordinaires à des niveaux qui n'auraient pas pu être atteints autrement. Cette stabilisation, si elle est entamée, peut être arrêtée à tout moment sans avertissement préalable.

Si les *Underwriters*, à l'intermédiaire de JPMorgan, créent une position courte pour les actions ordinaires en rapport avec l'offre internationale, par exemple s'ils vendent davantage d'Actions que le nombre offert en vertu du présent Prospectus, ils peuvent réduire cette position courte en achetant des actions ordinaires sur le marché libre. Les *Underwriters*, à l'intermédiaire de JPMorgan, peuvent aussi choisir de réduire toute position courte en exerçant tout ou partie de l'Option de Surallocation.

Les *Underwriters* ont informé Telenet Group Holding et les Actionnaires Cédants que certains des *Underwriters* ont actuellement l'intention, à la suite de la période de stabilisation, de créer un marché pour les Actions tel qu'autorisé par les lois et règlements applicables.

L'achat d'actions ordinaires en vue de stabiliser le cours ou de réduire une position courte peut avoir pour effet que le prix des actions ordinaires est plus élevé qu'il aurait pu l'être en l'absence de tels achats.

Ni le Holding Telenet Group, ni les Actionnaires Cédants, ni aucun des *Underwriters* ne font aucune déclaration ou prédiction quant à l'orientation ou à l'amplitude de tout effet que pourraient avoir les transactions décrites ci-dessus sur le prix des actions ordinaires. En outre, ni Telenet Group Holding, ni les Actionnaires Cédants, ni aucun des *Underwriters* ne prennent aucun engagement que JPMorgan effectuera ces transactions ou que ces transactions, une fois commencées, ne seront pas interrompues sans avertissement.

Autres Relations

Certain des *Underwriters* et des sociétés qui y sont liées ont effectué, et peuvent effectuer dans le futur, des transactions de banque d'affaires et d'autres transactions commerciales, dans le courant normal de leurs affaires, avec Telenet Group Holding ou ses actionnaires. Ils ont reçu les honoraires et commissions usuels pour ces transactions et ces services. En particulier, certains des *Underwriters* ou des sociétés qui y sont respectivement liées agissent en tant que bailleurs de fonds en vertu du Contrat de Crédit Senior. De plus, certains des *Underwriters* ou de leurs Sociétés liées détiennent des Actions et pourraient être des Actionnaires Cédants dans le cadre de l'Offre.

Offre aux Particuliers

Pour une description de l'offre aux particuliers, voir "L'Offre".

Admission des Actions sur le marché

Une demande a été introduite en vue de l'admission à la cote de l'intégralité des Actions et des Strips VVPR sur Eurolist by Euronext, sous les symboles TNET et TNETS, respectivement. Une demande a aussi été introduite pour l'admission à la cote des Actions à émettre à l'occasion de l'exercice des warrants existants, à l'occasion de la conversion des *profit certificates* ou à l'occasion de la conversion de nos actions qui sont subordonnées lors de la liquidation. Aucune demande n'a été introduite pour admettre à la cote les "Golden Shares", qui octroient aux MIC certains droits de surveillance en rapport avec nos émissions sur le Réseau Telenet. En outre, aucune demande n'a été introduite pour admettre à la cote certaines de nos actions qui sont subordonnées lors de la liquidation.

Le début de la négociation, qui est attendu pour le mardi 11 octobre 2005 ou aux alentours, prendra place sur une base "si-et-quand-émise-ou-remise", ce qui veut dire que la négociation des

Actions et des Strips VVPR commencera avant leur paiement par les investisseurs et leur remise à ceux-ci, qui sont attendus pour le vendredi 14 octobre 2005, soit le troisième jour suivant le jour au cours duquel la répartition est effectuée (T+3). La négociation peut être avancée en cas de clôture anticipée. Les investisseurs qui souhaitent effectuer des transactions sur les Actions de Telenet Group Holding avant la date de clôture de l'Offre, que ces transactions soient effectuées sur Eurolist by Euronext Brussels ou ailleurs, doivent être conscients que la clôture de l'Offre peut ne pas avoir lieu le vendredi 14 octobre 2005, voire ne pas avoir lieu du tout, si certaines conditions ou événements repris dans l'*Underwriting Agreement* ne sont pas remplies ou ne font pas l'objet d'une renonciation, ou ne sont pas survenus avant cette date ou à celle-ci. Ces conditions incluent la réception de certificats des directeurs et d'opinions juridiques, et ces événements incluent la suspension de la négociation sur Eurolist by Euronext Brussels, ou un changement défavorable significatif dans nos activités, notre situation financière ou sur les marchés financiers. Euronext Brussels a indiqué qu'il annulerait toutes les transactions effectuées sur Eurolist by Euronext Brussels si les Actions et les Strips VVPR offerts dans les présentes n'étaient pas délivrées à la date de clôture de l'Offre.

Pas D'offre Publique en Dehors de la Belgique

Aucune démarche n'a été ni ne sera entamée dans aucune juridiction (à l'exception de la Belgique) qui permettrait une offre publique des Actions, ou la possession, la circulation ou la distribution du présent Prospectus ou de tout autre matériel en rapport avec Telenet Group Holding, les Actionnaires Cédants ou les Actions, dans toute juridiction où des démarches sont requises à cette fin. En conséquence, les Actions ne peuvent pas être offertes ou vendues, directement ou indirectement, et ni le présent Prospectus ni aucun autre matériel d'offre ou publicité en rapport avec les Actions ne peut être distribué ou publié, dans ou au départ de quelque pays ou juridiction que ce soit, sauf dans le respect de tout règlement ou règle applicable dans ce pays ou cette juridiction.

Les acheteurs des Actions peuvent être contraints de s'acquitter d'un droit de timbre ou d'autres charges conformément aux droits et aux pratiques du pays de l'achat, en plus du Prix de l'Offre.

Les Actions n'ont pas été enregistrées en vertu du *Securities Act* et ne peuvent pas être offertes ou vendues aux Etats-Unis d'Amérique, sauf dans le cadre de certaines transactions exemptées des formalités d'enregistrement du *Securities Act*.

Fixation du Prix de l'Offre

Préalablement à l'Offre, il n'existait pas de marché public pour les Actions. Le Prix de l'Offre sera déterminé au cours de négociations entre Telenet Group Holding, les Actionnaires Cédants et les *Joint Bookrunners*. Parmi les facteurs qui doivent être examinés pour déterminer le Prix de l'Offre, se trouvent nos prévisions et les prévisions de notre secteur en général, nos revenus, notre bénéfice net et certaines autres informations financières opérationnelles sur une période récente, ainsi que les ratios financiers, les cours de bourse des titres et les informations opérationnelles des sociétés engagées dans des activités similaires aux nôtres.

Offre aux Salariés

Au moment de l'Offre, dans une offre séparée, Telenet Group Holding offrira jusqu'à un maximum de €20 millions en nouvelles Actions avec Strips VVPR aux salariés de Telenet (l' "Offre aux Salariés"). Le prix de souscription sera égal au Prix de l'Offre moins une décote de 16,66 %. L'Offre aux Salariés consistera en deux tranches, une première tranche d'approximativement €1.000.000 et une seconde tranche d'approximativement €17.500.000. Les actions ordinaires achetées en vertu de l'Offre aux Salariés sont soumises à certaines restrictions en matière de cession. Voir "L'Offre—Offre aux Salariés".

L'offre en vertu de l'Offre aux Salariés ne fait pas partie de l'Offre. Des tranches subséquentes d'actions ordinaires peuvent être offertes par Telenet Group Holding sur une base annuelle ou à titre exceptionnel.

RESTRICTIONS A LA VENTE

Généralités

Aucune démarche n'a été ou ne sera entreprise dans quelque pays que ce soit à l'exception de la Belgique, qui permettrait d'y faire une offre publique d'Actions Offertes, ou qui permettrait la détention, la diffusion ou la distribution de ce Prospectus ou de tout autre document relatif à nous ou aux Actions Offertes dans tout pays où l'accomplissement de formalités est requis à cette fin. Dès lors, les Actions Offertes ne peuvent être vendues, directement ou indirectement, et ni ce Prospectus ni aucun autre document d'offre ou publicité relatif aux Actions Offertes ne peut être distribué ou publié, sous quelque forme et dans quelque pays ou juridiction que ce soit, si ce n'est dans des circonstances permettant le respect des lois et réglementations applicables dans chacun de ces pays ou juridictions.

Etats-Unis

Les Actions Offertes n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement sous le régime du *Securities Act* ni auprès d'une quelconque autorité de régulation compétente en matière de valeurs mobilières dans un Etat ou autre juridiction des Etats-Unis, et ne peuvent être ni offertes, ni vendues, ni nanties ou autrement transférées d'une quelconque façon aux Etats-Unis autrement qu'en conformité avec une exemption ou dans le cadre d'une transaction non soumise aux exigences d'enregistrement prévues par le *Securities Act* et conformément à toute loi relative aux valeurs mobilières en vigueur dans les états des Etats-Unis. Par conséquent, chaque *Underwriter* s'est engagé à ne pas offrir ou vendre les Actions Offertes dans le cadre de cette Offre aux Etats-Unis, sauf à des acheteurs institutionnels qualifiés conformément à la *Rule 144A* du *Securities Act*. Les transferts d'Actions Offertes seront soumis à des restrictions et chaque acquéreur sera présumé avoir déclaré, garanti et accepté les éléments décrits dans la section "Restrictions au transfert."

En outre, jusqu'à l'expiration d'un délai de 40 jours après le lancement de l'Offre, toute offre ou vente d'Action Offertes faite par un intermédiaire financier aux Etats-Unis (que cet intermédiaire participe ou non à l'Offre) est susceptible de constituer une violation des conditions d'enregistrement prévues par le *Securities Act* si cette offre ou vente n'est pas faite conformément à la *Rule 144A*.

Espace Economique Européen

Pour chacun des Etats Membres de l'Espace Economique Européen (l' "EEE") ayant mis en œuvre la Directive Prospectus (chacun, pris individuellement, un "Etat Membre Concerné"), chaque *Underwriter* a déclaré et accepté que depuis la date de transposition de la Directive Prospectus dans cet Etat Membre Concerné (la "Date de Transposition Pertinente") et y compris à cette date, il n'a pas fait ni ne fera d'offre d'Actions Offertes au public dans cet Etat Membre Concerné, avant que la publication d'un prospectus relatif aux Actions Offertes n'ait été approuvé par les autorités compétentes de cet Etat Membre Concerné ou, le cas échéant, approuvé dans un autre Etat Membre Concerné et notifié à l'autorité compétente de cet Etat Membre Concerné, conformément à la Directive Prospectus, sauf à faire une offre d'Actions Offertes au public dans cet Etat Membre Concerné à quelque période que ce soit, à partir de et y compris à la Date de Transposition Pertinente :

- (a) aux personnes morales qui sont autorisées à, ou soumises à une réglementation pour opérer sur les marchés financiers ou, si elles ne sont pas ainsi autorisées ou réglementées, dont l'unique objet social est d'investir dans des valeurs mobilières;
- (b) à toute personne morale remplissant au moins deux des critères suivants (1) un effectif moyen d'au moins 250 salariés au cours du dernier exercice; (2) un total du bilan de plus de €43.000.000 et (3) un chiffre d'affaires annuel net de plus de €50.000.000, tel que figurant dans ses derniers comptes annuels ou consolidés; ou
- (c) en toute autre circonstance qui ne nécessite pas la publication par l'Emetteur d'un prospectus conformément à l'article 3 de la Directive Prospectus.

Dans le cadre de la présente section, l' "offre d'Actions Offertes au public" concernant toute Action Offerte dans tout Etat Membre Concerné signifie la communication sous quelque forme que ce soit et par quelque moyen suffisant d'information que ce soit, des conditions de l'offre et des Actions Offertes à offrir, afin de permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire des Actions Offertes, étant entendu que ces dispositions peuvent être modifiées dans cet Etat Membre Concerné en

fonction des mesures de transposition de la Directive Prospectus dans cet Etat Membre; l'expression "Directive Prospectus" signifie la Directive 2003/71/CE et inclut toute mesure pertinente de transposition dans chacun des Etats Membres Concernés.

Cette restriction à la vente au sein de l'EEE s'ajoute aux autres restrictions à la vente applicables et exposées ci-dessous.

France

Ni ce Prospectus ni aucun autre document d'offre relatif aux Actions Offertes n'a été soumis aux procédures d'approbation des offres par l'Autorité des marchés financiers en France. Les Actions Offertes n'ont pas été offertes ou vendues et ne seront pas offertes ou vendues, directement ou indirectement, au public en France. Ni ce Prospectus ni aucun autre document d'offre relatif aux Actions Offertes n'a été ou ne sera (i) publié, émis, distribué ou destiné à être publié, émis, ou distribué au public en France ou (ii) utilisé dans le cadre d'une offre de souscription ou de vente des Actions Offertes au public en France. De telles offres, ventes ou distributions ne seront faites en France qu'à (i) des investisseurs qualifiés et/ou à un cercle restreint d'investisseurs, investissant dans chaque cas pour leur propre compte, tels que définis par, et en conformité, avec les articles L.411-2, D.411-1, D.411-2, D.734-1, D.744-1, D.754-1 et D.764-1 du Code monétaire et financier français ou (ii) à des prestataires de services d'investissement autorisés à conduire l'activité de gestion de patrimoine pour compte de tiers ou (iii) dans le cadre d'une opération qui, en vertu de l'article L.411-2-II-1°-ou-2° du Code monétaire et financier français, ne constitue pas un appel public à l'épargne du fait du montant global de l'offre, dans le cadre d'une ou plusieurs transactions sur une période de douze mois consécutifs, ou, le cas échéant, du fait de l'investissement individuel de chaque investisseur, ces montants devant être fournis par l'article 211-2 du Règlement Général de l'Autorité des marchés financiers. Ces Actions Offertes ne peuvent être revendues qu'en conformité avec les articles L.411-1, L.411-2, L.412-1 et L.621-8 à L.621-8-3 du Code monétaire et financier français.

Italie

Chaque *Underwriter* a admis et accepté que l'offre des Actions Offertes n'a pas été visée la *Commissione Nazionale per le Società e la Borsa*, la "CONSOB", conformément à la législation boursière italienne et en conséquence a déclaré et accepté que les Actions Offertes ne peuvent et ne seront pas offertes ou livrées ou que des copies de ce Prospectus ou d'autres documents relatifs aux Actions Offertes ou à l'Offre ne puissent être ou ne soient distribués en Italie autrement qu'à des investisseurs professionnels (*operatori qualificati*) tels que définis par l'article 31, paragraphe 2 de la Réglementation CONSOB n° 11522 du 1^{er} juillet 1998 telle que modifiée ("Réglementation n° 11522").

Chaque *Underwriter* a déclaré et accepté que toute offre, cession ou livraison des Actions Offertes ou la distribution de copies du Prospectus ou de tout autre document relatif aux Actions Offertes ou à l'Offre en Italie pourra et sera effectué conformément aux lois et réglementations italiennes applicables en matière de valeurs mobilières, de fiscalité et de contrôle des concentrations, et en particulier seront : (i) effectués par une entreprise d'investissement, une banque ou un intermédiaire financier autorisé à conduire ce type d'activités en Italie conformément au Décret-Loi n° 385 du 1^{er} septembre 1993, tel que modifié (la "Loi Bancaire Italienne"), le Décret-Loi n° 58 du 24 février 1998, tel que modifié, la Réglementation n° 11522, et toute autre loi ou réglementation applicable; (ii) conformément à l'article 129 de la Loi Bancaire Italienne et aux mesures d'application de la Banque d'Italie; et (iii) conformément à toute autre obligation de déclaration ou limitation pouvant être imposée par la CONSOB ou la Banque d'Italie.

Tout investisseur acquérant les Actions Offertes dans le cadre de l'Offre est seul responsable de s'assurer que toute offre ou revente des Actions Offertes qu'il a acheté s'effectue dans le respect des législations et réglementations applicables.

Ce Prospectus et l'information qu'il contient est destiné à l'utilisation de son récipiendaire et ne doit pas être distribué à des tierce partie résidentes ou situées en Italie, quelle que soit la raison. Aucune personne résidente ou située en Italie autre que le récipiendaire original de ce document ne peut se sur lui ou sur son contenu.

En plus de ce qui est décrit ci-dessus. (qui devra continuer à s'appliquer dans la mesure que ces dispositions ne sont pas inconsistantes avec les mesures de transpositions de la Directive Prospectus en

Italie), après la transposition de la Directive Prospectus en Italie, les restrictions, garanties et déclarations sous le titre “Espace Economique Européen” ci-dessous devront s’appliquer.

Espagne

L’offre des Actions Offertes n’a pas été enregistrée auprès de la *Comisión Nacional del Mercado de Valores* en Espagne. Par conséquent, aucune Action ne sera offerte ou vendue en Espagne, et ni ce Prospectus ni aucun autre document d’offre ne pourra être distribué ou destiné aux investisseurs résidant en Espagne, sauf dans le cadre de et en conformité avec les exigences de la loi espagnole 24/1998 sur les marchés financiers, tel qu’amendé, et de toute autre réglementation y afférente.

Royaume-Uni

Chaque *Underwriter* a déclaré et accepté que :

- (a) il n’a communiqué ou n’a fait communiquer, et ne communiquera ni ne fera communiquer, de proposition ou d’invitation à s’engager dans des activités d’investissement (au sens de la Section 21 du *Financial Services and Markets Act 2000* (le “FSMA”)) reçues par lui pour les besoins de l’émission ou de la vente des Actions Offertes, que dans les cas pour lesquels la Section 21(1) du FSMA ne s’applique pas à Telenet Group Holding; et
- (b) il a respecté et continuera à respecter toutes les dispositions du FSMA applicables à tout acte effectué par lui concernant les Actions Offertes au Royaume-Uni et au départ de ce pays ou d’une autre manière impliquant le Royaume-Uni.

Australie

Ce Prospectus n’a pas été et ne sera pas déposé auprès de l’*Australian Securities and Investments Commission* ou l’*Australian Stock Exchange* et n’est pas un document d’information au titre de la loi australienne. Ce Prospectus (que ce soit en forme préliminaire ou définitive) ne peut être diffusé ou distribué en Australie et aucune offre ou invitation ne peut être faite en ce qui concerne l’émission, la cession ou l’acquisition d’Actions Offertes en Australie (en ce compris) une offre ou une invitation reçue en Australie par une personne) et aucune Action Offerte ne peut être vendue en Australie, à moins que l’offre ou l’invitation ne fasse pas l’objet d’une obligation d’information au titre de la Partie 6D.2 ou la Division 2 de la Partie 7.9 du *Corporations Act 2001* (Cth). Des restrictions concernant les reventes d’Actions en Australie peuvent également s’appliquer en vertu du *Corporations Act* australien, et de ce fait, un conseil professionnel devrait être obtenu dans ce cas.

Japon

Les Actions Offertes n’ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du *Securities and Exchange Law* japonais, tel que modifié, (le “SEL”) et en conséquence chaque *Underwriter* s’est engagé à ne pas avoir offert ou vendu ou n’offrira pas ou ne vendra pas d’Actions Offertes, directement ou indirectement au Japon ou à un résident du Japon ou à ou pour le compte de toute Personne Japonaise sauf dans des cas où le SEL sera respecté ainsi que toutes les autres lois et réglementations promulguées par le gouvernement japonais et les autorités de régulations et applicables à ce moment là. Dans le cadre de ce paragraphe par “Personne Japonaise” on entend une personne résidant au Japon, en ce compris les sociétés ou les entités régies par les lois du Japon.

RESTRICTIONS AU TRANSFERT

Etats-Unis

En raison des restrictions suivantes, il est conseillé aux investisseurs potentiels de consulter un avocat avant de faire toute offre relativement aux Actions Offertes ou toute revente, tout nantissement ou tout autre transfert d'Actions Offertes.

Les Actions Offertes n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement au titre du *Securities Act* ou de toute autre réglementation relative aux valeurs mobilières applicable dans un Etat quelconque des Etats-Unis. Les Actions Offertes dans le cadre de cette offre ne peuvent être offertes, vendues ou livrées aux Etats-Unis, autrement que dans le cadre d'une exemption ou d'une transaction non soumise aux exigences d'enregistrement prévues par le *Securities Act* et autres lois applicables dans un Etat quelconque des Etats-Unis. Par conséquent, les Actions Offertes dans le cadre de cette offre ne peuvent être offertes et vendues :

- (i) aux Etats-Unis, qu'à des acheteurs institutionnels qualifiés tels que définis par la *Rule 144A* du *Securities Act* ("Rule 144A"); et
- (ii) en dehors des Etats-Unis, qu'en conformité avec la *Regulation S* du *Securities Act*.

Chaque acquéreur aux Etats-Unis d'Actions Offertes dans le cadre de cette Offre en conformité avec la *Rule 144A* et chaque acquéreur ultérieur, sera considéré comme ayant déclaré et accepté ce qui suit (les termes utilisés ci-dessous définis dans la *Rule 144A* ou la *Regulation S* sont utilisés ci-dessous tels que définis par la *Rule 144A* ou la *Regulation S*) :

- (i) Vous (A) possédez la qualité d'acheteur institutionnel qualifié, (B) êtes informé, ainsi que chaque bénéficiaire ("*beneficial owner*") des Actions Offertes, que la vente des Actions Offertes est effectuée conformément à la *Rule 144A* et (C) devenez acquéreur de ces Actions pour votre propre compte ou pour le compte d'un acheteur institutionnel qualifié, le cas échéant;
- (ii) Vous comprenez que les Actions Offertes n'ont pas fait ni ne feront l'objet d'un enregistrement au titre du *Securities Act* et ne peuvent être ré-offertes, revendues nanties ou autrement transférées sauf (A)(i) à une personne dont vous pouvez raisonnablement penser qu'elle possède la qualité d'acheteur institutionnel qualifié, lors d'une transaction se déroulant en conformité avec la *Rule 144A*, (ii) lors d'une transaction *offshore* qui respecte les dispositions de la *Rule 903* ou *Rule 904* de la *Regulation S* ou (iii) conformément à une dispense d'enregistrement en vertu *Securities Act* édictée par la *Rule 144* de ce dernier, le cas échéant, et (B) en conformité avec les lois relatives aux valeurs mobilières en vigueur dans les Etats des Etats-Unis;
- (iii) Vous reconnaissez que les Actions Offertes sont des titres sujets à restrictions (*restricted securities*) au sens de la *Rule 144(a)(3)* du *Securities Act* et qu'aucune garantie n'est donnée quant à la disponibilité de l'exemption prévue par la au titre la *Rule 144* pour les reventes d'Actions Offertes.
- (iv) Vous acceptez que, nonobstant toute disposition précédente contraire, tant qu'elles seront des *restricted securities*, les Actions Offertes dans le cadre de cette Offre ne peuvent pas être déposées dans quelque système de certificats représentatifs non restreint ("*unrestricted depository receipt facility*") que ce soit, qui peut être constitué ou mis en oeuvre par une banque dépositaire relativement aux Actions Offertes.

VALIDITE DES TITRES

La validité des Actions sera examinée par Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP, les conseils belges et américains de Telenet Group Holding. Les MIC, Interkabel Vlaanderen CVBA, GIMV NV (et les sociétés qui y sont liées), Electrabel NV, KBC Private Equity NV, Finstrad NV, Ibel NV, Gevaert NV et Sofinim NV sont représentés par Baker & McKenzie CVBA, et les *Underwriters* ont été conseillés sur certains aspects de droit belge par Allen & Overy LLP et de droit américain par Cravath, Swaine & Moore LLP.

COMMISSAIRES INDEPENDANTS

Les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2004, 2003 et 2002 inclus dans ce Prospectus ont été audités par PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren BCVBA, une société civile ayant la forme de société coopérative à responsabilité limitée de droit belge, représenté par Bernard Gabriëls, qui se situe Woluwedal 18, 1932 Sint-Stevens-Woluwe, Belgique, en tant que commissaire indépendant, comme indiqué dans leur rapport repris dans les présentes.

Les comptes consolidés simplifiés non audités de Telenet Group Holding pour le semestre clôturé au 30 juin 2005 ont fait l'objet d'une révision par PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren, comme indiqué dans leur rapport repris dans les présentes.

Nos commissaires, qui n'ont pas revu l'information financière incluse dans le présent Prospectus, sont BDO ATRIO Bedrijfsrevisoren—Réviseurs d'Entreprises CVBA, une société civile ayant pris la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée de droit belge, dont l'adresse est Woluwedal 60, 1200 Bruxelles.

Nous avons payé les honoraires suivants pour services rendus à nos auditeurs indépendants, au cours de l'exercice clôturé le 31 décembre 2004 :

<u>(millions d'euros)</u>	<u>PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren CVBA</u>	<u>BDO ATRIO Bedrijfsrevisoren</u>
Services d'Audit	0,4	0,05
Services Liés aux Services d'Audit	0,1	—
Services Fiscaux	0,3	—
Total	<u>0,8</u>	<u>0,05</u>

Les *Services d'Audit* sont définis comme le travail d'audit standard qui doit être effectué chaque année pour émettre une opinion sur les comptes consolidés de notre groupe et pour émettre des rapports sur les comptes annuels des entités. Cela inclut aussi les services qui peuvent uniquement être fournis par un auditeur, tel que l'audit des transactions non-récurrentes et l'application de nouvelles pratiques comptables, les audits des systèmes de contrôle nouveaux et significatifs, l'examen préalable à leur émission des comptes trimestriels, les lettres d'accord et de confort et tout autre service d'audit requis pour la *Securities and Exchange Commission* ou d'autres dépôts réglementaires.

Les *Services Liés aux Services d'Audit* incluent les autres services de vérification fournis par les auditeurs mais qui ne sont pas limités au seul auditeur signant le rapport d'audit. Ils comprennent les montants relatifs à des services tels que les *due diligence* pour les acquisitions, les audits des plans de pension et des plans d'intéressement, les audits contractuels des accords avec des tiers et les consultations sur les nouvelles décisions en matière de comptabilité.

Les *Services Fiscaux* représentent les services liés au respect des obligations fiscales et les autres services rendus en matière fiscale.

MISE EN OEUVRE DE LA RESPONSABILITE CIVILE

Telenet Group Holding est une société anonyme de droit belge dont le siège social et le principal lieu d'activité se situe en Belgique. Telenet Group Holding et ses filiales ne sont pas résidentes des Etats-Unis. La plupart des administrateurs et dirigeants de Telenet Group Holding et des autres entités de Telenet ne sont pas résidents des Etats-Unis, et l'ensemble ou une partie substantielle des éléments du patrimoine de ces personnes se trouve en dehors des Etats-Unis. Les actifs de Telenet Group Holding sont aussi en grande partie situés en dehors des Etats-Unis. Il est possible que vous ne puissiez pas assigner ou citer les administrateurs ou dirigeants de Telenet Group Holding aux Etats-Unis ou que vous ne puissiez faire exécuter contre ces personnes ou contre Telenet Group Holding, des décisions de tribunaux américains fondées sur les règles de responsabilité civile de la législation fédérale américaine en matière de valeurs mobilières.

A ce jour, les Etats-Unis n'ont pas signé de traité avec la Belgique sur la reconnaissance mutuelle et l'exécution des jugements, autres que les sentences arbitrales, en matières civile et commerciale. Par conséquent, une décision finale rendue par tout tribunal étatique ou fédéral américain, fondée ou non exclusivement sur la légalisation fédérale ou étatique en matière de valeurs mobilières, ne serait pas automatiquement exécutoire en Belgique.

Une décision américaine exécutoire aux Etats-Unis, sera déclarée exécutoire en totalité ou en partie en Belgique, à moins que sa reconnaissance ne soit contestée devant les tribunaux belges. Le jugement ne peut être reconnu ou déclaré exécutoire qu'à condition que :

- le jugement ne soit pas manifestement incompatible avec les dispositions d'ordre public belges;
- le jugement n'ait pas violé les droits de la défense;
- le jugement n'ait pas été obtenu dans le seul but de se soustraire à l'application de la loi désignée par le Code de droit international privé belge;
- le jugement ne soit pas susceptible de recours ordinaire aux Etats-Unis;
- le jugement ne soit pas inconciliable avec un jugement belge ou un autre jugement étranger antérieur, sujet à reconnaissance en Belgique;
- l'action en justice n'ait pas été introduite aux Etats-Unis après qu'une action toujours en cours entre les mêmes parties et sur le même fondement ait été intentée en Belgique;
- les tribunaux belges ne soient pas exclusivement compétents pour entendre la demande; et
- les tribunaux américains ne se soient pas déclarés compétents uniquement sur la base de la présence des défendeurs ou de la situation des actifs dans l'Etat dudit tribunal s'il n'existe aucun lien direct avec le litige.

Par ailleurs, en ce qui concerne les procédures d'exécution des décisions en Belgique (y compris la reconnaissance des décisions rendues par les tribunaux étrangers en Belgique), un droit d'enregistrement de 3 % du montant du jugement est dû par le débiteur, si la somme que le débiteur est condamné à régler par un tribunal belge ou par le jugement d'un tribunal étranger est soit (i) automatiquement exécutoire et enregistrée en Belgique, soit (ii) rendue exécutoire par un tribunal belge lorsque le montant est supérieur à €12.500. Le droit d'enregistrement est dû par le débiteur. Le créancier est solidairement responsable dans la limite de la moitié du montant que le créancier obtient du débiteur.

En outre, il existe un doute quant à la possibilité pour un tribunal belge de se déclarer compétent et de prononcer des condamnations en matière de responsabilité civile si le recours formé en Belgique est uniquement basé sur la législation fédérale américaine en matière de valeurs mobilières.

INFORMATIONS GENERALES

Telenet Group Holding et ses Filiales

1. Telenet Group Holding NV, la société-mère de notre groupe, est une société anonyme de droit belge qui a été constituée le 3 juin 2002. Le capital social de Telenet Group Holding s'élève à €1.427.930.057,16 divisé en 86.857.251 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Pour une liste de ses principaux actionnaires, voir "Principaux Actionnaires." Le siège social de Telenet Group Holding est situé à l'adresse suivante : Liersesteenweg 4, B-2800 Malines, Belgique. Telenet Group Holding est immatriculée au registre des personnes morales de Malines sous le numéro d'entreprise 0477.702.333.
2. Telenet Communications NV, une société holding intermédiaire de notre groupe, est une société anonyme de droit belge qui a été constituée le 1^{er} décembre 2000. Le capital social de Telenet Communications s'élève à €1.419.042.873,38 divisé en 28.380.858 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Les actions de Telenet Communications sont détenues par Telenet Group Holding (28.380.857 actions) et Telenet Bidco (1 action). Le siège social de Telenet Communication est situé à l'adresse suivante : Liersesteenweg 4, B-2800 Malines, Belgique. Telenet Communications est immatriculée au registre des personnes morales de Malines sous le numéro d'entreprise 0473.416.814.
3. Telenet Bidco NV, une société holding intermédiaire de notre groupe, est une société anonyme de droit belge qui a été constituée le 1^{er} décembre 2000. Le capital social de Telenet Bidco s'élève à €2.106.277.297,09 divisé en 28.379.618 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Les actions de Telenet Bidco sont détenues par Telenet Communications (28.379.617 actions) et Telenet Group Holding (1 action). Le siège social de Telenet Bidco est situé à l'adresse suivante : Liersesteenweg 4, B-2800 Malines, Belgique. Telenet Bidco est immatriculée au registre des personnes morales de Malines sous le numéro d'entreprise 0473.416.418.
4. Telenet Holding NV, une société holding intermédiaire de notre groupe, est une société anonyme de droit belge qui a été constituée le 23 septembre 1996. Le capital social de Telenet Holding s'élève à €402.098.228,44 divisé en 16.220.600 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Les actions de Telenet Holding sont détenues par Telenet Bidco (16.164.100 actions), et Telenet Group Holding (56.500 actions). Le siège social de Telenet Holding est situé à l'adresse suivante : Liersesteenweg 4, B-2800 Malines, Belgique. Telenet Holding est immatriculée au registre des personnes morales de Malines sous le numéro d'entreprise 0458.837.813.
5. Telenet NV est une société anonyme de droit belge qui a été constituée le 22 décembre 1989. Par l'intermédiaire de Telenet NV, nous fournissons nos offres de télévision câblée basique et premium, en plus de nos services d'internet *broadband* et de téléphonie résidentiels. Le capital social de Telenet NV s'élève à €628.581.782,08 divisé en 2.539.063 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Les actions de Telenet NV sont détenues par Telenet Holding (1.219.999 actions) et Telenet Bidco (1.319.064 actions). Le siège social de Telenet NV est situé à l'adresse suivante : Liersesteenweg 4, B-2800 Malines, Belgique. Telenet NV est immatriculée au registre des personnes morales de Malines sous le numéro d'entreprise 0439.840.857.
6. Telenet Vlaanderen NV est une société anonyme de droit belge qui a été constituée le 23 septembre 1996. Telenet Vlaanderen est titulaire d'un droit d'usage de 50 ans qui nous permet d'utiliser le Réseau Partenaire pour fournir certains services de télécommunications point à point, de vidéo et de multimédia. Le capital social de Telenet Vlaanderen s'élève à €114.578.320,72 divisé en 4.622.078 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Les actions de Telenet Vlaanderen sont détenues par Telenet Holding (4.622.077 actions) et par Telenet Bidco (1 action). Le siège social de Telenet Vlaanderen est situé à l'adresse suivante : Liersesteenweg 4, B-2800 Malines, Belgique. Telenet Vlaanderen est immatriculée au registre des personnes morales de Malines sous le numéro d'entreprise 0458.840.088.

7. Telenet Solutions NV est une société anonyme de droit belge qui a été constituée le 24 juillet 1992. Par l'intermédiaire de Telenet Solutions, nous fournissons des services vocaux, des services de données et d'internet à notre clientèle commerciale. Le capital social de Telenet Solutions s'élève à €39.895.000 divisé en 240.770 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Les actions de Telenet Solutions sont détenues par Telenet Bidco (240.769 actions) et Telenet NV (1 action). Le siège social de Telenet Solutions est situé à l'adresse suivante : Pegasus Park, De Kleetlaan 5, Bedrijvenzone Diegem—Zuid, 1831 Diegem, Belgique. Telenet Solutions est immatriculée au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro d'entreprise 0447.892.550. Le capital de Telenet Solutions NV a été réduit à €61.500 le 22 août 2005. Telenet Solutions pourrait éventuellement être fusionnée dans Telenet NV d'ici la fin de l'année 2005.
8. Telenet Solutions Luxembourg SA est une société anonyme de droit luxembourgeois qui a été constituée le 21 décembre 1999. Par l'intermédiaire de Telenet Solutions Luxembourg, nous fournissons des services vocaux, des services de données et d'internet à notre clientèle commerciale dans certaines parties du Luxembourg. Le capital social de Telenet Solutions Luxembourg s'élève à €2.478.935,26 divisé en 20.000 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Les actions de Telenet Solutions Luxembourg sont détenues par Telenet Solutions (19.999 actions) et par Telenet Bidco (1 action). Le siège social de Telenet Solutions Luxembourg est situé à l'adresse suivante : 595 rue de Neudorf, L-2220, Luxembourg. Telenet Solutions est immatriculée au registre des personnes morales de Luxembourg sous le numéro 73.305.
9. Phone-Plus BVBA est une société privée à responsabilité limitée de droit belge qui a été constituée le 2 février 1999. Par l'intermédiaire de Phone-Plus, nous fournissons de la téléphonie résidentielle en utilisant un service de présélection, principalement à Bruxelles et en Wallonie. Le capital social de Phone-Plus s'élève à €19.000 divisé en 1.900 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Les actions de Phone-Plus sont détenues par Telenet Solutions (1.899 actions) et Telenet Bidco (une action). Le siège social de Phone-Plus est situé à l'adresse suivante : Chaussée de Saint Job 638, 1180 Bruxelles, Belgique. Phone-Plus est immatriculé au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro d'entreprise 0456.384.719.
10. Merrion Communications est une société à responsabilité illimitée de droit irlandais qui a été constituée le 5 juillet 2002. Merrion Communications a été créée pour se charger de certaines activités de financement et de prospection de clientèle. Le capital social de Merrion Communications s'élève à €1.188,52 divisé en 11.885.227 actions nominatives entièrement libérées sans désignation de valeur nominale, représentant chacune une fraction au *pro rata* du capital social. Les actions de Merrion Communications sont détenues par Telenet Bidco (11.885.226 actions) et Telenet Group Holding (1 action). Le siège social de Merrion Communications est situé à l'adresse suivante : 62 Merrion Square, Dublin 2, Irlande. Merrion Communications est immatriculée sous le numéro 358934.

Contrats significatifs

Vous trouverez ci-dessous des résumés de chacun des contrats significatifs auxquels nous sommes partie (autres que les contrats conclus dans le cadre normal de nos affaires) couvrant les deux années précédant immédiatement la publication du Prospectus, ou tous autres contrats, autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires, auxquels nous sommes partie, contenant certaines stipulations selon lesquelles nous avons des obligations ou des droits significatifs à la date de ce Prospectus. Pour d'autres contrats conclus avec certains de nos autres actionnaires, voir "Certaines Relations et Opérations avec des Parties Liées." Pour certains autres contrats significatifs régissant notre réseau, voir "Activité—Le Réseau Combiné et le Réseau Telenet Solutions—Nos Droits d'Utilisation sur le Réseau Partenaire."

Contrats de Prêt et de Crédit et les Sûretés y Relatives :

- Le Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") du 12 juillet 2002 (tel que modifié le 31 mars 2005) entre Telenet Bidco, Telenet NV, Telenet Vlaanderen et MixtICS, en qualité d'emprunteurs, et Telenet Bidco, Telenet NV, Telenet Vlaanderen, Telenet Holding, Phone-Plus, Telenet Solutions, Telenet Solutions Luxembourg et Merrion Communications, en qualité de

garants, certaines banques en tant que prêteurs, European Investment Bank, GE Capital Structured Finance Group Limited, J.P. Morgan plc, KBC Bank NV, Lloyds TSB Bank plc (Brussels Branch), Merrill Lynch International, NIB Capital Bank (Belgium Branch), The Royal Bank of Scotland plc, Société Générale et WestLB AG en tant qu'arrangeurs mandatés, The Royal Bank of Scotland plc en tant qu'agent de crédit et KBC Bank NV en tant que *security agent*. Ce contrat stipule des facilités de crédit pour notre groupe, chacune étant soumise à des conditions différentes. Voir "Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Contrat de Crédit Senior."

- Les nantissements d'actions, de créances et les contrats de *charge* (y compris les *floating charges*) entre des membres de notre groupe et KBC Bank NV en qualité de *security agent* et les prêteurs au titre de notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), ainsi que les hypothèques immobilières liées et d'autres arrangements, qui ensemble, ont été accordés pour garantir nos obligations au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"). Voir "Activité—Contrats de Crédit Significatifs—Contrat de Crédit Senior—Garanties et Sûretés."
- La Convention obligataire ("*Indenture*") du 22 décembre 2003 conclu entre nous, Telenet Communications, Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet Operaties (désormais Telenet NV) et Telenet Vlaanderen, et la Bank of New York et JP Morgan Chase Bank, régissant les conditions de nos *Senior Notes* à 9 % arrivant à échéance en 2013.

Les nantissements des créances de premier et de second rang et les sûretés sur les actions de second rang entre les membres de notre groupe et JP Morgan Chase Bank en vertu desquels des sûretés ont été octroyées à JP Morgan Chase Bank afin de garantir nos obligations découlant des termes des 9 % *Senior Notes* venant à échéance en 2013. Voir "Activité—Contrats de Crédit Significatifs—*Senior Notes*".

- La Convention obligataire ("*Indenture*") du 22 décembre 2003 conclu entre nous et la Bank of New York, régissant les conditions de nos *Senior Discount Notes* à 11.5 % arrivant à échéance en 2014.
- Le contrat inter-créancier (*Intercreditor Agreement*) du 9 août 2002 (tel que modifié et consolidé) entre Telenet Communications, Telenet Bidco et les garants parties au Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") avec, entre autres, les prêteurs parties au Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), the Bank of New York et KBC Bank NV, établissant les droits relatifs de certains créanciers de Telenet Communications et Telenet Bidco au titre de leurs arrangements financiers.

Autres Contrats Significatifs :

- L'*Underwriting Agreement* qui sera conclu entre nous, les Actionnaires Cédants et les *Underwriters* tel que décrit dans la section "Underwriting et Plan de Distribution."
- Le Contrat de Syndicat, et les addenda y afférents, qui sera conclu entre nos principaux actionnaires, en ce compris GIMV, le Consortium Financier, les MIC, Interkabel, Electrabel et InvestCo Belgian Cable, et, en ce qui concerne certaines stipulations, Telenet Group Holding, Telenet Communications, Telenet Bidco et Telenet Holding. Ce contrat régira les droits et obligations de nos actionnaires principaux.
- Le Contrat d'Acquisition Canal+ du 14 novembre 2003 conclu entre PayTVCo et Canal+ N.V., aux termes duquel notre véhicule d'acquisition PayTVCo a acquis certains actifs de Canal+ Group.
- Le Contrat d'Acquisition Telenet Solutions du 2 octobre 2003 conclu entre Telenet Bidco et Suez Connect SA, aux termes duquel nous avons acquis toutes les actions en circulation de Codenet NV et de ses filiales.
- Le Contrat d'Acquisition Sinfilo du 30 septembre 2003 conclu entre nous et Sinfilo, aux termes duquel nous avons acquis la quasi-totalité des actifs et des dettes de Sinfilo.
- Le Contrat d'Achat d'Actions (*Share Purchase Agreement*) du 2 octobre 2003 conclu entre Telenet Bidco et Suez Connect SA, aux termes duquel Telenet Bidco a acheté 240.770 actions et des créances de Suez Connect SA.

- L'Acte d'Apport Interkabel du 23 septembre 1996 conclu entre nous et Interkabel, aux termes duquel Interkabel nous a accordé des droits d'utilisation des boucles locales des PIC pour fournir certains services de télécommunications point à point, de vidéo et de multimédia.
- Les Options de Classe A sur *Profit Certificates* émis en vertu de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 27 mai 2004 et alloués à certains dirigeants et salariés.
- Les Options de Classe B sur *Profit Certificates* émis en vertu de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 15 décembre 2004 et alloués à certains dirigeants et salariés.
- Les Accords de Coopération iDTV du 20 août 2003 et du 10 septembre 2003 conclus entre le gouvernement flamand, l'Institut pour la Promotion de l'Innovation par la Science et la Technologie en Flandre, MixtICS NV, Interkabel Vlaanderen CVBA, Vlaamse Media Maatschappij NV, Vlaamse Radio-en-Televisieomroep NV et SBS Belgium NV aux termes desquels une subvention a été accordée pour soutenir le développement de l'iDTV en Flandre.
- L'Accord Transactionnel du 11 mai 2005 conclu entre Cable Partners Europe LLC et Telenet NV aux termes duquel le contrat de management avec Cable Partners a été transigé.
- Les Garanties d'Intérêt Public (*Public Interest Guarantees*) du 21 février 2001, telles que modifiées les 9 août 2002, 28 novembre 2003 et 15 septembre 2005, entre les MIC et Investco Belgian Cable 1 (anciennement Callahan Investco Belgium 1 S.à.R.L), Telenet Communications (anciennement Telenet Holdco) et Telenet Bidco, en vertu desquelles nous avons pris plusieurs responsabilités en ce qui concerne l'installation de la télévision numérique, le contenu du bouquet de télévision câblée de base rendu accessible à nos abonnés, la fixation du taux d'abonnement facturé aux abonnés à notre offre de télévision câblée de base et la fourniture de certains services publics. Voir "Activité—Nos Produits et Services—Télévision Câblée—Télévision Câblée Basique—Programmation de Câble Basique."
- L'Accord Transactionnel du 7 avril 2004 conclu entre MixtICS NV, ARD, Arte G.E.I.E, BBC Worldwide, British Broadcasting Corporation, ITV Network Limited, Nederlandse Omroepstichting, RAI Radiotelevisione Italiana, RTL televio GmbH, SA France2-FR2, SA France 3-FR3, SA Télévision française-TF1, Westdeutscher Rundfunk et Zweites Deutsches Fernhesen aux termes duquel certains litiges portant sur des droits d'auteur ont été transigés.
- L'Accord Transactionnel du 28 mai 2003 conclu entre Beroepsvereniging van de Radio- en Televisiedistributie et Belgische Vereniging van Auteurs, Componisten en Uitgevers aux termes duquel certains contentieux relatifs aux droits d'auteur ont fait l'objet d'une transaction.
- L'Accord Transactionnel du 29 novembre 2002 conclu entre Beroepsvereniging van de Radio- en Televisiedistributie et NV AGICOA Belgium aux termes duquel certains contentieux relatifs aux droits d'auteur ont fait l'objet d'une transaction.
- L'Accord Transactionnel du 18 mars 2004 conclu entre Beroepsvereniging van de Radio- en Televisiedistributie & Société des Auteurs et Compositeurs Dramatiques et Société Civile des Auteurs Multimédia aux termes duquel certains contentieux relatifs aux droits d'auteur ont fait l'objet d'une transaction.
- L'Acte Notarié du 15 juillet 2005 signé entre PayTVCo, Telenet Bidco et Telenet NV, aux termes duquel PayTVCo a été absorbée par Telenet NV.
- L'Acte Notarié du 16 juillet 2005 signé entre MixtICS, Telenet Bidco et Telenet NV, aux termes duquel MixtICS a été absorbée par Telenet NV.
- Le *Broadband Supply Agreement* du 23 mars 2005 conclu entre Telenet NV et I-pass, un opérateur de réseau virtuel fournissant un accès internet fixe et sans fil à distance et des services de roaming aux termes duquel les parties prévoient d'intégrer des services et de vendre des produits intégrés à leurs clients.
- Le *Wi-Fi Roaming Agreement* du 23 mars 2005 conclu entre Telenet NV et T-Systems Belgium NV, aux termes duquel Telenet NV a accepté de se connecter à la plate-forme Wi-Fi Roaming et de fournir des services internet sans fils aux clients de T-systems.

RESUME DE CERTAINS ENGAGEMENTS AU TITRE DU CONTRAT DE CREDIT SENIOR

Cette section décrit certains des engagements financiers, et des définitions qui leurs sont liés, figurant au Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), tel que modifié le 31 mars 2005. Cette description n'est pas une retranscription complète des engagements financiers compris dans notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"). Bien que nous ayons inclus des définitions de termes financiers dans ce résumé, certains termes définis dans notre Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") ne sont pas repris dans la présente section.

Il est important de noter que notre respect des engagements financiers est calculé par référence aux comptes que nous préparons conformément aux U.S. GAAP, sauf certaines exceptions. Ces différences peuvent être significatives dans le cadre des calculs au titre des engagements financiers.

Engagements Financiers

Nos engagements financiers nous imposent, parmi d'autre chose, de :

- Maintenir un ratio minimum de l'EBITDA Consolidé par rapport aux Intérêts Totaux Exigibles à la fin de chaque Période de Mesure se terminant à une Date de Comptabilité ("Couverture Totale des Intérêts de la Dette")
- Maintenir un ratio maximum de la Dette Senior Nette par rapport à l'EBITDA Annualisé à la fin de chaque Période de Mesure se terminant à une Date de Comptabilité ("Dette Senior Nette/EBITDA Annualisé")
- Maintenir un ratio minimum de l'EBITDA Annualisé pour la période se terminant à une Date de Comptabilité par rapport au Service Total Estimé de la Dette pour la période de 12 mois commençant à cette Date de Comptabilité ("Ratio Pro-Forma de Couverture du Service de la Dette")
- Maintenir un ratio maximum de la Dette Totale Nette par rapport à l'EBITDA Annualisé à la fin de chaque Période de Mesure se terminant à une Date de Comptabilité ("Dette Totale Nette/EBITDA Annualisé")

Date de Clôture	Couverture Totale des Intérêts de la Dette	Dette Senior Nette / EBITDA Annualisé	Ratio Pro-Forma de Couverture du Service de la Dette	Dette Totale Nette / EBITDA Annualisé
31 mars 2005	2,25:1	2,80:1	2,00:1	4,75:1
30 juin 2005	2,25:1	2,70:1	2,00:1	4,60:1
30 septembre 2005	2,30:1	2,55:1	2,00:1	4,50:1
31 décembre 2005	2,40:1	2,35:1	2,00:1	4,25:1
31 mars 2006	2,45:1	2,25:1	2,00:1	4,05:1
30 juin 2006	2,50:1	2,10:1	1,80:1	4,00:1
30 septembre 2006	2,50:1	2,05:1	1,75:1	4,00:1
31 décembre 2006	2,65:1	2,00:1	1,75:1	3,50:1
31 mars 2007	2,70:1	2,00:1	1,80:1	3,50:1
30 juin 2007	2,80:1	2,00:1	1,80:1	3,50:1
30 septembre 2007	2,90:1	2,00:1	1,85:1	3,50:1
31 décembre 2007	3,00:1	2,00:1	1,90:1	3,00:1
31 mars 2008	3,10:1	2,00:1	1,80:1	3,00:1
30 juin 2008	3,15:1	2,00:1	1,70:1	3,00:1
30 septembre 2008	3,20:1	2,00:1	1,65:1	3,00:1
31 décembre 2008	3,15:1	2,00:1	1,60:1	3,00:1
31 mars 2009	2,00:1	2,00:1	1,60:1	3,00:1
30 juin 2009	2,00:1	2,00:1	1,60:1	3,00:1
30 septembre 2009	2,00:1	2,00:1	1,60:1	3,00:1
31 décembre 2009	2,00:1	2,00:1	1,60:1	3,00:1
31 mars 2010	2,00:1	2,00:1	1,55:1	3,00:1
30 juin 2010	2,00:1	2,00:1	1,40:1	3,00:1
30 septembre 2010	2,00:1	2,00:1	1,45:1	3,00:1
31 décembre 2010	2,00:1	2,00:1	1,30:1	3,00:1
31 mars 2011	2,00:1	2,00:1	1,40:1	3,00:1
30 juin 2011	2,00:1	2,00:1	1,50:1	3,00:1
30 septembre 2011	2,00:1	2,00:1	1,65:1	3,00:1
31 décembre 2011	2,00:1	2,00:1	2,00:1	3,00:1

A condition qu'en calculant l'EBITDA Annualisé à toute Date de Comptabilité en ce qui concerne :

- (a) Le ratio Dette Senior Nette sur EBITDA Annualisé est le ratio de Dette Totale Nette sur EBITDA Annualisé; l'EBITDA Annualisé est égal à l'EBITDA Consolidé pour la Période de Mesure s'achevant à cette Date de Comptabilité multiplié par quatre;
- (b) L'EBITDA Consolidé; L'EBITDA Annualisé est égal à l'EBITDA Consolidé pour le semestre se terminant à la Date de clôture concernée multipliée par deux; et
- (c) Le Ratio Pro-Forma de Couverture du Service de la Dette, l'EBITDA Annualisé soit, jusqu'à et y compris à la Date de Clôture du 30 septembre 2008, l'EBITDA Consolidé pour la Période de Mesure multiplié par quatre, et par la suite le total de l'EBITDA Consolidé pour la période de Mesure multiplié par quatre plus les Liquidités Consolidées et les Equivalents Liquidités à ce moment-là.

Définitions Financières

“Acquisition” signifie l'acquisition par Telenet Bidco de 100 % du capital social de MixtICS, à la suite de l'apport de l'Activité Acquisée par les MIC à MixtICS conformément aux Documents d'Acquisition.

“Activité Acquisée” signifie l'activité de câble apportée par les MIC à MixtICS aux termes des Documents d'Acquisition.

“Amélioration HFC” signifie l'amélioration des réseaux hybrides fibre optique - câble coaxial de Telenet Vlaanderen par les MIC et les PIC.

“Business Plan” signifie :

- (a) le business plan du Groupe remis à l’Agent du Crédit par Telenet Bidco daté du jour ou aux alentours de la date de ce Contrat et paraphé par Telenet Bidco et l’Agent du Crédit pour des raisons d’identification à la date ou avant la date de ce Contrat; ou
- (b) tout business plan modifié du Groupe remis à l’Agent du Crédit par Telenet Bidco après la date ce Contrat et comprenant le business plan préparé dans le cadre de l’émission des Original High Yield Notes.

“Contrat de Prêt Intra-groupe Existant” signifie le contrat de prêt du 12 août 2002 (tel qu’amendé et coordonné dans deux contrats séparés à la date ou aux alentours de la date de l’Original High Yield Indenture) entre Telenet Communications, en qualité de prêteur, et Telenet Bidco, en qualité d’emprunteur, enregistrant les conditions amendées des Prêts Intra-groupe Existants.

“Coûts de Transaction” signifie toute commission, coûts et dépenses de financement encourus par le Groupe et directement liés à l’Acquisition.

“Crédit” signifie un Prêt, une Garantie EIB ou une Garantie EIB Step-Up (“EIB Guarantee Step-up”).

“Crédit-bail” signifie tout contrat traité comme un crédit-bail ou une location financière conformément aux U.S. GAAP, tels qu’ils sont en vigueur ou appliqués, ou les International Financial Reporting Standards.

“Date de Comptabilité” signifie le dernier jour d’un trimestre comptable de Telenet Bidco.

“Dettes Senior” signifie les Emprunts Totaux Consolidés mais à l’exclusion de tout endettement subordonné (aux termes de l’Intercreditor Agreement, du Subordination Agreement ou autrement à des conditions satisfaisantes pour l’Agent du Crédit) à et ayant une teneur plus longue que l’endettement contracté au titre des Documents de Financement et à l’exclusion des montants immobilisés de l’endettement au titre des Droits de Clientèle et des Droits d’Annuité et de tout Crédit-bail conclu après la date de l’avenant au Contrat de Crédit Senior.

“Dettes Senior Nette” signifie Dettes Senior moins les Liquidités Consolidées et les Equivalents Liquidités.

“Dettes Totales” signifie, à tout moment, sans double comptabilisation, la somme de la Dettes Senior et de tout endettement d’un Obligé en ce qui concerne les High Yield Notes ou tout Additional High Yield Notes, mais à l’exclusion de tout autre endettement d’un Obligé qui est sujet aux conditions de l’Intercreditor Agreement ou du Subordination Agreement.

“Dettes Totales Nette” signifie la Dettes Totales moins les Liquidités Consolidées et les Equivalents Liquidités.

“Droit Annuel de Clientèle” signifie, pendant tout exercice du Groupe, le total de tous les Droits de Clientèle payés ou à payer par le Groupe durant cet exercice.

“Droits d’Annuité” signifie les montants à payer par Telenet Vlaanderen à Interkabel Vlaanderen CVBA en application des Sections 5, 6 et 7 de l’acte d’apport du 23 septembre 1996, tel que modifié le 28 mai 1998, aux termes duquel Interkabel Vlaanderen CVBA a fait un apport en nature de droit d’usage sur un réseau câblé à Vlaanderen.

“Droits de Clientèle” signifie les droits à payer par Telenet NV à Interkabel Vlaanderen CVBA conformément à un contrat de droit de clientèle en date du 23 septembre 1996, tel que modifié le 28 mai 1998.

“Droit de Clientèle Trimestriel” signifie, en ce qui concerne toute Période de Mesure durant tout exercice, un quart du Droit de Clientèle Annuel.

“EBITDA Consolidé” signifie que les bénéfices nets consolidés avant impôts (qui comprennent une déduction pour tout frais de gestion devant être payé au titre du Contrat de Services Stratégiques) du Groupe pour une Période de Mesure :

- (a) y compris le profit ou la perte net(te) avant impôts d’un membre du Groupe ou d’une activité ou des actifs acquis durant cette Période de Mesure quand il n’était pas membre du Groupe et/ou l’activité ou les actifs n’étaient pas la propriété d’un membre du Groupe; mais

- (b) à l'exclusion du profit ou de la perte net(te) avant impôts attribuables à tout membre du Groupe ou à toute activité ou actifs vendus pendant cette Période de Mesure,

et le tout tels qu'ajustés par (pour autant qu'ils sont inclus dans le paragraphe (a) ou (b) ci-dessus) :

- (i) l'ajout de tous les intérêts et de toutes les charges financières périodiques, y compris la commission d'acceptation, la commission d'engagement, et la partie d'intérêts des loyers payés à raison de crédit-baux ou de location financière (dans chaque cas qu'ils soient payés, exigibles ou accumulés) encourus par le Groupe à ce moment-là;
- (ii) l'ajout ou la déduction de tout perte ou profit exceptionnel ou extraordinaire y compris les régularisations pour frais de licenciement (déterminés par référence aux principes comptables généralement acceptés en Belgique au 31 décembre 2003);
- (iii) l'ajout des coûts réels de paiements au titre de licenciements liés à des restructurations d'activités, à une acquisition ou à la cession d'activités et à des licenciements groupés net du montant accumulé de tout paiement de ce type déjà effectués;
- (iv) l'ajout ou la déduction de toute perte ou profit attribuable à des participations minoritaires;
- (v) l'ajout des dépréciations, de l'amortissement et de toutes autres charges non-numéraires; et
- (vi) l'ajout de toutes les subventions gouvernementales que tout membre du Groupe reçoit afin de couvrir des dépenses uniques, non-récurrentes, y compris sans limitation les subventions gouvernementales devant être utilisées pour le développement de nouveaux produits ou les essais de nouveaux produits, dans la mesure où ces subventions ont réduit les bénéfices consolidés avant impôts et qu'elles n'ont pas été comptabilisées de manière à augmenter les bénéfices consolidés avant impôts (sans double comptabilisation).

“Emprunts Subordonnés” signifie, à tout moment, la somme de la Dette Totale moins la Dette Senior.

“Emprunts Totaux Consolidés” signifie, en ce qui concerne le Groupe, à tout moment, la somme de ce qui suit :

- (a) le montant en principal restant dû de toutes sommes empruntées (y compris, sans limitation, les Emprunts Subordonnés);
- (b) le montant en principal restant dû au titre de toute acceptation au titre de tout crédit par acceptation;
- (c) le montant en principal restant dû au titre de toute obligation, titre de dette, debenture, loan stock ou instrument similaire;
- (d) l'élément immobilisé de l'endettement au titre d'un Crédit-Bail conclu après la date de ce Contrat;
- (e) le montant en principal restant dû de toutes sommes dues dans le cadre de la vente ou de l'escompte de créance (autrement que sur une base sans recours);
- (f) le montant en principal restant dû de tout endettement lié à un accord de paiement différé arrangé principalement comme une méthode pour lever des financements ou financer l'acquisition d'un actif autre que tout crédit commercial conclu à des conditions normales de marché et reporté pour moins de 90 jours;
- (g) tout montant fixe ou minimal d'une échéance de remboursement ou de rachat de tout instrument auquel il est fait référence au paragraphe (c) ci-dessus;
- (h) le montant en principal restant dû de tout endettement contracté dans le cadre de toute autre opération (y compris tout contrat d'achat ou de vente future) qui a l'effet commercial d'un emprunt; et
- (i) le montant en principal restant dû de tout endettement des types auxquels il est fait référence dans les paragraphes (a)-(h) ci-dessus par toute personne autre qu'un membre du Groupe, qui

fait l'objet d'une garantie, indemnité ou assurances similaires contre une perte financière et accordée par un membre du Groupe,

et dans le cas où tout montant tomberait dans plus d'une des catégories décrites dans les paragraphes ci-dessus, ce montant ne sera comptabilisé qu'une seule fois.

Pour clarification, les Emprunts Totaux Consolidés n'incluent pas les Factures de l'Amélioration HFC.

“Endettement Financier” signifie un endettement au titre de ou en vertu de :

- (a) sommes empruntées;
- (b) tout crédit par acceptation;
- (c) toute obligation, titre de dette, *debenture*, *loan stock* ou autre instrument similaire;
- (d) tout Crédit-bail;
- (e) des créances cédées ou escomptées (autrement que dans la mesure dans laquelle elles sont vendues ou escomptées sans recours);
- (f) les coûts d'acquisition de tout actif dans la mesure où ils sont payables après son acquisition ou la prise de possession par la partie débitrice lorsque le paiement reporté est essentiellement arrangé en tant que méthode de levée de fonds ou de financement de l'acquisition de cet actif (autres que ceux concernant les Factures de l'Amélioration HFC);
- (g) toute transaction dérivée protégeant contre ou bénéficiant de fluctuations d'un taux ou d'un prix (et à tout moment la valeur de marché de la transaction dérivée sera utilisée pour calculer ce montant);
- (h) toute autre transaction (y compris toute vente ou tout achat futur) qui a l'effet commercial d'un emprunt;
- (i) toute obligation de contre-indemnité en ce qui concerne toute garantie, indemnité, obligation, lettre de change ou tout autre instrument émis par une banque ou une institution financière; ou
- (j) toute garantie, indemnité ou assurance similaire contre des pertes financières de toute personne en ce qui concerne les éléments auxquels il est fait référence aux paragraphes (a) à (i) ci-dessus.

“Factures de l'Amélioration HFC” signifie les factures reçues par Telenet Vlaanderen payables aux MIC pour paiement à Electrabel en relation avec l'Amélioration HFC non payées avant la date de ce Contrat.

“Filiale” signifie une entité sur laquelle une personne a un contrôle direct ou indirect ou possède directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote ou droits de propriété similaire; pour les besoins du présent Contrat contrôle signifie le pouvoir de gérer ou de dicter la politique de l'entité par la propriété des droits de vote par un contrat ou autrement.

“Filiale Sans-Recours” signifie une société ou un *partnership* :

- (a) qui a la même activité que l'activité du Groupe ou a une activité liée;
- (b) est une société à responsabilité limitée ou un *partnership* à responsabilité limitée dans lequel aucun membre du Groupe n'est associé commandité (*general partner*);
- (c) dont l'endettement ou toute autre obligation ne bénéficie d'un quelconque recours envers tout membre du Groupe en ce qui concerne le remboursement ou le paiement de ceux-ci; et
- (d) qui a été ainsi désigné par un Emprunteur Initial au jour ou avant qu'il ne devienne une Filiale de cet Emprunteur Initial par notification écrite à l'Agent du Crédit, qui devra être accompagnée des preuves satisfaisantes pour l'Agent du Crédit que les conditions du paragraphe (c) ci-dessus seront respectées à tout moment par cette Filiale.

à condition que l'Emprunteur Initial concerné puisse, à condition d'avoir obtenu le consentement préalable de la Majorité des Prêteurs et d'avoir soumis un Business Plan tel qu'il y est fait référence au paragraphe (b) de cette définition, notifier par écrit l'Agent du Crédit à tout moment

que toute Filiale Sans-Recours n'est plus une Filiale Sans-Recours, à partir de quoi elle ne sera plus une Filiale Sans-Recours et deviendra, si elle était une Filiale Significative après sa redésignation comme membre du groupe, partie à ce Contrat en qualité de Garant Additionnel conformément à la Clause 30.8(a) (Garants Additionnels).

“Filiale Significative” signifie, à tout moment :

- (a) chaque Obligé autre que Telenet Bidco;
- (b) toute Filiale de Telenet Bidco autre qu'une Filiale Sans-Recours dont les actifs bruts, les bénéfices avant dépréciation, amortissement, intérêts et impôts ou le chiffre d'affaire (à l'exclusion d'éléments intra-Groupe) sont égaux ou excèdent respectivement, 10 % des actifs bruts, les bénéfices avant dépréciation, amortissement, intérêts et impôts ou le chiffre d'affaire (selon le cas) du Groupe (à l'exclusion d'éléments intra-Groupe); et
- (c) toute autre Filiale de Telenet Bidco autre qu'une Filiale Sans-Recours qui, d'après l'Agent du Crédit agissant de manière raisonnable, possède des actifs ou joue un rôle fondamental dans les activités du Groupe.

A ces fins :

- (i) les actifs bruts, les bénéfices avant dépréciation, amortissement, intérêts et impôts ou le chiffre d'affaire d'une Filiale de Telenet Bidco seront déterminés à partir de ses comptes (non-consolidés si elle a des Filiales) sur lesquels les derniers comptes audités du Groupe sont fondés;
- (ii) si une Filiale de Telenet Bidco devient membre du Groupe après la date à laquelle les derniers comptes audités du Groupe ont été préparés, les actifs bruts, les bénéfices avant dépréciation, amortissement, intérêts et impôts ou le chiffre d'affaire de cette Filiale seront déterminés sur la base de ses derniers comptes;
- (iii) les actifs bruts, les actifs nets, les bénéfices avant dépréciation, amortissement, intérêts et impôts ou le chiffre d'affaire du Groupe seront déterminés sur la base de ses derniers comptes audités, ajustés (si nécessaire) afin de refléter les actifs bruts, les bénéfices avant dépréciation, amortissement, intérêts et impôts ou le chiffre d'affaire de toute société ou activité acquise ou cédée subséquentement; et
- (iv) si une Filiale Significative cède tout ou substantiellement tous ses actifs à un autre membre du Groupe, elle cessera immédiatement d'être une Filiale Significative et l'autre Filiale (si elle ne l'est pas déjà) deviendra immédiatement une Filiale Significative; les comptes subséquents de ces Filiales et du Groupe seront utilisés pour déterminer si ces Filiales sont ou ne sont pas des Filiales Significatives.

S'il y a un différend sur le fait de savoir si une société est ou n'est pas une Filiale Significative, un certificat des commissaires de Telenet Bidco sera, en l'absence d'erreur manifeste, concluant.

“Groupe” signifie Telenet Bidco et ses Filiales autres que des Filiales Sans-Recours.

“Intérêts Exigibles Consolidés” signifie :

- (a) tous les intérêts et les charges financières périodiques, y compris des commissions d'acceptation, des commissions d'engagement et les éléments d'intérêt des loyers dans le cadre de crédit-baux ou de location financière, dans chaque cas que ces paiements soient effectués, exigibles ou accumulés (dans chaque cas, s'ils doivent être payés en liquide) encourus par le Groupe en encourant, en servant ou en conservant la Dette Senior pendant une Période de Mesure; et
- (b) les éléments d'intérêts du Droit de Clientèle Trimestriel pour cette Période de Mesure et les éléments d'intérêts de paiements de loyers de crédit-bail et de location financière (dans chaque cas s'ils doivent être payés en liquide).

“Intérêts Subordonnés Exigibles” signifie, pour une période s'achevant à une Date de Comptabilité, toutes les charges financières périodiques (qu'elles soient payées, exigibles ou accumulées mais à l'exclusion de toute charge qui n'est pas payable en liquide), y compris les intérêts, la commission d'acceptation ou la commission d'engagement encourus par le Groupe pour servir et

conserver les Emprunts Subordonnés pendant cette période et tout Paiement Autorisé sur Discount Notes effectués pendant cette période.

“Intérêts Totaux Exigibles” signifie, pour toute période, le Service de la Dette Totale Consolidée à l’exclusion de tout montant visé au paragraphe (b) de cette définition.

“Junior Proceeds Loan” signifie :

(a) en relation avec l’Original High Yield Indenture :

- (i) le Bidco Proceeds Loan;
- (ii) le Contrat de Prêt Intra-groupe Existant; ou
- (iii) le Operaties Proceeds Loan;
- (iv) le MixtICS Proceeds Loan; et

(b) en relation avec l’Original High Yield Indenture ou tout Additional High Yield Indenture, tout prêt à un membre du Groupe de tous produits de l’émission des Original High Yield Notes ou des Additional High Yield Notes.

“Liquidités Consolidées et Equivalents Liquides” signifie, à tout moment :

- (a) des liquidités en numéraire ou un dépôt auprès d’une banque acceptable qui, dans les deux cas, sont payables en Belgique;
- (b) des certificats de dépôt, d’une maturité n’excédant pas un an à la date de calcul concernée, émis par une banque acceptable;
- (c) tout investissement dans des obligations négociables émises ou garanties par le gouvernement des Etats-Unis d’Amérique, du Royaume-Uni ou du Royaume de Belgique ou par une instrumentation ou une agence du gouvernement des Etats-Unis d’Amérique, du Royaume-Uni ou du Royaume de Belgique ayant une notation équivalente;
- (d) un billet de trésorerie *open market* :
 - (i) pour lequel il existe un marché de négociation reconnu;
 - (ii) émis aux Etats-Unis d’Amérique, au Royaume-Uni ou en Belgique;
 - (iii) qui a une maturité de moins d’un an à compter de la date de calcul pertinente; et
 - (iv) qui a une notation de A-1 par Standard & Poor’s et de P-1 par Moody’s, ou, si aucune notation n’est disponible en ce qui concerne le billet de trésorerie ou l’endettement, dont l’émetteur a une notation de AA par Standard & Poor’s et de Aa2 par Moody’s, en ce qui concerne ses obligations au titre de ses dettes long-terme; ou
- (e) tout autre instrument, valeur mobilière ou investissement autorisé par la Majorité des Prêteurs,

dans chaque cas, auquel tout membre du Groupe est bénéficiaire à ce moment donné et qui peut être utilisé pour le paiement des Emprunts Consolidés Totaux. Une banque acceptable pour les besoins des présentes est une banque commerciale ou une société de trust qui a, en ce qui concerne ses obligations au titre de ses dettes à long terme, une notation de A ou plus par Standard & Poor’s et A-2 ou plus par Moody’s ou une notation comparable par une agence de notation nationale reconnue.

“Original High Yield Indenture” signifie le contrat obligataire (“*Indenture*”) aux termes duquel les Original High Yield Notes sont émis, entre Telenet Communications en qualité d’émetteur, Telenet Bidco, Telenet NV, Telenet Holding et Telenet Vlaanderen en qualité de garants, l’Original Notes Trustee en qualité d’agent payeur, conservateur et trustee, et toutes entités qui sont ajoutées en qualité de garant additionnels, le cas échéant.

“Original High Yield Notes” signifie les obligations à haut rendement émises par Telenet Communications en qualité d’émetteur conformément à l’Original High Yield Indenture.

“Païement Autorisé” signifie tout paiement, distribution légale, dividende légal, retour sur capital ou autre distribution légale (en numéraire ou en nature), prêt ou paiement d’intérêts par un membre du Groupe (selon le cas) :

- (a) d’un montant égal à tout Paiement Autorisé au titre des Notes dans la mesure où ce paiement est permis aux termes de l’Intercreditor Agreement; et
- (b) d’un montant suffisant pour payer :
 - (i) les frais et dépenses administratives de toute Société Holding de Telenet Bidco, jusqu’à un montant global maximum de €250.000 (ou son équivalent) au cours de tout exercice; ou
 - (ii) à toute Société Holding de Telenet Bidco, des montants exigibles jusqu’à un montant global maximum de US\$5.000.000 au cours de tout exercice;
 - (iii) des impôts encourus et exigibles du fait de tout prêt intra-groupe entre toute société de Telenet Holding d’un montant global maximum de €750.000 lors de tout exercice;
 - (iv) des prêts à ou des garanties de prêts à des administrateurs, des dirigeants ou des salariés de Telenet Communications ou de toute Société Holding de Telenet Communications jusqu’à un montant global maximum de €25.000.000; ou
 - (v) un Paiement Autorisé sur les Discount Notes.

“Païement Autorisé sur les Discount Notes” signifie un paiement par le biais d’un paiement au titre d’un Contrat de Prêt Intra-groupe Existant, d’un dividende ou autrement, d’un montant jusqu’au montant de chaque paiement (autre que des paiements concernant le principal) requis par les conditions originelles du contrat obligataire (“*Indenture*”) auquel il est fait référence ci-dessous à être effectué en numéraire par Telenet Group Holding au titre de ses 11.5 % Senior Discount Notes à échéance 2014, émis conformément à un contrat obligataire (“*Indenture*”) en date du 22 décembre 2003 entre Telenet Group Holding et The Bank of New York en qualité de trustee, à condition qu’un tel paiement soit effectué par un membre du Groupe pas plus de cinq Jours Ouvrables avant la date à laquelle Telenet Group Holding doit effectuer ce paiement.

“Païement Autorisé sur les Notes” a le sens qui lui est donné dans l’Intercreditor Agreement.

“Période de Mesure” signifie une période de trois mois s’achevant à la Date de Comptabilité.

“Prêts Intra-groupe Existants” signifie chaque prêt accordé par Telenet Communications à Telenet Bidco conformément au Contrat de Prêt Intra-groupe Existant.

“Report” signifie un Report d’Acquisition ou un Report de Factures de l’Amélioration HFC tel que remboursé ou remboursé par anticipation, le cas échéant, et leur refinancement.

“Report d’Acquisition” signifie toute partie numéraire du prix à payer en ce qui concerne l’Acquisition (qui inclus, dans un souci de clarté, le Report de Factures de l’Amélioration HFC) d’un montant maximum global (intérêts compris) de €165.000.000, dont le paiement a été reporté au titre des Documents d’Acquisition et tous éléments liquides du prix à payer en ce qui concerne l’Acquisition, d’un montant global maximum de €198.000.000 dont le paiement a été reporté conformément aux Documents d’Acquisition.

“Report des Factures de l’Amélioration HFC” signifie tout montant à payer au titre des Factures de l’Amélioration HFC, dont le paiement est reporté aux termes des Documents d’Acquisition et qui est subordonné aux droits des Prêteurs au titre des Documents de Financement à des conditions satisfaisantes pour l’Agent du Crédit pour un montant en principal maximum de €81.000.000.

“Service de la Dette Totale Consolidée” signifie pour toute période s’achevant le jour d’une Date de Comptabilité (sans double comptabilisation) :

- (a) les Intérêts Exigibles Consolidés;
- (b) tous les Emprunts Totaux Consolidés qui deviennent exigibles pour un remboursement ou un remboursement anticipé pendant cette période, autres que :
 - (i) tout montant en principal remboursé ou remboursé par anticipation au titre d’un crédit revolving ou d’un découvert en compte courant ou toute facilité similaire et qui est ou peut être disponible pour de nouveaux tirages; ou
 - (ii) tout montant faisant l’objet d’un remboursement anticipé obligatoire au titre de ce Contrat; plus
- (c) les Intérêts Subordonnés Exigibles.

“Service Estimé de la Dette Totale” signifie, à toute date l’estimation par Telenet Bidco (agissant de manière raisonnable) du Service de la Dette Totale Consolidée pour les 12 mois suivants remis à l’Agent du Crédit avec un certificat signé par un dirigeant habilité de Telenet Bidco.

CERTAINES INFORMATIONS RELATIVES AUX FILIALES

Les informations financières consolidées abrégées et non-auditées suivantes présentent les informations financières de Telenet Group Holding, Telenet Communications, des Filiales Garantées des 9 % Senior Notes à échéance 2013 émis par Telenet Communications (soit Telenet Bidco, Telenet Holding, Telenet NV et Telenet Vlaanderen) et les filiales non-garantées du groupe Telenet (soit MixtICS, PayTVCo, Telenet Solutions NV et ses filiales et Merrion Communications) sur une base non-consolidée, comptabilisant les investissements des filiales selon la méthode dite *equity*. L'information financière n'est pas forcément indicative de la situation financière ou des résultats d'exploitation de Telenet Group Holding, Telenet Communications, des Filiales Garantées et des filiales non-garantées exploitées en tant qu'entités indépendantes au, et pour l'exercice clôturé le, 31 décembre 2004, et le semestre s'étant achevé au 30 juin 2005. Les obligations de Telenet NV au titre du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") comprises dans la colonne "Filiales Garantées Non-Consolidées" ont été garanties par MixtICS et certaines Filiales Garantées.

Afin de simplifier la structure sociétaire du groupe et d'aligner la structure sociétaire avec le fonctionnement opérationnel du groupe, nous avons accompli les fusions de MixtICS et de PayTVCo avec Telenet NV en juillet 2005 avec effet au 1^{er} janvier 2005. Les fusions ayant été effectuées après le 30 juin 2005, cette modification n'est pas reflétée dans l'information financière ci-dessous. MixtICS et PayTVCo seront retirées des filiales non-garantées et comprises dans les Filiales Garantées dans la présentation des résultats pour les périodes suivant la date de la fusion.

(En millions d'euros)	Pour le semestre clôturé au 30 juin 2005					
	Telenet Group Holding	Telenet Communications	Filiales Garantées Non-Consolidées	Filiales Non-Garantées Non-Consolidées	Eliminations	Consolidé
Données du Compte de Résultats						
Chiffre d'affaires						
Chiffre d'affaires total	—	—	207,6	151,2	—	358,8
Charges						
Coûts et charges d'exploitation (hors dépréciation et amortissement)	—	—	(55,4)	(70,9)	—	(126,3)
Frais de vente, frais généraux et administratifs	(0,7)	—	(34,6)	(27,2)	—	(62,5)
Amortissement des immobilisations corporelles	—	—	(50,7)	(23,3)	—	(74,0)
Amortissement des immobilisations incorporelles	—	—	(16,7)	(2,5)	—	(19,2)
Total coûts et charges	(0,7)	—	(157,4)	(123,9)	—	(282,0)
Résultat d'exploitation	(0,7)	—	50,2	27,3	—	76,8
Charges d'intérêts, nettes	(18,4)	(22,9)	(40,3)	(0,2)	—	(81,8)
Intérêts, nets—intra-groupe	17,9	18,9	1,3	(38,1)	—	—
Gains sur opérations de change (perte), net	(15,9)	—	(0,1)	—	—	(16,0)
Participations dans les filiales	(12,1)	(8,1)	(11,1)	—	31,3	—
Total autres produits (charges)	(28,5)	(12,1)	(50,2)	(38,3)	31,3	(97,8)
Revenus nets (perte) avant impôts	(29,2)	(12,1)	—	(11,0)	31,3	(21,0)
Impôts sur le résultat	—	—	(8,1)	(0,1)	—	(8,2)
Perte nette	<u>(29,2)</u>	<u>(12,1)</u>	<u>(8,1)</u>	<u>(11,1)</u>	<u>31,3</u>	<u>(29,2)</u>

Au 30 juin 2005

(En millions d'euros)	Telenet Group Holding	Telenet Communications	Filiales Garantes Non-Consolidées	Filiales Non-Garantes Non-Consolidées	Eliminations	Consolidé
Données du Bilan						
Actifs						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	—	72,8	1,5	—	74,3
Créances	—	—	63,3	30,3	—	93,6
Autres Actifs Circulant	0,3	—	8,9	11,6	—	22,8
Créances Intra-groupe et prêts à court terme	—	125,6	46,4	170,9	(342,9)	—
Total actifs circulants	0,3	125,6	191,4	214,3	(342,9)	190,7
Immobilisations corporelles, net	—	—	570,0	383,8	—	951,8
Goodwill, net	—	—	596,6	423,4	—	1.020,0
Immobilisations incorporelles, net	—	—	244,0	14,5	—	258,5
Charges financières différées	8,4	11,6	32,8	0,6	—	53,4
Actifs d'impôts Différés Non-Actuels	—	—	—	—	—	—
Autres Actifs	—	—	0,8	0,2	—	1,0
Participation dans des filiales	520,7	534,1	569,1	—	(1.623,9)	—
Total de l'Actif	<u>529,4</u>	<u>671,3</u>	<u>2.204,7</u>	<u>1.036,8</u>	<u>(1.966,8)</u>	<u>2.475,4</u>
Passif						
Dettes à long terme	—	0,1	7,2	—	—	7,3
Dettes commerciales	0,1	—	105,1	29,7	—	134,9
Charges à imputer et autres passifs court terme	27,8	1,5	70,8	14,4	—	114,5
Dette intra-groupe et dette à court terme . .	19,3	28,1	280,9	14,6	(342,9)	—
Produits à reporter	—	—	9,4	115,0	—	124,4
Total passif court terme	47,2	29,7	473,4	173,7	(342,9)	381,1
Dette long-terme, moins la part échéant dans l'année	313,5	500,0	750,3	0,5	—	1.564,3
Autres dettes à long terme	—	—	11,8	39,2	—	51,0
Prêts Intra-groupe, net	(310,3)	(379,1)	435,1	254,3	—	—
Capitaux propres	479,0	520,7	534,1	569,1	(1.623,9)	479,0
Total du Passif	<u>529,4</u>	<u>671,3</u>	<u>2.204,7</u>	<u>1.036,8</u>	<u>(1.966,8)</u>	<u>2.475,4</u>

Au et pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004

(En millions d'euros)	Telenet Group Holding	Telenet Communications	Filiales Garantes Non-Consolidées	Filiales Non-Garantes Non-Consolidées	Eliminations	Consolidé
Données du Compte de résultats						
Chiffre d'affaires						
Chiffre d'affaires total	—	—	377,8	309,5	(6,2)	681,1
Charges						
Coûts et charges d'exploitation (hors dépréciation et amortissement)	(0,1)	—	(104,4)	(146,5)	3,1	(247,8)
Frais de vente, frais généraux et administratifs	(2,0)	—	(86,3)	(48,5)	3,0	(133,8)
Amortissement des immobilisations corporelles	—	—	(109,3)	(50,0)	—	(159,3)
Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles	—	—	(30,8)	(4,8)	—	(35,6)
Total frais et charges	(2,1)	—	(330,8)	(249,8)	(6,2)	(576,5)
Revenu d'exploitation	(2,1)	—	47,0	59,7	—	104,6
Charges d'intérêts, nettes	(32,7)	(46,8)	(79,1)	2,0	—	(156,6)
Intérêts, nets—intra-groupe	32,9	37,9	17,2	(87,9)	—	—
Profits sur opérations de change (perte), net	(4,0)	—	(0,5)	(0,2)	—	(4,7)
Participation dans les filiales	(54,6)	(45,7)	(26,5)	—	126,8	—
Total autres produits (charges)	(58,4)	(54,6)	(89,0)	(86,1)	126,8	(161,3)
Revenus nets (perte) avant impôts	(60,5)	(54,6)	(42,0)	(26,4)	126,8	(56,7)
Impôts sur le résultat	—	—	(3,7)	(0,1)	—	(3,8)
Perte nette	<u>(60,5)</u>	<u>(54,6)</u>	<u>(45,7)</u>	<u>(26,5)</u>	<u>126,8</u>	<u>(60,5)</u>

Au et pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004

(En millions d'euros)	Telenet Group Holding	Telenet Communications	Filiales Garantes Non-Consolidées	Filiales Non-Garantes Non-Consolidées	Eliminations	Consolidé
Données du Bilan						
Actifs						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	—	—	143,7	1,5	—	145,2
Créances	—	—	50,1	34,7	—	84,8
Autres actifs circulants	0,1	—	9,1	14,5	—	23,7
Créances Intra-groupe et prêts à court terme	—	123,6	38,7	191,5	(353,8)	—
Total actifs circulants	0,1	123,6	241,6	242,2	(353,8)	253,7
Immobilisations corporelles, net	—	—	563,1	397,7	—	960,8
Goodwill, net	—	—	604,8	423,3	—	1.028,1
Immobilisations incorporelles, net	—	—	257,4	16,8	—	274,2
Charges financières différées	8,7	12,4	42,0	0,7	—	63,8
Autres Actifs	—	—	0,8	0,2	—	1,0
Participation dans des filiales	533,4	542,8	580,2	—	(1.656,4)	—
Total de l'Actif	<u>542,2</u>	<u>678,8</u>	<u>2.289,9</u>	<u>1.080,9</u>	<u>(2.010,2)</u>	<u>2.581,6</u>
Passif						
Dettes à long terme	—	—	6,8	0,1	—	6,9
Dettes commerciales	—	—	109,6	36,1	—	145,7
Charges à imputer et autres passifs à court terme	62,5	2,0	72,9	11,9	—	149,3
Dette intra-groupe et dette à court terme . .	18,4	22,4	300,6	12,4	(353,8)	—
Produits à reporter	—	—	7,6	106,3	—	113,9
Total passif court terme	80,9	24,4	497,5	166,8	(353,8)	415,8
Dette long-terme, moins la part échéant dans l'année	263,2	500,0	860,9	0,5	—	1.624,6
Autres dettes à long terme	—	—	11,3	39,7	—	51,0
Prêts Intra-groupe, net	(292,1)	(379,0)	377,4	293,7	—	—
Capitaux propres ⁽¹⁾	490,2	533,4	542,8	580,2	(1.656,4)	490,2
Total du Passif	<u>542,2</u>	<u>678,8</u>	<u>2.289,9</u>	<u>1.080,9</u>	<u>(2.010,2)</u>	<u>2.581,6</u>

(1) Les capitaux propres de Telenet Group Holding ne sont pas égaux au bilan consolidé en raison de l'impact d'Autres Revenus Importants au titre des couvertures contractées par les Garants Non-Consolidés.

PREMIERE APPLICATION DES GAAP U.E.

Introduction

Conformément au Règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 relatif à la mise en oeuvre des *International Accounting Standards* (“IAS,” ensuite renommés *International Financial Reporting Standards*, “IFRS”) tels qu’adoptés pour usage dans l’Union européenne (“GAAP U.E.”), nous préparerons nos comptes consolidés pour l’exercice se terminant le 31 décembre 2005 en utilisant les normes et les interprétations publiées respectivement par l’International Accounting Standards Board (l’ “IASB”) et l’International Financial Reporting Interpretations Committee (l’ “IFRIC”), dans la mesure où ils ont reçu l’aval de la Commission européenne.

La publication des comptes consolidés au 31 décembre 2005 préparés selon les GAAP U.E. requiert que des informations comparatives pour 2004 et un bilan d’ouverture d’exercice au 1^{er} janvier 2004 soient préparés conformément aux GAAP U.E.

Conformément aux recommandations de la circulaire FMI/2004-01 publiée par la Commission bancaire, financière et des assurances (la “CBFA”) ainsi que la recommandation CESR/03-323e publiée par le Committee of European Securities Regulators (Comité Européen des régulateurs de marchés de valeurs mobilières) (“CESR”), nous avons décidé de présenter l’impact quantifié du passage aux GAAP U.E. sur nos capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2004, au 30 juin 2004, au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005, et sur notre résultat net pour l’exercice clôturé le 31 décembre 2004 et les semestres clôturés les 30 juin 2004 et 2005.

Les GAAP U.E. qui seront applicables au 31 décembre 2005, y compris les normes qui seront applicables de manière optionnelle, ne sont pas connues avec certitude au moment de la préparation de ces informations financières. Par conséquent, les principes comptables mis en oeuvre pour préparer ces informations financières sont sujets à modification jusqu’à la date de clôture des premiers états financiers de Telenet Group Holding en application des GAAP U.E.

Utilisation des Exemptions à l’Application Rétroactive Complète des GAAP U.E.

Ayant adopté les GAAP U.E. pour la première fois en 2005, nous avons préparé notre bilan GAAP U.E. d’ouverture au 1^{er} janvier 2004 (date du passage aux GAAP U.E.) conformément à la norme IFRS 1, *First-time Adoption of International Financial Reporting Standards*. Nous avons choisi d’utiliser les exemptions suivantes prévues par la norme IFRS 1 pour la mise en application des GAAP U.E. à la date de la transition.

Regroupements d’Entreprises

Les regroupements d’entreprises qui ont eu lieu avant le passage aux GAAP U.E. n’ont pas été constatés rétroactivement conformément à la norme IFRS 3, *Business Combinations*. Les actifs acquis et les dettes engagées ont ainsi été maintenus à leur valeur telle que déterminée aux termes des U.S. GAAP à la date d’acquisition.

Paiements Fondés sur des Actions

Nous avons choisi d’appliquer l’exemption applicable aux paiements fondés sur des actions. C’est pourquoi nous appliquons la norme IFRS 2, *Share-based Payment* uniquement aux warrants accordés après le 7 novembre 2002 et qui n’ont pas été irrévocablement attribués avant le 1^{er} janvier 2005.

Toutes les émissions autres que celles spécifiquement incluses dans les exemptions et les dispositions spécifiques décrites ci-dessus ont été traitées conformément aux dispositions générales des GAAP U.E.

Sélection de Règles Comptables Optionnelles de Reconnaissance

Dans certaines circonstances limitées, les GAAP U.E. permettent un traitement comptable alternatif ou des options de présentation alternatives. Les options choisies dans ces situations sont présentées ci-dessous.

Immobilisation des coûts d'emprunt

Nous avons décidé d'adopter le traitement par points de référence de la norme IAS 23, *Borrowing Costs*. Ce traitement requiert que les coûts d'emprunt soient constatés comme une dépense pour la période durant laquelle ils sont engagés.

Mesure des Actifs Incorporels, des Immeubles, des Sites et des Equipements

Nous avons choisi le modèle de coût pour mesurer les actifs incorporels, les immeubles, les sites et les équipements. Le traitement alternatif de la norme IAS 16, *Property, Plant and Equipment* et IAS 38, *Intangible Assets*, par lesquels les actifs d'une ou plusieurs catégories sont reportés pour un montant régulièrement réévalué, n'a pas été appliqué.

Pensions et Obligations Similaires—L'Approche Couloir

L'approche couloir est appliquée aux profits et aux pertes actuariels. Ces profits et ces pertes sont le résultat de modifications d'hypothèses actuarielles concernant les retraites et des engagements similaires. Ainsi, tous les profits et toutes les pertes excédant 10 % de la valeur la plus importante entre la valeur actuelle de l'obligation définie et la juste valeur de tout plan d'actifs sont constatés sur la moyenne attendue de durée de vie professionnelle restante des salariés participant dans ce plan.

Impact de la première adoption des GAAP U.E. sur les capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2004, au 30 juin 2004, au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005, et sur son résultat net pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004 et les semestres clôturés les 30 juin 2004 et 2005.

Il doit être noté que les retraitements quantifiés et décrits ci-dessous sont sujets à modification jusqu'à la publication des comptes annuels pour 2005. Ceci est le résultat de plusieurs facteurs, y compris la possible adoption volontaire anticipée des nouvelles normes publiées par l'IASB ou l'évolution des interprétations des normes existantes qui pourraient avoir lieu.

Les ajustements suivants ont eu un impact sur les capitaux propres consolidés au 30 juin 2004, au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005 et sur le résultat net pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004 et le semestre clôturé le 30 juin 2005.

Impôts Différés

Historiquement, aux termes des U.S. GAAP, 100 % des réductions de valeur étaient comptabilisés au titre des pertes fiscales reportées par des filiales acquises lors de regroupements d'entreprises précédents. Nous avons commencé à utiliser ces pertes fiscales reportées en 2004 et avons réduit le *goodwill* en utilisant le taux d'impôt actuel de 33,99 %. Les GAAP U.E. requièrent que nous utilisions les taux d'imposition en vigueur à la date d'acquisition, soit 40,17 %, pour réduire le *goodwill*, tout en utilisant le taux d'imposition actuel de 33,99 % pour établir l'actif d'impôt différé résultant en des dépenses fiscales additionnelles tandis que les reports fiscaux sont utilisés.

Paievements Fondés sur des Actions

Aux termes des U.S. GAAP, nous utilisons une méthode de valeur intrinsèque pour comptabiliser nos plans de stock options. Ainsi, l'excédant de la juste valeur de nos actions ordinaires à la date d'attribution par rapport au prix d'inexercabilité des stock options est constaté comme une dépense de rémunération sur la période d'exercice des options. Aux termes des GAAP U.E., les warrants octroyés après le 7 novembre 2002 et qui n'ont pas été définitivement attribués avant le 1^{er} janvier 2005 sont comptabilisés à la juste valeur estimée de chaque option attribuée à la date d'attribution en utilisant le modèle Black-Scholes pour l'évaluation du prix des options. Le coût total ainsi calculé est réparti sur toute la période d'inexercabilité des warrants respectifs.

Provisions pour droits d'auteur

En application des U.S. GAAP nous avons constitué une provision parmi les autres passifs pour les montants bruts que nous nous attendons à devoir payer à la suite de transactions avec certains distributeurs et sociétés de collecte de droits d'auteur. En vertu des GAAP U.E., nous sommes tenus de comptabiliser ces provisions pour la valeur actualisée des dépenses que nous nous attendons à devoir payer pour régler à ces obligations.

L'impact de ces ajustements sur nos capitaux propres consolidés au 1^{er} janvier 2004, au 30 juin 2004, au 31 décembre 2004 et au 30 juin 2005, ainsi que sur notre résultat net consolidé pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2004 et les semestres clôturés les 30 juin 2004 et 2005, sont résumés ci-dessous et n'ont pas été audités :

	Bilan U.S. GAAP	Ajustements des mesures GAAP U.E.		Provisions pour droit d'auteur	Bilan GAAP U.E.
		Impôts Différés	Paiements fondés sur des Actions		
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2004	574.088	—	—	2.301	576.389
Résultat Net (semestriel)	(37.897)	—	—	(438)	(38.335)
Autres changements des capitaux propres . .	5.055	—	—	—	5.055
Capitaux propres au 30 juin 2004	541.246	—	—	1.863	543.109
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2004	574.088	—	—	2.301	576.389
Résultat Net (annuel)	(60.518)	(684)	378	(884)	(61.708)
Autres changements des capitaux propres . .	(23.344)	—	(378)	—	(23.722)
Capitaux propres au 31 décembre 2004	490.226	(684)	—	1.417	490.959
Capitaux propres au 1 ^{er} janvier 2005	490.226	(684)	—	1.417	490.959
Résultat Net (semestriel)	(29.210)	(1.488)	(641)	(319)	(31.658)
Autres changements des capitaux propres . .	17.935	—	641	—	18.576
Capitaux propres au 30 juin 2005	478.951	(2.172)	—	1.098	477.877

RESUME DE CERTAINES DIFFERENCES SIGNIFICATIVES ENTRE LES NORMES COMPTABLES (GAAP) BELGES ET LES U.S. GAAP

Les informations financières incluses dans ce Prospectus ont été préparées et présentées conformément aux U.S. GAAP. Il existe certaines différences entre les GAAP belges et les U.S. GAAP, qui peuvent être significatives pour les informations financières contenues dans ce Prospectus. Les points décrits ci-dessous résument certaines différences entre les GAAP belges et les U.S. GAAP qui peuvent être importantes. Le résumé présenté ci-dessous a été établi sous la responsabilité de Telenet Group Holding. Telenet Group Holding n'a pas préparé une réconciliation complète de ses comptes consolidés et des Annexes y afférant entre les GAAP belges et les U.S. GAAP et n'a pas non plus quantifié ces différences. Par conséquent, aucune assurance ne peut être donnée quant au caractère complet de ce résumé reprenant les différences entre les GAAP belges et les U.S. GAAP. Les investisseurs, dans leur décision d'investissement, doivent prendre en compte leur propre examen de Telenet Group Holding, les termes de l'offre et les informations financières. Tout investisseur potentiel est avisé de consulter ses propres conseillers professionnels pour la compréhension des différences entre les GAAP belges et les U.S. GAAP et l'impact de ces différences sur les informations financières contenues dans ce Prospectus.

Les autorités de régulation qui promulguent les GAAP belges et les U.S. GAAP ont des projets significatifs en cours qui pourraient affecter une future comparaison équivalente à celle-ci. Aucune tentative d'identification de toutes les différences futures entre les GAAP belges et les U.S. GAAP qui pourraient affecter nos comptes à raison de transactions ou d'événements futurs n'a été entreprises.

Dépréciation d'Actifs Corporels

Avant 2002, conformément aux GAAP belges, nous déprécions nos actifs sur 12 mois lors de l'année de leur acquisition. Conformément aux U.S. GAAP, la dépréciation est comptabilisée à partir du moment où les actifs sont prêts pour leur utilisation attendue. En 2002, nous avons changé notre comptabilité en ce qui concerne la dépréciation d'actifs corporels sous les GAAP belges pour qu'elle soit la même que sous les U.S. GAAP.

Comptabilisation des Produits

Conformément aux U.S. GAAP, notre groupe comptabilise les produits, coûts et charges liés aux services de télévision câblée, d'internet et de téléphonie, les services concernés étant exécutés conformément au SFAS n°51, *Financial Reporting by Cable Television Companies* ("SFAS No. 51").

Les produits d'installation des services de télévision câblée, d'internet et de téléphonie sont constatés à condition que des frais de vente direct soient engagés. Le reste est différé et amorti sur la période estimée pendant laquelle les abonnés resteront connectés au système.

Conformément au SFAS No. 51, notre groupe immobilise les coûts d'installation initiale des abonnés. Ces coûts d'installation sont dépréciés sur une période ne pouvant être plus longue que la période utilisée en ce qui concerne le réseau. Les coûts d'installation relatifs aux activités d'internet, de téléphonie et de services iDTV de notre groupe sont dépréciés sur une période de cinq ans. Les coûts d'installation relatifs à la télévision câblée sont dépréciés sur 20 ans, ce qui correspond à la durée de dépréciation des installations de production de télévision câblée.

Au termes des GAAP belges, seuls les coûts d'installation d'internet et du téléphone supérieurs aux revenus d'installation sont immobilisés et amortis sur une durée de vie moyenne d'un client, soit cinq ans.

Crédit-Baux

Notre groupe a conclu plusieurs opérations de crédit-bail, y compris la cession-location ("sale-leaseback") de deux immeubles.

Aux termes des GAAP belges, notre groupe a enregistré les cessions-location des immeubles en tant que locations opérationnelles. Aux termes du contrat de cession-bail, notre groupe continue à être lié à l'un des immeubles en continuant à être propriétaire du terrain sur lequel il est construit et possède une option d'achat très favorable sur le second immeuble. En conséquence, ces transactions sont des *finance lease* aux termes des U.S. GAAP.

Impôts Différés

Telenet Group Holding et quasiment toutes ses filiales n'ayant jamais réalisé de bénéfices imposables substantiels, une réduction de valeur de 100 % a été enregistrée pour toutes les périodes jusque décembre 2004, ce qui a pour résultat que l'actif d'impôt différé net est de zéro. Deux filiales ont réalisé des bénéfices imposables durant le semestre clôturé le 30 juin 2005 et l'exercice clôturé le 31 décembre 2004 et ont utilisé les pertes fiscales reportées résultant en une charge d'impôt différé.

En vertu des GAAP belges, l'actif fiscal différé net n'a pas non plus été reconnu étant donné l'historique des pertes de Telenet Group Holding. Néanmoins, en vertu des GAAP belges, l'utilisation des reports de pertes fiscales durant l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, n'a pas résulté en une charge fiscale différée parce qu'il n'y avait pas de réduction correspondante du goodwill tel que comptabilisé en vertu des U.S. GAAP.

Rémunération Fondée sur des Actions

Conformément aux GAAP belges, Telenet Group Holding n'enregistre pas de charges de rémunération en ce qui concerne les options accordées à ses salariés.

Nous comptabilisons nos plans de stock options en faveur des salariés conformément aux dispositions de l'Accounting Principles Board Opinion No. 25 ("APB 25"), *Accounting for Stock Issued to Employees*), de la Financial Accounting Standards Board ("FASB") Interpretation No. 44, *Accounting for Certain Transactions Involving Stock Compensation (an Interpretation of APB Opinion No. 25)*, et de l'Emerging Issues Task Force ("EITF") Issue No. 00-23, *Issues Related to the Accounting for Stock Compensation under APB Opinion No. 25 and FASB Interpretation No. 44*. Ainsi, notre groupe constate les charges différées de rémunération pour un montant égal à la différence entre la juste valeur des actions concernées et le prix d'exercice des actions au jour de la constatation. Toute charge de rémunération différée est amortie sur les trois ans de la période d'allocation irrévocable des options.

Instruments Financiers

Aux termes des GAAP belges, la juste valeur des instruments financiers n'est pas enregistrée dans les comptes à l'origine ou lors des dates de bilans subséquentes. Les profits et pertes sur instruments financiers ne sont constatés que lors du règlement des contrats concernés.

Aux termes des U.S. GAAP, conformément aux dispositions du Statement of Financial Accounting Standards No. 133 ("SFAS 133"), *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities*, et ses modifications et interprétations, tous les instruments financiers sont actés à leur juste valeur. Tout changement de la juste valeur de produits dérivés est constaté comme un profit ou une perte dans le compte de résultats, sauf si la comptabilisation (i) par exception d'achat ou de cession normale ou (ii) par couverture, autres que les couvertures de juste valeur, est choisie. Certains contrats ont été identifiés comme étant des contrats de couverture de flux de trésorerie, y compris des contrats *forward* sur opérations de changes, des swaps de taux d'intérêts, des *cap options* et des combinaisons de tels instruments.

Coûts des Augmentations de Capital

Aux termes des GAAP belges, les coûts d'augmentation de capital sont immobilisés et amortis de manière linéaire sur quatre ans. Aux termes des U.S. GAAP, ces coûts sont déduits du capital d'apport.

Goodwill

Aux termes des GAAP belges, notre groupe alloue le prix d'acquisition payé dans le cadre d'un regroupement aux actifs nets qui ont été acquis. Tout prix excédant les actifs nets est constaté comme étant du *goodwill* dans les comptes et amortis sur cinq ans. Tous les coûts liés à la transaction sont des charges comptabilisées telles quelles.

Aux termes des U.S. GAAP, le prix d'acquisition plus les coûts de la transaction sont alloués aux actifs nets acquis, conformément au Statement of Financial Accounting Standards No. 141, ("SFAS 142"), ("SFAS 141"), *Business Combinations, Goodwill and Other Intangible Assets*. Tout prix excédant les actifs nets acquis est constaté comme goodwill et était amorti sur une période de 15 ans jusqu'au 31 décembre 2001. Aux termes des U.S. GAAP, le *goodwill* n'est plus amorti et est sujet à un test annuel de dépréciation conformément à SFAS 142.

Allocation de la Valeur des Warrants à l'Endettement

Aux termes des GAAP belges, les warrants sont comptabilisés lorsqu'ils ont été exercés. Aux termes des U.S. GAAP, les warrants sont comptabilisés à la date de leur émission. Les warrants étaient évalués sur la base du modèle Black-Scholes. Les warrants émis dans le cadre de l'émission de titres de dette étaient comptabilisés conformément à l'Accounting Principles Board Opinion No. 14 ("APB 14"), *Accounting for Convertible Debt and Debt Issued with Stock Purchase Warrants*. Ainsi, les produits des titres de dettes émis sont alloués aux titres de dette et aux warrants sur la base de la juste valeur de marché des warrants et des titres de dette. Ces montants ont été inscrits en charge suite au refinancement de décembre 2003.

Contrats de Clientèle et Contrat d'Annuité

En 1996, nous avons conclu les Contrats de Clientèle avec les MIC et les PIC et le Contrat d'Annuité. Nous payons des droits de clientèle aux termes des Contrats de Clientèle en échange de l'accès à la base client du réseau câblé appartenant à et contrôlé par les MIC et les PIC. Le droit de clientèle est dû tant que nous maintenons nos droits d'usage sur le réseau câblé. Ces paiements permettent aux MIC et aux PIC de récupérer une partie de leurs investissements liés à l'amélioration HFC.

Cela étant considéré, la valeur actuelle des droits de clientèle sur les vingt premières années (la durée d'utilisation la plus longue des actifs qui font partie de l'amélioration HFC) a été comptabilisée comme des droits d'utilisation de réseau sous les actifs incorporels et est amortie sur dix ou vingt ans en fonction de la durée d'utilisation des actifs sous-jacents qui composent l'amélioration HFC.

Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS, nous avons acquis le contrôle intégral de la partie de l'amélioration HFC appartenant auparavant aux MIC. En conséquence, à compter de l'Acquisition MixtICS, les droits d'utilisation de réseau ne concernent que l'accès au réseau câblé des PIC et le solde des droits de clientèle ne reflète que nos obligations existantes envers les PIC.

Conformément aux stipulations du Contrat d'Annuité, les PIC nous facturent des frais d'annuité, qui couvrent en substance les 60 % restants du coût de l'amélioration HFC encouru par les PIC. Les paiements au titre du Contrat d'Annuité sont dus sur une période de dix ou vingt ans, selon la durée d'utilisation des actifs sous-jacents qui composent l'amélioration HFC encourue par les PIC. La valeur présente des paiements futurs au titre du Contrat d'Annuité a été immobilisée en tant que droit d'utilisation de réseau en qualité d'actif incorporel et est amortie sur dix ou vingt ans en fonction de la durée d'utilisation des actifs sous-jacents qui composent l'amélioration HFC.

TABLE DES MATIERES DES COMPTES

	<u>Page</u>
COMPTES CONSOLIDES AUDITES DE TELENET GROUP HOLDING NV AU	
31 DECEMBRE 2004, 2003 et 2002.....	F-2
Rapport du Commissaire	F-2
Bilans consolidés	F-3
Comptes de résultats consolidés	F-4
Tableau de variation des capitaux propres consolidé	F-5
Tableau de financement consolidé	F-6
Annexes aux comptes consolidés	F-8
 COMPTES CONSOLIDES ABREGES NON AUDITES DE TELENET GROUP	
HOLDING NV AU 30 JUIN 2005 ET AU 31 DECEMBRE 2004 ET POUR LES	
SEMESTRES CLOTURES LE 30 JUIN 2005 ET LE 30 JUIN 2004	F-47
Rapport du Commissaire	F-47
Bilans consolidés abrégés	F-48
Comptes de résultats consolidés abrégés	F-49
Tableau de variation des capitaux propres consolidé abrégé.....	F-50
Tableau de financement consolidé abrégé.....	F-51
Annexes aux comptes consolidés intérimaires abrégés	F-52
 EXTRAIT DES COMPTES ANNUELS AUDITES DE TELENET GROUP HOLDING NV	
AU 31 DECEMBRE 2004, 2003 ET 2002 ETABLIS SELON LES NORMES COMPTABLES	
BELGES	F-68
Bilans	F-68
Comptes de résultats	F-70
Affectations et prélèvements	F-71

RAPPORT DU COMMISSAIRE

Aux Actionnaires et au Conseil d'Administration de Telenet Group Holding NV :

A notre avis, les bilans consolidés, les comptes de résultats consolidés, le tableau des variations des capitaux propres consolidé et le tableau des flux de trésorerie consolidé ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de Telenet Group Holding NV et de ses filiales (la “Société”) aux 31 décembre 2004, 2003 et 2002, ainsi que des résultats et des flux de trésorerie de l'ensemble consolidé pour les exercices arrêtés à ces dates, conformément aux principes comptables généralement admis aux Etats-Unis. L'établissement des ces états financiers relève de la responsabilité de la direction de la Société. Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de nos audits. Ceux-ci ont été effectués conformément aux normes de révision généralement admises aux Etats-Unis. Ces normes requièrent que nos audits soient organisés et exécutés de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'inexactitudes significatives. Nous avons examiné, par sondages, les éléments probants justifiant les données reprises dans les états financiers. Nous avons également évalué le bien-fondé des principes comptables suivis et des estimations comptables significatives faites par la société, ainsi que la présentation des états financiers dans leur ensemble. Nous estimons que nos audits fournissent une base adéquate à l'expression de notre opinion.

Le 25 avril 2005, sauf pour les Notes 17 et 18
pour lesquelles la date est le 20 septembre 2005

PricewaterhouseCoopers Réviseurs d'Entreprises
Représentée par,

B. Gabriëls

TELENET GROUP HOLDING NV
BILANS CONSOLIDES
Au 31 décembre 2004, 2003 et 2002

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
	(en milliers d'euros)		
ACTIF			
ACTIFS CIRCULANTS :			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	145.188	171.026	18.298
Créances, nettes des provisions pour créances douteuses de 15.544, 10.179 et 9.674 au 31 décembre 2004, 2003 et 2002, respectivement	84.787	84.783	44.445
Autres actifs circulants (Annexe 4)	23.635	28.029	45.633
Total actifs circulants	253.610	283.838	108.376
IMMOBILISATIONS CORPORELLES, valeur nette (Annexe 5)	960.776	991.438	1.012.899
GOODWILL, valeur nette (Annexe 6)	1.028.145	1.031.904	1.366.868
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, valeur nette (Annexe 6)	274.209	280.679	242.390
CHARGES FINANCIERES DIFFEREES	63.845	75.114	71.842
AUTRES ACTIFS	1.009	1.070	965
TOTAL DE L'ACTIF	<u><u>2.581.594</u></u>	<u><u>2.664.043</u></u>	<u><u>2.803.340</u></u>
PASSIF			
PASSIFS COURT TERME :			
Dette à long terme (Annexe 7) échéant dans l'année	6.929	5.814	23.089
Dettes commerciales	145.696	130.027	112.102
Charges à imputer et autres passifs court terme (Annexe 8) . . .	149.290	97.504	66.080
Produits à reporter (Annexe 12)	113.835	99.358	72.564
Total passifs court terme	415.750	332.703	273.835
DETTE A LONG TERME, MOINS PART ECHEANT DANS L'ANNEE (Annexe 7)	1.624.600	1.710.027	1.331.539
AUTRES PASSIFS (Annexe 15)	51.018	47.225	50.010
ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONDITIONNELLES (Annexe 15)	—	—	—
CAPITAUX PROPRES			
Capital d'apport—28.842.419, 28.842.419 et 28.400.163 actions ordinaires en circulation au 31 décembre 2004, 2003 et 2002, respectivement (Annexe 11)	2.309.899	2.307.399	2.295.738
Rémunération différée en actions	(982)	—	—
Résultats enregistrés directement en capitaux propres accumulés	(26.627)	(1.765)	—
Pertes reportées	(1.792.064)	(1.731.546)	(1.147.782)
Total des capitaux propres	490.226	574.088	1.147.956
TOTAL DU PASSIF	<u><u>2.581.594</u></u>	<u><u>2.664.043</u></u>	<u><u>2.803.340</u></u>

Voir annexes aux comptes consolidés.

TELENET GROUP HOLDING NV
COMPTES DE RESULTATS CONSOLIDES
Pour les exercices clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002

	Pour les exercices clôturés le 31 décembre		
	2004	2003	2002
	(en milliers d'euros, sauf données par action)		
CHIFFRE D'AFFAIRES (Annexe 12)	681.125	502.305	307.092
FRAIS ET CHARGES			
Exploitation (hors dépréciation et amortissement)	(247.770)	(164.137)	(133.028)
Frais de vente, frais généraux et administratifs(1)	(133.788)	(108.142)	(91.492)
Amortissement des immobilisations corporelles	(159.321)	(140.447)	(109.441)
Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles	(35.647)	(368.465)	(36.455)
Total des frais et charges	(576.526)	(781.191)	(370.416)
RESULTAT D'EXPLOITATION	104.599	(278.886)	(63.324)
AUTRES PRODUITS (CHARGES) :			
Charge d'intérêt nette	(156.558)	(172.317)	(134.208)
Gain (perte) de change net(te)	(4.722)	(3.285)	722
Autres charges financières (Annexe 7)	—	(20.732)	—
Perte sur extinction de la dette (Annexe 7)	—	(108.544)	—
Total autres produits (charges)	(161.280)	(304.878)	(133.486)
PERTE NETTE AVANT IMPOT SUR LES RESULTATS ET EFFET CUMULATIF DES MODIFICATIONS COMPTABLES	(56.681)	(583.764)	(196.810)
IMPOTS SUR LE RESULTAT (Annexe 10)	(3.837)	—	(6)
PERTE NETTE AVANT EFFET CUMULATIF DES MODIFICATIONS COMPTABLES	(60.518)	(583.764)	(196.816)
EFFET CUMULATIF DES MODIFICATIONS COMPTABLES, NET D'IMPOTS (Annexe 6)	—	—	(667.628)
PERTE NETTE	(60.518)	(583.764)	(864.444)
PERTE NETTE DE BASE ET DILUEE PAR ACTION :			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	28.842.419	28.443.831	16.818.132
Perte avant effet cumulatif des modifications comptables, par action	(2,10)	(20,52)	(11,70)
Effet cumulatif des modifications comptables, par action . .	—	—	(39,70)
Perte nette par action	(2,10)	(20,52)	(51,40)

(1) Dont amortissement de la rémunération différée en actions de 1.518 euros, 0 euro et 1.217 euros pour les exercices respectivement clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002.

Voir Annexes aux comptes consolidés.

TELENET GROUP HOLDING NV
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE
Pour les exercices clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002

	Capital d'apport		Perte cumulée	Rémunération différée en actions	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total	Perte globale totale
	Actions	Montant					
	(en milliers d'euros, sauf données par action)						
1 ^{er} janvier 2002	9.225.095	924.829	(283.338)	(1.217)	—	640.274	
Augmentations du capital de Telenet Bidco NV :							
— Contrepartie latente	209.469	10.474	—	—	—	10.474	
— Extinction des “Vendor Notes”.	11.675.758	882.960	—	—	—	882.960	
— Apport d'actions MixtICS NV à Telenet NV	4.029.296	201.465	—	—	—	201.465	
— Augmentations de capital	3.240.000	162.000	—	—	—	162.000	
Restructuration de Telenet Group Holding NV							
— Constitution de Telenet Group Holding NV et Telenet Communications NV(1)	2.480	124	—	—	—	124	
— Apport d'actions ESOP	18.065	903	—	—	—	903	
Coûts afférents aux augmentations du capital de Telenet NV et de la restructuration de Telenet Group Holding NV	—	(500)	—	—	—	(500)	
Droits de souscription/Warrants (Annexe 11)	—	113.483	—	—	—	113.483	
Rémunération différée en actions	—	—	—	1.217	—	1.217	
Perte nette	—	—	(864.444)	—	—	(864.444)	(864.444)
Perte globale totale	—	—	—	—	—	—	(864.444)
31 décembre 2002	28.400.163	2.295.738	(1.147.782)	—	—	1.147.956	
Apport d'actions ESOP	38.435	921	—	—	—	921	
Actions ordinaires émises pour l'acquisition de Telenet Solutions NV(2)	120.000	2.700	—	—	—	2.700	
Actions ordinaires émises lors de l'exercice des “Penny Warrants”.	283.821	—	—	—	—	—	
Emission de droits de souscription/Warrants d'obligations subordonnées (Note 11)	—	8.040	—	—	—	8.040	
Perte nette latente sur contrats de change dérivés	—	—	—	—	(1.765)	(1.765)	(1.765)
Perte nette	—	—	(583.764)	—	—	(583.764)	(583.764)
Perte globale totale	—	—	—	—	—	—	(585.529)
31 décembre 2003	28.842.419	2.307.399	(1.731.546)	—	(1.765)	574.088	
Rémunération différée en actions sur attribution de certificats	—	2.500	—	(2.500)	—	—	
Amortissement de la rémunération différée en actions	—	—	—	1.518	—	1.518	
Perte nette latente sur contrats dérivés	—	—	—	—	(24.862)	(24.862)	(24.862)
Perte nette	—	—	(60.518)	—	—	(60.518)	(60.518)
Perte globale totale	—	—	—	—	—	—	(85.380)
31 décembre 2004	28.842.419	2.309.899	(1.792.064)	(982)	(26.627)	490.226	

(1) Anciennement Telenet HoldCo NV

(2) Anciennement Codenet NV

Voir Annexes aux comptes consolidés.

TELENET GROUP HOLDING NV
TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE
Pour les exercices clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002

	Pour les exercices clôturés le 31 décembre		
	2004	2003	2002
	(en milliers d'euros)		
VARIATION DE LA TRESORERIE D'EXPLOITATION :			
Perte nette	(60.518)	(583.764)	(864.444)
Ajustements de réconciliation de la perte nette avec la trésorerie nette générée par les activités d'exploitation :			
Dépréciation, amortissement et perte de valeur	194.968	508.912	145.896
Provision pour passifs et charges	616	(4.891)	(16.164)
Augmentation (réduction) de la réduction de valeur pour créances douteuses	5.365	(3.402)	4.105
Amortissement des charges financières et actualisation des créances	11.269	38.977	11.690
Elimination des charges financières et de l'actualisation des créances à l'extinction de la dette	—	99.336	—
Emission de droits de souscription/Warrants	—	8.040	—
Charge financière cumulée	31.681	1.979	33.660
Perte nette sur instruments dérivés	9.320	17.562	15.687
Gains de change latents nets	(25.030)	(2.358)	—
Impôts différés	3.759	—	—
Rémunération différée en actions	1.518	—	1.217
Perte sur cession d'immobilisations	177	—	1.342
Effet cumulatif des changements de principes comptables	—	—	667.628
Variations des actifs et passifs d'exploitation, nettes des effets des acquisitions :			
Créances	(5.369)	(22.526)	2.394
Autres actifs circulants	4.455	31.016	(18.015)
Produits à reporter	17.654	17.972	(8.242)
Dettes commerciales	15.669	(13.141)	6.206
Charges à imputer et autres passifs court terme	17.604	5.661	28.185
Trésorerie nette des activités d'exploitation	223.138	99.373	11.145
VARIATION DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT :			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(128.836)	(85.173)	(54.555)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(12.662)	(15.248)	(10.840)
Acquisitions de sociétés consolidées, nettes de la trésorerie	—	(27.306)	(390.194)
Autres investissements	—	—	(2.042)
Trésorerie nette des activités d'investissement	(141.498)	(127.727)	(457.631)
VARIATION DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT			
Remboursements d'emprunts à long terme	(106.512)	(945.053)	(62.098)
Produits des emprunts à long terme	—	1.163.216	983.000
Paielements nets sur ligne de crédit et autres emprunts à court terme	—	—	(557.506)
Remboursements de locations-financement/leasing financiers	(966)	(847)	(883)
Produits de l'émission de capital	—	921	162.527
Paielements des frais d'émission de titres de créance	—	(37.155)	(70.300)
Trésorerie nette des activités de financement	(107.478)	181.082	454.740
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(25.838)	152.728	8.254
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE :			
Début d'exercice	171.026	18.298	10.044
Fin d'exercice	145.188	171.026	18.298

Voir Annexes aux comptes consolidés.

TELENET GROUP HOLDING NV
TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE (suite)
Pour les exercices clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002

	Pour les exercices clôturés le 31 décembre		
	2004	2003	2002
	(en milliers d'euros)		
COMPLEMENT DE COMMUNICATION SUR LES OPERATIONS DE TRESORERIE :			
Intérêts payés	115.420	68.002	46.332
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT HORS TRESORERIE :			
Acquisition de droits d'utilisateur réseau en échange de titres de créance	16.515	38.543	37.726
Acquisitions d'immobilisations corporelles par des contrats de location- financement	—	1.303	6.886
Acquisition de Telenet Solutions NV(1) avec émission d'actions ordinaires	—	2.700	—
Emission d'actions ordinaires au titre de la contrepartie latente dans le cadre de l'Acquisition de Telenet Holding	—	—	10.474
Acquisition de MixtICS avec émission de :			
Actions ordinaires	—	—	201.465
Dette différée à long terme	—	—	338.623
Financement des charges à payer au titre de l'amélioration HCF	—	—	81.000

(1) Anciennement Codenet NV

Voir Annexes aux comptes consolidés.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

1. BASE DE PRESENTATION, ACQUISITION SIGNIFICATIVE ET NATURE DES OPERATIONS

Base de présentation

Les comptes consolidés joints présentent les opérations de Telenet Group Holding NV ("Telenet Group Holding") et de ses filiales (ci-après collectivement dénommés la "Société"). A travers son réseau *broadband*, la Société offre des services de télévision par câble, notamment des services de type "premium", des services Internet et de téléphonie *broadband* aux particuliers en Flandre, ainsi que des services Internet *broadband*, des services de données et vocaux sur le marché des entreprises dans toute la Belgique. Telenet Group Holding et ses principales filiales sont des sociétés à responsabilité limitée de droit belge. La Société est gérée et fonctionne sous la forme d'un segment opérationnel unique : l'accès *broadband*.

Acquisition de MixtICS NV

La Société a acquis MixtICS NV ("MixtICS") en août 2002 (voir Annexe 3). Dans le cadre de l'acquisition de MixtICS, les actionnaires de Telenet Bidco NV ("Bidco") ont apporté leurs actions Bidco à Telenet Communications NV ("Telenet Communications"; anciennement Telenet HoldCo NV) en échange de l'émission de nouvelles actions de Telenet Communications. Par la suite, tous les actionnaires de Telenet Communications ont apporté leurs actions de Telenet Communications à Telenet Group Holding en échange de l'émission de nouvelles actions de Telenet Group Holding. Ces échanges d'actions ont été effectués à parité exacte.

Nature des opérations

En 1996, les Sociétés Intercommunales Pures ("PIC"), au travers de Interkabel Vlaanderen CVBA ("Interkabel") et les Sociétés Intercommunales Mixtes ("MIC") ont conclu des contrats avec Telenet Vlaanderen NV ("Telenet Vlaanderen") lui octroyant une participation d'un pour cent dans le réseau câblé initial des MIC, ainsi que des droits d'utilisation exclusifs sur une certaine largeur de bande en échange d'actions Telenet Vlaanderen, qui ont été échangées contre des actions Telenet Holding NV ("Telenet Holding"). Ces contrats nécessitaient la mise à niveau du réseau câblé initial pour permettre une communication bidirectionnelle ("l'Amélioration HFC"). Les MIC et les PIC étaient initialement chargées de l'Amélioration HFC ainsi que de l'entretien du Réseau. Après l'acquisition de MixtICS NV ("MixtICS"), la Société est devenue responsable de l'Amélioration HFC et de l'entretien de la partie du Réseau précédemment détenue par les MIC.

Les MIC sont des personnes morales distinctes, détenues individuellement par un certain nombre de communes belges (autorités locales, communales et provinciales) et au moins une société privée, principalement Electrabel SA ("Electrabel") qui est une partie liée à la Société. Electrabel est une société d'énergie belge.

Les PIC sont des personnes morales distinctes détenues par des autorités locales, communales et provinciales. Dans leur relation avec la Société, les PIC fonctionnent au travers d'Interkabel, une partie liée à la Société (voir Annexe 16).

2. RESUME DES PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION

Les comptes consolidés ont été préparés conformément aux normes comptables américaines ("U.S. GAAP"). La devise fonctionnelle et de présentation de la Société est l'euro ("EUR"), qui est également la devise fonctionnelle de chacune des filiales de la Société.

Utilisation d'estimations par la direction

La présentation des comptes selon les U.S. GAAP impose à la direction de faire des estimations et de poser des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs comptabilisés, la

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

communication d'actifs et de passifs latents à la date des comptes et les montants des revenus et coûts comptabilisés au cours de l'exercice. Les résultats réels peuvent varier par rapport à ces estimations.

Base de la consolidation

Les comptes consolidés comprennent les comptes de Telenet Group Holding et de toutes les entités qu'elle contrôle directement ou indirectement. Tous les comptes et opérations intragroupe entre entités consolidées ont été éliminés.

Société	Numéro National	Adresse	% détenu	Méthode de Consolidation
Telenet Group Holding NV	477.702.333	Liersesteenweg 4, 2800, Belgique	100 %	Consolidation globale
Telenet Communciations NV	473.416.814	Liersesteenweg 4, 2800, Belgique	100 %	Consolidation globale
Telenet Bidco NV	473.416.418	Liersesteenweg 4, 2800, Belgique	100 %	Consolidation globale
Telenet Holding NV	458.837.813	Liersesteenweg 4, 2800, Belgique	100 %	Consolidation globale
Telenet NV (auparavant Telenet Operaties NV)	439.840.857	Liersesteenweg 4, 2800, Belgique	100 %	Consolidation globale
Telenet Vlaanderen NV	458.840.088	Liersesteenweg 4, 2800, Belgique	100 %	Consolidation globale
MixtICS NV	478.148.929	Liersesteenweg 4, 2800, Belgique	100 %	Consolidation globale
Merrion Communications	6378934T	62, Merrion Square, Dublin 2, Irlande	100 %	Consolidation globale
PayTVCo NV	860.038.226	Liersesteenweg 4, 2800, Belgique	100 %	Consolidation globale
Telenet Solutions NV	447.892.550	Liersesteenweg 4, 2800, Belgique	100 %	Consolidation globale
Telenet Solutions Luxembourg SA	1.999.223.4426	Rue de Neudorf 595, 2220 Luxembourg, Luxembourg	100 %	Consolidation globale
Phone Plus SPRL	465.384.719	Chaussée de Saint-Job 638, 1180 Uccle, Belgique	100 %	Consolidation globale

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de fonds du marché monétaire et de dépôts à terme à échéance inférieure ou égale à trois mois au moment de leur acquisition. La valeur comptable des équivalents de trésorerie de la Société est proche de la juste valeur.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont présentées au coût historique, diminué des amortissements cumulés. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimée, comme suit :

Bâtiments et améliorations	33 ans
Installations d'exploitation	3-20 ans
Autres équipements	3-10 ans

Avant l'acquisition de MixtICS, la co-propriété, avec les MIC, d'un pour cent du réseau câblé existant était amortie linéairement sur 20 ans. Toutefois, après l'acquisition de MixtICS, la Société a commencé à amortir le Réseau acquis comme des installations d'exploitation.

Les coûts liés à la construction d'installations de transmission et de distribution par câble et d'installations de service Internet et de téléphonie sont capitalisés et amortis sur 3 à 20 ans. Les coûts comprennent tous les frais directs de main-d'œuvre et de matériel, ainsi que certains coûts indirects.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Les coûts liés aux installations ultérieures de services supplémentaires sont capitalisés et, par la suite, amortis sur 3 à 10 ans, dans la mesure où ils s'ajoutent et sont directement imputables à l'installation de services étendus; les coûts associés à la déconnexion ultérieure d'abonnés existants sont passés en charges au moment de leur survenance.

Les frais de réparation et d'entretien sont passés en charges d'exploitation lorsqu'ils sont encourus.

Goodwill et actifs incorporels

Les immobilisations incorporelles sont présentées au coût historique, diminué de l'amortissement cumulé. L'amortissement est calculé linéairement sur la durée de vie utile, comme suit :

Droits d'utilisation réseau	10 ou 20 ans
Listes de clients et contrats de fourniture	5 ou 15 ans
Dénomination commerciale	15 ans
Coûts de développement de logiciels	3 ans (dans la limite de la durée de vie utile attendue)

Le 1^{er} janvier 2002, la Société a adopté la norme SFAS 142, *Goodwill and Other Intangible Assets* (Ecart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles, "SFAS 142"), qui exige que le goodwill et certaines immobilisations incorporelles à durée de vie utile indéterminée, y compris celles qui ont été comptabilisées lors de regroupements d'entreprises antérieurs, ne soient plus amortis mais soumis à un test de dépréciation au moins annuel. Cette norme impose également la réalisation d'un test intermédiaire de dépréciation à l'issue duquel toute dépréciation identifiée est traitée comme l'effet cumulatif d'une modification de méthode comptable. Le lecteur est renvoyé à l'Annexe 6 pour de plus amples informations.

Frais de développement et d'acquisition de logiciels

Les coûts liés aux logiciels développés ou obtenus pour une utilisation interne sont capitalisés une fois que la phase de projet préliminaire est achevée et que la direction de la Société a autorisé un financement supplémentaire pour le projet dont elle estime que l'achèvement est probable et qu'il sera utilisé pour la fonction prévue. Les coûts capitalisés des logiciels destinés à une utilisation interne ne comprennent que (1) les coûts directs externes des matériels et services exposés dans le développement ou l'obtention des logiciels, (2) les salaires et charges sociales des salariés directement associés au projet et qui y consacrent du temps et (3) les charges financières engagées, si elles sont significatives, pendant le développement des logiciels. La capitalisation de ces coûts prend fin au plus tard lorsque le projet est en phase d'achèvement et prêt pour l'utilisation prévue.

Les frais de recherche et de développement et les autres frais de maintenance de logiciels liés au développement des logiciels sont pris en charges lorsqu'ils sont exposés.

Dépréciation des actifs à long terme

La Société évalue la possibilité de récupérer des actifs à long terme, hors immobilisations incorporelles à durée de vie utile indéterminée et goodwill, pour déterminer leur dépréciation conformément à la norme SFAS 144, *Accounting for the Impairment or Disposal of Long-Lived Assets* (Comptabilisation de la dépréciation ou de la cession d'actifs à long terme, "SFAS 144") si des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être récupérable. Les indications de dépréciation sont déterminées par l'examen des flux de trésorerie futurs non actualisés. S'il y a indication d'une dépréciation, elle est évaluée comme l'excédent de la valeur comptable sur la juste valeur de l'actif.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Instruments financiers

La Société comptabilise ses instruments dérivés conformément aux dispositions de la norme SFAS 133, *Accounting for Derivative Instruments and Hedging Activities* (Comptabilisation des instruments dérivés et des activités de couverture, "SFAS 133") et aux interprétations et amendements qui lui sont liés. Le SFAS 133 impose la comptabilisation des produits dérivés comme éléments d'actif ou de passif au bilan de la société et l'évaluation de ces instruments à leur juste valeur. Les variations de la juste valeur des produits dérivés sont passées en produit ou perte dans le compte de résultats, sauf en cas de choix (i) de la dérogation normale en cas d'acquisition ou de cession ou (ii) d'application de la comptabilité de couverture, à l'exclusion des couvertures de la juste valeur.

La Société s'efforce de réduire son exposition au risque de change par une politique d'équilibrage, dans la mesure du possible, des actifs et passifs libellés en devises. En outre, la Société utilise certains instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt résultant de ses activités d'exploitation et de financement. La Société a identifié certains contrats comme des couvertures de flux de trésorerie, notamment des contrats de change à terme, des contrats de swap de taux d'intérêt, des options de cap (plafond) et diverses combinaisons de ces instruments.

La norme SFAS 133 impose également que certains produits dérivés incorporés soient séparés de leurs contrats hôtes et comptabilisés à l'actif ou au passif du bilan de la société concernée et évalués à leur juste valeur. Plus particulièrement, si les caractéristiques économiques d'un instrument dérivé incorporé et son contrat hôte ne sont pas clairement et étroitement liées, le SFAS 133 impose que l'instrument dérivé incorporé soit scindé et comptabilisé comme un instrument dérivé indépendant. La Société a établi qu'elle n'a pas d'instrument dérivé incorporé nécessitant d'être scindé et évalué à sa juste valeur.

Droits de souscription/Warrants

Les warrants détachables permettant l'acquisition d'actions émis en relation avec une dette sont comptabilisés conformément à Opinion n° 14 de l'Accounting Principles Board (l' "APB"), *Accounting for Convertible Debt and Debt Issued with Stock Purchase Warrants* (Comptabilisation des obligations convertibles et des titres de créance émis avec warrants, l' "Opinion n° 14 de l'APB"). En conséquence, la part du produit des titres de créance émis avec warrants détachables qui est imputable à ces warrants est comptabilisée en capital libéré. Cette attribution repose sur les justes valeurs relatives des deux titres au moment de leur émission. Toute décote ou prime sur les titres de créance qui en résulte est comptabilisée par la méthode du taux d'intérêt réel sur toute la durée contractuelle de la dette.

La Société comptabilise les warrants séparés conformément à la norme SFAS 150, *Accounting for Certain Financial Instruments with Characteristics of both Liabilities and Equity* (Comptabilisation de certains instruments financiers ayant à la fois des caractéristiques de passifs et de capitaux propres, "SFAS 150") et à la directive EITF 00-19, *Accounting for Derivative Financial Instruments Indexed to, and Potentially Settled in, a Company's Own Stock* (Comptabilisation d'instruments dérivés indexés sur et potentiellement réglés en actions propres d'une société), telle qu'interprétée par la directive EITF 01-6, *The Meaning of "Indexed to a Company's Own Stock"* (Signification de "Indexé sur les propres actions d'une société"). En conséquence, la Société évalue si ces warrants doivent être classés en capitaux propres ou en passif. Les warrants comptabilisés en capitaux propres permanents le sont à leur juste valeur initiale; les variations ultérieures de la juste valeur ne sont pas comptabilisées, sauf changement de classification de ces warrants. Les warrants qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation en capitaux propres permanents sont comptabilisés à leur juste valeur au passif; les variations ultérieures de leur juste valeur sont comptabilisées au compte de résultats.

Charges Financières Différées

Les coûts liés au refinancement et à l'émission de titres de créance, de même que l'actualisation des créances, le cas échéant, sont différés et passés en charges d'intérêt sur la durée du contrat

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

constitutif de la dette correspondant, par application de la méthode du taux d'intérêt réel. Suite à l'amendement du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), en décembre 2003, qui a donné lieu à une extinction partielle, telle que définie par Opinion 26 de l'APB, *Early Extinguishment of Debt* (Extinction anticipée de la dette, "APB 26") et à une modification importante, telle que définie par la directive EITF 96-19, *Debtor's Accounting for a Modification or Exchange of Debt Instruments* (Comptabilisation d'une modification ou d'un échange d'un instrument d'emprunt par le débiteur), la Société a passé en charges environ 18.600 euros de frais d'émission de titres de créance non amortis. En conséquence, la décote de la dette non amortie afférente au Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") a été éliminée du bilan à hauteur de 37.395 euros. En outre, le 22 décembre 2003, la Société a éliminé de son bilan le solde des frais d'émission de titres de créance non amortis relatifs aux obligations subordonnées Mezzanine et à l'actualisation de la dette afférente aux obligations subordonnées Mezzanine et aux crédits à remboursement différé. Ces montants ont été enregistrés en Perte sur extinction de la dette dans le compte de résultat consolidé. Le lecteur est renvoyé à l'Annexe 7 pour de plus amples informations sur la modification du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*").

Opérations en devises

Les opérations libellées en devises sont comptabilisées au taux de change en vigueur en fin d'exercice et les profits et pertes correspondants sont inclus dans le compte de résultats consolidé.

Rémunération en actions

La Société comptabilise son plan de rémunération en actions, décrit plus amplement à l'Annexe 11, par la méthode de la valeur intrinsèque, conformément aux principes de comptabilisation et d'évaluation de Opinion 25 de l'APB, *Accounting for Stock Issued to Employees* (Comptabilisation des actions émises en faveur des salariés), à l'Interprétation 44 du FASB, *Accounting for Certain Transactions Involving Stock Compensation (an Interpretation of APB Opinion No. 25)* (Comptabilisation de certaines opérations impliquant une rémunération en actions (interprétation de Opinion 25 de l'APB)) et à la directive EITF 00-23, *Issues Related to the Accounting for Stock Compensation under APB Opinion No. 25 and FASB Interpretation No. 44* (Questions relatives à la comptabilisation de la rémunération en actions conformément à Opinion 25 de l'APB et à l'Interprétation 44 du FASB). Les informations pro forma sur les pertes nettes, requises par la norme SFAS 123, *Accounting for Stock-Based Compensation* (Comptabilisation de la rémunération en actions), telle que modifiée par le SFAS 148, *Accounts for Stock-Based Compensation Transition and Disclosure* (Transition et informations sur la comptabilisation de la rémunération en actions), sont incluses à l'Annexe 11.

Comptabilisation des produits

La Société comptabilise ses produits, frais et charges liés aux services de télévision par câble, Internet et téléphonie à mesure que les services correspondants sont exécutés, conformément à la norme SFAS 51, *Financial Reporting by Cable Television Companies* (Présentation de l'information financière par les sociétés de télévision par câble, "SFAS 51")

Les produits générés par l'installation de services Internet, de téléphonie et de télévision par câble services de base et "premium" sont constatés dans la mesure des frais de vente directs exposés. Le reste est différé et amorti au compte de résultats sur la période moyenne estimée pendant laquelle il est prévu que les abonnés resteront connectés au système. L'examen de données historiques a permis d'estimer la durée moyenne d'abonnement des clients des services de télévision par câble de base à 10 ans. Les frais de vente directs ont été supérieurs au produit des installations au cours de toutes les périodes présentées, tant pour l'internet et la téléphonie que pour les services de télévision par câble "premium". De ce fait, le produit des installations a été comptabilisé à mesure que de nouveaux abonnés étaient raccordés au réseau.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Conformément à la norme SFAS 51, les coûts initiaux d'installation des abonnés sont capitalisés. Les coûts d'installation sont amortis sur une période qui ne dépasse pas la période utilisée pour le réseau. Les frais d'installation relatifs à l'activité Internet *broadband*, de téléphonie et de l'iDTV sont amortis sur cinq ans. Les frais d'installation relatifs services de base par câble sont amortis sur 20 ans, cette durée étant identique à celle de l'amortissement de la station de télévision par câble.

Outre les frais d'abonnement, les abonnés à la télévision câblée de base se voient facturer des frais de droits d'auteur annuels pour le contenu, reçu des diffuseurs public, qui est diffusé sur le Réseau Telenet. Ces frais contribuent à couvrir les coûts que la Société supporte relatifs aux frais de droits d'auteur payés aux agences de collecte pour certains contenus fournis par les diffuseurs publics et d'autres titulaires de droits d'auteur. Conformément à la norme EITF 99-19 "Recording Revenue Gross as a Principal versus Net as an Agent", la Société comptabilise les frais de droits d'auteur collectés à charge des abonnés au câble sur une base brute comme une composante du chiffre d'affaire, étant donné que la Société est le débiteur principal à l'égard des agences de collecte de droits d'auteur.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation se composent de frais d'interconnexion, de frais d'exploitation, de maintenance et de réparation du réseau et de frais de programmation du câble. La Société exclut l'amortissement de ses charges d'exploitation et capitalise l'essentiel de ses frais d'installation, y compris le coût de la main-d'œuvre. Les redevances de copyright et de licence versées aux détenteurs des droits correspondants et à leurs mandataires constituent la composante essentielle des frais de programmation du câble engagés par la Société. Les autres frais directs comprennent les frais engagés par la Société dans le cadre de la fourniture de ses services aux particuliers et aux entreprises, tels que les frais d'interconnexion et les charges liées aux créances irrécouvrables. Les frais de réseau se composent de coûts associés à l'exploitation, la maintenance et la réparation du réseau *broadband* de la Société et des frais nécessaires à l'entretien de sa relation avec la clientèle.

Juste valeur

Dans les présents comptes consolidés, la Société a estimé la juste valeur de ses instruments financiers en s'appuyant sur les informations disponibles sur le marché ou d'autres méthodes d'évaluation appropriées. L'interprétation des informations de marché impose de recourir dans une large mesure à son jugement pour parvenir aux estimations de la juste valeur. Par conséquent, les estimations contenues dans le présent document ne sont pas nécessairement indicatives des montants que la Société pourrait actuellement atteindre dans le cadre d'une transaction sur le marché. Le recours à différentes hypothèses de marché ou méthodes d'estimation peut avoir un effet substantiel sur les estimations de la juste valeur. La valeur comptable des éléments de trésorerie, des créances clients et autres créances ainsi que les dettes commerciales et autres dettes constitue une approximation de la juste valeur, compte tenu de l'échéance courte de ces instruments.

Impôts sur le résultat

La Société constitue des provisions au titre d'impôts sur le résultat par la méthode du report variable, conformément à la norme SFAS 109, *Accounting for Income Taxes* (Comptabilisation de l'impôt sur le résultat, "SFAS 109"). Cette norme prévoit une approche bilantaire de la comptabilisation de l'impôt sur le résultat. L'impôt différé sur le résultat reflète l'incidence fiscale nette sur les exercices futurs des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs pour les besoins des annuels et de l'impôt sur le résultat et pour les pertes d'exploitation et des pertes fiscales reportées. L'incidence financière des modifications de la législation fiscale ou des taux d'imposition est comptabilisée au cours de la période de leur promulgation.

Les réductions de valeur réduisent les actifs d'impôt différé à un montant qui représente la meilleure estimation, par la direction, des actifs d'impôt différés dont la probabilité de réalisation est

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

substantielle. Au vu des antécédents de la Société en matière de pertes, tous les actifs d'impôt différé ont fait l'objet d'une provision pour dépréciation à hauteur de leur montant total.

Récentes recommandations comptables

En décembre 2003, le FASB a publié la norme SFAS 132 (révisée en 2003), *Employers' Disclosures about Pensions and Other Postretirement Benefits* (Communications de l'employeur sur les retraites et autres prestations postérieures à l'emploi, "SFAS 132(R)"). Les dispositions de cette norme ne modifient pas les dispositions d'évaluation et de comptabilisation des normes SFAS 87, SFAS 88 *Employers' Accounting for Settlements and Curtailments of Defined Benefit Pension Plans and for Termination Benefits* (Comptabilisation par l'employeur des règlements et compressions de plans à prestations définies et des prestations de fin de contrat) et SFAS 106 *Employers' Accounting for Postretirement Benefits Other Than Pensions* (Comptabilisation par l'employeur des prestations postérieures à l'emploi autres que les pensions). Le SFAS 132(R) remplace le SFAS 132 *Employers' Disclosures about Pensions and Other Postretirement Benefits* (Communications de l'employeur sur les pensions et autres prestations postérieures à l'emploi) et impose la communication d'informations supplémentaires relatives aux actifs du plan, aux obligations de prestation, aux principales hypothèses et à la date d'évaluation. Cette norme prend effet pour les exercices clôturés après le 31 décembre 2003. La Société a adopté cette norme pour ses plans de prestation et a communiqué les éléments requis.

En décembre 2004, le Financial Accounting Standards Board ("FASB") a publié une norme révisée SFAS 123(R), *Share-Based Payment—An Amendment of FASB Statements No. 123 and 95* (Païement en actions—Modification des normes FASB 123 et 95 ("SFAS 123(R)"). SFAS 123(R) fixe des normes de comptabilisation des opérations dans lesquelles une entité échange ses instruments de capitaux propres contre des biens ou des services ou engage des obligations en échange de biens ou de services, sur la base de la juste valeur des instruments de capitaux propres de l'entité, en se concentrant essentiellement sur la comptabilisation des opérations par lesquelles une entité obtient les services d'un employé dans le cadre d'opérations de paiement en actions. Le SFAS 123(R) impose aux entités d'évaluer le coût des services fournis par les salariés en échange de l'octroi d'instruments de capitaux propres sur la base de la juste valeur de ces instruments à leur date d'octroi (avec de rares exceptions) et d'en comptabiliser le coût sur la période au cours de laquelle l'employé doit fournir ses services en échange de cet octroi. La Société évalue actuellement l'impact des dispositions de la norme SFAS 123(R), qu'elle est tenue d'adopter à compter du 1^{er} janvier 2006.

En décembre 2004, le FASB a publié la norme SFAS 153, *Exchanges of Nonmonetary Assets—An Amendment of APB Opinion No. 29* (Echanges d'actifs non monétaires—Modification de Opinion n° 29 de l'APB, "SFAS 153"), qui élimine l'exception en cas d'échange non monétaires d'actifs productifs analogues et la remplace par une dérogation générale applicable à tous les échanges d'actifs non monétaires dont la valeur commerciale est négligeable. La Société est tenue d'appliquer la norme SFAS 153 aux échanges d'actifs non monétaires intervenant au premier trimestre 2006. La Société évalue actuellement l'impact de cette norme.

En mars 2005, le Financial Accounting Standards Board ("FASB") a publié l'Interprétation n° 47, *Accounting for Conditional Asset Retirement Obligations* (Comptabilisation des obligations conditionnelles de démantèlement d'immobilisations corporelles ("FIN 47")). Le FIN 47 clarifie le terme d'obligation conditionnelle de démantèlement d'immobilisations corporelles utilisé dans la norme n° 143 du FASB, *Accounting for Asset Retirement Obligations* (Comptabilisation des obligations de démantèlement d'immobilisations corporelles), ainsi que d'autres questions relatives aux obligations de démantèlement d'immobilisations corporelles. Cette norme prend effet pour les exercices clôturés après le 15 décembre 2005. La Société détermine actuellement l'impact éventuel de cette interprétation sur ses comptes.

En juin 2005, le Financial Accounting Standards Board ("FASB") a publié la norme SFAS n° 154, *Accounting Changes and Error Corrections* (Modifications comptables et corrections d'erreurs) en remplacement de Opinion n° 20 de l'APB, *Accounting Changes* (Modifications comptables) et de la norme SFAS 3, *Reporting Accounting Changes in Interim Financial Statements* (Présentation des

TELENET GROUP HOLDING NV

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002

(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

modifications comptables dans les comptes intermédiaires). Cette norme s'applique à tous les changements volontaires de principes comptables et modifie l'obligation de comptabilisation et de présentation des changements de principes comptables. Entre autres changements, la norme SFAS 154 impose l'application rétroactive aux comptes des exercices antérieurs d'un changement volontaire de principe comptable, à moins qu'il soit impossible d'appliquer cette règle dans la pratique. Le SFAS 154 reproduit de nombreuses dispositions antérieures, concernant notamment la présentation d'une modification d'estimation comptable, une modification de l'entité déclarante, la correction d'une erreur et de modifications comptables dans les comptes intermédiaires. La norme prend effet pour les changements comptables et corrections d'erreurs intervenus au cours des exercices ouverts après le 15 décembre 2005. Son application anticipée est autorisée pour les changements comptables et corrections d'erreurs intervenus au cours des exercices débutant après le 1^{er} juin 2005. Il n'est pas prévu que l'adoption de cette norme ait un impact sur les comptes de la Société.

3. ACQUISITIONS

Acquisition de MixtICS

Le 21 février 2001, Callahan Investco Belgium 1 Sarl, société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ("CAI Belgium"), Telenet Communications, Bidco et les MIC (Sociétés intercommunales mixtes) ont conclu un contrat d'option de vente aux termes duquel les MIC pouvaient choisir d'apporter l'ensemble de leurs activités de câble à MixtICS, société à responsabilité limitée de droit belge et de céder ensuite l'ensemble des actions de MixtICS en leur possession à Bidco (l' "Option de Vente MixtICS").

Le 8 juin 2001, les MIC ont exercé l'Option de Vente MixtICS et, conformément à ses modalités, un Contrat de Cession d'Actions a été signé le 15 juin 2001 entre Callahan Belgium, Bidco, Telenet Communications et les MIC, portant sur la cession à Bidco et Telenet Communications des actions de MixtICS, qui détient certains actifs et passifs des activités de câble des MIC opérant dans la région flamande de Belgique (l' "Acquisition MixtICS").

L'Option de Vente MixtICS devait initialement expirer le 11 juin 2001; toutefois, en raison de la conjoncture qui prévalait alors, les parties ont convenu de différer la date d'échéance de l'Option de Vente MixtICS. L'Acquisition MixtICS a été achevée en août 2002. Lors de la réalisation de l'Acquisition MixtICS, le 9 août 2002, les actions de MixtICS cédées par les MIC à Bidco en échange d'une contrepartie en numéraire, de certaines obligations de paiement différées et d'actions nouvellement émises de Bidco ainsi que de warrants sur actions Telenet Group Holding. Callahan Belgium, JP Morgan, Merrill Lynch International, Electrabel, GIMV, le Consortium Financier et Interkabel ont acquis, directement ou indirectement, le reste des actions de MixtICS, qui ont été apportées par la suite à Bidco. En outre, toutes les obligations commerciales subordonnées (les "Obligations commerciales") qui ont financé l'acquisition, en 2001, de 100 % des actions en circulation de Telenet Holding et de ses filiales par Bidco (l' "Acquisition de Telenet Holding") ont été cédées par leurs détenteurs, en échange, indirectement, d'actions nouvellement émises de Bidco; les warrants émis en faveur de Callahan Belgium lors de la réalisation de l'Acquisition de Telenet Holding ont été restitués en contrepartie d'options d'acquisition d'actions de la Société auprès d'autres actionnaires.

En outre, tous les actionnaires de Bidco ont apporté les actions de cette société qu'ils détenaient à Telenet Communications, en échange de l'émission de nouvelles actions de cette dernière et, par la suite, tous les actionnaires de Telenet Communications ont apporté les actions de cette société qu'ils détenaient à Telenet Group Holding, en échange de l'émission de nouvelles actions de Telenet Group Holding. Ces échanges d'actions ont été effectués sur une base paritaire.

La contrepartie totale s'est élevée à 930.309 euros, sur la base des justes valeurs estimées des obligations, warrants sur actions et actions ordinaires émis. La contrepartie totale se décompose en 363.000 euros en numéraire, 314.932 euros en obligations, 201.465 euros sous forme de capitaux propres, 23.691 euros en warrants sur actions et 27.221 euros de frais d'opération. Le prix d'achat a été

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

imputé aux actifs et passifs acquis sur la base de leurs justes valeurs estimées selon la répartition suivante :

Actifs circulants, nets de la trésorerie acquise	44.026
Immobilisations	430.252
Immobilisations incorporelles	244
Actifs à plus d'un an	99.403
Passif repris	(204.968)
Ecart d'acquisition	561.352
	<u>930.309</u>

Outre la dette reprise par les cédants de MixtICS, l'opération a été financée par un nouveau crédit d'un montant total de 1.250.000 euros (dont 825.000 euros tirés pour refinancer la dette existante et financer une partie du prix d'achat), deux prêts accordés par différents groupes d'actionnaires, pour un total de 73.000 euros et 162.000 euros mobilisés par l'émission d'actions supplémentaires en faveur d'actionnaires existants. Les actions émises en contrepartie de l'acquisition de MixtICS ont été évaluées à 50 euros par action, sur base du prix payé par les actionnaires existants pour des actions supplémentaires de Telenet Group Holding émises le même jour. Telenet Group Holding a également émis six catégories de warrants détachables; pour trois d'entre eux, leur exercice était conditionné au non-paiement de la dette conformément au contrat ou à l'émission d'actions supplémentaires à un prix inférieur à un seuil déterminé. Les modalités des obligations et des bons de souscription d'actions émis dans le cadre de l'Acquisition MixtICS sont décrites respectivement aux Annexes 7 et 11.

Acquisitions effectuées en 2003

La Société a racheté Telenet Solutions NV ("Telenet Solutions"), anciennement dénommée Codenet NV et ses filiales au quatrième trimestre 2003. Telenet Solutions est un fournisseur belge de services Internet *broadband*, de transmission de données et services vocaux à une clientèle d'entreprises situées dans toute la Belgique et une partie du Luxembourg. Telenet Solutions a été rachetée à une filiale de Suez Lyonnaise des Eaux SA ("Suez"), actionnaire indirect d'Electrabel, elle-même actionnaire de la Société. Le prix d'achat net de Telenet Solutions s'est élevé à environ 17.171 euros et comprend environ 14.471 euros en numéraire (net de la trésorerie acquise et y compris l'acquisition d'une créance détenue par Suez sur Telenet Solutions) et 120.000 actions ordinaires de Telenet Group Holding, pour une valeur totale de 2.700 euros.

La Société a également acquis, au quatrième trimestre 2003, la quasi-totalité des actifs et passifs de Canal+ NV liés à l'activité de télévision à péage "premium" en Flandre et aux abonnés de langue flamande à Bruxelles. Le prix d'achat net total de ces acquisitions s'est élevé à environ 11.535 euros, soit environ 10.934 euros en numéraire, net de la trésorerie acquise et 601 euros de frais de transaction. En ce qui concerne l'opération Canal+, la Société a comptabilisé un avoir de 7.178 euros au poste Autres actifs circulants, au titre de la valeur attendue des ajustements du prix d'achat et des indemnités reçues du cédant au titre de certains éléments de passif repris par la Société. Cet élément comptabilisé d'avance a été ramené à 3.582 euros au 31 décembre 2004. L'excédent du prix d'achat sur la juste valeur affectée aux actifs corporels acquis nets s'élevait à environ 16.713 euros. Sur ce montant, environ 14.473 euros ont été affectés à des listes de clients et 2.051 euros à des contrats de fourniture; ceux-ci sont amortis sur une durée de vie utile de 5 ans. Les 189 euros d'immobilisations incorporelles acquises restantes correspondent essentiellement à des logiciels, dont la durée de vie utile moyenne pondérée est d'environ 3 ans.

La Société a également acquis la quasi-totalité des actifs et passifs de Sinfilo NV relatifs à des points relais ("hotspots") WiFi installés et opérationnels dans toute la Belgique, pour 1.300 euros en numéraire.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Le prix d'achat a été imputé aux actifs et passifs acquis dans le cadre des acquisitions 2003, sur la base de leurs justes valeurs estimées selon la répartition suivante :

	<u>Telenet Solutions</u>	<u>Canal+</u>	<u>Sinfilo</u>	<u>Total</u>
Actifs circulants, nets de la trésorerie acquise	13.429	16.470	—	29.899
Immobilisations	23.440	8.805	264	32.509
Immobilisations incorporelles	250	16.713	—	16.963
Actifs non courants	195	45	—	240
Passif repris	(20.143)	(30.498)	—	(50.641)
Goodwill	—	—	1.036	1.036
	<u>17.171</u>	<u>11.535</u>	<u>1.300</u>	<u>30.006</u>

4. AUTRES ACTIFS CIRCULANTS

Les autres actifs circulants sont composés des éléments suivants :

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
Instruments financiers	—	—	2.211
Stock de licences de diffusion	4.910	4.277	—
Impôts et TVA acquittés par anticipation	4.168	6.065	601
Créance Electrabel	8.039	2.771	42.237
Créance Canal+	3.582	7.178	—
Paievements d'avances	2.889	7.567	—
Autres	47	171	584
	<u>23.635</u>	<u>28.029</u>	<u>45.633</u>

5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont composées des éléments suivants :

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
Terrains	2.157	2.157	2.144
Constructions et améliorations locatives	36.085	33.342	30.724
Réseau : opérationnel	1.325.072	1.228.242	1.117.781
Réseau : en cours de construction	32.238	9.732	9.152
Mobilier, équipement et véhicules	26.117	21.099	16.061
	<u>1.421.669</u>	<u>1.294.572</u>	<u>1.175.862</u>
Moins : amortissement cumulé	<u>(460.893)</u>	<u>(303.134)</u>	<u>(162.963)</u>
	<u>960.776</u>	<u>991.438</u>	<u>1.012.899</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Les immobilisations corporelles comprennent des actifs détenus dans le cadre de contrats de location-financement comme suit :

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
Constructions	20.907	20.907	20.907
Véhicules	741	741	—
Têtes de ligne	7.470	7.470	6.886
	<u>29.118</u>	<u>29.118</u>	<u>27.907</u>
Moins : amortissement cumulé	(3.341)	(2.858)	(520)
	<u><u>25.777</u></u>	<u><u>26.260</u></u>	<u><u>27.273</u></u>

6. GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Dans le cadre de l'adoption de la norme SFAS 142, *Goodwill and Other Intangible Assets* (Goodwill et autres immobilisations incorporelles, "SFAS 142"), la Société a effectué un test intermédiaire de dépréciation de son goodwill en 2002 et procède à un examen de dépréciation au troisième trimestre de chaque année. Le goodwill a été calculé et imputé à une entité.

La juste valeur a été déterminée sur base des flux de trésorerie actualisés, par application d'hypothèses raisonnables et appropriées, compatibles avec les prévisions internes. Lors de la mise en œuvre de la norme SFAS 142, la Société a établi que le goodwill avait subi une dépréciation et a comptabilisé l'effet cumulé d'un changement de principe comptable à hauteur de 667.628 euros pour l'exercice clos le 31 décembre 2002. La prévision de bénéfices de la Société a été revue en 2003 essentiellement pour refléter l'évaluation, par la Société, des changements intervenus sur le marché belge des services de téléphonie et des services Internet. Cette évaluation a amené la Société à comptabiliser une dépréciation de 336.000 euros au troisième trimestre 2003, sous la forme d'une composante de l'amortissement d'immobilisations incorporelles dans le Compte de résultats consolidé. L'incidence fiscale constatée sur ces dépréciations est nulle puisqu'au moment de leur comptabilisation, une provision pour dépréciation intégrale a été appliquée à tous les actifs nets d'impôt différé (voir Annexe 10).

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des variations de goodwill :

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
Solde d'ouverture	1.031.904	1.366.868	1.460.628
Acquisitions	—	1.036	573.866
Perte de valeur	—	(336.000)	—
Effet cumulé d'un changement de principe comptable	—	—	(667.628)
Variation de la provision pour dépréciation de l'impôt différé (Annexe 10)	(3.759)	—	—
	<u><u>1.028.145</u></u>	<u><u>1.031.904</u></u>	<u><u>1.366.868</u></u>

Les immobilisations incorporelles de la Société, à l'exception du goodwill, ont chacune une durée de vie limitée et sont principalement composées de droits d'utilisateur réseau, de frais de développement et d'acquisition de logiciels, de listes de clients, de contrats avec des fournisseurs et de dénominations commerciales. Ces immobilisations incorporelles sont amorties de manière linéaire sur leur durée de vie utile estimée. La Société évalue les durées de vie utile estimées de ses immobilisations incorporelles à durée limitée au cours de chaque période comptable, afin de déterminer si des événements ou des circonstances justifient leur révision. Dans le cadre des différentes acquisitions effectuées par la Société, certaines immobilisations incorporelles identifiées, dont les

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

listes de clients, les contrats de fourniture et la dénomination commerciale "Telenet", ont été comptabilisées séparément du goodwill. Les immobilisations incorporelles identifiées sont amorties de manière linéaire sur une durée de 3 à 20 ans.

Essentiellement en relation avec les acquisition de Telenet Holding en mars 2001 et l'Acquisition Canal+ en décembre 2003, certains actifs incorporels identifiables en ce compris des listes de clients, les contrats de fourniture et le nom commercial « Telenet », ont été comptabilisés séparément du goodwill. Les listes de clients reflètent 53 000 euros relativement à la valeur estimée de la liste de clients ayant accès au Réseau Combiné à l'époque de l'Acquisition Telenet et 14.473 relativement à la valeur estimée de la base d'abonnés Canal+ lors de l'acquisition. Les contrats de fourniture ont été évalués à 62.051 sur la base de la valeur estimée des contrats que Canal+ avait avec des fournisseurs de contenu importants au temps de l'acquisition. Le nom commercial reconnu en actifs incorporels concerne le nom commercial « Telenet » acquis lors de l'acquisition en 2001 de Telenet Holding. Les justes valeurs de marché des actifs incorporels acquis ont été déterminées pour ces acquisitions et pour d'autres, réalisées par la Société.

Le tableau qui suit récapitule les valeurs comptables et amortissements cumulés des immobilisations incorporelles qui continueront à être amorties selon le SFAS 142.

	31 décembre 2004			31 décembre 2003			31 décembre 2002		
	Valeur comptable brute	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette	Valeur comptable brute	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Immobilisations									
incorporelles à durée de									
vie utile limitée :									
Droits d'utilisateur réseau	136.856	(28.685)	108.171	120.334	(19.000)	101.334	81.759	(9.964)	71.795
Logiciels	70.720	(48.589)	22.131	58.657	(37.661)	20.996	43.063	(26.168)	16.895
Liste de clients	67.991	(16.498)	51.493	67.473	(9.958)	57.515	53.000	(6.183)	46.817
Contrats de fourniture . .	2.215	(461)	1.664	2.051	(34)	2.017	—	—	—
Dénomination									
commerciale	121.000	(30.250)	90.750	121.000	(22.183)	98.817	121.000	(14.117)	106.883
	<u>398.692</u>	<u>(124.483)</u>	<u>274.209</u>	<u>369.515</u>	<u>(88.836)</u>	<u>280.679</u>	<u>298.822</u>	<u>(56.432)</u>	<u>242.390</u>

Si l'on exclut la perte de valeur de 336.000 euros comptabilisée au troisième trimestre 2003, la charge d'amortissement cumulée des exercices clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002 s'élevait respectivement à 35.647 euros, 32.465 euros et 36.455 euros. La Société estime sa charge d'amortissement à 35.800 euros en 2005, 32.500 euros en 2006, 27.500 euros en 2007, 24.500 euros en 2008 et 21.300 euros en 2009. La charge d'amortissement réelle des exercices futurs peut différer de ces estimations en raison de nouvelles acquisitions d'immobilisations incorporelles, de changements des durées d'utilité et d'autres facteurs applicables.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

7. ENDETTEMENT ET AUTRES FINANCEMENTS

Le poste endettement et autres financements se compose des éléments suivants :

	31 décembre 2004	31 décembre 2003	31 décembre 2002
<i>Senior Credit Facility</i>			
Tranche A	314.045	409.000	825.000
Tranche B	15.955	21.000	25.000
Tranches C1 et C2	110.000	110.000	60.000
Tranche E	300.000	300.000	—
<i>Senior Notes</i>	500.000	500.000	—
<i>Senior Discount Notes</i> (1)	263.150	256.499	—
<i>Mezzanine Subordinated Bonds</i>	—	—	51.700
<i>GAP filling Bonds</i>	—	—	24.656
<i>Deferral A</i>	—	—	73.725
<i>Deferral B</i>	—	—	221.235
Montant différé de la mise à niveau des HCF	—	—	90.653
<i>Commissions de clientèle</i>	43.748	42.047	30.075
<i>Commissions sur annuités</i>	57.281	48.978	29.590
Obligations de location-financement	27.350	28.317	27.424
	<u>1.631.529</u>	<u>1.715.841</u>	<u>1.459.058</u>
Moins : escompte non amorti sur crédits bancaires, Crédit à Remboursement Différé B et obligations(2)	—	—	(104.430)
Moins : part à court terme	(6.929)	(5.814)	(23.089)
Total de la dette à long terme	<u>1.624.600</u>	<u>1.710.027</u>	<u>1.331.539</u>

(1) Solde cumulé des Senior Discount Notes, converti en euros au 31 décembre 2004 et 2003 aux taux comptable de 1,3621 USD pour 1,00 EUR et 1,2496 USD pour 1,00 EUR respectivement.

(2) Les taux d'actualisation sont fondés sur les taux d'intérêt imputés suivants :

Crédits bancaires	8,19 %
Crédits à Remboursement Différé	18,72 %
Obligations subordonnées mezzanine	39,50 %
Obligations <i>GAP filling</i>	63,95 %

Senior Notes

Le 22 décembre 2003, Telenet Communication a émis des Senior Notes pour un montant en principal de 500.000 euros, percevant un produit net de 482.310 euros. L'intérêt afférent aux obligations est payable semestriellement au taux de 9 % par an. Les obligations ne sont pas assorties d'obligations de remboursement du principal avant l'échéance, le 15 décembre 2013. L'utilisation du produit net de l'émission des obligations est décrite ci-dessous.

Senior Discount Notes

Le 22 décembre 2003, la Société a émis des Senior Discount Notes à 57,298 % de la valeur nominale, avec un montant de principal à l'échéance de 558.000 dollars (ou 450.654 euros, en utilisant le taux de change obtenu à l'émission, de 1,2382 USD pour 1,00 EUR) et a perçu un produit net de 242.527 euros. L'intérêt sur les billets a commencé à courir le 22 décembre 2003 à un taux annuel de 11,5 %, composé semestriellement. A partir du 15 juin 2009 et jusqu'à l'échéance le 15 juin 2014, l'intérêt sera payable semestriellement au taux de 11,5 % par an. Il n'existe aucune obligation de

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

remboursement du principal avant l'échéance. L'utilisation du produit net de l'émission des obligations est décrite ci-dessous.

Senior Credit Facility

Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS, la Société a obtenu d'un consortium de prêteurs, en juillet 2002, un crédit garanti de premier rang pour un montant total maximal de 1.250.000 euros en plusieurs tranches (le "Contrat de Crédit Senior"). Le Contrat de Crédit Senior a été modifié en avril 2003. Entre autres modifications, ces avenants ont ramené le crédit total de 1.250.000 euros à 1.185.000 euros, abaissé la marge d'intérêt et les commissions d'engagement et révisé les engagements financiers.

Lors de l'émission des Senior Notes et des Senior Discount Notes le 22 décembre 2003, la Société a une nouvelle fois modifié le Contrat de Crédit Senior. Entre autres modifications, le montant disponible dans le cadre de la Tranche D a été augmenté et une nouvelle Tranche E non dégressive a été créée, tandis qu'une partie des montants tirés sur les autres tranches était remboursée.

Au 31 décembre 2004, les principales modalités des différentes tranches du Contrat de Crédit Senior étaient les suivantes :

- **Tranche A :** Le crédit Tranche A prévoit un prêt à terme dégressif et un dispositif de garantie venant à expiration en 2009, pour un montant initial maximal de 825.000 euros. Par suite des remboursements, l'encours de prêt s'élevait à 314.045 euros au 31 décembre 2004. Les montants engagés dans le cadre du prêt portent intérêt au taux de l'Euribor majoré de 2,50 % au 31 décembre 2004 et de 3,00 % à partir du 1^{er} janvier 2005. Cette marge est dégressive parallèlement à la réduction de l'endettement de la Société. Au 31 décembre 2004, ce crédit était intégralement tiré.
- **Tranche B :** Le crédit Tranche B prévoyait initialement un crédit dégressif renouvelable, expirant en 2009, d'un montant maximal de 125.000 euros. Par suite des modifications et des remboursements, l'encours de prêt s'élevait à 15.955 euros au 31 décembre 2004. Les montants engagés dans le cadre du prêt portent intérêt au taux de l'Euribor majoré d'un maximum de 2,50 % au 31 décembre 2004 et jusqu'à 3,00 % à partir du 1^{er} janvier 2005. Cette marge est dégressive parallèlement à la réduction de l'endettement de la Société. Au 31 décembre 2004, ce crédit était intégralement tiré.
- **Tranches C1 et C2 :** La Tranche C1 ("C1") est un prêt à terme dégressif au montant de principal de 100.000 euros. La Tranche C2 ("C2") est un prêt à terme non dégressif au montant de principal de 150.000 euros. Le crédit C1 a été remboursé et le crédit C2 arrive à échéance en 2010. Les montants engagés dans le cadre du prêt C2 portent intérêt au taux de l'Euribor majoré d'un maximum de 3,75 %. La marge applicable au prêt C1 est dégressive parallèlement à la réduction de l'endettement de la Société. Au 31 décembre 2004, le montant disponible non tiré s'élevait à 40.000 euros.
- **Tranche D :** Le crédit Tranche D prévoit un crédit revolving, expirant en 2009, de 100.000 euros. Les montants engagés dans le cadre de ce prêt portent intérêt au taux de l'Euribor majoré d'un maximum de 3,50 %. Cette marge est dégressive parallèlement à la réduction de l'endettement de la Société. Au 31 décembre 2004, le montant disponible non tiré s'élevait à 100.000 euros.
- **Tranche E :** Le crédit Tranche E prévoit un prêt à terme non dégressif de 300.000 euros, venant à expiration en 2009, qui a été utilisé pour rembourser les Tranches A et B dégressives. Les montants engagés dans le cadre du prêt portent intérêt au taux de l'Euribor majoré de 3,25 %. Au 31 décembre 2004, ce crédit était intégralement tiré.

En outre, des commissions d'engagement de 1,25 % et 0,75 % sont payables sur les soldes non tirés des Tranches C2 et D, respectivement. Les crédits contiennent des déclarations et des garanties, des engagements, des obligations d'information, des cas de manquement et des engagements financiers.

TELENET GROUP HOLDING NV

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002

(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

La disponibilité des crédits non tirés est soumise à la satisfaction de certains critères d'engagement et d'accès. Les engagements financiers, soumis à des tests trimestriels à partir des chiffres obtenus par application des normes comptables belges, évaluent la performance par rapport, entre autres, aux normes d'endettement, de couverture du service de la dette, de revenus et de résultat avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement ("EBITDA", excédent brut d'exploitation). En outre, les contrats prévoient le remboursement anticipé obligatoire du prêt dans certaines circonstances. Au 31 décembre 2004, la Société respectait tous ses engagements financiers.

Les obligations dans le cadre des crédits bancaires sont garanties et contre-garanties par certaines filiales de Telenet. Les obligations sont également garanties par des hypothèques et par le nantissement de certains capitaux propres, contrats importants et autres droits et créances détenus par certaines filiales de Telenet.

Les agents des sûretés, au nom des souscripteurs des crédits, ont reçu 100.000 droits de souscription/warrants détachables ouvrant droit à l'acquisition d'actions ordinaires de la Société (les "Droits de Souscription/Warrants Bancaires") (voir Annexe 11). En conséquence de l'attribution d'une partie du produit des crédits bancaires à la juste valeur relative de ces droits de souscriptions/warrants, la Société a comptabilisé une décote sur le Contrat de Crédit Senior. Comme détaillé dans l'Annexe 11, ces warrants ont été modifiés en décembre 2003.

Le Senior Credit Facility a été partiellement modifié et remboursé en 2005, et la conséquence de cela, les termes du Senior Credit Facility ont été amendés de telle sorte que les engagements financiers soient testés sur la base des U.S. GAAP (voir Annexe 17).

Refinancement

Un plan de refinancement a été exécuté par la Société en décembre 2003, dans le cadre duquel la Société a émis des Senior Notes et des Senior Discount Notes, modifié son Contrat de Crédit Senior et remboursé ses obligations de paiement différé impayées et les prêts subordonnés consentis par les actionnaires (le "Refinancement"). Le principal objectif du Refinancement était de simplifier la structure du capital en réduisant le nombre d'instruments d'emprunt en circulation tout en prolongeant la durée moyenne et en réduisant le coût du financement de la dette non encore remboursée.

La Société a employé 455.000 euros des produits pour réduire son endettement dans le cadre des Tranches A, B et C1 du Contrat de Crédit Senior, 262.679 euros pour rembourser les obligations de paiement différé en cours auprès des sociétés intercommunales mixtes, dans le cadre de l'Acquisition MixtICS, 102.425 euros pour rembourser les montants différés correspondant à l'Amélioration des HFC et 90.100 euros pour rembourser les prêts subordonnés consentis par certains actionnaires de Telenet.

Suite au Refinancement, la Société a éliminé de son bilan, le 22 décembre 2003, 20.270 euros de frais d'émission de la dette liés au Contrat de Crédit Senior et aux obligations subordonnées Mezzanine et 79.066 euros d'écarts d'actualisation de créance afférents au Contrat de Crédit Senior, aux obligations subordonnées Mezzanine et aux crédits à remboursement différé. En outre, la Société a subi une prime de remboursement d'environ 9.208 euros lors du remboursement de certains prêts subordonnés d'actionnaires et d'obligations de paiement différées. Ces charges ont été présentées dans le Compte de résultats Consolidé comme des Pertes sur Extinction de la Dette. La Société a également engagé des frais d'émission de dette d'un montant d'environ 37.155 euros pour les Senior Notes et les Senior Discount Notes ainsi que pour les modifications du Crédit de Contrat Senior qui ont été capitalisées en Frais de Financement Différés et sont amortis en charge d'intérêt par application de la méthode de l'intérêt réel.

Mezzanine Subordinated Bonds

Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS, la Société a émis 50.000 euros d'obligations subordonnées mezzanine à échéance 2007, portant intérêt semestriellement à 8,5 % et à 14 % sur tout défaut de paiement en souffrance. Les obligations ont été émises avec 1,6 million de droits de souscriptions/

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

warrants permettant d'acquérir des actions ordinaires de la Société (les "Droits de Souscription/Warrants Mezzanine") (voir Annexe 11). En conséquence de l'attribution d'une partie du produit des obligations à la juste valeur relative de ces droits de souscription/Warrants, la Société a comptabilisé une décote sur ces obligations. Ces obligations ont été remboursées en décembre 2003 dans le cadre du Refinancement.

GAP filling Bonds

Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS, la Société a émis 23.000 euros d'obligations à échéance 2003 pour un montant de 6.000 euros en faveur du Consortium Financier (composé de Finstrad NV, Gevaert NV, Ibel NV, KBC Bank NV, KBC Verzekeringen NV (KBC Insurance) et Sofinim NV), 15.000 euros en faveur de GIMV NV et 2.000 euros en faveur de CAI Belgium. Les obligations ont un taux d'intérêt annuel déclaré de 13 % et sont assorties d'une prime de 6 % lors du remboursement. Les obligations ont été émises avec 460.000 droits de souscription/Warrants détachables permettant d'acquérir des actions ordinaires de la Société (les "Droits de Souscriptions/Warrants GAP") (voir Annexe 11). En conséquence de l'attribution d'une partie du produit des obligations à la juste valeur relative de ces droits de souscription/Warrants, la Société a comptabilisé une décote sur ces obligations. Ces obligations ont été remboursées en décembre 2003 dans le cadre du Refinancement.

Deferrals

La Société a conclu un contrat avec les vendeurs de MixtICS, portant sur le paiement d'un montant supplémentaire de 330.575 euros plus intérêts de 13 % au moment du montage et progressant avec le temps jusqu'à un maximum de 16 %. Ce contrat se compose de deux accords distincts, les Crédits à Remboursement Différé A et B, s'élevant respectivement à 127.748 euros et 202.827 euros. Le calendrier de remboursement du Crédit à Remboursement Différé A est soumis à la réalisation des Tests de Disponibilité du Contrat de Crédit Senior, tandis que le calendrier de remboursement du Crédit à Remboursement Différé B est soumis à la condition de la réalisation de la Première Augmentation de Capitaux Propres Convenue.

Les Crédits à Remboursement Différé A et B ont été émis avec 1,6 million de Warrants détachables permettant d'acquérir des actions ordinaires de la Société (les "Droits de Souscription/Warrants de Conversion Différés" et les "Penny Warrants") (voir Annexe 11). En conséquence de l'attribution d'une partie du montant de principal du Crédit à Remboursement Différé B à la juste valeur relative de ces droits de souscriptions/Warrants, la Société a comptabilisé une décote sur le Crédit à Remboursement Différé B.

Outre les Crédits à Remboursement Différé A et B, la Société a également dû rembourser 81.000 euros, représentant les montants à payer aux vendeurs de MixtICS pour les modernisations du réseau câblé des MIC (le "Montant Différé de l'Amélioration HFC"). Ce solde est augmenté d'intérêts de paiement tardif de 13 % du 1^{er} février 2002 jusqu'à la date de paiement et de 14 % du 1^{er} juin 2003 jusqu'à la date de paiement.

Les Crédits à Remboursement Différé A et B et le Montant Différé de l'Amélioration HFC ont été remboursés en décembre 2003 dans le cadre du Refinancement.

Contrat de Clientèle et Contrat d'Annuité

En 1996, la Société a conclu un Contrat de Clientèle avec les MIC et les PIC ainsi qu'un Contrat d'Annuité avec les PIC.

La commission de clientèle à payer dans le cadre du Contrat de Clientèle est payable par la Société en échange de l'accès à la base de données de clients du réseau câblé détenue et contrôlée par les MIC et les PIC. La commission de clientèle est payable tant que la Société conserve ses droits d'utilisation du réseau câblé et est ajustée périodiquement en fonction de l'inflation. Ces paiements permettent aux MIC et aux PIC de recouvrer une partie de leur Investissement d'Amélioration HFC.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

C'est pour cette raison que la valeur actuelle des paiements des commissions de clientèle sur les 20 premières années (soit la durée de vie des actifs de l'Amélioration HFC qui ont la durée de vie la plus longue) a été comptabilisée comme des droits d'utilisateur réseau, en immobilisations incorporelles, et est amortie sur 10 ou 20 ans, selon la durée de vie utile des actifs sous-jacents qui constituent l'Amélioration HFC.

Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS, la Société a acquis le plein contrôle de la partie de l'Amélioration HFC précédemment détenue par les MIC. Par conséquent, le solde de la commission de clientèle à payer au 31 décembre 2003 et 2002 reflète exclusivement l'obligation de la Société vis-à-vis des PIC.

Conformément aux termes du Contrat d'Annuité, les PIC facturent à la Société une commission d'annuité qui, en substance, couvre les 60 % restants du coût de l'Amélioration HFC engagé par les PIC. Les paiements dans le cadre du Contrat d'Annuité sont exigibles sur une période de 10 ou 20 ans, selon la durée de vie utile des actifs sous-jacents qui composent l'Amélioration HFC engagée par les PIC. La valeur actuelle des paiements futurs aux termes du Contrat d'Annuité a été capitalisée sous la forme de droits d'utilisateur réseau, en immobilisations incorporelles et est amortie sur 10 ou 20 ans selon la durée de vie utile des actifs sous-jacents qui constituent l'Amélioration HFC.

Locations

Le tableau qui suit présente, au 31 décembre 2004, les paiements de loyers minimaux futurs aux termes de contrats de location-financement et de locations d'exploitation :

<u>Exercice clôturé le 31 décembre :</u>	<u>Contrats de location-financement</u>	<u>Baux d'exploitation</u>
2005	1.902	8.082
2006	2.104	5.351
2007	2.365	4.470
2008	2.707	3.591
2009	3.166	2.649
Ensuite	<u>24.993</u>	<u>3.082</u>
Total des paiements minimum de loyers	37.237	<u>27.225</u>
Moins : montant représentant les intérêts	(9.887)	
Valeur actuelle des paiements minimum de loyers	<u>27.350</u>	

Locations de tête de ligne

Les locations de tête de ligne comprennent l'équipement utilisé pour recevoir des signaux de différents équipements, directement depuis le transmetteur ou depuis un système de relais par micro-ondes. Ces équipements sont utilisés, entre autres, pour transmettre des données et des signaux de télévision et de téléphonie.

Locations d'exploitation

La Société loue des installations, des véhicules et des équipements dans le cadre de locations d'exploitation non résiliables. La charge locative des locations d'exploitation à long terme concernant les biens immobiliers, les véhicules et autres équipements s'élevait respectivement à 16.786 euros, 4.107 euros et 2.635 euros pour les exercices clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Calendrier de remboursement

Sur la base de l'endettement résiduel au 31 décembre 2004, l'amortissement des prêts à terme et les dates d'échéance de tous les crédits et instruments d'emprunt autres que les contrats de location-financement, les paiements futurs cumulés en principal correspondant au total des emprunts aux termes de tous les contrats d'emprunt de la Société au 31 décembre 2004 sont les suivants :

<u>Exercice clôturé le 31 décembre :</u>	<u>Montant</u>
2005	5.986
2006	14.773
2007	71.090
2008	71.527
2009	71.841
Ensuite	1.368.962

8. CHARGES A IMPUTER ET AUTRES DETTES A COURT TERME

Les charges à imputer et autres dettes court terme se composent des éléments suivants :

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
Instruments financiers	81.133	38.234	21.118
Garanties déposées par les clients	29.261	28.987	19.821
Rémunérations et avantages sociaux	20.591	13.542	8.371
Intérêts et autres charges à imputer	13.080	9.859	11.059
TVA et précompte	2.104	2.989	3.477
Autres dettes court terme	3.121	3.893	2.234
	<u>149.290</u>	<u>97.504</u>	<u>66.080</u>

9. INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société cherche à réduire son exposition au risque de change par une politique visant à faire correspondre autant que possible les actifs et passifs libellés en devises. En outre, la Société a recours à certains instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt résultant de ses activités et de son financement. La Société a identifié certains contrats de change à terme comme des couvertures des flux de trésorerie conformément au SFAS 133. La Société est également exposée à des risques de crédit.

Couvertures des flux de trésorerie libellés en devises

Afin de couvrir l'exposition au risque de change résultant de l'émission de Senior Discount Notes libellés en dollars américains, la Société a acquis une série de contrats de change à terme pour un montant nominal total de 558.000 US dollars, qui constitue la valeur totale cumulée des Senior Discount Notes au 15 décembre 2008 (la "*Full Accretion Date*"). La stratégie consiste à couvrir le montant cumulé maximal, car on suppose qu'il n'y aura pas de remboursement avant la Full Accretion Date, en raison des importantes pénalités de remboursement qu'entraînerait un remboursement anticipé (avant la Full Accretion Date).

L'instrument de couverture dans cette relation de couverture est la valeur au comptant des contrats de change à terme ("*foreign exchange forward contracts*"), telle que définie par la différence entre les taux au comptant d'ouverture et de clôture. Le risque couvert est la variabilité des flux de trésorerie exprimés en équivalents d'euros liés au montant intégralement cumulé des Senior Discount Notes à la Date de Cumul Intégral.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Le test d'efficacité de la couverture est effectué périodiquement, sur la base du taux au comptant en dollars américains, par comparaison de la variation de la valeur au comptant des contrats de change à terme avec la variation des flux de trésorerie prévus exprimés en équivalents d'euros lors du remboursement futur de la valeur totale cumulée des Senior Discount Notes. Cela implique que l'impact de l'inefficacité, avec les variations de la juste valeur des éléments à terme des contrats de change à terme, est comptabilisé directement dans la compte de résultats.

Au 31 décembre 2004, au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2002, les contrats de change à terme en cours qui répondaient aux conditions de classification en couvertures des flux de trésorerie étaient les suivants :

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
<i>Contrats d'achat à terme</i>			
Montant notionnel en dollars américains	558.000	558.000	—
Prix d'exercice moyen pondéré (dollars américains par euro)	1,1968	1,1968	—
Echéance	15 décembre 2008	15 décembre 2008	—

L'écart entre l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change à terme et la valeur au comptant sous-jacente a évolué de la manière suivante entre le 31 décembre 2002 et le 31 décembre 2004 :

	<u>Valeur de marché</u>	<u>Valeur de change</u>	<u>Juste valeur des éléments à terme des contrats de change à terme</u>
31 décembre 2002	—	—	—
Date de début des contrats de change à terme	(12.691)	—	(12.691)
31 décembre 2003	(17.819)	(4.160)	(13.659)
31 décembre 2004	(62.480)	(56.601)	(5.879)

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

L'impact des contrats de change à terme ("*foreign exchange forward contract*") a été réparti entre les postes résultats enregistrés directement en capitaux propres et le compte de résultats comme suit :

	Valeur de marché	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Compte de résultats
Date de début des contrats de change à terme	(12.691)	—	(12.691)
Variation de la juste valeur des éléments à terme des contrats de change à terme	(968)	—	(968)
Variation de la valeur au comptant jusqu'au 31 décembre 2003 . .	(4.160)	(4.160)	—
Reclassé au résultat pour compenser l'impact du change sur la valeur cumulée des Senior Discount Notes libellés en dollars américains au 31 décembre 2003	—	2.395	(2.395)
31 décembre 2003	(17.819)	(1.765)	(16.054)
Variation de la juste valeur des éléments à terme des contrats de change à terme	(7.779)	—	(7.779)
Variation de la valeur au comptant jusqu'au 31 décembre 2004 . .	(36.881)	(36.881)	—
Reclassé au résultat pour compenser l'impact du change sur la valeur cumulée des Senior Discount Notes libellés en dollars américains au 31 décembre 2004	—	23.973	(23.973)
31 décembre 2004	(62.480)	(14.674)	(47.806)

Risque de change lié aux opérations

La Société a utilisé des contrats à terme et d'option pour limiter son exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport à l'euro, pour les opérations qui entrent dans le champ de son activité quotidienne.

Les instruments financiers dérivés qui couvraient l'exposition au risque de change opérationnel au 31 décembre 2004, au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2002 étaient les suivants :

	31 décembre 2004	31 décembre 2003	31 décembre 2002
<i>Contrats d'option</i>			
Montant notionnel (en milliers de dollars américains)	8.000	12.960	—
Prix d'exercice moyen (dollars américains par euro)	1,27	1,16	—
Echéance	De janvier à juillet 2005	De janvier à mars 2004	—

Couvertures du risque de taux d'intérêt des flux de trésorerie

La Société a contracté plusieurs emprunts à taux variable. Afin de gérer son exposition aux taux d'intérêt variables, la Société a conclu des contrats de swap sur taux d'intérêt, des options plafonnées et des combinaisons de ces instruments.

En juillet 2004, la Société a conclu une restructuration de son portefeuille de contrats de swap de taux d'intérêt et de contrats cap (plafond) et collar (tunnel) afin de couvrir son exposition au risque de taux d'intérêt résultant de sa dette à taux variable. La stratégie consiste à couvrir, jusqu'en 2012, le montant non remboursé attendu du Contrat de Crédit Senior.

Les instruments de couverture dans ces relations sont l'évaluation à la valeur du marché des swaps de taux d'intérêt et la valeur intrinsèque des contrats cap (plafond) et collar (tunnel). La valeur intrinsèque des caps (plafonds) et collars (tunnels) est déterminée en interne sur la base de la courbe

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

de swaps linéaire. Le risque couvert est la variabilité des flux de trésorerie correspondant aux intérêts à payer.

L'efficacité de la couverture est déterminée au début, par la méthode de l'évaluation à la valeur de marché et a été estimée comme étant égale à 100 %.

Au 31 décembre 2004, au 31 décembre 2003 et au 31 décembre 2002, les contrats en cours étaient les suivants :

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
<i>Swaps de taux d'intérêt</i>			
Montant notionnel	472.312	471.680	279.142
Taux d'intérêt moyen à payer	4,3 %	4,0 %	4,7 %
Taux d'intérêt moyen à recevoir	2,1 %	2,1 %	3,4 %
Echéance	De 2005 à 2011	De 2005 à 2010	De 2005 à 2010
<i>Caps (plafonds)</i>			
Montant notionnel	738.138	784.235	417.757
Taux d'intérêt moyen plafond	4,0 %	4,0 %	4,2 %
Echéance	De 2005 à 2017	De 2005 à 2017	De 2002 à 2017
<i>Collars (tunnels)</i>			
Montant notionnel	450.000	—	—
Taux d'intérêt moyen plancher	2,5 %	—	—
Taux d'intérêt moyen plafond	5,4 %	—	—
Echéance	De 2009 à 2012	—	—
<i>Meilleur des swaps et caps</i>			
Montant notionnel (en milliers)	—	284.179	284.179
Fourchette de taux d'intérêt à payer	—	Entre 4,5 % et 6,1 %	Entre 4,5 % et 6,1 %
Echéance	—	En 2009	En 2009

Les meilleures combinaisons de contrats swap et cap ont été résiliées au deuxième trimestre 2004, ce qui s'est soldé par une charge de 9.300 euros.

La variation de la valeur du marché des contrats de swap sur taux d'intérêt a été prise en compte par les résultats enregistrés directement en capitaux propres à partir du début de la couverture :

	<u>Valeur de marché</u>	<u>Résultats enregistrés directement en capitaux propres</u>	<u>Compte de résultats</u>
31 décembre 2002	—	—	—
Variation de la valeur de marché	(14.683)	—	(14.683)
31 décembre 2003	(14.683)	—	(14.683)
Variation de la valeur de marché jusqu'au début de la couverture	12.349	—	12.349
Variation de la valeur de marché jusqu'au 31 décembre 2004	(11.860)	(11.860)	—
31 décembre 2004	(14.194)	(11.860)	(2.334)

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

La variation de la valeur de marché des contrats cap (plafond) et collar (tunnel) a été répartie entre les résultats enregistrés directement en capitaux propres et le compte de résultats à partir du début de la couverture :

	Valeur de marché	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Compte de résultats
31 décembre 2002	—	—	—
Variation de la valeur de marché	2.042	—	2.042
31 décembre 2003	2.042	—	2.042
Variation de la valeur de marché jusqu'au début de la couverture	(183)		(183)
Variation de la valeur monétaire depuis le début de la couverture jusqu'au 31 décembre 2004 et variation de la valeur de marché pour les instruments ne répondant pas à la qualification de couverture	(6.002)	—	(6.002)
Variation de la valeur intrinsèque jusqu'au 31 décembre 2004	(93)	(93)	—
31 décembre 2004	(4.236)	(93)	(4.143)

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte au risque de perte que la Société encourrait par suite de l'inexécution de contreparties. La Société a établi des procédures de couverture du risque de crédit de ses contreparties afin de minimiser le risque de crédit global. Ces procédures comprennent une évaluation de la situation financière d'une contrepartie potentielle, de sa cote de solvabilité et d'autres critères de crédit et outils de limitation du risque, selon ce qui est jugé approprié.

La majeure partie des actifs bruts soumis au risque de crédit est constituée par les créances sur des particuliers et des petites entreprises. Le risque de perte importante résultant de l'inexécution de ces clients n'est pas jugé probable. Des réserves pour créances irrécouvrables sont constituées pour couvrir la perte potentielle résultant du non-paiement par ces clients, sur la base de l'expérience.

En ce qui concerne le risque de crédit sur instruments financiers, la Société a pour politique de ne conclure de telles opérations qu'avec des établissements financiers européens et américains bénéficiant d'une notation élevée.

Juste valeur de marché

Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives correspondantes des instruments financiers importants de la Société étaient les suivantes :

	31 décembre 2004		31 décembre 2003		31 décembre 2002	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme (échéances à court terme incluses)	(1.631.529)	(1.741.770)	(1.715.841)	(1.744.412)	(1.354.628)	(1.354.628)
Swaps de taux d'intérêt	(14.194)	(14.194)	(14.683)	(14.683)	(12.137)	(12.137)
Caps (plafonds)	(623)	(623)	1.423	1.423	—	—
Collars (tunnels)	(3.613)	(3.613)	619	619	(374)	(374)
Meilleur des swaps et caps	—	—	(7.544)	(7.544)	(4.752)	(4.752)
Contrats de change à terme	(62.480)	(62.480)	(17.819)	(17.819)	—	—
Options de change	(224)	(224)	(230)	(230)	—	—
Total	<u>(1.712.663)</u>	<u>(1.822.904)</u>	<u>(1.754.075)</u>	<u>(1.782.646)</u>	<u>(1.371.891)</u>	<u>(1.371.891)</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

La juste valeur de nos instruments financiers dérivés a été déterminée par des banques commerciales et validée par notre direction. En ce qui concerne les contrats de change à terme répondant aux conditions de classement en comptabilité de couverture, leur valeur repose sur la courbe des swaps linéaire et sans spread de crédit supplémentaire. Dans la pratique, ces valeurs seront proches des justes valeurs fournies par nos contreparties à des instruments financiers dérivés, qui sont des banques commerciales.

Les justes valeurs de nos instruments d'emprunt à long terme sont dérivées du plus bas du prix d'achat de l'instrument concerné ou de sa valeur marchande, déterminée par son cours à chaque date d'évaluation, lorsqu'il est disponible ou, dans le cas contraire, à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés à des taux compatibles avec des échéances comparables et un risque de crédit similaire à la date d'évaluation appropriée.

Les valeurs comptables des actifs financiers classés en actifs circulants et les valeurs comptables des passifs financiers classés en dettes à court terme sont proches de la juste valeur, en raison de l'échéance courte de ces instruments. Les justes valeurs des autres instruments financiers pour lesquels les valeurs comptables et les justes valeurs n'ont pas été présentées ne sont pas significativement différentes des valeurs comptables correspondantes.

La direction a appliqué son jugement dans l'utilisation des données de marché pour élaborer des estimations de la juste valeur. En conséquence, les estimations présentées dans le présent document ne sont pas nécessairement indicatives des montants que la Société réaliserait actuellement sur le marché boursier.

10. IMPOTS SUR LE RESULTAT

Telenet Group Holding et ses filiales consolidées déposent chacune des déclarations d'impôts séparées en vertu de la législation fiscale belge. Pour les besoins de l'information financière, Telenet Group Holding et ses filiales calculent leurs actifs et passifs fiscaux respectifs sur la base de déclarations distinctes. Ces actifs et passifs sont regroupés dans les comptes consolidés joints.

La provision (profit) pour impôt sur le résultat est constituée des éléments suivants :

	Pour les exercices clôturés le 31 décembre		
	2004	2003	2002
Courant	78	—	6
Différé	<u>3.759</u>	—	—
Provision totale	<u>3.837</u>	<u>—</u>	<u>6</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

L'impact fiscal des écarts temporaires significatifs et des reports de pertes fiscales est présentée ci-dessous :

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
Actifs d'impôts différés			
Instruments financiers	9.800	11.433	6.426
Provision pour créances irrécouvrables	2.156	281	2.614
Autre	607	2.135	1.543
Crédits d'investissement	—	—	20.302
Pertes fiscales reportées	358.997	351.439	302.808
Total des actifs d'impôt différé	371.560	365.288	333.693
Provision pour réduction de valeur	(366.261)	(355.809)	(322.267)
Actifs d'impôts différés nets	<u>5.299</u>	<u>9.479</u>	<u>11.426</u>
Passifs d'impôts sur le résultat différés			
Immobilisations corporelles	5.299	9.396	10.705
Autres	—	83	721
Total des passifs d'impôts différés	<u>5.299</u>	<u>9.479</u>	<u>11.426</u>
Passifs d'impôts différés nets	<u>—</u>	<u>—</u>	<u>—</u>

Au 31 décembre 2004, les pertes fiscales reportées cumulées de Telenet Group Holding et de ses filiales s'élevaient à 1.056.185 euros. En vertu de la législation fiscale belge en vigueur, ces pertes reportées ont une durée illimitée et peuvent être utilisées pour compenser les futurs bénéfices imposables de Telenet et de ses filiales. Etant donné que Telenet Group Holding et presque toutes ses filiales n'ont jamais réalisé de bénéfice imposable important, une réduction de valeur a été comptabilisée à hauteur de 100 %, ce qui a entraîné un actif net d'impôt différé nul. La réduction de valeur a augmenté de 10.452 euros en 2004 en raison des variations des actifs et passifs d'impôt différé. Deux filiales acquises à l'occasion d'un regroupement d'entreprises antérieur ont réalisé des bénéfices imposables de 11.060 euros au cours de l'exercice et ont utilisé des pertes fiscales reportées pour parvenir à une charge d'impôt différé de 3.759 euros, comptabilisée au crédit du goodwill selon la norme SFAS 109.

A compter du 1^{er} janvier 2003, le taux de l'impôt des sociétés belge a été ramené de 40,17 % à 33,99 %. Les actifs et passifs d'impôt différé ont été calculés au 31 décembre 2002 par application du nouveau taux d'imposition, ce qui a eu un impact de 54.650 euros.

Le tableau ci-dessous présente une réconciliation de la provision (profit) pour impôt des sociétés belge aux taux légal fédéral avec la provision (profit) pour impôt sur le résultat déclaré :

	Pour les exercices clôturés le 31 décembre		
	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Economie d'impôt sur le résultat au taux légal	18.533	198.421	293.824
Amortissement, perte de valeur et autres écarts permanents non déductibles	(4.244)	(164.879)	(242.114)
Variation de la réduction de valeur	(10.452)	(33.542)	(106.360)
Variation du taux d'imposition	—	—	54.650
Total	<u>3.837</u>	<u>—</u>	<u>—</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

11. CAPITAUX PROPRES

La Société a été constituée le 1^{er} décembre 2000 et suite aux rachats de Telenet Holding, MixtICS, Canal+ et Telenet Solutions (voir Annexe 3), ses principaux actionnaires au 31 décembre 2004 étaient les suivants :

<u>Nom de l'actionnaire</u>	<u>Nombre d'actions détenues indirectement</u>	<u>Pourcentage des actions(1)</u>
Sociétés intercommunales mixtes(1)	9.799.294	34,0 %
Liberty Global Consortium(2)	6.161.943	21,4 %
GIMV NV(1)	4.304.641	14,9 %
Consortium Financier(1)	4.300.222	14,9 %
Interkabel Vlaanderen CVBA(1)	2.659.282	9,2 %
Electrabel NV(1)	1.400.000	4,9 %
Suez	120.000	0,4 %
Autre	97.037	0,3 %
Total	<u>28.842.419</u>	<u>100,0 %</u>

- (1) Les Sociétés Intercommunales Mixtes, le Consortium Financier, GIMV, Interkabel et Electrabel (ensemble, les "Actionnaires Belges") détiennent respectivement 4.204.534, 3.173.510, 3.177.929, 1.969.254 et 1.400.000 actions via les participations qu'ils détiennent dans le véhicule d'investissement qu'elles ont créé, Telenet Group Sellers Investment NV ("TGSI"). TGSI détient 13.925.227 Actions, soit 48,3 % des Actions en circulation.
- (2) Liberty Global Consortium est composé de deux filiales de Belgian Cable Investors LLC ("BCI") : Invested Belgian Cable 1 S.à. R.L. et Invested Belgian Cable 2 S.à. R.L. BCI est ultimement contrôlé par Liberty Global, Inc. BCI. Plusieurs sociétés liées à Evercore Partners, Inc. sont également membres du consortium : Evercore Capital Partners Cayman L.P., Evercore Capital Partners (NQ) Cayman L.P., Evercore Capital Offshore Partners Cayman L.P. et Evercore Co-Investment Partnership Cayman L.P. Les autres membres du consortium sont CDP Capital Communications Belgique Inc., filiale d'investissement privé de la Caisse de dépôt et placement du Québec, et ML Private Equity Associates LLC.

En décembre 2004, Cable Partners Europe cédait une participation de contrôle majoritaire dans sa filiale CAHB à une entité contrôlée par Liberty Global, Inc. Avant cette opération, CAHB était l'actionnaire de contrôle de Cable Partners Consortium, qui représentait 21,4 % des Actions. Suite à cette opération, CAHB a été renommée Belgian Cable Investors LLC et les filiales Callahan Associates Belgium 1 S.à R.L. et Callahan Associates Belgium 2 S.à R.L. de CAHB ont été respectivement renommées InvestCo Belgian Cable 1 S.à R.L. et InvestCo Belgian Cable 2 S.à R.L. Avec les autres actionnaires d'InvestCo Belgian Cable 1 S.à R.L. et InvestCo Belgian Cable 2 S.à R.L., et avec la participation dans Telenet Group Holding détenue directement par plusieurs sociétés liées à Evercore Partners, Inc. (ensemble, "InvestCo Belgian Cable"), Belgian Cable Investors LLC contrôle 21,4 % des Actions en tant qu'actionnaire majoritaire de Liberty Global Consortium.

Rémunération en actions des salariés

La Société utilise la méthode de la valeur intrinsèque prescrite par Opinion n°25 de l'APB pour comptabiliser ses plans d'options sur actions. En conséquence, l'excédent de la juste valeur des actions ordinaires de la Société à la date d'octroi sur le prix d'exercice des options sur actions est comptabilisé en charge salariale de la période d'acquisition des droits afférents aux options.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Plans 1999 et 1998

Le 23 novembre 1999 (le "Plan 1999") et le 25 novembre 1998 (le "Plan 1998"), Telenet Holding a octroyé des options à certains salariés, leur permettant d'acquérir respectivement 77.500 et 42.250 de ses actions à un prix d'exercice de 24,79 euros par action, ce qui était inférieur à leur juste valeur de marché, dans ce cadre, au moment de l'émission. Les droits afférents aux options étaient intégralement acquis en janvier 2003 pour le Plan 1999 et en mars 2002 pour le Plan 1998; ils peuvent être exercés chaque année jusqu'en 2009 et 2008, respectivement, aux mois de mars, juin, septembre et décembre, sauf pour la dernière période d'exercice qui s'étend du 1^{er} au 30 novembre.

En octobre 2001, les détenteurs d'options se sont vu octroyer le droit contractuel de céder à CAI Belgium 55 % des actions de Telenet Holding qu'ils avaient obtenues par l'exercice des options, à la juste valeur de ces actions au moment de l'exercice de l'option de vente. Cette option de vente expirait 8 jours après l'exercice des options correspondantes et ne pouvait être exercée qu'entre le 1^{er} mars 2002 et le 30 mars 2002 en ce qui concerne les options 1998 et entre le 1^{er} et le 20 janvier 2003 pour les options 1999. La juste valeur de marché était la valeur utilisée dans la dernière opération importante réalisée dans le cadre de laquelle des actions ont été émises en faveur d'une partie non liée ou, si elle était plus récente, la valeur de marché déterminée pour les besoins de l'octroi de nouvelles options sur actions aux employés.

En raison de l'octroi de l'option de vente aux salariés en octobre 2001, les plans 1998 et 1999 ont été considérés comme ayant été modifiés en ce qui concerne cette caractéristique de rachat d'actions et seront comptabilisés comme des plans variables. En conséquence, la charge de rémunération liée aux augmentations ou aux baisses de la juste valeur des actions a été comptabilisée d'octobre 2001 à mars 2002 pour le Plan 1998 et d'octobre 2001 à janvier 2003 pour le Plan 1999.

Toujours en octobre 2001 et suite à la restructuration de la Société, Telenet Holding, au nom de Telenet Group Holding, a octroyé aux détenteurs d'options des droits contractuels supplémentaires de conversion des actions qu'ils avaient obtenues par l'exercice d'options d'achat d'actions de Telenet Holding en actions de Telenet Group Holding. Le rapport de l'échange sera fonction de la juste valeur de marché de Telenet Holding et de Telenet Group Holding au moment de l'échange. Ces droits contractuels peuvent être exercés dans un délai d'un mois après l'exercice des options et expireront à l'échéance des plans 1998 et 1999.

Plan 2003

En septembre 2003, Telenet Group Holding a adopté le Plan 2003 d'octroi de droits de souscription/Warrants permettant l'acquisition de 500.000 actions de la Société. Ce plan a été annulé en décembre 2004 avant qu'aucune option ait été octroyée.

Options de Classe A et de Classe B

En août 2004, la Société a octroyé 500.000 Options de Classe A à un prix d'exercice de 20 euros par option à certains membres de la direction, leur permettant de souscrire 500.000 Certificats de Parts Bénéficiaires de Classe A (les "Options de Classe A"). Si l'on exclut 168.904 Options de Classe A dont les droits étaient acquis immédiatement dès l'octroi, la période d'acquisition des droits afférents aux Options de Classe A s'étend au maximum sur 40 mois et ces options peuvent être exercées jusqu'en juin 2009. La valeur intrinsèque de chaque Option de Classe A a été fixée à 5 euros, ce qui entraîne une charge salariale totale de 2.500 euros qui sera comptabilisée sur la période d'acquisition. Ces certificats sont échangeables contre des actions de la Société à raison d'une option contre une action, après exercice et sous réserve du respect de certaines conditions. Lors de l'exercice, ces certificats de parts bénéficiaires confèrent à leurs détenteurs le droit de recevoir des dividendes égaux aux dividendes éventuellement distribués aux détenteurs des actions de la Société.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

En décembre 2004, la Société a offert à certains membres de la direction 417.000 des 450.000 Options de Classe B autorisées, à un prix d'exercice de 25 euros par option, leur permettant de souscrire 417.000 Certificats de Parts Bénéficiaires de Classe B (les "Options de Classe B"). Sur les 417.000 Options de Classe B offertes par la Société, 361.000 avaient été acceptées en février 2005.

Tous les Plans

Le tableau ci-dessous récapitule l'activité des options sur actions de la Société pour les exercices clos le 31 décembre 2004, 2003 et 2002 :

	Options non exercées	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 1 ^{er} janvier 2002	100.915	24,79
Options exercées	(18.075)	24,79
Solde au 31 décembre 2002	82.840	24,79
Options exercées	(38.450)	24,79
Solde au 31 décembre 2003	44.390	24,79
Options de Classe A octroyées	500.000	20,00
Solde au 31 décembre 2004	<u>544.390</u>	<u>20,39</u>

Le tableau ci-après présente un résumé des informations concernant les options sur actions non exercées et susceptibles de l'être au 31 décembre 2004 :

Plan	Options non exercées			Options susceptibles d'exercice		
	Nombre en circulation	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée résiduelle	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)	Nombre en circulation	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée résiduelle	Prix d'exercice moyen pondéré (en euros)
1998	13.483	47 mois	24,79	13.483	47 mois	24,79
1999	30.907	59 mois	24,79	30.907	59 mois	24,79
Options de Classe A	500.000	54 mois	20,00	222.232	54 mois	20,00

Le tableau qui suit illustre l'effet sur la perte nette de l'application éventuelle, par la Société, des dispositions relatives à la comptabilisation à la juste valeur prévues dans la norme SFAS 123. La juste valeur de chaque octroi d'options est estimée à la date d'octroi par application du modèle de fixation des prix des options de Black-Scholes et sur la base des hypothèses suivantes pour les octrois respectivement réalisés en 1998 et en 1999 : taux d'intérêts sans risque de 4 % et 3,75 %, durées de vie prévues de 4 ans, dividende et volatilité nuls. La juste valeur de chaque Option de Classe A a été estimée à 8,46 euros à la date d'octroi, par application du modèle de Black-Scholes.

	Pour les exercices clôturés le 31 décembre		
	2004	2003	2002
Perte nette, telle que déclarée	(60.518)	(583.764)	(864.444)
Plus : Rémunération en actions, telle que déclarée, nette d'impôt	1.518	—	1.217
Moins : Rémunération en actions totale déterminée par la méthode de la juste valeur pour tous les octrois, nette d'impôt	(2.568)	—	(1.297)
Perte nette pro forma	<u>(61.568)</u>	<u>(583.764)</u>	<u>(864.524)</u>
Perte par action de base et diluée, avant incidence cumulée des modifications comptables :			
Telle que déclarée	(2,10)	(20,52)	(11,70)
Pro forma	(2,13)	(20,52)	(11,71)
Perte par action de base et diluée :			
Telle que déclarée	(2,10)	(20,52)	(51,40)
Pro forma	(2,13)	(20,52)	(51,40)

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Droits de Souscription/Warrants

Droits de Souscription Bancaires/Warrants Bancaires

Dans le cadre du Contrat de Crédit Senior obtenu en juillet 2002 (voir Annexe 7), Telenet Group Holding a émis en août 2002 un total de 100.000 droits de souscription/Warrants détachables, dont les droits étaient acquis immédiatement après l'émission. Jusqu'à la date d'expiration en août 2007, ces droits de souscription/Warrants donnaient à leurs détenteurs le droit d'acquérir un certain nombre d'actions ordinaires de la Société au prix de 0,01 euro par action. Le nombre d'actions n'aurait été connu qu'à la date d'exercice, puisqu'il reposait en définitive sur le nombre d'actions en circulation au 9 août 2002, ajusté en fonction de divers facteurs, comprenant des ajouts au titre d'actions émises après l'exercice d'autres droits de souscription/Warrants.

La valeur initiale de ces droits de souscription/Warrants, soit 46.290 euros, a été comptabilisée en réduction de la valeur comptable de la dette sous-jacente, l'écriture de compensation correspondante étant comptabilisée en capitaux propres.

Ces droits de souscription/Warrants ne sont plus détenus par les prêteurs et ont tous été annulés, sauf 15.714. Ces 15.714 droits de souscription/Warrants restants ont été transférés en règlement partiel des dettes subordonnées envers des actionnaires remboursées le 22 décembre 2003.

Droits de Souscription/Warrants de Conversion Différés et "Penny Warrants"

Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS et de l'émission des Crédits à Remboursement Différé A et B (voir Annexe 7), Telenet Group Holding a également émis, en août 2002, 1,6 million de droits de souscription/Warrants détachables supplémentaires dont l'acquisition des droits est soumise à la condition de la survenance de certains événements futurs (les "*Deferral Conversion Warrants*"), à savoir l'incapacité de la Société à s'acquitter ponctuellement de certains passifs liés à l'acquisition. Jusqu'à la date d'expiration en août 2007, ces droits de souscription/Warrants donnaient à leurs détenteurs (les vendeurs de MixtICS) le droit d'acquérir un certain nombre d'actions ordinaires de Telenet Group Holding à un prix compris entre 50 euros et 33 euros par action, sur la base d'une formule. Le nombre d'actions n'aurait été connu qu'à la date d'exercice, puisqu'il reposait en définitive sur une formule liée au cours de l'action.

En outre, parallèlement au Crédit à Remboursement Différé B (voir Note 7), Telenet Group Holding a également émis, en août 2002, un total de 6 droits de souscription/Warrants détachables (les "Penny Warrants"), dont les droits ont été acquis comme indiqué ci-dessous :

<u>Droit de Souscription/Warrant</u>	<u>Date d'acquisition des droits</u>
Warrant 1	8 décembre 2003
Warrant 2	8 décembre 2003
Warrant 3	1 ^{er} juillet 2004
Warrant 4	1 ^{er} janvier 2005
Warrant 5	1 ^{er} juillet 2005
Warrant 6	1 ^{er} janvier 2006

Jusqu'à leur date d'expiration en août 2012, ces droits de souscription/warrants donnaient à leurs détenteurs le droit d'acquérir un certain nombre d'actions ordinaires de Telenet Group Holding au prix de 0,01 euro par action. Si le Crédit à Remboursement Différé B avait été intégralement remboursé au plus tard à une certaine date d'acquisition des droits afférents à un droit de souscription/warrant, ce dernier serait automatiquement devenu caduc sans être exercé. Le nombre d'actions n'aurait été connu qu'à chaque date d'acquisition des droits, puisqu'il reposait en définitive sur le montant du Crédit à Remboursement Différé B non encore intégralement remboursé à cette date. Les deux "Penny Warrants" dont les droits ont été acquis ont été exercés en décembre 2003, ce qui a donné lieu à l'émission de 283.821 actions de Telenet Group Holding.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Conformément à ces accords, les contreparties ont également octroyé à Telenet Group Holding une option d'achat sur ces droits de souscription/warrants et sur les actions pouvant être émises suite à leur exercice. Cette option de rachat correspondait aux droits de souscription/warrants décrits ci-dessus et aurait expiré à la date où les droits de souscription/warrants seraient normalement devenus exerçables.

La valeur des warrants, soit 23.691 euros, a été initialement comptabilisée comme faisant partie du prix d'acquisition, l'écriture de compensation correspondante étant comptabilisée en capitaux propres.

Droits de Souscription/Warrants Mezzanine et GAP Warrants

Parallèlement à l'émission de l'obligation subordonnée mezzanine et à l'émission de l'obligation de couverture GAP (voir Annexe 7), Telenet Group Holding a également émis, en août 2002, un total de 2,06 millions de droits de souscription/warrants détachables, dont les droits étaient acquis immédiatement après l'émission. Jusqu'à leur date d'expiration en août 2007, les droits de souscription/warrants mezzanine et les droits de souscription/warrants GAP donnaient à leurs détenteurs le droit d'acquérir un certain nombre d'actions ordinaires de Telenet Group Holding à un prix compris respectivement entre 50 euros et 33 euros par action et entre 50 euros et 25 euros par action, sur la base de formules. Le nombre d'actions ne serait connu qu'à la date d'exercice puisqu'il reposait en définitive sur une formule liée au cours de l'action.

Par ailleurs, les droits de souscription/warrants mezzanine donnaient également à leurs détenteurs le droit de choisir entre deux prix d'exercice : 50 euros ou 0,01 euro par action. Toutefois, s'ils optaient pour ce dernier prix, ces droits de souscription/warrants ne donneraient à leur détenteur que le droit de souscrire un nombre réduit d'actions.

La valeur initiale de ces droits de souscription/warrants, soit 43.502 euros, a été comptabilisée en réduction de la valeur comptable de la dette sous-jacente, l'écriture de compensation correspondante étant comptabilisée en capitaux propres.

Droits de Souscription/Warrants de Protection des Prix

Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS, Telenet Group Holding a également émis 240 droits de souscription/warrants détachables supplémentaires dont l'acquisition des droits est soumise à la condition de l'occurrence de certains événements futurs (voir Annexe 7), à savoir la cession d'actions ordinaires en dessous d'un prix défini. Ces droits de souscription/warrants assuraient à leur détenteur une protection intégrale contre la dilution par indexation à la hausse portant sur un total de 4.840.000 actions ordinaires à un prix compris entre 50 euros et 25 euros par action en cas d'augmentation en numéraire du capital de Telenet Group Holding réalisée pendant la période débutant le 9 août 2002 (non compris) (la date d'émission) et s'achevant le 30 juin 2003 (inclus).

Jusqu'à la date d'expiration le 31 janvier 2003, ces droits de souscription/warrants donnaient à leurs détenteurs (vendeurs de MixtICS) le droit d'acquérir un certain nombre d'actions ordinaires de la Telenet Group Holding au prix de 0,01 euro par action en cas d'intervention de l'événement décrit plus haut. Le nombre d'actions n'aurait été connu qu'à la date d'exercice, puisqu'il reposait en définitive sur une formule liée au cours de l'action.

Droits de Souscription/Warrants Callahan

Dans le cadre de l'Acquisition Telenet Holding, Telenet Group Holding a octroyé des droits de souscription/warrants détachables à Investco Belgian Cable (anciennement CAI Belgium) pour l'acquisition de 7.088.001 actions ordinaires à un prix d'exercice de 100 euros par action. Les droits de souscription/warrants devaient expirer au plus tard en 2011, une accélération étant prévue si les Obligations de Fournisseur dues aux anciens actionnaires de Telenet Group Holding n'étaient pas remboursées cinq ans après leur émission. Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS, tous ces droits de

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

souscription/warrants ont été annulés en août 2002. La valeur des droits de souscription/warrants était incluse dans le capital d'apport.

Droits de Souscription/Warrants d'Obligations Subordonnées

Parallèlement à l'émission des Senior Notes et des Senior Discount Notes, ainsi qu'à la modification du Contrat de Crédit Senior, tous les droits de souscription/warrants dont les droits sont acquis et non exercés qui ont été émis en août 2002, comme indiqué plus haut, ont été échangés contre 3.426.000 droits de souscription/Warrants d'Obligations Subordonnées nouvellement émis. Tous les droits de souscription/warrants émis précédemment et dont les droits n'avaient pas été acquis au 22 décembre 2003 ont été annulés à cette date.

Dans le cadre de l'échange de droits de souscription/warrants dont les droits sont acquis, la Société a comptabilisé une charge de 8.040 euros, incluse dans le poste Autres Charges Financières du Compte de résultats Consolidé. Le montant de la charge est fonction de la différence entre la juste valeur (telle que définie suivant le modèle de fixation des prix de Black-Scholes) des droits de souscription/Warrants d'Obligations Subordonnées nouvellement émis et la juste valeur des anciens droits de souscription/warrants restitués par leurs détenteurs en échange des droits de souscription/Warrants d'Obligations Subordonnées nouvellement émis.

Les droits afférents à chaque droit de souscription/Warrant d'Obligations Subordonnées ont été intégralement acquis lors de l'émission et chaque Droit est échangeable à tout moment contre une action de Telenet Group Holding à un prix d'exercice de 40,00 euros jusqu'au 9 août 2009.

12. CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de la Société est constitué des éléments suivants :

	Pour les exercices clôturé le 31 décembre		
	2004	2003	2002
Télévision par câble :			
— Abonnés de base(1)	197.373	177.950	60.599
— Abonnés "premium"	58.776	5.032	—
— Distributeurs	8.817	9.822	3.588
Particuliers :			
— Internet	192.288	147.882	101.104
— Téléphonie	157.213	125.043	112.414
Professionnels	66.658	36.576	29.387
	<u>681.125</u>	<u>502.305</u>	<u>307.092</u>

Les produits générés par les services de téléphonie aux particuliers comprennent également des droits d'interconnexion générés par la clientèle professionnelle.

- (1) Les abonnés aux services de télévision par câble de base sont essentiellement des particuliers, mais comprennent également une faible proportion de professionnels.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Le tableau ci-dessous présente les produits à reporter par la Société :

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
Télévision par câble :			71.290
— Abonnés de base	104.852	88.765	—
— Abonnés “premium”	7.293	7.054	—
Internet	6.163	4.737	3.170
Téléphonie	1.440	955	637
Professionnels	2.052	2.636	226
Total	<u>121.800</u>	<u>104.147</u>	<u>75.323</u>
Part à court terme	113.835	99.358	72.564
Part à long terme	<u>7.965</u>	<u>4.789</u>	<u>2.759</u>

La part à long terme des produits à reporter est incluse dans le poste Autres Passifs des Bilans Consolidés. Les produits à reporter sont généralement des droits acquittés d'avance par les clients et, comme indiqué dans la Annexe 2, figurent dans le compte de résultat sur une base linéaire pendant la période service correspondante.

13. PLANS D'AVANTAGES SOCIAUX POUR LES EMPLOYÉS

Dans le cadre de l'Acquisition MixtICS en août 2002, la Société a conclu un contrat de service et de transfert avec Electrabel. Aux termes de ce contrat, Electrabel s'est engagée à fournir certains services d'exploitation (installation, maintenance et services de centre d'appel) à la Société du 9 août 2002 au 1^{er} avril 2004, date à laquelle les salariés d'Electrabel qui fournissaient des services d'exploitation à la Société ont été transférés à Telenet NV.

Au vu de l'état actuel des négociations entre Electrabel et la Société et des informations recueillies par la Société, cette dernière a comptabilisé au deuxième trimestre 2004 une charge non récurrente de 2.923 euros répartie entre charges d'exploitation et frais de vente, frais généraux et administratifs, sur la base de la meilleure estimation de la direction des obligations reprises au titre des plans d'avantages sociaux après leur transfert intervenu le 1^{er} avril 2004. Les plans de prestations aux salariés repris comprennent des plans de prestations en cas de décès et des plans de pension à prestations déterminées comptabilisés conformément à la norme SFAS 87, des primes d'assurance des soins de santé et d'autres avantages sociaux comptabilisés dans le cadre des plans de prestations après départ à la retraite conformément à la norme SFAS 106, des primes d'ancienneté comptabilisées par application de la méthode de répartition des prestations et des plans de départ anticipé à la retraite comptabilisés par application de la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs. La Société a engagé des frais de service d'environ 1.050 euros par trimestre à partir du deuxième trimestre 2004 au titre de ces plans d'avantages sociaux repris. Ces frais trimestriels pourraient toutefois être réduits à l'issue des négociations en cours entre Electrabel et la Société. Une partie de ces frais trimestriels était couverte par le précédent Contrat de Service et de Transfert conclu avec Electrabel.

Outre les plans précités, la Société propose d'autres plans à prestations définies et plans à cotisations définies à ses salariés, ses administrateurs et à certains membres de son équipe de direction. Par le passé, la Société a comptabilisé un plan à prestations définies comme un plan à cotisations définies, en raison de sa faible importance. Elle le comptabilise désormais comme un plan à prestations définies conformément à la norme SFAS 87, avec le plan à prestations définies repris d'Electrabel; la Société a inclus des informations sur les plans à prestations définies en 2003 et 2002, alors que ceux-ci étaient jusque là comptabilisés comme un plan à cotisations définies. Les actifs de ce plan sont détenus dans des fonds distincts, financés par les versements des participants et de la Société.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

La Société offre un certain nombre de plans de retraite à ses salariés, ses administrateurs et certains membres de son équipe de direction. La Société offre à la fois des plans à prestations définies et à cotisations définies. Les plans de retraite à prestations définies versent des prestations aux salariés lors de leur départ à la retraite, sur la base de formules calculées à partir de l'ancienneté et des taux de rémunération à l'approche de la retraite. Les actifs de ces plans sont détenus dans des fonds distincts, financés par les versements des participants et de la Société. Outre les montants présentés dans les tableaux ci-dessous pour les plans à prestations définies et les plans à cotisations définies après départ à la retraite, des provisions d'un montant total de 8.925 euros sont incluses dans le poste Autres Passifs au 31 décembre 2004 pour les primes d'ancienneté et les plans de départ anticipé à la retraite.

Variations des obligations de prestations pour les exercices clôturés le 31 décembre :

	Plans à prestations définies			Plans de prestations postérieures à l'emploi
	2004	2003	2002	2004
Obligation de prestations prévue en début d'exercice	410	287	213	—
Coût des prestations au titre des services (net)	1.787	181	178	1.788
Charge d'intérêts	77	15	12	67
Cotisations des participants au plan	40	42	40	—
Perte actuarielle (gain)	(23)	—	(82)	—
Prestations payées	(26)	(115)	(74)	—
Obligation de prestations prévue en fin d'exercice	<u>2.265</u>	<u>410</u>	<u>287</u>	<u>1.855</u>

Variations des actifs du plan pour les exercices clôturés le 31 décembre :

	Plans à prestations définies			Plans de prestations postérieures à l'emploi
	2004	2003	2002	2004
Juste valeur des actifs du plan en début d'exercice	317	213	153	—
Rendement réel des actifs du plan	(11)	15	(77)	—
Cotisations de la Société	1.142	161	171	—
Cotisations des participants au plan	40	43	40	—
Prestations payées	(26)	(115)	(74)	—
Juste valeur des actifs du plan en fin d'exercice	<u>1.462</u>	<u>317</u>	<u>213</u>	<u>—</u>

Etat du financement et montants comptabilisés dans le bilan au 31 décembre :

	Plans à prestations définies			Plans de prestations postérieures à l'emploi
	2004	2003	2002	2004
Part de l'obligation de prestations supérieure au montant des actifs	(803)	(93)	(74)	(1.855)
Perte (gain) actuarielle non reconnu	101	60	62	—
Coût des prestations accumulées	<u>(702)</u>	<u>(33)</u>	<u>(12)</u>	<u>(1.855)</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Hypothèses de moyennes pondérées utilisées pour déterminer les obligations de prestations au 31 décembre :

	Plans à prestations définies			Plans de prestations postérieures à l'emploi
	2004	2003	2002	2004
Taux d'actualisation	4,87 %	5,25 %	5,25 %	5,00 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,13 %	3,50 %	3,50 %	3,00 %
Taux d'inflation sous-jacente	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Augmentation des prestations d'assurance-maladie	—	—	—	2,50 %
Augmentation de la réduction tarifaire	—	—	—	0,25 %

Hypothèses de moyennes pondérées utilisées pour déterminer le coût net des prestations périodiques pour les exercices clôturés le 31 décembre :

	Plans à prestations définies			Plans de prestations postérieures à l'emploi
	2004	2003	2002	2004
Taux d'actualisation	5,07 %	5,25 %	5,50 %	5,00 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,13 %	3,50 %	3,50 %	3,00 %
Rendement attendu des actifs du plan	4,92 %	4,75 %	5,00 %	—
Taux d'inflation sous-jacente	2,00 %	2,00 %	2,00 %	2,00 %
Augmentation des prestations d'assurance-maladie	—	—	—	2,50 %
Augmentation de la réduction tarifaire	—	—	—	0,25 %

Les hypothèses de taux de frais de santé ont une incidence significative sur les montants comptabilisés au titre des plans de prestations d'assurance-maladie. Une variation d'un point de pourcentage de ces taux aurait les effets suivants :

	1 point de pourcentage	
	Augmentation	Baisse
Effet sur les intérêts totaux et le coût des prestations au titre des services	54	(40)
Effet sur l'obligation de prestations après le départ à la retraite	450	(342)

Composantes du coût/(produit) net des prestations périodiques pour les exercices clôturés le 31 décembre :

	Plans à prestations définies			Plans de prestations postérieures à l'emploi
	2004	2003	2002	2004
Coût des prestations au titre des services	1.787	181	179	1.788
Charge d'intérêts	77	15	12	67
Rendement prévu des actifs du plan	(53)	(15)	(13)	—
Amortissement de la perte (du gain) actuariel(le) net(te)	—	2	2	—
Coût net périodique des prestations	<u>1.811</u>	<u>183</u>	<u>180</u>	<u>1.855</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Cotisations et paiements de prestations attendus au 31 décembre 2004 :

La Société prévoit d'apporter 1.148 euros de cotisations à ses plans à prestations définies et 19 euros à ses autres plans de prestations postérieures à l'emploi en 2005. Il est prévu de servir les prestations suivantes, qui correspondent aux services futurs attendus, selon le cas :

	Plans à prestations définies	Plans de prestations postérieures à l'emploi
2005	318	19
2006	406	36
2007	552	56
2008	707	84
2009	1.076	109
Années 2010-2014	5.739	304
Total	<u>8.798</u>	<u>608</u>

Les actifs, l'obligation de prestations prévue et l'obligation de prestations cumulée au titre des plans de pension dont les obligations de prestations cumulées sont supérieures aux actifs du plan s'élevaient respectivement à 1.002 euros, 1.659 euros et 1.095 euros au 31 décembre 2004. Les actifs du plan ont dépassé les obligations de prestations cumulées au 31 décembre 2003.

Les actifs du plan sont intégralement investis dans des contrats d'assurance au 31 décembre 2004, 2003 et 2002.

14. PERTE PAR ACTION

Les effets des Options de Classe A, des options sur actions aux termes des Plans 1999 et 1998 et des droits de souscription/warrants mentionnés dans la Annexe 11 n'ont pas été inclus dans le calcul de la perte diluée par action des exercices clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002 en raison de leur effet anti-dilutif.

Les actionnaires de la Société ont approuvé un fractionnement d'actions selon un ratio trois-pour-un le [•] septembre 2005. Voir Annexe 18 événements importants survenus après la clôture.

Perte nette par action, de base et diluée, sur une base pro-forma, en donnant effet au fractionnement d'actions selon un ratio 3 pour 1 :

	Pour les exercices clôturés le 31 décembre		
	<u>2004</u>	<u>2003</u>	<u>2002</u>
Perte de base et diluée avant effet cumulatif des changements comptables, par action :			
Pro-forma :	<u>(0,70)</u>	<u>(6,84)</u>	<u>(3,90)</u>
Perte de base et diluée par action			
Pro-forma :	<u>(0,70)</u>	<u>(6,84)</u>	<u>(17,13)</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

15. AUTRES PASSIFS, ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONDITIONNELLES

Litige afférent aux droits d'auteur

Au premier semestre 2004, la Société, avec d'autres câblo-opérateurs belges, a conclu des négociations avec certains diffuseurs et agences de collecte de droits d'auteur en Belgique qui ont déterminé les droits d'auteur à payer par les câblo-opérateurs, qui représentaient la grande majorité des demandes existant antérieurement.

La Société est en litige avec des agences de collecte de droits d'auteur et des diffuseurs de moindre envergure et a conclu un accord de principe sur certaines des modalités existantes.

Au 31 décembre 2004, la Société présentait toujours une provision de 30.236 euros au titre des autres passifs, correspondant aux montants que la Société prévoit de payer du fait des transactions précitées.

En juillet 2004, la *CVBA Vereniging voor de inning, repartitie en de verdediging van de vertolkende en uitvoerende kunstenaars* (l' "Association pour la collecte, la distribution et la protection des droits des artistes et interprètes") ("Uradex") a déposé une plainte contre la *Beroepsvereniging voor Radio en Televisiedistributie* (l' "Association belge des distributeurs de radio et de télévision") (la "RTD"), pour 55.000 euros, plus intérêts, concernant des droits voisins dus par les membres de la RTD aux artistes et interprètes représentés par Uradex au cours de la période comprise entre août 1994 et fin juillet 2004 (la "Période"). Sur base de la part de marché détenue par la Société au cours de la Période, la part du montant total de la plainte incombant à Telenet devrait s'élever à environ 24.000 euros plus intérêts.

La Société conteste les allégations du plaignant et entend se défendre énergiquement dans ce procès. Selon la Société, le règlement de cette affaire n'aura pas d'effet négatif significatif sur sa position financière consolidée ou le résultat de ses opérations. Bien que la Société ne puisse pas garantir que le demandeur n'aura pas gain de cause, sur la base de l'analyse de sa responsabilité potentielle, elle a décidé de n'enregistrer aucune dette ou provision relative à cette plainte.

Litige afférent à l'interconnexion

La Société a été engagée dans des procédures judiciaires avec Belgacom, portant sur l'augmentation des frais d'interconnexion facturés depuis août 2002 aux opérateurs de téléphonie pour l'acheminement de communications à destination d'utilisateurs finaux du réseau de la Société.

Telenet a obtenu en août 2002 l'agrément de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (IBPT) pour l'augmentation de ses tarifs d'interconnexion pour les appels domestiques entrants. Belgacom a augmenté les tarifs facturés à ses clients de téléphonie qui appellent des numéros Telenet, afin de refléter le coût accru des prix de fin de communication.

Belgacom a contesté l'augmentation des prix de fin de communication interconnectée décidée par la Société devant le Tribunal de Commerce de Malines, en invoquant une tarification abusive. Belgacom a également contesté l'approbation, par l'IBPT, de l'augmentation des prix d'acheminement des communications domestiques interconnectées de Telenet devant le Conseil d'Etat (de l'IBPT), qui est la plus haute juridiction administrative de Belgique. Le Conseil d'Etat pourrait confirmer la décision de l'IBPT ou renvoyer l'affaire devant l'IBPT pour réexamen. Le Conseil d'Etat a rejeté une requête en référé de Belgacom demandant la suspension de l'application de l'augmentation des prix d'interconnexion.

Le 20 janvier 2004, le Président du Tribunal de Commerce de Malines a rendu un jugement dans l'affaire, dont l'audience avait eu lieu le 23 septembre 2003, dans laquelle Belgacom contestait la validité des tarifs d'interconnexion pratiqués par Telenet. Le jugement a conclu à l'absence d'indication que les tarifs d'interconnexion pratiqués par Telenet contreviennent à la loi sur les pratiques du commerce, au droit de la concurrence ou à la réglementation sur les prix, comme invoqué par Belgacom. Pour ces motifs, le juge a déterminé que les droits potentiels de Belgacom se limitaient à des droits de nature contractuelle sur lesquels le juge qui a entendu l'affaire n'avait pas compétence, eu

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

égard à la nature de la procédure instituée par Belgacom. Le juge a donc rejeté la demande. Telenet n'est pour le moment pas tenue de modifier les tarifs d'interconnexion qu'elle facture actuellement à Belgacom et qui ont été approuvés en 2002 par l'IBPT.

Belgacom a interjeté de ce jugement en avril 2004 et l'affaire a été entendue le 7 janvier 2005. Le 17 mars 2005, la Cour d'Appel d'Anvers rejetait les demandes de Belgacom. Bien que Belgacom conserve le droit de se pourvoir en cassation, il n'est pas prévu que le résultat de ce nouveau recours soit connu avant 2007.

16. PARTIES LIEES

Identification des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent essentiellement ceux de ses actionnaires qui détiennent plus de 10 % des droits de vote de la Société, à savoir GIMV, les MIC et les PIC, Investco Belgian Cable et Electrabel au titre de la participation directe et indirecte détenue par cette dernière dans la Société. Suez est réputée être une partie liée du fait de la participation directe qu'elle détient dans la Société et de sa participation indirecte dans Electrabel. Suite à la cession de leur participation dans Telenet en décembre 2004, Cable Partners Europe L.L.C. ("CPE") (anciennement Callahan Associates International L.L.C.) et Callahan InvestCo Belgium 1 S.à R.L. ("CIB") ont cessé d'être des parties liées.

Opérations avec des parties liées

Les opérations avec Interkabel et les PIC concernent essentiellement les commissions de clientèle et d'annuité facturées par les PIC. Avant l'Acquisition MixtICS, les opérations avec les MIC étaient liées aux commissions de clientèle. En outre, la Société détenait environ 60 % de l'Amélioration HFC des MIC. Les MIC jouaient le rôle d'agent de la Société et lui refacturaient environ 60 % des investissements dans l'Amélioration des HFC.

Les opérations avec CPE comprennent le paiement des frais de transaction liés à l'Acquisition MixtICS. En outre, Telenet Operaties et CPE ont conclu un Contrat de Services Stratégiques daté du 31 mars 2001 (le "Contrat de Gestion"), aux termes duquel CPE fournit des conseils stratégiques et son assistance à l'expansion, au développement et à la croissance de la Société.

Les frais d'opération liés à l'Acquisition MixtICS comprennent les paiements à CPE (1.497 euros) et aux MIC (3.440 euros).

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)
Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Le tableau ci-dessous récapitule les soldes importants avec des parties liées :

Bilans

	31 décembre 2004	31 décembre 2003	31 décembre 2002
Acquisitions d'immobilisations corporelles auprès d'Electrabel . . .	—	—	15.550
Immobilisations incorporelles			
Droits d'utilisateur réseau—PIC	97.117	101.334	71.795
Clients			
PIC	18	131	—
Electrabel	111	233	—
Suez	326	1.319	—
Consortium financier	—	21	—
Autres	—	1.593	—
Autres créances			
Electrabel	8.039	2.771	—
Fournisseurs			
PIC	1.929	1.825	3.223
Electrabel	2.640	2.329	—
Suez	1.379	1.832	—
CPE	2.753	17	—
Autres	—	—	(944)
Charges à imputer			
PIC	409	1.850	437
Electrabel	2.250	62	—
Autres	660	210	—
Consortium financier	—	23	—
Dette à long terme échéant dans l'année			
Commission d'annuité—PIC	4.617	3.689	2.093
Commission de clientèle—PIC	1.368	1.102	2.573
Baux de tête de ligne—PIC	—	438	206
Dette à long terme			
Commission d'annuité—PIC	52.664	45.289	27.497
Commission de clientèle—PIC	42.379	40.945	27.502
Baux de tête de ligne—PIC	6.048	6.306	6.037

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Le tableau ci-dessous récapitule les opérations importantes réalisées avec des parties liées au cours de la période :

Comptes de résultats

	Pour les exercices clôturés le 31 décembre		
	2004	2003	2002
Exploitation			
Baux et autres charges d'exploitation—MIC	—	—	5.032
Baux et autres charges d'exploitation—PIC	7.834	5.394	3.904
Baux et autres charges d'exploitation—Electrabel	5.943	1.445	—
Frais de gestion—CPE	5.187	2.909	4.552
Honoraires de conseil—CPE	254	593	—
Honoraires de conseil—CIB	—	606	—
Honoraires juridiques—CIB	—	—	9.343
Autres charges d'exploitation—Suez	2.742	—	—
Autres charges d'exploitation—Autres	—	123	—
Contrat de Service—Electrabel	18.083	79.924	20.314
Autres produits d'exploitation—Consortium financier	—	263	—
Autres produits d'exploitation—PIC	—	328	—
Autres produits d'exploitation—Suez	1.784	214	—
Autres produits d'exploitation—Electrabel	—	78	—
Charge d'intérêt			
MIC	—	38.857	7.911
PIC	7.963	7.130	5.980
CPE	—	407	144
Consortium financier	—	1.216	1.560
GIMV	—	3.049	2.208
Autres charges financières			
Consortium financier	—	3.259	—
MIC	—	24.608	—
GIMV	—	9.204	—
Autres	—	2.230	—
Produits financiers Electrabel	2.484	—	—

17. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LES EMPLOYES

Le nombre moyen d'employés (Equivalents Temps Plein (ETP)) engagés par la Société durant les trois dernières années comptables était de :

<u>Année</u>	<u>ETP</u>
2004	1.257
2003	728
2002	797

Rémunération de la direction

Durant l'exercice clôturé le 31 décembre 2004, un montant de 2,8 millions d'euros a été versé comme rémunération du senior management, incluant les rémunérations brutes, les primes, les taxes sociales patronales et les autres rémunérations en nature.

En outre, les actionnaires de Telenet Group Holding ont approuvé deux plans d'option en mai et décembre 2004 par lesquels le Conseil d'administration a accordé 500.000 Class A Options à la

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS (suite)

Pour les exercices clôturés les 31 décembre 2004, 2003 et 2002
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

direction et 361.000 Class B Options aux cadres. Les 500.000 Class A Options ont été attribuées à quatre membres de notre direction, dont 320.000 à notre *Chief Executive Officer*. Les 361.000 Class B Options ont été attribuées à approximativement 35 cadres qui ne sont pas des dirigeants. Ces options permettent à leurs titulaires de souscrire à 500.000 Class A Profit Certificates et 361.000 Class B Profit Certificates, sous certaines conditions. Suite à l'exercice des options et sous réserve du respect d'une durée minimum de détention de 5 mois, les Class A Profit Certificates et les Class B Profit Certificates peuvent être convertis en Actions de Telenet Group Holding.

18. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRES LA CLOTURE

Le 31 mars 2005, la Société a modifié les modalités du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Facility Agreement*") et remboursé par anticipation 100.000 euros sur le solde impayé des tranches A et B et un montant net de 5.000 euros sur les soldes impayés combinés des tranches C2 et E, ce qui a entraîné une réduction du solde impayé de 740.000 euros à 635.000 euros. La Société a annulé la tranche C2—solde non tiré compris—et porté le crédit revolving engagé disponible dans le cadre de la tranche D de 100.000 euros à 200.000 euros, ce qui a entraîné une augmentation des crédits engagés non tirés de 140.000 à 200.000 euros. En outre, la Société a obtenu de ses prêteurs de premier rang un crédit d'acquisition et de liquidité disponible de 150.000 euros dans le cadre de la tranche C et a réduit les marges applicables aux tranches A, B, D et E.

Engagement d'acquisition de terrains

En mars 2005, Telenet NV a conclu un contrat d'acquisition de terrains lié à un projet de construction de bureaux supplémentaires à côté de son siège actuel de Malines. Le prix d'achat du terrain a été fixé à 5,3 millions d'euros et sera exigible sous réserve de la réception des permis de bâtir et des permis environnementaux adéquats, y compris les certificats de composition du sol, au plus tard le 30 juin 2006.

Simplification de la structure légale de la Société

En vue de simplifier la structure sociétaire interne de la Société et de l'aligner sur le fonctionnement opérationnel, la Société a effectué les fusions de MixtICS et PayTVCo avec Telenet NV au courant du mois de juillet 2005 avec effet au 1^{er} janvier 2005.

Introduction en bourse

Le 20 septembre 2005, les actionnaires de la Société ont approuvé l'introduction en bourse en Belgique, l'offre aux investisseurs institutionnels aux Etats-Unis conformément à la Rule 144A de l'US Securities Act de 1933, tel que modifié (le "*Securities Act*"), et l'offre aux investisseurs institutionnels en dehors des Etats-Unis conformément à la Regulation S ("*Regulation S*") du Securities Act.

Fractionnement d'actions

Le 20 septembre 2005, les actionnaires de la Société ont approuvé le fractionnement des actions selon un ratio trois-pour-un qui prendra effet à la date de clôture de l'introduction en bourse. Les nombres d'actions, d'options et de warrants présentés dans ces comptes ne prennent pas encore en compte l'effet du fractionnement.

RAPPORT DU COMMISSAIRE

Aux Actionnaires et au Conseil d'Administration de Telenet Group Holding NV :

Nous avons procédé à un examen limité du bilan consolidé abrégé de Telenet Group Holding NV et ses filiales (la "Société") au 30 juin 2005, du compte de résultats consolidés abrégé pour chacune des périodes de trois mois et de six mois clôturées le 30 juin 2005 et le 30 juin 2004, le tableau des flux de trésorerie consolidés abrégé pour les périodes de six mois clôturées le 30 juin 2005 et le 30 juin 2004 et le tableau des variations des capitaux propres consolidé pour la période de six mois clôturée le 30 juin 2005. L'établissement de cette information intermédiaire relève de la responsabilité de la direction de la Société.

Notre examen limité a été effectué conformément aux normes promulguées par l'American Institute of Certified Public Accountants ("AICPA") et a donc consisté principalement en une analyse, une comparaison et une discussion de l'information financière avec les responsables financiers et comptables. Dès lors, il a été moins étendu qu'un audit effectué conformément aux normes de révision généralement admises, qui aurait eu pour but d'exprimer une opinion sur les états financiers dans leur ensemble. Par conséquent, nous n'exprimons pas une telle opinion.

Nos travaux n'ont pas révélé d'éléments qui impliqueraient que des corrections significatives de l'information intermédiaire seraient nécessaires pour que celle-ci soit en conformité avec les principes comptables généralement admis aux Etats-Unis.

Le 22 août 2005, sauf pour Note 17
pour laquelle la date est le 20 Septembre 2005

PricewaterhouseCoopers Réviseurs d'Entreprises
Représentée par,

B. Gabriëls

TELENET GROUP HOLDING NV
BILANS CONSOLIDES ABREGES
(en milliers d'euros)

	<u>30 juin 2005</u> (non audité)	<u>31 décembre 2004</u>
ACTIF		
ACTIFS CIRCULANTS :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	74.308	145.188
Créances, nettes des provisions pour créances douteuses de 16.978 et 15.544 respectivement au 30 juin 2005 et au 31 décembre 2004	93.569	84.787
Autres actifs circulants (Annexe 3)	22.825	23.635
Total actifs circulants	190.702	253.610
IMMOBILISATIONS CORPORELLES, valeur nette (Annexe 4)	951.758	960.776
GOODWILL, valeur nette (Annexe 5)	1.019.961	1.028.145
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES, valeur nette (Annexe 5)	258.609	274.209
CHARGES FINANCIERES DIFFEREES	53.383	63.845
AUTRES ACTIFS	959	1.009
TOTAL DE L'ACTIF	<u>2.475.372</u>	<u>2.581.594</u>
PASSIF		
PASSIFS COURT TERME :		
Dette à long terme échéant dans l'année (Annexe 6)	7.254	6.929
Dettes commerciales	134.868	145.696
Charges à imputer et autres passifs court terme (Annexe 7)	114.532	149.290
Produits à reporter (Annexe 11)	124.430	113.835
Total passifs court terme	381.084	415.750
DETTE A LONG TERME, MOINS PART ECHEANT DANS		
L'ANNEE (Annexe 6)	1.564.289	1.624.600
AUTRES PASSIFS (Annexe 13)	51.048	51.018
CAPITAUX PROPRES		
Capital d'apport 28.842.419 actions ordinaires en circulation au 30 juin 2005 et au 31 décembre 2004	2.309.899	2.309.899
Rémunération différée en actions (Annexe 10)	(617)	(982)
Résultats enregistrés directement en capitaux propres accumulés	(9.057)	(26.627)
Pertes reportées	(1.821.274)	(1.792.064)
Total des capitaux propres	478.951	490.226
TOTAL DU PASSIF	<u>2.475.372</u>	<u>2.581.594</u>

Voir Annexes aux comptes consolidés abrégés.

TELENET GROUP HOLDING NV
COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS ABREGÉS
(en milliers d'euros)

	Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	2005	2004
	(non audité)	
CHIFFRE D'AFFAIRES (Annexe 11)	358.829	335.372
FRAIS ET CHARGES		
Exploitation (hors amortissement et dotation aux amortissements)	(126.318)	(120.499)
Frais de vente, frais généraux et administratifs(1)	(62.562)	(63.150)
Amortissement des immobilisations corporelles	(73.951)	(79.954)
Amortissement et dépréciation des immobilisations incorporelles	(19.184)	(16.741)
Total des frais et charges	(282.015)	(280.344)
RESULTAT D'EXPLOITATION	76.814	55.028
AUTRES PRODUITS (CHARGES)		
Charge d'intérêt, nette	(81.742)	(82.562)
Gain (perte) de change	(16.039)	(10.254)
Total autres produits (charges)	(97.781)	(92.816)
PERTE NETTE AVANT IMPOT SUR LES RESULTATS	(20.967)	(37.788)
IMPOTS SUR LE RESULTAT	(8.243)	(109)
PERTE NETTE	(29.210)	(37.897)
PERTE NETTE, DE BASE ET DILUEE, PAR ACTION :		
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	28.842.419	28.842.419
Perte nette par action	(1,01)	(1,31)

(1) Dont respectivement 365 euros et 0 euro d'amortissement de la rémunération différée en actions pour le semestre clos le 30 juin 2005 et 2004.

Voir Annexes aux comptes consolidés abrégés.

TELENET GROUP HOLDING NV
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE ABREGE
(en milliers d'euros, sauf données par action)

	Capital d'apport		Perte cumulée	Rémunération différée en actions	Résultats enregistrés directement en capitaux propres	Total	Perte globale totale
	Actions	Montant					
	(en milliers d'euros, sauf données par action)						
1 ^{er} janvier 2004	28.842.419	2.307.399	(1.731.546)	—	(1.765)	574.088	
Rémunération différée en actions lors de l'octroi de certificats	—	2.500	—	(2.500)	—	—	
Amortissement de la rémunération différée en actions	—	—	—	1.518	—	1.518	
Perte nette latente sur contrats dérivés	—	—	—	—	(24.862)	(24.862)	(24.862)
Perte nette	—	—	(60.518)	—	—	(60.518)	(60.518)
Perte globale totale	—	—	—	—	—	—	(85.380)
31 décembre 2004	28.842.419	2.309.899	(1.792.064)	(982)	(26.627)	490.226	
Amortissement de la rémunération différée en actions	—	—	—	365	—	365	
Plus-value nette latente sur contrats dérivés	—	—	—	—	17.570	17.570	17.570
Perte nette	—	—	(29.210)	—	—	(29.210)	(29.210)
Perte globale totale	—	—	—	—	—	—	(11.640)
30 juin 2005	28.842.419	2.309.899	(1.821.274)	(617)	(9.057)	478.951	

Voir Annexes aux comptes consolidés abrégés.

TELENET GROUP HOLDING NV
TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDE ABREGE
(en milliers d'euros)

	Pour le semestre clôturé le	
	30 juin 2005	30 juin 2004
	(non audité)	
VARIATION DE LA TRESORERIE D'EXPLOITATION :		
Perte nette	(29.210)	(37.897)
Ajustements de réconciliation de la perte nette à la trésorerie nette générée par les activités d'exploitation :		
Dépréciation, amortissement et perte de valeur	93.135	96.695
Provisions pour passifs et charges	(1.710)	(7.056)
Augmentation (réduction) des réductions pour créances douteuses	1.434	1.275
Amortissement des charges financières	5.160	6.051
Elimination des charges financières	6.799	—
Charge financière cumulée	16.893	15.400
(Plus-value)/Moins-value sur instruments dérivés, nette	(14.154)	1.972
Gain (perte) de change latent(e)	33.428	6.959
Impôts différés	8.184	—
Rémunération en actions différée	365	—
Variations des actifs et passifs d'exploitation, nettes des effets des acquisitions :		
Créances	(10.216)	(14.973)
Autres actifs circulants	860	5.240
Produits à reporter	12.335	21.439
Dettes commerciales	(10.828)	(10.215)
Charges à imputer et autres passifs court terme	(3.034)	23.462
Trésorerie nette des activités d'exploitation	109.441	108.352
VARIATION DE LA TRESORERIE D'INVESTISSEMENT :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(64.933)	(51.246)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(2.273)	(5.857)
Trésorerie nette utilisée dans des activités d'investissement	(67.206)	(57.103)
VARIATION DE LA TRESORERIE DE FINANCEMENT :		
Remboursement d'emprunts à long terme	(216.139)	(105.259)
Produit des emprunts à long terme Autres actifs courants	105.000	—
Paiements au titre des frais d'émission de la dette	(1.497)	—
Remboursement des contrats de location-financement/leasings financiers	(479)	(679)
Trésorerie nette des activités de financement	(113.115)	(105.938)
DIMINUTION NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(70.880)	(54.689)
TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE :		
Début d'exercice	145.188	171.026
Fin d'exercice	74.308	116.337
COMPLEMENT DE COMMUNICATION SUR LES OPERATIONS DE TRESORERIE :		
Intérêts payés	52.942	55.908
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT HORS TRESORERIE :		
Acquisition de droits d'utilisateur réseau en échange de titres de créance	1.311	3.270

Voir Annexes aux comptes consolidés abrégés.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

1. BASE DE PRESENTATION

Les comptes intermédiaires abrégés joints (les “Comptes Intermédiaires”) présentent les opérations de Telenet Group Holding NV (“Telenet Group Holding”) et de ses filiales (ci-après, ensemble, la “Société”). Par son réseau *broadband*, la Société offre des services de télévision par câble et, notamment, des services de télévision “premium”, des services d'accès à Internet *broadband* et de téléphonie à des abonnés résidentiels en Flandre ainsi que des services d'accès à Internet *broadband*, des services de données et des services vocaux sur le marché des entreprises, partout en Belgique et au Luxembourg. Telenet Group Holding et ses principales filiales sont des sociétés à responsabilité limitée de droit belge. La Société est gérée et fonctionne sous la forme d'un segment opérationnel unique : l'accès haut débit.

Les comptes intermédiaires consolidés abrégés ne sont pas audités. La direction estime que les présents Comptes Intermédiaires comprennent tous les ajustements nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière et des résultats des opérations des périodes intermédiaires. Les Comptes Intermédiaires doivent être lus parallèlement aux comptes consolidés audités établis aux 31 décembre 2004, 2003 et 2002. Les résultats du semestre clôturé le 30 juin 2005 ne sont pas nécessairement indicatifs des résultats futurs.

2. RESUME DES PRINCIPALES REGLES D'EVALUATION

Les Comptes Intermédiaires ont été préparés conformément aux normes comptables américaines (“U.S. GAAP”). La devise fonctionnelle et de présentation des comptes de la Société est l'euro (“EUR”), qui est également la devise fonctionnelle de chacune des filiales de la Société.

Utilisation d'estimations par la direction

La présentation des comptes conformément aux U.S. GAAP impose à la direction d'effectuer des estimations et de poser des hypothèses qui affectent les montants d'actifs et de passifs comptabilisés et la communication des actifs et passifs latents à la date des comptes, ainsi que les montants de produits et de charges comptabilisés au cours de l'exercice. Les résultats réels peuvent varier par rapport à ces estimations.

Récentes recommandations comptables

En juin 2005, le Financial Accounting Standards Board (“FASB”) a publié la norme SFAS n° 154, *Accounting Changes and Error Corrections* (Modifications comptables et correction des erreurs) en remplacement de Opinion de l'APB n° 20, *Accounting Changes* (Modifications comptables) et de la norme SFAS 3, *Reporting Accounting Changes in Interim Financial Statements* (Présentation des modifications comptables dans les états financiers intermédiaires). Cette norme s'applique à tous les changements volontaires de principes comptables et modifie l'obligation de comptabilisation et de présentation des changements de principes comptables. Entre autres changements, le SFAS 154 impose l'application rétroactive aux comptes des exercices antérieurs d'un changement volontaire de principe comptable, à moins que cela soit impossible en pratique. Cette norme reproduit de nombreuses dispositions antérieures, concernant notamment la présentation d'un changement d'estimation comptable, une modification de l'entité qui présente ses états, la correction d'une erreur et de modifications comptables dans les comptes intermédiaires. La norme prend effet pour les changements comptables et corrections d'erreurs intervenus au cours des exercices ouverts après le 15 décembre 2005. Son application anticipée est autorisée pour les changements comptables et corrections d'erreurs intervenus au cours des exercices ouverts après le 1^{er} juin 2005. Il n'est pas prévu que l'adoption de cette norme ait un impact sur les comptes de la Société.

En mars 2005, le Financial Accounting Standards Board (“FASB”) a publié l'Interprétation n° 47, *Accounting for Conditional Asset Retirement Obligations* (Comptabilisation des obligations de démantèlement d'immobilisations corporelles, “FIN 47”). Le FIN 47 clarifie le terme d'obligation conditionnelle de démantèlement d'immobilisations corporelles utilisé dans la norme n° 143 du FASB,

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Accounting for Asset Retirement Obligations (Comptabilisation des obligations de démantèlement d'immobilisations corporelles), ainsi que d'autres questions relatives aux obligations de démantèlement d'immobilisations corporelles. Le FIN 47 prend effet pour les exercices clôturés après le 15 décembre 2005. La Société détermine actuellement l'impact éventuel de cette interprétation sur ses comptes.

En décembre 2004, le FASB a publié une norme révisée SFAS 123(R), *Share-Based Payment—An Amendment of FASB Statements No. 123 and 95* (Païement fondé sur des actions—Modification des normes FASB 123 et 95, “SFAS 123(R)”). SFAS 123(R) fixe des normes de comptabilisation des opérations dans lesquelles une entité échange ses instruments de capitaux propres contre des biens ou des services ou engage des obligations en échange de biens ou de services, sur base de la juste valeur des instruments de capitaux propres de l'entité, en se concentrant essentiellement sur la comptabilisation des opérations dans lesquelles une entité obtient les services d'un employé dans le cadre d'opérations de paiement en actions. La norme SFAS 123(R) impose aux entités d'évaluer le coût des services fournis par les salariés en échange de l'octroi d'instruments de capitaux propres sur base de la juste valeur de ces instruments à leur date d'octroi (avec de rares exceptions) et d'en comptabiliser le coût sur la période au cours de laquelle l'employé doit fournir ses services en échange de cet octroi. La Société évalue actuellement l'impact des dispositions de la norme SFAS 123(R), qu'elle est tenue d'adopter à compter du 1^{er} janvier 2006.

3. AUTRES ACTIFS CIRCULANTS

Les autres actifs circulants sont composés des éléments suivants :

	30 juin 2005	31 décembre 2004
	(non audité)	
Stock de licences de diffusion	3.120	4.910
Impôts et TVA acquittés par anticipation	799	4.168
Créance Electrabel	8.210	8.039
Créance Canal+	3.737	3.582
Païements d'avances	4.838	2.889
Stock	2.066	—
Autre	55	47
	<u>22.825</u>	<u>23.635</u>

4. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont composées des éléments suivants :

	30 juin 2005	31 décembre 2004
	(non audité)	
Terrains	2.157	2.157
Constructions et améliorations locatives	36.820	36.085
Réseau : opérationnel	1.377.997	1.325.072
Réseau : encours de construction	39.084	32.238
Mobilier, équipement et véhicules	30.567	26.117
	<u>1.486.625</u>	<u>1.421.669</u>
Moins : amortissement cumulé	<u>(534.867)</u>	<u>(460.893)</u>
	<u>951.758</u>	<u>960.776</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Les soldes des postes constructions et améliorations locatives et réseau comprennent des actifs détenus dans le cadre de contrats de location-financement comme suit :

	<u>30 juin 2005</u>	<u>31 décembre 2004</u>
	(non audité)	
Constructions	20.907	20.907
Véhicules	741	741
Têtes de ligne	7.470	7.470
	29.118	29.118
Moins : amortissement cumulé	(3.944)	(3.341)
	<u>25.174</u>	<u>25.777</u>

5. ECARTS D'ACQUISITION ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement des variations des écarts d'acquisition :

	<u>30 juin 2005</u>	<u>31 décembre 2004</u>
	(non audité)	
Solde d'ouverture	1.028.145	1.031.904
Variation de la provision pour dépréciation de l'impôt différé (Annexe 9)	(8.184)	(3.759)
	<u>1.019.961</u>	<u>1.028.145</u>

Le tableau ci-dessus présente la valeur comptable et l'amortissement cumulé des immobilisations incorporelles qui continueront à être amorties selon la norme SFAS n° 142, *Goodwill and Other Intangible Assets* (Ecart d'acquisition et autres immobilisations incorporelles, "SFAS 142").

	<u>30 juin 2005 (non audité)</u>			<u>31 décembre 2004</u>		
	<u>Valeur comptable brute</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Valeur comptable nette</u>	<u>Valeur comptable brute</u>	<u>Amortissement cumulé</u>	<u>Valeur comptable nette</u>
Immobilisations incorporelles à durée de vie utile limitée						
Droits d'utilisateur réseau	138.167	(33.886)	104.281	136.856	(28.685)	108.171
Logiciels	72.935	(55.002)	17.933	70.720	(48.589)	22.131
Liste de clients	67.991	(19.764)	48.227	67.991	(16.498)	51.493
Contrats de fourniture	2.125	(674)	1.451	2.125	(461)	1.664
Dénomination commerciale	121.000	(34.283)	86.717	121.000	(30.250)	90.750
	<u>402.218</u>	<u>(143.609)</u>	<u>258.609</u>	<u>398.692</u>	<u>(124.483)</u>	<u>274.209</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

6. ENDETTEMENT ET AUTRES FINANCEMENTS

Le poste endettement et autres financements se compose des éléments suivants :

	30 juin 2005	31 décembre 2004
	(non audité)	
Senior Credit Facility		
Tranche A	218.880	314.045
Tranche B	11.120	15.955
Tranches C1 et C2	—	110.000
Tranche E	405.000	300.000
Senior Notes	500.000	500.000
Senior Discount Notes(1)	313.471	263.150
Commission de Clientèle	42.379	43.748
Commission d'Annuité	53.823	57.281
Obligations de location-financement	26.870	27.350
	<u>1.571.543</u>	<u>1.631.529</u>
Moins : part à court terme	<u>(7.254)</u>	<u>(6.929)</u>
Total de la dette à long terme	<u>1.564.289</u>	<u>1.624.600</u>

(1) Solde cumulé des Senior Discount Notes, converti en euros au 30 juin 2005 au taux comptable de 1,2092 USD pour 1,00 EUR et au 31 décembre 2004 au taux comptable de 1,3621 USD pour 1,00 EUR.

Senior Credit Facility

Le 31 mars 2005, dans le cadre d'une série de modifications de son Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), la Société a payé 210.000 euros en réduction partielle du montant en principal non remboursé des Tranches A et B et en remboursement intégral du principal de la Tranche C2 du Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*"), tout en tirant 105.000 euros dans le cadre de la Tranche E, ce qui aboutit à un remboursement anticipé net de 105.000 euros. La Société a annulé la Tranche C2 et, notamment, son solde non tiré et augmenté le crédit revolving engagé disponible dans le cadre de la Tranche D de 100.000 euros à 200.000 euros, ce qui a porté les crédits engagés non tirés de 140.000 euros à 200.000 euros. En outre, la Société a obtenu de ses principaux prêteurs un crédit d'acquisition et de liquidité disponible de 150.000 euros dans le cadre de la Tranche C et a réduit les marges applicables aux Tranches A, B, D et E. Au 31 mars 2005, le montant non tiré sur la Tranche D s'élevait à 200.000 euros. A la suite de ces modifications, la Société a éliminé de son bilan 6.799 euros de frais d'émission de la dette liés au Contrat de Crédit Senior ("*Senior Credit Facility*") au premier trimestre 2005 et capitalisé de nouveaux frais d'émission de la dette à hauteur de 1.497 euros.

Paiement d'une indemnité aux détenteurs des Senior Discount Notes

Dans le cadre de l'émission des *Senior Discount Notes*, la Société a conclu un contrat d'enregistrement ("*registration rights agreement*") aux termes duquel elle s'est engagée soit à réaliser une offre d'échange enregistrée (ou, si besoin est, à faire en sorte qu'une déclaration de "*shelf registration*" prenne effet) concernant les *Senior Discount Notes* au plus tard le 30 juin 2005, soit à payer en numéraire d'une indemnité à un taux égal à 1 % par an de la valeur cumulée des *Senior Discount Notes* à cette date. La valeur cumulée des *Senior Discount Notes* au 30 juin 2005 s'élevait à 379 millions de dollars américains.

La Société n'ayant pas réalisé d'offre d'échange enregistrée (ni fait en sorte qu'une déclaration de "*shelf registration*" prenne effet) concernant les *Senior Discount Notes* au 30 juin 2005, elle payera cette indemnité aux détenteurs des *Senior Discount Notes* le 15 décembre 2005. Selon les modalités du contrat d'enregistrement, l'obligation de paiement de dommages et intérêts liquidés perdurera jusqu'au

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

premier des événements suivants : (i) une offre d'échange enregistrée est réalisée concernant les Senior Discount Notes, (ii) une déclaration de shelf-registration, s'il s'agit d'une obligation stipulée dans le contrat d'enregistrement ("registration rights agreement"), est déclarée effective par la SEC ou (iii) le délai visé à la Rule 144(k) du Securities Act expire en ce qui concerne les Discount Notes.

7. CHARGES A IMPUTER ET AUTRES PASSIFS COURT TERME

Le poste charges à imputer et autres passifs court terme est composé des éléments suivants :

	30 juin 2005	31 décembre 2004
	(non audité)	
Instruments financiers	49.409	81.133
Garanties déposées par des clients	28.796	29.261
Rémunération et avantages sociaux	21.823	20.591
TVA et précompte	8.501	2.104
Intérêts et autres charges à imputer	2.935	13.080
Autres passifs court terme	3.068	3.121
	<u>114.532</u>	<u>149.290</u>

8. INSTRUMENTS FINANCIERS

La Société cherche à réduire son exposition au risque de change par une politique visant à faire correspondre autant que possible les actifs et passifs libellés en devises étrangers. En outre, la Société utilise certains instruments financiers dérivés pour gérer son exposition aux fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt résultant de ses opérations et de son financement. La Société a identifié certains contrats de change à terme ("*exchange forward contracts*") comme des couvertures des flux de trésorerie conformément à la norme SFAS 133. La Société est également exposée à des risques de crédit.

Couvertures des flux de trésorerie libellés en devises

Afin de couvrir l'exposition au risque de change résultant de l'émission de Senior Discount Notes libellés en dollars américains, la Société a acquis une série de contrats de change à terme ("*exchange forward contracts*") pour un montant nominal total de 558.000 dollars américains, qui constitue la valeur totale cumulée des Senior Discount Notes au 15 décembre 2008 (la "*Full Accretion Date*"). La stratégie consiste à couvrir le montant cumulé maximal, car on suppose qu'il n'y aura pas de remboursement avant la "*Full Accretion Date*", en raison des importantes pénalités qu'entraînerait un remboursement anticipé (c'est-à-dire avant la "*Full Accretion Date*").

L'instrument de couverture dans cette relation de couverture est la valeur au comptant des contrats de change à terme ("*exchange forward contracts*"), définie par la différence entre les taux au comptant d'ouverture et de clôture. Le risque couvert est la variabilité des flux de trésorerie, exprimés en équivalents d'euros, liés à la valeur totale cumulée des Senior Discount Notes à la "*Full Accretion Date*".

Le test d'efficacité de la couverture sera réalisé périodiquement, sur la base du taux au comptant en dollars américains, par comparaison de la variation de la valeur au comptant des contrats de change à terme ("*exchange forward contracts*") avec la variation des flux de trésorerie prévus en équivalents d'euros lors du remboursement futur de la valeur totale cumulée des Senior Discount Notes. Cela implique que l'impact de l'inefficacité, avec les variations de la juste valeur des éléments à terme des contrats de change à terme ("*exchange forward contracts*"), sera directement comptabilisé dans le compte de résultats.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Au 30 juin 2005 et au 31 décembre 2004, les contrats de change à terme ("*foreign exchange forward contracts*") en vigueur répondant aux critères de couvertures des flux de trésorerie étaient les suivants :

	<u>30 juin 2005</u>	<u>31 décembre 2004</u>
	(non audité)	
<i>Contrats d'achat à terme ("forward purchase contracts")</i>		
Montant notionnel en dollars américains . . .	558.000	558.000
Prix d'exercice moyen pondéré (dollars par euro)	1,1968	1,1968
Echéance	15 décembre 2008	15 décembre 2008

L'écart entre l'évaluation à la valeur de marché des contrats de change à terme ("*foreign exchange forward contracts*") et la valeur au comptant ("*spot value*") sous-jacente a évolué de la manière suivante entre le 30 juin 2005 et le 31 décembre 2004 :

	<u>Valeur de marché</u>	<u>Valeur de change</u>	<u>Juste valeur des éléments à terme des contrats de change à terme</u>
31 décembre 2004	(62.480)	(56.601)	(5.879)
30 juin 2005 (non audité)	(27.907)	(4.801)	(23.106)

L'impact des contrats de change à terme ("*foreign exchange forward contracts*") a été réparti entre les postes résultats enregistrés directement en capitaux propres et le compte de résultats comme suit :

	<u>Valeur de marché</u>	<u>Résultats enregistrés directement en capitaux propres</u>	<u>Compte de résultats</u>
31 décembre 2004	(62.480)	(14.674)	(47.806)
Variation de la juste valeur des éléments à terme des contrats de change à terme (" <i>foreign exchange forward contracts</i> ") (non audité)	(17.227)	—	(17.227)
Variation de la valeur au comptant (" <i>spot value</i> ") jusqu'au 30 juin 2005 (non audité)	51.800	51.800	—
Reclassé en résultat pour compenser l'impact du change sur la valeur cumulée des Senior Discount Notes libellés en dollars américains au 30 juin 2005 (non audité)	—	(33.672)	33.672
30 juin 2005 (non audité)	<u>(27.907)</u>	<u>3.454</u>	<u>(31.361)</u>

Risque de change lié aux opérations

La Société a utilisé des contrats à terme ("*forward contracts*") et d'option pour limiter son exposition aux fluctuations du dollar américain par rapport à l'euro, pour les opérations qui entrent dans le champ de l'activité quotidienne (les "Besoins de Fonds de Roulement en USD").

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Les instruments financiers dérivés qui couvraient l'exposition au risque de change d'exploitation au 30 juin 2005 et au 31 décembre 2004 étaient les suivants :

	<u>30 juin 2005</u>	<u>31 décembre 2004</u>
	(non audité)	
<i>Contrats d'option</i>		
Montant notionnel (en milliers de dollars)	8.000	8.000
Prix d'exercice moyen pondéré (dollars par euro)	1,27	1,27
Echéance	De juillet à octobre 2005	De janvier à juillet 2005

Couvertures du risque de taux d'intérêt des flux de trésorerie

La Société a contracté plusieurs emprunts à taux variable. Afin de gérer son exposition au taux d'intérêt variable, la Société a conclu des contrats de swap sur taux d'intérêt, des cap options et des combinaisons de ces instruments.

En juillet 2004, la Société a conclu une restructuration de son portefeuille de contrats de swap de taux d'intérêt et de contrats cap (plafond) et collar (tunnel) afin de couvrir son exposition au risque de taux d'intérêt résultant de sa dette à taux variable. La stratégie consiste à couvrir les soldes impayés attendus dans le cadre du Senior Credit Facility jusqu'en 2011.

Le 31 mars 2005, la Société a renégocié certaines modalités essentielles de son Senior Credit Facility. Les tranches et la tarification du Senior Credit Facility ont été modifiées pour les mettre en conformité avec les besoins futurs de la Société et pour refléter les prix courants du marché. Suite à la restructuration de la dette, plusieurs instruments dérivés ont été exclus de la comptabilité de couverture à compter du 31 mars 2005. Les montants accumulés en résultats enregistrés directement en capitaux propres et imputables à ces instruments dérivés ont été transférés au compte de résultats.

Plusieurs nouvelles relations de couvertures ont été définies à compter du 1^{er} avril 2005. Conformément à la politique de couverture de la Société, la dette restructurée est couverte par des swaps de taux d'intérêt, des cap options et des contrats collar.

Les instruments de couverture ont été définis comme constituant l'évaluation à la valeur de marché des swaps de taux d'intérêt et la valeur intrinsèque des contrats cap et collar. La valeur intrinsèque des caps et collars est déterminée en interne sur la base courbe des swaps linéaire. Le risque couvert est la variabilité des flux de trésorerie correspondant aux intérêts à payer.

L'efficacité de la couverture est déterminée au début par la méthode abrégée et a été estimée égale à 100 %.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Au 30 juin 2005 et au 31 décembre 2004, les contrats en cours étaient les suivants :

	<u>30 juin 2005</u>	<u>31 décembre 2004</u>
	(non audité)	
<i>Swaps de taux d'intérêt</i>		
Montant notionnel	463.424	472.312
Taux d'intérêt moyen à payer	4,3 %	4,3 %
Taux d'intérêt moyen à recevoir	2,1 %	2,1 %
Echéance	De 2005 à 2011	De 2005 à 2010
<i>Caps (plafonds)</i>		
Montant notionnel	718.512	784.138
Taux d'intérêt moyen plafond	4,0 %	4,0 %
Echéance	De 2005 à 2017	De 2005 à 2017
<i>Collars (tunnels)</i>		
Montant notionnel	450.000	450.000
Taux d'intérêt moyen plancher	2,5 %	2,5 %
Taux d'intérêt moyen plafond	5,4 %	5,4 %
Echéance	De 2009 à 2012	De 2009 à 2012

La variation de la valeur de marché des contrats de swap de taux d'intérêt a été comptabilisée en résultats enregistrés directement en capitaux propres pour la part du swap définie comme un instrument de couverture et en résultat pour la partie du swap dite de négociation ("trading"). La disqualification des relations de couverture pour un certain nombre de swaps ou une partie de ceux-ci a entraîné le transfert au résultat de montants précédemment enregistrés en résultats enregistrés directement en capitaux propres.

	<u>Valeur de marché</u>	<u>Résultats enregistrés directement en capitaux propres</u>	<u>Compte de résultats</u>
31 décembre 2004	(14.194)	(11.860)	(2.334)
Variation de la valeur de marché (non audité)	1.273	893	380
Transfert au compte de résultats de résultats enregistrés directement en capitaux propres (non audité)	—	361	(361)
30 juin 2005 (non audité)	<u>(12.921)</u>	<u>(10.606)</u>	<u>(2.315)</u>

La variation de la valeur de marché des contrats cap et collar et des contrats de swap de taux d'intérêt a été répartie entre les résultats enregistrés directement en capitaux propres et les résultats dès le début de la couverture. La disqualification d'un certain nombre de contrats d'option ou d'une partie de ceux-ci au classement en instruments de couverture a entraîné le transfert au résultat de montants précédemment ajoutés aux résultats enregistrés directement en capitaux propres.

	<u>Valeur de marché</u>	<u>Résultats enregistrés directement en capitaux propres</u>	<u>Compte de résultats</u>
31 décembre 2004	(4.236)	(93)	(4.143)
Variation de valeur monétaire et de valeur de marché des instruments non acceptables en couverture (non audité)	(2.389)	—	(2.389)
Variation de la valeur intrinsèque (non audité)	(2.379)	(1.905)	(474)
Transfert au compte de résultats de résultats enregistrés directement en capitaux propres (non audité)	—	93	(93)
30 juin 2005 (non audité)	<u>(9.004)</u>	<u>(1.905)</u>	<u>(7.099)</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte au risque de perte que la Société encourrait en cas d'inexécution par des contreparties. La Société a établi des procédures de couverture du risque de crédit de ses contreparties afin de minimiser le risque de crédit global.

Ces procédures comprennent une évaluation de la situation financière d'une contrepartie potentielle, l'évaluation de sa solvabilité et d'autres critères de crédit et outils de limitation du risque, selon ce qui est jugé approprié.

La majeure partie des actifs bruts soumis au risque de crédit est constitué par des créances sur des particuliers et des petites entreprises. Le risque de perte importante résultant de l'inexécution de ces clients n'est pas jugé probable. Des réserves pour créances irrécouvrables sont constituées pour couvrir la perte potentielle résultant du non-paiement par ces clients, sur la base de notre expérience.

En ce qui concerne le risque de crédit sur instruments financiers, la Société a pour politique de ne conclure de telles opérations qu'avec des établissements financiers européens et américains jouissant d'une notation élevée.

Juste valeur de marché

Les valeurs comptables et les justes valeurs estimatives correspondantes des instruments financiers importants de la Société étaient les suivantes :

	30 juin 2005		31 décembre 2004	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	(non audité)			
Dette à long terme (échéances à court terme incluses)	(1.571.543)	(1.686.859)	(1.631.529)	(1.741.770)
Swaps de taux d'intérêt	(12.921)	(12.921)	(14.194)	(14.194)
Caps (plafonds)	(924)	(924)	(623)	(623)
Collars (tunnels)	(8.080)	(8.080)	(3.613)	(3.613)
Contrats de change à terme ("foreign exchange forward") . . .	(27.907)	(27.907)	(62.480)	(62.480)
Options de change	423	423	(224)	(224)
Total	<u>(1.620.952)</u>	<u>(1.736.268)</u>	<u>(1.712.663)</u>	<u>(1.822.904)</u>

La juste valeur des instruments financiers dérivés de la Société a été déterminée par des banques commerciales et validée par la direction de la Société. En ce qui concerne les contrats de change à terme ("foreign exchange forward") répondant aux conditions de classement en comptabilité de couverture, leur valeur repose sur la courbe des swaps, sans calcul d'intérêt et de spread de crédit supplémentaire. Dans la pratique, ces valeurs seront proches des justes valeurs fournies par les contreparties à des instruments financiers dérivés, qui sont des banques commerciales.

Les justes valeurs des instruments d'emprunt à long terme de la Société sont dérivées du plus bas du prix d'achat de l'instrument concerné ou de sa valeur marchande, déterminée par son cours à chaque date d'évaluation, lorsqu'il est disponible ou, dans le cas contraire, à la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs actualisés à des taux compatibles avec des échéances comparables et un risque de crédit similaire à la date d'évaluation appropriée.

Les valeurs comptables des actifs financiers classés en actifs circulants et les valeurs comptables des passifs financiers classés en passifs court terme sont proches de la juste valeur, en raison de l'échéance courte de ces instruments. Les justes valeurs des autres instruments financiers pour lesquels

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

les valeurs comptables et les justes valeurs n'ont pas été présentées ne sont pas significativement différentes des valeurs comptables correspondantes.

La direction a appliqué son jugement dans l'utilisation des données de marché pour élaborer des estimations de la juste valeur. En conséquence, les estimations présentées dans le présent document ne sont pas nécessairement indicatives des montants que la Société réaliserait dans un échange actuel sur le marché.

9. IMPOTS SUR LE RESULTAT

Telenet Group Holding et ses filiales consolidées font chacune des déclarations d'impôts distinctes conformément au droit fiscal belge. Pour les besoins de l'information financière, Telenet Group Holding et ses filiales calculent leurs actifs et passifs fiscaux respectifs sur la base de déclarations distinctes. Afin de simplifier la structure interne du groupe et de la faire coïncider avec son fonctionnement opérationnel, la Société a réalisé les fusions de MixtICS et de PayTVCo avec Telenet NV en juillet 2005, celles-ci prenant effet le 1^{er} janvier 2005. Par suite de ces fusions, des impôts différés ont été comptabilisés pour Telenet NV, MixtICS et PayTVCo, ensemble, au 1^{er} janvier 2005. Il est prévu qu'environ 37.500 euros de pertes fiscales reportées accumulées ne pourront être utilisées par Telenet NV par suite des fusions.

Deux filiales acquises à l'occasion d'un regroupement d'entreprises antérieur ont réalisé des bénéfices imposables de 24.077 euros et 11.060 euros au cours du semestre clôturé le 30 juin 2005 et de l'exercice clôturé le 31 décembre 2004 et ont utilisé des pertes fiscales reportées pour atteindre à une charge fiscale différée de 8.184 euros et 3.759 euros, respectivement, comptabilisée au crédit des écarts d'acquisition selon la norme SFAS n° 109, *Accounting for Income Taxes* (Comptabilisation des impôts sur le résultat, "SFAS 109").

10. REMUNERATION EN ACTIONS DES EMPLOYES

La Société utilise la méthode de la valeur intrinsèque prescrite par Opinion n° 25 de l'APB, *Accounting for Stock Issued to Employees* (Comptabilisation des titres émis en faveur des salariés, "Opinion n° 25 de l'APB") pour comptabiliser ses plans d'options sur actions. Par conséquent, l'excédent de la juste valeur des actions ordinaires de la Société à la date d'octroi sur le prix d'exercice des options sur actions est comptabilisé en charges salariales sur la période d'acquisition des droits afférents aux options.

Options de Classes A et B

En août 2004, la Société a octroyé à certains membres de la direction 500.000 Options de Classe A à un prix d'exercice de 20 euros par option, leur permettant de souscrire 500.000 Parts Bénéficiaires de Classe A (les "Options de Classe A"). Si l'on exclut 168.904 Options de Classe A dont les droits étaient acquis dès l'octroi, la période d'acquisition des Options de Classe A s'étend au maximum sur 40 mois et ces options peuvent être exercées jusqu'en juin 2009. La valeur intrinsèque de chaque Option de Classe A a été fixée à 5 euros, ce qui entraîne une charge salariale totale de 2.500 euros qui sera comptabilisée sur la période d'acquisition.

En décembre 2004, la Société a offert à certains membres de la direction 417.000 des 450.000 Options de Classe B autorisées, à un prix d'exercice de 25 euros par option, leur permettant de souscrire 417.000 Parts Bénéficiaires de Classe B (les "Options de Classe B"). Sur les 417.000 Options de Classe B offertes par la Société, 361.000 avaient été acceptées en février 2005. Si l'on exclut 35.125 Options de Classe B dont les droits étaient acquis dès l'octroi, la période d'acquisition des Options de Classe B est de 4 ans et ces options peuvent être exercées jusqu'en décembre 2009. La valeur intrinsèque de chaque Option de Classe B a été fixée à 0 euro, ce qui entraîne une charge salariale totale nulle.

Les Parts Bénéficiaires de Classe A et de Classe B sont échangeables contre des actions de la Société à un ratio de un pour un, après exercice et sous réserve du respect de certaines conditions.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Lors de l'exercice, ces part bénéficiaires confèrent à leurs détenteurs le droit de percevoir des dividendes égaux aux dividendes distribués, le cas échéant, aux détenteurs des actions de la Société.

Le tableau qui suit illustre l'effet sur la perte nette de l'application éventuelle, par la Société, des dispositions relatives à la comptabilisation à la juste valeur visées dans la norme SFAS n° 123, *Accounting for Stock-Based Compensation* (Comptabilisation de la rémunération en actions, "SFAS 123"). La juste valeur de chaque Option de Classe A et de chaque Option de Classe B à la date d'octroi a été estimée à 8,46 euros et 5,12 euros, respectivement.

	Semestre clôturé le 30 juin	
	2005	2004
	(non audité)	
Perte nette, telle que déclarée	(29.210)	(37.897)
Plus : Rémunération en actions, telle que déclarée, nette d'impôts	365	—
Moins : Rémunération en actions totale, déterminée selon la méthode de la juste valeur pour tous les octrois, nette d'impôts	(1.006)	—
Perte nette pro forma	<u>(29.851)</u>	<u>(37.897)</u>
PERTE NETTE PAR ACTION (DE BASE ET DILUEE) :		
Moyenne pondérée d'actions existantes	<u>28.842.419</u>	<u>28.842.419</u>
Perte nette par action	<u>(1,03)</u>	<u>(1,31)</u>

11. CHIFFRE D'AFFAIRES

La chiffre d'affaires de la Société est constitué des éléments suivants :

	Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	2005	2004
	(non audité)	
Télévision par câble :		
— Abonnés de base(1)	98.374	98.151
— Abonnés "premium"	27.797	29.714
— Distributeurs/Autres	4.436	4.425
Particuliers :		
— Internet	110.202	91.566
— Téléphonie(2)	83.898	77.938
Professionnels	<u>34.122</u>	<u>33.578</u>
Total	<u>358.829</u>	<u>335.372</u>

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Le tableau ci-dessous présente les produits à reporter par la Société :

	<u>30 juin 2005</u>	<u>31 décembre 2004</u>
	(non audité)	
Télévision par câble :		
— Abonnés service de base(1)	117.210	104.852
— Abonnés “premium”	6.527	7.293
Internet	7.537	6.163
Téléphonie(2)	1.889	1.440
Professionnels	973	2.052
Total	<u>134.136</u>	<u>121.800</u>
Part à court terme	<u>124.430</u>	<u>113.835</u>
Part à long terme	<u>9.706</u>	<u>7.965</u>

- (1) Les produits de télévision par câble comprennent également un faible pourcentage des produits générés par la clientèle professionnelle.
- (2) Les produits générés par les services de téléphonie aux particuliers comprennent également des frais d'interconnexion générés par la clientèle professionnelle.

La part à long terme des produits à reporter est incluse dans le poste Autres passifs des Bilans consolidés abrégés.

12. PLANS D'AVANTAGES SOCIAUX

Le coût net périodique des prestations se compose des éléments suivants :

	Plans à prestations définies		Plans de prestations postérieures à l'emploi	
	Pour le semestre clôturé le 30 juin		Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	<u>2005</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2004</u>
	(non audité)		(non audité)	
Coût des prestations au titre des services rendus au cours de l'exercice	1.035	752	348	174
Charge d'intérêts	49	29	45	22
Rendement prévu des actifs du plan	(33)	(20)	—	—
Coût net des prestations périodiques	<u>1.051</u>	<u>761</u>	<u>393</u>	<u>196</u>

13. AUTRES PASSIFS, ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS CONDITIONNELLES

Litige afférent aux droits d'auteur

En 2004, la Société, avec d'autres câblo-opérateurs belges, a conclu des négociations avec certains diffuseurs et agences de collecte des droits d'auteur en Belgique qui déterminent les droits d'auteur à payer par les câblo-opérateurs, qui représentaient la grande majorité des demandes existant antérieurement.

La Société est en litige avec des agences de collecte des droits d'auteur et des diffuseurs de moindre envergure et a conclu un accord de principe sur certaines des modalités existantes.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Au 30 juin 2005, la Société présentait toujours une provision de 28.063 euros au titre des autres passifs, correspondant aux montants que la Société prévoit de payer du fait des transactions précitées.

Litige afférent à l'interconnexion

La Société a été engagée dans des procédures judiciaires avec Belgacom, portant sur l'augmentation des frais d'interconnexion facturés depuis août 2002 aux opérateurs de téléphonie pour l'acheminement de communications à destination d'utilisateurs finaux du réseau de la Société.

Telenet a obtenu en août 2002 l'agrément de l'Institut belge des services des postes et télécommunications (IBPT) sur l'augmentation de ses taux d'interconnexion pour les appels domestiques entrants. Belgacom a augmenté les tarifs facturés à ses clients de téléphonie qui appellent des numéros Telenet, afin de refléter le coût accru des prix d'acheminement des communications.

Belgacom a contesté l'augmentation des prix d'acheminement des communications interconnectées décidée par la Société devant le Tribunal de Commerce de Malines (Rechtbank van Koophandel), en alléguant une tarification abusive. Belgacom a également contesté l'approbation, par l'IBPT, de l'augmentation des prix d'acheminement des communications domestiques interconnectées de Telenet devant le Conseil d'Etat, qui est la plus haute juridiction administrative de Belgique. Le Conseil d'Etat pourrait confirmer la décision d'IBPT ou renvoyer l'affaire devant l'IBPT pour réexamen. Le Conseil d'Etat a rejeté une requête en référé de Belgacom demandant la suspension de l'application de l'augmentation des prix d'interconnexion.

Le 20 janvier 2004, le Président du Tribunal de Commerce de Malines a rendu un jugement dans l'affaire relative à la contestation, par Belgacom, de la validité des tarifs d'interconnexion de Telenet, dont l'audience a eu lieu le 23 septembre 2003. Le jugement a conclu à l'absence d'indication que les tarifs d'interconnexion pratiqués par Telenet contreviennent à la loi sur les pratiques du commerce, au droit de la concurrence ou à la réglementation sur les prix, comme invoqué par Belgacom. Pour ces motifs, le juge a déterminé que les droits potentiels de Belgacom se limitaient à des droits de nature contractuelle sur lesquels le juge qui a entendu l'affaire n'avait pas compétence, eu égard à la nature de la procédure instituée par Belgacom. Le juge a donc rejeté la demande. Telenet n'est pour le moment pas tenue de modifier les tarifs d'interconnexion qu'elle facture actuellement à Belgacom et qui ont été approuvés en 2002 par l'IBPT.

Belgacom a interjeté appel de ce jugement en avril 2004. Le 17 mars 2005, la Cour d'Appel d'Anvers rejetait les demandes de Belgacom. Bien que Belgacom conserve le droit de se pourvoir en cassation, il n'est pas prévu que le résultat d'un tel nouveau recours soit connu avant 2007.

Engagement d'achat de terrains

En mars 2005, Telenet NV a conclu un contrat d'acquisition de terrains lié à un projet de construction de bureaux à côté de son siège actuel de Malines. Le prix d'achat du terrain a été fixé à 5,3 millions d'euros et sera exigible sous réserve de la réception des permis de bâtir et des permis environnementaux adéquats, notamment les certificats de composition du sol, au plus tard le 30 juin 2006.

14. PERTE PAR ACTION

Les effets des Options de Classe A et de Classe B, des options sur actions aux termes des Plans 1999 et 1998 et des Subordinated Debt Warrants n'étaient pas compris dans le calcul de la perte diluée par action pour les semestres clôturés les 30 juin 2005 et 2004, en raison de leur effet anti-dilutif.

Les actionnaires de la Société ont approuvé un fractionnement d'actions dans un ratio trois pour un le 20 septembre. Voir Annexe 17, Evénements importants survenus après la clôture.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Perte nette de base et diluée, par action sur une base pro-forma, donnant effet au fractionnement d'actions trois pour un :

	Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	2005	2004
	(non audité)	
Perte nette par action, de base et diluée pro-forma	(0,34)	(0,44)

15. PARTIES LIEES

Identification des parties liées

Les parties liées à la Société sont essentiellement ceux de ses actionnaires qui détiennent plus de 10 % des droits de vote de la Société, à savoir GIMV, les MIC et les PIC, Belgian Cable Investors LLC ("BCI"), InvestCo Belgian Cable 1 S.à R.L. et InvestCo Belgian Cable 2 S.à R.L. (anciennement Callahan InvestCo Belgium 1 S.à.R.L. et Callahan Investco Belgium 2 S.à.R.L., respectivement (ensemble, "CIB")) et Electrabel du fait des participations qu'elle détient directement et indirectement dans la Société. Suez est réputée être une partie liée du fait de la participation directe qu'elle détient dans la Société et de sa participation indirecte dans Electrabel. Cable Partners Europe LLC ("CIB") a cessé d'être une partie liée le 16 décembre 2004.

Opérations avec des parties liées

Les opérations avec Interkabel et les PIC portent essentiellement sur la commission de clientèle et la commission d'annuité facturées par les PIC.

Les opérations avec CPE comprennent des paiements effectués par Telenet NV dans le cadre du Contrat de Services Stratégiques daté du 31 mars 2001 (le "Contrat de Gestion"). Aux termes du Contrat de Gestion, CPE a fourni des conseils stratégiques et une assistance à l'expansion, au développement et à la croissance de la Société. Le Contrat de Gestion a été résilié début mai 2005.

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Le tableau ci-dessous récapitule les soldes importants avec des parties liées :

Bilans

	<u>30 juin 2005</u>	<u>31 décembre 2004</u>
	(non audité)	
Immobilisations incorporelles		
Droits d'utilisateur réseau—PIC	94.558	97.117
Clients		
PIC	23	18
Electrabel	111	111
Suez	312	326
Autres créances		
Electrabel	8.210	8.039
Fournisseurs		
PIC	1.612	1.929
Electrabel	1.832	2.640
Suez	709	1.379
CPE	—	2.753
Charges à imputer		
PIC	1.032	409
Electrabel	1.144	2.250
Autres	608	660
Dette à long terme échéant dans l'année		
Commission d'annuité—PIC	4.947	4.617
Commission de clientèle—PIC	1.530	1.368
Dette à long terme		
Commission d'annuité—PIC	48.875	52.664
Commission de clientèle—PIC	40.849	42.379
Baux de tête de ligne—PIC	6.048	6.048

TELENET GROUP HOLDING NV
ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDES INTERIMAIRES ABREGES (suite)
(en milliers d'euros, sauf données par action ou indication contraire)

Le tableau ci-dessous récapitule les opérations importantes avec des parties liées au cours de la période :

Comptes de résultats

	Pour le semestre clôturé le 30 juin	
	2005	2004
	(non audité)	
Exploitation		
Baux et autres charges à payer—PIC	3.886	3.824
Baux et autres charges à payer—Electrabel	2.295	2.431
Commission de gestion—CPE	—	1.229
Honoraires de conseil—CPE	—	184
Autres charges d'exploitation—Autres	—	163
Autres charges d'exploitation—Suez	735	1.759
Autres produits d'exploitation—Suez	736	1.009
Autres produits d'exploitation—Electrabel	—	13
Contrat de service Electrabel	—	18.083
Charge d'intérêts		
PIC	4.279	4.028
Produits financiers		
Electrabel	—	2.484

16. INFORMATION COMPLEMENTAIRE SUR LES EMPLOYES

Rémunération de la Direction

Au cours du semestre clôturé le 30 juin 2005, un montant de 2,1 millions d'euros a été versé comme rémunération du senior management, incluant les rémunérations brutes, les primes, les taxes sociales patronales et les autres rémunérations en nature.

17. EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRES LA CLOTURE

Simplification de la structure légale de la Société

En vue de simplifier la structure sociétaire interne de la Société et de l'aligner avec son fonctionnement opérationnel, la Société a effectué les fusions de MixtICS et de PayTVCo avec Telenet NV dans le courant du mois de juillet 2005 avec effet au 1^{er} janvier 2005.

Introduction en bourse

Le 20 septembre 2005, les actionnaires de la Société ont approuvé l'introduction en bourse en Belgique, l'offre aux investisseurs institutionnels aux Etats-Unis d'Amérique conformément à la Rule 144A en vertu de l'US Securities Act de 1933 tel qu'amendé (le "Securities Act"), et l'offre aux investisseurs institutionnels en dehors des Etats-Unis d'Amérique, conformément à la Régulation S ("Regulation S") du Securities Act.

Fractionnement d'actions

Le 20 septembre 2005, les actionnaires de la Société ont approuvé un fractionnement d'actions selon un ratio trois-pour-un qui prendra effet à la date de l'introduction en bourse. Les nombres d'actions, d'options et de warrants mentionnés dans ces comptes ne prennent pas en compte l'effet du fractionnement d'actions.

EXTRAIT DES COMPTES ANNUELS AUDITES DE
TELENET GROUP HOLDING NV ETABLIS SELON LES NORMES COMPTABLES BELGES

TELENET GROUP HOLDING NV

BILANS

Au 31 décembre 2004, 2003 et 2002

	<u>31 décembre 2004</u>	<u>31 décembre 2003</u>	<u>31 décembre 2002</u>
	(en milliers d'euros)		
ACTIF			
IMMOBILISATIONS :	1.430.655	1.431.365	1.420.108
I. Frais d'établissement	8.788	9.497	162
II. Immobilisations incorporelles	—	—	—
III. Immobilisations corporelles	—	—	—
IV. Immobilisations financières	1.421.867	1.421.868	1.419.946
A. Entreprises liées	1.421.867	1.421.868	1.419.946
1. Participations	1.421.867	1.421.868	1.419.946
2. Créances	—	—	—
B. Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	—	—	—
C. Autres immobilisations financières	—	—	—
ACTIFS CIRCULANTS :	299.284	287.003	371.227
V. Créances à plus d'un an	292.095	258.707	51.703
A. Créances commerciales	—	—	—
B. Autres créances	292.095	258.707	51.703
VI. Stocks et commandes en cours d'exécution	—	—	—
VII. Créances à moins d'un an	14	1.894	319.461
A. Créances commerciales	—	1.893	—
B. Autres créances	14	1	319.461
VIII. Placements de trésorerie	—	17.500	—
A. Actions propres	—	—	—
B. Autres placements	—	17.500	—
IX. Valeurs disponibles	40	—	63
X. Comptes de régularisation	7.135	8.902	—
ACTIF TOTAL	<u>1.729.939</u>	<u>1.718.368</u>	<u>1.791.335</u>

EXTRAIT DES COMPTES ANNUELS AUDITES DE
TELENET GROUP HOLDING NV ETABLIS SELON LES NORMES COMPTABLES BELGES

TELENET GROUP HOLDING NV

BILANS

Au 31 décembre 2004, 2003 et 2002

	31 décembre 2004	31 décembre 2003	31 décembre 2002
	(en milliers d'euros)		
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES :	1.415.279	1.417.249	1.420.011
I. Capital	1.427.930	1.427.930	1.420.008
A. Capital souscrit	1.427.930	1.427.930	1.420.008
B. Capital non appelé	—	—	—
II. Prime d'émission	—	—	—
III. Plus-values de réévaluation	—	—	—
IV. Réserves	3	3	3
A. Réserve légale	3	3	3
V. Perte reportée	(12.654)	(10.684)	—
VI. Subsidés en capital	—	—	—
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES :			
VII. Provisions et impôts différés	—	—	—
PASSIF :	314.660	301.119	371.324
VIII. Dettes à plus d'un an	263.150	256.499	51.700
A. Dettes financières	263.150	256.499	51.700
1. Emprunts subordonnés	—	—	51.700
2. Emprunts obligataires non subordonnés	263.150	256.499	—
3. Dettes de location-financement et assimilées	—	—	—
4. Etablissements de crédit	—	—	—
5. Autres emprunts	—	—	—
B. Dettes commerciales	—	—	—
C. Acomptes reçus sur commandes	—	—	—
D. Autres dettes	—	—	—
IX. Dettes à un an au plus	51.510	44.620	319.624
A. Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	—	—	—
B. Dettes financières	—	2.462	319.616
1. Etablissements de crédit	—	2.462	—
2. Autres emprunts	—	—	319.616
C. Dettes commerciales	14	1.661	6
1. Fournisseurs	14	1.661	6
2. Effets à payer	—	—	—
D. Acomptes reçus sur commandes	—	—	—
E. Dettes fiscales, salariales et sociales	—	2	2
1. Impôts	—	2	2
2. Rémunérations et charges sociales	—	—	—
F. Autres dettes	51.496	40.495	—
X. Comptes de régularisation	—	—	—
TOTAL DU PASSIF	<u>1.729.939</u>	<u>1.718.368</u>	<u>1.791.335</u>

EXTRAIT DES COMPTES ANNUELS AUDITES DE
TELENET GROUP HOLDING NV ETABLIS SELON LES NORMES COMPTABLES BELGES

TELENET GROUP HOLDING NV

COMPTES DE RESULTATS

Pour les exercices clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002

	31 décembre 2004	31 décembre 2003	31 décembre 2002
	(en milliers d'euros)		
COMPTE DE RESULTATS			
I. Produits d'exploitation	—	—	—
II. Charges d'exploitation	(729)	(553)	(25)
A. Approvisionnements et marchandises	—	—	—
B. Services et biens divers	679	505	6
C. Rémunérations, charges sociales et pensions	—	—	—
D. Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, immobilisations incorporelles et corporelles	49	48	19
E. Réductions de valeur sur Stocks, commandes en cours d'exécution et créances commerciales	—	—	—
F. Provisions pour risques et charges	—	—	—
G. Autres charges d'exploitation	1	—	—
H. Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	—	—	—
III. Charges d'exploitation	(729)	(553)	(25)
IV. Résultat financier	33.481	41.849	39.809
A. Produits des immobilisations financières	—	—	—
B. Produits des actifs circulants	33.481	41.849	39.808
C. Autres produits financiers	—	—	1
V. Charges financières	(34.722)	(51.980)	(39.779)
A. Charges des dettes	31.751	41.634	39.779
C. Autres charges financières	2.971	10.346	—
VI. Résultat courant avant impôts	(1.970)	(10.684)	5
VII. Produits exceptionnels	—	—	—
VIII. Charges exceptionnelles	—	—	—
IX. Résultat de l'exercice avant impôt	(1.970)	(10.684)	5
X. Impôts sur le résultat	—	—	(2)
XI. Résultat de l'exercice	(1.970)	(10.684)	3
XII. Prélèvement sur les réserves immunisées	—	—	—
XIII. Résultat de l'exercice à affecter	<u>(1.970)</u>	<u>(10.684)</u>	<u>3</u>

EXTRAIT DES COMPTES ANNUELS AUDITES DE
TELENET GROUP HOLDING NV ETABLIS SELON LES NORMES COMPTABLES BELGES

TELENET GROUP HOLDING NV
AFFECTATIONS ET PRELEVEMENTS

Pour les exercices clôturés le 31 décembre 2004, 2003 et 2002

	31 décembre 2004	31 décembre 2003	31 décembre 2002
	(en milliers d'euros)		
Résultat à affecter	(12.654)	(10.684)	3
1. Résultat de l'exercice à affecter	(1.970)	(10.684)	3
2. Perte reportée de l'exercice précédent	(10.684)	—	—
Prélèvements sur les capitaux propres	—	—	—
1. Sur le capital et les primes d'émission	—	—	—
2. Sur les réserves	—	—	—
Affectations aux capitaux propres	—	—	(3)
1. Au capital et aux primes d'émission	—	—	—
2. A la réserve légale	—	—	3
3. Aux autres réserves	—	—	—
Résultat à reporter	—	—	—
1. Bénéfice à reporter	—	—	—
2. Perte à reporter	12.654	10.684	—
Intervention d'associés dans la perte	—	—	—
Bénéfice à distribuer	—	—	—
1. Rémunération du capital	—	—	—
2. Administrateurs ou gérants	—	—	—
3. Autres allocataires	—	—	—

(La présente page est laissée en blanc intentionnellement.)

GLOSSAIRE DE TERMES CHOISIS

3G	Technologie mobile de troisième génération. Terme général utilisé pour décrire une norme récente de réseaux de télécommunications mobiles et d'équipements destinés aux utilisateurs, utilisant des techniques de multiplexage qui génèrent des vitesses de transmission significativement plus élevées que les générations de technologie mobile précédentes, tel que le GSM, et permettent d'offrir de la vidéo, de la musique et d'autres transmissions de données en temps réel.
ADSL	<i>Asymmetric Digital Subscriber Line</i> . Un type commun de DSL par lequel les communications <i>upstream</i> sont conduites à une vitesse moindre que celles en <i>downstream</i> .
Analogique	Mode de transmission convertissant et transportant le signal initial (par exemple la voix) sous la forme de signal électrique. Les signaux sont acheminés en faisant varier en permanence, par exemple la fréquence, l'amplitude ou la phase de transmission. Les signaux analogiques requièrent généralement des capacités plus élevées pour transmettre des données qu'il n'est possible en utilisant des transmissions numériques et sont plus susceptibles d'affaiblissement.
ATM	<i>Asynchronous transfer mode network</i> . Technologie de multiplexage et de routage pour les communications numériques à haut débit permettant la transmission simultanée de signaux vocaux, vidéos, multimédias, textuels et de données entre des points d'accès à des vitesses de 155 Mbps ou plus. L'ATM permet une meilleure interconnexion de LAN et de PABX, une meilleure transmission de données et un débit <i>broadband</i> flexible.
Boucle locale	Système utilisé pour raccorder un abonné au commutateur ou concentrateur le plus proche. La boucle locale est communément appelée le dernier kilomètre parce que c'est la partie du réseau qui est directement connectée à l'abonné.
Câble à fibre optique	Câble qui utilise des fibres optiques en verre pour transmettre des signaux sur de longues distances avec un minimum de perte de signal ou de distorsion de signal. Les câbles à fibre optique ont de bonnes caractéristiques de fréquence <i>broadband</i> et de protection contre le bruit et sont capables de gérer des transmissions à très haute capacité et à très haute vitesse.
Capacité bidirectionnelle	Capacité de recevoir et d'émettre des signaux. Dans un réseau câblé cela implique que le réseau ait été configuré avec des amplificateurs aussi bien sur le <i>return path</i> (de l'utilisateur final à la tête de réseau) que sur le <i>downstream path</i> (de la tête de réseau à l'utilisateur final), contrairement aux réseaux à sens unique pour sur lesquels ils n'y a d'amplificateurs que sur le <i>downstream path</i> .
CFM	Commissariat Flamand aux Médias (<i>Vlaams Commissariaat voor de Media</i>), le régulateur de la diffusion en Flandre.
CIK	La Caisse Interprofessionnelle de dépôts et virements de titre.

Comité Consultatif	Autorité indépendante dont le secrétaire est nommé par l'IBPT et dont des représentants des opérateurs téléphoniques (y compris des représentants du groupe Telenet), des consommateurs, des fournisseurs de services universels et des producteurs d'équipements de télécommunications, font partie. Le comité consultatif fait des recommandations dépourvues de force obligatoire aux ministres en charge de télécommunications sur des sujets relatifs au marché des télécommunications, en particulier concernant la fourniture de service universel, les conditions générales des contrats entre les opérateurs de téléphonie vocale et les usagers finaux ainsi que les droits des usagers finaux en vertu du contrat de gestion entre l'Etat belge et Belgacom.
Décodeur	Un équipement qui sert d'interface entre une télévision et un diffuseur de signaux de télévision au format numérique. Le décodeur permet à l'utilisateur de sélectionner une variété de chaînes numériques et de les convertir dans un format qui peut être visualisé sur la télévision de l'utilisateur. Le décodeur, en fonction de ses spécifications, peut délivrer différentes fonctionnalités y compris le codage, le stockage de transmission et des capacités de relecture et des fonctionnalités interactives.
DSL	<i>Digital subscriber lines</i> . Une technologie basée sur les lignes en cuivre des réseaux téléphoniques classiques qui sont liés aux centraux téléphoniques qui bénéficient de la technologie numérique. La technologie DSL est communément utilisée pour la fourniture de services internet à des vitesses significativement plus élevées que l'accès par ligne <i>dial-up</i> . DSL (ou parfois "xDSL") est communément utilisé comme un terme générique pour plusieurs variantes de technologies offrant des spécifications différentes mais basées sur les mêmes principes.
DSLAM	<i>Digital Subscriber Line Access Multiplexer</i> . Un équipement utilisé par des opérateurs tiers souhaitant fournir des services aux clients ayant des connexions en cuivre existantes avec un opérateur téléphonique historique. Le DSLAM agit en tant que commutateur permettant le routage de données et d'autres communications entre l'utilisateur final et l'opérateur tiers, ce qui permet d'éviter le besoin de se connecter par le biais du central téléphonique de l'opérateur téléphonique historique.
DTV	<i>Digital television</i> . Le terme générique pour les systèmes de télévision qui utilisent la technologie numérique plutôt que la technologie analogique.
DVR	<i>Digital video recorder</i> . Un équipement connecté à un téléviseur et à une source de signal capable d'enregistrer et de rejouer des émissions grâce à l'usage d'un équipement interne de stockage, tel qu'un disque dur.
DWDM	<i>Dense wave division multiplexing</i> . Méthode permettant d'augmenter la capacité de systèmes de transmission par fibre optique en envoyant de multiples longueurs d'onde de lumière par une seule branche de fibre.
EMTA	Adaptateurs multi-terminaux <i>EuroDOCSIS</i> , capables de livrer des services de téléphonie et d'internet utilisant des transmissions IP entre le client et le réseau. Les EMTA encodent les signaux téléphoniques afin de s'assurer qu'ils reçoivent priorité sur les transmissions de données qui sont transportés sur le même réseau IP.

ERP system	<i>Enterprise resource planning system</i> . Terme général utilisé pour décrire toute forme de système de logiciels conçus pour intégrer une gamme de logiciels qui sont généralement utilisés pour rassembler, gérer et analyser des données financières et opérationnelles variées.
EuroDOCSIS	Un jeu de protocoles de communication standards pour les transmissions sur des réseaux câblés à double sens. EuroDOCSIS permet les communications vocales et de données en utilisant une infrastructure IP avec privatisation des trafics vocaux afin d'assurer la qualité du service téléphonique.
GPRS	Generalized Packet Radio Service (Service général de radio à commutation de paquets). Une technologie pour les réseaux GSM de téléphonie mobile qui permet des caractéristiques supplémentaires, en ce compris des vitesses plus élevées de transmission de données en comparaison avec la norme GSM.
GSM	Global System for Mobile communication. (Système global de communications mobiles). Une norme technique largement adoptée pour la téléphonie numérique mobile.
HFC	<i>Hybrid fiber coaxial network</i> (réseau hybride fibre optique-câble coaxial). Réseau consistant en un réseau de fibres à haute capacité connecté par des nœuds à une série de câbles coaxiaux liés aux domiciles des clients. Un Réseau HFC est généralement défini par la mesure dans laquelle il a été amélioré afin de fournir des communications bi-directionnelles <i>two-way</i> et la bande passante disponible sur la partie coaxiale du réseau HFC.
Hot Spots	Lieux où les utilisateurs d'ordinateurs équipés de la technologie sans fil requise peuvent accéder à internet sans avoir recours à un câble physique pour se connecter au réseau.
IBPT	Institut Belge des Services Postaux et Télécommunications, l'autorité de régulation des télécommunications en Belgique.
iDTV	Service de télévision numérique interactif.
IEEE	Institute of Electrical and Electronic Engineers, une organisation internationale qui fixe des normes et des protocoles en matière de communication.
Interconnexion	La liaison de réseaux de télécommunications utilisés par les mêmes personnes ou des personnes différentes afin de permettre aux utilisateurs de services ou de réseaux d'une personne de communiquer avec les utilisateurs de services ou de réseaux de la même personne ou d'une autre personne, ou d'accéder à des services fournis par une autre personne.
IP	Protocole Internet. Protocole utilisé sur internet pour les communications entre plusieurs réseaux au sein desquels les données sont envoyées par paquets et routées en fonction de la densité du trafic.
IT	Technologie de l'Information. Vaste domaine concernant tous les aspects de la gestion et du traitement des informations.
KB	Kilobyte (Kilo-octet). Une mesure du volume de données représentant un millier d'octets. Chaque octet équivaut à huit bits.
Kbps	Kilobits per second (Kilobits par seconde). Une vitesse de transfert de données mesurée par le nombre de milliers de bits par seconde. Un bit est la plus petite unité de données dans un réseau.

LAN	<i>Local area network</i> . Réseau de transmission de données sur une courte distance, conçu pour interconnecter des ordinateurs personnels, des postes de travail, des mini-ordinateurs, des serveurs de fichiers et d'autres équipements informatiques dans un environnement localisé, dans le but de partager des fichiers, des programmes et des équipements tels que des imprimantes et des modems à haut débit. Les LAN peuvent disposer d'une gestion décentralisée des communications et comprendre des ordinateurs ou des serveurs de fichiers dédiés fournissant une source centralisée de fichiers et de programmes partagés.
Ligne louée	Circuits de voix et de données loués pour connecter deux ou plusieurs sites réservés à l'usage exclusif de l'abonné. Les lignes louées sont généralement utilisées pour transmettre diverses formes de données, y compris du trafic vocal et internet.
MB	Megabyte (mega-octet). Une mesure de volume de données représentant un million d'octets. Chaque octet équivaut à huit bits.
Mbps	Megabits per second (megabit par seconde). Une vitesse de transfert de données mesurée par le nombre de millions de bits par seconde. Un bit est la plus petite unité dans un réseau informatique.
MHP	<i>Multimedia home platform</i> , une plate-forme ouverte utilisée par les décodeurs Telenet pour encoder les diffusions et transmettre des données pertinentes associées aux diffusions.
MIC	Intercommunales Mixtes. Dix sociétés de service public et/ou de câble en Flandre et qui sont détenues directement par des municipalités et Electrabel SA.
MVNO	<i>Mobile Virtual Network Operator</i> . Une société qui offre des services mobiles en utilisant le réseau mobile d'un autre opérateur par une forme quelconque de services, d'accès à capacité de fréquence mobile et de contrat de revente.
NIU	<i>Network interface unit</i> . Equipement utilisé pour séparer les fréquences sur un câble coaxial selon leur objet : télévision, téléphonie et internet. Les NIU dans les réseaux Telenet agissent aussi en tant que filtres afin d'empêcher l'entrée depuis le domicile du client dans le réseau.
Nœud	Elément de réseau fournissant un point à partir duquel l'équipement principal de télécommunications ou les ordinateurs peuvent accéder au réseau. Dans les réseaux de circuits, les nœuds consistent en des systèmes de commutation. Dans les réseaux de commutation par paquets, il s'agit souvent d'ordinateurs.
Nouveau Cadre	Expression générale désignant les changements apportés au régime réglementaire européen actuellement applicable aux marchés des communications électroniques, en ce compris ceux dans lesquels Telenet opère. Le Nouveau Cadre comprend la Directive Service Universel, la Directive Accès, la Directive Autorisation, la Directive Vie Privée et Communications Electroniques et la Directive Concurrence dans les marchés des réseaux et des services de communications électroniques
Obligations de Service Universel	Obligation incombant aux fournisseurs de service universel de garantir, à des conditions raisonnables, l'accès à des services de téléphonie standards, à des téléphones publics et aux services de transmission prescrits, à l'ensemble de la population, quel que soit leur lieu de résidence ou leur activité professionnelle, dans une région spécifique, sur une base équitable et à un prix abordable.

Offre conjointe	Combinaison de produits et de service qui peut être offerte à un prix inférieur à la somme du prix de chacun des services fournis séparément. Une nouvelle législation belge permet maintenant de coupler des services de téléphonie, d'internet, de télévision et/ou des produits interactifs intermédiaires qui peuvent être offerts seulement s'ils sont fournis par le biais d'une technologie intégrée et que certaines autres conditions sont satisfaites.
PIC	Intercommunales Pures. Quatre sociétés de service public et ou de câble exploitées en Flandre.
Réseau Coaxial	Réseau composé de câbles isolés communément utilisés pour émettre des signaux de télédiffusion par des sociétés de câble. Les câbles coaxiaux comprennent généralement un cœur en cuivre, une couche isolante, et un canal externe. Correctement amélioré, les câbles coaxiaux peuvent être utilisés pour une variété de communications différentes telles que les transmissions téléphoniques ou internet. Les câbles coaxiaux sont bien adaptés aux transmissions sur de longues distances.
Réseau Combiné	Réseau qui comprend le réseau <i>broadband</i> de Telenet en Flandre (sur lequel Telenet offre la télévision câblée basique et premium, l'internet <i>broadband</i> et des services de téléphonie) et le Réseau Partenaire sur lequel Telenet offre la télévision câblée analogique premium, internet et la téléphonie conformément à un droit d'usage de 50 ans dont il reste 41 ans à courir.
Réseau Partenaire	Réseau câblé en Flandre qui appartient aux PIC et sur lequel Telenet fournit des services d'internet, de téléphonie et de télévision premium analogique conformément à un droit d'usage de 50 ans dont il reste 41 ans à courir.
Réseau Telenet Solutions	Réseau qui fournit à Telenet du transport de données haute capacité à travers la Belgique et une partie du Luxembourg. Telenet est propriétaire des composants électroniques et loue les fibres du Réseau Telenet Solutions.
Revenu Mensuel Moyen Par Utilisateur	Le revenu moyen mensuel par utilisateur est calculé en divisant les revenus engrangés pour la période concernée par le nombre de mois durant cette période et par le nombre moyen de RGU pendant cette période (ce nombre moyen de RGU pouvant être différent du nombre de RGU à la date de fin de la période concernée. Le revenu mensuel moyen par utilisateur peut faire référence à un service individuel ou au revenu total pour un client individuel.
Routeur	Équipement inter-réseaux transmettant des paquets de données à des réseaux raccordés au routeur grâce à l'adresse de destination figurant sur ces paquets.
SDH	<i>Synchronous Digital Hierarchy</i> . Une norme pour la transmission numérique à haut débit qui est communément utilisée sur les réseaux de téléphonie.
Service <i>broadband</i>	Terme général pour les services internet capables de délivrer des transmissions à des vitesses excédant approximativement 256 Kbps.
SMS	<i>Short Message Service</i> . Également communément appelé les messages textes. Les SMS permettent aux utilisateurs d'envoyer des messages courts à d'autres utilisateurs en utilisant un clavier simplifié. Les capacités SMS sur les derniers matériels disponibles pour les utilisateurs permettent d'envoyer de la musique et des messages vidéos en plus des messages alphanumériques.

Taux de Désabonnement	Nombre total de RGU déconnectés pendant la période concernée divisé par le nombre moyen de RGU pendant la période (Voir RGU).
TSET	Tax on Stock Exchange Transactions (Taxe sur les opérations de bourse). La TSET est un timbre fiscal, limité à €500 par transaction, qui est perçue sur la vente et l'achat de titres du marché secondaire en Belgique si l'opération est réalisée via un intermédiaire professionnel qui est établi en Belgique.
<i>Tromboning</i>	Pratique par laquelle un opérateur téléphonique route un appel entre deux parties par le biais d'une troisième destination. En pratique, cela peut être utilisé pour déguiser l'origine de l'appelant ou dans d'autres cas pour exploiter les différences de prix relatifs aux appels originaires d'un endroit ou d'un autre.
VDSL	<i>Very high speed DSL</i> . Une variante de DSL qui permet des vitesses plus élevées que celles généralement disponibles avec les configurations DSL standard.
VON	<i>Voice over the Net</i> . Evolution par laquelle du trafic de voix en paquets est transmis par le biais du téléphone grâce à l'installation d'un logiciel informatique spécialisé.
VoIP	<i>Voice over Internet Protocol</i> . Protocole par lequel le trafic vocal est transmis par paquets IP plutôt que par un réseau de commutation par circuit.
VPN	<i>Virtual Private Network</i> . Réseau de données partageant une infrastructure de télécommunications, mais agissant en tant que réseau privé sécurisé.
Wi-Fi	<i>Wireless LAN</i> . Système de communication permettant à un utilisateur mobile de se connecter à un LAN par le biais d'une connexion (radio) sans fil. Les communications Wi-Fi sont basées sur une plate-forme ouverte définie par les spécifications 802.11 de l'IEEE.
Wi-Max	Une forme de spécification Wi-Fi plus élevée. Le Wi-Max, tel que défini par les spécifications IEEE 802.16, offre des vitesses de transmission et des gammes opérationnelles plus importantes que l'IEEE 802.11.

(La présente page est laissée en blanc intentionnellement.)

LA SOCIETE

Telenet Group Holding NV
Liersesteenweg 4
2800 Malines
Belgique

CONSEILLERS JURIDIQUES

Pour la Société

Pour le droit belge et américain

Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP

City Place House
55 Basinghall Street
Londres EC2V 5EH
Royaume-Uni

Rue de la Loi 57
1040 Bruxelles
Belgique

**Pour les MIC, GIMV NV (et sociétés liées),
Electrabel SA, KBC Private Equity NV, Finstrad NV,
Ibel NV, Gevaert NV et Sofinium NV**

Pour le droit belge et américain

Baker & McKenzie CVBA
Avenue Louise 149
Huitième Etage
1050 Bruxelles
Belgique

Pour les Underwriters

Pour le droit américain

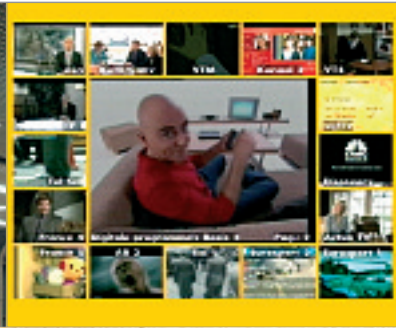
Pour le droit belge

Cravath, Swaine & Moore LLP
CityPoint
One Ropemaker Street
Londres EC2Y 9HR
Royaume-Uni

Allen & Overy LLP
Avenue de Tervueren 268A
1150 Bruxelles
Belgique

COMMISSAIRES INDEPENDANTS

PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren BCVBA
Woluwedael 18
1932 Sint-Stevens-Woluwe
Belgique





telenet 
vous ouvre le monde